

ARCHIVES
DIPLOMATIQUES

1884

JX
3
A6

ARCHIVES

DIPLOMATICS

1881

ARCHIVES DIPLOMATIQUES

RECUEIL MENSUEL INTERNATIONAL
DE DIPLOMATIE ET D'HISTOIRE

PUBLIÉ SOUS LA DIRECTION DE

M. LOUIS RENAULT

Professeur de Droit des gens
à la Faculté de droit de Paris et à l'École libre des sciences politiques,
Membre de l'Institut de Droit international.

DEUXIÈME SÉRIE

TOME IX

(JANVIER, FÉVRIER, MARS)

1884

PARIS

KRAUS REPRINT
A Division of
KRAUS-THOMSON ORGANIZATION LIMITED
Nendeln/Liechtenstein

1970

Reprinted from a copy in the collections of the
University of Illinois Library

Printed in Germany
Lessingdruckerei Wiesbaden

ARCHIVES DIPLOMATIQUES

PREMIÈRE PARTIE

TRAITÉS, CONVENTIONS, PROTOCOLES.

ALLEMAGNE — AUTRICHE-HONGRIE — FRANCE
GRANDE-BRETAGNE — ITALIE — RUSSIE — TURQUIE

Traité de Londres relativement à la navigation du Danube.

(10 mars 1883) (1).

AU NOM DE DIEU TOUT-PUISSANT,

Les Puissances signataires du Traité de Berlin ayant jugé nécessaire de réunir leurs Plénipotentiaires en Conférence à Londres afin de s'entendre sur les décisions à prendre en vertu de l'article LIV du Traité de Berlin du 13 juillet 1878 et sur l'exécution de l'article LV du même traité concernant la navigation du Danube depuis les Portes de Fer jusqu'à ses embouchures, ont nommé à cet effet pour leurs Plénipotentiaires.....

ART. 1^{er}. La juridiction de la Commission Européenne du Danube est étendue de Galatz à Braila.

(1) Promulgué dans le Journal officiel de la République française du 2 septembre 1883. Voir les Protocoles de la Conférence de Londres dans les *Archives* 1882-1883, III, 216-262.

ART. 2. Les pouvoirs de la Commission Européenne sont prolongés pour une période de vingt et un ans à partir du 24 avril 1883.

A l'expiration de cette période, les pouvoirs de ladite Commission seront renouvelés par tacite reconduction de trois en trois ans, sauf le cas où l'une des Hautes Parties contractantes notifierait, un an avant l'expiration de l'une de ces périodes triennales, l'intention de proposer des modifications dans sa constitution ou dans ses pouvoirs.

ART. 3. La Commission Européenne n'exercera pas de contrôle effectif sur les parties du bras de Kilia dont les deux rives appartiennent à l'un des riverains de ce bras.

ART. 4. Pour la partie du bras de Kilia qui traversera à la fois le territoire Russe et le territoire Roumain et afin d'assurer l'uniformité du régime dans le Bas-Danube, les règlements en vigueur dans le bras de Soulina seront appliqués sous la surveillance des Délégués de Russie et de Roumanie à la Commission Européenne.

ART. 5. Au cas où la Russie ou la Roumanie entreprendraient des travaux soit dans le bras mixte, soit entre les deux rives qui leur appartiennent respectivement, l'autorité compétente donnera connaissance à la Commission Européenne des plans de ces travaux, dans le seul but de constater qu'ils ne portent aucune atteinte à l'état de navigabilité des autres bras.

Les travaux qui ont déjà été exécutés au Tchatal d'Ismail restent à la charge et sous le contrôle de la Commission Européenne du Danube.

En cas de divergence entre les autorités de la Russie ou de la Roumanie et la Commission Européenne quant aux plans des travaux à entreprendre dans le bras de Kilia, ou de divergence au sein de cette Commission quant à l'extension qu'il pourrait convenir de donner aux travaux du Tchatal d'Ismail, ces cas seraient soumis directement aux Puissances.

ART. 6. Il est entendu qu'aucune restriction n'entravera le droit de la Russie de prélever des péages destinés à couvrir les frais des travaux entrepris par elle.

Toutefois, en vue de sauvegarder les intérêts réciproques de la navigation dans le bras de Soulina et le bras de Kilia, le Gouvernement Russe, afin d'assurer une entente à ce sujet, saisira les Gouvernements représentés dans la Commission Européenne, des réglemens de péage qu'il jugerait utile d'introduire.

ART. 7. Le règlement de navigation, de police fluviale et de surveillance élaboré le 2 juin 1882 par la Commission Européenne du Danube, avec l'assistance des Délégués de la Serbie et de la Bulgarie, est adopté tel qu'il se trouve annexé au présent Traité et déclaré applicable à la partie du Danube située entre les Portes de Fer et Braïla.

ART. 8. Tous les Traités, Conventions, Actes et Arrangements relatifs au Danube et à ses embouchures sont maintenus dans toutes celles de leurs dispositions qui ne sont pas abrogées ou modifiées par les stipulations qui précèdent.

ART. 9. Le présent traité sera ratifié, et les ratifications en seront échangées à Londres dans l'espace de six mois ou plus tôt, si faire se peut.

En foi de quoi, les Plénipotentiaires respectifs l'ont signé et y ont apposé le sceau de leurs armes.

Fait à Londres, le 10 mars 1883.

Signé : TISSOT.	KAROLYI.	NIGRA.
BARRÈRE.	GRANVILLE.	MOHRENHEIM.
MUNSTER.	FITZMAURICE.	MUSURUS.

ANNEXE AU TRAITÉ DE LONDRES DU 10 MARS 1883.

RÈGLEMENT

de navigation, de police fluviale et de surveillance,
applicable à la partie du Danube
située entre les Portes de Fer et Braïla.

TITRE PREMIER

RÉGIME GÉNÉRAL DE LA NAVIGATION

ART. 1^{er}. La navigation continuera à être entièrement libre sur toute la partie du Danube comprise entre Braïla et les Portes de Fer. Les bâtiments marchands de toutes les nations y effectueront librement, comme par le passé, le transport des passagers et des marchandises ou le remorquage, sous les conditions d'une parfaite égalité stipulées par l'article 16 du Traité de Paris.

ART. 2. Il ne sera perçu sur le Danube aucun péage basé uniquement sur le fait de la navigation du fleuve, ni aucun droit sur les marchandises, tant qu'elles se trouveront à bord des bâtiments, transports ou radeaux.

ART. 3. Les États riverains ont le droit de percevoir dans leurs ports respectifs les droits de quai, grue, balance, magasinage, débarquement, pour les établissements existants ou à établir.

Toutefois ces droits devront être prélevés indistinctement, suivant des tarifs fixes et publics, sans égard à la provenance des bâtiments et de leur cargaison, et pour autant seulement que les bâtiments assujettis à ces droits auraient profité desdits établissements.

Il est bien entendu que ces tarifs ne pourront être une source de revenus financiers, mais qu'ils produiront seulement la quotité nécessaire au paiement de l'intérêt et à l'amortissement du capital de premier établissement et d'entretien. L'amortissement une fois opéré, les tarifs ne représenteront plus que la quotité nécessaire à l'entretien.

ART. 4. Les ponts à établir sur le fleuve seront construits de façon à ne pas entraver la navigation, soit par des piles trop rapprochées, soit par des tabliers trop peu élevés. Les plus grandes ouvertures

placées, autant que possible, au-dessus des plus grandes profondeurs, de façon à ne pas obstruer le chenal navigable. Les culées seront construites de manière à ménager le passage des chemins de halage, et les ponts seront établis, en général, de telle sorte que les bâtiments actuellement employés à la navigation du fleuve puissent continuer à pratiquer cette navigation sans aucun changement dans leur mâture ni dans la hauteur de leur cheminée. Les ponts qui, pour donner passage aux bâtiments doivent être ouverts, seront construits de manière à ne pas retarder la navigation.

Les plans des ponts devront être communiqués à l'autorité commune avant la construction.

ART. 5. Les moulins fixes établis sur la voie fluviale, les moulins flottants, les pêcheries et les roues d'irrigation ne devront pas entraver la navigation. Ils seront établis sur les parties du fleuve qui ne servent pas de passage aux navires et embarcations, et leur emplacement sera choisi de façon à ne pas nuire au libre écoulement des eaux et à ne pas causer de changements préjudiciables dans le lit du fleuve.

ART. 6. Les lignes douanières suivront partout les rives du fleuve, sans jamais le traverser. Il s'ensuit que les bâtiments, transports, radeaux, etc., tant qu'ils sont en voie de navigation ou à l'ancre dans le lit du fleuve, sans faire aucune opération de commerce avec la rive, sont entièrement en dehors de toute action des douanes.

En conséquence, les États riverains ne peuvent percevoir les taxes douanières qu'à l'égard des marchandises débarquées sur les rives, et cette interdiction s'applique même aux bâtiments, transports ou radeaux traversant les sections du fleuve dont les deux rives appartiennent au même État.

ART. 7. Le transit est absolument libre pour les marchandises de toutes les nations, quelles que soient leur provenance et leur destination. Lorsqu'un bâtiment, transport ou radeau traverse une section fluviale dont les deux rives dépendent d'un seul État, les capitaines ou patrons ne sont pas assujettis à d'autres formalités, quant aux marchandises transportées en transit, qu'au plombage ou à la surveillance d'un agent douanier, exercée à bord jusqu'au point où les deux rives ou l'une d'elles cessent d'appartenir audit État. L'agent douanier, pendant son séjour à bord, a droit à la nourriture, au chauffage et à l'éclairage, sur le même pied que les hommes de l'équipage, mais sans autre rémunération quelconque. Le bâtiment sera tenu de donner passage gratuit audit agent douanier, sans nourriture ni autres frais,

au moins jusqu'au dernier port national qu'il touchera dans son premier voyage de retour.

ART. 8. Les bâtiments de mer ne pourront être tenus de produire d'autres documents que leurs papiers de bord. Les bâtiments ou transports fluviaux devront être munis des documents nécessaires, délivrés par l'autorité dont ils relèvent, pour constater le nom, la nationalité et la capacité du bâtiment ou transport, et l'identité du Capitaine ou patron et des hommes d'équipage.

Il est bien entendu qu'aucune autre modification ne sera apportée aux conditions dans lesquelles s'exercent actuellement le grand et le petit cabotage sans distinction de pavillon.

Les petites embarcations et les barques de pêche sont dispensées de se faire délivrer les actes spécifiés dans le présent article ; les patrons et les hommes d'équipage sont simplement tenus de se munir des documents nécessaires pour constater leur identité, lorsqu'ils veulent accoster à une rive étrangère. Il est bien entendu, d'ailleurs, que cette disposition ne porte aucune atteinte aux lois et règlements ayant pour objet l'exercice de la pêche dans les eaux de chacun des États riverains.

ART. 9. Aucun moulin ni autre établissement, aucune construction nouvelle, aucune prise d'eau ne pourront être créés de manière à interrompre la circulation sur les chemins de halage existants, et ces chemins seront entretenus en état de viabilité.

Les mêmes règles s'appliqueront aux chemins de halage nouvellement établis, ainsi qu'aux prolongements des chemins existants.

ART. 10. Les dispositions quaranténaires seront conçues de manière à concilier dans une juste mesure les garanties sanitaires et les besoins du commerce maritime et fluvial.

Il est expressément entendu que ces mesures seront exclusivement applicables aux navires et aux voyageurs de provenance brute et dans les ports non contaminés, et que toute mesure exceptionnelle et restrictive sera supprimée pour l'intercourse entre les ports du fleuve, dès qu'une épidémie serait devenue générale sur ses rives.

En règle générale, aussi longtemps qu'aucune épidémie dûment constatée ne régnera, soit en amont des Portes de Fer, soit en aval de Braïla, les bâtiments seront affranchis de tout contrôle sanitaire en naviguant entre Braïla et les Portes de Fer, tant à la remonte qu'à la descente.

Si une épidémie vient à éclater dans un port maritime, tout bâtiment arrivant de la mer et qui aura obtenu le visa en patente nette

à Soulina, à Kilia ou à Saint-Georges, sera affranchi de toute formalité autre que l'arraisonnement et de toute quarantaine d'observation, sur le parcours de son voyage en amont, jusqu'aux Portes de Fer.

Dans le cas où une épidémie viendrait à éclater sur les rives du fleuve, en amont des Portes de Fer ou en aval de Braïla, le visa obtenu, en patente nette, par les bâtiments en cours de navigation, dans le premier port fluvial non contaminé auquel ils auront touché, dans leur parcours entre les Portes de Fer et Braïla, suffira pour leur assurer le libre accès de tous les autres ports situés sur cette partie du fleuve.

Enfin, si une épidémie vient à éclater sur les rives de cette même partie du fleuve, les bâtiments de mer, aussi bien que les bâtiments fluviaux, continueront à faire leurs opérations en toute liberté, tant qu'ils n'auront pas fait escale dans l'un des ports contaminés. Ils seront simplement tenus de présenter leur patente de santé dans les ports où ils mouilleront.

Afin de faciliter, en temps d'épidémie, le maintien de la police fluviale, l'Inspecteur de la navigation, les sous-inspecteurs et autres agents préposés à la police continueront à circuler librement sur le fleuve, pour les besoins de leur service, sous la seule condition de se soumettre, en cas de compromission, aux mesures réglementaires auxquelles sont soumis les agents de la santé.

TITRE II

POLICE DE LA NAVIGATION

CHAPITRE I^{er}. — DISPOSITIONS GÉNÉRALES.

ART. 11. Tout bâtiment à vapeur marchand d'une force au-dessus de cinquante chevaux, naviguant dans le fleuve, est tenu de donner gratuitement passage à l'Inspecteur et aux sous-inspecteurs agissant dans l'exercice de leurs fonctions, et de prendre leurs embarcations en remorque.

ART. 12. Les bateaux de service de l'autorité préposée à l'exécution des règlements porteront un pavillon spécial qui sera identique à celui de la Commission Européenne, sauf les lettres portées sur la bande bleue de ce pavillon, lesquelles seront ultérieurement déterminées.

ART. 13. Les Capitaines et leurs équipages, à quelque nationalité qu'ils appartiennent, sont tenus d'obtempérer aux ordres qui leur sont

donnés, en vertu du présent règlement, par l'Inspecteur, les sous-inspecteurs, les capitaines de port, ou par les agents placés sous leurs ordres.

Ils ne peuvent refuser, lorsqu'ils en sont requis, d'arborer leur pavillon, ni de déclarer leurs noms et les noms de leurs bâtiments, ni d'indiquer leur destination et leur provenance.

ART. 14. Dans tous les endroits convenables du Danube, les États riverains pourront établir des échelles fluviales, pour mesurer la hausse et la baisse des eaux, et l'on affichera le tableau des profondeurs dans les ports principaux.

ART. 15. L'Inspecteur, les sous-inspecteurs et les capitaines de port prononcent sommairement dans les différends entre les capitaines et leurs équipages, en se faisant assister par deux capitaines de la nationalité des parties litigantes, ou, à leur défaut, par deux autres capitaines. Ils n'exercent, toutefois, cette partie de leurs attributions qu'autant que l'un des intéressés a réclamé leur intervention, et qu'il ne se trouve pas sur les lieux une autre autorité compétente.

ART. 16. En cas d'échouement ou de naufrage, les sous-inspecteurs et les capitaines de port, chacun dans son ressort, se rendent sur le lieu du sinistre et portent les secours les plus urgents pour assurer le sauvetage de la cargaison, du navire et de ses appareils, et pour sauvegarder l'intérêt général de la navigation.

Ils constatent les faits et dressent un procès-verbal.

Après quoi, ils se dessaisissent de l'administration du sauvetage, et remettent les actes dressés par eux à la plus proche autorité compétente.

ART. 17. Au cas où il deviendrait nécessaire de signaler éventuellement les passes difficiles et les endroits où il est défendu de jeter l'ancre, on suivra le système de signaux adopté en aval de Braila.

ART. 18. Tout capitaine ou patron d'un bâtiment à voile ou à vapeur ou d'un radeau, en cours de navigation ou stationnant, soit à l'ancre, soit amarré à la rive, est tenu de veiller à ce que son bâtiment ne cause ni entrave à la navigation, ni dommage, soit à d'autres bâtiments, soit aux échelles, bouées, signaux, chemins de halage et autres établissements servant à la navigation, placés sur le fleuve ou sur les rives, et il doit veiller, avec le même soin, à se sauvegarder lui-même.

En se conformant aux dispositions ci-après du présent règlement,

les navires doivent tenir compte de tous les dangers de la navigation et avoir égard aux circonstances particulières qui peuvent rendre nécessaire une dérogation aux règles prescrites, afin de parer à un péril immédiat.

CHAP. II. — RÈGLES POUR LES BÂTIMENTS QUI SE CROISENT
OU SE DÉPASSENT.

ART. 19. En règle générale, il est interdit à un bâtiment de dépasser le bâtiment qui suit la même route que lui, et à deux bâtiments allant en sens contraire, de se croiser sur les points où le chenal ne présente pas une largeur suffisante.

ART. 20. Aucun bâtiment ne peut se diriger par le travers de la route suivie par un autre bâtiment, de façon à l'entraver dans sa course.

Lorsqu'un bâtiment remontant le fleuve se trouve exposé à rencontrer un bâtiment naviguant à la descente, sur un point qui n'offre pas une largeur suffisante, il doit ralentir sa marche, et, en cas de besoin, même s'arrêter en aval du passage, jusqu'à ce que l'autre bâtiment l'ait franchi ; si le bâtiment qui remonte est engagé dans le passage au moment de la rencontre, le bâtiment descendant est tenu de s'arrêter en amont, jusqu'à ce que sa route soit libre.

Dans les passes étroites, les bâtiments à vapeur ne peuvent s'approcher à petite distance des bâtiments qui les précèdent.

ART. 21. Lorsque deux bâtiments à vapeur ou deux bâtiments à voiles naviguant par un vent favorable se rencontrent, faisant route en sens contraire, celui qui remonte le fleuve doit appuyer vers la rive gauche, et celui qui descend, vers la rive droite, de telle sorte qu'ils viennent tous deux sur tribord, ainsi qu'il est d'usage à la mer. Il en est de même lorsque la rencontre a lieu entre un bâtiment à vapeur et un bâtiment à voiles naviguant par un vent favorable.

Le capitaine ou patron qui s'écarte de ces règles doit prouver, en cas d'avaries, qu'il a été dans l'impossibilité de les observer ; à défaut de quoi, il est responsable, devant le tribunal compétent, des accidents survenus.

En cas de rencontre et sauf les prescriptions des articles 20, 22, 25, 26 et 27 du présent règlement, tout bâtiment à vapeur peut faire connaître la marche qu'il a l'intention de suivre, en donnant au bâtiment rencontré les signaux spécifiés ci-après :

Un coup bref de sifflet, pour dire : Je vais sur tribord ;

Deux coups de sifflet, pour dire : Je vais sur babord ;

Trois coups de sifflet, pour dire : Je vais en arrière à toute vitesse.

Ces signaux sont facultatifs, mais le bâtiment qui les a donnés est tenu d'y conformer sa marche. Le signal du bâtiment naviguant à la descente fait règle.

ART. 22. Lorsque deux bâtiments à vapeur allant en sens contraire arrivent dans une passe étroite, ils sont tenus de se donner les signaux prescrits par les articles 23 et 24 ci-après, et celui qui est en aval ralentit sa marche ou s'arrête en cas de besoin, jusqu'à ce que l'autre bâtiment ait franchi le passage.

ART. 23. Lorsque, dans une passe étroite, un bâtiment à vapeur veut devancer un autre bâtiment à vapeur marchant dans le même sens, il en donne le signal, avant d'être arrivé à petite distance, au moyen de cinq coups de cloche ou de sifflet et en agitant un pavillon à hampe sur le gaillard d'avant ; ou en hissant à mi-mât un pavillon bleu pendant le jour, ou un fanal éclairé, à verre blanc, pendant la nuit. Sur ces signaux, le bâtiment marchant en avant s'écarte à gauche et livre le passage à l'autre bâtiment, qui prend la droite ; aussitôt que le bâtiment qui suit se trouve à la distance d'une demi-longueur de bâtiment de celui qui précède ou de la queue du convoi remorqué par lui, ce dernier doit ralentir sa marche jusqu'à ce qu'il ait été dépassé.

ART. 24. Lorsqu'un bâtiment meilleur voilier rejoint un bâtiment à voiles et veut le dépasser, il en donne le signal en hélant à temps son devancier, lequel est tenu de lui livrer passage au vent.

Lorsqu'un bâtiment à vapeur veut devancer un bâtiment à voiles marchant dans le même sens que lui, il lui donne le signal prescrit par l'article précédent avant d'être arrivé à petite distance, et il passe sous le vent du bâtiment à voiles.

ART. 25. Tout bâtiment à vapeur est tenu d'éviter les bâtiments marchant à la dérive qu'il rencontre, soit en remontant, soit en descendant le fleuve.

Le bâtiment naviguant à la dérive doit, de son côté, lorsqu'il rencontre d'autres bâtiments, soit à voiles, soit à vapeur, se ranger le plus près possible de l'une des rives, afin d'opposer le moins d'obstacle possible au passage.

ART. 26. Les capitaines ou conducteurs de remorqueurs, naviguant avec ou sans convoi, sont tenus à l'observation de toutes les dispositions qui précèdent ; ils doivent spécialement se conformer aux prescriptions

des articles 23 et 24 ci-dessus, lorsqu'un convoi veut en dépasser un autre ; hors ce dernier cas, deux convois ne peuvent jamais se trouver l'un à côté de l'autre, soit au mouillage, soit en cours de voyage.

En cas de rencontre avec des bâtiments à voiles ou à vapeur faisant route en sens contraire, le remorqueur, s'il remonte le fleuve, a la faculté de s'écarter des prescriptions de l'article 21 ci-dessus pour se tenir en dehors du courant, s'il peut le faire sans danger pour les bâtiments rencontrés.

Le remorqueur est tenu, d'ailleurs, s'il fait usage de cette faculté, de donner les signaux prescrits par les articles 23 et 24 ci-dessus.

ART. 27. En règle générale, tout bâtiment à vapeur qui ne remorque pas un convoi, de même que tout bâtiment à voiles naviguant par un vent favorable, doit livrer passage à un convoi de bâtiments remorqués. A défaut d'espace suffisant pour ce faire, les capitaines et conducteurs tant des remorqueurs que des bâtiments remorqués, sont tenus, même dans le cas où les signaux prescrits par les articles 23 et 24 ci-dessus n'ont pas été donnés, de s'écarter conformément aux dispositions desdits articles.

Les capitaines et conducteurs des remorqueurs et des bâtiments remorqués doivent, d'ailleurs, dans tous les cas de rencontre avec d'autres bâtiments, rapprocher, autant que possible, les uns des autres, les bâtiments conduits à la remorque en convoi, de manière à livrer aux autres bâtiments un passage suffisamment large.

Il est interdit, dans tous les cas, de naviguer dans le fleuve avec plus de trois bâtiments amarrés bord à bord.

CHAP. III. — RÈGLES DU HALAGE.

ART. 28. Si deux bâtiments halés en sens contraire se rencontrent le long de la même rive, celui qui remonte s'écarte de manière à laisser passer l'autre.

Si un bâtiment halé par des animaux de trait rejoint un train de halage à bras, celui-ci doit lui livrer passage.

Dans le cas où un bâtiment halé en rencontre un autre amarré à la rive, le capitaine de ce dernier doit permettre aux matelots du bâtiment halé de monter sur son bord pour transporter la corde de halage.

ART. 29. Un bâtiment halé à bras ne peut entreprendre de dépasser un autre bâtiment halé de même, sauf le cas où il n'en résulterait aucun retard ni embarras pour ce dernier, lequel est tenu, en pareil cas, de se ranger le plus près possible contre la rive qu'il longe.

ART. 30. Il ne peut y avoir, en dehors des ports, plus de trois bâtiments mouillés ou amarrés bord à bord, le long des chemins de halage.

CHAP. IV. — RÈGLES POUR LA NAVIGATION PENDANT LA NUIT
ET PAR UN TEMPS DE BROUILLARD.

ART. 31. Tout bâtiment à vapeur naviguant pendant la nuit (entre le coucher et le lever du soleil) doit être muni d'une lumière blanche, facilement visible à la distance de deux milles au moins, hissée en tête du mât de misaine, d'une lumière verte à tribord, et d'une lumière rouge à babord.

Les feux de côté sont pourvus, en dedans du bord, d'écrans dirigés de l'arrière à l'avant, de manière que le feu vert ne puisse pas être aperçu de babord avant, ni le feu rouge, de tribord avant.

Les bâtiments à voiles, lorsqu'ils font route à la voile ou en remorque, portent les mêmes feux que les bâtiments à vapeur en marche, à l'exception du feu blanc du mât de misaine, dont ils ne doivent jamais faire usage. Les bâtiments à vapeur remorquant un ou plusieurs autres bâtiments portent, indépendamment de leurs feux de côté, deux feux blancs placés, l'un au-dessous de l'autre, en tête du mât, pour servir à les distinguer des autres navires à vapeur.

Pour l'application des règles prescrites par le présent article, tout navire à vapeur qui ne marche qu'avec l'aide de ses voiles est considéré comme navire à voiles, et tout navire dont la machine est en action, quelle que soit sa voilure, est considéré comme navire à vapeur.

Les radeaux naviguant pendant la nuit doivent porter un feu blanc à chacun de leurs angles.

Tout bâtiment, soit à voiles, soit à vapeur, en marche pendant la nuit, qui s'aperçoit qu'il est rejoint par un autre bâtiment suivant la même route que lui, est tenu de l'avertir, en lui montrant une lumière blanche à l'arrière.

ART. 32. Les bâtiments à voiles, les convois de remorque et les radeaux ne peuvent naviguer que lorsqu'ils aperçoivent distinctement la rive qu'ils suivent.

ART. 33. Par les temps de brume, les bâtiments à vapeur ne peuvent naviguer qu'à vitesse réduite, et les capitaines sont tenus de régler leur marche, suivant l'intensité de la brume, de manière à rester toujours maîtres de leurs mouvements et à pouvoir s'arrêter à temps, en cas d'obstacle. Ils sont tenus, d'ailleurs, de faire tinter sans interruption

la cloche du bord, en donnant un coup de sifflet de deux en deux minutes, et de jeter l'ancre, si la brume devient épaisse au point qu'il leur soit impossible d'apercevoir la rive sur laquelle ils appuient ou vers laquelle ils se dirigent.

CHAP. V. — RÈGLES POUR LES BATIMENTS AU MOUILLAGE.

ART. 34. Il est expressément défendu de jeter l'ancre ou de s'amarrer dans le chenal de navigation de manière à entraver la marche des bâtiments.

ART. 35. Lorsque, par suite de brouillard, un bâtiment ou un radeau est obligé de s'arrêter ailleurs que sur un point habituel de mouillage, il est tenu, si c'est un bateau à vapeur, de faire tinter la cloche du bord, et, dans le cas contraire, de héler du porte-voix. Ces signaux sont répétés de deux en deux minutes.

ART. 36. Tout bâtiment arrêté sur le fleuve pendant la nuit doit être muni d'un fanal éclairé qui est placé, soit à l'extrémité de l'une des grandes vergues, soit sur toute autre partie apparente du bâtiment, du côté du chenal, de telle sorte qu'il puisse être aperçu aussi bien en amont qu'en aval.

Les radeaux stationnant à l'ancre pendant la nuit doivent porter les feux prescrits par l'article 31, sauf les feux des deux angles du côté de la rive, qu'ils sont tenus de supprimer.

ART. 37. Lorsqu'un bâtiment ou un radeau est obligé de placer un câble ou une chaîne en travers du chenal, ces amarres doivent être larguées promptement, aussitôt qu'un autre bâtiment se présente pour passer.

ART. 38. Les radeaux et trains de bois ne peuvent avoir qu'un tirant d'eau inférieur à deux pieds anglais, au moins, à la hauteur de l'eau sur celui des bas-fonds du fleuve offrant la moindre profondeur, dans le parcours qu'ils doivent traverser.

ART. 93. La dimension des radeaux et trains de bois ne devra pas dépasser la largeur reconnue comme étant compatible avec les conditions de la navigation et la largeur des chenaux.

Tout radeau ou train de bois échoué dans le fleuve de manière à entraver la navigation, qui n'est pas remis à flot dans les quarante-huit heures, peut être allégé et démonté même, au besoin, par les agents de la police fluviale, aux frais du propriétaire.

CHAP. VI. — RÈGLES POUR LES CAS D'ÉCHOUEMENT ET DE NAUFRAGE.

ART. 40. Tout capitaine ou patron d'un bâtiment ou d'un radeau échoué ou naufragé dans le chenal navigable est tenu de héler les bâtiments qui s'approchent, avant qu'ils soient arrivés à petite distance, pour les avertir de son immobilité.

ART. 41. Si le bâtiment vient à faire naufrage, le capitaine doit faire tous ses efforts pour le haler immédiatement contre la rive, si elle est proche, et, dans le cas contraire, pour le placer dans toute autre partie du fleuve, de manière à dégager le chenal navigable.

Le capitaine du bâtiment naufragé et son équipage restent à bord ou à proximité du lieu du sinistre, jusqu'à ce que le procès-verbal des agents de la police ait été dressé.

ART. 42. Aussitôt après le naufrage, le capitaine du bâtiment, ou le pilote s'il y en a un à bord, fait prévenir le plus promptement possible les agents préposés à la surveillance du fleuve.

ART. 43. Si l'Inspecteur juge nécessaire de prendre des mesures immédiates dans l'intérêt de la navigation, il requiert à cet effet le capitaine du bâtiment naufragé, lequel est obligé, soit de déclarer immédiatement qu'il fera abandon de son bâtiment, et de laisser, dans ce cas, toute latitude à l'Inspecteur pour les dispositions à prendre, soit d'agir avec son équipage sous les ordres de l'Inspecteur ; dans ce dernier cas, celui-ci dirige le sauvetage jusqu'au point où il cesse d'être une opération d'utilité publique pour devenir une affaire d'intérêt privé.

ART. 44. Si, hors le cas de nécessité immédiate prévu par l'article précédent, l'enlèvement de la carcasse ou des débris du bâtiment naufragé est ultérieurement jugé urgent ou nécessaire, dans l'intérêt de la navigation, les propriétaires, assureurs et tous autres ayants droit sont tenus de l'effectuer et parachever dans le délai qui leur est fixé par l'Inspecteur ; à défaut de quoi, les travaux sont exécutés d'office par l'autorité préposée à l'exécution du présent règlement, dans la limite déterminée par le susdit article 43.

ART. 45. Tous travaux entrepris, soit par des particuliers, soit par des compagnies, pour opérer le sauvetage de bâtiments naufragés ou de leurs cargaisons, s'effectuent sous la surveillance de l'autorité préposée à l'exécution du présent règlement. Ces travaux peuvent

être interdits, s'ils sont de nature à causer une entrave à la navigation, de même qu'ils peuvent être continués ou repris d'office par l'autorité susnommée, dans le cas où ils auraient été abandonnés ou suspendus, le tout sur une simple notification faite aux ayants droit par l'Inspecteur de la navigation.

Le bâtiment dont le sauvetage a été opéré par les agents de l'autorité préposée à la surveillance du fleuve, peut être tenu de couvrir les frais de sauvetage et d'entretien du matériel.

Les ancres, chaînes et autres objets abandonnés par les navigateurs dans le fleuve, en dehors des ports, ne peuvent être retirés par qui que ce soit, sans une autorisation écrite de l'Inspecteur ou des sous-Inspecteurs, qui délivrent, s'il y a lieu, cette autorisation, et règlent le mode d'enlèvement ainsi que la destination des objets abandonnés.

CHAP. VII. — RÈGLE POUR LE JET DU LEST.

ART. 46. Il est interdit d'une manière absolue aux bâtiments de jeter leur lest dans le lit fluvial.

Le déchargement à terre peut être opéré sur les emplacements désignés par les autorités locales, comme lieu de dépôt public, ou sur les points déterminés par les agents préposés à la police de la navigation et désignés dans un avis dûment publié.

Les prescriptions du présent article sont également applicables au jet des cendres et escarbilles des bâtiments à vapeur.

ART. 47. Pour assurer l'exécution de la disposition qui précède, relative au jet du lest, les capitaines ou patrons sont tenus de conserver à bord, pendant toute la durée du voyage en amont, le certificat délivré par le capitaine du port de Soulina et constatant le tirant d'eau des bâtiments naviguant sur lest, de même que tout autre document délivré au bâtiment en cours de voyage, pour constater un déchargement de lest. Ces certificats doivent être présentés à toute réquisition des agents préposés à la police.

CHAP. VIII. — DES OPÉRATIONS D'ALLÈGE AU CABOTAGE.

ART. 48. Les opérations d'allège peuvent être faites par tous transports à vapeur, chalands de remorque, bâtiments à voiles ou allèges.

CHAP. IX. — DU REMORQUAGE.

ART. 49. L'industrie du remorquage est entièrement libre pour les bateaux à vapeur de tout pavillon.

Les opérations de remorquage peuvent être effectuées, sans aucune entrave et sans aucune nouvelle formalité ni déclaration, par tous les remorqueurs qui opèrent sur la partie du fleuve située entre Braila et Soulina.

Les propriétaires ou capitaines des remorqueurs destinés à opérer exclusivement entre Braila et les Portes de Fer sont tenus d'en faire la déclaration à l'Inspecteur de la navigation et de l'informer du nom du navire, de son pavillon et de sa force en chevaux-vapeur, ainsi que de la date à partir de laquelle commenceront les opérations de remorquage.

Sur cette notification, l'Inspecteur indique sans délai au propriétaire du remorqueur un numéro d'ordre, que celui-ci est tenu de faire porter par son bâtiment, en chiffres arabes, d'un pied de hauteur, peints en blanc à babord et à tribord, sur une partie apparente du bordage extérieur.

ART. 50. Lorsque des bâtiments ou transports conduits en remorque s'amarrent ou jettent l'ancre, les remorqueurs ne peuvent larguer les amarres de remorque avant que les bâtiments ou transports remorqués n'aient fait leur évitée au vent ou au courant, et ne se trouvent en sécurité de mouillage.

ART. 51. Lorsque le capitaine d'un remorqueur entreprend de remorquer un ou plusieurs bâtiments, transports, radeaux ou trains de bois, pour lesquels la force de son bâtiment est insuffisante, et qu'il en résulte un dommage ou une entrave pour la navigation, le capitaine est passible de l'amende prévue pour contravention à l'article 18, sans préjudice à la responsabilité qu'il encourt devant les autorités civiles, pour les dommages qui peuvent en résulter.

ART. 52. Les dispositions des articles 50 et 51 qui précèdent sont obligatoires pour tous les bâtiments employés à en remorquer d'autres, soit habituellement, soit accidentellement.

En cas d'échouement ou de naufrage d'un bâtiment, transport, radeau ou train de bois remorqué, le capitaine du remorqueur, en continuant son voyage, est tenu de donner avis de l'accident à la première embarcation du service de l'Inspection qu'il rencontre.

En règle générale, le remorqueur ne peut continuer son voyage avant qu'il ne soit constaté que la force de son moteur est insuffisante pour remettre à flot le bâtiment, transport, radeau ou train de bois échoué.

Les dispositions du présent article sont applicables à tous bâtiments à vapeur employés au remorquage, soit habituellement, soit accidentellement.

CHAP. X. — DE LA POLICE DES PORTS.

ART. 53. Aucun navire ne peut entrer dans un port ni en sortir, sans hisser son pavillon national.

ART. 54. Les capitaines sont tenus de jeter l'ancre aux endroits qui leur sont désignés par les autorités du port, et de changer de mouillage, sur la réquisition de ces autorités, lorsque cela est reconnu nécessaire.

ART. 55. Pendant toute la durée du mouillage, les vergues restent brassées de l'avant à l'arrière.

ART. 56. Une fois à l'ancre, les bâtiments s'amarrent aux poteaux établis à cet effet le long des rives, ou aux bâtiments déjà mouillés. Le corps du bâtiment le plus rapproché de la rive sert de passage aux autres. Les bâtiments rentrent leur bâton de foc et leurs bouts-dehors qui ne peuvent servir, en aucun cas, à amarrer les embarcations.

ART. 57. Les capitaines se présentent, dans les vingt-quatre heures de leur arrivée, au bureau du capitaine de port, pour y produire leurs papiers de bord.

ART. 58. Tout bâtiment stationnant dans un port est tenu d'avoir toujours à sa disposition assez d'hommes pour exécuter les manœuvres qui pourraient devenir nécessaires.

ART. 59. Les embarcations des ports ou des bâtiments marchands mouillés dans un port ne peuvent se déplacer pendant la nuit sans porter un fanal allumé.

ART. 60. Il n'est pas permis de chauffer, dans l'intérieur des ports, du goudron ni de la poix, à bord des bâtiments. Les fumigations ne peuvent avoir lieu qu'avec l'autorisation du capitaine du port.

Le capitaine de tout bâtiment arrivant avec un chargement composé, exclusivement ou en partie, de pétrole, de dynamite, de poudre à canon ou de mine, ou d'autres matières explosibles ou inflammables, est tenu d'en faire immédiatement la déclaration aux agents préposés à la police du port, avant de prendre son mouillage, et de produire l'autorisation dont il doit être muni pour l'importation de ces matières.

ART. 61. Les bâtiments ayant du pétrole ou des matières explosi-

bles ou inflammables à bord, ne peuvent mouiller ou s'amarrer que dans la partie des ports désignée à cet effet par les capitaines de port, et ils sont tenus de porter un pavillon rouge en tête du mât de misaine.

ART. 62. Tout bâtiment mouillé dans un port est tenu de porter son nom sur une partie facilement visible.

Les capitaines des bâtiments stationnant dans un port sont obligés de dénoncer sans retard aux capitaines de port tout cas d'abordage ou d'avarie dans lequel leurs bâtiments auraient été engagés, ainsi que tout cas de décès survenu à leur bord.

ART. 63. Les dispositions du présent règlement, relatives aux amarres et fanaux et au remorquage, sont également applicables dans les ports.

ART. 64. Avant de quitter un port, les capitaines sont tenus de se présenter au bureau du capitaine du port, pour obtenir leurs expéditions et pour payer ou consigner le montant des amendes qui leur seraient infligées en vertu du présent règlement.

ART. 65. Il est défendu de retirer, sans l'autorisation du capitaine du port, les ancrs, chaînes et autres objets abandonnés dans le port.

CHAP. XI. — DU SERVICE DU PILOTAGE DANS LE FLEUVE.

ART. 66. Le pilotage sur le fleuve est facultatif.

ART. 67. En dehors du pilotage qui s'exerce librement, il y aura un service spécial facultatif de pilotes brevetés pour les bâtiments qui naviguent entre les Portes de Fer et Braïla. Ces pilotes sont placés sous l'autorité de l'inspecteur, qui leur délivre le brevet de pilote. Ils sont tenus de faire viser ce brevet chaque année par l'inspecteur ; à défaut de l'accomplissement de cette formalité, le brevet cesse d'être valable.

ART. 68. Un tarif de pilotage sera élaboré par l'autorité préposée à la surveillance des règlements pour les pilotes brevetés.

ART. 69. Les sous-inspecteurs et capitaines de port, chacun dans les limites de son ressort, prononcent sur les contestations survenues entre les pilotes et les capitaines de commerce, lorsque leur intervention est réclamée.

ART. 70. Les pilotes sont tenus de dénoncer, soit aux agents de l'inspection, soit aux capitaines de port, les contraventions commises en leur présence.

Il leur est interdit de s'intéresser, soit directement, soit indirectement, dans aucune opération ou entreprise d'allège ayant pour objet de remettre à flot le bâtiment échoué qu'ils ont conduit lors de l'accident.

ART. 71. Les pilotes brevetés qui, par incapacité ou mauvaise volonté, ont été cause d'un abordage, d'un échouement ou d'un naufrage, sont destitués, sans préjudice à l'action civile que les ayants droit peuvent exercer contre eux devant les tribunaux compétents.

CHAP. XII. — DES CONTRAVENTIONS.

SECTION A. — Fixation des amendes.

§ 1. — *Contraventions au régime général de la navigation.*

ART. 72. Toute contravention à l'article dix-huit (18) est punie d'une amende de cinq à cinquante francs.

§ 2. — *Contraventions à la police du fleuve.*

ART. 73. Toute contravention à l'une des dispositions des articles vingt-huit, vingt-neuf, trente (28, 29, 30), du second alinéa de l'article quarante et un (41), de l'article quarante-deux (42) et du quatrième alinéa de l'article quarante-neuf (49), est punie d'une amende de cinq à trente francs.

ART. 74. Toute contravention à l'article quarante-cinq (45) est punie d'une amende de cinq à quarante francs.

ART. 75. Toute contravention à l'une des dispositions des articles onze, treize, dix-neuf, vingt, trente-quatre, trente-six, trente-huit, quarante, quarante-sept (11, 13, 19, 20, 34, 36, 38, 40, 47), à la disposition du troisième alinéa de l'article quarante-neuf (49) ou à celle du second alinéa de l'article cinquante-deux (52), est punie d'une amende de cinq à cinquante francs.

ART. 76. Toute contravention aux dispositions de l'article vingt-cinq (25) est punie d'une amende de cinq à soixante francs.

ART. 77. Toute contravention à l'article trente-cinq (35) est punie d'une amende de cinq à quatre-vingts francs.

ART. 78. Toute contravention aux dispositions des articles vingt-six et vingt-sept (26, 27) est punie d'une amende de dix à quatre-vingts francs.

ART. 79. Toute contravention aux dispositions des articles vingt et un, vingt-quatre, trente et un et trente-sept (21, 24, 31, 37) est punie d'une amende de cinq à cent francs.

ART. 80. Toute contravention aux dispositions des articles vingt-deux, vingt-trois, trente-deux, trente-trois et cinquante (22, 23, 32, 33, 50), est punie d'une amende de dix à cent francs.

§ 3. — *Contraventions à la police des ports.*

ART. 81. Toute contravention à l'une des dispositions des articles cinquante-trois, cinquante-cinq, cinquante-six, cinquante-sept, cinquante-huit et soixante-deux (53, 55, 56, 57, 58, 62) est punie d'une amende de cinq à vingt francs.

ART. 82. Toute contravention à l'article soixante-cinq (65) est punie d'une amende de cinq à quarante francs.

ART. 83. Toute contravention à l'article cinquante-neuf (59) est punie d'une amende de cinq à cinquante francs.

ART. 84. Toute contravention à l'article soixante-quatre (64) est punie d'une amende de cinq à cent francs.

ART. 85. Toute contravention aux dispositions des articles soixante et soixante et un (60, 61) est punie d'une amende de cinq à deux cents francs.

§ 4. — *Contraventions commises par les pilotes brevetés.*

ART. 86. Toute contravention aux dispositions de l'article soixante-dix (70) est punie d'une amende de cinq à cinquante francs.

§ 5. — *Injures et voies de fait.*

ART. 87. Toute offense ou injure commise et toute menace proférée contre les agents préposés au maintien de la police de la navigation,

agissant dans l'exercice de leurs fonctions, de même que toute injure ou offense dirigée contre l'autorité de laquelle lesdits agents tiennent leur pouvoir, est punie d'une amende de cinq francs au moins et de cinquante francs au plus.

S'il y a voie de fait commise ou tentée contre les agents de la police, à l'occasion de l'accomplissement de leurs fonctions, le maximum de l'amende peut être porté à deux cents francs, sans préjudice à la poursuite devant l'autorité compétente.

SECTION B. — Règle pour l'application des amendes.

ART. 88. Les amendes ne sont pas applicables aux contraventions occasionnées par des cas de force majeure.

ART. 89. Le maximum des amendes peut être doublé en cas de récidive.

Il y a récidive lorsqu'une contravention se renouvelle dans l'espace d'un an.

ART. 90. Indépendamment des amendes auxquelles ils sont condamnés, les contrevenants peuvent être poursuivis devant les tribunaux compétents, à raison de la réparation civile des dommages qu'ils ont causés.

ART. 91. Les capitaines et patrons sont responsables des contraventions commises par les gens de leur équipage.

ART. 92. En tout état de cause, le bâtiment, remorqueur ou allège, à bord duquel une contravention a été commise, demeure affecté par privilège au paiement de l'amende encourue, pour le recouvrement de laquelle il peut être séquestré par les agents préposés à la police du fleuve.

ART. 93. Les sous-inspecteurs de la navigation et les capitaines de port connaissent des contraventions commises, dans l'étendue de leur ressort, contre les dispositions du présent règlement, et prononcent, en première instance, l'application des amendes encourues à raison de ces contraventions.

La notification de leurs sentences est faite par l'entremise du capitaine du port où le bateau se trouve, ou hors des ports directement par les sous-inspecteurs.

La notification peut aussi être faite valablement par l'entremise de l'autorité consulaire du pavillon.

ART. 94. Le montant des amendes est versé à la Caisse de l'autorité commune.

ART. 95. Les appels contre les jugements de condamnation rendus en première instance par les agents de police sont portés, dans les trois mois de la notification, devant la Commission mixte.

En cas d'appel, le montant de l'amende est consigné, à titre provisoire, à la caisse de la Commission mixte, dans laquelle il reste en dépôt jusqu'à ce que la cause soit vidée.

Les appels ne sont plus recevables après l'expiration du délai de trois mois, à partir de la notification, et le montant de l'amende demeure définitivement acquis à la Commission mixte.

TITRE III

EXÉCUTION ET SURVEILLANCE DES RÈGLEMENTS

ART. 96. L'exécution du présent règlement est placée sous l'autorité d'une commission dite Commission mixte du Danube, dans laquelle l'Autriche-Hongrie, la Bulgarie, la Roumanie et la Serbie seront chacune représentées par un Délégué. La présidence de cette Commission appartiendra au Délégué d'Autriche-Hongrie.

Un membre de la Commission européenne du Danube, désigné pour une période de six mois, par ordre alphabétique des États, prendra part aux travaux de la Commission mixte et jouira, pendant cette participation, de tous les droits appartenant à ses autres membres.

Les États déjà représentés à la Commission mixte ne seront pas compris dans ce roulement alphabétique.

Afin que le membre de la Commission européenne désigné par le roulement alphabétique soit en mesure de prendre part aux délibérations de la Commission mixte, celle-ci lui fera parvenir le programme de ses travaux un mois avant l'ouverture de chaque session.

La Commission européenne, quand elle le jugera utile, pourra demander à la Commission mixte, par l'entremise de son Délégué, les renseignements dont elle aurait besoin concernant celles des décisions de la Commission mixte qui toucheraient à la liberté de la navigation.

ART. 97. Les pouvoirs de la Commission mixte auront une durée égale à ceux de la Commission européenne du Danube, et cette Commission mixte subira, s'il en est besoin, les modifications qu'il pourrait devenir nécessaire d'introduire dans sa constitution et dans ses pouvoirs, sous réserve de la coexistence des deux Commissions.

ART. 98. La Commission mixte tiendra chaque année deux sessions ordinaires qui seront fixées de manière à éviter la réunion simultanée de la Commission mixte et de la Commission européenne.

Ses décisions seront prises à la majorité des voix.

Elle arrêtera elle-même le règlement intérieur pour l'ordre de ses travaux, ainsi que les instructions spéciales à ses agents en vue de l'application du présent règlement, sauf les points sur la solution desquels le présent règlement a statué lui-même. La Commission procédera, dans sa première session, à la nomination des agents désignés à l'article 101, sous les numéros 1, 2 et 4.

Toutefois, le règlement intérieur et les instructions d'un caractère général et réglementaire telles que celles dont il est question dans l'article 9 de l'Acte public du 2 novembre 1865, relatif à la navigation des embouchures du Danube, seront communiqués préalablement à la Commission européenne, et ne seront appliqués qu'après que cette Commission les aura trouvés conformes aux principes qui ont servi de base au présent règlement.

ART. 99. Les frais d'administration seront à la charge des États représentés dans la Commission mixte. Ils y contribueront dans la proportion suivante : l'Autriche-Hongrie pour quatre dixièmes ; la Roumanie, pour quatre dixièmes, et la Bulgarie et la Serbie, chacune pour un dixième.

A la seconde réunion ordinaire, la Commission mixte fixera son budget pour l'année suivante.

Les contributions des États seront faites d'avance pour chaque semestre. Les amendes perçues pour contravention au présent règlement seront versées dans la caisse de la Commission mixte pour être affectées aux besoins du service.

ART. 100. Les agents ci-après désignés fonctionneront, chacun dans le ressort qui lui sera assigné, sous les ordres de la Commission mixte, savoir :

- 1° Un inspecteur ;
- 2° Des sous-inspecteurs ;
- 3° Des capitaines de port pour autant que leur action s'exercera sur la voie fluviale ;
- 4° Un secrétaire et des agents subalternes.

ART. 101. Les agents désignés à l'article précédent seront choisis parmi les personnes compétentes ; ils seront nommés et rétribués comme il suit :

L'inspecteur sera nommé et rétribué par la Commission mixte, ainsi que le secrétaire et les agents subalternes.

Les sous-inspecteurs et capitaines de port seront nommés et rétribués par les États riverains respectifs, lesquels feront part à la Commission mixte de la nomination de ces agents ou de leur remplacement.

Les agents ci-dessus nommés, sauf les sous-inspecteurs et les capitaines de port, pourront être révoqués par la Commission mixte.

ART. 102. L'inspecteur est appelé à veiller, par voie administrative, à la stricte observation des dispositions du présent règlement et à mettre de l'ensemble dans son application.

Sous ce rapport, il est considéré comme directement préposé aux sous-inspecteurs et aux capitaines de port.

ART. 103. Le Danube, entre les Portes de Fer et Braïla, sera divisé, sur la rive gauche, en quatre sections d'inspection, dont :

La première s'étendra des Portes de Fer à Beket inclusivement ;

La seconde, de Beket à Simnitza inclusivement ;

La troisième, de Simnitza à Calarash-Silistrie ;

La quatrième, comprenant les deux rives de Calarash-Silistrie jusqu'à Braïla exclusivement.

Sur la rive droite, il sera divisé en trois sections, dont la première s'étendra des Portes de Fer jusqu'à l'embouchure du Timok ; la seconde, du Timok jusqu'à Nicopolis inclusivement ; la troisième, de Nicopolis jusqu'à Silistrie inclusivement. .

La résidence de chacun des sous-inspecteurs sera ultérieurement fixée par les États riverains de concert avec la Commission mixte.

ART. 104. — Les États riverains prêteront à la Commission mixte et à ses agents tout le concours dont elle pourra avoir besoin dans l'accomplissement de sa tâche.

ART. 105. Les ports ou échelles situés sur le parcours de chaque section fluviale et pour lesquels les États riverains auront institué des capitaines de port, conformément aux dispositions du présent règlement, ne seront pas compris dans le ressort du sous-inspecteur de la section. Les ports ou échelles seront placés sous la surveillance des capitaines de port, lesquels relèveront directement de l'inspecteur et seront tenus de suivre ses instructions pour tout ce qui concernera leur action sur la voie fluviale.

On entend par la dénomination de port, au sens du présent règlement, toute la partie du fleuve comprise entre deux lignes droites partant, normalement aux rives, des limites d'amont et d'aval desdits ports ou échelles et se prolongeant jusqu'au Thalweg.

Si la rive opposée appartient au même État, le port comprend éga-

lement la partie du fleuve située au delà du Thalweg, entre les deux lignes prolongées jusqu'à ladite rive, à moins toutefois qu'il n'existe sur cette rive, dans les mêmes eaux, un port ou échelle muni d'un capitaine de port.

Les bâtiments en cours de navigation et traversant les eaux d'un port sans s'y arrêter ne sont pas soumis à la juridiction des capitaines de port; l'inspecteur et les sous-inspecteurs sont seuls compétents pour agir à l'égard de ces bâtiments.

ART. 106. Les attributions spéciales de la police judiciaire fluviale seront exercées par les sous-inspecteurs et les capitaines de port par chacun dans son domaine de surveillance, et les appels seront portés devant la Commission mixte, qui jugera en dernier ressort.

Si, dans l'exercice de leurs fonctions, les sous-inspecteurs avaient à relever des contraventions commises en dehors de leur ressort, ils constateraient ces contraventions et les porteraient à la connaissance du sous-inspecteur compétent.

ART. 107. La Commission mixte aura son siège à Giurgevo.

ART. 108. Les articles 1, 2, 3, 6, 7, 8, 9 et 10, ainsi que les articles 96 à 108 inclusivement du présent règlement, ne pourront être modifiés qu'à la suite d'une entente des Puissances intéressées. Les autres articles ne pourront être modifiés par la Commission mixte qu'avec le concours de la Commission Européenne du Danube.

DEUXIÈME PARTIE

CORRESPONDANCES, DÉPÊCHES, NOTES

LA QUESTION DU DANUBE

**L'Ambassadeur d'Italie à Londres au ministre
des Affaires étrangères d'Italie (1).**

Londres, 10 mars 1883 (reçu le 14).

Monsieur le Ministre,

La Conférence réunie à Londres pour résoudre les questions relatives à la navigation du Danube, a mis fin à son œuvre. Les délibérations, rédigées en partie sous forme de traité, et en partie insérées dans les protocoles (2), ont reçu, aujourd'hui même, la signature des plénipotentiaires.

Je crois utile de résumer brièvement le cours et l'issue de ces négociations. Les précédents de la question sont connus, et il suffira de les indiquer.

Dans le but de rendre possible et facile la navigation du bas Danube, et d'assurer la parfaite liberté de cette navigation, les États signataires du traité de Paris de 1856 avaient institué la Commission européenne danubienne avec mission, à elle confiée, d'ordonner les travaux nécessaires et d'aviser aux moyens d'exécution. La Commission, nommée pour peu de temps, fut maintenue, par suite de prorogations successives, jusqu'au 24 avril 1883, époque à laquelle, aux termes de l'article IV du traité de Londres du 13 mars 1871, ses pouvoirs devaient expirer, s'ils n'étaient pas renouvelés. Cette éventualité fut prévue par le traité de Berlin du 13 juillet 1878 ; et c'est spécialement pour exécuter les dispositions des articles LIV et LV de ce dernier traité, que

(1) *Livre vert* déposé le 11 avril 1883 sur le bureau du Sénat italien, n° 55.

(2) V. ces protocoles dans les *Archives*, 1882-1883, III, 216-262.

fut convoquée, sur l'initiative du Gouvernement britannique, la présente Conférence à Londres.

La Commission européenne du Danube, dès l'époque de sa nomination, se mit à l'œuvre, et l'a continuée jusqu'à aujourd'hui, à l'avantage de la navigation générale, avec une sollicitude dont les plénipotentiaires réunis à la Conférence, et en particulier celui de S. M. le roi d'Italie, se firent un devoir de rendre témoignage. L'opportunité de la prorogation des pouvoirs de cette Commission était évidente, et admise, en principe, par toutes les puissances intéressées. Mais les conditions dans lesquelles elle devrait être faite constituaient une matière sujette à discussion. Durant l'espace de temps qui sépare le Congrès de Paris, de 1856, du Congrès de Berlin, de 1878, s'étaient succédé de graves événements, lesquels avaient modifié l'état territorial du bas Danube, et les intérêts qui y sont connexes. La Russie, ayant obtenu la rétrocession de la Bessarabie, se trouvait de nouveau en possession d'une portion importante du delta du Danube. La Roumanie et la Serbie, toutes deux riveraines, étaient devenues des Royaumes indépendants, et la Bulgarie, de la condition de simple province de l'Empire ottoman, était montée à celle de principauté vassale du Sultan, avec une certaine autonomie déterminée par le Traité de Berlin. Ces changements territoriaux ne s'étaient pas produits sans que fussent touchés les intérêts inhérents à la navigation du grand fleuve, spécialement relativement aux États riverains.

Parmi les mandats confiés à la Commission européenne était celui de préparer, conformément à l'article LV du traité de Berlin, le règlement de navigation pour la partie du cours du fleuve qui descend des Portes de Fer à Galatz, et d'en proposer le mode d'exécution. Or, l'exécution d'un règlement de navigation dans des eaux qui touchaient ou traversaient des États différents de race, d'étendue, de condition politique, était chose difficile à faire, et qui même donnait matière à discussion. Les intérêts des divers États, dans cette question de la navigation danubienne, sont de deux sortes, savoir : l'intérêt général de la liberté de la navigation, et l'intérêt particulier des États riverains. De plus, parmi les États riverains, l'Autriche réclame sa place, bien qu'elle ne soit riveraine que de la partie supérieure du fleuve, en invoquant l'importance spéciale qu'a pour elle cette voie principale de

communication de l'Empire vers la Mer Noire. Même l'Allemagne peut jusqu'à un certain point se considérer comme riveraine, le cours supérieur du fleuve passant en terre allemande. Et aussi bien l'une que l'autre de ces puissances pourrait invoquer un droit de servitude sur les embouchures inférieures du fleuve. La Turquie, de son côté, participe indirectement de la qualité d'État riverain, à raison de sa haute souveraineté sur la principauté de Bulgarie. En parlant de l'intérêt spécial des États riverains, comme tels, on n'entend pas exclure chez ces États l'intérêt général qu'il ont, comme tout autre État, à la liberté de la navigation du Danube. Mais leur qualité de riverains leur crée des intérêts spéciaux, qui sont distincts, sinon séparés, de ceux des autres puissances non riveraines.

Les puissances non riveraines qui ont le droit historique d'intervenir dans les questions de navigation sur le Danube, sont la Grande Bretagne, la France et l'Italie. Elles tirent leur droit, non pas tant de leur condition de grandes puissances, ou de l'importance de leur navigation sur le fleuve, à laquelle participent aussi, dans une mesure variable, les autres puissances non représentées à la Conférence, que des traités publics qui règlent la matière. L'intérêt de ces trois puissances, l'Italie, la France et la Grande Bretagne, est uniquement celui de la liberté de la navigation pour tous les pavillons. Leur intérêt est l'intérêt général de tous, et spécialement des petites puissances, riveraines ou non, pour lesquelles l'ingérence des grandes puissances non riveraines constitue une garantie. Or, le seul organe par le moyen duquel les trois puissances non riveraines peuvent exercer sur les eaux danubiennes cette influence salutaire et désintéressée, est justement la Commission européenne. C'est pourquoi leur désir comme leur intérêt est que les pouvoirs de cette Commission soient prorogés pour la plus grande durée possible.

Les autres puissances admettaient bien la possibilité et même l'utilité de la prorogation des pouvoirs de la Commission européenne, mais quelques-unes, comme la Russie, l'Autriche-Hongrie et la Roumanie, mettaient à leur consentement des conditions diverses.

La Russie admettait la prorogation de la Commission européenne, pourvu que celle-ci, en limitant son action au bras de

Sulina, choisi par elle comme champ de ses travaux et comme objet de son contrôle, ne s'ingérât pas dans le bras de Kilia, qui, par suite du Traité de Berlin, était rentré en sa possession, et baigne tantôt une, tantôt deux rives de territoire russe. La Russie revendiquait sur ces eaux l'entier exercice de son droit de souveraineté. Mais elle proclamait la liberté de navigation sur le bras de Kilia, elle consentait même à y appliquer peut-être le règlement adopté pour le bras de Sulina, et à coordonner les travaux à faire sur Kilia avec ceux de l'autre bras du fleuve, et elle ne refusait pas d'introduire sur ses eaux un système de tarifs peut-être conforme à celui qui était ou serait établi par la Commission européenne dans les eaux soumises au contrôle de cette Commission.

L'Autriche-Hongrie, maîtresse du milieu du cours de ce fleuve qui transporte en Orient une si grande partie du trafic de l'Empire Austro-Hongrois et de l'Allemagne, et, à cause de cela, appuyée par le Gouvernement allemand, consentait bien, elle, à la prorogation de la Commission européenne, mais à la condition que les règlements destinés à fixer les principes de la navigation danubienne seraient conçus et appliqués de manière à laisser à l'Autriche-Hongrie une certaine prépondérance. En vue de satisfaire sur ce point aux demandes de l'Autriche-Hongrie, les Gouvernements représentés au sein de la Commission européenne, moins le Gouvernement roumain, avaient adhéré au projet proposé par M. Barrère, délégué de la France dans ladite Commission, lequel projet instituait une commission spéciale, dite Commission mixte, avec la mission de pourvoir à l'application des règlements. Cette Commission mixte devait être composée des délégués des États riverains (Autriche-Hongrie, Roumanie, Serbie, Bulgarie), avec l'adjonction d'un membre de la Commission européenne, qui, à des périodes fixes, serait successivement remplacé par d'autres membres de la Commission européenne, par ordre alphabétique des puissances. La présidence devait être confiée au délégué Austro-Hongrois. L'admission successive et tour à tour renouvelée, d'un membre de la Commission européenne au sein de la Commission mixte, offrait les avantages suivants : en premier lieu, elle avait pour effet de garantir une plus juste distribution des votes et une plus grande impartialité. En second lieu, elle laissait à l'ingérence européenne une place, si modeste qu'elle fût, dans le contrôle et l'application des règlements fluviaux.

Cette solution, avant que la Conférence fût convoquée, avait déjà été acceptée de toutes les puissances intéressées, comme on l'a déjà dit, excepté la Roumanie, qui ne consentait pas à admettre ce qu'elle estimait une prépondérance excessive de l'Autriche dans les eaux roumaines.

Tels étaient les intérêts en jeu, et telle était la situation, quand la Conférence fut convoquée à Londres.

Les diverses puissances s'y présentaient avec des dispositions conciliantes. Chacune d'elles était disposée à des concessions plus ou moins importantes, à condition d'obtenir plus ou moins satisfaction pour ses propres intérêts.

Les puissances non riveraines (l'Italie, la France et la Grande-Bretagne) étaient disposées à accorder à l'Autriche-Hongrie la présidence de la Commission mixte, et à la Russie l'exclusion du contrôle européen sur le bras de Kilia, avec certaines garanties, pourvu qu'elles maintinssent sauf leur droit historique d'ingérence dans les eaux danubiennes par la prorogation de la Commission européenne. L'Autriche-Hongrie, soutenue par l'Allemagne, consentait à cette prorogation et à l'exclusion du contrôle sur Kilia, à condition d'avoir la suprématie dans la Commission mixte, et la Russie consentait à toutes ces exigences à condition de rester maîtresse dans ses eaux en les soustrayant ainsi au contrôle de la Commission européenne.

La Conférence, suivant les arrangements pris, et suivant les lettres de convocation, devait en conséquence déterminer les points suivants :

- 1° Prorogation des pouvoirs de la Commission européenne ;
- 2° Extension de ces pouvoirs jusqu'à Braïla ;
- 3° Confirmation du Règlement fluvial élaboré en vertu de l'article LV du Traité de Berlin.

Pour ces trois points, le plénipotentiaire italien avait reçu l'instruction de se prononcer en sens affirmatif, conformément à l'opinion déjà émise et aux engagements précédemment pris par le Gouvernement de Sa Majesté.

Il était ensuite convenu que les plénipotentiaires pourraient être assistés des délégués techniques des gouvernements respectifs. Toutefois ces délégués ne devaient pas avoir voix dans la Conférence.

L'Allemagne, l'Autriche-Hongrie, l'Italie, la Russie, la Tur-

quie avaient dans la Conférence un seul plénipotentiaire en la personne de l'ambassadeur respectif accrédité près Sa Majesté Britannique. La France, outre son ambassadeur, avait un second plénipotentiaire en la personne de M. Barrère, auteur du projet qui devait se discuter. La Grande-Bretagne avait aussi deux plénipotentiaires, savoir lord Granville, ministre de la Reine pour les Affaires étrangères, et lord Edmond Fitzmaurice, sous-secrétaire d'État au Foreign Office.

Dans sa première réunion, qui eut lieu le 8 février dernier, la Conférence procéda à la nomination du président. Selon l'usage, sur la proposition du plénipotentiaire de l'Allemagne qui, par ordre alphabétique, précédait les autres puissances, Lord Granville fut élu à ce poste, en sa qualité de Ministre des Affaires étrangères du pays où la Conférence se réunissait. Même sans tenir compte de ce titre qui désignait à la présidence de la Conférence l'illustre chef du parti libéral dans la Chambre Haute d'Angleterre, le choix ne pouvait être meilleur, ni plus digne. Sans doute, l'issue des travaux de la Conférence est due en partie à la bonne volonté et au sentiment d'équité dont étaient animés toutes les puissances et leurs plénipotentiaires, mais aussi, et principalement, à l'impartialité, à l'esprit de conciliation et à la courtoise fermeté dont le comte Granville a donné la preuve constante.

Dans cette même réunion fut ensuite nommé le secrétaire en la personne de M. Crowe.

L'ambassadeur de Turquie n'assista pas à la première réunion, n'ayant pas encore reçu les instructions et les pleins pouvoirs nécessaires.

Dans la seconde réunion, tenue le 10 février, à laquelle assistait même le plénipotentiaire ottoman, on vota l'admission à la Conférence des représentants de la Roumanie et de la Serbie, mais seulement avec voix consultative. La Serbie, non sans avoir insisté pour obtenir au sein de la Conférence égalité de traitement avec les puissances qui y étaient représentées, finit par s'accommoder des décisions prises, et son ministre plénipotentiaire assista ensuite aux séances suivantes. Mais la Roumanie, par l'organe de son ministre, n'accepta pas la position qu'on lui faisait, fit des réserves formelles, et déclara, par une communication dont il fut donné lecture dans la réunion suivante

du 13 février, qu'elle ne se considérait pas comme liée par les résolutions de la Conférence.

La question de l'admission de la Roumanie à la Conférence mérite une observation spéciale. La Roumanie avait été admise à avoir un délégué dans la Commission européenne danubienne, par la raison principalement que cette Commission avait son siège sur le territoire roumain. En outre, sur la proposition de l'Angleterre, avant que la Conférence se réunît, les puissances suivantes : l'Italie, la France et l'Autriche-Hongrie, avaient, en principe, consenti à ce que la Roumanie fût admise à la Conférence sur le même pied que les grandes puissances. Mais l'Allemagne, en partant de ce fait que la Conférence proposée devait être considérée comme une continuation du Congrès de Berlin, s'opposa à l'admission de la Roumanie avec voix délibérative, et fit proposer par son plénipotentiaire que la Roumanie fût admise seulement avec voix consultative. Les plénipotentiaires d'Autriche-Hongrie, de France, d'Italie, de Grande-Bretagne et de Russie, voyant, en présence de la proposition allemande, l'impossibilité d'obtenir l'unanimité de la Conférence en faveur de l'admission de la Roumanie avec voix délibérative, et ne voulant pas compromettre jusqu'au principe même de l'existence de la Conférence, finirent, en s'exprimant en termes sympathiques pour la Roumanie, par se résoudre à adhérer à la proposition de l'Allemagne, basée d'ailleurs sur un principe dont, à la rigueur, on ne pouvait méconnaître la valeur.

L'Italie, dès le principe, avait admis que la Roumanie, par des raisons exceptionnelles qui ne pourraient pas être invoquées comme des précédents, fût partie de la Conférence avec voix délibérative. Mais elle ne pouvait maintenant se séparer, elle seule, des autres puissances, et son plénipotentiaire, quand l'admission sans conditions de la Roumanie parut à tous impossible, vota comme les plénipotentiaires des États qui avaient, avant la Conférence, accepté cette admission, et comme les plénipotentiaires mêmes de l'Angleterre qui l'avaient patronnée. Toutefois, dans tout le cours de la Conférence, et toutes les fois que l'occasion s'en présenta, le plénipotentiaire italien montra constamment sa sollicitude pour les intérêts de la Roumanie, et contribua, autant qu'il lui fut possible, à atténuer les conséquences du vote de la Conférence, et à laisser la porte ouverte à un arrangement ulté-

rieur sans changement essentiel des délibérations prises. De son côté, la Conférence fit exprimer à la Roumanie son regret de ce qu'elle n'avait pas cru possible d'accepter la position qui lui était faite, ordonna que les protocoles lui fussent communiqués, et lui réserva la faculté d'y accéder.

Aux délégués de la Bulgarie, malgré l'opposition de la Turquie, on concéda l'admission dans la salle de la Conférence, comme elle avait été concédée aux délégués techniques des puissances. Mais ils ne crurent pas devoir profiter de cette faculté, et après être restés quelque peu dans la salle où se tint la seconde réunion de la Conférence, ils s'en retirèrent pour n'y plus revenir. Plus tard, ils firent à la Conférence une communication écrite, comme avait fait la Roumanie, dans laquelle ils déclaraient que la Bulgarie ne se regarderait pas comme liée, pour tout ce qui la regardait, par les résolutions de la Conférence.

Le point relatif à l'extension des pouvoirs de la Commission jusqu'à Braïla, que le Président soumit d'abord à l'examen de la Conférence dans la seconde réunion, fut voté, en sens affirmatif, sans discussion.

Le second point soumis à la Conférence, dans la même réunion, fut celui qui se rapportait à la confirmation du règlement fluvial, élaboré en vertu de l'article LV du Traité de Berlin, et qui implique la question de la Commission mixte placée sous la présidence de l'Autriche-Hongrie, conformément au projet proposé par M. Barrère, et préalablement accepté en principe par toutes les puissances, excepté la Roumanie. Le plénipotentiaire Austro-Hongrois, qui déjà, dans la seconde séance, avait exposé sur ce point les idées de son Gouvernement, communiqua à la Conférence, dans sa troisième réunion (13 février), quelques modifications que le cabinet de Vienne était disposé à introduire dans le projet primitif, en manière de concessions, dans le but de rendre plus facile l'acceptation du projet entier du côté de la Roumanie. Ces concessions étaient les suivantes :

1° Renonciation de l'Autriche-Hongrie (sous condition de réciprocité du côté de la Roumanie), au double vote dans la Commission mixte auquel, dans le premier projet, elle prétendait en sa double qualité de puissance danubienne et de puissance représentée dans la Commission européenne.

2° Consentement de l'Autriche-Hongrie au système de la

section longitudinale du fleuve, comme le proposait la Bulgarie.

3° Réserve de la nomination des sous-inspecteurs aux États riverains. Je n'entre pas ici dans les détails de ces trois points, dont l'examen ne peut trouver place en ce résumé. Leur nature résulte suffisamment de l'indication qui en a été donnée plus haut. Ils sont, du reste, relatés avec le développement nécessaire, dans le protocole de la troisième réunion.

La Conférence adopta ces modifications, et ainsi, en approuvant le point relatif au règlement fluvial, donna satisfaction aux intérêts représentés par l'Empire Austro-Hongrois.

Il restait un point qui intéressait davantage les puissances en général, et spécialement les puissances maritimes non riveraines, c'est celui de la prorogation des pouvoirs de la Commission européenne.

Ce point vint en discussion dans la quatrième réunion. Mais, avant de rendre compte de cette discussion, je ne dois pas passer sous silence la décision prise par la Conférence en cette même réunion, relativement à la demande de la Serbie d'être admise à avoir une représentation permanente dans la Commission européenne. Cette demande fut combattue par les plénipotentiaires britanniques, qui exposèrent les inconvénients de l'admission dans la Commission européenne d'une nouvelle puissance, laquelle, du reste, comme riveraine, avait déjà sa place dans la Commission mixte. Ils observèrent que l'admission de la Roumanie dans la Commission européenne avait eu pour raison déterminante que le territoire roumain était le siège même de la Commission, laquelle raison n'existait pas pour la Serbie.

L'unanimité étant nécessaire pour les délibérations de la Conférence, et la demande de la Serbie ne pouvant, après l'opinion émise par les plénipotentiaires britanniques, obtenir cette unanimité, les autres plénipotentiaires se rallièrent à la décision de ne pas ajouter, au moins pour le présent, un nouvel État à ceux qui étaient déjà représentés dans la Commission européenne. Le plénipotentiaire italien avait déclaré, pour sa part, que le gouvernement italien n'avait pas d'objection, en principe, à l'admission de la demande serbe. Mais, pour la raison sus-indiquée, il n'eut pas qualité pour insister. En résumant la discussion, le comte Granville conclut par l'observation que la Conférence n'était pas d'avis d'admettre la demande de la Serbie,

mais qu'elle n'entendait, en aucune façon, préjuger, par cette décision, des droits de la Serbie, comme État riverain.

Le principe de la prorogation de la Commission européenne fut admis par tous les plénipotentiaires. Il s'agissait là d'un intérêt général, qui, plus que les puissances riveraines, touchait les puissances non riveraines, savoir la Grande-Bretagne, la France et l'Italie. Le plénipotentiaire italien, en rendant le témoignage d'éloges qui était dû à la Commission européenne et aux services qu'elle avait rendus à la navigation danubienne, déclara qu'il se prononcerait pour la solution qui donnerait à la Commission la plus grande extension et la plus grande durée. C'était, du reste, l'opinion générale prévalant au sein de la Conférence. Le plénipotentiaire russe même admettait la prorogation. Mais il avait l'instruction de subordonner son vote à la reconnaissance par la Conférence du droit, plein et sans contrôle, de souveraineté de la Russie sur le bras de Kilia. Le raisonnement du plénipotentiaire russe était en substance le suivant : la Commission européenne a choisi comme ligne internationale de navigation le bras de Sulina ; sur ce bras, elle a fait ses travaux et exercé son contrôle ; la Russie, pour sa part, consent que la Commission européenne continue pour l'avenir à exercer le même contrôle sur le même bras de Sulina ; mais le bras de Kilia qui, par suite de la rétrocession de la Bessarabie, baigne tantôt par une, tantôt par deux rives, le territoire russe, doit être soustrait au contrôle de la Commission européenne, et entrer dans le domaine riverain exclusif ; toutefois la Russie, dans l'intérêt de la navigation, consent à ce que le règlement fluvial pour Kilia prenne pour base le règlement du bas Danube, pour être appliqué par les États riverains, non par la Commission européenne, reconnaît que les travaux entrepris par la Russie sur Kilia ne doivent pas nuire au bras de Sulina, et admet le principe d'uniformité substantielle dans les tarifs à appliquer sur les deux branches ; elle déclare que, quand il y aura des divergences sur ces points, il faudra les soumettre directement aux cabinets des puissances.

Ces vues furent exposées par le plénipotentiaire russe dans la quatrième réunion. Dans la réunion suivante, tenue le 24 février, le comte Granville soumit à la Conférence une formule de propositions destinées à faire partie du Traité et fondées sur les

déclarations faites dans la précédente réunion par le plénipotentiaire russe. Les propositions, rédigées en sept points, s'établissaient comme il suit : 1° Soustraction du bras de Kilia au contrôle de la Commission européenne ; 2° sur la partie de Kilia russo-roumaine, les règlements du bras de Sulina seraient appliqués par les délégués de Russie et de Roumanie dans la Commission européenne ; 3° les agents de la Commission européenne pourraient, pour leur service, circuler sur Kilia ; 4° les plans des travaux que la Russie entreprendrait sur le bras de Kilia seraient communiqués à la Commission européenne dans le seul but de constater qu'ils n'apportent aucune entrave à la navigabilité du bras de Sulina ; mais les travaux déjà exécutés au tchatal d'Ismail resteraient à la charge et sous le contrôle de la Commission européenne ; 5° la Russie communiquerait à la Commission européenne le règlement des tarifs à lever sur Kilia, dans le but d'établir un système uniforme ; 6° au cas de divergence entre les autorités de la Russie et la Commission européenne, quant aux plans des travaux et aux tarifs, la chose serait soumise directement aux puissances ; 7° Confirmation des actes publics précédents relatifs au Danube, en tant qu'ils ne seraient pas abrogés ou modifiés par les présentes stipulations.

Ces points furent admis en substance par tous les plénipotentiaires. Mais le plénipotentiaire russe réserva sur le cinquième point, qui se réfère aux tarifs, l'opinion définitive de son Gouvernement, duquel il attendait sur ce point des instructions définitives.

En attendant ces instructions, dans la réunion suivante, qui fut la sixième, tenue le 1^{er} mars courant, la Conférence discuta et détermina la prorogation de la Commission européenne. Cette prorogation fut fixée à vingt et un ans ; passé ce délai, elle sera entendue tacitement renouvelée de trois en trois ans, jusqu'à la dénonciation à faire une année d'avance. Le plénipotentiaire austro-hongrois, en consentant à cette prorogation, déclara que, attendu la corrélation entre la Commission européenne et la Commission mixte, son Gouvernement entendait que cette dernière eût la même durée de vingt et un ans.

Dans la semaine qui s'écoula entre la sixième et la septième réunion, c'est-à-dire du 1^{er} au 7 mars, les plénipotentiaires et

les cabinets eurent à échanger de fréquentes communications dans le but d'établir un accord relativement à la rédaction du cinquième point, mentionné ci-dessus, au sujet duquel le plénipotentiaire russe avait réservé l'avis définitif de son Gouvernement. La question était celle-ci : il était de l'intérêt de la navigation en général que les tarifs à établir par la Russie sur le bras de Kilia fussent substantiellement conformes à ceux que la Commission avait fixés ou fixerait pour le bras de Sulina ; une différence de tarif aurait l'effet d'ouvrir la porte à une concurrence en faveur d'un bras au détriment de l'autre ; mais, pour que cette uniformité puisse s'établir, il est nécessaire que la Russie, qui, par son délégué à la Commission européenne, connaît le tarif de Sulina et contribue à l'établir, donne à la même Commission, d'une manière plus ou moins directe, communication des tarifs qu'elle entend établir sur Kilia. Ce sentiment était commun à tous les plénipotentiaires, et était aussi admis par le plénipotentiaire russe, mais avec certaines réserves. Le Gouvernement russe reconnaissait bien l'utilité de tarifs substantiellement uniformes. Mais, jaloux de ses droits de souveraineté, parmi lesquels on doit compter celui des tarifs, il entendait maintenir intact ce droit, en donnant toutefois l'assurance d'en user dans le sens sus-indiqué de l'uniformité. Il hésitait ensuite à consentir à une communication des règlements relatifs qu'il faudrait faire directement à la Commission européenne.

Les instructions de Votre Excellence m'invitaient à me prononcer dans un sens de conciliation, et je ne manquai pas de m'y conformer, pour ce qui me regardait, dans les fréquents entretiens que j'eus avec mes collègues sur ce point. Je n'ai pas besoin de rappeler ici toutes les faces de la question et je me hâte de conclure. Dans la septième réunion du 7 mars, le plénipotentiaire russe donna lecture d'une rédaction que les plénipotentiaires avaient précédemment reçue en communication confidentielle et qui fut adoptée. La rédaction de ce cinquième point fut la suivante : « Il est entendu qu'aucune restriction n'empêchera le droit de la Russie de lever des péages destinés aux dépenses des travaux qu'elle a entrepris. Toutefois, dans le but de maintenir intacts les intérêts réciproques de la navigation sur les bras de Sulina et de Kilia, et afin d'assurer un accord à ce propos, le Gouvernement russe fera part aux Gouvernements représentés dans la

Commission européenne des règlements de péages qu'il jugerait utile d'introduire. »

Comme je l'ai dit, cette rédaction fut adoptée dans l'idée (constatée par le premier plénipotentiaire britannique, acceptée par le plénipotentiaire russe et insérée dans le protocole) que l'accord entre les puissances, comme il est dit ci-dessus, serait nécessaire avant que le règlement de péage fût mis en vigueur. Ainsi se termina cette discussion, qui avait un instant fait douter de l'issue de la conférence.

Dans cette septième réunion, le plénipotentiaire de la Turquie, en rappelant une réserve par lui faite précédemment, demanda qu'il fût constaté dans le règlement à annexer au traité, à l'article 97, que la nomination du délégué de Bulgarie dans la Commission mixte devrait être soumise à l'approbation de la Sublime-Porte. Il fit de cette réserve une condition *sine qua non* de l'adhésion de la Turquie à l'œuvre de la Conférence et de l'apposition de sa signature au traité. La Conférence ne voulut pas compromettre, au dernier moment, la conclusion de l'œuvre laborieuse à laquelle elle s'était attachée, et admit cette constatation non pas dans le règlement, mais dans le protocole, avec déclaration que l'insertion au protocole avait la même efficacité que si elle faisait partie du traité. Dans la même réunion, sur la proposition du plénipotentiaire d'Italie, la Conférence fit réserve expresse de la juridiction consulaire qui était établie par les traités entre les puissances et les États riverains.

Aujourd'hui enfin se tint la huitième et dernière séance pour la signature du traité. De ce qui s'est passé dans cette séance j'ai fait le rapport à Votre Excellence dans ma dépêche de la même date.

Dans toutes ces négociations, le plénipotentiaire de Sa Majesté le Roi, s'inspirant des instructions que Votre Excellence lui avait données dans sa dépêche du 10 janvier 1883, et dans ses télégrammes successifs, a rempli la mission à lui confiée de la manière qu'il a crue la plus conforme à ces instructions, et la plus utile aux intérêts de l'Italie. Il s'est particulièrement étudié à faire œuvre de conciliation, et cela lui fut toujours facile, tout en maintenant les engagements pris précédemment par le Gouvernement du Roi sur les points principaux, comme était celui

du règlement, et spécialement de la Commission mixte. Il eut soin de témoigner, toutes les fois qu'il put le faire, la sympathie et la sollicitude de son Gouvernement pour les petits États riverains ; il se prononça en faveur de la plus longue durée de la Commission européenne, à quoi l'Italie était le plus et le plus directement intéressée dans toutes les questions relatives à la navigation du Danube.

La Conférence de Londres ne peut avoir la prétention (tel est, au moins, l'avis du plus obscur de ses membres qui écrit ces pages) d'avoir fait une œuvre parfaite ; mais elle a fait une œuvre indubitablement utile et conforme aux exigences des circonstances présentes. La liberté fluviale a été une fois de plus reconnue et confirmée ; l'ingérence de l'Europe dans la protection de cette liberté, admise et établie pour une longue période ; et les moyens assurés de rendre facile, commode et régulière la navigation danubienne, pour tous les pavillons, avec la sanction de règles fixes inscrites dans un règlement obligatoire.

La satisfaction légitime que la conclusion du traité devrait faire naître, est toutefois, pour le présent, diminuée par le fait que la Roumanie et la Bulgarie ont déclaré qu'elles ne se tiendraient pas pour liées par des décisions prises sans leur participation. Il est permis néanmoins d'espérer que l'action unanime des grandes puissances, en s'exerçant à Bucharest et à Sofia avec cet esprit amical et conciliant qui leur est propre, réussira à amener le Royaume roumain et la Principauté bulgare à accéder aux stipulations de Londres, lesquelles leur assurent à toutes deux, comme à la Serbie, une part égale dans la Commission mixte, laissent à la Roumanie la place dans la Commission européenne qui lui fut assignée par l'article LIII du Traité de Berlin, et constituent une garantie pour leur intérêt respectif.

J'ajouterai une dernière considération. Ce n'est pas ici le lieu de rechercher la part et l'importance que les eaux du Danube inférieur sont destinées à avoir encore dans les conflits politiques et militaires de l'avenir, bien que l'on puisse dès à présent prévoir que leur importance commerciale ira toujours en diminuant, à mesure que deviendront plus nombreux et plus rapides les autres moyens de communication qui conduisent aux grands marchés de l'Europe centrale en amont du Danube et ceux qui, dans une direction opposée, mènent à la mer Egée

d'un côté et de l'autre à la mer Noire. Il convient de tenir compte de ces prévisions pour porter un jugement équitable sur l'œuvre de la Conférence de Londres. Le mérite principal de cette œuvre, je me plais à le répéter, est d'avoir proclamé une fois de plus, au nom de l'Europe, le principe de la liberté de la navigation sur les grandes artères fluviales, principe qui est probablement destiné à trouver des applications de plus grande importance ailleurs que sur le Danube.

Daignez, etc.

Signé : NIGRA.

Dépêche circulaire, adressée aux représentants de l'Angleterre à l'étranger, concernant la Navigation du Danube et les Conférences y relatives, tenues à Londres en 1883.

Londres, le 14 mars 1883.

My Lord,

Je vous transmets ci-joint les copies des protocoles des Conférences qui ont été tenues, sur la question de la navigation du Danube, et le traité signé par les plénipotentiaires, cela pour votre enseignement personnel.

Vous savez que, par le traité général de paix conclu entre la Grande-Bretagne, l'Autriche, la France, la Russie, la Sardaigne et la Turquie, à Paris, le 30 mars 1856, l'empereur de Russie consentait à la rectification de sa frontière de Bessarabie en échange de certains ports, villes et territoires, cela afin d'assurer plus complètement la liberté de la navigation du Danube ; et que, par le traité de Paris du 6 janvier 1857, conclu entre les mêmes puissances, une partie du territoire ainsi cédé par la Russie et comprenant les îles situées entre les différentes branches du Danube à son embouchure, et formant le Delta de ce fleuve, fut replacée sous la souveraineté immédiate de la Sublime Porte. L'étendue de cette portion du territoire fut exactement désignée par une carte annexée au dernier traité ; elle comprenait toutes les îles, à partir du Belgarod ou l'issue la plus au nord de la branche de Kilia, jusqu'à la branche de Saint-Georges ou la branche la plus au sud du Danube, plus l'île des Serpents ; ainsi, chaque débouché du Danube dans la mer, navigable à ce moment,

ou pouvant être rendu tel dans l'avenir, fut compris dans les limites de ce territoire.

D'après l'article 15 du traité de 1856, les puissances contractantes stipulèrent entre elles que les principes adoptés par le congrès de Vienne de 1815, en ce qui concerne la navigation des fleuves qui séparent ou traversent différents États, seraient appliqués au Danube et à ses embouchures.

Elles déclarèrent que cette stipulation faisait dès lors partie du droit public de l'Europe et la prirent sous leur protection.

Il fut aussi stipulé qu'aucun péage ne serait prélevé, basé seulement sur le fait de la navigation du fleuve ; qu'aucun droit ne serait perçu sur des marchandises se trouvant à bord des navires ; que les règlements de police et de quarantaine seraient rédigés de telle sorte qu'ils pussent faciliter, autant que possible, le passage des navires, et que, à part cela, aucun obstacle, quel qu'il soit, ne serait opposé à la libre navigation.

Le 16^e article du même traité stipulait qu'une commission serait nommée, dans laquelle chacune des puissances contractantes serait représentée par un délégué ; et que cette commission serait chargée de désigner les travaux nécessaires à exécuter au-dessous d'Isaktcha, et de les faire exécuter ; de nettoyer les embouchures du Danube, aussi bien que les parties avoisinantes de la mer, du sable et des autres obstacles qui les obstruaient, afin de mettre cette partie du fleuve et lesdites parties de la mer dans le meilleur état de navigation possible, et de déterminer les droits fixes à prélever pour défrayer les dépenses occasionnées par ces travaux. Dans le 18^e article du même traité, il fut entendu que cette Commission européenne aurait complété ses travaux dans l'espace de deux années, et que pendant ce temps une Commission riveraine permanente, dont la composition était réglée par l'article précédent du traité, aurait élaboré des règlements de navigation et de police fluviale, et éliminé les obstacles qui empêchaient encore l'application au Danube des stipulations du Traité de Vienne : les puissances signataires, assemblées en conférence, ayant été informées du fait, après l'avoir enregistré, prononceraient alors la dissolution de la Commission européenne, et à partir de ce moment, la Commission riveraine jouirait des mêmes pouvoirs que ceux dont la Commission européenne avait été investie.

En conséquence de ces dernières stipulations, la Commission riveraine, composée des délégués de l'Autriche, de la Bavière, de la Turquie et du Wurtemberg et des commissaires de la Serbie, de la Moldavie et de la Valachie, se réunirent et élaborèrent des règlements qui furent portés devant la Conférence siégeant à Paris en 1858. Mais la forme dont étaient revêtus ces règlements et la nature des différents points proposés, ne rencontrèrent pas l'approbation de la majorité des grandes puissances ; ils furent donc renvoyés à la Commission européenne pour être revus et corrigés. Des articles additionnels furent élaborés par la Commission riveraine et présentés en 1859 ; mais les règlements, comme un tout, donnèrent encore lieu à objection de la part de la Conférence de Paris, et la Commission riveraine ne s'est pas réunie depuis.

En 1866, la question de la prolongation de la Commission européenne fut portée devant la Conférence de Paris ; il fut démontré que l'œuvre qu'elle avait accomplie était revêtue d'un caractère beaucoup plus sérieux qu'on ne l'avait d'abord espéré, et que, même alors, l'on pouvait dire qu'elle était tout à fait accomplie. La Conférence vota que la Commission serait prolongée pour un terme de cinq ans, mais elle exprima des vœux pour le prompt achèvement des travaux, et aussi pour que la Commission riveraine dressât, le plus tôt possible, un plan de règlement tel qu'il pût être approuvé. Le plénipotentiaire britannique proposa, à cette occasion, que les pouvoirs de la Commission européenne fussent étendus jusqu'à Braïla, et parce que cela constituerait une division plus naturelle du fleuve, eu égard à sa navigation, qu'Isaaktcha, et pour d'autres raisons pratiques ; mais cette proposition rencontra de l'opposition.

La durée de la Commission européenne fut ainsi prolongée jusqu'en 1871. Pendant ce temps, des difficultés avaient surgi en ce qui touche à la constitution de la Commission riveraine. Les deux principautés de Moldavie et de Valachie avaient été unies sous un même Gouvernement ; mais ce Gouvernement réclama le droit d'avoir deux représentants à la Commission riveraine, l'un pour la Moldavie et l'autre pour la Valachie, en conséquence de la lettre du Traité de Paris du 30 mars 1856. Cette question mit obstacle aux réunions suivantes de la Commission riveraine pour des travaux pratiques. D'un autre côté,

afin de compléter les travaux du Danube, et plus spécialement de la branche de Sulina, la Commission européenne avait été forcée de contracter un emprunt qui avait été garanti par toutes les puissances représentées dans cette Commission, à l'exception de la Russie, et il semblait probable qu'une période de douze ans serait nécessaire pour s'en acquitter. La question à cette phase, fut portée devant la Conférence tenue à Londres en 1871, et par un traité conclu entre les puissances le 13 mars de cette même année, il fut convenu que la durée de la Commission européenne serait prolongée pour une autre période de douze ans, c'est-à-dire jusqu'au 23 avril 1883.

Par le même traité il fut stipulé que les conditions de la future réunion de la Commission riveraine, établie par l'article XVII du Traité de Paris du 30 mars 1856, seraient fixées par un accord préalable entre les puissances riveraines, sans aucun préjudice de sa clause relative aux trois provinces danubiennes, et que, en tant qu'une modification quelconque à l'article XVII du traité de Paris serait impliquée, cela formerait la base d'une convention spéciale entre les puissances cosignataires. La proposition d'étendre les pouvoirs de la Commission européenne jusqu'à Braïla fut renouvelée, mais elle rencontra des objections.

Par l'article XLV du Traité de Berlin du 13 juillet 1878, il fut stipulé que la principauté de Roumanie rendrait à l'empereur de Russie cette portion du territoire bessarabien qui avait été enlevée à la Russie par le traité de 1856, bornée à l'ouest par le canal central du Pruth, et au sud, par le canal central de la branche de Kilia et l'embouchure de Stari-Stamboul, c'est-à-dire la plus au sud des bouches de Kilia. La frontière russe fut ainsi étendue, au sud, au delà de celle assignée à la Roumanie en 1857. Le traité de 1856 avait exclu du territoire roumain toute partie des embouchures du Danube, tandis que toutes les bouches de Kilia, à l'exception de celle de Stari-Stamboul, faisaient maintenant partie du territoire russe.

Par l'article XLVI, les îles composant le Delta du Danube, aussi bien que l'île des Serpents et les districts et territoires y mentionnés, furent ajoutés à la Roumanie.

Par l'article LII, il fut déclaré que, afin d'augmenter les garanties de la liberté de navigation sur le Danube, reconnue comme un besoin d'intérêt européen, les hautes puissances con-

tractantes, décidaient que toutes les forteresses et fortifications existant sur le cours du fleuve, des Portes de Fer à ses embouchures, seraient rasées, et qu'aucune autre ne serait élevée; qu'aucun vaisseau de guerre ne naviguerait sur le Danube au-dessous des Portes de Fer, à l'exception de vaisseaux de tonnage léger au service de la police fluviale et des douanes.

Par l'article LIII, il fut stipulé que la Roumanie serait représentée à la Commission européenne. Il fut déclaré que la Commission était maintenue dans ses fonctions et qu'elle les exercerait à l'avenir jusqu'à Galatz, en complète indépendance des autorités territoriales; et tous les traités, arrangements, actes et décisions relatifs à ses droits, privilèges, prérogatives et obligations, furent confirmés.

Aux réunions du Congrès qui avaient précédé la signature du traité de Berlin, le baron Haymerlé, l'un des plénipotentiaires autrichiens, soumit quatre articles contenant, entre autres, une proposition d'étendre la durée de la Commission européenne au delà de l'année 1883, jusqu'à ce qu'un nouvel accord fût conclu, et dans ses observations il fit allusion à cette motion comme contenant le principe de la permanence de la Commission européenne. Il fut allégué cependant que cette proposition entraînait dans trop de détails; les plénipotentiaires russes soulevèrent aussi des objections et, enfin, il fut consigné dans l'article 54 du traité de Berlin que, un an avant l'expiration du terme assigné à la durée de la Commission européenne (c'est-à-dire le 24 avril 1883), les puissances s'entendraient au sujet de la prolongation de ses pouvoirs, ou des modifications qu'elles jugeraient convenable d'y introduire. L'article 55 du même traité stipulait que les règlements de navigation, de police fluviale et de surveillance, pour la partie du fleuve entre les Portes de Fer et Galatz, seraient élaborés par la Commission européenne assistée de délégués des États riverains, et qu'ils seraient mis en harmonie avec ceux qui avaient été ou seraient faits pour la partie du fleuve en aval de Galatz.

En exécution de l'article 55, un Comité de la Commission européenne, nommé dans ce but, dressa des projets de règlements pour la partie du fleuve comprise entre les Portes de Fer et Galatz. Ces règlements furent soumis à une assemblée plénière de la Commission, à laquelle assistaient aussi les délégués de

Serbie et de Bulgarie, et il fut proposé que l'application des clauses y contenues serait confiée à une commission mixte, dans laquelle l'Autriche serait représentée aussi bien que les États riverains. Il aurait semblé difficile de faire une objection quelconque valable à la présence de l'Autriche dans une telle commission, en rappelant les importants intérêts commerciaux qu'elle avait en jeu. Il y avait, de plus, un précédent au cas, celui de l'Escaut, où les puissances avaient décidé, à la conférence tenue à Londres de 1830 à 1832, que la Belgique, vu les intérêts commerciaux d'Anvers, devait posséder voix égale à celle de la Hollande dans l'administration des embouchures de ce fleuve, quoique lesdites embouchures fussent entièrement situées sur territoire hollandais. Ceci fut affirmé comme un principe dont les puissances ne se départiraient pas, et la Hollande, après beaucoup de résistance, finit par le reconnaître.

Selon ce principe, l'Autriche doit être considérée comme possédant un droit indubitable à une voix dans l'administration de cette section du fleuve, quoiqu'elle ne soit pas actuellement riveraine.

Mais il fut, de plus, proposé que le membre autrichien de cette Commission mixte en fût le président, et que, comme président, il eût voix prépondérante dans le cas où les opinions seraient balancées. Le Gouvernement de Sa Majesté considéra que, en de telles circonstances, il serait désirable qu'un appel fût fait à la Commission européenne contre toutes décisions de la Commission mixte, comprenant des questions de principe. Les États riverains, de leur côté, s'opposèrent vivement aux propositions du Comité des règlements en ce qui concerne la situation prédominante accordée à l'Autriche, l'opposition principale venant de la Roumanie.

Après beaucoup de discussions stériles concernant la réserve du droit d'appel, une solution fut proposée par le commissaire français, M. Barrère, portant que l'Autriche, la Roumanie, la Serbie et la Bulgarie auraient chacune un représentant à la Commission mixte, et que chaque membre de la Commission européenne y figurerait successivement, pendant six mois, d'après l'ordre alphabétique du pays qu'ils représentent. Le membre autrichien en serait le président, mais ce n'était que « pure affaire de courtoisie envers une grande puissance, puisqu'il

n'aurait pas une plus grande autorité ni plus de privilèges qu'aucun des autres membres. »

La Roumanie, cependant, soulevait encore des objections. Elle s'opposait à la présence d'un membre autrichien quelconque à la Commission mixte, et s'opposait à la formation de toute commission pour la mise en vigueur des règlements sur cette section du fleuve, déclarant que le pouvoir exécutif devait être conféré aux gouvernements des États riverains, car autrement leurs droits de souveraineté territoriale seraient violés.

Nonobstant cette opposition, les règlements, tels qu'ils avaient été élaborés par la Commission européenne, en conformité de la proposition du commissaire français, furent éventuellement adoptés et signés par tous les commissaires et délégués, celui de la Roumanie excepté, le 2 juin 1882.

Le Gouvernement roumain persista dans son opposition. Le Gouvernement bulgare fit aussi des réserves, portant que les membres autrichien et roumain de la Commission européenne devaient être exclus de la présidence de la Commission mixte, puisque ces deux pays étaient déjà représentés par des membres permanents. Ces deux Gouvernements, de plus, soutenaient que les sous-inspecteurs qui devaient agir sous l'autorité de la Commission devaient être nommés par rapport aux rives du fleuve et aux États qui possédaient ces rives, et non, comme le proposaient les règlements, pour les sections transversales du fleuve. Il fut objecté, d'un autre côté, qu'un tel changement amènerait de sérieuses difficultés pratiques et impliquerait l'exercice d'une juridiction séparée des rives opposées d'un fleuve dont le lit est continuellement changeant.

Pendant le cours des négociations qui eurent lieu au sujet de ces règlements, et de la formation de la Commission mixte, le Gouvernement autrichien annonça que son consentement à une prolongation des pouvoirs de la Commission européenne, après le 24 avril 1883, dépendrait des arrangements auxquels on arriverait, et s'ils étaient tels qu'ils pussent être considérés comme le satisfaisant.

Le Gouvernement russe, de son côté, donna à entendre que son consentement à une prolongation dépendrait de certaines concessions à faire au sujet de la branche de Kilia, quoique ne disant pas quelles étaient exactement ces concessions.

Le principal argument du Gouvernement russe, en réclamant de telles concessions, se trouve dans le fait que, tandis qu'à l'origine, le droit exclusif d'exécuter des travaux à une branche quelconque des bouches du Danube avait été conféré à la Commission européenne, cette Commission avait, en pratique, abandonné toute idée d'exécuter des travaux dans la branche de Kilia : et que, en conséquence, sa juridiction dans cette branche ne devrait plus être maintenue.

L'état des affaires à l'automne 1882 était donc comme suit :

Les pouvoirs de la Commission européenne avaient été prolongés, par le Traité de Londres de 1871, jusqu'au 24 avril 1883 ; mais, pendant la discussion des diverses questions devant la Conférence, l'accord sur la nouvelle prolongation, stipulée par l'article 54 du Traité de Berlin, n'avait pas été obtenu.

Les règlements à élaborer, suivant l'article 55 du même traité, avaient été approuvés en substance par tous les États ayant voix dans la question, la Roumanie exceptée.

Les pouvoirs de la Commission européenne ne s'étendaient que jusqu'à Galatz ; tandis que, pour plusieurs raisons pratiques, il semblait au Gouvernement de Sa Majesté qu'il serait convenable de les étendre sur les douze milles existants entre Galatz et Braïla, ce qui aurait pour effet de placer tous les bâtiments sous un même jeu de règlements, administrés par le même corps.

Les divergences d'opinions qui s'étaient manifestées ne semblaient pas offrir d'obstacles insurmontables, et, dans ces circonstances, trouvant que les autres puissances y étaient favorablement disposées, le Gouvernement de Sa Majesté décida de lancer des invitations aux différents Gouvernements afin de réunir leurs représentants en conférence à Londres pour discuter les points suivants :

1. L'extension des pouvoirs de la Commission européenne du Danube jusqu'à Braïla.

2. La confirmation des règlements à élaborer d'après l'article 55 du Traité de Berlin.

3. La prolongation des pouvoirs de la Commission européenne.

Les invitations furent lancées le 14 décembre 1882, et la Conférence tint sa première séance le 8 février 1883. A l'ouverture des discussions, une question se posa au sujet de la façon dont

les petits États riverains seraient représentés à la Conférence. Le Gouvernement de Sa Majesté aurait, avec plaisir, admis un représentant roumain sur le même pied que ceux des autres puissances, partant de ce point de vue que cette admission n'était due qu'aux intérêts que la Roumanie avait en jeu dans les questions à débattre, et que par ce fait aucun précédent n'était créé qui obligeât de consulter le Gouvernement roumain sur des questions d'intérêt général européen, dans lesquelles il n'était pas matériellement intéressé. Il fut cependant objecté que la Conférence était en quelque sorte la continuation du Congrès de 1878 ; que les questions à débattre venaient des articles 54 et 55 du Traité de Berlin, et qu'en ces circonstances, le caractère européen de l'assemblée devait être maintenu. Ces arguments s'appliquaient aussi à la Serbie. Conséquemment, les plénipotentiaires se déclarèrent à la majorité en faveur de l'admission des représentants de Roumanie et de Serbie avec voix consultative, tandis qu'il fut proposé que les observations des représentants de la Bulgarie, auxquels des facilités furent offertes d'assister aux Conférences, seraient exposées en termes propres par l'ambassadeur de Turquie, et cette décision fut adoptée.

Le Gouvernement serbe accepta la position ainsi créée à son représentant ; les Gouvernements roumain et bulgare protestèrent. Le premier refusa de prendre part à la Conférence avec voix consultative seulement, et déclara qu'il ne se considérerait pas comme engagé par les décisions qui seraient prises sans sa participation. Le Gouvernement bulgare s'opposa à la défense de ses droits par un autre représentant que par ses propres délégués, et éventuellement protesta contre tout changement qui serait fait sans son consentement aux règlements élaborés selon l'article 55 du Traité de Berlin.

Il fut décidé que l'on communiquerait les protocoles de la Conférence aux représentants roumain et bulgare.

La proposition d'étendre les pouvoirs de la Commission européenne jusqu'à Braila fut votée à l'unanimité, sous la restriction que les décisions prises sur la question étaient provisoires et aptes à être rappelées si l'on n'arrivait à aucun accord au sujet de la prolongation des pouvoirs de la Commission européenne.

Lors de la discussion de la question des règlements pour la section du Danube de Galatz aux Portes de Fer, un accord

unanime reconnu le droit de l'Autriche d'être représentée à la Commission mixte pour cette partie du fleuve, et les pouvoirs exécutifs à assigner à ce corps. Une déclaration fut signée à cet effet, que tous les plénipotentiaires adoptaient les règlements, et exprimait l'espoir que les États qui ne prenaient pas part aux délibérations de la Conférence prendraient en considération ce vote unanime et les adopteraient aussi. En même temps, le plénipotentiaire autrichien donna acte des concessions suivantes que son Gouvernement était prêt à faire pour satisfaire la Roumanie : Il abandonnerait la double représentation survenant du fait de son représentant à la Commission européenne, prenant son tour de service à la Commission mixte, ce à condition que la Roumanie ferait de même. Il accepterait le mode de nomination des inspecteurs adopté par la Roumanie (et la Bulgarie), espérant en même temps que des garanties seraient fournies pour obvier aux difficultés pratiques surgissant d'un tel système.

Il admettrait que les sous-inspecteurs fussent choisis par les États riverains, nommés par la Commission mixte et confirmés par les États riverains, ou qu'ils fussent choisis par la Commission et nommés par les États riverains. Dans la séance suivante du 7 mars, le plénipotentiaire autrichien accepta, sur les instances du plénipotentiaire français, une autre modification, d'après laquelle les sous-inspecteurs seraient nommés et rétribués purement et simplement par les Gouvernements des États riverains qui feraient connaître à la Commission mixte et leur nomination et leur renvoi.

Ces modifications obtinrent le concours des autres plénipotentiaires et ont pris corps dans le règlement amendé annexé au traité.

La question plus importante de la prolongation des pouvoirs de la Commission européenne se présentait à la discussion. L'ambassadeur russe m'avait expliqué, le 5 février, que son Gouvernement désirait jouir du pouvoir, dans ses propres eaux, d'exécuter tels travaux d'art réclamés par la position économique de la Bessarabie et des ports sud de la Russie. Il n'avait aucune intention, me dit-il, d'intervenir dans la liberté de la navigation, ou de causer des dommages au port de Soulina, qui était la grande route internationale ; il était désireux de prendre en considération l'opinion exprimée par la Commission euro-

péenne au sujet des travaux d'ingénieurs et des péages, mais il réclamait que le droit de souveraineté de la Russie fût reconnu sur la branche de Kilia à partie du Tchatal d'Ismail jusqu'à la mer, et que cette partie du fleuve fût entièrement soustraite à la juridiction de la Commission européenne, à condition d'arriver à une entente avec cette Commission sur toutes les questions touchant à la route internationale. Il ajouta que le Gouvernement russe ne pouvait consentir à une prolongation de la Commission européenne que si la Conférence admettait la légitimité de ces demandes.

Les propositions qu'il soumit d'abord au Gouvernement de Sa Majesté ne purent être considérées comme acceptables.

Il était pourtant vrai que la Commission européenne n'avait pu jusqu'à ce jour élever des travaux dans la branche de Kilia, ou aux embouchures de cette branche du Danube ; et, par la nature coûteuse de ces travaux, il ne semble pas y avoir d'espoir prochain de voir la Commission en état d'entreprendre de tels travaux. Le Gouvernement de Sa Majesté, dont le but a été de tout temps de fournir, sans entraves, des facilités à la liberté du fleuve, était donc prêt à accepter une modification telle des pouvoirs de la Commission européenne qu'elle reconnût le droit au Gouvernement russe de prendre cette question en mains sans intervention illégale de la part de la Commission ; mais telle ne fut pas la proposition du Gouvernement russe. Le Gouvernement de Sa Majesté était prêt aussi à veiller à ce qu'il n'y eût aucune infraction aux principes reconnus par le Congrès de Vienne, et confirmés par les traités et conventions suivants, si le Gouvernement russe voulait toucher des péages d'un caractère tel qu'ils ne serviraient qu'à couvrir les dépenses occasionnées par l'importance des travaux de cette nature et dont la navigation retirerait un bénéfice important.

Un tel droit avait déjà été concédé, concernant les Portes de Fer, aux États riverains par le traité de 1871 et à l'Autriche par le traité de Berlin.

Mais, avant d'entreprendre aucuns travaux, ou percevoir des péages, il serait nécessaire, d'après le Gouvernement de Sa Majesté, que les plans de ces travaux fussent étudiés, de façon à établir le fait que leur exécution ne causerait aucun dommage à la branche de Sulina, et que les péages fussent fixés de façon à

éviter tout froissement entre les autorités de la bouche de Kilia et la Commission européenne à la bouche de Sulina.

Si des garanties convenables étaient obtenues sur ces points, le Gouvernement de Sa Majesté ne voyait aucune raison d'insister pour que la Commission européenne se trouvât dans la situation de réclamer le droit de nommer ses propres officiers pour le contrôle direct de la navigation ou pour la perception des droits dans les limites des travaux projetés.

La question fut débattue sur cette base entre l'ambassadeur russe et moi-même à différentes reprises, mais sans résultat définitif.

Le 20 février, Son Excellence déposa devant la Conférence les propositions de son Gouvernement, reproduites dans le 4^e protocole des séances.

Un ajournement eut lieu pour la prise en considération de la question, et après des communications avec quelques plénipotentiaires et des suggestions venant d'eux, je soumis, à la réunion suivante de la Conférence, le 24 février, une formule amendée des articles élaborés en vue de satisfaire aux désirs du Gouvernement russe, en tant que cela pouvait se faire sans diminuer les garanties auxquelles le Gouvernement de Sa Majesté et les autres puissances attachaient de l'importance.

La question fut encore débattue dans les réunions du 1^{er} et du 7, et fut finalement réglée d'après les termes suivants, insérés au traité :

Il est entendu que la Commission européenne n'exercera aucun contrôle effectif sur la partie de la branche de Kilia dont les deux rives appartiennent à l'un des États riverains de cette branche. En ce qui concerne cette partie de la branche de Kilia qui coule entre les territoires russe et roumain, et afin d'assurer l'uniformité de l'administration du Bas-Danube, les règlements en vigueur sur la branche de Sulina seront appliqués sous la surveillance des délégués russe et roumain à la Commission européenne.

En même temps, il est stipulé, par une déclaration insérée au septième protocole (séance du 7 mars), que les agents de la Commission européenne auront libre accès à la branche de Kilia et à ses embouchures pour leurs renseignements.

Au cas où la Russie ou la Roumanie entreprendraient des

travaux dans la branche de Kilia, soit dans la partie qui sépare leurs territoires respectifs, soit dans celle qui coule exclusivement dans les territoires de l'une d'elles, l'autorité compétente communiquera les plans de ces travaux à la Commission européenne en vue seulement d'établir qu'ils n'entravent en aucune façon l'état de navigabilité des autres branches. Les ouvrages déjà élevés au Tchâtal d'Ismaïl demeurent à la charge et sous le contrôle de la Commission du Danube. Dans le cas d'un différend surgissant entre les autorités russes ou roumaines et la Commission européenne relativement aux plans des travaux à entreprendre dans la branche de Kilia, ou d'une différence d'opinion dans cette Commission concernant l'extension qu'il serait utile de donner aux travaux du Tchâtal d'Ismaïl, le cas sera soumis directement aux puissances.

La Russie a le droit de percevoir des péages pour couvrir les dépenses des travaux par elle entrepris. Mais il est stipulé, en vue de fournir une garantie aux intérêts réciproques de la navigation de la branche de Sulina et de celle de Kilia, que le Gouvernement russe mettra les Gouvernements représentés à la Commission européenne en possession des règlements relatifs aux péages qu'il croira devoir introduire, afin d'assurer une entente sur cette question.

Par une déclaration, insérée de même au septième protocole, il est établi que les mots ci-dessus impliquent qu'une telle entente est nécessaire avant qu'un système quelconque de droits puisse être mis en vigueur.

Vous remarquerez, d'après ce qui précède, que les travaux d'art qui ont été exécutés par la Commission européenne au Tchatal d'Ismaïl ont fait l'objet d'une mention spéciale dans le Traité. Le Tchatal d'Ismaïl est le point auquel les eaux du Danubeymoyen se séparent, une partie coulant vers la branche de Kilia, tandis que l'autre prend une direction plus au sud et forme ce que l'on pourrait appeler la branche de Toultscha. Cette dernière se divise encore elle-même en deux branches, celle de Sulina et celle de Saint-Georges.

Les travaux auxquels il est fait allusion furent entrepris à cause du banc de sable qui se forma dans la branche de Toultscha, juste en aval du Tchatal d'Ismaïl. Ce banc fut le résultat de causes naturelles, c'est-à-dire la hauteur extraordinaire atteinte

par les eaux du Danube en 1870 et 1871 ; les travaux eurent un succès entier, et ont fait disparaître le banc de sable d'une façon qui n'eût certes pas été atteinte par le dragage. D'après l'opinion d'ingénieurs compétents, il sera toujours possible, par l'entretien de ces travaux et leur extension convenable, en cas de nécessité, de régler le courant des eaux de façon à empêcher la branche de Sulina de subir quelque détérioration par des causes naturelles survenant à ce point, ou en conséquence de travaux exécutés dans la branche de Kilia, et ce à un prix modéré.

Quant à la durée des pouvoirs de la Commission européenne, j'ai proposé, au nom du Gouvernement de Sa Majesté, que ce corps fût déclaré permanent ; les plénipotentiaires allemand et autrichien déclarèrent qu'une prolongation de huit à dix années rentrait dans les vues de leurs Gouvernements, mais que, plus longue serait la durée de terme de prolongation proposée, plus désireux seraient leurs Gouvernements de l'accepter. Les plénipotentiaires français et italien penchaient du côté de la permanence de la Commission. Il fut enfin voté à l'unanimité que les pouvoirs de la Commission européenne seraient prolongés pour une période de vingt-un ans, et qu'à l'expiration de ce terme, la Commission continuerait à exercer ses fonctions pendant un laps de temps de trois ans, à moins que, un an avant l'expiration d'un de ces termes de trois ans, l'une des puissances contractantes n'eût donné avis de son désir de proposer des modifications à la constitution ou aux pouvoirs de ladite Commission.

La raison du choix de ce terme de trois ans est que c'est la période qui terminera la liste des membres de la Commission européenne qui président, six mois chacun, la Commission mixte.

Finalement, par l'article 8 du présent traité, il est stipulé que tous les traités, conventions, actes et arrangements relatifs au Danube et à ses embouchures, sont maintenus dans celles de leurs clauses qui n'ont pas été abrogées ou modifiées par les précédentes stipulations.

Il fut expressément entendu que cette déclaration comprenait la clause insérée au traité de Berlin et dans des traités précédents défendant l'érection de fortifications.

Le Gouvernement de Sa Majesté pense que ces arrangements seront satisfaisants. La Commission européenne est aujourd'hui dans l'exercice de ses fonctions depuis plus d'un quart de siècle

à la satisfaction générale, et les exerce de façon à mériter la confiance de tous. C'eût été un malheur grave si son existence avait pris fin par suite de dissensions entre les puissances. Par l'accord actuel, elle a été prolongée pour une longue suite d'années, avec la perspective, il faut l'espérer, d'une prolongation indéterminée. Ses pouvoirs ont été étendus d'une manière qui semblait au Gouvernement de Sa Majesté désirable pour le bien du commerce maritime.

D'un autre côté, il n'y aucune raison de craindre que ses opérations rencontrent des obstacles ou que son efficacité soit altérée par les concessions faites à la Russie et à la Roumanie touchant la surveillance de la branche de Kilia. Le droit accordé à la Russie et à la Roumanie de faire dans cette branche et à ses embouchures des travaux de nature commerciale, dans le but d'améliorer la navigation, ne peut pas non plus être considéré seulement comme avantageux au commerce indigène et étranger, toutes précautions ayant été prises pour que les travaux eux-mêmes, comme les droits à prélever pour ces travaux, ne soient pas de nature à porter atteinte à l'entretien convenable du canal de Sulina.

Les règlements pour la section du fleuve entre les Portes de Fer et Braïla, réglés par la Commission européenne, après avis des délégués des États riverains, ont été encore amendés pour aller au-devant des objections faites jusqu'aujourd'hui par les Gouvernements riverains, à quelques-unes de leurs stipulations.

Une période de six mois a été assignée pour l'échange des ratifications du traité, période pendant laquelle il faut espérer que l'on aura l'adhésion des puissances riveraines.

Le désir unanime des plénipotentiaires pendant leurs discussions a été que les vœux de ces États obtinssent la considération qui leur était due, et le Gouvernement de Sa Majesté, croyant que l'accord intervenu est de nature favorable à leurs intérêts, n'hésite pas à les prier instamment de l'accepter et prient les autres puissances qui ont pris part au traité, de se joindre à lui dans cette démarche.

Je suis, etc.

Signé : GRANVILLE.

**Le Ministre des Affaires étrangères de Roumanie, à
M. Jon Ghika, envoyé extraordinaire et Ministre
plénipotentiaire de Roumanie à Londres.**

24 mai 1883.

Monsieur l'envoyé,

Aussitôt que les premières ouvertures furent faites pour réunir à Londres une conférence, dans le but de régler différentes questions relatives à la navigation du Danube, la Roumanie demanda à y participer effectivement, c'est-à-dire sur le même pied que les autres États appelés à assurer, de concert avec elle, l'exécution des traités concernant ce fleuve.

Cette demande était basée sur les précédents établis par le droit international, la position que la Roumanie occupe sur le Danube, la situation qui lui a été créée par le Traité de Berlin et les actes qui en découlent.

Le protocole du 15 novembre 1818 du Congrès d'Aix-la-Chapelle, qui réserve à tous les États le droit de participer aux réunions ayant pour objet leurs intérêts spéciaux, n'est que l'application d'un principe mis en pratique au Congrès de Vienne dans plusieurs questions de cette nature.

En effet, les huit grandes Puissances, réunies à Vienne pour délibérer sur les questions relatives à la libre navigation des rivières qui traversent plusieurs États, fixèrent, dans une séance préparatoire, le programme des négociations, et convinrent d'inviter les Plénipotentiaires de Bade, de Bavière, de Hesse-Darmstadt, de Hesse-Cassel, de Francfort, de Hollande, de Nassau et de Wurtemberg à prendre une part effective aux réunions au sein desquelles devaient être discutés et décidés les principes généraux de la navigation des fleuves, aussi bien que les règlements spéciaux de la navigation du Rhin, de la Meuse, de l'Escaut, de la Moselle, du Mein et du Neckar.

Cette procédure fut appliquée à tous les arrangements fluviaux ultérieurs, dont les riverains indépendants n'ont jamais été exclus. Il était de toute justice de leur reconnaître un droit aussi incontestable. Les riverains ne sont-ils pas, en effet, dans ces questions, les plus intéressés ; et, est-il admissible qu'un Gouvernement indépendant se laisse majoriser dans ses propres

eaux, directement ou indirectement, par des décisions prises et des arrangements conclus en dehors de sa participation ?

La Roumanie occupe sur le Danube une position des plus importantes. Le cours inférieur de ce fleuve, depuis les Portes de Fer jusqu'à la mer, formant le tiers de toute sa longueur navigable, baigne d'une manière non interrompue les rives roumaines (2,741 kilomètres de l'embouchure de l'Ille, en amont d'Ulm, jusqu'à la mer ; 893 kilomètres de Verciorova à Soulina). La Roumanie possède dans ce parcours la plus grande partie des embouchures du Danube, et plus des deux tiers du développement des rives (87 kilomètres rives serbes, 466 kilomètres rives bulgares, 1,221 kilomètres rives roumaines). Son commerce d'importation ou d'exportation fournit à la navigation fluviale ou maritime, d'amont ou d'aval, son principal élément, et recevra un développement toujours croissant lorsque, après avoir donné tous ses soins à l'établissement de son réseau de voies ferrées, la Roumanie dirigera tous ses efforts vers l'amélioration des conditions de la navigation danubienne.

Cette situation, ainsi que la reconnaissance de son indépendance, ont valu à la Roumanie la place que l'article 53 du Traité de Berlin lui a assignée dans la Commission européenne, à côté des sept Puissances qui la composaient en vertu des stipulations du Traité de Paris de 1856.

L'indépendance de la Roumanie devenant un fait acquis et réel, et les embouchures du fleuve entrant pour la majeure partie en sa possession, on devait nécessairement l'associer à tous les actes émanant de la Commission européenne du Danube.

La Roumanie fut admise dans cette Commission internationale au même titre que ses autres coparticipants. Aucune réserve ne fut faite à cet égard, et son vote eut, dès le premier jour, la même valeur que celui des autres États. Elle a déjà eu l'honneur de présider cette assemblée, et a participé effectivement à l'élaboration ou à la révision de tous les règlements qui régissent aujourd'hui la navigation de la partie maritime du fleuve.

Cette position reçut une consécration solennelle en vertu de l'acte additionnel qui devait mettre l'acte public du 2 novembre 1865, relatif à la navigation des embouchures du Danube, en harmonie avec les stipulations du Traité de Berlin. Cet acte fut signé à Galatz, le 28 mai 1881, « par les Puissances représentées

au sein de la Commission européenne du Danube, en vertu du Traité de Paris du 30 mars 1856, et la Roumanie qui a été appelée à en faire partie par l'article 53 du Traité de Berlin du 13 juillet 1878 ». Il lie d'une manière égale toutes les parties contractantes. Aucune d'elles ne s'étant réservé une situation privilégiée et une position spéciale quelconque, cet acte ne saurait être modifié qu'avec le consentement de tous les signataires.

Si les précédents de droit international et la situation spéciale de riveraine, si la participation à la Commission européenne du Danube et la signature de l'acte additionnel de 1881 constituaient pour la Roumanie le droit incontestable de prendre une part effective à toute délibération touchant la navigation du Danube, on pouvait encore moins l'en écarter lorsqu'il s'agit de décider des règlements de navigation, de police fluviale et de surveillance, depuis les Portes de Fer jusqu'à Galatz, qui, en vertu de l'art. 55 du Traité de Berlin, devaient être « élaborés par la Commission européenne assistée des délégués des États riverains ».

Ce droit paraît encore plus indéniable en présence de la procédure adoptée pour soumettre le projet de règlement de Galatz aux délibérations de la Conférence. La Commission européenne ne pouvait élaborer cet acte qu'en procédant, en vertu de son règlement intérieur et de la pratique constante, par des décisions prises à l'unanimité des votes. L'entente n'ayant pu s'établir entre les parties délibérantes sur les dispositions du chapitre III, et le consentement de la Roumanie faisant défaut, aucun acte, portant le caractère requis par l'art. 55 du Traité de Berlin, et propre à être présenté à une Conférence comme le travail de la Commission spéciale prévue par le Traité, ne pouvait en résulter. On s'écarta pourtant des principes constamment pratiqués, et l'on présenta à la Conférence un acte auquel manquait la signature du principal intéressé.

Cette procédure inusitée portait une atteinte directe à des droits incontestables. Mais la participation effective de la Roumanie à la Conférence n'était-elle pas plus justifiée, ne devenait-elle pas plus nécessaire encore ?

La bienveillance avec laquelle la plupart des grandes Puissances accueillirent notre demande concernant notre participation aux délibérations de la Conférence, nous avait fait espérer que des droits aussi évidents et aussi naturels ne seraient plus mis en doute.

L'Autriche-Hongrie reconnut, dès le mois d'avril 1882, la légitimité du désir de la Roumanie, et son Plénipotentiaire déclara à la Conférence, qu'en raison de la situation spéciale créée « par le Traité de Berlin, la Roumanie pouvait être admise à la considération des trois questions qui formeront l'objet de la réunion de la Conférence. »

La Grande-Bretagne fut plus explicite encore, car lord Granville exprima, dans sa circulaire du 11 décembre 1882, et au sein de la Conférence, l'espoir que la Roumanie y serait admise sur le même pied que les autres Puissances, d'autant plus qu'elle se trouve déjà représentée dans la Commission européenne et qu'elle aura également son représentant dans la Commission mixte dont la formation est proposée ; — et le Gouvernement de la République française pensait aussi que les représentants des Puissances, une fois réunis, pourraient inviter le Gouvernement roumain à envoyer à la Conférence un délégué qui prendrait part aux délibérations au même titre que ceux des Puissances signataires du Traité de Berlin.

Notre attente fut déçue. La décision des Puissances nous assigna une position inacceptable : celle d'être consultés et entendus, sans avoir de vote délibératif.

L'article premier de l'acte additionnel du 28 mai 1881 excluait une interprétation strictement littérale de l'article 54 du Traité de Berlin, en vertu de laquelle on aurait pu admettre que les Puissances signataires se sont réservé de décider « seules de la prolongation des pouvoirs de la Commission européenne et des modifications qu'elles jugeraient nécessaires d'y introduire ». Ce même article stipule expressément « que les droits, attributions et immunités de la Commission européenne du Danube, tels qu'ils résultent des Traités de Paris du 30 mars 1856 et de Londres de 1871, de l'acte public du 2 novembre 1865, ainsi que des actes et décisions antérieurs au Traité de Berlin du 13 juillet 1878, continueront à régir ses rapports avec les nouveaux États riverains, et leur effet s'étendra jusqu'à Galatz. »

La Roumanie, l'un des huit États composant la Commission européenne, n'est-elle pas en droit d'invoquer ce texte comme l'interprétation authentique du Traité de Berlin ?

Comment pourrait-on, après cette Convention, modifier, en dehors de la Roumanie, les droits, attributions et immunités

d'une Commission qui exerce ses pouvoirs sur le territoire Roumain?

Le Gouvernement de Sa Majesté le roi se crut donc en devoir de décliner l'honneur d'assister, dans ces conditions, aux séances de la Conférence de Londres. Il considéra comme non obligatoires pour la Roumanie des décisions prises sans sa participation. Celles-ci ne pouvaient, en effet, infirmer un principe incontestable du droit international, à savoir : qu'aucun État n'est tenu d'exécuter sur son territoire des décisions qu'il n'aurait pas discutées et auxquelles il n'aurait pas préalablement consenti.

Pour donner néanmoins une preuve de sa déférence envers les grandes Puissances, le Gouvernement de S. M. le roi a examiné les dispositions du Traité de Londres avec le désir sincère de les trouver conformes aux principes généralement introduits dans la législation fluviale ainsi qu'aux droits et intérêts de la Roumanie.

La plus importante des décisions inscrites dans le Traité est celle qui concerne la prolongation de la Commission européenne du Danube pour le terme de vingt-quatre années, et son renouvellement éventuel pour de nouvelles périodes triennales. Le Gouvernement roumain a eu déjà l'occasion de s'exprimer à ce sujet d'une manière nette et précise, et ne peut qu'applaudir à une décision destinée à assurer, pour ainsi dire, la permanence d'une institution dont l'action bienfaisante est aujourd'hui universellement reconnue.

Nous ne saurions pourtant passer sous silence certaines dispositions du Traité qui semblent porter une atteinte directe à des principes non contestés du droit international et à des conventions spéciales.

Une extension, en même temps qu'une restriction des pouvoirs de la Commission européenne y est projetée, ainsi que la possibilité de modifier, un an avant l'expiration d'une des périodes triennales, la constitution et le pouvoir de cette Commission. Ces modifications réservées exclusivement aux grandes Puissances ne lèsent-elles pas les droits incontestables de la Roumanie, État riverain indépendant, faisant partie de la Commission européenne? N'en est-il pas de même de la disposition qui soumettrait directement aux grandes Puissances, seules, les divergences

« entre les autorités de la Russie ou de la Roumanie et la Commission européenne, quant aux plans des travaux à entreprendre dans le bras de Kilia, ou celles surgissant au sein de la Commission européenne quant à l'extension qu'il pourrait convenir de donner aux travaux du Tchatal d'Ismail ? »

La Commission européenne n'a pu être établie, en 1856, qu'après un accord entre les Puissances et la Turquie, alors le principal riverain et la Puissance à laquelle était reconnu le droit de parler au nom des principautés. En 1866 et 1871, les Puissances ne se sont pas cru le droit d'étendre la juridiction de la Commission européenne de Galatz à Braila, à la suite de l'opposition de la Turquie. Comment pourrait-on étendre aujourd'hui la juridiction de la Commission à une nouvelle partie du territoire Roumain en vertu d'une décision prise sans la participation de la Roumanie ? Comment pourrait-on prendre à celle-ci ce qui lui appartient d'une manière incontestable, tandis qu'on donne à la Russie ce qu'elle n'avait pas d'après les traités ?

Cette mesure paraît d'autant plus inexplicable que les motifs qui ont déterminé l'Europe à reconnaître à la Russie des droits exclusifs sur le bras d'Oczakow subsistent dans toute leur plénitude en faveur des droits de la Roumanie.

Ces questions ne paraissent pas inopportunes en face des dispositions du Traité de Londres, qui modifient profondément le régime d'uniformité introduit dans la législation des fleuves internationaux par le Congrès de Vienne, et dont le Bas-Danube devait bénéficier largement en vertu des Traités de Paris de 1856 et de Londres de 1871. Ces actes avaient créé, sur tout le cours du Danube navigable, deux régimes, — celui de l'autorité maritime internationale, et celui de l'autorité fluviale proprement dite, — accordant tous deux aux riverains une place qui leur revenait de droit. Si, à la suite du Traité de Berlin, qui sépara le Danube en deux parties distinctes — celle en amont et celle en aval des Portes de Fer, — des régimes différents les uns des autres se formèrent sur la partie d'amont, le Traité de Londres de 1883 donne naissance à quatre régimes différents dans la partie d'aval.

La Commission européenne est maintenue dans ses pouvoirs exterritoriaux, administratifs et exécutifs, subissant une restriction en même temps qu'une extension des limites de la juridiction.

Sur le bras d'Oczakow, l'autorité territoriale octroie le règle-

ment de navigation et exerce la police fluviale dans une complète indépendance et en dehors de tout contrôle d'une autorité commune, riveraine ou internationale.

Au bras mixte de Kilia chacun des riverains applique directement les règlements en vigueur dans le bras de Soulina.

Le règlement de navigation et de police fluviale, destiné au Danube depuis les Portes de Fer jusqu'à Braïla, attribuée à une Commission internationale les pouvoirs administratifs et exécutifs les plus larges, et supprime les droits territoriaux des riverains sur leurs eaux et sur leurs rives.

L'établissement de ces divers régimes n'est certes pas favorable aux intérêts de la navigation et du commerce, car l'histoire de la navigation fluviale est trop présente à la mémoire de tous pour que l'on puisse oublier les grands inconvénients qu'une diversité pareille entraîne nécessairement après soi.

Il est nécessaire, d'un autre côté, de rappeler que le Gouvernement de S. M. le roi n'a jamais demandé qu'une partie quelconque des embouchures du Danube fût soustraite à la juridiction de la Commission européenne.

Si cette situation générale doit être vivement regrettée, en vue des résultats qui en seront la conséquence inévitable, le Gouvernement royal ne saurait passer sous silence la situation créée par le règlement de navigation, de police fluviale et de surveillance annexé au Traité.

Deux principes fondamentaux de la législation fluviale ont été altérés par le règlement mentionné :

1° Le principe que la police fluviale appartient à chaque État sur ses propres eaux et n'est que le libre exercice de sa souveraineté ; et

2° Le principe, qu'en matière de législation et de surveillance, les États non riverains ne peuvent jouir de droits égaux à ceux des riverains que s'ils les exercent en qualité de mandataires de l'Europe.

Les dispositions contraires à ces principes ont empêché le Gouvernement de S. M. le roi de se ranger à Galatz du côté de la majorité, pour faire obtenir au projet de règlement en discussion l'unanimité exigée. La divergence ne subsiste en réalité que sur le titre 3 de ce règlement, intitulé « Exécution et surveillance. »

Ne se ralliant pas à la majorité, le Gouvernement royal ne

s'est pas placé sur un terrain exclusif, niant ce qui serait indispensable pour établir sur le Danube la liberté la plus complète de navigation et de commerce. Au contraire, ses intérêts étant étroitement liés aux intérêts généraux de toutes les nations, il désire voir pratiquer cette liberté de la manière la plus large. Ce qu'il réclame, c'est le maintien de l'exercice de parties inaliénables et fondamentales de l'indépendance et de la souveraineté des États.

Un règlement fluvial ayant été discuté et consenti d'un commun accord par les riverains et l'Europe, assurant à la navigation et au commerce pleine et entière liberté, les riverains s'engageant solennellement à l'exécuter et à le respecter, il ne paraît ni opportun ni utile d'exiger de la Roumanie le sacrifice d'une partie essentielle de ses pouvoirs administratif et exécutif. Ce n'est pas la diminution de ces pouvoirs qui forme le but des règlements fluviaux, mais bien les dispositions concernant la liberté des fleuves.

Ne serait-ce pas paralyser les effets salutaires des règlements que de créer, dès le début, des conflits, et de jeter la méfiance là où une action paisible est si nécessaire, où la confiance réciproque seule est capable de fonder un état de choses stable et profitable à tous ?

Du reste, les précédents ainsi que la législation fluviale sont contraires à la situation que le projet de règlement de Galatz voudrait créer aux riverains sur le Danube en aval des Portes de fer. Il n'y a pas un règlement de navigation fluviale qui ne confie la police de la navigation aux États riverains, et qui fasse à l'autorité commune des concessions pareilles à celles que la Roumanie s'offre à accorder. Ces concessions ont d'autant plus de poids, que les riverains d'amont des Portes de Fer ont fermé la partie supérieure du fleuve aux riverains d'aval, et que la réciprocité, — qui forme aussi un des principes nécessaires et fondamentaux de la législation fluviale, — ne se trouve plus appliquée sur le Danube.

L'acte de navigation, élaboré à Vienne en 1857, donne entièrement, et sans restriction aucune, la police fluviale aux riverains du Danube. De nombreux articles de cet acte, et principalement les articles 46 et 47, en font foi. Le premier décide « que les Gouvernements des pays riverains se communiqueront

réciiproquement les mesures qu'ils auront prises pour l'exécution » de l'acte de navigation. Le dernier statue « que la Commission riveraine permanente veillera, dans la limite de ses attributions, à l'exécution et au maintien des stipulations » de cet acte.

Le même principe a été reconnu encore, tout récemment, pour le Danube, par le traité conclu entre l'Autriche-Hongrie et la Serbie le 10 février 1882. Les articles 6, 7, 11, 12, 13 et 15 de ce traité reconnaissent à chacun des deux États riverains le droit d'exercer la police fluviale par ses propres fonctionnaires, n'établissent d'autres règlements que les lois, us et coutumes serbes, actuellement existants, mis le plus possible en harmonie avec les règlements de la rive austro-hongroise, et ne prévoient d'autre surveillance que celle résultant de l'aide et de l'appui mutuels que se doivent les fonctionnaires des deux États.

Nous demandons, avec raison, à quel titre on pourrait contester, en 1883, à la Roumanie des droits largement et sans difficulté reconnus en 1857, alors que ces deux principautés étaient considérées par l'Europe comme vassales de la Porte, et que la navigation du Danube inférieur a pris un essor considérable, sans autre protection que celle des Gouvernements roumains qui se sont toujours montrés favorables à la liberté la plus absolue de la navigation.

Il y a là, évidemment, une contradiction qui ne saurait échapper à personne.

Les intérêts généraux du commerce des nations exigent des riverains d'un fleuve international l'acceptation de règlements fluviaux libéraux et uniformes, et une surveillance exercée sur l'application de ces règlements par une autorité commune ; mais on ne saurait déduire de l'acceptation de cette surveillance, en faveur de la liberté et des intérêts généraux, l'abandon des droits souverains, la cessation de toute autorité riveraine, et l'établissement d'une position exceptionnelle et d'une domination privilégiée des non riverains. Le régime fluvial ne serait plus alors destiné à garantir et à sauvegarder les intérêts de tous. Basé sur les raisons spéciales et utilitaires d'un seul État, il pourrait être dirigé au détriment économique et commercial des autres, ou vers un but uniquement politique.

C'est du même point de vue que le Gouvernement de S. M. le

roi a envisagé la participation de l'Autriche-Hongrie à la Commission fluviale à créer en aval des Portes de Fer.

Les Commissions de surveillance fluviale, quel que soit leur titre, à l'exception de la Commission européenne du Danube, ne sont composées que de délégués des États riverains. S'il s'agissait de tout le cours du Danube, depuis l'embouchure de l'Iller jusqu'au domaine de la juridiction de la Commission européenne, le droit d'avoir un délégué dans la Commission de surveillance ne saurait être contesté à aucun des riverains, à l'Autriche-Hongrie pas plus qu'à la Roumanie. Depuis que le Danube a été scindé en deux parties distinctes, que les riverains d'aval des Portes de Fer sont exclus de toute immixtion dans la surveillance de la navigation d'amont, et que toute réciprocité est supprimée sous ce rapport, les riverains d'amont ne possèdent aucun titre en vertu duquel ils pourraient réclamer d'être considérés comme riverains d'aval.

L'Autriche-Hongrie n'est pas riveraine sur le Danube entre les Portes de Fer et Galatz. Elle ne saurait donc figurer comme État riverain dans la Commission fluviale à établir sur cette partie du fleuve. Ses intérêts de navigation et de commerce, fussent-ils les plus considérables, ne peuvent lui créer une position égale à celle des riverains, annulant la situation et les droits de ces derniers. S'il en était autrement, et si des intérêts considérables pouvaient donner naissance à des privilèges, la Grande-Bretagne aurait le droit d'en réclamer dans la Commission européenne de Galatz, car elle possède aux embouchures près des trois quarts du commerce et de la navigation.

Le Gouvernement de S. M. le roi ne nie pas les intérêts de l'Autriche-Hongrie et admet volontiers qu'une place lui soit réservée dans la nouvelle Commission de surveillance. Il n'a aucun intérêt à lui dénier la faculté de veiller à l'application loyale et sincère des principes de liberté établis par le règlement fluvial. Ce qu'il désire, c'est de distinguer le titre auquel chaque État fait partie de cette Commission.

L'organisation même de la nouvelle Commission de surveillance est une exception à la règle générale qui n'y admet que les riverains. Des délégués d'États non riverains y sont introduits, afin que la surveillance soit encore plus réelle et plus efficace. Ce n'est qu'au titre européen que les grandes Puissances parti-

cipent elles-mêmes, à côté des riverains, dans la Commission européenne de Galatz. Ce n'est qu'à ce titre que les non riverains peuvent participer à la nouvelle Commission. Une situation différente créerait, à l'État auquel elle serait dévolue, une position privilégiée et dominante, défavorable à la liberté fluviale, et dont on ne saurait fournir aucun exemple.

La Belgique est certainement admise à la surveillance commune de l'Escaut ; mais il faut considérer que l'Escaut traverse la Belgique et la Hollande, que ces deux États se trouvent être riverains sur ce fleuve, et qu'une parfaite réciprocité est établie entre eux pour tout ce qui concerne la navigation fluviale. (Traité de Londres du 19 avril 1839, art. 9.) — Les droits de la Belgique ne sont pas supérieurs à ceux de la Hollande, et on ne saurait trouver dans les traités et règlements de navigation de l'Escaut et de la Meuse aucune disposition enlevant la police fluviale à la Hollande pour la donner à la Belgique, ou *vice versâ*, ou remplaçant l'autorité immédiate des riverains par un pouvoir commun.

La surveillance commune sur la navigation se borne à l'inspection générale des bouées, balises, passes navigables et du service de pilotage, ainsi qu'aux mesures à prendre dans l'intérêt de ces divers services. (Convention du 20 mai 1843, art. 68.) Elle y est exercée conjointement ou séparément par des Commissaires spéciaux. (Traité de Londres du 19 avril 1839, art. 9 ; — Convention du 20 mai 1843, art. 3, 67, 69), chacun d'eux n'ayant une action directe que sur les eaux de l'État auquel ils appartiennent. (Convention citée, art. 51, 52 et 71.) C'est aux Gouvernements des deux États de décider, en cas de désaccord entre les Commissaires. (Convention citée, art. 50, 52, 68, 69, 71.) La police de la navigation, du pilotage, du balisage, des travaux à entretenir ou à exécuter, appartient à chacun des États séparément, et y est exercée en leur nom propre. (Traité du 5 novembre 1842, art. 9, 20. — Convention citée, art. 71.)

En examinant avec impartialité et équité les dispositions du Traité de Londres du 10 mars 1883, on arrive nécessairement aux conclusions suivantes :

1) La Roumanie a des droits incontestables à la participation effective aux délibérations d'une Conférence ayant pour objet les affaires du Bas-Danube, en vertu de sa triple position de riveraine,

de membre de la Commission européenne du Danube, et de co-signataire de l'acte additionnel du 28 mai 1881.

2) N'ayant pu prendre part aux délibérations de la Conférence de Londres, les décisions prises par cette Conférence ne peuvent avoir de force obligatoire pour la Roumanie.

3) L'acte additionnel du 28 mai 1881, étant une Convention régulièrement et valablement conclue et ratifiée, ne saurait être modifié unilatéralement.

4) Le règlement de navigation et de police fluviale en aval des Pertes de Fer ne saurait avoir pour but de porter atteinte aux droits des riverains, — mais d'assurer par eux la liberté de navigation et de commerce.

En exposant les considérations précédentes, le Gouvernement de S. M. le roi croit remplir un devoir impérieux vis-à-vis de l'Europe, animée de tout temps des sentiments les plus bienveillants à son égard. Confiant dans l'esprit de haute justice et d'équité des Cabinets européens, il espère que ceux-ci voudront bien examiner, de concert avec lui, les questions soulevées à la Conférence de Londres, afin qu'il puisse leur être donné une solution équitable et satisfaisante pour les droits et les intérêts de tous.

Vous êtes prié de laisser copie de la présente dépêche à lord Granville.

Veuillez agréer, Monsieur l'envoyé, l'assurance de ma haute considération.

(Signé) D. STOURDZA.

TROISIÈME PARTIE

LOIS ET DOCUMENTS DIVERS

PAYS-BAS — RUSSIE

Convention consulaire, 2/14 avril 1883 (1)

S. M. l'Empereur de toutes les Russies et Sa Majesté le Roi des Pays-Bas étant animés d'un égal désir de resserrer les liens d'amitié qui les unissent si heureusement, et d'assurer aux relations de commerce et de navigation établis entre leurs États respectifs tout le développement ainsi que la plus ample protection possible, et S. M. le Roi des Pays-Bas ayant, pour atteindre ce but d'un intérêt commun, consenti à admettre des consulats russes dans les principaux ports des colonies néerlandaises, sont convenus de négocier à cet effet une convention spéciale et ont, en conséquence, nommé pour leurs plénipotentiaires, savoir...

Art. 1^{er}. — Les consuls généraux, consuls, vice-consuls et agents consulaires de Russie seront admis, sur le pied de la nation la plus favorisée, dans les ports des possessions d'outre-mer ou colonies néerlandaises où résident ou résideront des agents de la même catégorie de toute autre nation étrangère.

Art. 2. — La présente convention entrera en vigueur à partir de l'échange des ratifications, lequel aura lieu aussitôt que faire se pourra.

Elle restera en vigueur jusqu'à l'expiration de douze mois, après que l'une des deux hautes parties contractantes aura déclaré son intention d'en faire cesser les effets.

En foi de quoi les plénipotentiaires ont signé la présente convention, et y ont apposé le cachet de leurs armes.

Fait en double à Saint-Pétersbourg le 2/14 avril de l'année mil huit cent quatre-vingt-trois.

Signé : GIERS.

(L. S.)

Signé : A. MAZEL.

(L. S.)

(1) Les ratifications ont été échangées le 4 juin.

BULGARIE

**Loi sur la nationalité,
26 février 1883.**CHAPITRE I^{er}. — *De la nationalité bulgare.*

Art. 1. — La nationalité bulgare donne droit à l'exercice de tous les droits civils et politiques en Bulgarie, et rend obligatoires toutes les charges reconnues légales dans l'État.

Aux sujets bulgares vivant à l'étranger est appliquée la législation de la patrie, en tout ce qui concerne leur statut personnel.

Art. 2. — Sont considérés comme sujets bulgares tous ceux des sujets turcs qui, lors de la déclaration de la guerre pour la délivrance de la Bulgarie, étaient domiciliés ou nés dans les limites de la principauté de Bulgarie.

Art. 3. — Tout individu vivant en Bulgarie est considéré comme sujet bulgare jusqu'à preuve du contraire.

Art. 4. — Sont également considérés comme sujets bulgares tous ceux nés à l'étranger après la délivrance de la principauté de Bulgarie dans les conditions qui, en vertu de la présente loi, donnent la qualité de sujets bulgares.

Art. 5. — La nationalité bulgare s'acquiert par origine, par mariage et par naturalisation.

Art. 6. — Lorsqu'un père acquiert la nationalité bulgare, il l'acquiert en même temps pour sa femme et pour ses enfants.

Seuls, les enfants ayant moins de vingt et un ans et vivant auprès de leur père au moment où celui-ci acquiert la nationalité bulgare, deviennent sujets bulgares.

La même règle est applicable aussi à la mère d'un enfant naturel né de père inconnu.

CHAPITRE II. — *De la nationalité par origine et par mariage.*

Art. 7. — Est considéré comme sujet bulgare tout enfant légitime né d'un père sujet bulgare.

Art. 8. — Tout enfant naturel reconnu pour le fils d'un sujet bulgare est sujet bulgare.

Art. 9. — Tout enfant naturel non reconnu par le père et reconnu par la mère bulgare de nationalité, est considéré comme sujet bulgare.

Art. 10. — Les articles 7, 8 et 9 sont applicables aussi aux enfants nés à l'étranger.

Art. 11. — Tout individu de nationalité étrangère, mais d'origine bulgare, peut acquérir la nationalité bulgare le jour où il s'établit dans la principauté, et déclare qu'il a l'intention de fixer son domicile dans les limites de Bulgarie. Il acquiert la qualité de sujet bulgare après avoir renoncé à la nationalité qu'il a selon les lois en vigueur dans le pays à la sujétion duquel il veut renoncer.

Art. 12. — La déclaration dont il s'agit à l'article 11 est remise au maire de la commune où le requérant est établi.

Art. 13. — Les enfants trouvés sur le territoire bulgare, sans père ni mère connus, sont sujets bulgares.

Art. 14. — Toute femme étrangère qui se marie avec un sujet bulgare acquiert la nationalité bulgare. Après la dissolution du mariage, elle ne peut renoncer à la nationalité bulgare qu'en se conformant à l'art. 25 de la présente loi.

Art. 15. — Lorsqu'un sujet étranger est né en Bulgarie de père légitime ou illégitime, ou de mère illégitime, qui seraient également nés en Bulgarie, il est considéré comme sujet bulgare, si, dans l'intervalle d'un an à compter du jour où il a accompli l'âge de vingt et un ans, il n'a pas déclaré sa volonté de rester aussi à l'avenir sujet étranger. Il doit faire cette déclaration par l'intermédiaire du consul respectif. La déclaration n'a, toutefois, aucune valeur si le consul ne la communique pas au ministre des Affaires étrangères, qui lui en délivre récépissé.

CHAPITRE III. — *De la naturalisation.*

Art. 16. — Par naturalisation ne peuvent acquérir la nationalité bulgare que les sujets étrangers qui ont l'âge de vingt et un ans accomplis et qui la demandent par écrit. Pour cette demande, il n'est besoin d'aucune autorisation préalable de la part d'un gouvernement étranger quelconque.

Art. 17. — La sujette étrangère mariée ne peut se faire naturaliser séparément de son mari.

Art. 18. — L'étranger qui demande à se naturaliser, doit adresser sa pétition par le maire de la commune où il habite. Le maire, par l'intermédiaire du sous-préfet ou du préfet, envoie sans retard cette déclaration au ministre de la justice. Dans cette pétition, l'étranger doit en même temps déclarer qu'il désire s'établir en Bulgarie, s'il n'y est déjà fixé.

Art. 19. — Tout sujet étranger qui veut jouir du droit que lui donnent les articles ci-dessus, doit se présenter devant le maire de la commune où il habite, accompagné de trois témoins bulgares ayant

l'âge de la majorité, habitant la même commune, lesquels affirment avec le maire que l'étranger a une bonne conduite et habite au moins depuis un an dans la même commune, ou qu'il a servi dans l'armée bulgare en qualité de volontaire, et qu'il répond à une des conditions suivantes : posséder des biens immeubles dans la commune ou exercer pour vivre une profession indépendante. De tout ce qui précède, le maire dresse un acte qui est signé par lui, par l'étranger requérant la nationalité et par les témoins. Cet acte, accompagné de la déclaration, est transmis au ministre de l'intérieur.

Art. 20. — Si l'étranger, qui a fait une pareille déclaration, continue de séjourner trois ans dans le pays après la remise de sa requête, et si, par sa conduite, il prouve qu'il vit honnêtement et ne cause aucun mal au pays, le prince peut, sur la proposition du ministre de la justice et le conseil d'Etat entendu, accorder au requérant la nationalité bulgare par un décret spécial.

Art 21. — Quand la nationalité bulgare a été refusée à un étranger qui l'a demandée, celui-ci ne peut plus renouveler sa demande, sinon après l'expiration de trois années, à compter de la date de l'acte dressé par le maire.

Art. 22. — L'Assemblée nationale peut accorder la nationalité bulgare, sans tenir compte du délai de séjour en Bulgarie ni des autres conditions énumérées à l'article 19, à tout sujet étranger qui aurait rendu à la Bulgarie un service reconnu, établi dans le pays quelque industrie utile, fait une invention avantageuse, ou qui aurait fondé en Bulgarie de grands établissements commerciaux ou industriels.

CHAPITRE IV. — *De la perte de la nationalité bulgare.*

Art. 23. — Tout sujet bulgare qui, sans autorisation préalable de S. A. le Prince, accepte du service dans une armée étrangère, ou qui adhère à une corporation militaire étrangère, perd sa qualité de sujet bulgare. En outre, il ne peut retourner en Bulgarie sans autorisation préalable du Gouvernement bulgare, autorisation qui ne l'exempte pas de la responsabilité devant la loi, s'il a pris les armes contre sa patrie.

Art. 25. — La femme étrangère qui a acquis la qualité de sujette bulgare par le mariage, peut, après la dissolution de son mariage, et si elle n'a pas d'enfants, renoncer à la nationalité bulgare par une déclaration qu'elle fait au maire de la commune où elle est domiciliée.

De cette déclaration, le maire dresse procès-verbal fait en double exemplaire, dont l'un est remis au déclarant et l'autre transmis par voie hiérarchique au ministre de l'intérieur.

Art. 26. — La femme, sujette bulgare, qui épouse un sujet étranger, perd *ipso facto* sa qualité de bulgare.

Toutefois, après la dissolution du mariage et si elle vit en Bulgarie et n'a pas d'enfants de ce mariage, elle réacquiert la nationalité bulgare par le fait même de la dissolution du mariage.

Art. 27. — Tout sujet bulgare, qu'un tribunal a, selon le code pénal, condamné à l'exil perpétuel au-delà des limites de la Bulgarie, perd sa qualité de sujet bulgare par le fait même du prononcé de la sentence.

Art. 28. — Aucun sujet bulgare domicilié en Bulgarie ne peut devenir sujet d'un État étranger sans autorisation préalable du gouvernement bulgare.

Art. 29. — Tout sujet bulgare qui vit à l'étranger peut se faire naturaliser sujet étranger conformément à la loi du pays où il vit. En pareil cas, il perd la nationalité bulgare.

Art. 30. — La nationalité bulgare ne peut se perdre que par une des causes énumérées au présent chapitre. Toute autre déclaration ou démarche par laquelle un sujet bulgare essaierait de démontrer qu'il a renoncé ou renonce à sa nationalité, est nulle et de nul effet.

Art. 31. — La perte de la nationalité bulgare s'étend en tous les cas aux enfants nés après que leur père a perdu cette nationalité.

Elle s'étend à sa femme et à ses enfants mineurs, sauf le cas prévu à l'Art. 27.

Art. 32. — Restent sujets bulgares les enfants ayant eu plus de 21 ans au moment où leurs parents ont perdu leur qualité de sujets bulgares.

Art. 33. — Les enfants légitimes et mineurs d'une veuve ne perdent pas leur nationalité si leur mère épouse un sujet étranger.

Art. 34. — Tout sujet bulgare ayant perdu sa nationalité, peut la reconquérir s'il retourne et s'établit de nouveau en Bulgarie avec l'autorisation préalable du gouvernement bulgare.

Art. 35. — En cas de contestations sur la nationalité, soit entre particuliers, soit de la part du gouvernement, les tribunaux bulgares auront à se prononcer sur le conflit.

Art. 36. — La loi sur la nationalité bulgare du 17 décembre 1880, ainsi que toute autre disposition contraire à la présente loi, sont abrogées.

QUATRIÈME PARTIE

CHRONIQUE

ALLEMAGNE

Le 12 décembre a été signée à Berlin une Convention littéraire entre l'Allemagne et la Belgique ; elle contient dix-huit articles ; une Convention industrielle y est annexée.

Les deux Conventions doivent être ratifiées aussi promptement que possible et entrer en vigueur trois mois après l'échange des ratifications.

Une Convention a été conclue le 8 décembre 1883, entre l'Allemagne et les États-Unis du Venezuela pour la protection des marques de fabrique. Elle a été publiée dans le *Moniteur officiel de l'Empire* du 15 décembre.

ALSACE-LORRAINE

La discussion générale du budget à la Délégation d'Alsace-Lorraine avait fourni à M. le baron Zorn de Bulach fils, l'occasion d'examiner la politique générale du Gouvernement, et de regretter que l'Alsace-Lorraine ne fût toujours pas dotée d'une Constitution.

Voici la réplique du secrétaire d'État, chef du ministère alsacien-lorrain :

Une Constitution complète, a-t-il dit, cela veut dire sans doute : 1° qu'il faut abolir l'article de la dictature ; 2° qu'il faut donner à l'Alsace-Lorraine vis-à-vis de l'Empire la même situation que celle des autres États allemands.

En ce qui concerne ce dernier vœu, je suis d'autant plus à mon aise pour en parler que le Gouvernement le partage. Nous poursuivons, nous aussi, le but de donner à l'Alsace-Lorraine la même situation qu'aux autres États allemands.

Mais, messieurs, il est dans la nature des choses qu'un fruit pareil ne puisse mûrir que lentement. Plus d'une fois le Statthalter ou le ministère a fait remarquer qu'on ne peut atteindre ce but sans que dans le pays même il se soit produit un certain travail intérieur. Or, messieurs, ce développement intérieur n'est pas encore assez avancé pour que l'on puisse, en toute sécurité, donner au pays la même situation constitutionnelle qu'aux autres États allemands. Le cas de Metz précisément, où le Gouvernement a été obligé d'appliquer l'article de la dictature, a de nouveau donné au Gouvernement la conviction qu'il serait prématuré de renoncer aujourd'hui déjà à ce que je veux appeler des mesures de sûreté particulières.

Ce n'est pas, messieurs, qu'il y ait eu des révoltes dans le pays. Certes non. Le pays est calme et l'esprit de légalité y est très répandu. Mais, messieurs, l'Alsace-Lorraine a encore, avec le grand Etat auquel elle a autrefois appartenu, des relations trop intimes pour qu'il ne soit pas nécessaire d'user de quelque prudence. En droit public, l'Alsace-Lorraine, il est vrai, est séparée de la France ; mais les relations personnelles d'affaires et de famille sont autant de liens qui rapprochent les deux pays et qui sont utilisés, je ne veux pas dire par l'Alsace-Lorraine elle-même, mais par des agitateurs qui ont leur résidence en France, pour susciter des difficultés au Gouvernement allemand établi ici, pour maintenir le sentiment que le pays appartient à la France, et pour empêcher un autre sentiment, celui de la communauté avec l'Allemagne, de prendre racine. Messieurs, c'est là qu'est le danger. L'article de la dictature n'est pas dirigé contre le pays lui-même, mais contre l'agitation étrangère ; il est dirigé surtout contre l'agitation que font les Alsaciens-Lorrains établis à Paris.

BELGIQUE

Nous reproduisons quelques passages du Rapport fait par M. d'Andrimont à la Chambre des Représentants, sur le budget du ministère des Affaires étrangères.

Il a paru à plusieurs membres qu'il conviendrait d'augmenter les traitements des agents du corps diplomatique résidant dans les capitales, où la vie est notoirement fort chère.

Ainsi, à Londres, à Saint-Pétersbourg et à Vienne, les ministres, les conseillers et les secrétaires de légation reçoivent les mêmes traitements que les agents diplomatiques de mêmes grades résidant à Paris et à Berlin, où les frais de l'existence et de représentation sont sensiblement moins élevés.

Cette inégalité de position devrait disparaître, parce qu'elle place le Gouvernement dans la nécessité de n'appeler aux postes si importants de Saint-Petersbourg, de Londres et de Vienne, que des diplomates jouissant d'une fortune personnelle assez considérable pour suppléer à l'insuffisance de leur traitement. Et, lorsque le Gouvernement ne se soumet pas à cette nécessité, il s'expose parfois à voir le pays représenté mesquinement dans ces grandes capitales, où surgissent souvent des événements politiques imprévus qu'il est difficile d'apprécier sainement sans un contact journalier et onéreux avec le corps diplomatique étranger.

Si le Gouvernement partageait les vues de la section centrale, celle-ci lui donnerait le conseil de réduire le nombre de nos conseillers et de nos secrétaires de légation. Grâce à cette réduction, il trouverait la somme nécessaire pour rémunérer équitablement nos ministres et leurs conseillers accrédités auprès des Gouvernements russe, britannique et autrichien.

Tout en reconnaissant qu'il convient, dans l'intérêt de nos relations politiques extérieures, de maintenir des postes diplomatiques auprès des principales Puissances de l'Europe et aux États-Unis, la section centrale a émis un doute au sujet de l'opportunité de certaines légations établies dans les pays d'outre-mer.

Il lui semble que des consuls généraux, qui seraient élevés, selon les circonstances, au rang de chargés d'affaires, rendraient certainement tout autant de services que les diplomates de carrière. Le pays en retirerait, en outre, le sérieux avantage de réaliser une nouvelle économie assez notable dont le montant pourrait être remis en partie aux secrétaires de légation dont les traitements sont insuffisants, et aux attachés, qui font leur stage gratuitement. Ainsi, pourquoi le Gouvernement ne nommerait-il pas des consuls généraux, chargés d'affaires, au Brésil, au Mexique, en Suisse, en Suède et en Norvège, en Danemark, en Serbie, en Roumanie, en Chine et au Japon ?

Assurément la Belgique ne perdrait rien de son prestige dans ces contrées, où elle gagnerait, au contraire, beaucoup à être représentée par des agents parfaitement au courant de nos besoins commerciaux et industriels. Ces postes importants ne seraient évidemment confiés qu'à des consuls généraux de carrière très expérimentés et d'un mérite reconnu.

Au reste, le remplacement de ministres ou de chargés d'affaires par des consuls généraux dans les pays que nous venons de citer, se légitimerait d'autant plus que quelques-uns de ceux-ci n'ont pas de légation à Bruxelles.

La section centrale s'est encore demandé pour quel motif le Gouvernement s'arrêtait uniquement devant des considérations d'avance-

ment, quand l'un de nos grands postes diplomatiques devenait vacant, alors que le pays les verrait occupés avantageusement par des hommes d'État dont la renommée a passé les frontières.

A ce propos, elle a rappelé qu'autrefois la Belgique était représentée à Berlin, à Paris, à Londres par des hommes politiques éminents. Ils avaient su se créer dans ces capitales des situations considérables, à la faveur desquelles ils exerçaient une influence prépondérante dans les débats où se traitaient nos intérêts politiques et économiques. Au reste, en agissant de la sorte, le Gouvernement ne ferait que suivre l'exemple que lui donnent tous les jours la France, l'Angleterre, l'Allemagne, l'Italie qui revêtent de hautes fonctions diplomatiques leurs illustrations, qu'elles appartiennent à l'armée, à la politique et même à l'administration supérieure.

Il faut parfois avoir le courage de mettre les intérêts du pays au-dessus des questions de personnes.

ÉGYPTE

La Commission des indemnités égyptiennes, qui avait momentanément suspendu ses travaux le 16 juillet dernier, les a repris le 3 novembre. Dans sa séance plénière du 1^{er} décembre, elle a réglé cent trente-six affaires dont vingt-six d'origine française.

La totalité des demandes françaises présentées dans cette séance atteignait le chiffre de 3,545,243 fr. 62. Les indemnités accordées s'élèvent à 1,917,000 fr. Les réductions opérées s'expliquent par le rejet des réclamations fondées sur des dommages indirects qui, aux termes de l'article 2 du décret organique de la Commission, ne donnent droit à aucune indemnité.

D'après l'interprétation de la Commission, les pertes résultant directement et matériellement d'un fait de pillage ou d'incendie, sont seules susceptibles de réparation.

Tous les commissaires et notamment le nouveau président, M. Cail-lard, paraissent avoir été vivement frappés de la parfaite régularité qui règne dans les écritures de la plupart des grandes maisons françaises.

L'une d'elles, dont les livres avaient échappé à l'incendie, a obtenu exactement le chiffre de sa demande, à l'exception des intérêts qui ont été considérés comme dommages indirects. La comparaison de ces livres avec les relevés de la douane en a démontré la sincérité. Le président de la Commission les a demandés pour servir de type et de modèle dans les affaires du même genre.

En somme, le chiffre des indemnités allouées jusqu'à ce jour à des

Français s'élève à 13,534,160 francs pour des réclamations qui se montaient à environ 20 millions de francs.

(Correspondance d'Alexandrie du 3 décembre 1883 insérée dans le *Journal officiel de la République française* du 16 décembre).

ESPAGNE

Le 1^{er} décembre a été signé à Madrid un protocole touchant les relations commerciales entre l'Angleterre et l'Espagne. Les deux Gouvernements s'engagent à ouvrir sans retard des négociations pour un traité de commerce régulier qui comprendra en même temps une convention consulaire et un traité de navigation. (Le protocole a été publié dans la *London Gazette* du 11 décembre.)

L'ouverture des Cortès a eu lieu le 15 décembre. Voici la partie du discours du trône, lu par le Roi, qui est relative à la politique étrangère :

« La rapidité avec laquelle la dernière insurrection a été réprimée, m'a permis de faire le voyage que je projetais aux cours étrangères, pour payer une dette d'amitié et resserrer les liens de ces nations avec l'Espagne, persuadé que plus ils la connaîtront, plus ils auront de considération pour elle. J'ai reçu des empereurs d'Autriche et d'Allemagne, du roi des Belges, du Président de la République française, des témoignages de considération pour l'Espagne, et les incidents survenus pendant mon voyage n'ont eu d'autre résultat que de rendre plus cordiales les relations des nations déjà citées avec l'Espagne.

Les manifestations qui ont eu lieu à mon retour en Espagne prouvent que le monarque et le peuple sont unis dans un même sentiment qui adoucit singulièrement la tristesse que la dernière insurrection m'avait causée.

Vous avez une preuve de la cordialité de nos relations dans la note publiée par la *Gazette officielle* sur l'état de nos rapports avec la France; dans la visite que le prince impérial d'Allemagne a faite à l'Espagne au nom de son père; dans le protocole signé avec l'Angleterre; dans les traités projetés avec le Portugal, l'Italie, la Hollande et le Danemark, afin d'accroître les relations commerciales.

Les légations de l'Espagne, dans l'Amérique du Sud, ont reçu des instructions pour ouvrir des débouchés aux produits de Cuba et de Porto-Rico.

L'empereur du Maroc a cédé à l'Espagne le territoire d'Ifni.

Il n'y a pas lieu de craindre que nos relations cordiales souffrent de cet agrandissement de l'Espagne, car les nations voient avec plaisir que l'Espagne se consacre au développement de ses richesses.

Les relations avec le Saint-Siège sont cordiales. L'Espagne résoudra, d'accord avec le Pape, toutes les questions qui pourraient toucher aux sentiments religieux. La nation espagnole est éminemment catholique. »

Le roi rappelle que la nation entière a protesté contre la dernière insurrection. Il dit que la monarchie constitutionnelle garantit la liberté et que toutes les opinions peuvent légalement se produire.

Le discours appelle l'attention des législateurs sur les réformes administratives. Les finances sont rentrées dans un état normal, grâce aux lois votées et à l'espoir d'obtenir prochainement l'équilibre du budget. Le Gouvernement présentera une loi pour appliquer le suffrage universel au système électoral. La mission actuelle des Cortès serait terminée si le Gouvernement était en possession de cette loi pour procéder à de nouvelles élections.

Le but du Gouvernement est de soumettre à de nouvelles cortès un projet de revision de la constitution, sans toutefois ouvrir une période constituante ni mettre en discussion les institutions actuelles. Le Gouvernement veut seulement faire entrer dans la loi fondamentale des principes qui sont depuis longtemps discutés et dont on demande l'insertion dans la constitution.

ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE

La Chambre des représentants a adopté le 10 décembre une résolution appelant l'attention du président Arthur sur l'affaire d'O'Donnell (condamné pour assassinat de Carey qui avait servi de témoin à l'accusation dans l'affaire des assassins de Phoenix-Park), et exprimant l'espoir que le président pourra obtenir l'ajournement de l'exécution, afin de s'informer si O'Donnell est citoyen américain et, dans ce cas, s'il a été condamné conformément aux lois anglaises et aux lois internationales.

FRANCE

Affaires du Tonkin.

Chambre des députés. — Séance du 7 décembre.

La discussion est ouverte au sujet des crédits demandés pour l'expédition du Tonkin.

M. Armand Rivière critique la politique suivie au Tonkin. On prétend faire exécuter le traité de 1874 ; il est incompréhensible, inexécutable, et inexécuté.

Du reste, comment ce traité de 1874 n'aurait-il pas été violé par le royaume d'Annam ?

Ce traité présentait des lacunes, disait l'amiral Pothuau, il avait des défauts.

Je ne lui en connais qu'un, messieurs, c'était d'être absolument inexécutable si on n'employait pas la force. (Très bien ! très bien ! à l'extrême gauche.) Le ministère devait le savoir depuis longtemps : on s'engageait à faire la police dans des pays inconnus ou peu connus, je vous le montrerai tout à l'heure...

M. Georges Perin. Vous pouvez dire inconnus.

M. Armand Rivière. M. le président du conseil était de cet avis, et pensait que ces contrées étaient peu connues. En 1877, on se trouvait en face d'une singulière situation. C'était précisément le chef des Pavillons noirs, Luu-Vinh-Phuoc, qui avait attiré Francis Garnier dans une embuscade ; c'était pour le service qu'il avait ainsi rendu à l'Annam en remettant sous son pouvoir les trois citadelles prises par Garnier qu'il avait été immédiatement élevé au rang de mandarin de seconde classe, en sorte que, comme ces chefs de grandes compagnies du moyen âge il était allé s'établir à Lao-Kaï avec ses 1,200 ou 1,500 Pavillons noirs ; il s'y était taillé une sorte de principauté, et là, il percevait les douanes. Mais ce n'est pas tout. Il y a dans la *Revue des colonies* un rapport de M. de Kergaradec, consul à Hanoï, qui fit en 1877 une exploration jusqu'à Mong-Tse, dans le Yun-nan ; et, lorsqu'il traversa Lao-Kaï, il fallut qu'il parlementât avec Luu-Vinh-Phuoc qui ne voulut pas se montrer, et qui ne traita que par intermédiaires. Il fallut que le consul de Hanoï, M. de Kergaradec, explorateur, obtint de Luu-Vinh-Phuoc la permission de passer.

Messieurs, M. de Kergaradec se rencontra à Hong-Hoa avec le secrétaire de Luu-Vinh-Phuoc, qui y était venu, pourquoi faire ? Pour toucher la solde de ses Pavillons noirs au nombre de 1,500 sur les états de service ; mais M. de Kergaradec suppose que l'effectif n'était que de 800 hommes. Et c'était le gouverneur de Hong-Hoa, frère de Tu-Duc, qui payait cette solde.

Ainsi, il est donc bien certain que, depuis cette époque, on ne pouvait ignorer, à la marine comme aux affaires étrangères, que les Pavillons noirs étaient à la solde du roi d'Annam. En vérité, n'y a-t-il pas lieu de s'étonner que ce ne soit que le 10 juillet que M. le ministre des affaires étrangères, M. Challemel-Lacour, vint dire : « Aujourd'hui, nous avons la certitude que l'armée des Pavillons noirs a été élevée à la dignité d'armée de l'Annam. » Mais vous deviez le savoir

depuis longtemps ; il y avait, en effet, dix ans que dans la Cochinchine et dans l'Annam nous avions à faire la police ; et c'était contre les Pavillons noirs, soldés par le roi d'Annam, notre prétendu protégé.

Voilà la situation étrange que nous avons au Tonkin. En sorte que nous étions véritablement dans l'impossibilité d'établir un protectorat et de faire la police.

On prétendait que le Tonkin devait nous accueillir, que nous y trouverions une occasion toute naturelle de développer notre commerce extérieur, grâce au voisinage de la Chine, et que celle-ci était hors d'état de s'y opposer.

« La Chine de 1883, disait-on, ne diffère pas de la Chine de 1859, et ceux-là seuls qui ne la connaissent pas peuvent redouter quelque chose de ce côté. Elle a bien assez à faire sur ses frontières russes, en Corée et au Japon. »

Oui, peut-être, il y a dix-huit mois, deux ans, la Chine avait affaire en Corée et au Japon. Mais toutes ces affaires avaient été réglées, et maintenant la Chine n'avait plus affaire qu'à nous. Eh bien, il fallait nous le dire ; il fallait nous demander autre chose que ces 5,300,000 francs.

Je ne vois que l'amiral Jauréguiberry qui ait dit carrément et franchement sa pensée, et il est à regretter qu'il ne l'ait pas fait connaître à la tribune, devant la Chambre.

Eh bien, je dis qu'il y a là quelque chose d'étrange ; je dis qu'on ne peut s'armer du vote intervenu après le 28 mai.

Vous savez ce qui s'était passé le 28 mai. De même qu'il avait pris sans ordre la citadelle de Hanoï, le commandant Rivière en était sorti sans ordre ; il était tombé dans une embuscade et avait été tué. Et quand on venait alors faire appel au patriotisme de la Chambre, les députés de tous les partis, au nombre de 507, votaient les crédits qu'on demandait et qui, dès cette époque-là, étaient insuffisants.

Ils ont toujours été insuffisants : insuffisants en 1881, insuffisants en 1883, — cela est constaté dans le rapport de M. Léon Renault.

M. Clémenceau. Ils sont insuffisants encore aujourd'hui.

M. Armand Rivière. Ils sont insuffisants encore aujourd'hui, cela est également constaté. (Très bien ! très bien ! sur divers bancs.)

Je dis donc que la Chambre n'a pas été éclairée.

M. Francis Charmes répond à M. Armand Rivière. Il n'approuve pas tout ce qui a été fait. Mais il trouve à la politique coloniale au Tonkin une origine très avouable et très intéressante à tous égards.

Le nom de Francis Garnier se présente ici à toutes les mémoires. Francis Garnier, en entrant dans cette expédition, n'abordait pas un ordre d'idées qui fût nouveau pour lui. Il avait été l'un des membres les plus importants de l'expédition du Mékong, entreprise en 1867

sous les ordres de M. de Lagrée. L'objet particulier de cette mission, le seul but qu'on poursuivait à cette époque, était de trouver par une voie quelconque, et par une voie fluviale autant que possible, un chemin qui pourrait nous conduire au cœur de la Chine, et particulièrement dans cette province du Yun-nan dont les richesses étaient déjà connues de tout le monde. On avait espéré que la voie du Mékong pourrait nous servir dans ce but.

Mais à la suite de l'expédition conduite par M. de Lagrée et par Francis Garnier, on acquit la certitude que le Mékong n'était pas suffisamment navigable.

Si je rappelle ces souvenirs, messieurs, c'est que la France et les officiers français n'étaient pas, dès cette époque, les seuls qui se proposaient de pénétrer dans la Chine par une voie fluviale. Avant eux, au même moment, depuis lors, les Anglais, qui sont établis depuis longtemps dans l'Inde, ont cherché cette même voie ; ils l'ont cherchée par l'Iraouaddy, par le Brahmapoutre ; ils ne l'ont pas trouvée, non plus que nous en 1867. Mais à la fin de cette expédition conduite d'une manière si intéressante par M. de Lagrée et par Francis Garnier, une idée nouvelle s'était présentée à l'esprit des explorateurs : c'est que le chemin qu'ils avaient vainement voulu trouver par le Mékong, peut-être le trouveraient-ils par le fleuve Rouge, par le fleuve du Tonkin. C'était la première fois que l'idée d'une exploration à faire par le fleuve Rouge se présentait, et dans le travail si remarquable et si complet dont Francis Garnier a dirigé la publication à son retour en Europe, il indiquait, comme conclusion, comme terminaison à cette première exploration, qu'on aurait à en faire une nouvelle dans le Tonkin, sur le fleuve Rouge.

Encore une fois, messieurs, si je reviens sur ce passé, c'est que j'ai lieu de croire que, dans la suite de cette affaire et dans les développements qu'elle a pris, on a trop souvent perdu de vue le but primitif, le but principal, sinon unique, que nous aurions dû nous proposer dans ces contrées de l'extrême Asie.

Il fallait se souvenir et du but et des dangers qui nous en séparaient. Les divers ministères ont, sauf exception, tenu une conduite indécise.

Il est évident, messieurs, que le ministère actuel n'est pas responsable de ce qui s'est passé au Tonkin en 1881 et 1882, mais peut-être vais-je vous donner satisfaction en disant que si le ministère actuel, en arrivant aux affaires, a trouvé la question engagée, il l'a trouvée en partie dégagée. Je veux dire qu'il a trouvé une solution préparée et qu'il aurait bien fait de l'accepter. (Très bien ! très bien ! sur divers bancs.)

On a fait à M. Bourée, à cette tribune, à la tribune du Sénat et

ailleurs, des reproches très divers ; il s'est trouvé, vis-à-vis de l'opinion elle-même, dans des situations très différentes. On l'a accusé d'avoir varié, ce qui est incontestable : lorsqu'on s'aperçoit qu'on s'est trompé, le mieux est de changer d'avis. Mais je néglige tous ces points de polémique et j'en viens au traité Bourée, à ce qu'on a, du moins, appelé de ce nom, — vous savez que ce n'était pas réellement un traité, mais une base de négociation, une convention préparatoire qui devait être soumise *ad referendum* au Gouvernement français et au Gouvernement chinois.

Le mot de traité Bourée est passé dans l'usage, et voilà pourquoi je m'en sers.

Ce traité, jusqu'à ces temps derniers, on l'a attaqué comme étant radicalement mauvais, détestable, tout à fait contraire aux intérêts de la France au Tonkin. Et tout d'un coup, nous avons vu se produire une évolution nouvelle dans les critiques du Gouvernement : on nous a dit qu'il n'y avait plus lieu de discuter sur la qualité de ce traité, attendu qu'il n'existait pas, qu'il n'avait aucune réalité. (Très bien ! très bien ! à l'extrême gauche.)

L'orateur montre la sagacité de M. Bourée pendant la première partie des négociations, et les résultats qu'il avait pu obtenir, notamment le retrait momentané des troupes chinoises ; et l'arrangement qu'il avait conclu était de nature à nous satisfaire, au moins au point de vue commercial. Qu'était ce traité, au fond ? Comment, après l'avoir pendant huit mois déclaré détestable, est-on arrivé à le déclarer inexistant ? C'est qu'il y a eu évidemment un malentendu entre le Gouvernement français et son madataire, et que d'inhabiletés en inhabiletés on n'a pu trouver que cette interprétation, médiocre à la vérité, pour se tirer d'un mauvais pas.

Messieurs, j'ai essayé de vous démontrer que le traité Bourée, de l'aveu de la commission, était conforme à nos intérêts, à nos traditions même, si on se reporte à l'origine de cette question du Tonkin, et que, de plus, il constituait un engagement qui, pour ne pas être définitif, avait cependant, de la part du Gouvernement chinois, une gravité qu'il serait difficile de contester.

On a déchiré ce traité ! C'est le Gouvernement français, c'est notre ministère des affaires étrangères qui a pris sur lui la responsabilité de dire : « Le traité est détestable, nous ne pouvons pas l'accepter. »

Quelle devait être la conséquence d'une déclaration de cette nature ? C'est que nous devons agir militairement, et au plus vite.

Il n'y avait que deux manières de se conduire dans la question du Tonkin. On pouvait agir militairement, avec des forces suffisantes, et je suis convaincu qu'alors l'affaire aurait eu une conclusion très rapide et très heureuse pour nous. Je ne suis pas du tout l'adversaire de

l'expédition en elle-même ; si elle avait été conduite autrement, il y a longtemps qu'elle serait terminée.

On pouvait encore, une fois les premières fautes commises, une fois que nous nous trouvions en présence des premiers embarras, suivre une autre voie, celle des négociations. Il y avait le système militaire, et il y avait le système diplomatique. L'un et l'autre avait ses avantages.

On a opté pour le système militaire, on a envoyé des renforts, mais, grâce au même esprit de demi-mesures et d'indécisions, les renforts demandés se sont trouvés insuffisants.

Aujourd'hui, la signature du pays se trouve engagée dans notre expédition du Tonkin.

Mais, messieurs, en dehors de cette opinion, il y en a une autre dont je voudrais aussi dire quelques mots en terminant. C'est l'opinion de ceux qui regardent toute cette affaire comme une aventure dont nous devons nous tirer le plus tôt possible. Ceux-là croient que nous avons fait une faute, commis une erreur, et qu'en fait de fautes les meilleures ou les moins mauvaises sont encore les plus courtes. Eh bien, ma conviction profonde est que si nous avons commis une faute, c'est tout simplement, comme je vous l'ai dit, une faute de conduite, mais que, cette faute une fois commise, la plus grosse, la plus lourde, la plus impardonnable que nous puissions y ajouter, ce serait de ne pas persister énergiquement.... (Exclamations bruyantes et rires ironiques à l'extrême gauche et à droite. — Marques d'approbation au centre.)

Messieurs, ce que je viens de vous dire, et qui paraît vous étonner, est le corollaire nécessaire de tout ce qui a précédé.

Veuillez remarquer le mot dont je me sers, je dis : avec énergie...

Je crois, messieurs, qu'un pays comme la France doit tirer de ces fautes non pas des motifs de défaillance, mais des enseignements pour sa conduite future ; il doit élever son courage à la hauteur des fautes de détail qui ont pu être commises par son Gouvernement. (Interruptions à droite. — Bruit.)

M. Delafosse reprend la critique de la conduite du Gouvernement, et, au cours de son argumentation, émet la théorie suivante en matière de colonie :

Messieurs, je sais bien qu'on invoque les besoins du commerce et que l'on vous dit : Le commerce chôme, l'industrie dépérit, la concurrence étrangère nous menace, nous étouffe, nous évince des marchés que nous avions l'habitude d'approvisionner, et, si nous n'y apportons pas de remède, c'est une crise dans laquelle l'activité commerciale et industrielle de la France risque de périr.

Messieurs, rien n'est plus réel que cette crise dont on se plaint, avec raison, et rien ne serait plus urgent aussi que le remède, si nous

pouvions l'appliquer. Mais la question, précisément, est de savoir si c'est là le rôle de l'État, si l'État peut substituer efficacement son initiative à celle du commerce lui-même.

J'entends bien que les commerçants français recueillent avec faveur, avec avidité les promesses formulées dans le programme de M. Jules Ferry, qu'ils lui font écho, qu'ils nous disent après lui : « Ouvrez-nous des débouchés nouveaux, car nous périssons ! » Mais je ne vois pas que les commerçants ou les industriels français s'empressent à exploiter ces débouchés, lorsqu'ils leur sont ouverts.

Messieurs, il faut avoir le courage de dire ici la vérité à tout le monde, parce que la vérité est la règle de toute bonne politique, et malheureusement nous en sommes sortis. (Très bien ! très bien ! à droite.)

Eh bien, on voit des Anglais, des Allemands, des Italiens, des Yankees, des Chinois se répandre partout au dehors, aller chercher fortune à l'étranger, entrer et s'établir au cœur des autres nations, fonder des maisons de commerce, créer des comptoirs et, en se groupant par nationalités, constituer de véritables colonies, moins la possession du sol. Ces colonies sont, en réalité, les meilleures, les plus souhaitables pour nous, parce qu'elles activent le trafic entre la métropole et ses nationaux et les pays où ils sont fixés, et aussi parce qu'elles ne coûtent rien à la France.

Je ne connais, pour ma part, que deux colonies françaises de cette sorte : l'une, celle de La Plata, composée de méridionaux, Basques pour la plupart, et cette colonie est en pleine prospérité : c'est ce qui explique sans doute que la France fasse avec la République argentine, à l'heure actuelle, un commerce qui arrive à 266 millions ; l'autre, la colonie française d'Égypte, qui comptait, avant les derniers événements, 18,000 individus. Vous savez ce qu'il en est advenu. L'Égypte, vous l'avez perdue ; la colonie française, vous l'avez sacrifiée, vous l'avez livrée à la concurrence anglaise. Aussi le commerce de l'Égypte avec la France... (Interruptions au centre. — Très bien ! très bien ! à droite.)

M. le président du conseil. Il y a donc une politique coloniale ?

M. Paul de Cassagnac. Oui, il y en a une et une mauvaise : celle que vous suivez.

M. Jules Delafosse. Oui ; mais je viens de vous dire dans quelles conditions. Les colonies de La Plata et de l'Égypte ne se sont pas faites par la conquête ; elles se sont créées spontanément. C'est la différence que je veux établir.

Je disais, messieurs, au moment où j'ai été interrompu, que le commerce de la France avec l'Égypte, qui était en 1869 de 94 millions, est tombé l'année dernière à 57 millions, par la faute de votre poli-

tique ou par suite des événements que vous avez laissés s'accomplir. (Interruptions à gauche.)

En dehors de ces deux colonies d'Égypte et de La Plata, je ne connais pas de colonies françaises de ce genre. Partout ailleurs, le Français est des plus rares. Si vos consuls vous renseignent exactement, ils doivent vous dire que le nombre des Français qui vont créer des établissements à l'étranger est devenu de plus en plus restreint, et que c'est à grand'peine que les établissements d'ancienne fondation se maintiennent.

Il ne faut donc pas dire qu'en faisant de la politique coloniale, nous ouvrons un champ nouveau à l'activité commerciale ou industrielle de nos concitoyens. Il serait plus politique et plus juste de reconnaître que nous travaillons pour les autres. Nous pouvons conquérir et civiliser. Mais quand l'œuvre est accomplie, quand le champ est ensemencé, les Français restent chez eux, et ce sont les autres qui viennent moissonner. (Marques d'assentiment.)

Il n'y aurait qu'un moyen d'assurer au commerce, à l'industrie de la France le bénéfice de la colonisation, ce serait d'en interdire l'accès à l'étranger par des tarifs prohibitifs. Mais la prohibition, messieurs, n'est pas une mesure que j'ose conseiller, car elle est souvent ruineuse, desséchante, et elle aurait le tort, en outre, de provoquer des représailles dont nous serions, en fin de compte, les premières victimes.

Ce sont là, messieurs, des vérités tristes à dire, tristes à entendre. Mais je les dis, parce que ce sont des vérités. Je me suis promis de n'apporter dans cette discussion, grave par elle-même, grave par les résolutions qu'elle vous commande, aucune assertion qui ne fût accompagnée de sa preuve.

Et maintenant, messieurs, que nous avons jeté un regard de notre côté, voulez-vous regarder chez nos voisins? Vous y trouverez les mêmes enseignements. Les États-Unis n'ont pas de colonies, et les États-Unis font avec le monde entier un commerce immense et qui va toujours croissant. (Mouvements divers.)

L'Allemagne n'a pas de colonies, et son commerce extérieur croît dans des proportions tellement menaçantes pour le nôtre, qu'un de nos honorables collègues, un patriote ardent, l'honorable M. Lockroy, a jeté récemment ce cri presque désespéré, que je répète à mon tour du haut de la tribune : Prenez garde qu'au Sedan militaire ne s'ajoute un Sedan industriel ! Cette préoccupation patriotique est au fond de tous nos débats ; je la recueille, et j'y trouve le meilleur argument dont je puisse me servir pour combattre la politique coloniale du cabinet. (Très bien ! très bien ! à droite.)

Pourquoi l'Allemagne voit-elle son commerce d'exportation monter

toujours ? C'est parce qu'elle est forte, parce qu'elle est puissante, parce qu'elle est victorieuse.

Séance du 8 décembre.

M. Delafosse, continuant son discours, constate que l'on a encore à se demander après huit mois de négociations : Qu'allons-nous faire au Tonkin ? On parle, il est vrai, de l'exécution du traité de 1874 ; mais ce traité ne contient rien de précis, de déterminé, et la politique du Gouvernement dans cette question a un caractère d'incertitude et d'instabilité.

On a ajouté qu'on veut se limiter au fleuve Rouge. Mais peut-on répondre de s'en tenir là ; si l'on est attaqué ou enserré par l'ennemi, ne faudra-t-il pas sortir de cette position pour se défendre, ou au moins pour respirer ? On ne peut condamner nos soldats au rôle d'assiégés éternels. Il n'y a que deux issues : ou traiter ou combattre ; une seule chose est impossible : le maintien de l'état de choses actuel.

La guerre offre des chances et aucun avantage.

Le cabinet s'est mis dans l'impossibilité d'arriver à une conclusion pacifique ; il est compromis, il est lié par l'attitude qu'il a prise devant la Chine, il est le prisonnier de sa politique.

Il est donc nécessaire de lui refuser des crédits qui sont une subvention à la politique de guerre. Ce cabinet de guerre doit disparaître pour faire place à un cabinet de paix ; et s'il arrivait que, malgré tout, la guerre devînt nécessaire, nous ferions la guerre avec la conscience d'avoir rempli notre devoir de fidèles mandataires du pays. (Applaudissements à droite.)

M. Léon Renault répond au nom de la Commission : « Messieurs, en vous proposant de voter les crédits qui vous sont demandés par le Gouvernement, votre commission n'a pas entendu donner une subvention à une politique de guerre ; elle vous a invités à marquer par un acte précis, dont la signification ne pût être contestée par personne, votre volonté de soutenir cette politique modérée et ferme, qui n'accepte pas l'abandon des droits que la France tient des traités, mais qui cherche un terrain de négociation où ces droits puissent se concilier avec les intérêts légitimes des autres puissances. Cette politique, votre commission l'a recommandée dans chacun des termes de son rapport. Elle n'a eu qu'une préoccupation : la recherche de l'intérêt national dans une situation grave, délicate, qui n'est, à proprement parler, l'œuvre d'aucun cabinet... (Exclamations à droite et sur divers bancs à gauche), qui s'est dégagée successivement par le fait ou l'abstention de tous, ainsi que le prouvent les documents accumulés dans le *Livre jaune*, que vous avez tous entre les mains.

Votre commission n'a eu qu'un médiocre souci de la détermination

des responsabilités dans le passé. Elle a réclamé, obtenu la lumière, afin d'éclairer le plus complètement possible la route dans laquelle la France devrait s'engager pour sortir de la situation délicate, difficile, où elle se trouve actuellement placée.

M. Léon Renault fait l'historique des négociations et démontre comment le Gouvernement est arrivé au mois d'avril sans avoir pu, grâce à la souplesse chinoise, trouver une base possible d'accord.

Le Gouvernement demanda des crédits motivés par la situation dont la mort de Rivière n'avait que trop montré la gravité. Ces crédits ont été insuffisants. Le Gouvernement a engagé sa responsabilité en envoyant des renforts nouveaux. Cette responsabilité a été couverte par l'ordre du jour du 1^{er} novembre.

Il s'agit aujourd'hui de couvrir les dépenses jusqu'au 1^{er} janvier 1884. Dans la Commission, 9 membres sur 11 ont pensé qu'on ne pouvait refuser ces crédits, parce qu'on était en présence de dépenses engagées pour porter secours au drapeau menacé.

En outre, la Commission a pensé qu'elle devait accepter les crédits pour ne pas faire opposition à la politique du Gouvernement au Tonkin. (Nouveau bruit.)

Il eût été préférable que le Gouvernement eût demandé un crédit plus considérable, car c'est une mauvaise politique que d'engager des dépenses avant d'avoir obtenu les crédits. Le Gouvernement s'en est tenu au chiffre de 9 millions, parce qu'il ne sait pas encore quel effectif sera nécessaire pour continuer les opérations au Tonkin. Mais, sur une demande plus élevée, la majorité aurait été mieux à même de formuler sa volonté sur la marche à suivre. Alors même que le ministère se serait trompé, ce ne serait pas une raison pour l'ébranler dans les circonstances actuelles.

On a dit que la Chine traiterait plus facilement avec un autre cabinet; mais aucun cabinet n'a négocié plus doucement avec la Chine; en le renversant, on donnerait à penser au Gouvernement chinois qu'il faut, au contraire, persister dans ses prétentions.

« Je demande, dit-il, la permission, pour ceux qui ne pensent pas comme MM. Delafosse et Rivière, le droit de marquer leur dissentiment et leur divergence d'opinion.

Vous dites que la Chine se montrerait plus accommodante avec d'autres; je vous réponds que ceux que vous choisiriez, après avoir renversé le cabinet, rencontreraient des difficultés au moins égales, probablement plus considérables.

Vous frapperiez ce cabinet à raison de la disproportion qui a éclaté entre la fierté du langage qu'il a tenu à la Chine et les forces qu'il a déployées au Tonkin. En le frappant, soyez sûrs que vous ne renforcerez pas votre force diplomatique vis-à-vis de la Chine, dont

vous ne feriez qu'accroître l'orgueil et les prétentions inacceptables. (Applaudissements.)

M. Haentjens. Alors, c'est le cabinet obligatoire !

M. Paul de Cassagnac. Mais pas gratuit, malheureusement ! (Rires à droite.)

M. le rapporteur. Laissez-moi rappeler un souvenir en terminant : le souvenir d'une parole qui peut être relevée comme un conseil à notre adresse dans les circonstances où nous sommes, toute proportion gardée, bien entendu, entre les événements actuels et la gravité de ceux au cours desquels elle a été prononcée. Au cours de la guerre de la Sécession, à un moment où la cause du Nord rencontrait bien plus que des embarras, d'effroyables périls, d'immenses difficultés, les démarches se multipliaient auprès du président Lincoln pour qu'il remit son pouvoir. Et lui, qui ne tenait au pouvoir par aucune sorte d'ambition particulière, répondait purement et simplement à ceux qui le pressaient de se retirer, cette phrase très simple, très familière et d'une saisissante vérité : « Il ne faut pas changer les chevaux au moment où l'on passe le gué de la rivière. »

M. Paul de Cassagnac. Mais quand ils sont couronnés ? (Rires à droite.)

M. Haentjens. Et fourbus !

M. le président. Messieurs, jusqu'ici tous les orateurs ont été écoutés en silence ; il est véritablement incroyable qu'on interrompe le rapporteur de la Commission pour ainsi dire à chaque mot ! (Très bien ! très bien !)

M. le rapporteur. La pensée qu'exprimait ce langage familier est celle qui sert de règle de conduite à tous les peuples qui, s'étant faits libres, ont su et ont voulu rester grands... (Très bien ! très bien !), et j'espère que, dans les circonstances actuelles, mon pays s'inspirera d'une telle règle de conduite. (Vifs applaudissements au centre et à gauche.)

M. Camille Pelletan, dans un long discours qui tient deux séances, s'attache à démontrer que le protectorat ne résultait pas du traité de 1874 ; que l'hostilité de la Chine à nos prétentions était notoire, qu'elle s'est traduite par des actes connus du Gouvernement ; que nous poursuivons une politique non pas coloniale, mais conquérante.

Or, dit-il, les expéditions lointaines sont contraires à l'esprit démocratique, et je ne comprends pas que ce soit des républicains qui la proposent et la soutiennent. (Interruptions diverses.)

Elles sont contraires, en même temps, à la pensée nationale qui a été celle de toute la France au lendemain de 1871 ; et les embarras pratiques où vous vous trouvez en donnent la preuve ; vous n'avez pas l'instrument militaire dont vous avez besoin pour entreprendre

ces expéditions lointaines. L'instrument militaire que vous avez dans la main a été organisé uniquement dans une pensée de relèvement de la France ; il ne peut pas s'adapter à ces expéditions, parce que la pensée qui l'a organisé les excluait absolument.

Oui, quand le service obligatoire a été institué, quand le pays a donné tous ses enfants, c'était au relèvement de la France en Europe qu'elle les donnait, ce ne pouvait pas être aux aventures lointaines ! Et vous l'avez si bien senti que vous vous êtes exposés à des échecs, plutôt que de mettre en mouvement pour vos expéditions exotiques la nouvelle loi militaire. (Très bien ! très bien ! à l'extrême gauche.)

Maintenant, il ne me reste plus qu'à conclure.

Vous avez devant vous, et c'est là-dessus que vous allez vous prononcer, la politique des expéditions lointaines dans ce qu'elle a de plus caractérisé : une guerre avec un immense empire pour la conquête d'une colonie tonkinoise. Vous avez à vous prononcer sur cette politique. Vous direz oui ou non, et il faudra dire oui ou non ; aucune équivoque ne pourra prévaloir contre cette nécessité.

Je dis que la Chambre n'a pas d'autres réponses à faire, à l'heure actuelle : elle ne peut pas sérieusement demander d'apporter ici une solution comportant des informations, des négociations ; ou l'on veut encourager la politique actuelle, l'on trouve qu'elle n'a pas commis de fautes, l'on veut qu'elle continue comme elle a commencé, ou l'on veut dégager le pays de cette politique d'aventures.

Il faut répondre oui ou non, et il ne sert de rien de dire : « Mais alors c'est la question ministérielle qui se pose ? » Car je me demande, à moins de changer la Constitution, comment, sous le régime actuel, une question politique pourrait se poser sans se doubler d'une question ministérielle.

Je sais quelles nuances on peut imaginer à une approbation devenue difficile, avec de prudentes réticences, des réserves ingénieuses, des précautions oratoires, des bills d'indemnité offerts avec une certaine pudeur, par voie de préterition, sur une feuille de papier blanc. Mais, messieurs, à quoi bon toutes ces réserves et toutes ces réticences ?

Vous êtes devant une politique d'expéditions lointaines ; vous connaissez les fautes, vous en voyez les responsabilités ; ces responsabilités, il faut les appliquer ou les partager vous-mêmes ; cette politique, il faut ou la condamner ou s'y associer, et porter le poids des conséquences qu'elle entraîne pour le pays. (Très bien ! très bien ! et applaudissements à l'extrême gauche.)

Séance du 10 décembre.

Après un discours de M. Antonin Proust, dans le sens gouver-

nemental, *M. Jules Ferry*, le président du conseil et ministre des Affaires étrangères, a pris la parole :

Messieurs, j'ai eu l'honneur le 31 octobre, de donner à la Chambre quelques explications, d'éclaircir, — je le crois du moins, — quelques idées, soit sur l'origine de l'expédition du Tonkin, soit sur les conceptions de politique générale et d'avenir auxquelles on peut la rattacher. Je ne voudrais pas rentrer dans ce débat ; car, ainsi que l'indiquait tout à l'heure, avec une grande justesse d'esprit et de paroles, mon honorable collègue et ami, *M. Antonin Proust*, ce n'est pas le débat d'aujourd'hui.

Je voudrais seulement, pour ramener les choses à leur véritable proportion, apporter ici une protestation très modérée contre le rôle si considérable, si exagéré, si impétueux que m'attribue, dans la carrière de la politique qu'on appelle coloniale, l'honorable *M. Delafosse*. A l'entendre, je serais, — il a dit le mot — une sorte d'halluciné poussant ou entraînant la France dans des voies inconnues et inaugurant dans ce pays de sagesse auquel tant de raisons de la plus haute et de la plus délicate gravité imposent la prudence, la mesure, la réserve ; je serais, a-t-il dit, un illuminé le poussant à tous les coins du monde dans des entreprises sans portée, sans but défini, et le plus détestable, le plus dangereux représentant, dans ce pays, de la politique d'aventures.

Ce rôle, messieurs, n'est pas le mien, et si j'ai un rôle, un petit rôle dans l'histoire de mon pays, ce n'est point celui-là et je ne le brigue point... (Mouvements divers.)

L'honorable *M. Pelletan* me causait tout à l'heure une fort agréable surprise, — car j'aime beaucoup les idées qui rapprochent, je les préfère de beaucoup à celles qui divisent, — il me disait : « Mais si, enfin, cette politique coloniale ne tendait qu'à conserver ce que nous avons, elle serait admissible, elle serait défendable !

Nous avons la prétention, et nous croyons pouvoir vous le démontrer, nous pensons que le pays qui est notre juge à tous, dira précisément que nous ne vous avons pas présenté une autre politique qu'une politique de conservation coloniale. (Applaudissements au centre.)

M. Clémenceau. Vous vous êtes vanté de nous avoir donné des provinces !

M. le président du conseil. Vous êtes allés à Tunis, nous y sommes allés, nous avons eu l'honneur de vous y conduire, et je persiste à croire et à répéter ce que j'ai dit plus d'une fois : c'est que la majorité non seulement nous y a suivis, mais qu'elle nous y a bien un peu poussés à cette époque-là.

Plusieurs membres, qui siègent de ce côté (l'orateur désigne la gauche) nous criaient alors : « A Tunis ! » Je ne l'ai pas oublié.

M. Camille Pelletan. Ce n'est pas nous, assurément.

Plusieurs membres à l'extrême gauche. Non ! non !

M. le président du conseil. Je ne dis pas vous, messieurs ; je parle de la majorité qui a fait l'expédition tunisienne, et pour laquelle c'est un honneur de l'avoir faite. (Applaudissements au centre et à gauche.) Pourquoi cette majorité a-t-elle conçu, comme une entreprise nationale et nécessaire, cette expédition de Tunis ? C'est parce que c'était la sécurité même de l'Algérie qui était compromise. (Exclamations à l'extrême gauche. — Très bien ! très bien ! sur d'autres bancs.) Cette majorité faisait, et nous faisons ensemble, de la politique de conservation algérienne.

Messieurs, pourquoi sommes-nous au Tonkin ? Parce que nous avons la Cochinchine. (Ah ! ah !)

Mais oui, messieurs ; c'est étrange, et l'honorable M. Delafosse l'a déjà fait remarquer... (Bruit.)

M. le président. Messieurs, tous les orateurs ont été écoutés en silence jusqu'ici ; je vous prie de vouloir bien conserver la même allure au débat, et d'entendre en silence M. le président du conseil.

M. le président du conseil. Messieurs, il serait étrange — et je ne comprends pas que cette pensée ait pu traverser un instant l'esprit de M. Delafosse — d'en rendre responsable le Gouvernement actuel, ou les différents ministères républicains qui se sont succédé, soit depuis 1876, soit même depuis 1871, depuis la proclamation de la République de fait, comme depuis la proclamation de la République définitive ; il serait extraordinaire, contraire à la vérité historique et à la bonne foi, d'attribuer à ces divers ministères la responsabilité de la conquête de la Cochinchine. (Mouvements divers.)

M. Blancsubé. Si vous n'aviez que cette responsabilité, elle serait légère !

M. le président du conseil. Comment l'expédition du Tonkin et le protectorat du Tonkin se trouvent-ils être une conséquence nécessaire de l'expédition de Cochinchine ? Voulez-vous me permettre de vous le dire ?

M. Georges Perin. Je demande la parole.

M. le président du conseil. Voulez-vous me permettre de vous mettre sous les yeux une des premières formules de cette vérité, qui se trouve dans le *Livre jaune* ?

Je suis heureux de la citer, parce qu'elle émane d'un Gouvernement qui ne représentait pas notre politique, parce qu'elle émane d'un homme fort éminent à coup sûr, mais qui ne siégeait pas sur nos bancs, et parce qu'elle est, cette dépêche, un des traits de cette admirable continuité de la politique française dans la question qui nous occupe, continuité qui est démontrée avec tant d'éclat et pour le

grand honneur des hommes politiques de ce pays-ci, dans les deux volumes de cette histoire vivante que j'ai eu l'honneur de mettre sous vos yeux; la dépêche est de M. l'amiral Montaignac;

« 19 avril 1875.

« Nous jouerions un rôle peu digne de la France si, après les sacrifices que nous avons déjà faits et ceux que nous allons faire, au moment où l'on nous remercie... — c'est le Gouvernement annamite, vous entendez bien —... de l'assistance prêtée pour la pacification de la province et où l'on nous demande notre concours en cas d'éventualités semblables, nous faisons des concessions de nature à nous faire dévier du but réel : l'établissement du protectorat de la France sur l'Annam.

« Le traité si longtemps débattu nous concède la faculté d'entretenir un agent à Hanoï, et le désir manifeste du Gouvernement annamite de laisser cette clause dans l'ombre nous prouve qu'il en a compris l'importance et le sens. Affaibli comme il l'est aujourd'hui, impuissant, comme il l'avoue, à assurer l'obéissance de ses propres sujets, le royaume d'Annam est appelé à subir le protectorat d'une grande puissance. La situation que nous avons prise en Cochinchine ne nous permet pas de laisser une influence autre que la nôtre peser sur Tu-Duc. (Très bien ! très bien ! à gauche et au centre.) Alors que nous étions au début de notre occupation, nous pouvions renoncer à nous établir d'une façon solide dans l'extrême Orient. Aujourd'hui, nous ne le pouvons plus...

« Nous avons occupé trois, puis six provinces de l'empire d'Annam; nous avons placé le Cambodge sous notre protectorat, nous avons dépensé beaucoup d'argent pour jeter les fondements d'une administration française dans ce pays; nous devons poursuivre notre œuvre sans rien brusquer, mais sans jamais dévier, et, surtout, sans revenir sur nos pas et perdre le bénéfice de nos efforts. »

Sur un grand nombre de bancs. Très bien ! très bien !

M. le président du conseil. Voilà, messieurs, en quelques lignes, toute la philosophie de l'expédition actuelle.

Je demande donc, pour les raisons que je viens de dire, je demande à écarter du débat, comme n'y ayant pas place à cette heure, la théorie, le système des expéditions lointaines dont l'honorable M. Camille Pelletan nous imposait tout à l'heure si injustement la responsabilité.

Je voudrais aussi, messieurs, écarter du débat une question plus personnelle : c'est la question de cabinet. Je vous assure qu'elle ne doit jouer dans nos préoccupations qu'un rôle extrêmement secondaire.

Les hommes qui ont en ce moment l'honneur de tenir le pouvoir ne

l'ont point recherché, ne l'ont point souhaité; il n'a pour eux de valeur qu'à la condition qu'il soit inséparable de votre confiance, qui est leur appui et leur honneur. (Applaudissements au centre et à gauche.)

Le jour où vous ne nous laisseriez cette confiance qu'amointrie, entamée, compromise par une équivoque, nous comprendrions à demi-mot... (Nouveaux applaudissements sur les mêmes bancs), et nous saurions, de la meilleure grâce du monde, remettre le pouvoir à ceux qui paraissent si impatients de le prendre, — probablement parce qu'ils ne le connaissent pas. (Vifs applaudissements à gauche et au centre. — Interruptions à droite.)

L'honorable M. Delafosse émettait l'autre jour, à cette tribune, une formule qui avait un grand succès sur les bancs de l'opposition de l'extrême gauche; il disait : « L'obstacle, c'est le cabinet. »

Messieurs, je ne crois pas que cette formule, que l'on prétendait donner comme le résumé de l'impression produite par le *Livre jaune* et les nombreux documents que vous avez eus sous les yeux, je ne crois pas que ce soit celle qui se dégage de cette lecture, et, élevant la question un peu au-dessus des considérations de personnes, je crois qu'il faut formuler autrement les enseignements qui résument toute cette histoire.

Une chose me frappe et a sans doute frappé beaucoup d'entre vous, messieurs, c'est : — j'y faisais allusion d'un mot tout à l'heure — la merveilleuse unité de vues qui préside aux conceptions de tous les ministères successifs sur la question présente; il n'est pas possible, il est vrai, d'être plus d'accord, il n'est pas possible de voir plus juste; il n'est pas possible de se faire des moyens pratiques une idée plus précise, et, si j'avais le temps de lire ici les dépêches de M. le duc Decazes à M. de Rochechouart, vous seriez surpris de constater que c'est presque mot pour mot le langage de M. Challemel-Lacour; et quand M. l'amiral de Montaignac — dont j'ai lu tout à l'heure quelques fortes paroles — explique les raisons profondes pour lesquelles la possession de la Cochinchine nous oblige à ne laisser à aucune puissance étrangère le protectorat du Tonkin, il est absolument d'accord avec la série de ces belles dépêches que tout le monde a admirées et qui sont signées de l'amiral Jauréguiberry.

Du ministère Decazes au ministère Challemel-Lacour, en passant par les ministères Duclerc et de Freycinet, l'accord est complet.

Comment se fait-il donc qu'une si grande unité dans les vues, une si grande persistance dans cette politique qui s'est imposée à tant de ministères et à tant d'assemblées qu'on peut véritablement la qualifier de nationale, ait abouti à tant d'impuissance, à tant de demi-mesures, à tant d'avortements ?

Ah ! c'est que l'obstacle, messieurs, ce n'est pas, comme le dit M. Delafosse, le cabinet : l'obstacle, c'est la fragilité des cabinets. (Vifs applaudissements au centre et à gauche.)

M. Georges Brame. Pourquoi avez-vous renversé les précédents ?

M. Jolibois. C'est la politique du : J'y suis, j'y reste.

M. le président du conseil. Ce n'est pas la volonté, ce n'est pas la clairvoyance qui a manqué aux différents cabinets dans cette question ; c'est le temps, c'est la durée, c'est la vie, sans laquelle on ne fait rien, surtout dans les affaires extérieures.

Je crois que voilà la vraie leçon à tirer de la lecture de ce livre d'histoire que je me fais honneur de vous avoir donné. C'était cependant une grande anomalie... (Interruptions sur divers bancs), cela ne s'était jamais fait dans aucun pays, de verser sur le bureau des Chambres tout ce que contiennent les archives d'un ministère.

M. Georges Perin. Il fallait n'en donner que la moitié, mais plus tôt !

M. le président du conseil. Puisque nous avons fait l'histoire vivante, sachons en comprendre les enseignements.

Bien qu'il s'agisse dans cette affaire d'un intérêt beaucoup plus grave, beaucoup plus élevé que l'intérêt ministériel, je suis pourtant forcé de suivre les adversaires du projet de loi, ceux qui vous conviennent au rejet du crédit, sur le terrain qu'ils ont choisi.

Je suis obligé de défendre le cabinet que j'ai l'honneur de présider, non pas contre toutes les accusations et toutes les récriminations dont il a été l'objet, mais contre les principaux griefs, contre ceux qu'on peut en réalité considérer comme graves ; et c'est parce qu'ils seraient graves, s'ils étaient justifiés, que je vous demande la permission de m'en expliquer.

La principale accusation qu'on ait formulée contre le cabinet est celle-ci : je ne l'affaiblis pas ; selon mon habitude, je vais droit à l'objection : La faute du cabinet, c'est d'avoir entretenu — on ne dit pas de mauvaise foi, — mais enfin d'avoir entretenu, sciemment ou inconsciemment, dans l'esprit de cette Chambre des illusions sur plusieurs points très importants : sur les prétentions de la Chine et sur son rôle éventuel, sur son intervention possible.

Voilà, je crois, les deux principales objections autour desquelles tous les autres griefs viennent se ranger pour les fortifier ; c'est là le fond du débat.

Eh bien, je trouve cette accusation vraiment injuste et mal fondée.

Il est tout à fait injuste, il n'est pas conforme à la vérité de dire que le Gouvernement, que le ministre des Affaires étrangères qui a porté le poids de ces nombreuses discussions, — il n'y en a pas eu moins de cinq depuis le mois de mars dernier, — a cherché à entretenir dans l'esprit de la Chambre des illusions sur les prétentions de la

Chine. Relisez, messieurs, les discussions qui ont eu lieu au Sénat le 13 mars, à la Chambre le 15 mai pour le vote du crédit; au Sénat, le 2 juin sur une question de M. de Saint-Vallier; à la Chambre le 10 juillet sur l'interpellation de M. Granet; — je ne parle pas des débats du 30 et du 31 octobre où il a été amplement question de la Chine et où déjà le grief que je viens de rapporter s'est produit par la bouche de M. Granet et de M. Clémenceau.

Dans ces discussions, dont je ne fais que rappeler les dates, il a été principalement, sinon exclusivement parlé des prétentions de la Chine. Reportez-vous à la séance du Sénat du 13 mars 1883; c'est à une question de M. de Saint-Vallier que répond l'honorable M. Challemel-Lacour.

M. de Saint-Vallier insistait précisément sur le bruit qui s'était fait relativement à la suzeraineté revendiquée par la Chine et aux difficultés qui en résulteraient pour nous dans le cas où nous voudrions donner suite à notre projet d'occupation. Est-ce que M. Challemel-Lacour a nié les prétentions de la Chine ? Il en a présenté, au contraire, le tableau :

« L'article principal du traité de 1874, celui qui déclare la souveraineté indépendante du roi d'Annam, a été enfreint ouvertement, puisque, à plus d'une reprise, le roi d'Annam, avec une sorte d'ostentation, s'est reconnu le vassal de l'empire chinois; non seulement il a reconnu cette vassalité, mais il est établi aujourd'hui que les bandes chinoises qui ont franchi la frontière du Tonkin, l'ont franchie, ou de l'assentiment du roi d'Annam, ou même à son instigation... »

Et un peu plus loin :

« Vers 1881, la Chine éleva des prétentions que nous ne pouvions admettre. Simulant des inquiétudes qu'ils ne pouvaient éprouver, nous prêtant des projets de conquête invraisemblables ou plutôt d'une absurdité manifeste, bien sûrs, d'ailleurs, de ne point contrarier les desirs du roi d'Annam, les gouverneurs des provinces méridionales de la Chine firent passer dans le Tonkin des détachements armés plus ou moins nombreux qui entraient, se retiraient, disparaissaient, selon qu'on nous attribuait une résolution plus ou moins arrêtée d'asseoir définitivement notre autorité dans le pays. »

Je vous demande, messieurs, si on pouvait parler avec une plus entière franchise des incidents qui se passaient, de cette vassalité qui se manifestait par des actes de soumission, et de cette intervention qui se traduisait par des entrées de soldats plus ou moins réguliers.

Et le 15 mai, à la Chambre des députés, j'en appelle à M. Delafosse lui-même, qui portait la parole...

M. Jules Delafosse. Que m'a-t-on répondu ?

M. le président du conseil. La discussion portait sur les prétentions

de la Chine, sur cette suzeraineté, sur les tentatives de toute nature dont cette prétendue suzeraineté est l'occasion.

Et le ministre expose à la Chambre les prétentions du Gouvernement chinois ; il parle des droits de suzeraineté que la Chine revendique sur l'Annam ; il en rappelle les manifestations diverses, les échanges de cadeaux, mais il conclut en disant que nous ne pouvons plus tolérer de telles prétentions.

La discussion ne porte que sur ce point. Loin de cacher les prétentions de la Chine, on vous les expose, on les discute, on les réfute, et, je crois, quant à moi, victorieusement.

Dans la même séance, M. Georges Perin, très compétent dans ces matières, revient sur la question des prétentions de la Chine. Cet orateur, toutes les fois qu'il a pris la parole à propos de cette question, a, avec beaucoup de raison, argumenté des prétentions de la Chine pour dire aux différents Gouvernements en face desquels ils s'est trouvé : Il y a là un danger auquel il faut prendre garde.

On discute là-dessus ; M. Challemel-Lacour parle à son tour et réfute les prétentions de la Chine. Il dit qu'il ne croit pas que la Chine pousse ses prétentions jusqu'à une intervention active... (Ah ! ah ! à gauche), mais il ne les dissimule en aucune manière ; il les discute et les réfute.

Je m'explique sur ce premier grief qui consiste à nous reprocher d'avoir entretenu des illusions sur les prétentions de la Chine, et fait croire à la Chambre, comme le disait hier M. Camille Pelletan, que ces prétentions étaient absolument surannées, qu'elles étaient renfermées dans un droit historique, et qu'elles ne se manifesteraient pas. On ne vous en a pas dissimulé les manifestations, seulement on les a discutées, on les a réfutées. Si vous voulez me permettre de suivre l'ordre naturel et logique de ma discussion, nous arriverons tout à l'heure à ce grief tiré de ce que M. Challemel-Lacour n'aurait pas vu avec assez d'effroi les prétentions chinoises et les aurait considérées avec une trop grande confiance ; nous nous en expliquerons dans un instant.

Je veux seulement rappeler qu'il fut encore question de ces mêmes prétentions chinoises dans la séance du 24 mai 1883, et qu'au Sénat, dans la séance du 2 juin, une question était posée par M. de Saint-Vallier en ces termes : « L'opinion publique se préoccupe des dangers d'une guerre avec la Chine. »

M. de Saint-Vallier provoque des explications sur la rupture des pourparlers entamés par M. Bourée ; et alors a lieu devant le Sénat la première discussion sur le projet Bourée, discussion dont il est tout à fait inutile de résumer les principaux traits ; je crois que la Chambre, sur tout ce qui touche au traité Bourée, est absolument

saturée d'explications, et qu'il n'y a pas lieu de lui en donner de nouvelles. (Assentiment.)

Ce sont encore les prétentions de la Chine et le danger chinois qui servent de thème à la discussion qui a eu lieu ici le 10 juillet 1883, sur l'interpellation de M. Granet, et, enfin, il en est encore question tout au long — ce souvenir est encore trop présent à votre esprit pour que j'y insiste — dans les séances du 30 et du 31 octobre 1883.

Ainsi, il est véritablement excessif de répéter, comme on s'obstine à le faire, que le ministre des Affaires étrangères a cherché à dissimuler à la Chambre les prétentions de la Chine ; il n'a été question que de cela depuis six mois.

On dit encore : Le Gouvernement, le ministre des Affaires étrangères ont toujours envisagé ces prétentions chinoises avec trop de confiance ; ils ont dit à la Chambre : Elles n'aboutiront pas, elles n'aboutiront jamais à une rupture diplomatique.

Sur ce point, les événements peuvent seuls prononcer. Nous ne sommes en aucune façon en état de rupture diplomatique avec la Chine, puisque nous négocions avec elle ; mais enfin, je veux, pour les besoins de l'argumentation, concéder que le ministre n'aurait pas assez cru à l'intervention effective de la Chine. Qu'importe cette opinion ? Il est permis de se tromper sur les événements futurs et on ne peut pas exiger du ministre d'être prophète.

Qu'importe qu'il ait eu cette opinion, que quelques-uns trouvent excessive et trop confiante, si toute sa conduite a été celle d'un ministre qui aurait cru à l'intervention de la Chine ? Et c'est là la vérité, messieurs.

La vérité, c'est que le cabinet ne mérite pas le reproche que lui adressait hier l'honorable M. Camille Pelletan sous cette forme piquante : « Vous avez fait la politique de la quantité négligeable. » Nous n'avons jamais fait cette politique-là avec la Chine. (Interruptions à l'extrême gauche.)

L'honorable M. Pelletan, qui est un journaliste extrêmement brillant, vit un peu trop sur les idées et les formules du journalisme. Il a le tort, à mon avis, de porter trop souvent ici, et de mettre au compte du Gouvernement les argumentations, les systèmes des journaux qui, parfois et par hasard, soutiennent la politique du Gouvernement.

M. Clémenceau. C'est une expression de votre ambassadeur, ce n'est pas celle d'un journaliste : elle est de M. Bourée, et non pas de M. Pelletan.

M. le président du conseil. Je dis que vous avez relevé cette expression dans des discussions des journaux ; chacun sait à quoi je fais allusion...

M. Clémenceau. Mais encore une fois, l'expression est de M. Bourée.

M. le président du conseil. Peu m'importe ! M. Bourée alors prendra un brevet d'invention. (Rires sur divers bancs à gauche et au centre. — Exclamations à l'extrême gauche.)

Je dis que vous avez relevé, dans la polémique des journaux amis du Gouvernement, cette expression : « La Chine est une quantité négligeable » ; et que vous êtes venu dire à la tribune : le Gouvernement a cru que la Chine était une quantité négligeable. Eh bien, non !...

M. Camille Pelletan. Permettez !...

M. le président du conseil. M. Pelletan, c'est imprimé ; l'encre est à peine sèche. Vous avez dit que le Gouvernement avait fait la politique de la quantité négligeable.

Sur plusieurs bancs à gauche. Mais c'est la vérité !

M. le président du conseil. Eh bien, le Gouvernement n'a pas fait cette politique. Il n'a jamais traité la Chine comme une quantité négligeable ; il l'a traitée comme une très grande puissance, comme une puissance civilisée. (Interruptions sur divers bancs à l'extrême gauche et à droite.).

M. le comte de Lanjuinais. Ce n'est pas comme cela que l'a traitée M. Challemel-Lacour.

M. le président du conseil. Il l'a traitée comme il eût fait d'une grande puissance européenne, — et il n'en éprouve nul regret, — comme une puissance européenne raisonnable, obéissant à ses intérêts, non à ses passions. Il a toujours considéré qu'il y avait au point de vue de la situation réciproque de la Chine et de la France dans l'Annam plusieurs terrains de conciliation ; que les deux nations n'avaient pas en face d'elles une de ces oppositions d'intérêts irréductibles qui jettent fatalement une nation contre une autre ; que le terrain de la transaction était facile à trouver. Et si vous voulez faire l'histoire véridique des négociations, vous verrez que pendant plusieurs mois on s'est évertué, fatigué, à essayer l'un après l'autre de tous les systèmes de conciliation. Avec la Chine on a tout tenté, les arrangements définitifs, les arrangements provisoires, les conventions, les règlements de frontières, les rectifications de frontières, les *modus vivendi* ; on n'a pas même refusé de traiter avec elle de la suzeraineté, et de chercher s'il n'y avait pas sur un terrain aussi délicat un moyen d'accommodement.

Qui a fait cela ? Messieurs, c'est ce cabinet, et le ministre des affaires étrangères.

Il est vraiment remarquable que, grâce à la discussion des journaux, il se forme des idées qui prennent possession de l'esprit public avec une rapidité effrayante. Beaucoup de personnes, beaucoup de lecteurs de journaux, j'en suis convaincu, se représentent le cabinet que j'ai l'honneur de présider, et la direction donnée aux affaires étrangères

par l'honorable M. Challemel-Lacour, comme révélant un parti-pris de guerroyer à outrance, de ne point arranger les affaires ; on nous dépeint sous les fausses couleurs d'un cabinet brutal, agressif, intransigeant. (Rires et applaudissements à gauche et au centre.)

Mais, messieurs, nous avons été le plus transigeant des cabinets dans les affaires de Chine !

Savez-vous où en étaient les relations avec la Chine quand l'honorable M. Challemel-Lacour a pris possession du ministère du quai d'Orsay ? On ne causait plus jamais de l'Annam avec elle, on n'avait aucune conversation avec son ministre ; c'est l'honorable M. de Freycinet qui avait consigné à la fois et la diplomatie chinoise et son représentant.

M. René Goblet. Six mois auparavant !

M. le président du conseil. Je ne lui en fais aucun reproche ; je ne discute pas le parti qu'il avait cru devoir prendre ; mais je fais remarquer que telle était la situation quand nous avons pris les affaires, et que le premier acte de ce cabinet qui ne veut pas transiger, dit-on, qui fait la politique de la quantité négligeable avec la Chine, a été de reprendre les pourparlers diplomatiques et les conférences avec le marquis Tseng.

J'affirme donc que nous avons fait à ce désir d'arrangement toutes les concessions qui sont dans l'esprit de cette Chambre et du pays, et même des concessions que nous n'aurions jamais faites à un État européen. Nous n'avons pas cru qu'avec l'empire chinois nous dussions nous retrancher dans une inflexibilité qui pourrait être à sa place vis-à-vis des États d'Europe ; nous avons fait de très grands sacrifices ; tous les sacrifices qui sont compatibles avec l'honneur, nous les aurions consentis d'avance : je vais le montrer tout à l'heure. Nous avons même fait à ce désir de conciliation un sacrifice d'une valeur particulière.

L'honorable M. Pelletan, avec beaucoup d'amertume, nous faisait l'autre jour ce reproche : « La grande lacune du *Livre jaune*, disait-il, c'est l'absence complète du traité de Hué. » Et j'ai entendu dans la commission devant laquelle j'ai eu l'honneur de m'expliquer, et sur ces bancs, plusieurs de nos collègues dire ici : « Mais pourquoi donc ne parle-t-on pas du traité de Hué ? »

Messieurs, c'est dans une pensée toute politique, toute conciliante, toute diplomatique, que nous avons réservé le traité de Hué ; il est là ; nous ne vous l'avons pas présenté, parce que nous estimions avoir le droit de choisir le moment opportun pour vous en demander la ratification ; nous ne vous l'avons pas encore demandée pour ne pas jeter dans une affaire déjà difficile une complication de plus. (Très bien ! très bien ! à gauche et au centre.). Le traité de Hué se rattache à une situation déterminée, mais il peut recevoir lui-même des res-

trictions et des amendements, si cette situation déterminée doit faire place à une situation plus limitée et plus restreinte. (Nouvelle approbation sur les mêmes bancs.)

On nous a fait une objection qui n'est pas bien forte ; et, d'ailleurs, elle a déjà été réfutée. On a dit : « Mais on exécute ce traité dans sa partie la plus efficace. On a obtenu du roi d'Annam qu'il envoyât l'ordre aux mandarins de cesser de nous combattre dans les provinces. » L'ordre a été exécuté pendant quelque temps avec une certaine fidélité. Je crois qu'on ne l'exécute plus beaucoup aujourd'hui, et je le regrette fort. Mais je fais remarquer que le traité de Hué a, dans cette partie, tout à fait le caractère d'une convention militaire et qu'il n'est autre chose que le développement du traité de 1874 et son application loyale. Donc, ce qu'on appelle l'exécution partielle du traité de Hué est simplement l'exécution du traité de 1874.

M. Clémenceau. Plus l'annexion d'une province !

M. le président du conseil. Vous savez bien qu'il n'y a pas d'annexion de province valable sans le consentement du Parlement. Oh ! je sais ! vous avez vu une ligne dans une lettre de M. le ministre de la marine adressée à M. Harmand.

M. Georges Brame. Quelle ligne ?

M. le président du conseil. Si vos procédés de polémique ne consistent qu'à prendre une ligne du *Livre jaune* pour en tirer un argument, il ne serait plus possible de déposer un *Livre jaune* devant la Chambre. (Réclamations à l'extrême gauche. — Très bien ! très bien ! à gauche et au centre.) Un grand personnage historique disait qu'il suffisait de trois lignes d'un homme pour le faire pendre. (Exclamations à l'extrême gauche.) Il suffirait, selon vous, de trois lignes d'une dépêche pour dresser un acte d'accusation ! Je dis et je répète qu'il n'y a pas eu d'annexion ; d'ailleurs, il n'y en a pas de valable sans votre intervention.

M. Georges Perin. Il y a eu le projet d'annexion d'une province !

M. le président du conseil. Ce projet ne peut recevoir son exécution qu'avec votre agrément...

M. Georges Perin. Oui !

Un membre. Mais le conseil colonial en a délibéré !

M. le président du conseil. ... et il y a des probabilités pour que le Gouvernement, le ministre des Affaires étrangères, s'il reste dans ses mains, ne vous le présente pas.

Messieurs, je croyais qu'il n'était pas nécessaire de donner tant d'explications sur l'absence du traité de Hué. (Exclamations à l'extrême gauche et à droite.) Je croyais que la perspicacité de mes honorables collègues de l'extrême gauche aurait bien pu leur faire découvrir la raison de cette lacune, sans que je fusse obligé de la leur

révéler. C'est par sagesse, pour conserver toute votre liberté d'action, que nous l'avons laissé sommeiller... (Applaudissements à gauche et au centre. — Interruptions à l'extrême gauche.)

M. Georges Perin. Il ne fallait pas en faire un argument !

M. le président du conseil. Je ne peux pas dire un mot sans que M. Perin m'interrompe.

Messieurs, la démonstration qui ressort avec éclat de la lecture du *Livre jaune*, c'est celle de notre volonté persistante, patiente, et patiente jusqu'à l'ingéniosité, en face des prétentions de la Chine, de notre ferme volonté de trouver un terrain d'arrangement avec elle.

Quelle a été, en retour, l'attitude de la diplomatie chinoise ?

Cette diplomatie a parcouru, comme nos négociations elles-mêmes, trois phases. La première, c'est l'époque des négociations de M. Bourée ; la seconde phase, c'est l'époque des négociations de M. Tricou, qui a immédiatement remplacé M. Bourée, avec un mandat de conciliation des plus étendus, comme vous allez le voir ; et la troisième phase, ce sont les négociations poursuivies ici entre le marquis Tseng, l'honorable M. Challemel-Lacour et moi.

Eh bien ! ces trois périodes de négociations présentent toutes le même caractère.

A chacune d'elles, vous voyez la diplomatie chinoise, qui est une diplomatie très habile et très subtile, s'empresse de tendre la main au négociateur français pour l'attirer sur son terrain à elle et pour l'arracher à ce premier terrain si solide que M. Bourée, hélas ! a été le premier à abandonner : celui où l'on se cantonnait pour dire à la Chine : « Les affaires de l'Annam, nous ne voulons pas les traiter avec vous ; traitez-les avec l'Annam si vous voulez, mais nous, nous ne pouvons pas traiter de l'Annam avec la Chine. »

C'était une forteresse inexpugnable, et je voudrais, à tous les éloges que l'on a donnés à l'honorable amiral Jauréguiberry, en ajouter un de plus, en vous priant de vous reporter à la seconde page du second volume du *Livre jaune*. Vous y lirez une dépêche bien clairvoyante, bien pénétrante, bien perspicace de l'honorable amiral, auquel M. Duclerc venait de communiquer la dépêche de M. Bourée, cette fameuse dépêche qui disait : « Tout est arrangé, reconnaissance de nos droits, etc. »

A cette dépêche, qui était absolument contraire à la réalité d'un bout à l'autre, mais par son inexactitude même si tentante, l'amiral Jauréguiberry répondait avec son ferme bon sens : « Prenez garde ! Je ne sais pas quels peuvent être ces arrangements ; mais, dans tous les cas, c'est une politique nouvelle qui commence. On traite à Pékin les affaires de l'Annam. » C'est là, en effet, le but qu'a poursuivi dans ses négociations la diplomatie chinoise : amener à Pékin la dis-

cussion des affaires de l'Annam. On avait donc commencé cette discussion à Pékin, puisque M. Bourée l'y avait transportée; et il n'était pas commode au Gouvernement, qui la trouvait souverainement imprudente, de chercher à s'en dégager; nous étions dans un étai, dans un engrenage; il fallait continuer à discuter à Pékin les affaires de l'Annam.

La Chine ayant attiré les négociateurs français sur le terrain qui est le sien, y reste, elle consent à discuter. On va généralement jusqu'à poser des bases de négociations; on a soin de faire écrire le négociateur français sans jamais écrire rien soi-même; puis, au bout d'un certain temps, on se dérobe à l'abri d'une surenchère tout à fait inattendue. Lorsqu'on lui offre une convention relative à la délimitation des frontières, le Gouvernement chinois demande une zone neutre; puis, dès qu'on parle d'une zone neutre, il réclame une annexion. Tel est le trait particulier de la diplomatie chinoise pendant toute cette période. Je n'ai pas besoin de vous rappeler que c'est ainsi qu'elle s'est comportée vis-à-vis de M. Bourée, afin d'obtenir de lui ce mémorandum qu'il a commis la faute de laisser entre ses mains. Puis, les bases posées, au moment où le négociateur se flattait d'avoir résolu ce grand problème national de pacification définitive entre la France et la Chine, voici qu'on lui fait parvenir des contre-propositions tout à fait opposées aux propositions contenues dans le mémorandum, et, de plus, c'est M. Bourée qui nous le révèle, ces propositions sont conçues dans un langage discourtois. Voilà l'histoire de M. Bourée.

Mais, messieurs, il y a une autre négociation qui a été suivie à Shang Hai et à Pékin avec moins de candeur que la précédente, mais qui a eu le même sort; seulement, l'honorable M. Tricou a eu le mérite de voir plus clair que son prédécesseur dans le jeu chinois. Je tiens beaucoup à vous faire connaître l'histoire de cette négociation de M. Tricou; on en a beaucoup parlé, et on a cherché à donner à cet agent français une attitude si contraire aux dépêches et aux faits que je dois au moins rétablir la vérité en sa faveur.

M. Tricou n'est pas du tout un de ces négociateurs à la Mentschikoff qui viennent, appuyés de forces militaires, imposer des résolutions à un État asiatique. Non. Il a été, au contraire, un négociateur dans le sens véritablement du terme, un conciliateur.

Il s'est entretenu avec Li-Hong-Chang, comme l'avait fait M. Bourée, et il a cru, lui aussi, avoir trouvé une base de négociations; mais elle a été bientôt abandonnée par le plénipotentiaire chinois.

Il faut vous raconter cela, messieurs, avec quelques détails, et je ne trouve rien de mieux à faire qu'une citation.

Je vous demande pardon de la longueur de la lecture, mais vraiment je crois que vous me la pardonnerez quand vous aurez entendu

toute cette curieuse pièce. Il n'y a pas de mise en scène de la diplomatie de la Chine, dans la situation où nous sommes, qui soit plus instructive que cette dépêche. Je l'abrègerai du reste autant que je pourrai. (Lisez ! lisez !)

M. Tricou est arrivé, comme vous le savez, le 6 juin à Sang-Haï. Le Gouvernement chinois avait été averti par une dépêche des plus formelles que le rappel de M. Bourée ne tenait nullement à un changement d'intentions de la part du Gouvernement français, et que, si cet agent avait perdu la confiance du Gouvernement français, on l'avait immédiatement remplacé par un autre agent porteur de propositions et d'instructions également très conciliantes. Voici cette dépêche :

« Dès le jour de mon arrivée, je fis au vice-roi une visite de courtoisie. »

La situation pouvait paraître assez menaçante, parce que nous venions d'apprendre que le vice-roi du Pé-Tché-Li, Li-Hong-Tchang, aurait été chargé par le Gouvernement chinois du commandement des provinces du Sud et qu'il devait se rendre à Canton, ce qui semblait indiquer une agression contre le Tonkin et une menace contre la France.

« Il me rendit ma visite immédiatement le 7 ; et, comme il paraissait avoir hâte d'aborder la question de l'Annam et du Tonkin, je lui demandai s'il était pourvu des pouvoirs nécessaires, insinuant discrètement qu'à en croire la rumeur publique, il venait d'être nommé commandant en chef des trois provinces du Kouang-Tong, du Kouang-Si et du Yun-nan.

« Il me répondit, non sans quelque embarras, que cette nomination n'avait pas paru dans la *Gazette officielle* de Pékin ; qu'il avait toujours qualité pour conférer avec les ministres étrangers, et que ma situation vis-à-vis de lui serait exactement la même que celle que je pourrais avoir vis-à-vis du Tsong-Li-Yamen. Je lui témoignai alors que le rappel de M. Bourée n'impliquait aucune pensée de rupture et que nous restions animés envers la Chine des mêmes sentiments de bienveillance que par le passé. J'ajoutai que nous n'avions sur l'Annam aucune vue de conquête, et que l'œuvre que nous poursuivions au Tonkin ne changerait rien à la situation créée dès 1874. Nous n'avions qu'un but : venger notre honneur, gravement atteint par les douloureux événements d'Hanoï, et rétablir la sécurité et l'ordre dans un pays profondément troublé. C'était un double devoir qui s'imposait à nous et auquel nous ne faillirions pas. Nous avions lieu de compter que, rassurée sur nos intentions, la cour de Pékin ne mettrait aucune entrave à notre marche militaire et à l'exercice de notre protectorat.

« Après m'avoir remercié des témoignages que je venais de lui transmettre au nom de mon Gouvernement, Li-Hong-Chang m'affirma que la Chine n'avait pas l'intention de mettre obstacle à notre entreprise. « Ni directement, ni indirectement ? » lui dis-je en insistant sur ce dernier mot. — « Ni directement, ni indirectement, répéta-t-il assez bas. »

Je dois dire, messieurs, que c'est absolument le même langage que me tenait, quelques jours après, M. le marquis Tseng au ministère des Affaires étrangères.

« Il est donc avéré, continuait M. Tricou, que les Chinois qui nous combattent ne sont que des brigands et nous sommes autorisés à les traiter comme tels. » Il y eut une pose. Le vice-roi reprit : « Ne pourrions-nous pas trouver un *modus vivendi*, un accommodement qui permettrait de mettre fin à cette regrettable situation ? La question qui nous divise surtout est celle de la suzeraineté. C'est un droit que nous possédons de temps immémorial et que nous ne pourrions abandonner sans perdre notre force, c'est-à-dire sans nous discréditer aux yeux des populations de l'empire. — Ecartons, lui répondis-je, cette question, puisqu'elle nous divise. La France n'a nullement l'intention de blesser les susceptibilités d'une puissance amie : elle n'a pas à vous demander de renoncer à des prétentions que nous ne saurions reconnaître. Elle vous laissera même volontiers dans une créance qu'elle ne peut vous enlever, pourvu que cette créance ne se manifeste par aucun acte d'hostilité ou d'immixtion. Nous sommes prêts à rechercher de bonne foi et sans arrière-pensée des bases d'arrangement compatibles avec les intérêts et la dignité des deux pays. Il nous serait aisé, ce me semble, d'en trouver les éléments dans les rapports de bon voisinage que doit nécessairement créer notre établissement au Tonkin. » Li parut en convenir et me dit que nous en recauserions. Nous nous séparâmes de la manière la plus amicale. »

Et, en effet, le ton amical dominait dans ces premiers pourparlers. Car immédiatement les journaux officiels de Li-Hong-Chang annonçaient que Li-Hong-Chang n'allait nullement à Canton, qu'il ne prenait pas le commandement des provinces du Sud et qu'il donnait l'ordre de licencier les volontaires qu'on avait levés et envoyés sur les frontières de l'Annam.

Voilà donc une première solution, une première espérance ; on va probablement s'arranger. Il n'en fut rien.

« Cette impression, continue M. Tricou, devait être de courte durée. Dès le 11, les journaux chinois de Shang-Haï reproduisaient une sorte de memorandum dans lequel la cour de Pékin, revendiquant hautement ses droits de suzeraineté sur l'Annam, déclarait repousser le traité de 1874 et les droits qui en découlent. On faisait répandre en

même temps un manifeste attribué au chef des Pavillons noirs, véritable défi jeté au Gouvernement de la République. Ce document était l'œuvre de Ma-Kien-Tchong, secrétaire et confident du vice-roi. Quelle pouvait être la cause de cette soudaine évolution ? — Était-ce le contre-coup de la campagne peu diplomatique que le marquis Tseng menait alors dans la presse de Londres ? — Je l'ignore. Toujours est-il qu'un changement manifeste se produisait dans le ton, les allures et les procédés. »

En effet, le 17, M. Tricou se rend chez le vice-roi du Pé-Tché-Li ; il le trouve assez froid, et Li-Hong-Chang lui déclare « qu'il n'a plus de pouvoirs. »

Or, messieurs, presque à la même date, car c'était le 21 juin, au quai d'Orsay, j'avais l'honneur de recevoir, pendant un *interim*, M. le ministre de Chine, et il me déclarait qu'il n'avait pas de pouvoirs, que les pouvoirs étaient entre les mains de Li-Hong-Chang...

Plusieurs membres à droite. Ils vous ont joués !

M. le président du conseil..... Et cela précisément à la même date où Li-Hong-Chang disait à M. Tricou que le marquis Tseng avait les pouvoirs à Paris.

« Je n'ai plus de pouvoirs, disait Li-Hong-Chang à M. Tricou ; ils sont entre les mains du marquis Tseng. Tout ce que je peux vous dire, c'est que nous n'avons jamais reconnu et que nous ne reconnâtrons jamais le traité de 1874. — Nous ne vous demandons pas et nous ne vous avons jamais demandé, répliquai-je, de reconnaître cet instrument diplomatique ; il existe et cela nous suffit. Il vous a été communiqué en 1875, et vous l'avez virtuellement reconnu, en rappelant, sur notre demande, les bandes chinoises qui occupaient le territoire tonkinois. Ce que nous vous demandâmes à cette époque, nous sommes en droit de vous le demander encore aujourd'hui, et vous ne sauriez nous le refuser sans soutenir contre nous un brigandage organisé. Or, vous n'ignorez pas que toute assistance occulte peut faire naître, à chaque instant, un *casus belli* que nous devons avoir tous deux à cœur de conjurer. »

Voilà la phrase sur le *casus belli* qui, vous le voyez, n'a pas le caractère qu'on lui a prêté dans certaines polémiques.

Le vice-roi ne répondit pas grand'chose ; mais, le soir même, il donnait ordre, par le télégraphe, au marquis Tseng, de se rendre au ministère des Affaires étrangères. Vous lirez, messieurs, le récit de cette entrevue.

Le marquis Tseng venait nous trouver pour nous dire : « On nous soupçonne de donner une assistance réelle aux Pavillons noirs, c'est une véritable calomnie. Il y a peut-être, et très probablement, des Chinois dans les Pavillons noirs ; peut-être y trouverait-on des régu-

liers chinois qui sont des déserteurs ; mais nous n'entendons donner aux Pavillons noirs ni assistance occulte, ni assistance ouverte, disait le marquis, cela va de soi, puisque nous sommes en paix avec la France.

« Mais je suis ici pour vous attester que nous sommes absolument résolus à ne prêter aucune assistance occulte, et tout ce qui sera dit dans ce sens sera une calomnie contre le Gouvernement impérial. »

Sous les auspices de cette déclaration, que j'ai enregistrée, dont j'ai pris acte, j'ai dit comme M. Tricou : Si l'on trouve des Chinois parmi les Pavillons noirs, ce seront des pillards, ils seront traités comme tels, et on n'aura rien à dire. Le marquis n'a rien objecté ; et, à la suite de ce témoignage d'empressement et de cordialité, une conversation, que je vous prierais de relire, s'engage entre nous, dans laquelle vous verrez trait pour trait passer sous vos yeux les différents incidents des premiers entretiens de M. Tricou avec Li-Hong-Chang : protestations de loyauté de la part de la Chine, déclarations qu'elle ne veut, ni directement ni indirectement, nous empêcher de faire nos affaires au Tonkin ; adhésion à mon observation, que la Chine devait bien reconnaître que les choses avaient un peu changé pour la France depuis le massacre de Rivière et de ses compagnons ; et M. le marquis Tseng de nous dire : Nous comprenons que vous avez votre honneur à venger ; mais ne pourrait-on pas vous donner le prix du sang ? Sur quoi, je lui répondis : Vous connaissez trop bien la France pour ne pas savoir comme elle entend l'honneur militaire. C'est l'Annam seul qui doit être responsable dans cette affaire ; car l'Annam a été de mauvaise foi, et ce sont des troupes soldées par l'Annam qui ont tué le commandant Rivière ; c'est donc lui qui devra payer le prix du sang. M. le marquis Tseng écoutait ces observations, y donnait son approbation, et il me quittait en me disant : « Dépêchez-vous de télégraphier cela à M. Tricou, pour qu'il le dise à Li-Hong-Chang. »

« Le soir même, reprend M. Tricou, qui, vous le voyez, était bien informé, le soir même Li-Hong-Chang invitait le marquis Tseng à aller vous trouver pour faire les déclarations contenues dans le télégramme du 22 mai ; le marquis avait l'ordre, dans le cas où Votre Excellence chercherait à convertir ces déclarations en arrangement, d'alléguer comme échappatoire que ce n'était pas lui, mais bien le vice-roi qui était porteur des pleins pouvoirs. »

Et c'est précisément, vous l'avez vu encore, ce qui s'était passé entre nous. Ainsi, on nous renvoie de Shang-Haï à Paris et de Paris à Shang-Haï.

« Je laissai s'écouler quelques jours, continue M. Tricou, pour ne pas envenimer une situation qu'on feignait de vouloir tendre ici, pendant qu'on travaillait à l'adoucir en France. Le 29, je fus avisé, par

un de ses familiers, que Li s'était gracieusement enquis de l'état de ma santé, et je me rendis chez lui le lendemain. Cette fois, son accueil fut plein d'affabilité. Je profitai de cette occurrence pour lui témoigner que j'avais appris avec une vive satisfaction les déclarations conciliantes que Votre Excellence avait reçues de la bouche du marquis Tseng. Il se montra fort embarrassé et prétendit qu'il n'en avait pas connaissance, » et M. Tricou dit, avec raison, qu'il ne jugea pas convenable d'insister.

Cependant il ne désespère pas, il revient sur les prétentions de la Chine ; il affirme que toutes les portes ne sont pas fermées. Li-Hong-Chng lui a appris que ce qui inquiétait par-dessus tout le Gouvernement chinois, c'est la prétention de la France à s'annexer l'Annam. C'est cela qui empêche tout.

M. Tricou dit alors au vice-roi :

« Ce qui semble vous inquiéter, ce sont les visées qu'on prête à la France sur l'Annam et le Tonkin. Je vous le répète, nous n'avons aucune pensée de conquête et d'annexion. — Pourriez-vous me le déclarer par écrit ? — Je n'y suis pas autorisé ; mais je suis convaincu que, par un sentiment de courtoisie, mon Gouvernement ne ferait nulle difficulté de déférer à votre désir, si la Chine prenait, au préalable, l'engagement de rappeler les bandes chinoises et de ne s'ingérer ni directement ni d'une manière détournée dans les affaires de l'Annam et du Tonkin. »

Et alors, messieurs, la négociation prend corps pour la première fois ; le vice-roi dit à M. Tricou : « Faites-moi connaître ces bases par écrit, nous les examinerons. »

M. Tricou lui soumet, le 1^{er} juillet, la proposition suivante ; vous allez voir quel malheureux sort elle a rencontré.

« Le Gouvernement chinois s'engagerait à n'entraver en rien notre action militaire et civile au Tonkin et à ne porter aucune atteinte à notre situation dans l'Annam.

« Le Gouvernement chinois serait prêt, une fois l'ordre rétabli, à ouvrir au commerce, par la voie du Song-Koï, les provinces méridionales de la Chine, et notamment celle du Yun-nan.

« D'autre part, le Gouvernement français se déclarerait disposé, le moment venu, à conclure avec le Céleste-Empire un arrangement de nature à régler les rapports commerciaux et à sauvegarder les intérêts des résidents chinois au Tonkin.

« Le Gouvernement français s'obligerait à respecter et à faire respecter la frontière chinoise, et le Gouvernement chinois prendrait, de son côté, le même engagement au regard de la frontière du Tonkin.

« Le Gouvernement de la République consentirait même à exa-

miner, de concert avec la Chine, si quelque rectification de frontière ne pourrait pas être admise pour mieux assurer sa sécurité.

« Au moment de la signature de l'arrangement, nous remettrions à Li une note dans laquelle nous lui témoignerions qu'en présence des engagements pris par la Chine, la France ne fait nulle difficulté de convenir qu'elle n'a pas eu en vue la conquête de l'Annam. »

« Tout en faisant ses réserves sur la question de suzeraineté, que je persistai à ne pas laisser mettre sur le tapis, le vice-roi semblait agréer un projet de nature à ménager toutes les convenances. Il ne faisait d'objection que sur la question de frontières. »

Que demande-t-il en fait de frontières ? Il demande une zone neutre.

Vous voyez ce que nous proposons en faisant un pas de plus.

Le vice-roi déclare qu'il faudrait une zone neutre ; M. Tricou fait des objections ; il dit que cette zone neutre offrirait beaucoup d'inconvénients, qu'elle nous mettrait immédiatement en contact avec les vagabonds de la Chine à qui cette région servirait de refuge. Il ajoutait : « Nous sommes d'ailleurs, en l'état, séparés par un assez grand espace pour être assurés de pouvoir vivre en bons voisins. »

Voici maintenant un trait bien caractéristique et qui peut expliquer les diverses attitudes de la politique chinoise. Le vice-roi dit :

« Mais que va dire le Tsong-Li-Yamen, si je propose ce projet à son adoption ? Je joue ma tête ; vous savez le sort qui a été réservé à Tchong-Heou, plénipotentiaire chargé de négocier l'affaire de Kouldja ? Je ne peux qu'en référer à la cour de Pékin, mais je doute fort d'obtenir son assentiment. »

« Deux jours après, je priai Li à dîner ; il me fit répondre qu'il était souffrant. Il partait le lendemain pour Tlen-Tsin, me faisant savoir par Ma, son secrétaire, qu'il venait d'être brusquement rappelé par le Tsong-Li-Yamen.

« Le jour de son départ, les journaux annonçaient, par son ordre, que le Gouvernement chinois était en mesure de compter sur la médiation d'une puissance tierce. »

Ainsi finit la négociation de M. Tricou, et il termine en disant avec beaucoup de bon sens :

« A en croire certains journaux anglais, Li-Hong-Tchang aurait prétendu que je m'étais montré intraitable.

« J'avoue que je n'ai pu pousser la condescendance jusqu'à lui abandonner le traité de 1874 et notre situation privilégiée dans l'Annam. Si, comme on s'est plu à le dire, je m'étais réellement montré intraitable, pourquoi la cour de Pékin n'aurait-elle pas traité avec Votre Excellence, du moment que le marquis Tseng était muni des pouvoirs nécessaires ? »

Alors commence la troisième phase des pourparlers, les négociations directes à Paris.

Depuis les mois de février et de mars, époque à laquelle M. Challe-mel-Lacour a repris les entretiens avec M. le marquis Tseng, la Chine avait fait des réponses obscures sur tout, mais elle n'était jamais parvenue à préciser ses prétentions; elle fournit enfin la première note le 18 août; je ne veux pas vous la relire; ce sont les premières propositions de la Chine. Vous savez qu'elles étaient fort simples; elles consistaient « à nous demander de ne point porter atteinte à la position politique du royaume d'Annam, de respecter les liens de vassalité qui unissent l'Annam à la Chine, d'évacuer le territoire et les villes actuellement occupées par nos troupes; elle promettait de son côté d'ouvrir le fleuve Rouge à la navigation des vaisseaux étrangers jusqu'à la hauteur de Son-Tay; pas jusqu'en Chine par conséquent. De plus, la Chine voulait bien s'engager à user de l'influence que lui conférait sa position pour faciliter le commerce sur le fleuve Rouge. Enfin, toute convention nouvelle entre la France et l'Annam devait être l'objet d'une entente avec la Chine. »

Si nous avions été le ministère intraitable dont on cherche à créer la légende en quelque sorte, nous aurions rompu en présence de propositions pareilles, en face d'un Gouvernement qui nous disait : « Vous êtes au Tonkin; vous occupez certaines places en vertu d'un traité passé depuis dix ans; vous allez évacuer toutes ces villes, toutes vos positions. »

Si nous avions eu affaire à un Gouvernement européen, nous aurions considéré de telles propositions comme devant entraîner immédiatement une rupture diplomatique. Nous ne l'avons pas voulu, décidés que nous étions à pousser la patience jusqu'à ses plus extrêmes limites. Il y avait, d'ailleurs, à la fin de la dépêche une phrase qui indiquait que la Chine n'avait pas dit son dernier mot. Le marquis Tseng, en effet, « exprimait l'espoir que sa proposition serait l'objet d'une appréciation bienveillante de la part du Gouvernement français. »

Eh bien! nous le prîmes au mot. Nous ne suivions pas, vous le voyez, la politique de la quantité négligeable. Nous nous sommes dit : Li-Hong-Chang a parlé d'une zone neutre, offrons cette zone neutre.

Tel est en effet l'objet de notre memorandum du 15 septembre, que que je ne crois pas utile de vous lire. Nous avons offert à la Chine de traiter sur cette double base : concession d'une zone neutre dont l'étendue serait à déterminer, et ouverture du fleuve Rouge.

Il y a même dans ce memorandum — je tiens à le faire remarquer — une allusion très directe aux anciens rapports de vassalité qui unissent la Chine à l'Annam, à cette vieille suzeraineté qui nous semble plus platonique que réelle, et nous nous déclarions disposés à

examiner s'il n'existait pas un moyen de donner satisfaction à ces traditions auxquelles la Chine paraissait tenir essentiellement et de les combiner avec notre action et nos droits dans l'Annam.

Vous savez quelle fut la réponse de la Chine. Elle nous arriva un mois après : le Gouvernement chinois, en réponse à des propositions aussi conciliantes, aussi conformes à l'intérêt des deux pays, aussi faciles à rédiger, à tracer et à réaliser sur une carte, le Gouvernement chinois, le 15 octobre, nous faisait savoir qu'en réponse à ces propositions, nous n'avions plus qu'à choisir entre les deux alternatives suivantes : ou considérer comme non avenu tout ce qui s'était passé depuis 1873 et renoncer au traité de 1874; ou bien, si nous insistions beaucoup pour obtenir la constitution d'une zone neutre, voici comment la Chine l'entendait : la zone neutre n'était plus, comme il était naturel de la considérer, un espace plus ou moins étendu, qui pourrait même être d'une très grande largeur, par exemple le pays qui sépare le delta proprement dit des frontières de la Chine; non! non! La zone neutre, suivant la Chine, il faut la chercher au sud du fleuve Rouge. Les bases d'accord que le Gouvernement chinois ne craint pas de nous offrir étaient celles-ci : La Chine s'avancait jusqu'au fleuve Rouge, occupait toute la rive gauche de ce fleuve et la zone neutre s'étendait sur l'Annam jusqu'à peu près une trentaine de lieues de Hué.

Messieurs, je demande si, soit sur les bancs de la droite, soit sur les bancs de l'extrême gauche, un seul membre de cette Assemblée aurait pu considérer ces propositions comme acceptables? (Applaudissements à gauche et au centre.)

S'il s'en peut rencontrer un seul, qu'il le dise!

Quant à nous, nous aurions été véritablement indignes de parler au nom de la France, si nous avions accepté de pareilles propositions! (Nouveaux applaudissements sur les mêmes bancs.)

Quelques jours après, le Gouvernement s'expliquait à cette tribune, et le 31 octobre, mis en demeure de préciser ses vues, de dire jusqu'où il voulait aller, ce qu'il voulait au juste faire au Tonkin, j'exposai en son nom, devant vous, messieurs, ce programme que vous n'avez pas oublié, programme modéré, restreint dans les plus étroites limites de la dignité et de l'honneur national (Très bien! très bien!), programme de sagesse et de conciliation, qui était la main tendue, on peut le dire, à de nouvelles négociations avec la Chine. (Très bien! très bien!)

Comment nous répond-on? Comment nous récompense-t-on de ce nouvel effort de conciliation? Par la note du 17 novembre, qui manifeste l'attitude absolument nouvelle prise par le Gouvernement chinois. On nous fait savoir que, puisque nous avons le dessein d'aller

jusqu'à Son-Tay et Bac-Ninh, — villes que nous considérons ainsi que tout le monde comme constituant les points stratégiques du delta, — il faut que nous sachions que les troupes chinoises sont « dans ces mêmes parages. » C'est l'expression même de la note chinoise.

Constatons donc ce nouveau changement d'attitude de la part de la Chine. On a dit souvent, d'une manière générale, beaucoup trop générale même, qu'il y avait toujours eu des troupes chinoises au Tonkin et que le Gouvernement français n'avait pas pu ignorer ce fait.

Messieurs, il y a toujours eu des troupes chinoises à la frontière du Tonkin : c'est un fait connu, très connu, et depuis longtemps ; le Gouvernement chinois ne nous le dissimulait pas, car il nous en a fait part officiellement à différentes reprises. Mais nous pouvions ne nous considérer comme menacés que dans une mesure très restreinte, car la frontière chinoise est très éloignée du delta, et il n'y avait pas à craindre une rencontre entre les troupes chinoises qui étaient là pour garder la frontière, pour la protéger contre les brigands et les rebelles qui infestent toute la région au sud du Yun-nan, et les troupes françaises qui opéraient à Hanoï et dans les environs.

Jusqu'à cette date du 17 novembre, lorsque la Chine avait eu à s'expliquer sur la présence des troupes chinoises au Tonkin, elle avait toujours dit que ces troupes étaient là uniquement pour la garde des frontières et de cette région incertaine qu'on ne pouvait laisser à elle-même, parce qu'elle servait de repaire à tous les bandits du sud de la Chine.

Voilà comment le Gouvernement chinois a toujours expliqué la présence de ces troupes. Et, si vous voulez vous reporter aux déclarations de 1875, lorsque M. le comte de Rochechouart notifiait à la Chine le traité de 1874, vous y verrez relatée, avec la plus grande netteté, la présence des troupes chinoises sur les frontières, mais seulement pour l'objet que je viens de dire ; et cette mission remplie, les troupes devaient évacuer les frontières et rentrer dans le Yun-nan.

C'est dans les mêmes termes que s'explique le Tsong-Li-Yamen dans une communication faite à M. Bourée en octobre 1882.

M. Bourée, qui vivait dans de très bons termes avec le Tsong-Li-Yamen, fut ému de lire dans les journaux que les troupes chinoises remplissaient le Tonkin. Et comme le Tsong-Li-Yamen lui avait fait des déclarations analogues à celles du prince Kong, que je viens de rappeler, M. Bourée envoya son interprète pour avoir des explications, et le Tsong-Li-Yamen lui fit répondre :

« ... Ce qui se passe aujourd'hui n'est nullement en contradiction avec ce que nous disions alors.

« Votre Excellence nous disant dans sa lettre qu'elle a reçu une

demande d'éclaircissements du ministère des Affaires étrangères de France, nous allons, en conséquence, lui faire l'exposé détaillé des faits tels qu'ils sont actuellement.

« Depuis plus de dix ans, l'Annam a été le théâtre des ravages par des rebelles, tels que Houang-Tchong-Ing et Li-Yang-Tchoï, et la Chine y a envoyé à plusieurs reprises des troupes du Kouang-Si pour y aider à l'extermination de ces rebelles. Ceux-ci ont été pacifiés, mais des bandes éparses, commandées par Tian-Sse-Si, Lou-Tche-Ping et autres, se sont retirées dans des lieux bien défendus, d'où ils sortent sans cesse pour faire des incursions. La Chine a le devoir strict de les faire disparaître pour rendre la paix à l'Annam et assurer ses propres frontières. Aussi des troupes du Kouang-Si sont-elles, en ce moment, cantonnées dans les provinces annamites de Cao-Bang, de Lang-Son et de Bac-Ninh.

« Quant au Yun-nan, cette province étant aussi limitrophe de l'Annam, quand des troubles se sont produits à Hanoï, les brigands qui se trouvaient dans le voisinage des frontières de cette province ont voulu se soulever de toutes parts. Nos troupes de Yun-nan sont alors descendues dans l'Annam, en passant par la sous-préfecture de Mon-Tse et de Haï-Houa-Fou, et ont été camper dans la province de Tuyen-Quang, afin de coopérer à la suppression du brigandage. Mais aucun soldat chinois n'a été envoyé dans les environs immédiats de Hanoï, occupés par les troupes françaises.

« Le conseil de l'empire va examiner si ce rôle, si ces fonctions sont toujours opportunes, sinon les troupes recevront incessamment l'ordre de rentrer en Chine. »

Eh bien ! voilà comment le Gouvernement chinois a toujours expliqué, jusqu'au 17 novembre, la présence de ces troupes au Tonkin : les troupes sont sur les frontières pour combattre les brigands, et la distance est trop grande pour que les troupes chinoises puissent jamais rencontrer les troupes françaises. C'est la déclaration que fait le marquis Tseng, encore le 21 juin, car, à ce moment, il se défend même contre toute pensée de résistance occulte.

Je dois ajouter, messieurs, que ces déclarations verbales ou écrites mais très concordantes sont, jusqu'au 17 novembre, absolument confirmées par les faits eux-mêmes.

J'ai interrogé M. le général Bouët. J'avais le plaisir de voir ces jours-ci le commandant d'une canonnière qui a coopéré à toutes les actions militaires depuis l'arrivée du commandant Rivière jusqu'à la fin de septembre, et tous sont d'accord pour dire, quand on leur demandait : Est-ce qu'il y a des réguliers chinois ? On le dit, répondent-ils, mais nous n'en avons jamais aperçu, ni de près ni de loin. Nous n'avons entrevu et aussi loin que notre vue pouvait porter, que ces

troupes de Pavillons noirs qui constituent d'ailleurs une bande assez bien disciplinée, assez bien armée et avec laquelle on a fort à faire ; mais des troupes chinoises, personne n'en a vu ; on dit qu'il y en a, c'est un bruit qui court, mais personne n'en a jamais vu.

Voilà quelle était l'attitude constante, traditionnelle de la Chine ; mais, au 17 novembre, changement complet.

L'humeur entreprenante et conquérante se révèle et se fait jour.

D'après la première version, — la version ancienne, celle de 1875 au mois de novembre 1883, — les troupes chinoises n'étaient dans l'Annam que pour réprimer le brigandage, maintenant elles y sont pour prendre l'Annam et les villes de Son-Tay et de Bac-Ninh.

« La maison est à moi, c'est à vous d'en sortir ! » Eh bien, c'est la question qui se pose devant la Chambre !

La Chine a changé son attitude et assurément sans aucun droit, car elle n'a absolument aucun droit à s'emparer de l'Annam. La Chine, sans droit, change son attitude. Je demande à la Chambre, au pays, si c'est une raison pour nous de changer notre programme. (Applaudissements à gauche.)

Si vous le voulez, messieurs, vous le direz ; ce sera chose fort simple. Vous direz s'il vous convient de laisser Son-Tay à la Chine, parce que la Chine le réclame ; Son-Tay, jusqu'à présent repaire des Pavillons noirs ; Son-Tay, cet écueil sur lequel tous nos efforts ont échoué ; Son-Tay pour lequel Rivière est mort ! Vous laisseriez Son-Tay à la Chine ! Ce serait une singulière façon de venger la mort de Rivière. (Vifs applaudissements à gauche et au centre.)

Plusieurs membres à l'extrême gauche. Ce n'est pas la question !

(De nouveaux applaudissements partent des mêmes bancs, s'adressant à l'orateur.)

M. Calla. Le ministère avait, dès le 1^{er} août, connaissance officielle de la présence des troupes chinoises.

M. le président du conseil. Vous me répondrez.

Aussi, messieurs, répondant, sous la date du 30 novembre, à la communication du marquis Tseng, j'ai eu l'honneur de lui écrire ceci :

« Le sincère désir que nous avons d'écarter toute chance de conflit, en assurant le résultat que nous avons en vue, m'a conduit à proposer au Gouvernement impérial de confier aux commandants respectifs le soin de s'entendre pour arrêter une ligne de démarcation entre leurs positions. Ces ouvertures ne vous paraissant pas compatibles avec l'état actuel des choses au Tonkin, vous renouvez une proposition que vous auriez déjà faite verbalement à mon prédécesseur, le 1^{er} août, et qui consisterait à arrêter ladite ligne de démarcation, entre les armées cantonnées à Hanoï et à Son-Tay, ainsi que dans les villes situées sur la rive gauche et la rive droite du fleuve Rouge.

« Permettez-moi de vous rappeler que, dans ce même entretien du 1^{er} août, vous déclariez qu'il n'y avait pas de troupes chinoises au Tonkin, ou que, s'il y en avait, elles ne pouvaient se trouver que dans les régions où se placent les frontières mal définies des deux pays. Il ne pouvait donc être question, à ce moment, d'une ligne de démarcation qui aurait passé entre Son-Tay et Hanoï, pour suivre après le cours du fleuve Rouge.

« Aussi, M. Challemel-Lacour faisait-il remarquer, dans un autre entretien du 2 août, qu'aucun risque de conflit n'était à prévoir, puisque notre corps expéditionnaire ne devait pas se porter vers la partie septentrionale du Tonkin ; mais qu'il en serait autrement, si les troupes chinoises étaient plus rapprochées des forteresses qui sont notre objectif, et qu'elles s'exposeraient, dans ce cas, à être traitées en auxiliaires des Annamites.

« Depuis lors, la situation n'a pas changé de notre fait ; notre plan de campagne n'a pas été modifié et ne saurait l'être. Ce n'est donc pas sur nous que devrait porter la responsabilité d'un conflit entre les forces des deux pays. Nous espérons d'ailleurs qu'une semblable éventualité ne se réalisera pas, et que les troupes chinoises, que rien n'obligeait à quitter leurs positions du mois d'août, nous laisseront accomplir librement l'œuvre de pacification que nous sommes tenus de poursuivre au Tonkin dans l'intérêt général. » (Très bien ! très bien !)

Messieurs, deux jours avant cette dépêche, j'avais adressé à M. le marquis Tseng une réponse au memorandum que vous connaissez.

Je tiens à donner connaissance de cette réponse à la Chambre du haut de cette tribune, car ce memorandum, qui est le terrain sur lequel nous nous maintenons à l'heure qu'il est, contient, en germes, comme vous l'allez voir, tous les modes de transaction possibles. Nous sommes encore aujourd'hui disposés à reprendre les négociations sur l'une ou l'autre de ces bases, selon qu'il plaira à la Chine de choisir.

Je tiens, messieurs, à vous lire cette dépêche. Je le fais pour la Chambre, je le fais pour le pays, et je le fais pour l'Europe, à laquelle l'on représente trop aisément la France comme animée d'une humeur agressive et provocante.

M. Clémenceau. Nous n'avons jamais dit cela !

M. le président du conseil. Ce n'est pas vous, personne n'a dit cela ici, mais je l'ai lu dans la presse étrangère, j'y ai lu que nous étions des provocateurs !...

Des provocateurs ! Provocatrice, la civilisation quand elle cherche à ouvrir des terres qui appartiennent à la barbarie ! (Applaudissements au centre et à gauche. — Exclamations ironiques à droite.)

Provocatrices, la France et l'Angleterre quand, en 1860, elles im-

posaient à la Chine l'ouverture d'un certain nombre de ports, et par conséquent une communication directe avec la civilisation ! C'est comme cela que nous sommes provocateurs, et pas autrement !

Et vous allez voir, messieurs, si ceci est le langage d'un Gouvernement provocateur :

« J'ai pris connaissance avec toute l'attention qu'elle mérite, de la dépêche relative aux affaires du Tonkin qui vous a été communiquée par votre Gouvernement et dont vous avez bien voulu m'adresser la traduction à la date du 19 de ce mois.

« Après avoir rappelé les droits revendiqués par la Chine sur l'Annam et la protection dont ce royaume aurait toujours été couvert par le Gouvernement impérial, le Tsong-Li-Yamen se plaint de l'entrée des troupes françaises dans le bassin du fleuve Rouge et proteste contre les négociations récemment engagées par nous avec le roi d'Annam. Enfin, tout en manifestant le désir de résoudre les difficultés actuelles par un arrangement amiable, le haut conseil des Affaires étrangères prévoit l'éventualité d'un conflit entre les troupes françaises et chinoises, et s'applique à en rejeter dès à présent sur nous la responsabilité.

« Les dernières communications que vous avez reçues de mon département répondent, ce semble, par avance, à la plupart des questions touchées dans le memorandum du Yamen. La Chine nous a toujours trouvés prêts à tenir compte des préoccupations que paraît lui causer la présence de nos soldats dans une contrée limitrophe de l'empire. Elle sait également que nous sommes disposés à respecter les liens traditionnels qu'elle tient à honneur de maintenir, en tant que ces liens ne seront pas incompatibles avec l'exercice de notre protectorat. L'état de choses institué par le traité franco-annamite de 1874 semblait donner à cet égard satisfaction aux vœux des deux pays. La Chine avait même consenti, après la signature de cet arrangement, à retirer, sur notre demande, les troupes qu'elle entretenait alors au Tonkin ; mais l'événement a prouvé que ce régime était impropre à assurer la tranquillité du pays.

« Les troubles n'ont pas tardé à renaître sur plusieurs points ; la piraterie et le brigandage ont reparu ; les moyens mis en œuvre pour rétablir l'ordre n'avaient pas suffi à fonder une paix solide. Les mêmes motifs qui avaient amené précédemment le Tsong-Li-Yamen à faire passer la frontière à un corps d'armée, nous ont conduits, l'année dernière, à grossir les garnisons que le traité de 1874 nous autorisait à maintenir dans plusieurs villes. La nécessité d'assurer la sécurité de nos soldats et de venger la mort d'un chef héroïque, le souci de donner un caractère durable à la pacification que nous avons entreprise et dont le commerce de toutes les nations civilisées recueillera

promptement les fruits, nous obligent à occuper un certain nombre de points nouveaux. Quant aux arrangements négociés à Hué, au mois d'août dernier, entre le commissaire général français et les ministres annamites, ils ont pour objet de régulariser entre la France et l'Annam une situation créée par l'inexécution persistante des engagements contractés par le roi Tu-Duc, il y a neuf ans. En ce qui concerne la Chine, cette nouvelle convention ne constituera aucune innovation. Le protectorat de la France était déjà fondé par le traité de 1874. Il s'agit seulement aujourd'hui d'en consolider l'existence et d'en assurer l'exercice par des garanties efficaces.

« Au surplus, les échanges de vues qui ont eu lieu depuis quelques mois établissent clairement que nous avons un réel désir de terminer à l'amiable le différend qui s'est élevé entre la France et la Chine à l'occasion du Tonkin. Dans les nombreux entretiens que nous avons eus avec vous, mon prédécesseur et moi, nous nous sommes constamment efforcés de faire prévaloir les propositions les plus conciliantes.

« La lettre de M. Challemel-Lacour du 27 août, le mémorandum du 15 septembre constatent que nous sommes prêts à discuter toute combinaison qui serait de nature à régler les difficultés d'une manière honorable pour les deux pays. Enfin, ma lettre du 17 de ce mois est la meilleure preuve que nous avons à cœur d'éviter les fausses interprétations que pourraient faire naître à Pékin les mouvements de nos troupes, et que nous nous préoccupons en même temps de trouver les moyens de prévenir tout conflit. Si la Chine est réellement animée des dispositions pacifiques qu'elle exprime dans le document que vous m'avez transmis, il me paraît difficile qu'elle n'accepte pas l'arrangement que nous avons offert en dernier lieu.

« Vous me permettez, en terminant, d'appeler votre attention sur le passage de votre communication, où il est dit que « le Gouvernement français semble renoncer aux sentiments d'honneur et de justice. » C'est à une erreur de traduction, sans doute, qu'il faut attribuer une expression que nous ne saurions accepter, et qui d'ailleurs ne figure pas dans le texte transmis télégraphiquement par notre chargé d'affaires à Pékin. »

Messieurs, il y a une dernière dépêche de M. le marquis Tseng ; elle n'est pas au *Livre jaune*, parce qu'elle est datée du 5 décembre. Je la fais connaître à la Chambre, non pas tout entière, car c'est une longue discussion de principes, mais vous allez voir que c'est purement et simplement la répétition du mémorandum. M. le marquis Tseng discute hypothétiquement sur la valeur du traité de 1874, et termine ainsi : « Le Gouvernement impérial espère que Votre Excellence, comme gage de la sécurité de nos négociations, a déjà donné des ordres au commandant en chef des troupes françaises de ne faire

aucune démonstration dans la direction de ces villes, qui puisse être interprétée par les troupes impériales comme une menace aux positions qu'elles occupent, car, vu la déclaration formelle contenue dans le mémorandum chinois, mon Gouvernement ne saurait concilier une pareille démonstration avec le désir tant de fois réitéré de conserver la paix entre nos deux pays. »

Je me propose de répondre à cette dépêche, que l'on peut arrêter le mouvement des troupes et consentir à une proposition d'armistice quand on se trouve en présence d'une base sérieuse de négociations ; mais, comme la Chine n'offre aucune base de négociations, — et je crois que la démonstration sur ce point est amplement faite, — il n'y a pas lieu, soit de faire revenir M. l'amiral Courbet, s'il est dans quelque une des places dont il s'agit, soit d'arrêter la marche de nos troupes. Ce ne serait pas l'œuvre d'un Gouvernement avisé et prudent. (Applaudissements au centre. — Exclamations à l'extrême gauche et à droite.)

M. Clémenceau. C'est la guerre alors ? Il faut demander des soldats et des crédits, mais ne faites pas massacrer nos soldats un à un !

M. Georges Roche. Alors vous déclarez la guerre ! Eh bien ! demandez vingt-cinq ou trente millions pour la faire.

Plusieurs membres à gauche. C'est la guerre !

M. Clémenceau. C'est la conclusion de ce qui vient d'être dit par le président du conseil. (Agitation.)

M. le président du conseil. Messieurs, veuillez me permettre d'achever.

Voilà l'œuvre diplomatique du cabinet. Si vous croyez qu'une autre conduite serait conciliable avec l'honneur de notre pays, avec le prestige de nos armes et de notre pavillon dans l'extrême Orient, avec notre considération dans le monde et avec la sécurité de notre province de la Cochinchine, dites-le, mais dites-le clairement. (Très bien ! et applaudissements au centre.)

M. Clémenceau. Il faut que ceux qui applaudissent le disent clairement.

M. le président du conseil. Voilà l'action diplomatique, qui n'est pas terminée, messieurs ; il n'y a point de rupture, il y a des négociations... (Exclamations à l'extrême gauche et à droite), et vous désespérez trop vite de leur succès. (Interruptions et mouvements divers.)

M. Brière. Vous venez de déclarer la guerre du haut de la tribune. (Bruit prolongé.)

M. le président. Veuillez faire silence, messieurs, et permettre à M. le ministre des Affaires étrangères de continuer ses observations.

M. le président du conseil. J'ai, en terminant, à m'expliquer sur

l'action militaire. Je réponds aux différentes questions qui ont été posées.

On nous a dit : « Où va cette action militaire ? Jusqu'où vous proposez-vous de l'engager ? Quelles seront ses limites ? » Je réponds très nettement qu'il n'y a rien de changé au programme que j'ai exposé à la tribune le 31 octobre et qui a été ratifié par la Chambre à une majorité de 325 voix. C'est d'une action limitée, localisée, circonscrite géographiquement, comme je l'ai dit à la tribune, qu'il s'agit, et pas d'autre chose. Nous voulons être forts dans le Delta, nous voulons en tenir les points stratégiques, pourquoi ? Parce que lorsque nous serons forts, nous aurons la certitude de pouvoir négocier (Très bien !); parce que, pour négocier avec le Gouvernement impérial, il nous semble qu'il faut lui démontrer que la France n'est pas décidée à se retirer incessamment devant lui. (Très bien ! au centre.)

M. de la Rochefoucauld, duc de Bisaccia. Alors, demandez vingt millions.

M. le président. N'interrompez pas. Les orateurs de votre côté répondront !

M. de La Rochefoucauld, duc de Bisaccia. Je demande la parole. (Exclamations à gauche.)

Plusieurs membres à droite. Comment ! On a le droit de demander la parole.

M. le président du conseil. Nous croyons qu'une démonstration de cette nature est désormais le préalable nécessaire de toute négociation sérieuse, et nous sommes convaincus que la reprise des négociations en serait la conséquence immédiate, et non pas seulement la reprise, mais la conclusion de négociations sérieuses.

Voilà la première étape, et nous croyons à son succès.

On nous a demandé si nous estimions le corps expéditionnaire suffisant pour atteindre ce premier objectif. Nous répondons que jusqu'à ce que le soldat vigoureux et résolu qui commande le corps expéditionnaire nous ait manifesté le besoin d'avoir des renforts, ou l'impuissance d'opérer, nous nous en tenons aux troupes que nous avons envoyées et au crédit que nous demandons.

M. Georges Perin. M. Bouët a demandé des secours !

M. Clémenceau. M. Bouët a réclamé une division.

M. Georges Perin. Lisez le *Livre jaune*, si vous ne l'avez pas lu.

M. de Baudry-d'Asson. Ils sont déjà dépensés, vos millions : ayez le courage d'en demander d'autres.

M. le président du conseil. Maintenant, si, contre toute attente, la sagesse, l'esprit de sagesse qui est dans le monde, n'arrêtait pas un conflit qui, s'il persistait dans ces termes, pourrait bien avoir le caractère d'une reprise de tout ce qui a été concédé à la civilisation

dans l'extrême Orient depuis 1860, si l'esprit de sagesse ne remportait pas ce triomphe, ce qui m'étonnerait profondément, nous aurions alors à aviser avec vous, après un examen sérieux et approfondi...

Voix à droite. Après !

M. le président du conseil.....s'il conviendrait, et s'il pourrait vous convenir de laisser à l'adversaire les avantages évidents et manifestes que lui crée la situation de réserve et de modération que nous avons adoptée et dans laquelle nous persisterons jusqu'à ce que vous nous prescriviez d'en sortir. Cette question vous est réservée, et vous est réservée à vous seuls, car vous seuls avez le droit de prononcer. (Interruptions.)

Pour le moment, nous vous demandons de voter les crédits, nous vous demandons de les voter pour ceux qui combattent d'abord... (Applaudissements sur un grand nombre de bancs.)

A droite. Pourquoi les avoir envoyés au Tonkin ?

M. le président du conseil. Ce n'est pas seulement par la raison que ces crédits sont engagés, que les troupes sont là-bas dans l'extrême Orient, soutenant les armes et l'honneur de la France ; non, je ne vous demande pas un vote de résignation : il faut à nos soldats, à notre drapeau, à notre cause, non pas un vote résigné, mais un vote confiant, qui donne à votre Gouvernement la force dont il a besoin... (Applaudissements au centre et à gauche.)

Je vous demande aussi de voter ces crédits pour ceux qui négocient ; car on ne traite qu'avec les forts, avec les résolus. Il faut, messieurs, que l'on sache, malgré les divisions apparentes des partis, des opinions, malgré les polémiques de la presse, il faut qu'on sache la France aussi résolue qu'elle est forte, et alors elle sera écoutée. (Applaudissements répétés au centre et à gauche. — Le ministre, en revenant à sa place, reçoit les félicitations d'un grand nombre de députés.)

M. Andrieux conteste qu'il y ait eu entre les cabinets qui se sont succédé l'unité de vues que prétend *M. le Président du conseil*.

Deux questions se posent : Faut-il voter les crédits ? Faut-il laisser à la politique de la France la direction que lui a imprimée le cabinet ?

Il est humiliant pour le patriotisme de voir qu'on fait vivre notre armée au jour le jour. L'orateur votera des crédits supérieurs si on les lui demande, mais il demande à la Chambre de faire précéder ou suivre le vote des crédits d'une indication de ses volontés, et de se dégager ainsi de la responsabilité des fautes commises. L'orateur les énumère : il reproche au gouvernement les dissimulations et les prétéritions à l'aide desquelles il a surpris la confiance de la Chambre au 31 octobre. La confiance doit être réciproque. Or, le Gouvernement s'est défé de la Chambre ; il a engagé les crédits et les hommes sans

la consulter. Il savait qu'il se trouverait en face de la Chine ; il ne l'a pas dit.

Le Gouvernement n'a pas consulté le Parlement, c'est là sa faute capitale ; voilà comment la plus grave atteinte a été portée aux institutions républicaines :

C'est là, dit-il, la question essentielle, la question d'avenir. Vous avez obtenu de la Chambre des votes qu'elle ne vous aurait peut-être pas donnés, si vous lui aviez tout dit. (Applaudissements.)

Nous sommes peut-être à l'heure qu'il est en guerre avec la Chine, et le Parlement n'y a pas donné son consentement. (Nouveaux applaudissements.)

Eh bien, la question qu'il faut résoudre en vue de l'avenir, en vue des garanties de nos institutions, en vue du sincère fonctionnement des libertés constitutionnelles, c'est la question de savoir, si dans certaines mains, le parlementarisme pourra être le masque du pouvoir personnel. (Vifs applaudissements.)

M. Ribot, président de la Commission, dit qu'il faut voter les crédits :

Si le vote des crédits impliquait l'approbation absolue du passé et de la façon dont l'affaire a été conduite, j'aurais de sérieuses réserves à faire pour ma part ; mais il serait inutile et peu patriotique d'insister sur les fautes de tel ou tel cabinet, sur les défaillances, sur les erreurs.

J'en dirai un seul mot, parce que ce fameux incident Bourée a semblé être le pivot de toute la discussion, et que l'erreur commise par un membre du Gouvernement, alors qu'il a désavoué les propositions de M. Bourée, si imprudemment à mon sens, pèse encore sur la situation actuelle, malgré tous les efforts de M. le Président du conseil.

M. Duclerc disait à M. Jauréguiberry qu'il était impolitique de rompre des négociations acceptées par le Gouvernement chinois, qui avait bien le droit de s'entretenir avec nous de la question du Tonkin, puisque le Tonkin touche sa frontière.

Qu'a-t-on fait ? On a reçu des propositions, on les a examinées. S'est-on demandé si elles étaient définitives ou non ? On les a désavouées avec hauteur. Et l'imprudence était aggravée, non pas par les maladresses du Gouvernement, mais par celles de quelques-uns de ses amis, bien compromettants, et que le Gouvernement devrait désavouer plus sévèrement, de ceux qui disaient que la Chine était une quantité négligeable. (Très bien ! très bien ! sur divers bancs.)

Qu'a-t-on fait alors ? Une politique de présomption, d'infatuation. Il n'y a rien de pire. (Applaudissements sur divers bancs.)

On serait trop heureux aujourd'hui de reprendre les négociations

sur les bases de ce traité. Mais, de ce que le cabinet a commis des fautes, il ne s'ensuit pas qu'on doive le renverser.

Nous sommes en face d'une situation militaire engagée, d'une situation diplomatique engagée.

On ne peut ni patriotiquement ni politiquement renverser le cabinet. Un tel renversement aurait un déplorable retentissement, il aurait la signification d'une défaillance. Pouvons-nous prendre la responsabilité d'interrompre les négociations ? L'orateur demande quel serait le chef du nouveau cabinet et quel serait son programme :

Un souvenir se présente à ma mémoire. L'année dernière, il s'agissait aussi de prendre une résolution grave. Nos intérêts en Égypte étaient en péril. Le cabinet avait commis des fautes.

Il arrive que ceux-là mêmes qui aujourd'hui soutiennent le cabinet actuel, prirent sur eux la responsabilité grave de renverser le cabinet, pensant qu'ils seraient plus fermes et plus capables de conduire les affaires à une meilleure issue. Vous savez ce que sont devenus nos intérêts en Égypte. (Mouvements divers.)

Quant à moi, quels que soient mes sentiments sur la façon dont cette affaire a été conduite et le nombre d'hommes peut-être insuffisant auxquels on a confié la mission de défendre le drapeau de la France, je suis un homme politique et je vous demande de ne pas faire ce que de l'autre côté de la Manche on appelle un saut dans les ténèbres.

Voilà les raisons qui m'obligent, sous les réserves que j'ai indiquées, à ne pas renverser le cabinet et à voter les crédits qui lui sont nécessaires pour défendre l'honneur et le drapeau du pays. (Applaudissements.)

M. Clémenceau déclare que, s'il avait eu quelque hésitation à voter contre le cabinet, le discours de *M. Ribot* l'aurait fait cesser. N'est-il pas Président de la Commission, n'a-t-il pas eu entre les mains des documents restés secrets, et sa parole n'emprunte-t-elle pas à cette qualité une autorité particulière ?

M. Gaillard, après la clôture de la discussion générale et sur l'article 1^{er}, essaye de développer une proposition d'arbitrage international.

Son discours, sans cesse interrompu par les murmures et les cris de l'Assemblée, est un assemblage confus de banalités sentimentales sur la nécessité d'en finir avec la barbarie de la guerre. L'orateur cite à l'appui de sa thèse les résolutions de sept Parlements. Enfin, de guerre lasse, il descend de la tribune, non sans avoir protesté contre le silence qu'on lui impose. *M. le Président* lui avait fait observer que peut-être les développements qu'il se proposait d'apporter sur la question viendraient plus à propos dans la discussion d'une pétition tendant au même objet et dont l'orateur lui-même est rapporteur.

Après une déclaration faite en son nom et au nom de quelques-uns de ses amis par *M. de la Rochefoucauld-Bisaccia*, qu'ils ne voteront pas les crédits pour ne pas paraître, même de loin, approuver les fautes commises, la Chambre adopte, par 308 voix contre 201, l'ordre du jour suivant présenté par MM. Paul Bert et Philippoteaux :

La Chambre, convaincue que le Gouvernement déploiera toute l'énergie nécessaire pour défendre au Tonkin les droits et l'honneur de la France, passe à l'ordre du jour.

Les crédits demandés ont été votés par 373 voix contre 139.

BULLETIN BIBLIOGRAPHIQUE

Revue des Deux-Mondes.

1^{er} décembre 1883. — *Les commentaires des soldats (1792-1815)*, par Henry Houssaye (étude de différents ouvrages publiés récemment et contenant des mémoires et souvenirs de militaires ayant fait les campagnes de la Révolution et de l'Empire; les généraux se préoccupent surtout du rôle qu'ils ont joué et leurs récits tournent vite à l'apologie de leur conduite politique ou militaire; les soldats ou les officiers des grades inférieurs nous rendent mieux les impressions et les sentiments des armées dont ils ont fait partie.) — *Une enquête française sur les croisades et l'Orient latin*, par A. Geffroy (compte-rendu d'importantes publications de documents et de commentaires.) — *La politique prussienne en Orient à la fin du siècle dernier* (exposé de faits peu connus). — *La Belgique en 1883*, par M. Cherbuliez. (L'auteur débute ainsi: « On ne peut penser à la Belgique sans se représenter un pays libre, paisible, prospère; et on ne peut le visiter sans acquérir la conviction que, dans le riche coin de terre qu'arrosent l'Escaut et la Meuse et qui nourrit plus de cinq millions d'habitants sur moins de trois millions d'hectares, vit un peuple aussi heureux qu'il est permis de l'être dans ce bas monde où rien n'est parfait. » Toutefois M. Cherbuliez voit un danger dans la scission qui menace de se faire au sein du parti libéral.)

15 décembre. — *Un chapitre de l'histoire financière de la France. — Les abus du crédit à la fin du règne de Louis XIV*, par Ad. Vuitry. — *Les légendes de l'Alsace, promenades et souvenirs*, par Ed. Schuré.

La Nouvelle Revue.

1^{er} décembre 1883. — *La société de Berlin*, par le comte Paul Vassili. (Suite de lettres ayant pour sujets : le ministère, la politique de la Prusse, M. de Windhorst et les catholiques, M. Bebel et les socialistes, le comte de Moltke, le maréchal de Manteuffel, le général de Kameke.) — *L'État et le gouvernement en Chine*, par G. Eug. Simon, ancien consul de France en Chine.

15 décembre. — *L'influence de la langue française en Orient*, par G. d'Orcet. (Suprématie exercée depuis longtemps par la langue française en Orient, efforts faits par diverses nations pour répandre leur langue, moyens à employer par les Français pour conserver à leur langue son influence séculaire.) — *La France, l'Annam et la Chine*, par Le Myre de Villers, ancien gouverneur de la Cochinchine. (L'auteur s'est proposé d'étudier les documents contenus dans le *Livre jaune* qui a été distribué au Parlement au commencement de décembre, de les classer et de les résumer en signalant les fautes commises.)

Le Mémorial diplomatique.

1^{er} décembre 1883. — *La paix européenne assurée*. — *Correspondances* de Bruxelles, de la Haye, de Londres, de Rome, de Vienne. — *La Question du Tonkin devant la Chambre des députés*. — *Documents* (Traité concernant les Japonais résidant en Corée).

8 décembre. — *L'Angleterre et l'Égypte*. — *Correspondances* de Londres, de Rome, de Saint-Petersbourg, de Vienne. — *La Question du Tonkin devant la Chambre des députés*.

15 décembre. — *La visite impériale à Rome*. — *Correspondances* de Bruxelles, de Londres, de Madrid, de Saint-Petersbourg, de Vienne.

22 décembre. — *L'Ambassade auprès du Saint-Siège*. — *Correspondances* de Belgrade et de Saint-Petersbourg.

29 décembre. — *La crise en Espagne*. — *Correspondances* de Londres et de Saint-Petersbourg. — *La Question du Zaïre* (lettre d'un député portugais au sujet des droits revendiqués par le Portugal).

Revue de Géographie.

Novembre 1883. — *Le Méridien universel*, par J. Girard (travail exposant dans son exemple la question qui vient d'être posée par la Conférence géodésique de Rome ; v. *Archives*, 1883, iv, p. 403). — *Mémoire inédit de Grossin sur Madagascar*, avec introductions et notes par Gabriel Marcel (ce mémoire date du commencement du XVIII^e siècle). — *Mouvement géographique*, par Delavaud. — *Les Peulhs, étude d'ethnologie africaine*, par De Crozals (compte rendu de

l'ouvrage). — *Un essai d'application de la géographie à l'histoire*, compte rendu du Congrès géographique tenu à Douai (26-31 août 1883).

Décembre. — *Une excursion au pays de Mourdia* (Soudan occidental), par le Dr J. Bayol. — *Voyage de Bangkok à Mergur par terre en 1867*, fragment du journal inédit d'un directeur de la Compagnie des Indes envoyé en mission par le gouvernement français, publié par L. Lanier. — *Son-Tay et Bac-Ninh*, par Ch. Labarthe (situation et ressources de ces deux villes qui jouent un grand rôle dans les affaires du Tonkin). — *L'École nationale de géographie*, par L. Drapeyron (rapport fait à la Société de topographie). — *Mouvement géographique*, par Delavaud. — Comptes rendus des Sociétés de géographie. — *De la neutralité de la Savoie du Nord*, par le commandant Richard. (V. *Archives* 1883, IV, 406.)

Revue maritime et coloniale.

Décembre 1883. — *Étude sur la guerre navale de 1812 entre l'Angleterre et les États-Unis de l'Amérique du Nord* (fin), par M. Chabaud Arnault, capitaine de frégate. — *Statistique des pêches maritimes* (1882), rapport adressé au ministre.

Revue de Droit international et de Législation comparée.

1883. N° 6. — *Le gouvernement portugais et l'institut de droit international*, par Arntz (à propos de la circulaire du 20 octobre 1883, reproduite dans les *Archives*, 1883, IV, 365). — *La libre navigation du Congo*, par Sir Travers Twiss (les prétentions du gouvernement portugais sont soigneusement discutées). — *Les dernières phases du conflit ecclésiastique en Allemagne*, par Geffcken, ancien ministre-résident (l'auteur rappelle que dès 1875, il affirmait que les lois ecclésiastiques prussiennes, dites *lois de mai*, étaient non seulement injustes et impolitiques, mais qu'elles ne sauraient être exécutées; il entre dans des détails intéressants et précis sur les principaux événements). — *Les commencements de la diplomatie et le droit d'ambassade jusqu'à Grotius*, par Ernest Nys, premier article (il est surtout question de la diplomatie vénitienne au sujet de laquelle l'auteur donne des renseignements fort intéressants). — *Les rapports de la Chine et de l'Annam*, par Castonnet Desfosses, troisième article (l'exposé va jusqu'au traité de 1874 conclu par la France avec l'Annam). — Compte rendu de la session tenue à Munich par l'Institut de droit international. — *La protection des télégraphes sous-marins et la Conférence de Paris* (octobre 1883), par Louis Renault, l'un des délégués du Gouvernement français. — Lettre de M. F. de Martens au sujet de la navigation des fleuves internationaux. — *Bibliographie*.

L'Économiste français.

1^{er} décembre 1883. — *Le budget de 1884*, par P. Leroy-Beaulieu. — Lettre de Suisse (détails intéressants sur la part prise par la Suisse dans l'organisation de certains services internationaux, tels que ceux des postes et des télégraphes, ainsi que sur le projet de traité pour les transports par chemins de fer). — *Les dettes des États et des municipalités aux États-Unis*, par Félix Limet. — *La Perse, ses populations, ses institutions et son ouverture au commerce*, par de Fontpertuis (d'après un ouvrage anglais récent).

8 décembre. — *Les intérêts financiers de l'État et des actionnaires et les conventions avec les Compagnies*, par P. Leroy-Beaulieu. — Lettre d'Autriche (budget des affaires communes, situation économique de la Bosnie et de l'Herzégovine). — *Le mouvement économique aux États-Unis et au Canada*, par de Fontpertuis (rapports commerciaux des États-Unis avec Cuba et le Mexique). — Lettre intéressante sur l'interprétation de l'article XI du Traité de Francfort du 10 mai 1871, qui stipule que l'Allemagne et la France prendront pour base de leurs relations commerciales le régime du Traitement réciproque sur le pied de la nation la plus favorisée.

15 décembre. — *Le nouveau régime du Canal de Suez d'après la convention récente*, par P. Leroy-Beaulieu. — *Le mouvement de l'émigration allemande*, par Ch. Grad; de 1871 à 1880, environ 600,000 Allemands ont émigré par les ports allemands; en 1881, le nombre s'est élevé à plus de 210,090, et en 1882, à 168,455. — *Une nouvelle route terrestre vers l'Inde; le chemin de fer de Tripoli à Bushire*, par de Fontpertuis. — *Le Crédit agricole en Belgique*, par Chevallier.

22 décembre. — *La Convention relative au Canal de Suez et les intérêts des actionnaires*, par P. Leroy-Beaulieu. — *La situation financière de la Prusse*, par M. Block. — *Le mouvement économique aux États-Unis et au Canada*, par de Fontpertuis (analyse du message présidentiel, production des métaux précieux en 1882).

29 décembre. — *Le commerce extérieur de la France et de l'Angleterre pendant les onze premiers mois de 1883*. — *L'Inde britannique, son commerce et sa situation générale*, par de Fontpertuis (d'après un rapport officiel). — *Le développement des banques d'émission en Allemagne*, par Paul Muller.

Revue critique de Législation et de Jurisprudence.

Décembre 1883. — Examen doctrinal de la jurisprudence en matière de droit international (décisions de 1882), par Louis Renault: Chemins de fer (nationalité). — Contrefaçon, fabrication à l'étranger, vente en France sur échantillon. — Crime commis par un étranger à l'étranger, pays sous le protectorat de la France. — Délit commis en

France, escroquerie. — Divorce de Français à l'étranger. — Étranger défendeur. — Extradition, effet limité. — Faillite déclarée à l'étranger, effet en France, traité franco-suisse de 1869. — Jugement étranger, demande d'*exequatur*, action en garantie. — Nationalité, naissance en France, loi du 16 décembre 1874, convention franco-espagnole. — Naturalisation du mari, divorce, effet en France. — Pension alimentaire : étrangers, tribunaux compétents, loi applicable. — Promesse d'égalité, étrangers, donation faite en France, héritier français. — Régime matrimonial, étrangers domiciliés en France. — Statut matrimonial, naturalisation du mari. — Statut personnel, jugement le constituant, force obligatoire en France. — Succession mobilière et immobilière ; Français établi à l'étranger, cohéritiers français. — Union monétaire latine, cours des monnaies.

Bulletin de Statistique et de Législation comparée.

Novembre 1883. — France : *Lois portant approbation des conventions passées avec les compagnies de chemins de fer. — Les produits naturels et les produits fabriqués dans le commerce extérieur de la France.* — Renseignements divers sur les impôts. — *Les profits procurés à l'État par les chemins de fer. — Recettes et dépenses des hospices et des bureaux de bienfaisance. — Étranger : Le tarif douanier en Allemagne* (combinaison des traités de commerce conclus en 1883 par l'Allemagne, soit avec l'Italie, soit avec l'Espagne). — *Les impôts directs, les emprunts locaux, les dépôts dans les banques en Angleterre.* — Autriche-Hongrie : *le projet de budget commun pour 1884.* — Russie : *l'impôt du timbre ; les crédits extra-budgétaires.* — États-Unis : *les recettes et dépenses postales en 1882-1883* (le montant des recettes est de 45,408,692 dollars et le montant des dépenses de 42,816,700 dollars).

Moniteur officiel du Commerce.

1^{er} novembre. — Modifications aux tarifs des douanes, Norvège, Roumanie, Italie ; — situation économique de la France ; — rapports des consuls : Belgique, Allemagne (Darmstadt), Italie (Naples, commerce de la soie), Turquie d'Europe et d'Asie (Erzérour), possessions anglaises d'Asie ; — extraits des rapports des consuls belges, allemands, austro-hongrois (Lisbonne), anglais (Nicaragua).

8 novembre. — Modifications au tarif douanier de l'Allemagne ; — situation économique de la France ; — Chambre de commerce de Londres, travaux de 1882 ; rapports des consuls : Pays-Bas (commerce avec la France), Belgique, Allemagne (commerce, fondation d'une colonie à Péquena), Italie (Saint-Gothard), Chine (porcelaines), Chili (commerce avec la France et les États-Unis) ; — rapports des

consuls étrangers : Austro-Hongrois (Moscou), Belges (Russie, Italie, Inde-Anglaise, Luxembourg), Allemands (Florence). — Les colonies françaises du Rio-Uruguay.

15 novembre. — Musées commerciaux en France ; — modifications au tarif douanier, France, Norvège, Salvador ; — situation économique de la France ; — rapports des consuls : Angleterre (Liverpool), Allemagne (Dusseldorf, Hambourg, Silésie), Russie d'Asie (pétrole), Japon (porcelaines), Égypte (fers), Tunisie (Sfax) ; — rapports des consuls étrangers : Austro-Hongrois (Moscou), Belges (Russie, États-Unis, Richmond), Allemands (La Plata), Suisses (Philadelphie), Anglais (Chili) ; — Uruguay ; — République argentine.

22 novembre. — Discours de M. Hérisson ; — Indes Néerlandaises, fermeture de deux ports ; — situation économique de la France ; — Chambres de commerce françaises et étrangères ; — Rapports des consuls : États-Unis (coton), Canada, Mexique, Possessions Espagnoles d'Amérique (Cuba, Porto-Rico), Pérou (diminution des importations françaises ; — rapports des consuls étrangers : Austro-Hongrois (Liverpool), Belges (Suède-Gotheborg).

29 novembre. — Importation de viandes de porc salées de provenance américaine ; — situation économique de la France ; — Rapports des consuls : Angleterre (transit des marchandises françaises par le port de Londres, Irlande), Russie (Varsovie) ; Allemagne (Aix-la-Chapelle, balance définitive du commerce extérieur) ; Belgique (Liège), Roumanie (Bucarest), Italie (Gênes), Espagne (Santander), Turquie d'Asie (Larnaca), Brésil (Pernambouc) ; — Rapports des consuls étrangers : Belges (Russie, Berdiansk), Espagne (Bilbao), Austro-Hongrois (Cardiff, Jassy, Palerme) ; — Algérie, extrait de l'exposé de M. Tirman.

6 décembre. — Conseil supérieur de l'enseignement technique ; — tarifs douaniers, Russie, Allemagne ; — situation économique de la France ; — Rapports des Consuls français : Angleterre (Irlande, Newcastle), Russie (Finlande), Italie (Milan), Espagne (vins à Rosas), Serbie (importations françaises possibles), Turquie (Janina), Mexique (Vera-Cruz) ; — Rapports des Consuls étrangers : Belges (Malte, Roumanie, Kustendjé) ; Maroc (situation commerciale).

13 décembre. — Tarifs de douanes, France. — Situation économique de la France (1883) ; — Rapports des Consuls français : Angleterre (Irlande, le lin), Russie (sucre en Pologne), Chypre (commerce), Bombay (filatures), le Cap (commerce), Brésil (Bahia) ; — Rapports des Consuls étrangers : Belges (Espagne, Barcelone, Vénézuëla) ; — Espagne, situation commerciale de Barcelone.

20 décembre. — Situation économique de la France. — Rapports des Consuls français : Angleterre (Glasgow), Danemark, Belgique (commerce d'Anvers en 1882), Allemagne (Lubeck, Hambourg, Posen, Königsberg), Autriche-Hongrie (l'industrie textile), Serbie, Espagne, Grèce, États-Unis, Canada. — Rapports des Consuls étrangers : Russie, Allemagne (commerce de Francfort en 1882), Autriche (im-

portations à Trieste en 1882), Italie (importance commerciale de la Sicile), Suisse, États-Unis, Guatémala, Vénézuëla.

27 décembre. — Situation économique de la France. — Établissement d'un port franc dans la République dominicaine. — Rapports des Consuls français : Angleterre (navigation dans les ports de l'Irlande en 1882), Belgique (marché d'Anvers en octobre 1883), Allemagne (situation de l'industrie à Stuttgart en 1882), Italie (la viticulture et le commerce des vins), Grèce, Chine (commerce de Foutcheou en 1882), États-Unis (Baltimore). — Rapports des Consuls étrangers : Allemagne (industrie métallurgique en 1882), Chine (précautions à observer dans les relations commerciales avec la Chine), Porto-Rico.

Manuel de Droit maritime international, par F. Perels, conseiller d'amirauté, traduit de l'allemand par L. Arendt, directeur au ministère des affaires étrangères de Belgique, in-8°, 1883, Paris, Guillaumin.

Le livre de M. Perels est le résumé d'un cours professé, de 1873 à 1877, à l'Académie Impériale de la marine de Kiel. On peut dire qu'il garde la marque de son origine : il a un caractère pratique autant que dogmatique.

Il s'adresse aux officiers de la marine allemande spécialement ; mais ceux de toutes les nations le consulteront avec profit. L'étude consciencieuse de tous les écrivains autorisés, l'observation sagace des cas les plus difficiles lui a permis, autant qu'on le peut en cette matière, de formuler des règles générales précieuses en des circonstances délicates. Celui qui commande sur mer trouvera souvent la solution *raisonnable* de questions embarrassantes.

Mais ce serait faire tort à M. Perels que signaler seulement le caractère pratique de son livre. Il en a fait aussi une œuvre de science. L'exacte délimitation du sujet, l'esprit de méthode, la sûreté et la sobriété des détails ne sauraient trop en être loués. L'ouvrage est divisé en deux parties : Droit maritime dans l'état de paix et dans l'état de guerre. — La première partie comprend huit sections : I. De la souveraineté de la mer ; II. De la nationalité des navires de mer ; III. Des navires en dehors de leurs eaux nationales ; IV. De la piraterie ; V. De la police de la mer ; VI. Du droit d'épave et du secours en cas de danger de mer ; VII. Du cérémonial de la mer ; VIII. Du secours que prêtent les forces navales au cas de conflit international autre que la guerre. — La deuxième partie, six sections : I. Des parties belligérantes ; II. De la neutralité ; III. de la contrebande de guerre ; IV. Du blocus ; V. Du droit de visite ; VI. De la procédure dans les affaires de prises.

De ces sections, les unes sont pleines de science comme la première et la troisième de la première partie, et la sixième de la seconde, ou d'intérêt comme la quatrième qui traite du blocus. Un appendice réunissant de nombreux documents, dont quelques-uns, de date récente, ont été très à-propos joints par le traducteur, ajoute à l'autorité de

l'ouvrage, et trois tables faites à des points de vue différents en rendant le maniement facile.

A notre point de vue spécial de Français, nous devons remercier M. Perels d'une impartialité à laquelle ses compatriotes ne nous ont pas habitués. Il tient en très haute estime certains de nos auteurs, comme Ortolan, et sait rendre pleine justice à la sagesse de nos juridictions compétentes. (V. notamment pages 84 et suivantes.)

Je veux cependant chercher querelle à M. Perels (et à M. Arendt qui le loue sans l'imiter) de citer ordinairement les auteurs dans leur langue originale. Cela se limite d'ailleurs aux auteurs français et anglais, en sorte que les Italiens, les Espagnols, les Portugais auraient droit de se plaindre ou de s'étonner. Je commence par dire que pour les lecteurs de la traduction française, cet inconvénient n'existe pour ainsi dire pas. M. Arendt, dans le corps même du texte, a ordinairement traduit les citations, et des notes les plus difficiles sont dans notre langue du XV^e siècle. Mais je crois que les étrangers ne sauront à M. Perels nul gré de ses scrupules. C'est une aimable plaisanterie que renseigner les gens avec des citations en langue vieille peu familière aux indigènes mêmes. C'est là un travers commun aux auteurs allemands. Dans un ouvrage de Meier, *Ueber den Abschluss von Staats-Verträgen*, figurent quelques citations en français intelligible pour les seuls archivistes paléographes. Il doit y avoir là une toute petite pointe de vanité; que nos voisins nous épargnent la honte d'avouer que nous ne pouvons les suivre sur ce terrain, et nous dispensent de ces textes d'aspect bariolé par les divers caractères des diverses langues.

Mais je ne veux pas finir sur cette légère critique, qui ne s'adresse pas spécialement à M. Perels. Son ouvrage ira se placer à côté de ceux qu'il a cités en langue originale; on le citera lui-même dans la sienne, et il apparaîtra alors comme supérieur par la clarté et l'esprit pratique de ses solutions. Il convient donc de féliciter et de remercier celui qui l'a écrit et celui qui nous l'a traduit.

J. C.

Almanach de Gotha. — Annuaire généalogique, diplomatique et statistique pour 1884. — 121^e année. — Gotha, Justus Perthes.

Cette publication, qui est arrivée à un âge respectable, n'est pas aussi connue qu'elle mérite de l'être. Beaucoup de personnes pensent qu'elle se borne à donner la généalogie des familles régnantes, de la haute aristocratie, ainsi que le Tableau du personnel gouvernemental et administratif des différents États. Elle donne cela, et il est utile qu'elle nous le donne, mais elle fournit beaucoup d'autres précieux renseignements sur la superficie, la population, les finances, l'armée, le commerce et les voies de communication de presque tous les pays du monde. Ce qui est relatif à la généalogie ne comprend pas le tiers du volume. Les renseignements sont puisés aux sources les plus

sûres et les plus récentes par des hommes qui ont un grand souci de l'exactitude. Il y a eu dans ces derniers temps des recensements en divers pays ; on en trouvera les résultats analysés dans ce volume que ceux qui s'intéressent aux affaires publiques consulteront souvent avec fruit.

Annuaire diplomatique et consulaire des États des Deux-Mondes. 1883. Gotha, Justus Perthes.

C'est un supplément à l'*Almanach de Gotha* qui a été inauguré depuis peu. Il comprend un tableau complet des relations diplomatiques consulaires, divisé en deux parties. La première donne le personnel diplomatique de chaque État : ainsi, sous le mot *Allemagne* qui commence la série, on trouve : 1° les noms de tous les chefs de mission entretenus par l'Allemagne à l'étranger ; 2° les noms des secrétaires et attachés. La deuxième partie indique le personnel diplomatique et consulaire étranger qui exerce ses fonctions dans chaque pays. Enfin, quatre cartes nous représentent les pavillons de tous les pays.

Le Gérant : FÉCHOZ.

ARCHIVES DIPLOMATIQUES

PREMIÈRE PARTIE

TRAITÉS, CONVENTIONS, PROTOCOLES.

AUTRICHE — SERBIE — TURQUIE — BULGARIE

Convention relative aux Chemins de fer. (9 mai 1883.)

Le Gouvernement de Sa Majesté l'empereur d'Autriche, roi de Bohême, etc., et roi apostolique de Hongrie, le Gouvernement de Sa Majesté le roi de Serbie, le Gouvernement de Sa Majesté Impériale le Sultan et le Gouvernement de Son Altesse le prince de Bulgarie, animés du désir de favoriser et de régler, par l'exécution des jonctions des voies ferrées prévues aux articles X, XXI et XXXVIII du Traité de Berlin, le trafic entre leurs territoires, ont résolu de conclure une convention et ont nommé à cette fin pour leurs plénipotentiaires, savoir... etc. :

ART. 1^{er}. — En exécution des dispositions arrêtées par les articles X, XXI et XXXVIII du Traité de Berlin, les parties contractantes s'engagent à faire construire et raccorder et à livrer à l'exploitation simultanément à la date du 15 octobre 1886 les lignes désignées dans les articles 2, 3, 4 et 5 ci-après, conformément aux dispositions de la présente convention.

ART. 2. — Le Gouvernement impérial et royal d'Autriche-Hongrie s'engage à faire construire et raccorder et à livrer à l'exploitation simultanément à la date susdite du 15 octobre 1886, une jonction de Budapest par Semlin jusqu'à la frontière hongroise-serbe à Belgrade.

ART. 3. — Le Gouvernement impérial ottoman s'engage à faire construire et raccorder et à livrer à l'exploitation simultanément à la date susdite du 15 octobre 1886 : 1° Le raccordement de la ligne déjà existante de Constantinople-Bellova à la ligne à construire de Nich par Sophia jusqu'à la frontière ottomane-bulgare ; 2° un embranchement qui se détachera, aux environs de Pristina, ou de tout autre point qui sera trouvé convenable par les autorités impériales ottomanes, du chemin de fer déjà existant Salonique-Mitrovitza, et qui sera conduit, suivant le tracé jugé le plus convenable d'un commun accord, jusqu'à la frontière ottomane-serbe, pour se joindre à la ligne serbe désignée au n° 3 de l'article 4 ci-après.

ART. 4. — Le Gouvernement royal de Serbie s'engage à faire construire et raccorder et à livrer à l'exploitation simultanément à la date susdite du 15 octobre 1886 : 1° La ligne de Belgrade à Nich, se raccordant près de Belgrade à la ligne de jonction hongroise ; 2° une ligne de raccordement de Nich à la frontière serbo-bulgare, *via* Pirot, vers Bellova dans la direction de Constantinople ; 3° une ligne de raccordement de Nich par Vranja à un point de la frontière serbo-ottomane à déterminer de commun accord, pour se joindre à la ligne ottomane désignée dans l'article 3 sous n° 2.

ART. 5. — Le Gouvernement princier de Bulgarie s'engage à faire construire et raccorder et à livrer à l'exploitation simultanément à la date susdite du 15 octobre 1886 un chemin de fer se raccordant à la ligne à construire par la Serbie de Nich *via* Pirot à la frontière bulgaro-serbe, et lequel ira de ladite frontière par Çaribrod et Sophia jusqu'à la frontière bulgaro-ottomane, pour se joindre à la ligne Constantinople-Bellova qui sera conduite jusqu'à ce point.

ART. 6. — Les Gouvernements voisins s'engagent à faire procéder, par une Commission spéciale, nommée par eux et envoyée sur les lieux, aux études techniques nécessaires pour fixer le point de la frontière où la jonction de leurs lignes respectives devra avoir lieu. Ces travaux préparatoires seront terminés et les points de jonction fixés par les Gouvernements respectifs, au plus tard avant l'expiration d'un an à partir du jour de l'échange des ratifications de la présente convention. De même les parties contractantes prennent l'engagement de fournir, dans le délai précité, la preuve qu'elles ont assuré selon leur convenance, soit

par une concession définitive, soit par l'adjudication des travaux, l'exécution jusqu'au 15 octobre 1886 des lignes à construire sur leurs territoires respectifs.

ART. 7. — Afin de simplifier autant que possible l'exercice du contrôle douanier et autre par rapport au trafic des voyageurs et des marchandises, les Gouvernements voisins se réservent d'établir, d'un commun accord, des stations communes de frontière et de relais, de manière à ce que les bureaux-frontière des pays avoisinants intéressés y soient réunis et que les organes desdits bureaux puissent fonctionner immédiatement l'un après l'autre. Dans le cas où des stations communes de frontières et de relais seraient établies, on est convenu que l'exploitation des lignes de jonction à partir de ces stations communes jusqu'à la frontière territoriale sera remise à l'administration, qui exploite la ligne de jonction située sur le territoire voisin. L'indemnité à payer par cette administration sera fixée d'un commun accord, mais ne devra dépasser le montant de 5 0/0 du capital employé à la construction.

ART. 8. — Les chemins de fer à construire en vertu de la présente convention devront être construits et exploités, pour autant que l'intérêt du trafic réciproque le demande, d'après des règles uniformes, notamment : 1° Ces chemins de fer auront, en conformité avec les lignes contiguës, la largeur de voie ordinaire, c'est-à-dire un intervalle de 1^m436 en lumière des rails. 2° Le matériel roulant devra être construit d'après des règles uniformes et de telle manière qu'il puisse librement circuler non seulement de la ligne du propre territoire sur celle du pays voisin, mais aussi sur les lignes de jonction des autres parties contractantes. 3° Le service des signaux à introduire sur les lignes en question sera conforme au système en vigueur sur les lignes de jonction austro-hongroises.

ART. 9. — Sur les chemins de fer à construire en vertu de la présente convention, aucune différence ne sera faite dans le même pays entre les sujets des parties contractantes, quant aux prix de transport et aux taxes publiques, comme aux temps et mode d'expédition. De même les marchandises importées de l'un des pays dans l'autre, soit pour y rester, soit pour y passer en transit, n'y seront, sous aucun des rapports susmentionnés, traitées moins favorablement que les marchandises indigènes.

ART. 10. — En ce qui concerne les tarifs pour le trafic des marchandises et autres objets de transport de tout genre sur les lignes à construire en vertu de la présente convention, on est convenu des dispositions suivantes : 1° Chacune des parties contractantes se réserve pleine liberté de fixer les tarifs du trafic local sur son propre territoire. Il est entendu qu'on ne pourra traiter comme trafic local, au sens des dispositions précédentes, le transport des marchandises et d'autres objets de toute sorte qui passent la frontière en rupture de charge. II° Les tarifs pour le trafic international seront fixés sur la base du principe de la nation la plus favorisée, ainsi qu'il suit : 1° La Sublime Porte s'engage à ne pas appliquer au trafic avec des pays tiers, ni directement ni indirectement, des taxes unitaires kilométriques moindres, ni autres facilités ni faveurs que celles qui sont appliquées aux mêmes articles dans le trafic avec l'Autriche-Hongrie. La Sublime Porte prend les mêmes engagements relativement à la Serbie et à la Bulgarie. Il est toutefois entendu que les dispositions précédentes seront applicables aux lignes de jonction ottomanes déjà existantes, en autant que des droits acquis en vertu de concessions antérieures ne s'y opposent. 2° La Bulgarie s'engage à ne pas appliquer au trafic avec des pays tiers, ni directement ni indirectement, des taxes unitaires kilométriques moindres, ni autres facilités ni faveurs que celles qui sont appliquées aux mêmes articles dans le trafic avec l'Autriche-Hongrie. La Bulgarie prend les mêmes engagements relativement à la Turquie et à la Serbie. 3° Conformément au principe de la réciprocité, la Turquie et la Bulgarie jouiront des mêmes avantages sur les lignes serbes. Ces avantages leur sont également garantis sur la ligne de jonction hongroise devant aboutir à Budapest, ainsi que sur les lignes qui relient aujourd'hui Budapest à Vienne, en tant que pour ces dernières des droits déjà existants, acquis en vertu de concessions, ne s'y opposent.

ART. 11. — Les administrations des chemins de fer à construire en vertu de la présente convention, introduiront des correspondances directes pour le transport des personnes et des marchandises entre leurs stations principales, y compris Constantinople et Salonique. Des correspondances directes seront de même établies entre lesdites stations principales, y compris Constantinople et Salonique d'une part, et Vienne et Budapest de

l'autre. Les administrations des chemins de fer intéressés seront tenues à s'entendre sur les arrangements nécessaires pour les règlements et les tarifs directs à appliquer au trafic international. Ces tarifs directs seront établis sur la base de taxes unitaires kilométriques égales. Il sera cependant tenu compte des rampes de 10 par 1,000 ou dépassant ce chiffre et des courbes d'un rayon de 600 mètres ou moindre, en fixant dès à présent que le nombre réel des kilomètres pourra être augmenté, suivant une échelle à concerter entre les administrations des chemins de fer intéressés, d'une quote-part qui, au maximum, ne pourra dépasser les 100 0/0. Ces tarifs directs et les autres arrangements concertés entre les administrations seront soumis par elles à l'approbation des Gouvernements respectifs.

ART. 12. — Les chemins de fer à construire en vertu de la présente convention ayant pour but d'établir non seulement une communication directe entre l'Autriche-Hongrie et la Serbie d'une part et la Turquie d'Europe et la Bulgarie de l'autre, mais encore la communication indirecte de ces derniers pays avec les autres États européens, les Gouvernements intéressés auront soin que les administrations de ces chemins de fer, en établissant d'un commun accord le service des trains, pourvoient à ce que les trains de voyageurs et de marchandises qui desserviront sur ces lignes le transit, reçoivent une correspondance directe et commode, tant entre eux-mêmes qu'avec les lignes contiguës. La Sublime Porte assurera, de plus, à ces trains une correspondance conforme également sur les lignes déjà existantes jusqu'à Constantinople et Salonique. Quant au nombre des trains de voyageurs en transit circulant de Vienne et Budapest jusqu'à Constantinople et Salonique, il est expressément stipulé qu'il y aura un train au moins par jour, allant dans chaque direction, pour le transport de la poste et des voyageurs, et ayant une vitesse de 35 kilomètres à l'heure, au minimum, y compris les haltes. Cette vitesse minimum peut, la première année à partir de la mise en exploitation, être réduite à 30 kilomètres à l'heure (haltes comprises).

ART. 13. — Les parties contractantes s'engagent à garantir la circulation sur les voies ferrées entre leurs territoires contre toute perturbation et entrave. En conséquence il ne sera admis sur le territoire de l'une des parties contractantes aucune exécution sur l'accessoire se trouvant sur ce territoire et appartenant à

un chemin de fer de l'autre partie contractante, en particulier sur le matériel fixe et roulant, ainsi que sur les restants en caisse et les créances qui résultent du trafic réciproque.

ART. 14. — Dans le trafic réciproque des chemins de fer à construire en vertu de la présente convention, des règlements sanitaires autant que possible uniformes seront appliqués à la désinfection des transports et des moyens de transport. Il en sera de même pour les autres mesures préventives contre les maladies d'infection d'hommes et d'animaux.

ART. 15. — Les autorités de surveillance des chemins de fer, ainsi que les directions de toutes les lignes de jonction pourront directement correspondre entre elles pour toutes les questions relatives à l'exploitation et au trafic.

ART. 16. — En ce qui concerne le détail des formalités à concerter par rapport à la révision douanière et à l'expédition des bagages des voyageurs, ainsi que des marchandises importées et exportées, les Gouvernements contractants se donnent mutuellement l'assurance qu'ils admettront sur les lignes à construire en vertu de la présente convention ainsi que sur celles qui y seront raccordées, dans l'intérêt du commerce, toute facilité et toute simplification compatibles avec les lois en vigueur dans leurs pays respectifs. Les parties contractantes faciliteront sur leurs territoires la circulation réciproque par chemin de fer, en établissant des raccordements directs entre les lignes au point de leur jonction et en faisant passer le matériel roulant d'une ligne sur l'autre. Les parties contractantes exempteront à la frontière où se trouvent les jonctions directes et où a lieu le passage du matériel roulant, les marchandises de la déclaration, du déchargement et de la révision à la frontière, ainsi que de la fermeture des colis, pourvu qu'elles entrent dans des wagons clos selon le règlement, qu'elles soient destinées à être conduites dans ces mêmes wagons à un endroit à l'intérieur du pays où se trouve un bureau de douane ou de finance autorisé à l'expédition, et qu'elles soient déclarées à l'entrée par la remise des listes de chargement et des lettres de voiture. Les marchandises qui, dans des wagons clos selon les règlements et sans être déchargés, passent en transit sur le territoire d'une des parties contractantes, en venant du territoire de l'autre ou y étant destinées, seront exemptées de la déclaration, du déchargement et de la révision,

ainsi que la fermeture des colis, tant à l'intérieur qu'aux frontières, pourvu qu'elles soient déclarées au transit par la remise des listes de chargement et des lettres de voiture. L'application de ces dispositions est cependant subordonnée à la condition que les administrations des chemins de fer intéressées répondent de l'arrivée des wagons, en temps opportun et avec fermeture intacte, au bureau d'expédition situé à l'intérieur du pays ou à celui de la sortie. Bien qu'en général les dispositions présentes ne trouvent pas d'application aux déchargements des marchandises, il reste d'ailleurs entendu que néanmoins, dans le cas où un pareil déchargement devient nécessaire par suite de la très grande distance entre les lieux de chargement et de déchargement, ces facilités pourront être étendues aux déchargements en question à la condition qu'ils aient lieu sous contrôle réglementaire. Les Gouvernements voisins auront à s'entendre ultérieurement, quant au règlement à établir pour le service des douanes aux stations frontières.

ART. 17. — Les administrations des postes et télégraphes des parties contractantes auront à s'entendre ultérieurement, quant au règlement à établir pour le service respectif sur les lignes des chemins de fer en question. Il est convenu toutefois, dès à présent, que les institutions postales et télégraphiques en vigueur sur les lignes déjà existantes et les mesures y relatives seront mises en harmonie avec les besoins d'une communication régulière des chemins de fer.

ART. 18. — Les Gouvernements contractants s'engagent à faciliter, tant que le permettra la sûreté publique, dans l'intérêt commun de la communication, et autant que possible, l'exercice de la police à la frontière.

ART. 19. — Chacune des parties contractantes se réserve le droit, sur son propre territoire, de contrôler l'exploitation des chemins de fer qui forment l'objet de la présente convention, afin qu'elle réponde, de tout temps, aux besoins du trafic international et aux stipulations arrêtées entre les Gouvernements respectifs.

ART. 20. — Dans le cas où l'une des parties contractantes, après l'expiration de la dixième année à partir du jour de l'échange des ratifications, demanderait la révision de la présente convention, les délégués des parties contractantes se réuniront à cet effet à Vienne sur la convocation du Gouvernement impérial

et royal. Il est entendu que les parties contractantes se réservent la faculté d'introduire, de tout temps et d'un commun accord, dans cette convention, toute modification dont l'utilité serait démontrée par l'expérience.

ART. 21. — La présente convention sera, s'il y a lieu, soumise aux Corps législatifs respectifs et entrera en vigueur aussitôt après l'échange des ratifications, qui aura lieu à Vienne, au plus tard le 1^{er} octobre 1883. En foi de quoi les plénipotentiaires ont signé la présente convention et l'ont revêtue du cachet de leurs armes.

Fait à Vienne, en quadruple expédition, le neuvième jour du mois de mai de l'an mil huit cent quatre-vingt-trois.

KALNOKY, m. p.	(L. S.)
SZÔGYÉNI, m. p.	»
M. M. BOGHITCHÉVITCH, m. p.	»
SADOULLAH, m. p.	»
NICOLAS S. STOITCHOFF, m. p.	»
C. STOILOFF, m. p.	»

FRANCE — TUNISIE

Traité du 12 mai 1881 (1).

Le Gouvernement de la République française et celui de Son Altesse le bey de Tunis, voulant empêcher à jamais le renouvellement des désordres qui se sont produits récemment sur les frontières des deux États et sur le littoral de la Tunisie, et désireux de resserrer leurs anciennes relations d'amitié et de bon voisinage, ont résolu de conclure une convention à cette fin, dans l'intérêt des deux hautes parties contractantes.

En conséquence, le Président de la République française a nommé pour son plénipotentiaire M. le général Bréart, qui est tombé d'accord avec S. A. le bey sur les stipulations suivantes :

ART. 1^{er}. Les traités de paix, d'amitié et de commerce et toutes autres conventions existant actuellement entre la Répu-

(1) Le Gouvernement a été autorisé à ratifier ce traité par une loi du 27 mai 1881, promulguée dans le *Journal officiel* du 28. V. l'exposé des motifs (*J. off.* du 20 mai), le rapport et la discussion à la Chambre (*J. off.* du 24 mai), le rapport et la discussion au Sénat (*J. off.* du 28 mai).

blique française et S. A. le bey de Tunis, sont expressément confirmés et renouvelés.

ART. 2. En vue de faciliter au Gouvernement de la République française l'accomplissement des mesures qu'il doit prendre pour atteindre le but que se proposent les hautes parties contractantes, S. A. le bey de Tunis consent à ce que l'autorité militaire française fasse occuper les points qu'elle jugera nécessaires pour assurer le rétablissement de l'ordre et la sécurité de la frontière et du littoral. Cette occupation cessera lorsque les autorités militaires française et tunisienne auront reconnu, d'un commun accord, que l'administration locale est en état de garantir le maintien de l'ordre.

ART. 3. Le Gouvernement de la République française prend l'engagement de prêter un constant appui à S. A. le bey de Tunis contre tout danger qui menacerait la personne ou la dynastie de Son Altesse ou qui compromettrait la tranquillité de ses États.

ART. 4. Le Gouvernement de la République française se porte garant de l'exécution des traités actuellement existants entre le Gouvernement de la Régence et les diverses puissances européennes.

ART. 5. Le Gouvernement de la République française sera représenté auprès de S. A. le bey de Tunis par un ministre résident qui veillera à l'exécution du présent acte et qui sera l'intermédiaire des rapports du Gouvernement français avec les autorités tunisiennes pour toutes les affaires communes aux deux pays.

ART. 6. Les agents diplomatiques et consulaires de la France en pays étrangers seront chargés de la protection des intérêts tunisiens et des nationaux de la Régence. En retour, S. A. le bey s'engage à ne conclure aucun acte ayant un caractère international sans en avoir donné connaissance au Gouvernement de la République française et sans s'être entendu préalablement avec lui.

ART. 7. Le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de S. A. le bey de Tunis se réservent de fixer, d'un commun accord, les bases d'une organisation financière de la Régence qui soit de nature à assurer le service de la dette publique et à garantir les droits des créanciers de la Tunisie.

ART. 8. Une contribution de guerre sera imposée aux tribus

insoumises de la frontière et du littoral. Une convention ultérieure en déterminera le chiffre et le mode de recouvrement, dont le Gouvernement de S. A. le bey se porte responsable.

ART. 9. Afin de protéger contre la contrebande des armes et des munitions de guerre les possessions algériennes de la République française, le Gouvernement de S. A. le bey de Tunis s'engage à prohiber toute introduction d'armes ou de munitions de guerre par l'île de Djerba, le port de Gabès ou les autres ports du sud de la Tunisie.

ART. 10. Le présent traité sera soumis à la ratification du Gouvernement de la République française et l'instrument de ratification sera remis à S. A. le bey de Tunis dans le plus bref délai possible.

Casr Saïd, le 12 mai 1881.

Signé : MOHAMMED ES SADOQ BEY.
Général BRÉART.

ITALIE — SUISSE

Convention pour l'assistance judiciaire réciproque (8 novembre 1882) (1).

ARTICLE 1^{er}. Les Suisses jouiront en Italie et les Italiens jouiront en Suisse du bénéfice de l'assistance judiciaire, comme les nationaux eux-mêmes, en se conformant aux lois qui sont ou seront en vigueur dans le pays où l'assistance sera réclamée.

ART. 2. Dans tous les cas, le certificat d'indigence devra être délivré, à l'étranger qui demande l'assistance, par les autorités de sa résidence habituelle.

Si l'étranger ne réside pas dans le pays où la demande est formée, le certificat d'indigence sera approuvé et légalisé gratuitement par l'agent diplomatique du pays où le certificat doit être produit.

Par contre, lorsque l'étranger réside dans le pays où la demande est formée, des renseignements pourront être pris auprès des autorités de la nation à laquelle il appartient.

ART. 3. Les Suisses admis en Italie et les Italiens admis en Suisse au bénéfice de l'assistance judiciaire y seront dispensés de

(1) Les ratifications ont été échangées à Berne, le 14 avril 1883.

plein droit de tout cautionnement ou dépôt qui, sous quelque dénomination que ce soit, peut, en vertu de la législation en vigueur dans le pays où l'action sera introduite, être exigé des étrangers plaidant contre les nationaux.

ART. 4. La présente convention restera en vigueur pendant cinq années.

Dans le cas où aucune des deux hautes parties contractantes n'aurait notifié, une année avant l'expiration de ce terme, son intention d'en faire cesser les effets, la convention continuera à demeurer en force jusqu'à l'expiration d'une année, à compter du jour où l'une des parties l'aura dénoncée.

ART. 5. La présente convention sera soumise à la ratification des autorités compétentes.

Elle entrera en vigueur le jour où les ratifications en seront échangées ; cet échange des ratifications aura lieu à Berne, aussitôt que faire se pourra.

En foi de quoi, les plénipotentiaires respectifs ont signé la présente convention et y ont apposé leurs sceaux.

Fait à Berne, le huit novembre mil huit cent quatre-vingt-deux (8 novembre 1882).

(L. S.) (Signé) L. RUCHONNET.

(L. S.) (Signé) FÈ.

AUTRICHE-HONGRIE — SUISSE

Convention dans le but d'empêcher la propagation des épizooties pour le commerce du bétail (31 mars 1883) (1).

ARTICLE 1^{er}. Lorsque la peste bovine ou la péripneumonie contagieuse aura éclaté dans le territoire de l'une des deux Parties contractantes, celle-ci avisera directement, par voie télégraphique, l'autre Partie de l'apparition et de l'extension de la maladie.

Lorsque la peste bovine ou la péripneumonie contagieuse aura été constatée dans une localité située à moins de 75 kilomètres de la frontière, les autorités du district dont il s'agit en informeront de suite les autorités compétentes du pays voisin.

Une enquête minutieuse sera faite sur les voies d'introduction

(1) Les ratifications ont été échangées à Berne, le 25 juin 1883.

et de propagation de la peste bovine et de la péripneumonie contagieuse, et le résultat en sera communiqué sans retard aux autorités du pays qui peut être menacé de l'introduction de l'épizootie.

Les autorités compétentes prendront, dans tous les cas, les mesures nécessaires pour empêcher le commerce des animaux atteints d'une maladie contagieuse quelconque ou suspects d'être atteints d'une telle maladie.

Chacune des Parties contractantes fera paraître dans son organe officiel un bulletin sur l'état des épizooties et sur les mesures prises pour en empêcher l'extension, ainsi que sur la modification ou l'abolition de ces mesures. Le bulletin devra paraître au moins une fois par mois ; et, en cas d'extension considérable et persistante des épizooties, au moins deux fois par mois.

ART. 2. Quand la peste bovine ou une autre maladie contagieuse d'animaux aura éclaté dans le territoire d'une des Parties contractantes, le commerce des animaux menacés par l'épizootie, ainsi que celui des objets suspects de propager la contagion, provenant des contrées non infectées à destination du territoire de l'autre Partie contractante, ne sera pas soumis à d'autres restrictions que celles auxquelles est soumis dans le pays même, en application des dispositions et prescriptions des lois de police vétérinaire en vigueur, suivant l'extension prise par la maladie et son degré d'intensité, le commerce desdits animaux et objets venant des contrées non infectées. L'entrée de ces animaux et de ces objets ne peut cependant avoir lieu que par des stations spécialement désignées, sur la présentation d'un certificat d'origine et sous la réserve qu'ils n'aient pas transité à travers des contrées infectées (à moins qu'il ne s'agisse de transports directs et sans arrêt en chemins de fer), et qu'ils aient été visités à la frontière par un vétérinaire.

Les vétérinaires compétents chargés de procéder à cette visite, sont autorisés à faire abattre le bétail trouvé malade de la peste bovine ou de la péripneumonie contagieuse. Les cadavres des animaux atteints de la peste bovine doivent être enfouis sans être dépouillés. Les animaux suspects de porter le germe de la peste bovine ou de la péripneumonie contagieuse seront refoulés, et avis immédiat donné aux autorités de l'autre pays, qui pren-

dront les mesures de précaution nécessaires. Si la peste bovine était répandue à proximité de la frontière, l'entrée des ruminants peut être interdite.

Les animaux trouvés atteints d'autres maladies contagieuses ou suspects, d'après des indices certains, de porter en eux le germe d'une telle maladie, ainsi que ceux pourvus de certificats d'origine et de santé non réguliers, peuvent être refoulés ou soumis à une quarantaine dont la durée sera fixée selon la nature de la maladie dont ils sont soupçonnés être atteints.

Les certificats d'origine et de santé doivent attester qu'il ne règne aucune épizootie dans la localité d'où proviennent les animaux et sur une étendue de 30 kilomètres à la ronde. La validité des certificats est fixée à huit jours. Quand cette durée expire pendant le transport direct, les animaux devront, pour que le certificat soit valable pour une nouvelle durée de huit jours, être soumis à une visite vétérinaire et être trouvés entièrement sains, ce qui sera attesté sur le certificat.

Les Gouvernements des Parties contractantes se communiqueront réciproquement par qui et dans quelle forme les certificats d'origine et de santé doivent être délivrés.

En tout cas, il demeure entendu que les certificats de santé doivent être visés par un vétérinaire patenté.

ART. 3. Les wagons de chemin de fer qui ont servi au transport des chevaux, des mulets, des ânes, du bétail de race bovine, des chèvres, des moutons, des porcs ou des peaux fraîches, doivent, avant d'être utilisés à nouveau, être soumis à un procédé de nettoyage (désinfection) de nature à détruire entièrement les germes de contagion qui peuvent s'y être attachés.

Les rampes et quais d'embarquement seront lavés après chaque chargement.

Il sera reconnu par les deux Parties contractantes que la désinfection des wagons, opérée en toute règle dans le territoire de l'une des deux Parties, est aussi valable pour l'autre Partie.

Les Gouvernements des deux pays s'entendront au sujet des conditions et formalités à remplir pour reconnaître ces désinfections.

ART. 4. L'entrée des animaux amenés pour la pâture du terri-

toire de l'une des Parties contractantes dans le territoire de l'autre, est permise aux conditions suivantes :

- a. Les propriétaires des troupeaux présenteront au passage de la frontière, pour être vérifié, un état des animaux qu'ils veulent introduire au pâturage, avec mention du nombre des pièces et de leurs marques extérieures les plus caractéristiques.
- b. Le retour des animaux dans le territoire d'origine ne sera autorisé qu'après que leur identité aura été constatée.

Si toutefois, pendant l'époque de la pâture, il éclatait soit dans une partie des troupeaux, soit dans une localité éloignée de moins de 20 kilomètres du pâturage, soit sur la route par laquelle doit s'effectuer le retour du troupeau à la station frontière, une maladie contagieuse présentant un danger pour le bétail en question, le retour des animaux sur le territoire de l'autre État sera interdit, sauf dans les cas d'urgence, tels que manque de fourrage, intempéries, etc. Dans ces derniers cas, le retour des des pièces de bétail non encore atteintes par l'épizootie ne pourra avoir lieu que lorsque les mesures de sûreté que les Parties contractantes seront convenues d'appliquer pour empêcher l'extension de l'épizootie, auront été observées.

ART. 5. Les habitants des localités qui ne sont pas situées à plus de 5 kilomètres de la frontière peuvent à toute heure passer la frontière dans les deux sens avec leur propre bétail, attelé à la charrue ou à des voitures, mais cette facilité ne leur est accordée que pour les travaux agricoles ou pour l'exercice de leur profession.

Ils doivent à cet égard observer les prescriptions suivantes :

- a. Tout attelage qui passe la frontière pour des travaux d'agriculture ou pour l'exercice d'une profession, doit être pourvu d'un certificat de l'autorité de la commune où se trouve l'étable des animaux. Ce certificat doit porter le nom du propriétaire ou du conducteur de l'attelage, la description des animaux et l'indication du territoire-frontière (en kilomètres) dans les limites duquel l'attelage doit travailler.
- b. Il doit être exigé en outre, tant à la sortie qu'au retour, un certificat de l'autorité de la commune-frontière d'où provient l'attelage et, en cas de transit par le territoire d'une

autre commune, une attestation de cette dernière portant que la commune dont il s'agit est exempte de toute épidémie et que sur une étendue de vingt kilomètres à la ronde il n'existe ni peste bovine ni péripleumonie contagieuse. Ce certificat doit être renouvelé tous les huit jours.

ART. 6. La présente convention doit entrer en vigueur à partir du premier juillet de l'année courante et restera exécutoire pendant cinq années. Pour le cas où, douze mois avant l'expiration de cette période, aucune des Parties contractantes n'aurait notifié à l'autre son intention d'en faire cesser les effets, elle restera en vigueur jusqu'à l'expiration d'une année à partir du jour où l'une ou l'autre des deux Parties contractantes l'aura dénoncée.

ART. 7. Les ratifications de la présente convention seront échangées à Berne aussitôt que possible, au plus tard le 30 juin 1883.

En foi de quoi les plénipotentiaires des deux États ont signé la convention en deux exemplaires et y ont apposé le sceau de leurs armes.

Ainsi fait à Berne, le trente et un mars 1883.

(L. S.) (Sig.) DROZ.

(L. S.) (Sig.) OTTENFELS.

FRANCE — SUISSE

Convention pour l'assistance gratuite des malades et indigents respectifs. (27 septembre 1882) (1).

Article 1^{er}. Chacun des deux Gouvernements contractants s'engage à pourvoir à ce que, sur son territoire, les enfants abandonnés et les aliénés indigents de l'autre État soient assistés et traités à l'égal de ses propres ressortissants jusqu'à ce que leur rapatriement puisse s'effectuer sans danger.

Art. 2. Le remboursement des frais résultant de ces secours et de ces soins, ainsi que des rapatriements jusqu'à la frontière et de l'inhumation des personnes secourues, ne pourra être réclamé des caisses de l'État ou des communes ou des autres caisses publiques de l'État auxquelles ces personnes appartiennent.

Art. 3. Si la personne secourue ou d'autres personnes tenues vis-à-

(1) Les ratifications ont été échangées le 26 juillet 1883 et la convention est promulguée dans le *Journal officiel* du 4 août.

vis d'elle à la dette alimentaire sont en état de supporter les frais en question, le droit de leur en réclamer le remboursement est dûment réservé, et chacun des deux gouvernements contractants s'engage, sur une demande faite par la voie diplomatique, à prêter à l'autre gouvernement l'appui compatible avec la législation du pays, en vue du remboursement dont il s'agit.

Art. 4. La présente convention demeurera en vigueur jusqu'à l'expiration d'une année, à partir de la dénonciation qui sera faite par l'un des gouvernements contractants.

Art. 5. La présente convention sera ratifiée, les ratifications en seront échangées à Paris, et la convention entrera en vigueur trois mois après l'échange des ratifications.

En foi de quoi, les plénipotentiaires respectifs l'ont signée et y ont apposé leurs cachets.

Fait à Paris, le 27 septembre 1882.

(L. S.) Signé : E. DUCLERC.

(L. S.) — KERN.

BELGIQUE — PAYS-BAS

Déclaration pour l'établissement d'une ligne télégraphique internationale destinée au service de l'annonce des crues de la Meuse et à celui de la navigation sur le canal de Liège à Maëstricht et de Maëstricht à Bois-le-Duc.

(10 août 1882.)

ARTICLE UNIQUE. Le procès-verbal de la conférence tenue à Maëstricht, le 22 novembre 1881, entre les représentants de l'administration belge et de l'administration néerlandaise est approuvé sous la réserve, en ce qui concerne les Pays-Bas, que les fonds nécessaires soient votés par les États généraux. Il sera considéré comme inséré mot à mot dans la présente déclaration.

PROCÈS-VERBAL de la conférence tenue à Maëstricht le 22 novembre 1881 entre les représentants de l'administration néerlandaise et de l'administration belge.

I. ÉTABLISSEMENT DE LA LIGNE INTERNATIONALE PROJETÉE.

La ligne internationale projetée partira du bureau télégraphique de l'écluse de la Petite-Naye ; elle sera établie le long du canal, tant

sur le territoire néerlandais que sur le territoire belge, et elle aboutira au bureau télégraphique du pont de Smeermaas.

La longueur de la ligne internationale sera, en nombre rond, de	8 ^k 720 ^m
Du bureau de la Petite-Naye à la frontière, en amont de Maëstricht	485 ^m
De la frontière en amont de Maëstricht à la frontière en aval de cette ville, soit un développement total de fil sur le territoire néerlandais	8 ^k 120 ^m
De la frontière en aval de Maëstricht jusqu'au bureau télégraphique du pont de Smermaas	115 ^m
Total	8 ^k 720 ^m

Les hautes parties contractantes ayant un intérêt identique à la réalisation du projet, tant au point de vue de l'annonce des crues que sous le rapport du service des canaux, prennent à leur charge les frais d'établissement et d'entretien de la ligne, chacune sur son territoire, ainsi que de l'aménagement des postes établis ou à établir sur leurs territoires respectifs.

La ligne télégraphique internationale comportera deux fils formant l'un, la jonction entre les fils-omnibus établis le long des deux canaux précités, et l'autre, la jonction entre les deux fils semi-directs.

Le fil semi-direct entre Liège et Maëstricht destiné spécialement à l'annonce rapide des crues, mettra en communication la direction des ponts et chaussées de Liège avec la direction de Waterstant à Maëstricht, et ne comportera que deux bureaux intermédiaires, celui de l'écluse de garde à la fonderie des canons à Liège et celui de Haccourt.

L'Administration belge se réserve le droit d'établir entre le bureau de Haccourt et celui du port de Smeermaas un ou plusieurs fils directs empruntant la ligne internationale. Les parties de ces fils situées sur le territoire néerlandais seront placées et entretenues par les soins de l'administration néerlandaise, mais aux frais exclusifs de l'Administration belge.

Les frais d'établissement de ces fils et les frais de leur entretien seront soldés sur la présentation des états dressés par l'Administration des lignes télégraphiques néerlandaises.

L'Administration néerlandaise, à son tour, se réserve le droit d'établir pour son usage exclusif un ou plusieurs fils le long de la partie belge du canal de Maëstricht, à Bois-le-Duc.

Les parties de ces fils situées sur le territoire belge seront placées et entretenues par les soins de l'administration belge, mais aux frais exclusifs de l'Administration néerlandaise.

Les frais d'établissement de ces fils et leurs frais d'entretien seront

soldés sur la présentation des états dressés par l'Administration des lignes télégraphiques belges.

II. USAGE DE LA LIGNE INTERNATIONALE PROJETÉE.

La ligne internationale projetée sera mise en service dans le plus bref délai possible, à dater de l'approbation du présent procès-verbal.

Il sera fait exclusivement usage, pour le service de cette ligne, de l'appareil Morse à courant intermittent et des signaux qui s'y rapportent.

Les expéditeurs emploieront à leur choix la langue néerlandaise ou française.

Les dépêches à échanger par la ligne internationale entre les deux administrations des canaux belges et néerlandais, devront être exclusivement relatives au service de l'annonce des crues et du régime de la Meuse et des canaux internationaux.

Celles de ces dépêches qui se rapportent spécialement aux crues et au régime de la Meuse, pourront être transmises ou reçues par les ingénieurs, conducteurs ou agents de la navigation des deux pays.

Les ingénieurs et les conducteurs auront seuls la faculté d'échanger entre eux des dépêches concernant d'autres parties de service.

L'Administration néerlandaise et l'Administration belge des lignes télégraphiques se réservent respectivement le contrôle de la ligne internationale projetée chacune sur son territoire.

L'Administration néerlandaise et l'Administration belge ne comptent prélever aucune taxe sur les dépêches internationales échangées pour les besoins des services des canaux et de la Meuse ; elles se réservent cependant le droit ultérieur de taxer à l'effet de prévenir les abus.

III. DISPOSITIONS DIVERSES.

Dans le cas où l'une ou l'autre des hautes parties contractantes voudrait apporter quelques modifications aux dispositions ci-dessus énoncées, elle serait tenue de notifier ses intentions à l'autre partie un an au moins à l'avance.

Les dispositions qui précèdent seront respectivement soumises par les commissaires belges et néerlandais aux Administrations auxquelles ils ressortissent.

Elles ne deviendront définitives qu'après avoir été approuvées de part et d'autre.

DEUXIÈME PARTIE

CORRESPONDANCES, DÉPÊCHES, NOTES

SUISSE

Circulaire du Conseil fédéral relative à la protection internationale de la propriété littéraire et artistique.

« Berne, le 3 décembre 1883.

« EXCELLENCE,

« La protection des droits des auteurs d'œuvres de littérature et d'art (propriété littéraire et artistique) tend à devenir de plus en plus l'objet de conventions internationales. Il est, en effet, dans la nature des choses que l'œuvre du génie de l'homme, une fois qu'elle a vu le jour, ne puisse plus être restreinte à un seul pays et à une seule nationalité ; si elle a quelque valeur, elle ne tarde pas à se répandre dans tous les pays sous des formes qui peuvent varier plus ou moins, mais qui laissent néanmoins subsister dans son essence et dans ses principales manifestations la pensée créatrice. Voilà pourquoi, après que tous les États civilisés ont reconnu et garanti par leurs législations intérieures le droit de l'écrivain et de l'artiste sur son œuvre, le besoin impérieux s'est montré de protéger aussi le droit dans les relations internationales qui vont tous les jours se multipliant et grandissant. C'est à ce besoin que l'on s'est efforcé de répondre par les nombreuses conventions conclues dans les dernières années entre les principaux États.

« Mais quels que soient les avantages que ces conventions présentent, il faut reconnaître qu'elles sont loin de protéger d'une manière uniforme, efficace et complète, les droits d'auteur. Cette insuffisance tient, sans contredit, à la diversité des législations nationales, dont le régime conventionnel a dû nécessairement tenir compte.

« Les inégalités et même les grandes lacunes qu'offre le droit international actuel ne pouvaient manquer d'affecter vivement les intéressés, auteurs, éditeurs et autres ayants droit. Aussi voyons-nous se produire de leur part les plus grands efforts pour aboutir, d'un côté, à la reconnaissance universelle des droits d'auteur sans distinction de nationalité, et, de l'autre, à l'uniformité désirable dans les principes qui régissent la matière.

« C'est en grande partie pour réaliser ce but qu'a été fondée, en 1876, l'*Association littéraire internationale*, qui compte dans son sein des représentants éminents d'un grand nombre de pays et qui, dès cette époque, a tenu chaque année un Congrès général dans diverses capitales de l'Europe.

« Sur l'initiative de cette Association, une conférence de délégués s'est réunie à Berne au mois de septembre dernier, afin de discuter les bases d'une Union générale pour la protection des droits d'auteur. Elle a élaboré à cet effet un projet de convention destiné à être soumis à l'appréciation bienveillante des gouvernements de tous les pays civilisés, et elle a demandé au Conseil Fédéral Suisse de bien vouloir le leur transmettre en leur proposant la réunion d'une Conférence diplomatique chargée de l'examiner.

« En considération de l'utilité et de la grandeur de l'œuvre poursuivie, qui répond à un sentiment de justice universellement admis, le Conseil Fédéral Suisse n'a pas hésité à accepter la mission dont il s'agit. Il s'en acquitte aujourd'hui en vous transmettant les procès-verbaux de la *Conférence littéraire internationale* de Berne, procès-verbaux qui renferment, page 19, le projet de convention que la Conférence désirerait voir adopter par tous les États (1).

« Le Conseil Fédéral n'a point dissimulé aux initiateurs de ce projet qu'il voyait des difficultés à sa réalisation immédiate dans toute son étendue. En effet, les conventions récemment conclues ou en vigueur depuis un certain nombre d'années sont plus ou moins en contradiction avec telle ou telle partie des dispositions de ce projet, et il ne faut pas s'attendre à ce que ces conventions puissent facilement être modifiées avant leur échéance.

« Mais, d'autre part, ce serait certainement un grand gain que d'aboutir dès maintenant à une entente générale par laquelle se trouverait proclamé le principe supérieur, et, pour ainsi dire, de

(1) Voir ce projet dans les *Archives* 1883, IV, 121.

droit naturel: *Que l'auteur d'une œuvre littéraire ou artistique, quels que soient sa nationalité et le lieu de reproduction, doit être protégé partout à l'égal des ressortissants de chaque nation.*

« Ce principe fondamental, qui ne heurte aucune convention existante, une fois admis et l'Union générale constituée sur cette base, il est hors de doute que, sous l'influence de l'échange de vues qui s'établirait entre les États de l'Union, les différences les plus choquantes qui existent dans le droit international s'effaceraient successivement pour faire place à un régime plus uniforme et conséquemment plus sûr pour les auteurs et les ayants droit.

« C'est dans ce sens que le Conseil Fédéral Suisse croit pouvoir appuyer auprès des gouvernements de tous les pays la demande de l'*Association littéraire internationale*. Si, comme il l'espère, cette initiative est favorablement accueillie, il se fera un honneur et un plaisir de les inviter à se faire représenter, dans le courant de l'année prochaine, à une Conférence diplomatique qui examinera quelles sont les dispositions communes que l'état, soit de la législation intérieure de chaque pays, soit du droit international, permet actuellement d'adopter.

« Le Conseil Fédéral espère que votre Gouvernement voudra bien lui faire part de ses vues à ce sujet, et il saisit cette occasion pour renouveler à Votre Excellence les assurances de sa haute considération.

« Au nom du Conseil Fédéral Suisse :

« *Le Président de la Confédération,*

« L. RUCHONNET. »

AFFAIRES DE TUNISIE (1)

AVRIL-MAI 1881

M. Barthélemy Saint-Hilaire, ministre des Affaires étrangères, à M. Tissot, ambassadeur de la République française à Constantinople.

Paris, 18 avril 1881.

Vous avez appris, par mon télégramme du 13 avril, que l'Ambassadeur ottoman, à la suite d'instructions de son Gou-

(1) V. *Archives* 1883, T. IV, p. 45, 147, et 303.

vernement, était venu m'entretenir des affaires de la Tunisie. J'ai dû me refuser à toute conversation officielle avec lui sur ces affaires, de peur de soulever un débat qui me paraissait aussi inopportun que stérile. Nos traités, en effet, et tous nos actes depuis près de deux siècles ont suffisamment montré qu'à nos yeux le Bey est un prince indépendant, ne relevant qu'au point de vue religieux du chef de l'Islam. La Turquie, au contraire, a mis une certaine affectation depuis les dernières années à revendiquer de temps à autre ses droits de suzeraineté sur Tunis et à exploiter au profit de cette prétention purement théorique la confusion qui s'établit trop facilement, aux yeux des populations musulmanes, entre les attributs du pouvoir spirituel et les prérogatives d'ordre temporel.

Je ne crois pas inutile, dans la circonstance présente, de revenir avec vous sur l'intérêt que nous attachons à ce que notre point de vue soit bien établi, et de démontrer, par une étude des précédents historiques, qu'il est conforme à la fois aux données qui résultent de faits incontestables et aux traditions constantes suivies par la France, à toutes les époques et sous tous les régimes.

La domination ottomane, implantée par la conquête au XVI^e siècle sur les côtes de l'Afrique septentrionale, a été de courte durée dans cette région. Elle n'a constitué en définitive qu'un accident passager, qui ne pouvait produire de conséquences juridiques devant survivre aux conséquences matérielles qui l'avaient amené. Au bout de quelques années, l'autorité des Sultans de Constantinople dans les pays barbaresques s'affaiblissait, puis disparaissait tout à fait ; les populations étaient livrées à l'anarchie, et bientôt s'élevaient sur différents points des souverainetés particulières qu'aucun lien, si ce n'est la communauté de la foi religieuse, ne rattachait à l'Empire turc. Tel était l'état des choses, lorsqu'en 1705 le premier représentant de la dynastie actuelle des Beys de Tunis est monté sur le trône. Hussein-Bey était un soldat de fortune qui profita des troubles intérieurs pour se faire proclamer maître de la Tunisie ; il dut son élévation à son courage, à son influence personnelle et nullement à l'appui du Grand Seigneur. Ses droits passèrent à ses héritiers et ne furent pas contestés. Depuis lors, l'indépendance des Beys de Tunis s'est affirmée par la possession non

interrompue du trône, par la conclusion de traités avec presque toutes les Puissances de l'Europe, par le refus de la Porte de recevoir aucune réclamation relative aux pillages des corsaires tunisiens. Le roi Louis XV en 1742, la Convention nationale à la date du 6 prairial an III, le Gouvernement de la Restauration en 1824, celui de Juillet en 1830 et en 1832, l'Empereur Napoléon III en 1861, traitèrent avec les Beys de Tunis comme avec des princes exerçant le pouvoir souverain dans sa plénitude. De leur côté, les Beys ont promulgué, sans recourir à aucune sanction supérieure, la *loi organique* (bouyourouldi) de leur *Royaume* ; Mohammed-Bey en eut l'initiative, et lorsque son frère le Bey actuel lui succéda, « en conformité », selon ses propres expressions, « de la loi de succession en usage dans le Royaume, » il publia de nouveau cet acte fondamental qui suppose à lui seul le complet exercice des droits les plus larges de la Souveraineté.

Lorsque différentes Puissances ont eu à se plaindre des Beys de Tunis, la rupture des rapports diplomatiques avec ces Princes, de la part de Gouvernements dont les relations restaient cordiales avec la Porte Ottomane, a encore montré que les Beys étaient considérés comme seuls responsables de leurs actes, et par conséquent comme indépendants. En 1819, à la suite du congrès d'Aix-la-Chapelle (protocole du 18 novembre 1818), les Puissances européennes adressaient aux États barbaresques un *ultimatum* qui fut remis le 27 septembre au Bey de Tunis par les Commandants des divisions navales française et anglaise. Cet *ultimatum* exigeait la suppression immédiate de la piraterie, à peine de voir se former « une ligue générale » contre les États qui s'y livraient, ligue qui pourrait « mettre en danger leur existence même. » L'importance d'une démarche aussi solennelle faite au nom de l'Europe entière ne peut échapper à personne. Si la Turquie en fut amicalement avertie, ce fut par un sentiment de courtoisie, qui n'impliquait nullement la reconnaissance de prétentions à la souveraineté territoriale. La pensée même d'une reconnaissance semblable était au contraire exclue par les mesures exceptionnelles qui venaient d'être décrétées, préalablement à toute entente avec le Sultan.

C'est en se plaçant à ce même point de vue de l'indépendance complète et de la responsabilité du Bey, que les Rois de Sar-

daigne et des Deux-Siciles conclurent le 28 mars 1833 un traité d'alliance contre les États barbaresques et notamment contre Tunis.

Je crois superflu d'entrer ici dans le détail des relations de chaque jour que la possession de l'Algérie nous a amenés à entretenir depuis un demi-siècle avec le Gouvernement Tunisien. Jamais la Porte n'est intervenue dans ces relations; et nous n'avons pas cessé d'agir conformément à nos propres précédents et à ceux des autres nations, en traitant directement avec le Bey les questions qui nous intéressaient.

Il convient, d'un autre côté, de mettre en regard de ces faits ceux qui, depuis un certain nombre d'années, ont montré le désir de la Porte Ottomane d'étendre comme au XVI^e siècle son pouvoir sur les Pays barbaresques, et de rappeler que, si ses efforts ont été couronnés de succès à Tripoli et dans la Cyrénaïque, ils sont demeurés impuissants partout ailleurs.

On sait qu'à l'époque de l'occupation d'Alger par nos troupes, le Sultan crut devoir protester contre cette prise de possession. Mais sa protestation fut écartée par le Gouvernement Français, qui ne pouvait admettre une ingérence fondée sur des droits depuis longtemps périmés. A cette occasion Lord Aberdeen, Ministre des Affaires étrangères de la Grande-Bretagne, rappelant, dans une dépêche du 23 mars 1831, les prétentions ottomanes auxquelles il avait prêté son appui, constatait lui-même que « beaucoup d'États de l'Europe.... avaient depuis longtemps l'habitude de traiter les Régences comme des Puissances indépendantes ». C'était ôter par avance toute force à l'argumentation contraire. La France considéra donc les réclamations Ottomanes comme venant d'un souverain musulman ami d'un autre prince de même religion, mais non comme émanées d'une Puissance atteinte elle-même dans ses possessions territoriales. Le Dey d'Alger dut seul répondre de la querelle qu'il avait suscitée.

L'état d'indépendance des Princes du Maroc est resté un fait invariable jusqu'à ce jour.

A Tripoli, au contraire, la Turquie est arrivée au but de son ambition et elle a réussi à établir effectivement son pouvoir. Mais il importe de rappeler dans quelle circonstance ce fait spécial s'est accompli. Au mois d'avril 1835, la Tripolitaine était déchirée par des troubles intérieurs si graves que notre Consul géné-

ral écrivait : « L'état déplorable où se trouve cette Régence ne saurait avoir un terme sans l'intervention armée de la Porte, ou de toute autre Puissance. » Ce fut la Porte qui intervint. Au mois de mai de la même année, une division turque se présenta devant Tripoli et occupa sans résistance la ville et les forts. Sidi-Ali, qui régnait nominalemeut, fut déposé, et un fonctionnaire Ottoman le remplaça avec le titre provisoire de kaïmakan. Tout le littoral fut bientôt occupé militairement à peu près sans résistance. Nous n'avons pas contesté l'effet de ces mesures ; et en reconnaissant les faits accomplis, nous avons réservé un seul point : « Puisque la Porte entend se substituer aux droits des Deys de Tripoli, écrivait le Duc de Broglie au Consul général de France à Tripoli, le 1^{er} octobre 1835, il est juste qu'elle hérite aussi des obligations que les traités et l'usage imposaient à ceux-ci. Elle est bien avertie que sous ce rapport nous ne nous départirons d'aucun de nos privilèges. » C'est en effet à la Porte que nous avons adressé depuis lors toutes nos réclamations relatives à la Tripolitaine ; et elle les a accueillies comme se rapportant à une province faisant partie intégrante de l'Empire Ottoman. En réalité, aucune différence dans le régime gouvernemental ou administratif n'a distingué depuis cette époque les vilayets de Tripoli et de Benghazi des autres possessions directes de la Turquie. Les gouverneurs ont été régulièrement nommés par le Sultan et sont demeurés, comme tous les autres fonctionnaires de l'Empire, révocables à son gré. Les Puissances européennes, de leur côté, ont sanctionné, par des témoignages réitérés de leur assentiment, le nouvel état de choses. Elles ont même consenti d'un commun accord, il y a quelques années, à renoncer pour leurs nationaux aux privilèges particuliers fondés sur la tolérance des Deys de Tripoli, qui, dans les anciens États de ces Princes, avaient considérablement élargi le système des capitulations. Les Puissances ont ainsi expressément facilité l'uniformité complète que la Porte désirait instituer entre sa nouvelle province de Tripoli et le reste de l'Empire.

En Tunisie, rien de semblable n'a eu lieu. Dans ce pays comme à Tripoli, le Gouvernement Ottoman avait compris de bonne heure qu'une occupation militaire et un bouleversement complet de l'ordre de choses établi pourraient seuls assurer au Sultan la possession de la souveraineté qu'il ambitionnait. A cet effet « une escadre turque », écrit M. Guizot dans ses *Mémoires* à propos de

la politique suivie pendant le règne de Louis-Philippe, « sortait presque chaque année de la mer de Marmara pour aller faire sur la côte tunisienne une démonstration plus ou moins menaçante..... Mais nous voulions le maintien du *statu quo*, et chaque fois qu'une escadre turque approchait ou menaçait d'approcher de Tunis, nos vaisseaux se portaient vers cette côte avec ordre de protéger le Bey contre toute entreprise des Turcs. » Cependant la Porte faisait en même temps des démarches d'un caractère moins directement agressif. En 1845, un chambellan du Sultan arriva à Tunis sur une frégate, porteur d'un firman impérial par lequel l'investiture à vie était accordée au Bey. Celui-ci communiqua ce firman au Consul général de France, et répondit à Constantinople en protestant de son amitié pour la Porte, mais en ne dissimulant pas sa surprise de ce que le Gouvernement Ottoman eût cru devoir lui conférer un droit qu'il exerçait librement depuis tant d'années et qu'il tenait de ses pères. Rien n'était donc changé au *statu quo*.

En 1864, la même tentative fut renouvelée ; mais les efforts de notre diplomatie la firent échouer. Une conversation que le Marquis de Moustier eut à la même époque avec Ali-Pacha, et dont il rendit compte à M. Drouyn de Lhuys le 7 décembre 1864, montre nettement quelles étaient les intentions du Gouvernement Français et par quelles déclarations la Porte consentait à se lier envers nous. « La politique de la France à l'égard de Tunis, disait notre Ambassadeur, est très simple ; nous ne voulons pas y avoir la Porte pour voisine ; avec ses voisins, on se querelle....., ne nous créez pas d'intérêt à la dissolution de l'Empire Ottoman. » Ali-Pacha répondit : « Comme vous, je suis convaincu de la nécessité de ne pas créer à la Turquie des points de contact avec la France... Si la Tunisie n'existait pas dans ses conditions actuelles entre l'Algérie et la Régence de Tripoli, nous chercherions à la créer. Je vous répète que nous ne voulons rien modifier à l'état de choses existant. » A la suite de ces pourparlers, le firman projeté fut remplacé par une simple lettre vizirienne adressée au Bey ; en même temps, dans une communication officielle remise par Ali-Pacha à notre ambassadeur, sous la date du 24 décembre 1864, la déclaration suivante était insérée : « La Sublime Porte constate avec le plus grand plaisir que sa ferme intention de maintenir intact le *statu quo* de la Régence de Tunis est hautement appréciée par le Gouvernement de S. M. l'Empereur des Français. »

En 1871, pendant que les embarras de notre situation en Europe nous empêchaient de suivre aussi exactement qu'auparavant les tentatives méditées à Constantinople, le projet de firman fut repris une dernière fois. Le 25 octobre 1871, le Sultan signa un acte dont les expressions étaient calculées de manière à impliquer que les Princes de la Tunisie se trouvaient placés de droit sous l'autorité à la fois spirituelle et temporelle de la Porte Ottomane. C'était faire bon marché de tous les engagements pris avec nous, et nous ne pouvions laisser croire un seul instant aux parties intéressées qu'un pareil firman aurait son effet à l'égard de la France. Le 28 octobre 1871, notre Ambassadeur à Constantinople fut invité par M. de Rémusat à faire entendre au Sultan que « le firman ne saurait avoir aucune force à nos yeux, pour modifier dans la Tunisie l'ordre de choses actuel. » Quelques jours après, le 9 novembre, notre Représentant auprès de la Porte était chargé de déclarer que nous ne reconnaissons pas « au firman impérial le pouvoir de modifier une situation qui relève du droit des gens, et non du droit intérieur de la Turquie. » M. de Rémusat ajoutait : « La Porte trouvera bon que nous ne consultations nous-mêmes que nos propres convenances, lorsqu'elle sera dans le cas d'avoir recours à notre bon vouloir. »

Des observations semblables furent présentées en notre nom à Tunis, et il est bon de constater que les deux Gouvernements auprès desquels nous avons dû formuler nos réserves, nous ont répondu l'un et l'autre en déclarant qu'ils n'entendaient apporter aucune modification au *statu quo*. Nous ne pouvions demander ni désirer davantage. M. de Rémusat, écrivant le 13 décembre 1871 au Chargé d'affaires de France à Tunis, résumait ainsi notre position dans cette affaire : « A Constantinople comme à Tunis, nous avons fait entendre que l'acte émané du Sultan était à nos yeux nul et non avenu, et nous nous sommes réservé toute liberté dans l'avenir pour maintenir le *statu quo* en tant que nos intérêts y seront engagés. »

Depuis 1871, aucune entreprise nouvelle n'est venue modifier la situation légale dont nos fermes représentations avaient assuré le maintien ; et tout récemment le Bey qui règne aujourd'hui, Mohammed-el-Sadok, déclarait à M. Roustan, ainsi que ce dernier me l'a rapporté dans sa dépêche du 30 décembre dernier,

« qu'il reconnaissait l'autorité du Sultan comme les catholiques celle du Pape ; rien de plus. »

Nous sommes donc fondés à déclarer, après comme avant le firman de 1871, que le Bey de Tunis a gardé vis-à-vis de nous la plénitude de sa responsabilité, en même temps que l'entière indépendance de sa souveraineté et de ses actes. Le Sultan n'a aucun titre pour intervenir dans les affaires de la Tunisie ; la Porte sait que la politique du Cabinet français n'a pas changé sur ce point depuis le jour où notre Ambassadeur lui déclarait que nous ne voulons pas avoir la Turquie pour voisine en Afrique. Nous ne le voulons pas plus aujourd'hui qu'autrefois, et l'on n'ignore pas à Constantinople que nous ne cherchons nullement à nous emparer par la conquête des États du Bey.

J'ai cru devoir vous rappeler ces faits, non pas en vue d'une discussion à entamer avec la Porte ; ce serait faire naître un débat qui, à nos yeux, n'a aucune raison d'être ; mais j'ai tenu à ce que vous fussiez fixé à l'avance sur notre ferme volonté de ne pas nous départir aujourd'hui des traditions que nous a léguées le passé, et de remplir fidèlement à Tunis, aussi bien que partout ailleurs, le devoir que nous impose la sauvegarde des intérêts permanents de la France.

BARTHÉLEMY-SAINT-HILAIRE.

**M. Roustan, Chargé d'Affaires de France à Tunis,
à M. Barthélemy-Saint-Hilaire, Ministre des Affaires
étrangères.**

Tunis, 24 avril 1881.

Le Bey vient de m'écrire pour m'annoncer que le camp tunisien est arrivé à la montagne des Khoumirs et me prie de vous en informer. Il annonce l'intention de régler les réclamations et de punir les auteurs des méfaits, et il exprime l'espoir que le Gouvernement de la République voudra bien, en lui laissant sa liberté d'action, inviter le commandant des troupes françaises à soumettre toutes les réclamations à Ali-Bey, qui a ordre de les accueillir et d'y faire droit. Il insiste sur son désir de maintenir les rapports de bon voisinage.

J'ai l'honneur de vous adresser ci-jointe sa lettre.

ROUSTAN.

ANNEXE A LA DÉPÊCHE DE TUNIS EN DATE DU 24 AVRIL 1881.

Lettre de Son Altesse le Bey de Tunis, à M. le Chargé d'affaires de la République française.

Nous avons le plaisir de vous annoncer que le camp que nous avons expédié est arrivé à la montagne des Khoumirs. Nous vous prions d'en informer votre Gouvernement.

Notre but, en envoyant ces forces, est, ainsi que nous vous l'avons déclaré par nos précédentes communications, de régler les réclamations et de punir les auteurs de méfaits. Nous espérons que le Gouvernement de la République voudra bien, en nous laissant notre liberté d'action, donner des instructions au chef de l'armée française, en Algérie, pour soumettre toutes les réclamations à Notre frère, qui, d'après les instructions qu'il a reçues de Nous, les accueillera avec empressement et les réglera avec une sollicitude particulière. Nous espérons que ces dispositions auront pour effet de régler ces différends à la satisfaction commune, conformément au désir réciproque des deux parties, ainsi que l'exigent les rapports de bon voisinage qui n'ont pas pu, Dieu merci, être troublés, depuis leur établissement jusqu'à ce jour, par des affaires de cette nature.

Une des preuves les plus évidentes que l'ordre règne chez les Khoumirs et qu'ils sont entièrement soumis à Notre autorité, vous la trouverez dans le fait suivant que Nous signalons à votre attention.

Nous avons appris que des Arabes de l'Algérie ont pénétré sur le territoire des Khoumirs, leur ont détérioré des récoltes et se sont livrés, à leur égard, à des actes et des propos qui sont faits pour exciter les passions et pousser les gens à des désordres. Malgré cela, les Khoumirs n'ont pas bougé et ont laissé faire sans rien dire.

Nous espérons cependant, qu'avec votre bienveillance habituelle vous voudrez bien prier, d'autre part, les autorités algériennes d'inviter les gens qui sont sous leurs ordres à cesser ces provocations, qui pourraient faire naître des conflits regrettables, que notre but commun est de prévenir aujourd'hui et à l'avenir.

Autant Notre désir est grand pour maintenir la tranquillité, autant Nos plus grands soins sont dirigés vers cet autre objectif qui est de donner satisfaction au Gouvernement de la République, avec lequel Nous souhaitons fortement de resserrer d'une manière durable nos relations d'amitié.

Nous espérons qu'il voudra bien Nous aider en Nous facilitant cette tâche, que Nous avons pris à cœur de mener à bonne fin.

Écrit le 24 Joumad-el-Oula 1298 (23 avril 1881).

Contresigné : MUSTAPHA.

M. Barthélemy-Saint-Hilaire, Ministre des Affaires étrangères, à M. Roustan, Chargé d'affaires de France à Tunis.

Paris, 25 avril 1881.

S'il faut conclure de la communication qui vous a été adressée qu'Ali-Bey est autorisé à se mettre en rapport avec les Commandants des forces françaises pour assurer, de concert avec eux, la punition des méfaits qui ont été commis et pour prévenir le retour d'incidents semblables, nous ne pouvons accueillir cette ouverture qu'avec satisfaction. En effet, depuis l'origine des difficultés actuelles, vous avez été chargé de réclamer du Bey l'envoi d'instructions prescrivant à ses agents une entente amicale et une coopération loyale avec nos Généraux. Nous regretterions beaucoup que le défaut d'instructions dans ce sens amenât entre les Chefs tunisiens et les Commandants français quelques malentendus susceptibles d'occasionner des conflits, même partiels, que nous avons à cœur d'éviter. Le Bey doit savoir que nos Généraux ont l'ordre de prendre toutes les mesures nécessaires pour garantir la liberté de leurs mouvements et la sécurité de leurs opérations. Ces opérations ont dû commencer hier d'une manière active.

BARTHÉLEMY-SAINT-HILAIRE.

M. Roustan, Chargé d'affaires de France à Tunis, à M. Barthélemy-Saint-Hilaire, Ministre des Affaires étrangères.

Tunis, 26 avril 1881.

Le Bey vient de m'adresser, au sujet de l'entrée des troupes françaises sur le territoire tunisien, une protestation dont Votre Excellence trouvera ci-joint copie, ainsi que de ma réponse. La lettre du Bey m'a été remise hier à sept heures du soir seulement.

ROUSTAN.

1^{re} ANNEXE A LA DÉPÊCHE POLITIQUE DE TUNIS DU 26 AVRIL 1881

**Traduction d'une lettre de Son Altesse le Bey
au Chargé d'affaires de la République française à Tunis.**

Le Général Réchid, Gouverneur du Kef, Nous a informé qu'hier les troupes françaises campées à Sakiat-Sidi-Youssef, ont franchi les frontières et sont arrivées à Ouadi-Allagh dans le territoire de la

tribu de Charen, menaçant par là la ville du Kef. D'autre part, le Gouverneur de Bêjà nous a informé qu'une colonne de troupes françaises a franchi également la frontière et a campé à Aïn-Ismaïl, au milieu des tentes de la fraction des Jouaïlias de la tribu des Khoumirs.

L'entrée de ces troupes sur le territoire tunisien, notamment du côté du Kef, sans avis préalable et pendant que Nous sommes en état de paix et en relation d'amitié avec le Gouvernement de la République, est un acte contraire à toutes les règles du droit des gens. Nous trouvons donc dans la nécessité de protester contre cet acte insolite dans les rapports internationaux.

Cette protestation, Nous la faisons en Notre nom et au nom de l'Empire Ottoman, dont la Tunisie fait partie intégrante; Nous l'adressons également aux autres Puissances amies. Nous rendons également votre Gouvernement responsable de toutes les conséquences qui pourraient résulter de ce fait.

Nous vous prions de Nous accuser réception de la présente protestation.

Écrit le 26 djoumad 1^{er} 1298 (25 avril 1881).

Contresigné : MUSTAPHA.

2^e ANNEXE A LA DÉPÊCHE POLITIQUE DE TUNIS DU 26 AVRIL 1881

**Lettre du Chargé d'affaires de la République française,
à Son Altesse le Bey de Tunis.**

Tunis, 26 avril 1881.

Monseigneur,

J'ai reçu la lettre que Votre Altesse m'a fait l'honneur de m'écrire, en date d'hier, au sujet de l'entrée, par deux points de la frontière, des troupes françaises chargées de châtier les Khoumirs et d'empêcher le renouvellement des agressions commises, dans ces derniers temps, par cette tribu sur le territoire de la République, en Algérie.

J'ai vu avec autant de peine que de surprise que Votre Altesse considérait l'entrée de ces troupes comme ayant eu lieu sans avis préalable et comme constituant, en l'état de paix qui existe entre les deux Gouvernements, un acte contraire à toutes les règles du droit des gens.

Votre Altesse me permettra, en effet, de Lui rappeler que cette opération militaire Lui a été annoncée, en premier lieu, par une lettre du 7 avril, qui Lui transmettait copie d'une dépêche de M. le Ministre des Affaires étrangères, l'invitant à nous prêter main-forte dans cette œuvre de répression nécessaire et l'informant que nos généraux

avaient reçu, à cet effet, l'ordre de s'entendre dans ce but avec les commandants des troupes tunisiennes.

Cette déclaration a été confirmée par ma lettre du 9 avril, dans laquelle, répondant aux observations que Votre Altesse m'avait chargé de transmettre à mon Gouvernement, je Lui faisais savoir que celui-ci se trouvait dans l'impossibilité de modifier les dispositions déjà prises, qui lui étaient commandées par la gravité exceptionnelle des événements de la frontière.

Le 15 avril, j'avais l'honneur d'informer Votre Altesse que, malgré le refus réitéré qu'Elle avait opposé à ma demande de coopération militaire, mon Gouvernement persistait à croire qu'une action énergique était indispensable pour assurer la sécurité de son territoire.

Le 17 avril, j'ai écrit à Votre Altesse pour Lui donner avis que mon Gouvernement se voyait dans l'obligation de venger l'insulte faite à notre pavillon, à Tabarque, où il avait été accueilli à coups de fusil.

Enfin, le 20 avril, je faisais savoir à Votre Altesse qu'en présence de Ses déclarations et de celles de Son Premier Ministre tendant à décliner la responsabilité des désordres qui pourraient se produire dans le cas où les troupes françaises entreraient sur le territoire de la Régence, mon Gouvernement se voyait dans l'obligation de tenir le Bey et son Ministre personnellement et exclusivement responsables du moindre mal qui arriverait à nos nationaux ou autres étrangers.

Par la même communication j'informais Votre Altesse que j'étais chargé de La prier de retirer Ses troupes de Tabarque, afin d'éviter tout conflit entre elles et le corps de débarquement qui devait se porter sur ce point, et cela conformément à la promesse que j'avais reçue de la bouche de Votre Altesse de faire retirer Ses troupes devant les nôtres dans le cas où celles-ci entreraient sur le territoire tunisien.

Je crois avoir répondu suffisamment au reproche portant sur l'absence d'avis préalable concernant l'entrée de nos troupes. Quant à celui d'avoir agi contrairement au droit des gens vis-à-vis d'un Gouvernement avec lequel nous étions en paix et en relations d'amitié, je n'ai qu'à me référer aux déclarations contenues dans la dépêche de M. le Ministre des Affaires étrangères, en date du 6 avril, que j'ai placée sous les yeux de Votre Altesse, et qu'Elle a communiquée à mes collègues. Cette dépêche en renouvelant les assurances des bons rapports que nous désirons conserver avec Votre Altesse, indiquait comme bases de nos opérations militaires, le territoire de la Calle et la vallée de la Medjerda, à laquelle nos troupes accèdent en ce moment par la vallée de l'Oued-Mellègue.

J'espère que, par ce résumé fidèle de mes communications anté-

rieures, Votre Altesse sera convaincue que le Gouvernement de la République, tout en maintenant énergiquement son droit d'agir avec ses propres forces contre les tribus insoumises qui désolent notre frontière, n'a jamais eu l'intention de porter atteinte aux bonnes relations entre les deux pays, et que, par conséquent, la protestation formulée dans la lettre de Votre Altesse n'a pas de raison d'être.

Quant aux conséquences qui peuvent résulter de nos opérations militaires et dont Votre Altesse persiste à décliner la responsabilité, j'ai déjà eu occasion de m'expliquer catégoriquement à cet égard. Si Votre Altesse se trouve dans l'impuissance de maintenir l'ordre à Tunis, je Lui offre de nouveau de Lui venir en aide à cet effet, si Elle veut bien m'autoriser à faire débarquer les troupes et l'artillerie que le stationnaire français peut mettre à sa disposition.

ROUSTAN.

COMMUNICATION DE L'AMBASSADEUR OTTOMAN A PARIS

**Le Ministre des Affaires étrangères de Turquie,
à l'Ambassadeur Ottoman à Paris.**

Constantinople, le 26 avril 1881.

J'ai reçu vos diverses communications en date des 12 et 16 de ce mois.

Nous partageons sincèrement le désir du Gouvernement français de conserver à nos relations le caractère entièrement amical qu'elles n'ont cessé d'avoir. C'est pour cela que, du jour où les affaires tunisiennes se sont imposées à nos légitimes préoccupations, nous nous sommes empressés de nous expliquer avec franchise.

Les dépêches télégraphiques adressées à la Sublime Porte par le Pacha de Tunis font ressortir la gravité de la situation.

Nous croyons en même temps devoir observer ici que le point de vue auquel M. Barthélemy-Saint-Hilaire envisage la question, semble mettre en doute la nature des liens qui rattachent la Tunisie au reste de l'Empire. Ces liens sont aussi bien temporels que spirituels. Le Gouvernement français est trop juste pour ne pas apprécier dûment nos titres à cet égard.

Dans les entretiens qu'il a eus avec vous, M. le Ministre des Affaires étrangères vous avait déclaré que la France n'a aucune intention de conquête et que le mouvement militaire préparé par le Gouvernement de la République ne prenait sa source que dans l'impuissance du Gouverneur général de Tunis à prendre les mesures de répression voulues.

Tout en appréciant la valeur de la déclaration qui précède, nous

sommes prêts à nous entendre directement avec le Gouvernement français pour trouver, en ce qui concerne cette question de Tunis, un mode de solution conforme aux bonnes relations qui existent entre l'Empire Ottoman et la République Française.

Veuillez faire part de ce qui précède à Son Excellence M. Barthélemy-Saint-Hilaire, Ministre des Affaires étrangères.

ASSIM.

COMMUNICATION DE L'AMBASSADEUR OTTOMAN A PARIS

**Le Ministre des Affaires étrangères de Turquie,
à l'Ambassadeur Ottoman à Paris.**

Constantinople, le 28 avril 1881.

Je m'empresse de vous communiquer le télégramme que le Pacha de Tunis vient d'adresser à S. A. le Premier Ministre :

« J'ai télégraphié hier à Votre Altesse, lui annonçant l'entrée des troupes françaises sur le territoire tunisien du côté des Khoumirs, et, d'un autre côté, menaçant la forteresse du Kef, dont elles ne sont plus éloignées aujourd'hui que de neuf kilomètres. Le bruit persiste que, du Kef, elles veulent se diriger sur Tunis pour nous forcer à accepter le protectorat. J'ai toujours le ferme espoir que la Sublime Porte prendra d'urgence les mesures nécessaires en faveur de la Régence pour écarter les difficultés actuelles. »

Je ne saurais assez insister sur le fait que les droits de la Sublime Porte, que le Gouvernement français semble aujourd'hui vouloir contester, sont consacrés par les titres historiques et par les faits eux-mêmes qui se sont succédé sans interruption. Pour ne citer que quelques exemples à cet égard, il est de notoriété publique que les Consuls des Puissances à Tunis reçoivent leur *exequatur* de la Sublime Porte, et que les conventions spéciales locales portent pour condition expresse que les traités conclus avec l'Empire doivent être également exécutoires en Tunisie. Ceci seul suffit pour établir nos droits incontestables sur cette province.

Pour donner une solution à la question de Tunis, nous proposons de la soumettre aux autres Puissances, ou bien de nous entendre là-dessus directement avec la France. Nous espérons fermement que le gouvernement de la République n'a aucune intention d'exercer une pression quelconque sur le Gouverneur général de Tunis pour lui faire accepter le protectorat.

Je vous invite à remettre immédiatement ce qui précède à M. Barthélemy-Saint-Hilaire.

ASSIM.

M. Tissot, Ambassadeur de la République française à Constantinople, à M. Barthélemy-Saint-Hilaire, Ministre des Affaires étrangères.

Péra, 29 avril 1881.

J'ai reçu hier d'Assim-Pacha, à titre privé, copie du télégramme que la Porte venait d'adresser à Essad-Pacha au sujet des affaires de Tunis, et qui doit se trouver en ce moment entre vos mains.

Votre Excellence comptant avec raison décliner toute discussion sur l'objet de la communication que le Représentant du Sultan est chargé de lui faire, les observations que la Note turque du 28 avril est de nature à suggérer n'ont qu'un intérêt purement théorique. La Porte essaye une fois de plus d'affirmer des droits que nous lui avons toujours contestés, et les arguments sur lesquels elle fonde ses prétentions, non seulement n'ont aucune valeur vis-à-vis de nous, mais se retournent contre elle.

Le Gouvernement Ottoman dit « qu'il est de notoriété publique que les Puissances à Tunis reçoivent leur *exequatur* de la Porte ». Il lui serait matériellement impossible de justifier cette affirmation en ce qui nous concerne.

Quant aux « Conventions locales portant pour condition expresse que les traités conclus avec l'Empire doivent être également exécutoires en Tunisie », le Gouvernement ottoman aurait quelque peine, je l'imagine, à en produire une seule qui ait été signée par nous.

La Note de la Porte borne prudemment à ces deux arguments l'énumération des preuves sur lesquelles elle fonde ses « droits incontestables ». Il lui serait difficile d'en produire d'autres : tout le passé auquel elle fait allusion prouve que ces droits n'ont jamais existé ou ont toujours été contestés.

Les traités conclus par la France avec la Régence de Tunis en 1720, 1742, 1770, 1795, 1800 et 1830, aussi bien que le bombardement des côtes tunisiennes en 1770, prouvent que nous n'avons jamais admis la moindre solidarité entre la Régence et l'Empire Ottoman. Nous avons été en hostilités ouvertes avec le Beylik de Tunis sans rompre nos relations avec la Porte ; nous avons de même fait la guerre à la Turquie sans que le prétendu vassal se crût ou se vît obligé d'épouser jusqu'au bout la querelle de son prétendu suzerain.

Je n'ai besoin de rappeler ni l'attitude de complète indépendance prise vis-à-vis de la Porte par Hamonda-Pacha et par Ahmed-Bey, ni l'intervention active de nos escadres lorsque la Porte, à partir de l'année 1838, a périodiquement essayé de renouveler dans la Régence de Tunis le coup de main qui, à Tripoli, avait substitué son pouvoir à celui des princes indigènes. J'ai fait allusion, à deux reprises, dans

ma correspondance, aux engagements pris envers nous par le Gouvernement Ottoman en décembre 1864. J'assistais, à titre de témoin, à l'entretien que notre Ambassadeur eut à cette époque avec le Grand-Vizir, et, dans mes récentes conversations avec les Ministres turcs, j'ai pu citer les paroles textuelles d'Ali-Pacha.

Quant au firman de 1871, sur lequel la Porte essaye aujourd'hui de fonder ses prétentions, il me suffit de constater que cet acte ne nous a jamais été communiqué officiellement par le Gouvernement Ottoman, que nous avons fait savoir à Constantinople aussi bien qu'à Tunis que nous le tenions pour nul et non avenu, et qu'à Tunis comme à Constantinople on a répondu à cette déclaration en affirmant que le *statu quo* serait maintenu. Le Sultan n'a, en réalité, qu'un droit sur la Régence de Tunis, celui que lui confère, dans l'ordre spirituel, son titre de Khalife. Nous ne pouvons pas admettre la confusion qu'il essaye de faire naître entre les deux pouvoirs spirituel et temporel, et nous ne lui permettrons pas plus de faire acte de suzeraineté sur la Tunisie, que l'Angleterre, maîtresse des Indes, ou l'Italie, établie à Assab, ne reconnaîtraient un lien temporel entre le Khalife de Constantinople et leurs sujets musulmans.

TISSOT.

M. Barthélemy-Saint-Hilaire, Ministre des Affaires étrangères, à M. Tissot, Ambassadeur de France à Constantinople.

Paris, 30 avril 1881.

L'Ambassadeur de Turquie s'est acquitté des démarches dont son Gouvernement l'avait chargé auprès de moi, à propos des affaires de Tunis. Mais il m'a été impossible d'accepter, soit le terrain d'entente, soit le terrain de discussion que la Porte a eu la pensée de nous offrir. Vous savez quelle est notre manière de voir sur les questions tunisiennes; vous-même avez été chargé de l'exposer à la Porte, et nous ne saurions nous en départir aujourd'hui. Nous ne pouvons que regretter profondément de voir la Turquie s'engager à la suite de nos adversaires dans une affaire qui ne présente pour elle aucun intérêt pratique. En s'efforçant de donner une valeur sérieuse au lien fictif qui rattache à elle la Tunisie, elle ne fait qu'ajouter une cause de complication de plus aux nombreux embarras qui l'assaillent de toutes parts. Nous sommes trop ses amis pour ne pas le déplorer; mais nous sommes trop convaincus de notre bon droit pour nous laisser détourner de l'entreprise nécessaire et légitime que nous poursuivons.

**M. Roustan, Chargé d'affaires de France à Tunis, à
M. Barthélemy-Saint-Hilaire, Ministre des Affaires
étrangères.**

Tunis, 30 avril 1881

J'ai l'honneur de transmettre ci-joint à Votre Excellence une copie des deux dernières lettres que le Bey m'a écrites. La première est une réplique à la réponse que j'avais adressée aux protestations de Son Altesse contre l'entrée de nos troupes, qu'Elle prétendait avoir été faite *sans avis préalable et contrairement au droit des gens*. Le Bey a été forcé de reconnaître qu'il y avait eu, non pas un, mais cinq avis préalables. Il se retranche alors derrière ce fait, que l'entrée a eu lieu sans son consentement et malgré ses protestations. Personne ne l'avait jamais contesté.

Par sa seconde communication, le Bey me transmet copie d'une lettre du Général Forgemol écrite en arabe et dans laquelle, d'après lui, le Général aurait déclaré à Ali-Bey que l'entrée des troupes françaises avait lieu avec l'assentiment du Bey. Ceci n'est pas tout à fait exact d'après la traduction de la lettre en question. Le général Forgemol fait bien mention d'une *entente préalable*. Mais il ressort de la suite de cette lettre que cette entente porte sur l'engagement pris par le Bey de faire retirer ses troupes devant les nôtres. Là-dessus il ne peut exister aucun doute, car cet engagement a été formulé par Son Altesse à diverses reprises verbalement et par écrit.

Si, avant de faire circuler cette lettre parmi les Consuls et les journalistes, le Bey m'en avait donné communication, je lui aurais expliqué cette méprise. Mais ce n'est que vingt-quatre heures après l'avoir répandue dans le public qu'il m'a transmis ce document. Je me suis borné à faire dire au Bardo par M. Summaripa qu'il y avait erreur sur le sens de la lettre du Général Forgemol.

Le Bey n'a pas répondu aux nouvelles offres que je lui avais faites d'assurer la sécurité des Européens au moyen de nos compagnies de débarquement. Mais il n'a plus fait mention des désordres qui pourraient se produire, ni essayé d'en décliner la responsabilité.

ROUSTAN.

1^{re} ANNEXE A LA DÉPÊCHE DE TUNIS EN DATE DU 30 AVRIL 1881.

**Lettre de Son Altesse le Bey,
au Chargé d'affaires de la République française à Tunis.**

(L. S.) Nous avons reçu votre lettre en date du 26 avril 1881, en réponse à notre protestation contre l'entrée des troupes françaises sur Notre territoire, et avons pris connaissance de son contenu.

Vous vous attachez à établir, en faisant le résumé de vos précédentes communications, que Nous avons été régulièrement avisé que les troupes françaises allaient entrer sur Notre territoire. Vous savez bien pourtant que chaque fois qu'une communication semblable Nous avait été faite, et surtout quand vous Nous aviez demandé, au nom de votre Gouvernement, de faire entrer les troupes sur un point quelconque de la Régence, Nous avons constamment réfuté les motifs sur lesquels cette demande d'autorisation était appuyée. Ainsi, à vos lettres des 7, 9, 15, 17 et 20 avril, Nous avons successivement répondu par Nos lettres des 8, 12, 19 et 21 du mois courant, en protestant contre l'invasion du territoire tunisien.

L'entrée donc, aujourd'hui, de ces troupes est faite sans Notre consentement, Nous le répétons.

Cette invasion constitue un acte contraire au droit des gens, non seulement parce qu'elle a lieu malgré l'état de paix dans lequel nous nous trouvons, et malgré les relations d'amitié qui continuent à exister entre nos deux pays, mais aussi parce qu'elle n'est justifiée par aucune raison valable. En effet, aussitôt que vous Nous avez signalé, quoique en termes généraux, que votre Gouvernement avait à se plaindre de Nos sujets, les Khoumirs, Nous avons immédiatement préparé les mesures nécessaires pour pouvoir faire droit aux réclamations que votre Gouvernement Nous aurait adressées.

Notre frère s'est rendu au pays des Khoumirs, qui lui ont fait acte de soumission.

Il était donc tout à fait en Notre pouvoir de donner pleine satisfaction au Gouvernement de la République, si ses griefs Nous avaient été formulés d'une manière détaillée et précise. Mais, au lieu de Nous soumettre ces plaintes avec les justifications exigées en pareil cas et attendre les résultats de l'action de Notre autorité, il Nous accuse d'impuissance et demande tout simplement de châtier lui-même Nos propres sujets.

Il Nous semble que cette manière d'agir est tout à fait contraire à tous les principes de droit et à toutes les convenances internationales. Par suite de cela, il a été de Notre devoir de protester contre cette violation de toutes les lois, non seulement en Notre nom, mais aussi au nom de l'Empire Ottoman duquel Nous tenons ce pays dont le territoire est confié à Notre honneur et à Notre loyauté.

L'intégrité de l'Empire Ottoman, dont la Régence fait partie, étant sous la sauvegarde des stipulations du Traité de Berlin dont le Gouvernement de la République est un des signataires, Nous avons adressé également aux grandes Puissances Notre protestation, pour mettre à l'abri notre responsabilité, et afin qu'elles avisent aux moyens de conserver cette intégrité qu'elles ont garantie. Nous ne pouvons donc

que vous réitérer Nos précédentes protestations contre la violation de Notre territoire puisque, dans Notre faiblesse envers un Gouvernement fort et puissant, Nous n'avons d'autre moyen de défendre Nos droits que la simple protestation.

Nous ne pouvons néanmoins terminer Notre lettre sans prendre acte des déclarations d'amitié que vous Nous faites au nom de votre Gouvernement, et de son désir de conserver ses bons rapports avec Nous. Soyez certains que Nous n'avons rien de plus à cœur que de contribuer par toutes Nos forces au maintien de cette amitié, et si les regrettables circonstances actuelles ne Nous enlevaient pas Notre liberté d'action, vous pouvez être certains que Nous aurions entièrement réussi à donner pleine satisfaction au Gouvernement de la République dans la mesure du juste et de l'équitable.

Écrit le 28 djoumada 1^{er} 1298 (27 avril 1881).

Contresigné : MUSTAPHA.

2^e ANNEXE A LA DÉPÊCHE DE TUNIS EN DATE DU 30 AVRIL 1881.

**Lettre de Son Altesse le Bey de Tunis,
au Chargé d'affaires de la République française.**

(Après la formule d'usage.)

(L. S.) Le très précieux et illustre Général, M. Forgemol, Commandant des troupes françaises, a écrit à Notre Frère une lettre dont Nous vous envoyons ci-joint copie. Nous y avons vu que le Général disait que l'entrée des troupes françaises sur Notre territoire avait eu lieu avec Notre assentiment. Nous avons été surpris de cette assertion, car vous savez que Nous avons toujours protesté contre cette entrée et qu'elle s'est effectuée contrairement à Notre volonté. Or, comme cette lettre renferme une chose qui n'est pas émanée de Nous, Nous sommes forcés de repousser l'attribution qu'on Nous en fait pour bien établir que Nous ne consentons à l'entrée des troupes françaises de quelque manière et en quelque circonstance que ce soit et, malgré cela, Nous conservons une amitié sincère pour votre illustre Gouvernement.

Écrit le 29 djoumada 1^{er} 1298 (28 avril 1881).

Contresigné : MUSTAPHA.

**Lettre du Général Forgemol,
à Si-All-Bey, commandant du camp tunisien.**

Nous avons reçu la seconde lettre de Votre Excellence ; et, dès sa réception, nous y répondons. Nous vous informons que notre armée

est entrée sur le territoire de la Régence après une entente avec Son Altesse le Mouchir Pacha-Bey, ainsi que cela est arrivé à la connaissance de M. le Ministre de la Guerre de France. Conformément à cette entente, il est devenu nécessaire que les camps tunisiens nous livrent les chemins conduisant au territoire de nos ennemis que nous sommes venus châtier, de même qu'il est devenu nécessaire que ces mêmes troupes se retirent sur les endroits que nous leur désignerons quand nous aurons besoin de le faire.

FORGEMOL.

Écrit le 26 djoumada 1^{er} 1298 (25 avril 1881).

**M. Roustan, Chargé d'affaires de France à Tunis, à
M. Barthélemy-Saint-Hilaire, Ministre des Affaires
étrangères.**

Tunis, 3 mai 1881.

J'ai l'honneur de transmettre ci-joint à Votre Excellence copie de la protestation que le Bey m'a adressée contre l'occupation de Bizerte. Je me suis borné à en accuser réception à Son Altesse.

ROUSTAN.

ANNEXE A LA DÉPÊCHE DE TUNIS EN DATE DU 3 MAI 1881.

**Lettre de Son Altesse le Bey de Tunis,
au Chargé d'affaires de la République française à Tunis.**
(L. S. Après la formule d'usage.)

Par Notre lettre du 26 djoumada 1^{er} 1298, Nous avons protesté contre l'entrée des troupes françaises sur le territoire de la Régence du côté des Khoumirs et notamment du côté du Kef, contrairement à Notre volonté. Depuis, les troupes françaises ont occupé le Kef qui est une des forteresses de Notre Régence. Cette occupation s'étant effectuée en violation de tous les principes du droit des gens, il est de Notre devoir de réitérer, pour ce fait, Nos protestations les plus formelles contre votre Gouvernement.

D'autre part, le Gouverneur de Bizerte Nous a informé qu'hier des navires de guerre français se sont présentés devant Bizerte et ont demandé d'occuper la ville et les forts, en menaçant de s'en emparer par la force. Comme nous sommes en état de paix avec le Gouvernement de la République, Nous avons prescrit à qui de droit d'éviter tout conflit entre nos soldats et ceux de l'armée française. Par suite de ces instructions, le Gouverneur de Bizerte n'a pas pu repousser par

la force cet acte, et les soldats français ont occupé Bizerte et ont arboré le drapeau français sur les forts.

Cette occupation pendant que Nous sommes en état de paix avec Votre Gouvernement est un fait insolite et contraire à toutes les règles de droit et à tous les principes. Par conséquent, Nous protestons de la manière la plus solennelle contre cette occupation. Notre présente protestation doit être considérée comme faisant suite aux précédentes et se joignant à elles pour toutes les fins que de droit.

Nous ne pouvons pourtant ne pas exprimer notre regret de Nous voir traités de la sorte par un Gouvernement ami que Nous avons toujours traité avec tous les égards et avec lequel Nous sommes toujours efforcés de conserver les meilleurs rapports.

Écrit le 3 djoumada 2^e 1298 (2 mai 1881).

Contresigné : MUSTAPHA.

**M. Roustan, Chargé d'affaires de France à Tunis, à
M. Barthélemy-St-Hilaire, Ministre des Affaires étrangères.**

Tunis, 3 mai 1881.

Votre Excellence sait déjà que dans la journée d'avant-hier, j'ai reçu à deux reprises des communications du Gouvernement tunisien, au sujet de plaintes contre les agissements de nos soldats. La première visait particulièrement les goums algériens, qu'on accusait de faire des réquisitions sur les indigènes et auxquels on voulait attribuer la responsabilité de l'affaire du 30 avril. La seconde, beaucoup plus grave, est basée sur un rapport d'Ali-Bey, imputant à nos soldats, et même au Général qui les commande, des actes d'odieuse barbarie.

J'ai protesté immédiatement contre de semblables calomnies, mais j'ai tenu à en informer aussitôt le Général Logerot, et, le jour même, j'ai reçu sa réponse par le télégraphe au sujet de cette double accusation. Je l'ai reproduite à peu près textuellement dans les lettres que j'ai adressées hier au Premier Ministre, et dont Votre Excellence trouvera ci-joint copie.

Je joins également une copie de la lettre d'Ali-Bey qui a donné lieu à cet incident. Je dois seulement prévenir Votre Excellence que cette copie n'a pas un caractère officiel, car je n'ai pu l'obtenir du Gouvernement tunisien. C'est par l'intermédiaire des journalistes étrangers que j'ai pu me la procurer. Mais j'ai les meilleures raisons de la croire exacte.

ROUSTAN.

PREMIÈRE ANNEXE A LA DÉPÊCHE DE TUNIS EN DATE DU 3 MAI 1881.

**Lettre de Sidi-Ali-Bey,
au Premier Ministre de Son Altesse le Bey de Tunis.**

Le Chaouch Chaaban, avec les cavaliers qui avaient été placés pour la sûreté des stations du chemin de fer de Tunis à Ghardimaou sont arrivés au camp ce soir. Le Chaouch nous a raconté que ce matin une colonne française est arrivée de l'Algérie par ce point et a renvoyé ces cavaliers ainsi que les soldats d'infanterie commandés par un Colonel qui avait été placé de garde à Ghardimaou.

Nous avons appris de source certaine que le Général commandant la colonne, qui se trouve à Souk-el-Arba, a envoyé hier aux tribus de Djendouba, des Oulad-Bou-Salem et des Chiaias, des soldats qui ont campé à Rabia, de la province de Djendouba, pour réquisitionner de chaque fraction 300 chevaux de spahis et 200 mulets; chaque mulet devait être accompagné d'un homme pour porter l'orge et l'ouarga. Les Oulad-Bou-Salem et les Djendoubas se sont rendus chez le Général et ils lui ont exposé leur état de misère qui ne leur permet pas de répondre à cet appel. Quant aux Chiaias, ils ont renvoyé les émissaires au Général. Par suite de cela, ce matin, une forte division de cette colonne s'est rendue chez les Chiaias et les a attaqués. Les Chiaias se sont défendus: L'armée française leur a incendié leurs douars en tuant hommes et femmes. Les blessés étaient conduits chez le Général de la colonne qui, au fur et à mesure de leur arrivée, leur faisait couper le cou. Les femmes n'étaient pas épargnées; à celles qui étaient enceintes, on ouvrait le ventre, après les avoir tuées, on en extrayait les enfants qu'on laissait étendus à côté d'elles.

Le Chaouch nous a rapporté qu'en venant au camp, il est passé à côté des lieux où a eu lieu l'action. La première chose qu'il a vue était un douar incendié dans lequel il y avait entre autres choses deux femmes enceintes éventrées et leur petit à côté d'elles.

Le Chaouch a dû prendre un autre chemin pour s'épargner la vue de tant d'horreurs qu'il a rencontrées sur son passage. Au moment où il passait l'action était engagée.

Écrit le 1^{er} djoumada 2^e 1298 (30 avril 1881).

ALI-BEY.

2^e ANNEXE A LA DÉPÊCHE DE TUNIS, EN DATE DU 3 MAI 1881.

**Lettre du Chargé d'affaires de France,
au Premier Ministre de Son Altesse le Bey de Tunis.**

Tunis, 2 mai 1881.

Votre Excellence m'a adressé hier, par l'intermédiaire de M. Sum-

maripa, des plaintes contre des actes qui auraient été commis par les goums algériens de la colonne du Général Logerot. Votre Excellence les accusait notamment d'avoir réquisitionné cinq cents mulets environ aux tribus de Djendouba et de Oulad-Bou-Salem. Elle ajoutait que le Cheikh de ces derniers aurait reçu une lettre du Caïd Si-Ahmed-ben-Chérif, chez des goums algériens, l'invitant à se rendre au camp français avec ses hommes, et elle attribuait au refus de ceux-ci de se rendre à cette invitation l'attaque dont ils auraient été l'objet de la part de nos soldats dans la journée du 30 avril.

Je me suis empressé de faire part de ces réclamations au Général Logerot, et j'ai l'honneur de vous faire connaître sa réponse.

Les chefs de nos goums n'ont absolument rien réquisitionné. L'autorité française a seulement invité les Djendoubas à lui fournir, moyennant rétribution journalière, cent cinquante mulets pour le transport des armes, et ces animaux ont été fournis volontairement dans les vingt-quatre heures. Rien n'a été demandé aux Oulad-Bou-Salem.

La lettre du Caïd Si-Ahmed-ben-Chérif a été écrite par ordre du Général Logerot et avait pour but de faire connaître aux diverses tribus que les Tunisiens n'avaient rien à craindre de notre colonne; que nous ne demandions que le passage et que nous nous engageions à respecter les personnes et les propriétés comme nous l'avons fait depuis notre entrée sur le territoire de la Régence. Nous nous engageons même à payer une indemnité pour tous dégâts inévitables par suite du passage d'une colonne.

Il est complètement inexact que les tribus tunisiennes qui n'ont pas consenti à venir au camp aient été punies. Mais la majeure partie de ces tribus est venue spontanément témoigner de ses intentions de neutralité.

Enfin l'affaire du 30 avril a été provoquée par une attaque contre un détachement de nos troupes envoyé pour rassurer les populations sur nos intentions à leur égard. Ce ne sont pas nos soldats qui ont ouvert le feu, mais ce sont les gens des Chiaias qui ont tiré sur l'officier qui venait leur apporter des paroles de paix. Les contingents des Amdouzis et ceux des Khoumirs sont venus soutenir cette attaque des Chiaias.

Il est regrettable d'être obligé de constater que ces divers contingents nous ont attaqués au moment même où ils venaient de quitter le camp de Si-Ali-Bey.

ROUSTAN.

3^e ANNEXE A LA DÉPÊCHE DE TUNIS, EN DATE DU 3 MAI 1881.

**Lettre du Chargé d'Affaires de France, au Premier Ministre
du Bey de Tunis.**

Tunis, 2 mai 1881.

Votre Excellence m'a fait savoir hier par le Directeur des Affaires étrangères qu'il résulte d'une lettre de Si-Ali-Bey, Commandant du camp tunisien, que des actes de cruauté auraient été commis par les ordres du Général Logerot, commandant des troupes françaises, sur la personne des Tunisiens blessés dans l'engagement du 30 avril. Ali-Bey ajoutait que des femmes enceintes auraient été éventrées par nos soldats.

J'ai répondu immédiatement que je ne pouvais ajouter foi à d'aussi odieuses accusations et que j'étais surpris de les voir formuler par un prince de la famille du Bey. J'ai cru devoir néanmoins en faire part au général Logerot et je m'empresse de vous faire connaître sa réponse. L'honorable Général déclare que les faits avancés par Si-Ali-Bey sont faux. Il ajoute qu'il ne viendra jamais à l'esprit d'un Officier français de donner l'ordre à ses soldats d'achever des blessés et que, comme Officier général, il proteste avec énergie et indignation contre une semblable accusation. Il est également faux que des femmes enceintes ou non aient été égorgées.

ROUSTAN.

**M. Roustan, Chargé d'affaires de France à Tunis, à
M. Barthélemy-Saint-Hilaire, Ministre des Affaires
étrangères.**

Tunis, 4 mai 1881.

Le Général Logerot vient de me communiquer une déclaration faite par le Khalifa des Chiaias des Beni-Sliman, qui sont venus à son camp pour demander l'aman.

Ce document, dont j'ai l'honneur de transmettre ci-joint à Votre Excellence une copie accompagnée de sa traduction, démontre amplement le caractère calomnieux de la lettre adressée dernièrement par Ali-Bey au Premier Ministre, et dont j'ai entretenu Votre Excellence dans ma dépêche d'hier.

ROUSTAN.

ANNEXE A LA DÉPÊCHE DE TUNIS, EN DATE DU 4 MAI 1881.

(Traduction.)

Sceau de Bel-Gassem-ben-Ouhiba, Khalifa de la tribu des Chiaias.

Louange à Dieu !

Il est déclaré par ce qui suit, qu'une nouvelle offensante est parvenue, visant M. le Général Logerot qui, du reste, en a eu connaissance.

Dans ce bruit, il était dit que dans le combat livré contre une partie des Chaias, une partie des Khoumirs et une partie de la tribu des Oulad-bou-Salem, samedi dernier, les Français, ayant ramené des prisonniers parmi lesquels se trouvaient des femmes enceintes, M. le Général les avait fait éventrer et avait fait placer leurs enfants auprès de leurs corps. Le fait est que ce qui est dit à ce sujet est complètement faux et que le Général ne l'a jamais ordonné non plus ; enfin que ce qui lui est imputé est mensonge et calomnie.

En somme, pendant le combat, celui dont l'heure était sonnée a été atteint et celui qui devait mourir est mort, tandis que celui qui devait survivre a survécu.

Tel est ce que nous savons et il n'est pas autre chose à notre connaissance.

Écrit par Bel-Gassem-ben-Ouhiba, Khalifa de la tribu des Chiaias, actuellement, et par Djedid-ben-Otman.

En Djoumad-Ettani 1298 (3 mai 1881.)

Pour traduction conforme :

3 mai 1881.

L'Interprète militaire.

Pour copie conforme :

*Le Premier Drogman au Consulat général
de France à Tunis,*

SUMMARIPA.

**M. Barthélemy-Saint-Hilaire, Ministre des Affaires
étrangères, à M. Tissot, Ambassadeur de France à
Constantinople.**

Paris, 4 mai 1881.

Je vous ai tenu au courant des démarches que l'Ambassadeur de Turquie à Paris a reçu l'ordre de faire auprès de moi, à l'occasion des affaires de Tunisie.

Essad-Pacha ayant insisté d'une manière fort pressante pour obtenir une réponse à ses ouvertures, je lui ai écrit hier la lettre dont vous trouverez la copie ci-jointe.

BARTHÉLEMY-SAINT-HILAIRE.

ANNEXE A LA LETTRE DE M. BARTHÉLEMY-SAINT-HILAIRE
EN DATE DU 4 MAI 1881.

**M. Barthélemy-Saint-Hilaire, Ministre des Affaires
étrangères, à Son Excellence Essad-Pacha, Ambassa-
deur de Turquie à Paris.**

Paris, 3 mai 1881.

Vous avez bien voulu m'entretenir dernièrement des préoccupations particulières que paraissent causer à la Porte ottomane les questions

débuttées en ce moment entre le Gouvernement de la République et le Bey de Tunis. Votre Gouvernement, m'avez-vous dit, serait prêt à faciliter un règlement de ces questions au moyen d'une entente amiable avec la France, et vous désirez connaître l'accueil que nous serions disposés à faire à cette ouverture.

J'ai déjà eu l'honneur d'appeler votre attention sur la divergence d'appréciations qui, à mon vif regret, se produit entre la Sublime Porte et nous dès qu'il s'agit de caractériser les rapports de la Tunisie avec l'Empire Ottoman. J'ai dû décliner, en conséquence, une discussion inutile sur des points qui appartiennent à l'histoire, et qui, en tout cas, n'ont pas conservé une valeur réellement pratique aujourd'hui. Nous n'avons aucunement le désir de faire remonter à la Sublime Porte la responsabilité des faits qui nous ont donné de justes sujets de plainte en Tunisie, et nous n'avons pas davantage la pensée de l'impliquer dans les difficultés qui peuvent survenir à cette occasion. Je suis persuadé que nous donnons ainsi à la Turquie une preuve nouvelle de notre amitié véritable, et je ne pourrais que déplorer très sincèrement que votre Gouvernement se méprit sur les mobiles qui nous dirigent, lorsque nous ne croyons pas possible d'accueillir les bons offices qu'il nous offre.

BARTHÉLEMY-SAINT-HILAIRE.

**M. Roustan, Chargé d'Affaires de France à Tunis, à
M. Barthélemy-Saint-Hilaire, Ministre des Affaires
étrangères.**

Tunis, 5 mai 1881.

Le Bey, sous l'influence de son entourage, paraît s'affermir de plus en plus dans ses idées de résistance passive. Il vient d'adresser un nouvel appel aux Puissances, à propos de l'occupation de Bizerte.

J'ai l'honneur de vous transmettre ci-joint la lettre qu'il a adressée aux Premiers Ministres d'Angleterre et d'Italie.

ROUSTAN.

ANNEXE A LA DÉPÊCHE DE TUNIS, EN DATE DU 5 MAI 1881.

**Lettre de Son Altesse le Bey de Tunis,
à Lord Granville et à M. Cairoli.**

Tunis, 4 mai 1881.

(L. S.) Je confirme ma dépêche télégraphique à Votre Excellence, en date du 25 avril, dans laquelle j'informe Votre Excellence de l'invasion de la Régence, par les troupes de la République française, dans les circonstances que je vous ai exposées et qui sont opposées

au droit des gens et contre lesquelles j'ai continuellement protesté, soit en mon nom soit au nom de mon Auguste Suzerain.

Le Gouvernement de la République a continuellement assuré l'Europe et moi-même que ses intentions avaient exclusivement pour but de punir les Khoumirs pour quelques actes de brigandage qu'on allègue avoir été commis sur la frontière algérienne. Malgré ces déclarations explicites, ma cité du Kef a été occupée, les troupes françaises marchent sur Béja, mes forts à Tabarque ont été détruits et leur emplacement a été occupé par des troupes françaises. D'autres tribus que les Khoumirs ont été attaquées. Une garnison française occupe mon port de Bizerte sur la citadelle duquel flotte le pavillon français. Je ne sais pas quelles autres mesures sont projetées contre mon pays. J'invite encore une fois les Représentants étrangers consulaires à Tunis à rendre témoignage du succès de mes efforts pour donner toute satisfaction au Gouvernement de la République dans l'affaire des Khoumirs et de l'ordre parfait que j'ai maintenu dans mes États.

Dans ces circonstances, je laisse mon propre sort et celui de mon pays entre vos mains et entre celles de mon Suzerain, avec lequel j'ai toujours maintenu une loyauté parfaite jusqu'aujourd'hui. Nous vous sollicitons, comme anciens alliés avec lesquels j'ai toujours eu des relations non interrompues d'amitié, de prendre telles mesures de médiation qui puissent arrêter le fléau de la guerre, qui a éprouvé les habitants pacifiques de ma Régence, et amener une décision au sujet de l'avenir de ce pays et un règlement équitable de tous les griefs que le Gouvernement de la République peut avoir contre mon Gouvernement et moi-même.

Contresigné : MUSTAPHA

**M. Tissot, Ambassadeur de France à Constantinople,
à M. Barthélemy-Saint-Hilaire, Ministre des Affaires
étrangères.**

Péra, 5 mai 1881.

J'ai fait demander au Premier Ministre, par l'intermédiaire d'Assim-Pacha, si, comme l'affirmait la presse turque, la Porte comptait envoyer un Commissaire et des bâtiments de guerre à Tunis. Saïd-Pacha a déclaré ne pas pouvoir prendre sur lui de me répondre sans avoir consulté ses collègues. Il allait s'entendre, à cet égard, avec eux.

Notre Consul à la Canée me prévient à l'instant que l'ordre a été donné, de Constantinople, à l'Amiral ture, de tenir prêts à partir pour Tunis, à ce qu'on suppose, un cuirassé et une corvette.

Tissot.

M. Barthélemy-Saint-Hilaire, Ministre des Affaires étrangères, à M. Tissot, Ambassadeur de France à Constantinople.

Paris, 5 mai 1881.

Si les résolutions attribuées à la Porte sont exactes, je vous prie de faire savoir immédiatement au Premier Ministre qu'une démarche aussi grave pourrait amener un conflit avec la France, qui ne peut souffrir l'ingérence de personne dans ses démêlés avec S. A. le Bey de Tunis.

BARTHÉLEMY-SAINT-HILAIRE.

M. Tissot, Ambassadeur de France à Constantinople à M. Barthélemy-Saint-Hilaire, Ministre des Affaires étrangères.

Péra, 6 mai 1881.

J'ai fait adresser aujourd'hui à Assim-Pacha et à Saïd-Pacha la déclaration que Votre Excellence, par sa dépêche d'hier, m'a invité à leur faire parvenir. Les deux Ministres ont répondu à cette démarche comme à celle de la veille, en me faisant savoir qu'il leur était impossible de se prononcer sans s'être concertés avec leurs collègues, à qui la question sera soumise après-demain.

TISSOT.

M. Barthélemy-Saint-Hilaire, Ministre des Affaires étrangères, à M. Tissot, Ambassadeur de France à Constantinople.

Paris, 7 mai 1881.

En conséquence d'une délibération du Conseil des Ministres, le Gouvernement français fait à la Porte Ottomane la notification suivante : « Comme la France est actuellement en guerre avec une partie de la population de Tunisie, tout envoi de forces militaires à Tunis, de la part de la Turquie, sera regardé comme un acte d'hostilité. L'escadre française aura l'ordre d'arrêter au passage l'escadre turque et de s'opposer par la force à tout débarquement sur un point quelconque de la Régence. »

Je vous prie de porter immédiatement cette décision à la connaissance de la Porte.

BARTHÉLEMY-SAINT-HILAIRE.

M. Tissot, Ambassadeur de France à Constantinople, à M. Barthélemy-Saint-Hilaire, Ministre des Affaires étrangères.

Péra, 7 mai 1881.

J'ai transmis au Ministre des Affaires étrangères du Sultan la

communication que vous m'invitez à lui faire au nom du Gouvernement français.

Assim-Pacha la soumettra au Conseil des Ministres.

Tissot.

M. Barthélemy-Saint-Hilaire, Ministre des Affaires étrangères, à M. Roustan, Chargé d'Affaires de France à Tunis.

Paris, 7 mai 1881.

J'ai fait savoir à la Porte que tout envoi de forces militaires de sa part à Tunis serait regardé par nous comme un acte d'hostilité. Dites bien au Bey que nous lui répétons que, pour nous, nous n'en voulons ni à sa personne, ni à sa dynastie, et que son intérêt bien compris est de s'entendre avec nous et de s'en rapporter à nos conseils.

BARTHÉLEMY-SAINT-HILAIRE.

PIÈCE COMMUNIQUÉE PAR LORD LYONS, AMBASSADEUR D'ANGLETERRE A PARIS, A M. BARTHÉLEMY-SAINT-HILAIRE, MINISTRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES.

Lord Granville, Secrétaire d'État aux Affaires étrangères à Londres, à Lord Lyons, Ambassadeur d'Angleterre à Paris.

Londres, 7 mai 1881.

My Lord, le Gouvernement de la Reine ne doute pas de la sincérité des déclarations du Gouvernement français, telles que Votre Excellence les a formulées dans sa dépêche d'hier, ainsi que dans diverses dépêches antérieures et desquelles il ressort que la France n'a pas l'intention d'annexer Tunis ou d'assumer une souveraineté sur cette Régence, mais qu'elle désire uniquement châtier les tribus des Khoumirs à cause de leur attitude désordonnée et hostile sur la frontière algérienne, et obtenir du Bey des garanties suffisantes pour l'avenir. C'est sans la moindre jalousie qu'il voit la France affirmer son influence en Tunisie, tant que cette influence ne sera pas exercée d'une façon contraire à des droits établis, fixés par des traités ou ne nuira pas aux légitimes intérêts des sujets britanniques.

Toutefois, le Gouvernement de la Reine ne peut pas se dissimuler que les opérations militaires telles que le Gouvernement français les a fait exécuter, par exemple l'occupation de Bizerte et la destruction du fort de Tabarque, paraissent être dirigées vers un autre but que le simple châtiment de quelques tribus arabes indisciplinées, voisines de la frontière. Il ne peut pas non plus affecter de se méprendre sur le sens des indications qui ont été fournies à Votre Excellence par M. Barthélemy-Saint-Hilaire et d'après lesquelles, bien que le Gou-

vernement français ne songeât pas à établir un protectorat, le nouveau traité qu'il s'agirait d'imposer au Bey aurait un caractère analogue.

Le Bey de Tunis a fait appel à la médiation des Puissances qui ont signé le traité de Berlin pour mettre un terme aux opérations de guerre, arriver à une décision générale sur le sort futur de la Régence et fixer toutes les réclamations que le Gouvernement français peut avoir à présenter contre son Gouvernement.

En outre, la Porte a adressé au Gouvernement de Sa Majesté, et, sans doute, aux autres Puissances, une communication concernant sa position et ses devoirs à l'égard de Tunis.

Aucune mesure tendant à modifier l'état actuel des provinces africaines qui bordent la Méditerranée, ne saurait être indifférente aux Puissances européennes dont plusieurs ont, comme la Grande-Bretagne, conclu avec Tunis des traités spéciaux leur assurant dans la Régence le traitement de la nation la plus favorisée, tandis que toutes, on peut s'y attendre, revendiqueraient le même traitement en vertu de leurs traités avec la Porte.

Le Gouvernement de la Reine ne désire pas donner une importance exagérée à la question de Tunis, sous son présent aspect, ni faire aucune proposition formelle de médiation ou de bons offices, à moins d'y être invité par le Gouvernement français, aussi bien que par le Bey, mais il ne peut pas complètement ignorer les appels qui lui ont été adressés par Son Altesse et par la Porte. Il pourrait encore moins acquiescer tacitement à tout arrangement contraire aux droits établis de la Grande-Bretagne.

Votre Excellence voudra bien déclarer ce qui précède à M. Barthélemy-Saint-Hilaire en se servant des termes les plus amicaux, et ajouter que, si le Gouvernement de la Reine peut, de quelque façon que ce soit, faciliter un prompt règlement des questions pendantes entre la France et le Bey, il serait prêt à employer à cet effet toute l'influence dont il peut disposer, dans la forme que le Gouvernement français lui indiquerait comme probablement utile et acceptable.

GRANVILLE.

**M. Roustan, Chargé d'Affaires de France à Tunis, à
M. Barthélemy-St-Hilaire, Ministre des Affaires étrangères.**

Tunis, 8 mai 1881.

Je viens de voir le Bey auquel j'ai transmis les nouvelles assurances contenues dans votre dépêche d'hier soir. Il m'a dit qu'il n'était nullement informé de ces intentions de la Porte, et que, s'il en avait eu connaissance, il se serait empressé de m'en donner avis, comptant

bien sur l'amitié de la France pour le protéger. J'ai beaucoup insisté sur ce point que ma démarche n'avait aucun but politique, mais qu'elle était une nouvelle preuve de notre amitié et de notre désir d'ouvrir les yeux de Son Altesse sur les dangers auxquels ses conseillers l'exposent. Je lui ai rappelé que je ne l'avais jamais trompé ; je lui ai rappelé également tous les avertissements que je lui ai donnés, depuis bien longtemps, notamment à propos de la création du Béchir qui a aujourd'hui la direction des affaires, et qui fait si bon marché des intérêts du Bey et de sa dynastie. On essaye, d'accord avec la Porte, de lui persuader que les Turcs viennent à son secours. C'est pour gagner du temps et l'empêcher de s'entendre avec nous. On sait que nous n'en voulons ni à sa personne ni à sa dynastie. Je n'ai pu en tirer aucune promesse, mais il m'a prodigué les assurances de son amitié pour la France et pour moi, en me priant de le protéger. Il était toutefois vivement ému, et il m'a prié de rester son ami et celui de son Ministre. Je lui ai répondu qu'il pouvait compter sur mon amitié pour lui, mais qu'il devait nous donner des preuves de la sienne ; que je le priais de réfléchir à ce que je venais de lui dire, et que je me tenais à sa disposition pour l'aider à conjurer les dangers qui le menacent. Mais je suis convaincu que si rien de nouveau ne surgit, il faudra peu de temps à son entourage pour détruire l'effet de mes paroles.

ROUSTAN.

**M. Roustan, Chargé d'Affaires de France à Tunis, à
M. Barthélemy-St-Hilaire, Ministre des Affaires étrangères.**

Tunis, 9 mai 1881.

J'ai l'honneur de transmettre ci-joint, à Votre Excellence, la traduction d'une circulaire que le Bey vient d'adresser aux Gouverneurs des Provinces.

Ce document est loin de présenter le caractère que lui prêtaient les premières informations envoyées par les journalistes qui ont eu le tort d'en parler avant de l'avoir vu. S'il prouve que le Bey persiste dans sa résistance, dans ses protestations, et dans l'espoir d'une intervention des Puissances, il montre aussi que Son Altesse a un grand désir de voir maintenir l'ordre dans le pays, et d'éviter toute collision avec nos troupes.

ROUSTAN.

ANNEXE A LA DÉPÊCHE DE TUNIS, EN DATE DU 9 MAI 1881.

Traduction d'un Amra du Bey adressé à tous les caïds et gouverneurs, à la date du 7 mai 1881.

(L. S.) D'après Nos ordres, on vous a fait connaître le Décret par lequel Nous vous recommandons d'employer tous vos efforts à assurer

la tranquillité dans la province que vous gouvernez. Notre Altesse a appris que vous avez fait tout votre possible à cet égard et Elle vous en remercie.

Nous avons cependant été informé que certaines tribus avaient éprouvé quelque émotion en apprenant l'entrée de l'armée française sur Notre territoire en vue d'atteindre les Khoumirs. Or, Nous avons protesté contre cette entrée qui n'est motivée ni par l'inimitié, ni par un état d'hostilité existant entre Nous et le Gouvernement français. Cette question se règlera par voie diplomatique et sans difficultés. Tous nos efforts tendent vers ce but, en vue duquel Nous négocions tant auprès de l'Empire ottoman, le bien gardé par Dieu très haut, qu'auprès des autres Puissances amies. Nous ne saurions dès lors trop recommander le maintien de la tranquillité pour que la question soit réglée d'une manière pacifique et sans peine. Vous êtes donc responsable de la province que vous administrez et vous devez arrêter la main de ceux de vos administrés qui la lèveraient dans un but contraire à ce qui précède. Vous devez les retenir en leur recommandant tout spécialement de ne pas écouter les paroles de gens intéressés à les entraîner et vous leur ferez connaître la punition qu'ils encourront, s'ils contreviennent à Notre présent Amra.

Contresigné : MUSTAPHA.

**M. Roustan, Chargé d'Affaires de France à Tunis, à
M. Barthélemy-Saint-Hilaire, Ministre des Affaires
étrangères.**

Tunis, 9 mai 1881.

Le Premier Ministre vient de me faire la communication suivante : « Son Altesse ayant appris qu'une partie des troupes françaises qui se trouvaient à Bizerte ont quitté cette ville se dirigeant vers Djedeidah, M. Roustan comprendra facilement que le susdit endroit est très rapproché de la capitale et s'éloigne de beaucoup du cercle que le Gouvernement français avait indiqué pour les opérations de ses troupes. Il est à craindre que, si cette nouvelle venait à se propager, elle pût faire naître parmi les habitants des inquiétudes qu'il serait préférable d'éviter.

« A cet effet et en considération de l'amitié qu'a toujours montrée M. Roustan à Son Altesse, en son nom personnel et au nom de son Gouvernement ami du nôtre, et dont nous n'avons jamais douté, le Bey désirerait savoir le motif de la marche de ces troupes vers Djedeidah et dans quelle intention elles viennent. »

J'ai répondu que je n'avais pas été informé par Votre Excellence de la marche de nos troupes, mais que, d'après la communication que

j'avais été chargé de faire hier à Son Altesse, je supposais que si elles se rapprochaient de Tunis, c'était pour s'opposer au débarquement des troupes turques dont on annonçait l'envoi pour dépousséder le Bey.

J'ai ajouté que j'allais, du reste, en référer à Votre Excellence.

ROUSTAN.

M. Barthélemy-Saint-Hilaire, Ministre des Affaires étrangères, à M. Roustan, Chargé d'Affaires de France à Tunis.

Paris, 9 mai 1881.

La marche sur Djedeïdah s'explique suffisamment par la nécessité d'établir des communications entre les troupes débarquées à Bizerte et celles qui opèrent sur la ligne du chemin de fer. En outre, la présence d'un corps français à cette station rapprochée de Tunis a l'avantage de nous mettre en mesure de défendre le Bey contre toute menace extérieure, ainsi que vous l'avez justement indiqué à Mustapha-ben-Ismaïl, et de veiller en même temps à la sécurité de nos nationaux et des résidents européens dans la capitale.

BARTHÉLEMY-SAINT-HILAIRE.

M. Tissot, Ambassadeur de France à Constantinople, à M. Barthélemy-Saint-Hilaire, Ministre des Affaires étrangères.

Péra, 9 mai 1881.

J'ai demandé aujourd'hui à Assim-Pacha s'il était en mesure de me faire savoir la décision qui a dû être prise hier au Conseil des Ministres à la suite de notre Notification du 7. Assim-Pacha m'a fait observer que cette décision était soumise à la sanction du Sultan et qu'il ne lui était pas possible de m'en révéler la teneur. Il a bien voulu, cependant, me dire que le Gouvernement turc désirait maintenir ses bonnes relations avec nous, qu'il n'enverrait à Tunis ni troupes de débarquement, ni commissaire, ni flotte, mais qu'il se considérait comme ayant le droit et le devoir d'y faire paraître le Pavillon ottoman ; un ou deux bâtiments turcs iraient à Tunis ; leur rôle serait de maintenir la population dans l'attitude pacifique dont elle serait déjà sortie, a-t-il ajouté, sans les conseils pressants adressés au Bey par le Sultan.

J'ai fait observer à Assim-Pacha que la présence d'un seul bâtiment turc à Tunis pouvait avoir des conséquences tout à fait opposées au but que la Porte disait avoir en vue. Je lui ai demandé ensuite des explications sur le départ du *Moukbir-Hourour*.

Le Ministre des Affaires étrangères m'a dit que ce bâtiment était effectivement parti pour Tripoli et que les troupes qu'il porte étaient destinées à empêcher que l'agitation tunisienne ne gagnât la Tripolitaine.

J'ai averti Assim-Pacha que là encore je craignais que le résultat ne trahît les intentions de la Porte.

TISSOT.

**M. Roustan, Chargé d'Affaires de France à Tunis, à
M. Barthélemy-Saint-Hilaire, Ministre des Affaires
étrangères.**

Tunis, 10 mai 1881.

A propos de l'occupation du village de Mateur par nos troupes, le Bey vient de m'adresser une nouvelle Protestation dans laquelle il continue à invoquer les droits souverains de la Sublime Porte sur la Régence. Il est à noter que l'on revient encore à la menace des dangers qui pourraient résulter des progrès de notre expédition, menaces auxquelles on semblait avoir renoncé dans le dernier document de ce genre.

Ainsi que je l'ai fait précédemment, je ne crois pas devoir donner d'autre suite à cette Protestation que d'en transmettre copie à Votre Excellence.

ROUSTAN.

ANNEXE A LA DÉPÊCHE DU 10 MAI 1881

**Lettre de Son Altesse le Bey, à M. le Chargé d'Affaires
de la République française, à Tunis.**

Tunis, 9 mai 1881.

(L. S.) Le Caïd de Mateur Nous a informé qu'un émissaire, envoyé par le Chef des troupes françaises qui sont actuellement à Bizerte, s'est adressé à la tribu des Bejaouas, aux habitants de Mateur, ainsi qu'aux tribus des montagnes de Mog'od et Hozil et à la tribu des Arâbs, pour leur demander s'ils voulaient ou non être soumis aux Français, en exigeant une réponse avant l'heure de midi d'aujourd'hui.

Cette nouvelle Nous a causé autant de peine que de surprise. Vous Nous aviez assuré, à plusieurs reprises, que l'expédition contre laquelle Nous avons protesté avait pour but exclusif, de la part du Gouvernement de la République, de châtier la tribu frontière des Khoumirs. Aujourd'hui on se propose, au contraire, d'occuper les parties les plus importantes de la Régence.

En supposant même que Nous ayons consenti à l'entrée des troupes

françaises pour châtier les Khoumirs et que Nous n'ayons pas, ainsi que Nous l'avons fait, protesté contre cette violation du territoire tunisien, il n'en est pas moins vrai que la nouvelle occupation projetée n'a rien à voir avec le pays des Khoumirs.

Quoi qu'il en soit, Nous avons donné pour instructions au Caïd de Mateur de faire tous ses efforts pour prévenir une résistance, de la part de nos sujets, aux troupes françaises. Nous vous réitérons, cependant, Nos déclarations précédentes, en vous signalant les dangers toujours croissants qui naîtront de cette invasion progressive. En même temps Nous vous renouvelons les protestations que Nous faisons en Notre nom et au nom de la Sublime Porte contre l'occupation de la province de Mateur, effectuée contrairement au droit des gens.

Écrit le 11 djoumada ettania 1298 (9 mai 1881).

Contresigné : MUSTAPHA.

**Essad-Pacha, Ambassadeur de la Porte Ottomane à Paris,
à M. Barthélemy-Saint-Hilaire, Ministre des Affaires
étrangères.**

Paris, 10 mai 1881.

J'ai reçu et communiqué à mon Gouvernement la Note que Votre Excellence m'a fait l'honneur de m'adresser, à la date du 3 de ce mois.

La Sublime Porte regrette vivement de voir que le Gouvernement français semble hésiter dans l'accueil à faire à notre démarche toute de conciliation, par suite d'une divergence d'appréciation quant aux liens qui unissent la Tunisie au reste de l'Empire.

Je crois devoir, d'ordre de mon Gouvernement, signaler encore une fois à l'attention bienveillante de Votre Excellence un droit qui réunit à sa valeur historique la force d'une pratique de souveraineté non interrompue à travers les siècles. En effet, depuis la conquête de la Tunisie, obtenue au prix de deux grandes expéditions militaires et maritimes ottomanes, le régime administratif de cette province, établi dès l'origine par la Sublime Porte, continue à y rester en vigueur. Après avoir désigné un des Officiers généraux envoyés à Tunis au poste de Gouverneur général, la Sublime Porte avait pris pour règle de choisir les chefs à l'Administration tunisienne parmi les descendants du premier « Vali » nommé par Elle. C'est cette règle qui a été invariablement suivie jusqu'à nos jours. Les divers « Valis » qui se sont succédé, nommés tous par Firman impérial, ont rempli, aussi bien que la population tunisienne, leurs devoirs de sujétion envers la Sublime Porte, et chaque fois que nous nous sommes trouvés en

guerre, la Tunisie n'a pas manqué de nous envoyer son contingent militaire et maritime.

Le Firman octroyé en 1871, à la requête de Son Altesse Sadok-Pacha et de la population, n'était lui-même que la consécration d'un principe séculaire incontestable. Depuis cet acte solennel reconnu par les Puissances en général, rien n'est venu modifier le statut organique de la Tunisie, partie intégrante de l'Empire Ottoman ; les prières publiques « Khouthbès » sont lues toujours au nom de Sa Majesté Impériale le Sultan dans les mosquées ; la monnaie continue à être frappée à son chiffre ; en un mot, toutes les marques distinctives de sa souveraineté sont conservées religieusement, et cette fois encore le « Vali » et les habitants corroborent par des déclarations formelles, réitérées, leurs devoirs de sujets fidèles et loyaux du Sultan, et partant les droits souverains de Sa Majesté.

Je suis persuadé que vous voudrez bien, dans vos sentiments de justice, apprécier les considérations qui précèdent et reconnaître, avec le tact qui caractérise à un si haut degré Votre Excellence, qu'il nous serait réellement difficile de nous désintéresser du sort d'une population que tant de liens nous rattachent. La Sublime Porte a naturellement le devoir de déterminer la responsabilité qu'une Administration dépendant d'Elle pourrait avoir encourue en raison des faits qui ont provoqué les plaintes du Gouvernement de la République. L'amitié que la France nous a témoignée de tout temps, et dont Votre Excellence me réitère la gracieuse assurance, est une garantie certaine du succès final des efforts que mon Gouvernement croit devoir ne pas discontinuer dans un but de conciliation évidente.

ESSAD.

M. Tissot, Ambassadeur de la République française à Constantinople, à M. Barthélemy-Saint-Hilaire, Ministre des Affaires étrangères.

Péra, 10 mai 1881.

Tous les journaux turcs annoncent que les deux bâtiments partis avant-hier de Constantinople, doivent être ralliés en Crète par deux corvettes et se diriger sur Tunis.

Assim-Pacha a dit à quelques-uns de mes Collègues que la Porte enverrait deux bâtiments à Tunis.

TISSOT.

M. Barthélemy-Saint-Hilaire, Ministre des Affaires étrangères, à M. Roustan, Chargé d'Affaires de France à Tunis.

Paris, 10 mai 1881.

Le Gouvernement de la République considère comme indispensable

de mettre fin sans plus de retard à la situation pleine de malentendus qui s'est produite depuis quelque temps entre le Bey de Tunis et nous. En conséquence, j'ai arrêté la rédaction définitive d'un Projet de traité destiné à régler nos rapports avec ce Prince et à terminer toutes les difficultés pendantes. Je vous envoie ci-après le texte de ce Projet.

Dans la pensée de ménager votre position personnelle auprès du Bey, le Gouvernement a jugé préférable de ne pas vous charger de présenter à Son Altesse nos propositions ; il désire confier ce mandat à un Plénipotentiaire spécial, et il a fait choix du Général qui commande le corps de troupe le plus rapproché de Tunis. Le Général Bréart, qui se trouve en ce moment à Djedeïdah, reçoit l'ordre de s'avancer vers le Bardo et de se mettre immédiatement en relations avec vous.

Voici les instructions que je lui adresse directement :

« Au général Bréart.

« Le Gouvernement de la République a décidé de vous charger comme Plénipotentiaire de la conclusion d'un Traité avec Son Altesse le Bey de Tunis, dont le texte est joint aux présentes instructions.

« Vous voudrez bien, au reçu de cette dépêche, porter vos troupes en avant vers Tunis, et vous arrêterez les têtes de colonnes à une demi-lieue du Bardo. En même temps vous vous mettrez en rapport avec M. Roustan, qui de son côté reçoit des instructions à cet effet.

« M. Roustan devra demander pour vous, dans le plus bref délai possible, une audience du Bey de Tunis. Dès que cette audience pourra vous être accordée, vous vous y rendrez accompagné par le Chargé d'affaires de France et avec une escorte convenable.

« Vous exposerez au Bey, dans la forme la plus courtoise, que le Gouvernement de la République désire terminer les difficultés pendantes par un Arrangement amiable, qui sauvegarde pleinement la dignité et l'Autorité de Son Altesse. Le Gouvernement de la République désire le maintien du Bey et de sa dynastie ; il n'a aucune intention de porter atteinte à l'intégrité de son territoire. Il réclame seulement les garanties qu'il juge indispensables pour assurer les bonnes relations mutuelles entre la France et la Tunisie.

« Vous donnerez ensuite lecture au Bey du texte du traité et vous lui proposerez de le discuter et de le signer immédiatement. Au cas où Son Altesse réclamerait un délai pour délibérer, vous pourriez accéder à cette demande, en accordant un délai de quelques heures, sur la durée précise duquel vous vous seriez préalablement entendu avec M. Roustan, avec lequel je vous recommande de concerter toutes vos démarches. »

Ainsi que vous le voyez, le Général Bréart n'a l'ordre de n'agir en rien sans s'être préalablement mis d'accord avec vous. Je compte sur votre dévouement, dans cette circonstance décisive, pour lui prêter le concours de toute votre expérience, de vos lumières et de votre autorité personnelle.

Je vous prie de ne pas perdre un moment pour exécuter, de concert avec le Général Bréart, les instructions qui vous sont envoyées à tous deux.

Essad-Pacha, Ambassadeur de la Porte Ottomane à Paris, à M. Barthélemy-Saint-Hilaire, Ministre des Affaires étrangères.

Paris, 11 mai 1881.

D'ordre de mon Gouvernement, j'ai l'honneur de faire à Votre Excellence la communication suivante, en réponse à celle que Son Excellence M. Tissot a adressée le 7 de ce mois à la Sublime Porte, en conséquence d'une délibération du Conseil des Ministres de la République.

L'éventualité d'une expédition militaire ottomane à Tunis serait une conséquence toute naturelle des droits de souveraineté de Sa Majesté Impériale le Sultan, mon auguste maître, sur cette province. Toutefois la Sublime Porte ne voit pas la nécessité d'envoyer des troupes et l'escadre sur les lieux : deux bateaux seulement seront détachés de la marine impériale à destination de Tunis.

ESSAD.

M. Roustan, Chargé d'Affaires de France à Tunis, à M. Barthélemy-Saint-Hilaire, Ministre des Affaires étrangères.

Tunis, 12 mai 1881.

Je viens d'adresser au Bey la lettre suivante pour l'informer de la prochaine arrivée du Général Bréart et lui demander une audience. M. Summaripa est chargé de me rapporter la réponse de Son Altesse, que je vous ferai connaître.

Voici la lettre :

« J'ai l'honneur d'informer Votre Altesse que M. le Général Bréart a été désigné comme Plénipotentiaire par le Gouvernement de la République, pour conclure avec Votre Altesse un Arrangement dans le but de mettre fin aux difficultés pendantes entre les deux Gouvernements.

« M. le Général Bréart se dispose en conséquence à se rapprocher de Tunis avec les troupes placées sous son commandement, et je viens prier Votre Altesse de vouloir bien m'accorder une audience pour que j'aie l'honneur de le lui présenter.

« Je suis heureux de pouvoir ajouter que l'Arrangement dont il s'agit assure le maintien de Votre Altesse et de sa dynastie dans le Gouvernement de la Régence et ne porte aucune atteinte à l'intégrité de son territoire ; il se borne à stipuler les garanties que le Gouvernement de la République juge indispensables pour le maintien des bonnes relations mutuelles entre la France et la Tunisie.

« J'ai donc le ferme espoir que Votre Altesse trouvera dans cette solution de la crise une nouvelle preuve des sentiments d'amitié et de confiance qui sont de tradition dans les relations politiques des deux Gouvernements. »

ROUSTAN.

**Le Général Bréart
au Général Farre, Ministre de la Guerre, à Paris.**

Manouba, 12 mai 1881.

Je suis arrivé aujourd'hui à Manouba, à deux kilomètres en avant du Bardo ; j'y ai installé mon camp. J'ai reçu aussitôt après la visite de M. Roustan, qui m'a annoncé que le Bey me recevrait le jour même à quatre heures. J'ai exprimé à Son Altesse les assurances contenues dans votre télégramme spécial reçu la veille, et je lui ai fait donner lecture du texte du traité. Son Altesse a demandé à consulter son Conseil, ce que je lui ai accordé, en lui refusant toutefois de prolonger le délai jusqu'à demain. Après deux heures d'attente, j'ai été reçu de nouveau par le Bey, qui a déclaré accepter les conditions de la France et a apposé sa signature sur deux exemplaires du traité, dont un a été remis par moi à M. Roustan. Le Bey a exprimé le désir que mes troupes s'éloignassent de Tunis ; je lui ai répondu que je ne pouvais qu'en référer au Gouvernement de la République.

BRÉART.

**M. Barthélemy-Saint-Hilaire, Ministre des Affaires
étrangères, à Essad-Pacha, Ambassadeur de Turquie,
à Paris.**

Paris, 12 mai 1881.

J'ai l'honneur d'accuser réception à Votre Excellence de sa lettre d'hier, 11 mai, dans laquelle elle veut bien m'annoncer, en réponse à notre Note du 7 de ce mois, que la Sublime Porte ne voit pas la

nécessité d'envoyer des troupes et une escadre en Tunisie, et que *deux bateaux seulement seront détachés de la marine impériale pour s'y rendre.*

Le Conseil des Ministres, à qui j'ai fait part de votre lettre, apprécie hautement la première partie de la communication de la Porte Ottomane, et il tient grand compte de cette sage résolution. Mais nous ne comprenons pas bien quel peut être, dans les circonstances actuelles, le but de l'envoi des deux bateaux, et je suis chargé de vous communiquer quelques observations à cet égard. C'est surtout l'effet moral d'une démonstration quelconque que nous voulons éviter dans les affaires de Tunisie; et l'envoi d'un seul bâtiment ne nous semble pas plus admissible que l'envoi d'une escadre. Les ordres donnés à la flotte française n'admettent aucune exception, et nous invitons la Porte à ne point faire en ce moment paraître son pavillon, ni à Tunis, ni sur aucune partie du littoral. C'est la suite nécessaire de notre Communication du 7 de ce mois, à laquelle nous ne pouvons que nous référer.

J'espère que la Porte ne verra dans les mesures prises par nous que le sincère désir de rester avec Elle dans les termes de la meilleure intelligence.

BARTHÉLEMY-SAINT-HILAIRE.

M. Barthélemy-Saint-Hilaire, Ministre des Affaires étrangères, à M. Tissot, Ambassadeur de la République française à Constantinople.

Paris, 12 mai 1881.

La Porte renonce à l'envoi de troupes et d'une escadre à Tunis; mais Elle a l'intention d'y envoyer deux bateaux détachés de l'escadre impériale, comme le dit une lettre que S. E. Essad-Pacha vient de me faire remettre. Je vous prie de prévenir la Porte que, tout en désirant continuer avec Elle les rapports de la meilleure intelligence, nous ne pouvons, dans les circonstances présentes, faire aucune exception aux ordres donnés à la flotte française qui doit empêcher toute démonstration turque, quelle qu'elle soit, sur les côtes de la Tunisie. Il ne nous est pas possible, jusqu'à nouvel ordre, de laisser passer même un seul bâtiment à cette destination.

BARTHÉLEMY-SAINT-HILAIRE.

M. Tissot, Amhassadeur de la République française à Constantinople, à M. Barthélemy-Saint-Hilaire, Ministre des Affaires étrangères.

Paris, 13 mai 1881.

J'ai adressé ce matin à la Porte une note conçue dans le sens des

instructions que vous m'avez données. Le Premier Drogman de l'Ambassade a insisté amicalement sur les dangers de la résolution du Gouvernement Ottoman, et aussi sur son inutilité, le Bey ayant probablement déjà signé un traité avec nous.

Assim-Pacha a répondu que la décision de la Porte était irrévocable, et qu'elle lui était commandée par la situation générale du monde musulman.

TISSOT.

M. Barthélemy-Saint-Hilaire, Ministre des Affaires étrangères, aux Agents diplomatiques à Berlin, Constantinople, Londres, Saint-Petersbourg, Vienne, et près le Roi d'Italie.

Paris, 13 mai 1881.

Un traité d'alliance et de garantie, dont les clauses nous donnent pleine satisfaction, a été signé hier soir, à huit heures, au Bardo, entre le Général Bréart, Plénipotentiaire de la République française, et le Bey de Tunis.

BARTHÉLEMY-SAINT-HILAIRE.

M. Barthélemy-Saint-Hilaire, Ministre des Affaires étrangères, à M. Roustan, Chargé d'Affaires de France à Tunis.

Paris, 13 mai 1881.

Je vous félicite, et je félicite le Général Bréart, de l'heureux résultat que vous avez obtenu.

Le Bey est désormais notre allié. Veuillez veiller à ce qu'il soit entouré d'un redoublement d'égards et de prévenances. Les troupes ne doivent pas entrer dans Tunis. Priez le Général Bréart de les faire rétrograder, comme le Bey le demande, dans la direction de Djedeïdah.

BARTHÉLEMY-SAINT-HILAIRE.

M. Barthélemy-Saint-Hilaire, Ministre des Affaires étrangères, aux Agents diplomatiques de la République française.

Paris, 13 mai 1881.

J'ai l'honneur de vous envoyer ci-joint le texte du traité d'alliance et de garantie qui a été signé hier entre le Gouvernement de la République française et le Bey de Tunis (1). Cet instrument nous donne toutes les satisfactions que nous pouvions désirer, et il remplit le but que nous nous étions fixé dès le commencement de notre expédition en

(1) Voir plus haut, p. 144, le texte du traité.

Tunisie. Vous connaissiez, et toute l'Europe connaissait ce but, que nous avons très nettement déterminé : il ne consistait pas seulement à châtier les tribus insoumises qui avaient violé notre frontière ou pillé les navires français échoués sur le rivage tunisien, mais encore à rendre impossible pour l'avenir le retour de ces actes de barbarie. C'est ce que je vous rappelais, en termes aussi précis que possible, dans la dépêche du 9 mai, par laquelle je vous communiquais le recueil des documents diplomatiques qui se rapportent à la question, et ce que le Ministère déclarait hier aux Chambres, à l'ouverture de leur session, par la bouche de M. le Président du Conseil.

Les circonstances nous ont amenés à précipiter la conclusion d'une affaire qui ne pouvait plus, d'ailleurs, souffrir beaucoup de retards. Pendant que nos soldats opéraient contre les Khoumirs, la situation politique, loin de s'éclaircir à Tunis, devenait de plus en plus confuse. Le Bey restait soumis aux mêmes influences qui ont provoqué les complications actuelles ; on lui faisait croire que plusieurs Puissances européennes s'apprêtaient à intervenir ; on lui annonçait l'arrivée prochaine d'une escadre envoyée par la Porte Ottomane. Ces fausses nouvelles entretenaient chez Son Altesse des dispositions regrettables ; elles produisaient parmi les habitants de la Tunisie une fermentation qui menaçait de devenir dangereuse. Enfin, des apparences spécieuses semblaient leur donner un air de vérité. En effet, la Porte Ottomane, revendiquant sur Tunis une souveraineté qu'elle a perdue depuis longtemps, annonçait le projet d'envoyer deux vaisseaux devant la Goulette, et, quelles que fussent ses intentions, une démonstration semblable pouvait donner lieu à des interprétations malveillantes et amener plus tard d'assez graves difficultés.

Afin de couper court à tout malentendu, le Gouvernement a décidé de confier au Général Bréart, qui se trouvait avec ses troupes à Djeïdah, dans le voisinage immédiat de Tunis, des pleins pouvoirs pour négocier et signer avec le Bey un traité destiné à régler toutes les questions pendantes. Les ouvertures que notre Plénipotentiaire était chargé de faire n'avaient rien d'inattendu pour le Bey. Son Altesse connaissait d'avance le sens général des stipulations qui devaient lui être soumises, et sur la portée desquelles son esprit avait eu le temps de s'éclairer.

Le 12 de ce mois, le Général Bréart s'est rapproché du Bardo ; M. Roustan est venu le rejoindre et l'a conduit au Palais, où le Général s'est rendu à cheval, entouré de son état-major. Le Plénipotentiaire spécial de la République a exposé respectueusement à Mohammed-es-Sadok l'objet de sa mission et lui a remis le projet de traité après lui en avoir donné lecture. Le Bey a demandé un délai pour examiner le document et en délibérer. Aussitôt le Général s'est

retiré ; le Bey a convoqué ses Ministres, et la délibération a duré quelque temps. Son Altesse a fait alors appeler le Général Bréart et M. Roustan, et le traité en double exemplaire a été signé.

Le Bey de Tunis, que la France a toujours traité en ami, devient notre allié par suite du contrat qui a été passé hier entre lui et nous. Le Gouvernement de la République lui apportera, plus encore que par le passé, un concours utile pour l'organisation de ses services administratifs, et pour la pacification des tribus presque indépendantes qui ravagent les frontières de ses États, aussi bien que les territoires contigus. Nous avons l'espoir que, sous cette influence, la civilisation fera des progrès rapides dans la Régence au profit du Bey, de ses sujets, et de toutes les nations européennes qui ont des rapports avec eux. Indépendamment de ces bienfaits d'un ordre général, il y a lieu de remarquer que, loin de porter atteinte aux traités antérieurs qui existent entre le Gouvernement de la Régence et les diverses Puissances européennes, l'intervention de la France les confirme et leur donne une valeur nouvelle. Par l'article 4 du traité, nous nous en portons en effet formellement garants.

BARTHÉLEMY-SAINT-HILAIRE.

M. Barthélemy-Saint-Hilaire, Ministre des Affaires étrangères, aux Agents diplomatiques de la République française à Berlin, Constantinople, Londres, Saint-Petersbourg, Vienne, et près le Roi d'Italie.

Paris, 13 mai 1881.

J'ai l'honneur de vous transmettre ci-jointe, à titre de document, la copie d'une circulaire de la Porte Ottomane, qui m'a été communiquée hier par Essad-Pacha, et dans laquelle le Ministre des Affaires étrangères de Turquie, après avoir invoqué un certain nombre d'arguments à l'appui des prétentions de son Gouvernement sur la Tunisie, demande la médiation des Puissances signataires du Traité de Berlin pour régler les questions pendantes entre la République française et le Bey de Tunis.

BARTHÉLEMY-SAINT-HILAIRE.

ANNEXE A LA DÉPÊCHE DE M. BARTHÉLEMY-SAINT-HILAIRE
EN DATE DU 13 MAI 1881.

**Le Ministre des Affaires étrangères de Turquie
à l'Ambassadeur ottoman à Paris.**

Constantinople, 10 mai 1881.

Mes diverses communications ont déjà signalé à votre attention les phases que vient de traverser la question tunisienne.

A la suite des incursions de quelques tribus berbères du côté de l'Algérie, incursions que les Autorités de Tunis se déclaraient prêtes à réprimer sans retard, le Gouvernement français a jugé nécessaire d'expédier un nombre considérable de troupes qui, après s'être emparées de la plus grande partie de la province, ne sont plus éloignées du centre que de quelques lieues.

Nonobstant les assurances que nous lui avons données sur les mesures efficaces de répression prises par Son Altesse le Pacha et sur le prompt rétablissement du calme dans les parties agitées du pays, le Gouvernement de la République a cru devoir passer outre en caractérisant, à un tout autre point de vue, les rapports séculaires qui unissent la Tunisie à l'Empire Ottoman, comme partie intégrante de cet Empire, et en paraissant opposer une fin de non-recevoir à notre proposition d'une entente amiable avec lui pour écarter les difficultés surgies et concilier les droits de la Sublime Porte avec les intérêts de la France dans cette circonstance.

L'ordre de choses établi *ab antiquo* à Tunis, c'est, je ne saurais assez le répéter, la souveraineté incontestable du Sultan sur cette province, souveraineté incontestée également par les Puissances en général.

Ce droit est resté jusqu'ici intact et sans subir aucune interruption depuis la conquête de ce pays, en 1534, par Kaïreddin-Pacha et, en 1574, par Kilidj-Ali et Sinan-Pacha, que la Cour souveraine avait envoyés sur les lieux avec des forces imposantes de terre et de mer.

Depuis cette époque, et en vertu des principes établis par la Sublime Porte, tous les Valis de Tunis se sont succédé parmi les descendants du premier Vali nommé par le Sultan, et ont reçu invariablement leur investiture du Souverain. Les firmans de nomination sont enregistrés à la Chancellerie du Divan, ainsi que les innombrables correspondances qu'ils ont entretenues avec la Sublime Porte, tant sur leurs rapports politiques avec les Gouvernements européens que sur les affaires de leur administration intérieure.

Jusqu'à ces derniers temps, la Sublime Porte s'était réservé le droit, conjointement avec la nomination du Gouverneur général, d'envoyer directement de Constantinople sur les lieux le Grand Juge « Cadi » et le Secrétaire général de la province, et ce n'est que par un acte accordé spontanément par la Cour souveraine, que le Pacha a été autorisé à nommer lui-même ces deux fonctionnaires. Dans les cérémonies, suivant le rite et comme attribut de la souveraineté du Sultan, les prières publiques, « khoutbès, » sont récitées dans les mosquées au nom de Sa Majesté Impériale et les monnaies frappées à son coin. En temps de guerre, enfin, la Tunisie a toujours envoyé son contingent à la métropole et, d'après un usage immémorial, des

personnages officiels étaient fréquemment envoyés à Constantinople pour renouveler l'hommage de soumission et de dévouement des Gouverneurs généraux au pied du Trône de leurs Souverains et recevoir les autorisations et instructions nécessaires de la Sublime Porte relativement aux affaires importantes de la province. C'est ainsi que le Pacha actuel a sollicité, avec la population tunisienne, et obtenu certains accroissements de privilèges octroyés à Son Altesse par le firman de 1871, reconnu à cette époque par les Puissances, et qu'aujourd'hui encore il fait des appels pressants à son Souverain légitime pour lui venir en aide dans la situation critique où se trouve la Tunisie.

Tels sont les faits réels que nul ne saurait contester. Veut-on maintenant voir leur consécration par l'histoire et par des documents authentiques? Je me borne à n'en citer que quelques exemples parmi tant d'autres, vu le cadre restreint de cette dépêche.

Les anciens traités conclus entre la Turquie et la France portent l'énumération en entier des titres du Sultan, parmi lesquels celui de *Souverain de Tunis* (voir par exemple le traité du 10 séfer 1084, ère chrétienne 1668). Dans ces mêmes documents, il était stipulé que tous les traités conclus entre les deux États devaient être également exécutoires en Tunisie.

Vers la moitié du XVII^e siècle, c'est-à-dire à la date du 15 séfer 1066, un firman fut adressé par le Sultan aux Beys et grands juges de la Régence concernant l'*exequatur* délivré par la Sublime Porte au Consul de France à Tunis, et autorisant ce dernier à cumuler les fonctions de Consul des Puissances non représentées à ce moment-là à Constantinople, telles que le Portugal, la Catalogne, l'Espagne, Venise, Florence, etc. Le Consul avait pour mission de protéger le commerce et la navigation sous pavillon français des sujets de ces Gouvernements dans les ports principaux de la Tunisie, et le firman défendait l'immixtion des Consuls anglais, hollandais et autres dans l'exercice des fonctions de l'agent français.

Un *sened* (convention) passé entre la Sublime Porte et l'Autriche, en date du 9 ramazan 1197 de l'hégire et confirmé par le traité de Sistou du 3 rébiulakhis 1265, enjoint aux autorités (*odjak*) d'Alger, de Tunis et de Tripoli de Barbarie l'ordre de protéger, au nom du Sultan, les navires de commerce du Saint-Empire Romain. De même, dans l'acte qui précédait ce *sened* et qui fut conclu, le 15 chewal de l'an de l'hégire 1161, par l'ordre du Sultan, entre lesdits *odjaks* et l'Empire précité, le Gouverneur général d'alors de Tunis ayant rang de Beylerbey, portant le nom d'Ali-Pacha, mentionne clairement, dans le préambule signé en toutes lettres par lui, les mots suivants : « Notre Souverain le Sultan Mahmoud le Victorieux. »

Quant aux faits contemporains, je citerai par exemple l'ordre adressé par la Sublime Porte, le 15 rébiul-ewel 1245 (année 1825 de l'ère chrétienne), aux autorités d'Alger, de Tripoli de Barbarie et de Tunis, de ne point se mêler dans le différend surgi entre l'Empire d'Autriche et celui du Maroc ; l'ordre également transmis de Constantinople au Vali de Tunis, le 14 séfer 1247 (année 1830 de J.-C.) pour la nouvelle organisation de la milice régulière de la province conformément au système adopté à cette époque pour l'armée régulière ottomane ; et enfin, l'acte de soumission du Pacha de Tunis, présenté en 1860 à S. M. I. le Sultan qui l'avait nommé Gouverneur général, acte publié à cette époque dans les journaux européens sans soulever d'objection d'aucune part.

J'ajouterai aussi qu'en 1863, à l'occasion de l'Emprunt tunisien contracté à Paris sans l'autorisation de la Sublime Porte, M. Drouyn de Lhuys, Ministre des Affaires étrangères de l'Empereur Napoléon III, avait, sur les observations du Gouvernement ottoman, suggéré l'idée de provoquer, de la part du Pacha de Tunis ou du banquier émissonnaire, une demande d'autorisation à adresser à la Sublime Porte, pour *légitimer*, disait-il, l'opération et pour que le droit revendiqué par la Porte Ottomane fût sauvegardé. Le Ministre français fit même faire des ouvertures dans ce sens auprès du banquier en question.

Nous mettons avec la plus entière confiance les considérations qui précèdent dans la balance de la justice et de l'équité des Puissances signataires du traité de Berlin.

Soucieuses à plus d'un titre des obligations internationales qui découlent pour tous de ces actes solennels, elles voudront bien, nous en sommes persuadés, exercer leur médiation impartiale dans le sens de la proposition que nous leur avons déjà soumise, en vue de sauvegarder les autres droits de la Sublime Porte garantis par le même traité, et d'amener la conciliation des intérêts réciproques des deux grands États dans cette malheureuse province tunisienne, qui fait partie intégrante de l'Empire.

Je prie Votre Excellence de vous énoncer conformément à la présente dépêche auprès de M. le Ministre des Affaires étrangères, en lui donnant tous les développements que vous jugeriez utiles. Vous êtes en même temps autorisé à en remettre une copie à Son Excellence, si Elle en manifeste le désir.

ASSIM.

**Le général Bréart,
au Général Farre, Ministre de la Guerre.**

Manouba, 14 mai 1881.

Deux fortes reconnaissances exécutées ce matin pour tenir la troupe en haleine, avaient fait croire à un mouvement en avant et avaient jeté la consternation. Avisé par M. Roustan, je me suis rendu avec lui au Palais et j'ai expliqué au Bey que le Gouvernement, très désireux de lui donner la preuve de ses sentiments amicaux, avait accédé à son désir de ne pas voir nos troupes entrer dans Tunis, et que nous ne l'aurions fait, en tous cas, qu'en réservant ses droits souverains. Le Bey a paru très satisfait de cette déclaration ; il m'assura, à plusieurs reprises, de sa volonté de tenir ses engagements et de faire rentrer dans le devoir ceux qui songeraient à s'en écarter ; que, du reste, son armée régulière allait rentrer à Tunis et lui permettrait de prendre toutes les mesures nécessaires.

A la fin de l'entretien, le Bey m'a remis la grand'croix du Nicham.

Je me trouve en mesure d'exécuter vos ordres du 13, relatifs aux différents points, et je vous enverrai, dans ma prochaine dépêche, la répartition des troupes que j'aurai arrêtée.

BRÉART.

M. Roustan, Ministre de France à Tunis, à M. Barthélemy-Saint-Hilaire, Ministre des Affaires étrangères,

Tunis, 14 mai 1881.

Je suis allé ce matin chez le Bey avec le Général Bréart, et nous avons annoncé à Son Altesse que le Gouvernement, ne voulant pas lui refuser la première faveur qu'Elle demandait après la conclusion de notre alliance, renonçait à faire venir les troupes à Tunis. Nous avons en même temps prié le Bey de se préoccuper du maintien de l'ordre que quelques factieux cherchent à troubler, et le Général lui a dit qu'il pouvait à cet effet disposer de ses troupes s'il en avait besoin. Le Bey s'est montré très reconnaissant de voir son désir accueilli. Il s'est répandu en protestations d'amitié à l'égard de la France, et a promis que l'ordre ne serait pas troublé. Son Altesse a remis tout à fait spontanément le grand cordon de son ordre au Général Bréart, qui a pris congé d'Elle.

ROUSTAN.

**M. Barthélemy-Saint-Hilaire, Ministre des Affaires
étrangères, à Lord Lyons, Ambassadeur d'Angleterre
à Paris.**

Paris, 14 mai 1881.

Vous avez bien voulu me communiquer, le 10 de ce mois, une

dépêche adressée à Votre Excellence par le Comte Granville, sous la date du 7, et concernant les affaires de Tunis. Ce document témoigne de l'accueil favorable fait par le Cabinet de Londres aux indications que j'ai été en mesure de vous donner, touchant les desseins du Gouvernement de la République de ne point s'emparer de la souveraineté de la Tunisie, de ne réunir aucune partie de ce pays au territoire français, et après avoir châtié la tribu agressive des Khoumirs, d'obtenir du Bey des garanties suffisantes pour notre sécurité dans l'avenir. Le Principal Secrétaire d'État de la Reine a bien voulu vous faire savoir que le Gouvernement anglais verrait sans jalousie l'établissement de l'influence française en Tunisie, à condition qu'elle s'exerçât d'une façon conforme aux droits créés par les traités, et ne portât point préjudice aux intérêts légitimes des sujets britanniques. Mentionnant ensuite les appels adressés à l'Angleterre ainsi qu'à plusieurs autres Puissances, soit par le Bey de Tunis, soit par la Porte Ottomane, Lord Granville vous déclarait que le Cabinet de Londres, sans pouvoir les ignorer entièrement, n'avait cependant point la pensée de présenter une proposition formelle de médiation ou de bons offices, à moins d'y être convié par le Gouvernement français aussi bien que par le Bey. Enfin Sa Seigneurie vous invitait à me dire que si le Gouvernement de la Reine pouvait contribuer de quelque façon à la prompt solution des difficultés pendantes entre la France et le Bey, il y emploierait très volontiers son influence dans la forme que je vous indiquerais comme pouvant être la plus utile et plus agréable pour nous.

J'ai le devoir de vous exprimer la satisfaction sincère qu'une communication conçue en termes aussi amicaux a causée au Gouvernement de la République. Je suis personnellement heureux de penser que les éclaircissements qu'en plusieurs occasions j'ai pu fournir à Votre Excellence sur la nature et l'objet de nos opérations en Tunisie, ont pour effet de faire envisager notre entreprise sous son véritable jour par votre Gouvernement. Grâce à la rapidité avec laquelle elle a été conduite, nous avons atteint déjà le but principal que nous nous proposons, et qui était d'obtenir du Bey, pour l'avenir, des assurances effectives contre le retour des difficultés récentes. Le Traité signé à Tunis le 12 mai y pourvoit d'une manière que nous jugeons suffisante, et cet acte, en garantissant les intérêts français, consacre explicitement, par une clause spéciale, les droits de toutes les nationalités étrangères. J'ai eu l'honneur de vous donner connaissance du Traité au moment où il venait d'être conclu; votre Gouvernement, je n'en doute point, reconnaîtra facilement qu'il ne porte aucune atteinte aux privilèges dont les autres Pays sont légitimement en possession, et qu'il tient compte ainsi, dans une juste mesure, des préoccupations

indiquées dans la dépêche du Comte Granville. Persuadé qu'aucun malentendu ne saurait se produire à ce sujet entre le Cabinet de Londres et nous, je ne puis que vous prier, en présence des résultats actuellement acquis, de transmettre à votre Gouvernement l'expression de nos remerciements pour les assurances de bon vouloir et les offres courtoises dont vous avez été autorisé à faire part au Gouvernement français.

BARTHÉLEMY-SAINT-HILAIRE.

**Lord Lyons, Ambassadeur d'Angleterre à Paris, à
M. Barthélemy-St-Hilaire, Ministre des Affaires étrangères.**

Paris, 14 mai 1881.

Je n'ai pas manqué de rendre compte au Gouvernement de la Reine des observations que Votre Excellence m'a fait l'honneur de me faire, le 10 courant, pendant la conversation que j'ai eue avec Elle ce jour-là, lorsque je Lui ai communiqué la dépêche que m'avait adressée le Comte Granville, le 7 de ce mois, au sujet des affaires de Tunis.

La conversation a embrassé plusieurs sujets d'une nature très importante; mais, comme Votre Excellence a indiqué qu'Elle ferait probablement de la dépêche de Lord Granville l'objet d'une communication écrite, le Gouvernement de la Reine juge plus convenable et plus respectueux pour le Gouvernement français d'attendre les observations écrites de Votre Excellence avant d'entamer une discussion sur les sujets en question.

Toutefois, dès à présent, et en attendant la prochaine communication dont je viens de parler, le Gouvernement de la Reine croit utile de rappeler clairement les assurances qu'il a reçues du Gouvernement français quant à la nature et à l'étendue de tout arrangement qui pourrait être conclu avec le Bey de Tunis.

Dans la conversation du 10 de ce mois, comme dans différentes occasions antérieures, Votre Excellence a désavoué toute intention de conquête ou d'annexion de la part de la France.

Peu de temps auparavant, Votre Excellence m'avait déclaré que le Gouvernement français n'avait certainement pas l'intention de créer un port à Bizerte, bien qu'il fût possible qu'une entreprise française privée pût éventuellement, dans l'avenir, se charger de faire, sur ce point, des travaux pour l'établissement d'un port de commerce.

Votre Excellence m'a de plus assuré que tous les Traités entre Tunis et les autres puissances seraient maintenus et respectés. Mais Lord Granville remarque que vous avez parlé de l'éventualité d'une révision de quelques-uns des Traités et d'un changement des parties qui se trouvent liées par eux.

Le Gouvernement de la Reine serait heureux d'être assuré que, d'après la manière de voir du Gouvernement français lui-même, tous les droits dont jouissent aujourd'hui les étrangers demeureront intacts, que les étrangers jouiront, dans leurs relations commerciales, de la même liberté qui leur a été assurée jusqu'ici, qu'aucune tentative ne sera faite pour assurer des privilèges exclusifs ou différentiels aux sujets ou citoyens d'un pays, sur ceux d'autres pays, et que la position des créanciers de la Régence ne sera pas affaiblie.

En soumettant, par ordre du Gouvernement de la Reine, les considérations précédentes à Votre Excellence, je vous prie de recevoir les nouvelles assurances, etc.

LYONS.

M. Barthélemy-Saint-Hilaire, Ministre des Affaires étrangères, à Lord Lyons, Ambassadeur d'Angleterre à Paris.

Paris, 16 mai 1881.

Dans une lettre que vous m'avez fait l'honneur de m'adresser, sous la date du 14 de ce mois, vous vous référez à plusieurs entretiens que j'ai eus avec Votre Excellence et au cours desquels j'ai été amené à lui donner certaines indications concernant la politique du Gouvernement français à l'égard de la Tunisie. Vous faites des allusions notamment à notre conversation du 10 mai, pendant laquelle vous avez bien voulu me communiquer une dépêche de Lord Granville datée du 7, et vous me rappelez que je vous avais promis de répondre par écrit à cette communication. Ma réponse, que je n'ai pu faire aussitôt que j'aurais voulu, doit être actuellement entre vos mains ; j'ai la confiance qu'elle vous mettra en mesure de rassurer tout à fait le Principal Secrétaire d'État de la Reine sur les points qui semblaient particulièrement le préoccuper. Néanmoins je saisis avec plaisir l'occasion qui m'est offerte par Votre Excellence pour revenir une fois de plus avec Elle sur ce que j'ai pu lui faire connaître déjà de nos vues en ce qui concerne l'avenir de la Tunisie.

Vous voulez bien constater tout d'abord que je vous ai déclaré que les Conventions existantes entre la Tunisie et les Puissances étrangères seraient maintenues et respectées. Je vous réitère d'autant plus volontiers cette assurance que, par un article spécial de notre Traité avec le Bey, la République française se porte garante de l'exécution de toutes les Conventions de ce genre qui existent aujourd'hui. Il est vrai que dans nos récents entretiens, je vous ai parlé incidemment de la possibilité d'une révision de quelques-unes de ces Conventions. La franchise avec laquelle je m'expliquais envers vous m'amenait naturellement à prévoir une éventualité semblable, car je ne pouvais me

dissimuler, ni dissimuler à Votre Excellence, les obligations qui incomberont par la force des choses au Gouvernement français, en conséquence de la position qui lui est désormais assignée en Tunisie. Il est bien évident que, de même que le Gouvernement anglais, lorsqu'il a assumé la responsabilité de l'administration de pays étrangers, a compris qu'il était tenu de modifier l'état de choses existant et de procurer aux populations dont il prenait la tutelle l'avantage d'un Gouvernement civilisé et régulier; de même aussi la France, entre les mains de laquelle se trouve actuellement placée la direction supérieure des affaires en Tunisie, ne saurait se dérober au devoir d'appeler le pays au partage des bienfaits dont notre administration a déjà doté l'Algérie. Mais il n'est pas moins manifeste que cette œuvre ne pourra être accomplie que graduellement, et qu'il faudra bien du temps encore avant que la Tunisie soit mise en état de participer à un régime semblable à celui des nations européennes. En tous cas, lorsque les progrès que nous devons poursuivre ne pourront être obtenus qu'au prix de certaines modifications qui dérogeraient à un ordre de choses consacré aujourd'hui par des Conventions conclues avec les Puissances étrangères, notre ferme intention est de ne procéder jamais aux changements nécessaires que d'accord avec ces Puissances et en vertu d'une entente amicale avec elles. Les droits et privilèges commerciaux et autres énumérés dans la communication de Votre Excellence subsisteront donc intacts, en tant qu'ils sont garantis par des Traités, jusqu'à ce que des Conventions nouvelles librement consenties aient été substituées aux arrangements existants. Pour ce qui concerne spécialement les créanciers de la Régence, il est certain que les sécurités dont ils sont nantis actuellement ne seront en rien affaiblies et que, tout au contraire, nous nous efforcerons de les fortifier autant que possible.

Votre Excellence rappelle qu'en plusieurs occasions, dans mes entretiens avec Elle, j'ai repoussé l'idée d'une conquête ou d'une annexion à la France d'une partie quelconque du territoire tunisien. Je ne fais aucune difficulté de vous répéter ici ce que je vous ai dit déjà, et je puis vous affirmer que nos arrangements avec le Bey ne comprennent aucune stipulation qui ne soit conforme aux assurances que je vous ai données. Je réponds implicitement ainsi, et d'une manière qui, j'aime à le croire, vous paraîtra concluante, à vos observations, concernant le port de Bizerte. Nous n'avons pas plus le désir de nous annexer Bizerte que tout autre point de la Tunisie. Sans doute, comme je vous l'ai spontanément indiqué, il est possible que nous soyons amenés à favoriser le développement commercial de ce port et à encourager les tentatives qui seraient faites dans l'intérêt même de la Régence pour en améliorer les conditions matérielles.

Mais quelles que soient les entreprises que des sociétés privées veuillent tenter à Bizerte, il n'entre nullement dans nos projets de dépenser aujourd'hui les sommes énormes et de commencer les travaux gigantesques qui seraient nécessaires pour transformer cette position en un port militaire pouvant servir de base à des opérations de guerre maritime. Là, comme dans le reste de la Régence, l'action de la France ne s'exercera qu'en vue de progrès pacifiques, qui devront profiter aux autres nations, aussi bien qu'à nous-mêmes. La seule conquête que nous méditons est celle de la civilisation dans un pays encore trop arriéré; et j'ai la confiance que l'Angleterre nous prêterait, dans une œuvre avantageuse à tous les intérêts, le concours des sympathies sincères que nous nous croyons particulièrement en droit d'attendre d'elle, parce que nous les éprouvons nous-mêmes à son égard.

BARTHÉLEMY-SAINT-HILAIRE.

NOTE COMMUNIQUÉE A M. BARTHÉLEMY-SAINT-HILAIRE, MINISTRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES, PAR ESSAD-PACHA, AMBASSADEUR DE TURQUIE A PARIS, LE 17 MAI 1881.

**M. le Ministre des Affaires étrangères de Turquie,
à M. l'Ambassadeur ottoman à Paris.**

Constantinople, 17 mai 1881.

Nous n'avons point manqué, à l'occasion des événements qui viennent de se produire en Tunisie, de signaler, à plusieurs reprises, à l'attention des Gouvernements signataires du Traité de Berlin, les droits souverains pleins et entiers de la Sublime Porte sur cette Province, partie intégrante de l'Empire ottoman, droits établis, *ab antiquo*, exercés par ce dernier sans interruption jusqu'à ce jour et reconnus par les Puissances en général.

Nous n'avons pas manqué non plus, aussi bien avant qu'après l'entrée des troupes françaises dans la Tunisie, de proposer une entente amiable, entre la Sublime Porte et le Gouvernement de la République, en vue de concilier nos droits avec les intérêts de la France et de satisfaire ainsi aux plaintes formulées par celle-ci contre les incursions de quelques tribus berbères, incursions que les autorités tunisiennes s'étaient, dès l'origine du conflit, déclarées prêtes à réprimer dans le plus court délai.

De leur côté, le Pacha de Tunis et la population confiée par firman impérial à son administration ont fait appel, comme il était de leur devoir de le faire, à la Cour souveraine pour lui exposer la situation critique où ils se trouvaient, en présence de la marche en avant des

troupes françaises dans le pays et pour lui demander instamment de leur venir en aide en sa qualité de leur maître légitime.

Nos propositions éminemment conciliantes et les preuves irréfragables que nous avons présentées à l'appui de nos droits en question, n'ont point été entendues, et même le Gouvernement de la République française a cru devoir décliner l'existence de tous les liens de sujétion séculaires qui unissent cette province à l'Empire en mettant en avant la soi-disant indépendance de ce pays et passer ainsi outre à toutes nos objections, malgré même les protestations du Gouverneur général et de la population, en occupant successivement la plus grande partie du territoire de Tunisie et en nous défendant, en dernier lieu, d'une manière péremptoire et menaçante, l'envoi d'un seul de nos bâtiments sur les lieux.

Comme complément à cette manière de procéder que nous ne saurions nous empêcher, à notre vif regret, de considérer comme étant absolument contraire à toutes les obligations internationales, le Gouvernement de la République vient de présenter aux Chambres françaises le Traité qu'il a conclu, le 13 de ce mois, avec Son Altesse le Pacha de Tunis, Traité auquel celui-ci a dû forcément se soumettre en présence de la pression exercée sur le pays et du danger imminent qui le menaçait.

Nous devons à nous-mêmes et à nos devoirs envers le pays de récuser ce document dont toutes les clauses renversent l'ordre légitime des choses établies en Tunisie et portent la plus grave atteinte à la souveraineté et à l'intégrité de l'Empire garanties par les Traités.

En conséquence, la Sublime Porte se fait un devoir de protester énergiquement et de la manière la plus solennelle contre la validité de ce Traité, le déclarant conclu dans des conditions anormales et attentatoires aux droits du Sultan, et, dès lors, comme n'ayant à ses yeux et à ceux de Son Altesse le Pacha et de la population tunisienne, sujets de Sa Majesté Impériale, aucune valeur ni force de loi, tant dans son ensemble que dans chacune de ses parties.

Je vous invite à communiquer officiellement et sans le moindre retard la présente dépêche protestative à Son Excellence Monsieur le Ministre des Affaires étrangères.

M. Barthélemy-Saint-Hilaire, Ministre des Affaires étrangères, à MM. les Agents diplomatiques de la République française.

Paris, 20 mai 1881.

J'ai l'honneur de vous envoyer le texte d'une protestation que la Porte Ottomane a cru devoir formuler contre le Traité conclu le 12 de ce mois entre le Gouvernement de la République et le Bey de

Tunis. Cette pièce m'a été communiquée par Essad-Pacha, Ambassadeur de Turquie à Paris.

Vous connaissez le point de vue auquel nous nous plaçons pour apprécier les prétentions du Gouvernement ottoman à l'égard de la Tunisie. Nous n'avons rien à ajouter à ce que nous avons publiquement déclaré déjà à ce sujet. Mon intention est donc de ne pas répondre à la nouvelle Note de la Turquie.

BARTHÉLEMY-SAINT-HILAIRE.

**Lord Granville à MM. les agents diplomatiques
du Gouvernement de Sa Majesté.**

Foreign-Office, 20 mai 1881.

Le Gouvernement de Sa Majesté a examiné les notes de M. Barthélemy-Saint-Hilaire au sujet de la question de Tunis; des copies en ont été reçues par l'Ambassadeur de Sa Majesté à Paris et ont sans doute été transmises aussi à Votre Excellence.

M. Barthélemy-Saint-Hilaire, dans sa note du 14, exprime sa satisfaction sincère de la communication amicale que Lord Lyons lui a faite le 10 courant, conformément à mes instructions, et assure qu'il est personnellement heureux d'apprendre que les explications qu'il a données à différentes reprises à notre Ambassadeur à Paris, sur la nature et l'objet des opérations de l'armée française en Tunisie, ont eu pour résultat de faire envisager cette entreprise sous son vrai jour par le Gouvernement de Sa Majesté. M. Barthélemy-Saint-Hilaire fait remarquer aussi que le traité tunisien dont la substance a été communiquée à Lord Lyons, sera reconnu sans difficulté comme ne portant aucune atteinte aux privilèges légitimement acquis par d'autres Puissances.

M. Barthélemy-Saint-Hilaire termine en exprimant la gratitude de son Gouvernement pour les assurances de bienveillance et les offres courtoises que Lord Lyons lui a transmises.

Le Gouvernement de Sa Majesté est heureux de recevoir cette expression de sentiments d'amitié et d'y répondre par des sentiments analogues. Il serait difficile d'exagérer l'importance que le Cabinet anglais attache aux relations excellentes qui existent entre l'Angleterre et la France, et dont les avantages ne s'étendent pas à ces deux nations seulement; mais ce serait manquer à la franchise si nous laissions croire à M. Barthélemy-Saint-Hilaire que l'action de la France en Tunisie ait produit une impression favorable sur l'opinion publique en Angleterre.

Le Gouvernement de Sa Majesté n'entend pas insister plus qu'il

ne faut sur les contradictions qui se sont manifestées dans des entretiens privés, ni sur les motifs différents qui ont été allégués à Paris et à Tunis pour justifier l'intervention de la France : d'abord, la protection à accorder au Bey contre sa déposition par le Sultan ; ensuite, le châtimement des tribus turbulentes de la frontière. Mais on ne saurait guère douter que le traité conclu avec le Bey n'aille bien au delà du règlement d'une question de sécurité de la frontière et n'équivaille en fait à un protectorat, dont l'idée semblait au Gouvernement anglais avoir été répudiée par la France.

Le Gouvernement de Sa Majesté accepte cependant avec empressement l'assurance réitérée par M. Barthélemy-Saint-Hilaire, dans sa note du 16, que toutes les conventions existantes entre Tunis et les Puissances étrangères seront maintenues et respectées, et cela d'autant plus volontiers que, par l'article 11 du traité avec le Bey, la République Française en garantit l'exécution. Les privilèges commerciaux et autres ne seront par conséquent pas lésés en tant qu'ils sont garantis par les traités, à moins que des conventions nouvelles ne soient volontairement substituées aux arrangements existants.

Le Gouvernement de Sa Majesté prend note de ces assurances, qu'il regarde comme un engagement international qui lie le Gouvernement français pour l'avenir.

Afin qu'il n'y ait pas plus tard de malentendus, le Gouvernement de Sa Majesté entend déclarer d'une manière explicite que la Convention générale du 19 juillet 1875, entre les Gouvernements de la Grande-Bretagne et de Tunis, est et restera en vigueur.

Ce traité garantit aux sujets britanniques, aux navires, au commerce et à la navigation tous les privilèges, toutes les faveurs et les immunités qui sont ou pourront être accordés aux sujets, aux navires, au commerce et à la navigation de n'importe quelle autre nation. Il accorde à l'Angleterre tous les avantages concédés par le Bey dans d'autres traités, y compris le traité conclu entre la France et Tunis le 8 août 1830 et dans lequel l'article 7 dit que « les capitulations conclues entre la France et la Porte, de même que les anciens traités et conventions passés entre la France et la Régence de Tunis, et nommément le traité du 15 novembre 1824, seront confirmés et continueront à être observés, dans toutes celles de leurs obligations auxquelles le présent acte ne dérogerait pas. »

J'ai à appeler l'attention spéciale de Votre Excellence sur l'article du traité de 1875, renfermant la stipulation du traitement de la nation la plus favorisée, de même que sur l'article 7 de ce traité par lequel le Bey s'est engagé à ne point prohiber l'importation dans la Régence d'articles manufacturés dans les possessions anglaises, et stipulant que les droits à prélever sur des articles de ce genre n'excé-

deraient pas 8 0/0 *ad valorem*, ou un droit spécifique équivalent fixé d'un commun accord. Je dois également appeler votre attention sur l'article 18, qui accorde le traitement de la nation la plus favorisée, en ce qui concerne les droits de port, de pilotage, des phares, de quarantaines ; toutefois, on ne doit pas entendre que s'il est fait mention spéciale de ces articles, les articles qui restent doivent être considérés comme ayant perdu de leur valeur en raison de l'article 7 du traité du 12 courant : « Le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de S. A. le Bey de Tunis se réservent de fixer d'un commun accord les bases d'une organisation financière de la Régence, qui soit de nature à assurer le service de la dette publique et à garantir les droits des créanciers de la Tunisie. »

Si l'arrangement qu'on a l'intention de conclure avec le Bey devait modifier la constitution de la commission financière instituée par le décret du Bey, en date du 5 juillet 1869, après consentement préalable des Gouvernements de la Grande-Bretagne, de la France et de l'Italie, et en partie composée des représentants des créanciers anglais, le Gouvernement de Sa Majesté est d'avis que l'on devrait fournir à ces créanciers une occasion d'exprimer leur opinion à ce sujet.

Le Gouvernement de Sa Majesté constate que M. Barthélemy-Saint-Hilaire répudie toute idée d'annexion par la France du port de Bizerte ou d'un port quelconque de la Tunisie, et que, bien qu'il fasse pressentir la possibilité d'un encouragement à donner à l'entreprise privée, dans le but d'améliorer ledit port, il déclare qu'il n'entre nullement dans les intentions du Gouvernement français de dépenser, en ce moment, des sommes énormes et de commencer les immenses travaux nécessaires pour créer sur ce point un port militaire.

Je ne crois pas nécessaire d'approfondir la question de l'importance possible de Bizerte comme port de commerce. Je me bornerai à cette observation que, si le canal entre la mer et le lac était creusé assez pour donner accès aux grands navires, les bâtiments britanniques auront, d'après le traité de 1875, le droit d'en faire usage, sans être soumis à des droits supérieurs à ceux des navires français ou tunisiens.

Le Gouvernement de Sa Majesté a pleine confiance que M. Barthélemy-Saint-Hilaire appréciera les intentions amicales qu'a eues ce Gouvernement en faisant connaître aussi explicitement son opinion sur les droits des sujets britanniques sous les traités existants, et qu'il les acceptera comme une preuve de son vif désir de prévenir toute cause d'un malentendu futur et de maintenir la bonne intelligence qui a heureusement si longtemps subsisté entre les deux pays.

GRANVILLE.

**M. Albert Grévy, Gouverneur général de l'Algérie, à
M. Barthélemy-Saint-Hilaire, Ministre des Affaires
étrangères.**

Alger, le 20 mai 1881.

J'ai l'honneur de vous adresser ci-joint un relevé approximatif et très incomplet des faits qui montrent d'une façon indéniable l'état d'insécurité de nos frontières tunisiennes et la longanimité dont le Gouvernement français n'a pas cessé de faire preuve vis-à-vis de celui de Son Altesse le Bey de Tunis.

Le relevé actuel est bien au-dessous de la réalité, car il ne comprend ni les faits qui se sont passés dans les territoires civils, ni ceux qui, pour une cause ou une autre, n'ont pas donné lieu à des plaintes consignées sur les registres des bureaux arabes.

Ces derniers sont certainement très nombreux, car ils comprennent tous les vols des bestiaux pour lesquels les victimes se sont arrangées à l'amiable avec les voleurs, sans intervention aucune de l'autorité. Ce n'est, en effet, qu'à la dernière extrémité que l'indigène de la frontière vient porter sa plainte contre un Tunisien voleur de bestiaux ; il préfère d'abord s'assurer lui-même du nom de ses voleurs et négocier avec eux à prix d'argent le rachat des bêtes volées. Les voleurs tunisiens sont, du reste, les premiers à envoyer à leurs victimes les *bêcheurs* ou dénonciateurs qui, après avoir été complices du vol, servent d'intermédiaires pour ramener les bêtes à leurs propriétaires, moyennant une rançon débattue souvent des mois entiers. Ce n'est donc qu'en désespoir de cause, ou lorsqu'un chef investi intervient, que le volé vient faire sa plainte ; aussi n'est-il pas rare de voir enregistrer des vols remontant à plusieurs années : c'est ce qui explique les apparentes irrégularités chronologiques que l'on relève *a priori* dans les registres du cercle de Soukahrras, où l'inscription a été faite par tribu au fur et à mesure de l'arrivée de ces plaintes qui, toutes, formulent nettement le nom des voleurs.

Toutefois, les crimes et délits commis de 1870 à 1881 atteignent un chiffre considérable, puisque ceux relevés sont au nombre de 2,379 et qu'ils ont été subis par une population qui est d'environ 100,000 âmes. Sur ces 2,379 crimes ou délits (dont 3 violations de frontière du fait même des agents ou des troupes de S. A. le Bey), le Gouvernement tunisien n'a donné une sanction pénale qu'à cinq affaires. Pour toutes les autres, les coupables, en dehors de ceux directement atteints par nous, n'ont pas été punis ; ils en ont été quittes pour des restitutions ou des dommages-intérêts. Enfin, 412 faits sont restés absolument sans répression et sans réparation pécuniaire.

ALBERT GRÉVY.

EXTRAIT

DU RECUEIL DIPLOMATIQUE ANGLAIS SUR TUNIS, 1881 (N° 2)

**M. Waddington, Ministre des Affaires étrangères,
au Marquis d'Harcourt, Ambassadeur de France à Londres.**

Paris, 26 juillet 1878.

Je vous ai fait connaître, il y a quelques jours, le texte de la communication que j'ai reçue du marquis de Salisbury à Berlin, concernant la Convention d'Alliance défensive signée à Constantinople le 4 juin entre l'Angleterre et la Porte Ottomane. Je vous ai rendu compte en même temps des explications dans lesquelles, à cette occasion, le Principal Secrétaire d'État de la Reine avait bien voulu entrer avec moi au sujet du maintien des intérêts français en Syrie et en Égypte.

Il est un autre point sur lequel nous avons été amenés à échanger aussi nos vues et dont je désire vous entretenir spécialement aujourd'hui. Au cours de l'examen que nous faisons ensemble des conséquences qui devaient découler du nouvel état des choses en Orient pour les Puissances riveraines de la Méditerranée, et en particulier pour la France et l'Angleterre, notre attention s'est portée sur la Régence de Tunis. Lord Salisbury n'ignorait pas la sollicitude que devait causer au Gouvernement français le sort de ce petit pays, dont la situation intérieure est si précaire, et sur lequel son voisinage immédiat avec l'Algérie nous oblige à tenir constamment l'œil ouvert. Allant de lui-même au-devant des préoccupations qu'il pouvait nous supposer, il s'est appliqué à me faire entendre, dans le langage le plus amical et le plus explicite à la fois, que l'Angleterre était décidée à ne nous susciter aucun obstacle de ce côté; que, dans sa pensée, il ne devait tenir qu'à nous seuls de régler au gré de nos convenances la nature et l'étendue de nos rapports avec le Bey, et que le Gouvernement de la Reine acceptait d'avance toutes les conséquences que pouvait impliquer, pour la destination ultérieure du territoire tunisien, le développement naturel de notre politique.

« Faites à Tunis ce que vous jugerez convenable, m'a dit Sa Seigneurie, l'Angleterre ne s'y opposera pas et respectera vos décisions. » Revenant dans une autre occasion sur ce sujet, Lord Salisbury n'hésitait pas à me confier qu'il regardait comme moralement impossible que le régime actuel pût durer à Tunis, et qu'aux yeux du Cabinet anglais il appartenait à la France de présider à la régénération de ce pays consacré par de grands souvenirs.

Je ne pouvais que reconnaître le sentiment amical pour notre nation qui inspirait ces paroles. J'ai remercié Lord Salisbury de la largeur de vues qu'il apportait dans son appréciation spontanée de notre rôle à l'égard d'un pays placé par la force des circonstances dans l'orbite de notre action.

« Il est possible, lui ai-je dit, que l'avenir nous impose à l'égard de la Tunisie une responsabilité plus directe que celle qui nous incombe aujourd'hui. Le cours naturel des choses, je l'admets avec vous, destine sans doute cette contrée à compléter un jour l'ensemble des possessions de la France en Afrique ; aussi bien dès aujourd'hui ne permettrons-nous à aucune Puissance étrangère de s'y établir et repousserions-nous par les armes toute tentative de ce genre. Je considère donc comme un gage précieux de la bonne entente qui doit régner entre nos deux peuples les déclarations que vous m'avez fait entendre, et je serai heureux de les transmettre à mon Gouvernement. Bien que j'ignore quelles peuvent être ses intentions à ce sujet, je ne crois pas qu'il acceptât, dans les circonstances actuelles, une annexion pure et simple telle que vous êtes disposé à l'envisager dès à présent. Un acte semblable ne serait pas en harmonie avec notre politique générale, il ne serait pas suffisamment motivé aujourd'hui par les difficultés et les ennuis, très réels, d'ailleurs, que nous éprouvons souvent avec nos voisins de Tunis. Ce qui rentrerait à la vérité dans les données de la situation comme nous les comprenons, c'est que notre protectorat dans ce pays fût reconnu d'une manière formelle ; avant tout, ce qui nous importe, c'est que nous ayons une entière liberté d'y étendre notre influence et d'y développer nos intérêts de la façon qui nous conviendra le mieux, sans nous heurter à des prétentions rivales. »

Tel est, Monsieur le Marquis, le résumé des réponses que j'ai faites, dans plusieurs entretiens, aux ouvertures de Lord Salisbury. Je vous prie de lui témoigner, à votre tour, l'impression favorable qu'en a éprouvée le Gouvernement Français. Les paroles du Principal Secrétaire d'Etat m'avaient été confirmées, à Berlin, par la bouche du Comte de Beaconsfield, et nous ne pouvons douter, par conséquent, du parfait accord de vues qui existe dans cette question entre les divers membres du Gouvernement de la Reine. En faisant connaître au Ministre des Affaires étrangères la satisfaction avec laquelle nous prenons acte de ses déclarations, vous voudrez bien lui remettre, à titre d'ailleurs tout à fait confidentiel, une copie de la présente dépêche destinée à en préciser les termes.

WADDINGTON.

Le Marquis de Salisbury, à Lord Lyons.

Foreign-Office, 7 août 1878.

Milord, j'ai l'honneur de transmettre ci-jointe à Votre Excellence la copie d'une dépêche du Ministre des Affaires étrangères de France, qui m'a été remise samedi par l'Ambassadeur de ce pays. (Voir n° 1.) La question à laquelle cette dépêche se rapporte a été plus d'une fois le sujet des conversations très satisfaisantes que j'ai eues avec M. Waddington à Berlin. C'étaient des conversations particulières et elles n'avaient aucun caractère spécial qui les distinguât de celles qui avaient lieu journellement entre les autres Plénipotentiaires. Par conséquent, je n'ai pas alors jugé nécessaire d'en rédiger la substance ou d'en transmettre un sommaire à Votre Excellence, ainsi que cela se fait habituellement lorsque des conversations importantes sont échangées au Foreign-Office.

Il m'est donc impossible d'affirmer que M. Waddington ait reproduit textuellement les paroles dont lui ou moi nous nous sommes servis. J'incline à penser que, bien qu'il ait employé la forme de citations, il a voulu seulement faire connaître le sens général de nos communications, et en particulier les sentiments d'amitié pour la France dont mon langage était empreint. Dans ces limites et sans pouvoir garantir l'exactitude des propres paroles qui me sont attribuées, je reconnais très volontiers la fidélité de l'ensemble de ses souvenirs.

Quoi qu'il en soit, au lieu de reprendre, pour les critiquer, les termes de cette communication, il sera plus simple d'énoncer en quelques mots les vues du Gouvernement de Sa Majesté Britannique dans la question. C'est avec satisfaction que le Gouvernement de la Reine a vu réussir l'expérience que la France poursuit en Algérie, et la grande œuvre de civilisation qu'elle accomplit dans ce pays. Il n'a jamais ignoré que la présence de la France sur les côtes d'Algérie, appuyée comme elle l'est par une force militaire imposante, doit avoir pour effet, quand elle jugera opportun de l'exercer, de lui donner le pouvoir de peser, avec une force décisive, sur le Gouvernement de la Régence de Tunis, sa voisine. C'est là un résultat que nous avons depuis longtemps reconnu comme inévitable et que nous avons accepté sans répugnance. L'Angleterre n'a, dans cette région, aucun intérêt spécial qui soit de nature à la mettre en garde ou en défiance contre l'influence légitime et croissante de la France.

Il est inutile de se livrer à des prévisions sur les destinées futures de cette province. Je crois que M. Waddington a mal saisi ma pensée en comprenant que j'avais prédit la chute prochaine du Gouvernement actuel de Tunis. Mes informations m'amèneraient plutôt à conclure que, si ce Gouvernement n'est ébranlé par aucun choc venant du

dehors, il pourra encore durer un temps considérable. En conséquence, je me bornerai à dire, à l'égard d'un événement qui est peut-être encore lointain, que cet événement ne modifiera pas l'attitude de l'Angleterre. Elle continuera de reconnaître, ainsi qu'elle le fait aujourd'hui, les résultats naturels du voisinage d'un pays puissant et civilisé comme la France, et n'a, en ce qui la concerne, aucun intérêt contraire à lui opposer.

Il y a cependant une considération sur laquelle j'avais appelé l'attention de M. Waddington dans une conversation, et à laquelle je ne dois pas omettre complètement de me référer dans l'occasion actuelle. La France n'est pas le seul pays qui se trouve dans le voisinage immédiat de la Tunisie. Je ne suis pas en situation de connaître les opinions exactes du Gouvernement Italien sur cette question, mais j'ai tout lieu de croire que l'attention du Gouvernement Italien a été appelée sur elle. Il ne faut pas supposer que le Gouvernement de la Reine se soit formé une opinion sur la position que l'Italie pourra prendre, relativement à la région qui est actuellement en question; car, aucune communication n'ayant été échangée entre les deux Gouvernements à ce sujet, celui de Sa Majesté Britannique n'aurait pu se faire une opinion qu'en complète ignorance de cause.

SALISBURY.

Le comte Granville, à Lord Lyons.

Foreign-Office, 17 juin 1880.

Milord, le 9 de ce mois, l'Ambassadeur de France m'a entretenu de la question Tunisienne.

Son Excellence m'a dit que les intérêts de la France en Afrique ne lui permettaient pas de rester indifférente à rien de ce qui pouvait affecter la condition de la Régence. Suivant Elle, le Gouvernement de ce pays est faible, et il serait inconsidéré de ne pas prévoir la possibilité de sa disparition. Le Gouvernement Français est bien loin de vouloir précipiter un pareil événement, et il ne songe pas à en profiter pour obtenir une extension de territoire. Au contraire, il désire prévenir cette éventualité; mais en même temps il juge nécessaire d'exercer lui-même une certaine influence sur le Gouvernement Tunisien, et verrait de mauvais œil les tentatives qui seraient faites par d'autres Puissances pour établir dans ce pays leur prépondérance.

M. Léon Say a ensuite donné des explications sur une question qui avait surgi récemment entre les Gouvernements de France et d'Italie.

Le Gouvernement Français, a-t-il dit, avait établi une ligne de télégraphes en Tunisie, le Gouvernement Tunisien étant hors d'état de trouver les fonds nécessaires pour cette création, et, par une Convention formelle, le Gouvernement Français avait pris l'affaire à sa charge.

Cette Convention avait, en conséquence, donné à la France un monopole télégraphique en Tunisie. Tout récemment les Italiens ont proposé de pousser jusqu'à Tunis une ligne italienne. Les Français ont soutenu leur droit de monopole et ont offert de permettre que les fils italiens fussent reliés aux bureaux français; mais, en même temps, ils s'opposaient à l'établissement de bureaux italiens dans le pays. Il est résulté de cette discussion une certaine irritation fâcheuse, et dans les pays orientaux de pareilles questions sont trop souvent envenimées par des ressentiments personnels entre les représentants locaux.

Son Excellence a ajouté qu'à Berlin, Lord Beaconsfield et Lord Salisbury avaient tenu un langage fort amical au sujet de la Tunisie. Ils avaient repoussé l'idée que l'Angleterre pût, en aucune façon, être jalouse de l'influence croissante et des effets civilisateurs de l'administration française en Afrique; et ils semblaient plus disposés à encourager qu'à entraver l'accroissement très sensible de l'influence française sur la Tunisie, même si cette influence devait être portée plus loin que la France elle-même ne le prévoyait ou ne le désirait.

Le Gouvernement Français ne voulait pas exercer à ce sujet une pression sur le Gouvernement de Sa Majesté Britannique, mais savoir le plus tôt possible si le Gouvernement actuel partageait les vues du précédent Cabinet.

J'ai revu M. Léon Say le 12 de ce mois et j'ai repris avec lui le sujet de notre conversation. J'ai dit à Son Excellence que, dans la correspondance conservée au Foreign-Office et relative aux communications échangées entre Lord Salisbury, Lord Beaconsfield et M. Waddington, à Berlin, à propos de la Tunisie, j'avais constaté qu'il existait une certaine divergence entre ce qui avait été primitivement mentionné en conversation particulière et ce qui avait été ensuite rapporté officiellement à Votre Excellence comme l'opinion du précédent Gouvernement. J'ajoutai que j'avais également constaté que, dans sa dépêche, Lord Salisbury avait expressément réservé toute opinion sur l'attitude que l'Italie pourrait prendre en ce qui concerne la Tunisie.

J'ai dit que, dans l'opinion du Gouvernement de la Reine, la Tunisie faisait partie intégrante de l'Empire Ottoman, et que la Grande-Bretagne n'avait aucun droit, ni moral ni international, d'en disposer; que toutefois notre Gouvernement voyait sans jalousie l'influence que la France, par sa puissance supérieure et sa haute civilisation, exerce et exercera vraisemblablement sur la Tunisie.

Le Gouvernement de la Reine se trouve, ai-je dit, dans la même situation que ses prédécesseurs en ce qui concerne l'attitude que l'Italie pourra prendre dans les affaires tunisiennes.

GRANVILLE.

TROISIÈME PARTIE

LOIS ET DOCUMENTS DIVERS

FRANCE

Loi du 27 mars 1883, portant organisation de la juridiction française en Tunisie (1).

ART. 1^{er}. Un tribunal français et six justices de paix sont institués dans la régence de Tunis.

Le tribunal de première instance siège à Tunis ; les justices de paix ont leur siège à Tunis, à la Goulette, à Bizerte, à Sousse, à Sfax et au Kef.

La circonscription du tribunal s'étend sur toute la régence. Le ressort de chaque justice de paix sera déterminé par un décret rendu le conseil d'État entendu.

Au cas où les besoins du service judiciaire viendraient à l'exiger, d'autres tribunaux de première instance et d'autres justices de paix pourront être institués par des règlements d'administration publique, qui auront à en déterminer les ressorts.

ART. 2. Ces tribunaux font partie du ressort de la cour d'Alger. Ils connaissent de toutes les affaires civiles et commerciales entre Français et protégés français.

Ils connaissent également de toutes les poursuites intentées contre les Français et protégés français pour contraventions, délits ou crimes.

Leur compétence pourra être étendue à toutes autres personnes par des arrêtés ou des décrets de S. A. le Bey, rendus avec l'assentiment du Gouvernement français.

ART. 3. Les juges de paix exercent en matière civile et pénale la compétence étendue telle qu'elle est déterminée par le décret du 19 août 1854.

Toutefois, les juges de paix siégeant dans une ville où il y a un tribunal de première instance n'ont cette compétence étendue

(1) Promulguée dans le *Journal officiel de la République française* du 28 mars 1883 et dans le *Journal officiel tunisien* du 19 avril 1883.

que pour les actions personnelles et mobilières en matière civile et commerciale; pour le surplus, ils exercent la compétence ordinaire telle qu'elle est déterminée par les lois et décrets en vigueur en Algérie.

ART. 4. Le tribunal de première instance connaît en dernier ressort des actions personnelles et mobilières jusqu'à la valeur de 3,000 fr. et des actions immobilières jusqu'à 120 fr. de revenu. En premier ressort sa compétence est illimitée.

En matière correctionnelle, il statue en premier ressort sur tous les délits et contraventions dont la connaissance n'est pas attribuée aux juges de paix par l'article précédent.

En matière criminelle, il statue en dernier ressort sur tous les faits qualifiés crimes, avec l'adjonction de six assesseurs ayant voix délibérative, tirés au sort sur une liste dressée chaque année dans des conditions qui seront déterminées par un règlement d'administration publique.

Si l'accusé ou l'un des accusés est Français ou protégé français, les assesseurs devront être tous Français.

ART. 5. Le tribunal statuant au criminel est saisi par un arrêt de renvoi rendu par la Chambre des mises en accusation de la cour d'Alger, conformément aux dispositions du code d'instruction criminelle; sa décision est rendue dans les mêmes formes que les jugements en matière correctionnelle.

ART. 6. Le tribunal assisté d'assesseurs, comme il est dit article 4, tient ses assises tous les trois mois, aux dates fixées d'avance par arrêté ministériel.

ART. 7. Sauf les dérogations apportées par les articles précédents, les règles de procédure et d'instruction criminelle déterminées par les lois, décrets et ordonnances en vigueur en Algérie, sont applicables aux juridictions instituées en Tunisie.

ART. 8. Les délais des ajournements et des appels sont réglés conformément à l'ordonnance royale du 16 avril 1843.

Toutefois, si celui qui est assigné demeure hors de la Tunisie, le délai des ajournements sera :

Pour ceux qui demeurent dans les autres États, soit de l'Europe, soit du littoral de la Méditerranée et celui de la mer Noire, de deux mois ;

Pour ceux qui demeurent hors de ces limites, de cinq mois.

ART. 9. Lorsqu'il y aura lieu à insertions légales, elles devront, à peine de nullité, être faites dans l'un des journaux désignés à cet effet par arrêté du Ministre résident de France à Tunis.

ART. 10. Les dispositions de l'arrêté ministériel du 26 novembre 1841 sur la profession de défenseur, et les dispositions des décrets et arrêtés concernant l'exercice de la profession d'huissier en Algérie sont applicables en Tunisie.

Cependant, les Français et les étrangers qui, à la promulgation de la présente loi, exerceront la profession d'avocat en Tunisie, et auront, dans le délai d'un mois à partir de cette promulgation, adressé au Ministre résident une demande à l'effet de représenter les parties devant le tribunal de Tunis pourront, après avis du tribunal, donné en la Chambre du conseil, le procureur de la République entendu, être admis par décret, à titre exceptionnel, à remplir les fonctions de défenseur près ce tribunal.

ART. 11. Le tribunal de Tunis comprend : un président, trois juges titulaires, deux juges suppléants, un procureur de la République, un substitut et un greffier.

L'un des juges, désigné par le ministre de la justice, remplit les fonctions de juge d'instruction.

Le nombre des juges et substituts pourra être augmenté, et des commis greffiers pourront être institués par décrets rendus en la forme des règlements d'administration publique.

ART. 12. Les tribunaux de paix se composent d'un juge de paix, d'un ou plusieurs suppléants et d'un greffier.

Un officier de police judiciaire remplit les fonctions de ministère public.

ART. 13. Des interprètes sont attachés aux tribunaux et justices de paix.

ART. 14. Les décrets portant nomination et révocation des magistrats, des officiers ministériels et des interprètes sont rendus sur la proposition du garde des sceaux, ministre de la justice.

ART. 15. Les magistrats composant les tribunaux établis en Tunisie, les greffiers, commis greffiers et interprètes attachés à ces tribunaux sont soumis aux lois et règlements qui régissent les juridictions algériennes.

Les conditions d'âge et de capacité pour leur nomination sont les mêmes que celles exigées pour l'exercice, en Algérie, des mêmes fonctions.

Leurs traitements sont fixés conformément au tableau annexé à la présente loi.

ART. 16. Les fonctions de notaire continueront à être exercées dans la Régence par les agents consulaires français, jusqu'à ce que le notariat y ait été organisé par un règlement d'administration publique.

ART. 17. Le tarif des frais de justice, en matière civile et criminelle, sera fixé par un règlement d'administration publique.

Jusqu'à la promulgation de ce règlement d'administration publique, les tribunaux appliqueront les tarifs en vigueur en Algérie.

ART. 18. Sont abrogées toutes les dispositions concernant la juridiction consulaire, et applicables dans la Régence de Tunis, en tant qu'elles sont contraires à celles qui précèdent.

ART. 19. La présente loi sera exécutoire trois jours après son insertion dans le *Journal officiel* du Gouvernement tunisien.

Décret du 14 avril 1883 établissant les circonscriptions de justices de paix en Tunisie.

ARTICLE 1^{er}. Le ressort de la justice de paix de Tunis comprend le cercle militaire de Tunis (moins la partie de ce cercle réservée à la justice de paix de la Goulette) et les cercles militaires d'Aïn-Tonga et de Zaghuan.

Le ressort de la justice de paix de Bizerte comprend le cercle militaire de Bizerte, l'annexe de Mateur et le cercle de Béjà.

Le ressort de la justice de paix de la Goulette comprend la partie du cercle de Tunis située entre la mer et une ligne déterminée par Kamart, l'Aouïna, l'Oued Méliana et la limite du cercle de Zaghuan.

Le ressort de la justice de paix du Kef comprend les cercles militaires d'Aïn Draham, de Ghardimaou, du Kef et l'annexe de Fériana;

Le ressort de la justice de paix de Sousse comprend les cercles militaires de Sousse, de Kairouan, de Mahdia et des Hamada.

Le ressort de la justice de paix de Sfax, comprenant les cercles militaires de Sfax, de Djilma, de Maharès, de Gabès, d'El-Aïacha, l'annexe de Tozeur et les cercles de Gafsa, et de Djerba-Ksar-Moudenin.

Décret du 14 avril 1883, relatif aux conditions dans lesquelles sont désignés les assesseurs du Tribunal de Tunis statuant en matière criminelle.

ART. 1^{er}. La liste générale des assesseurs est composée de 150 noms et divisée en trois catégories distinctes ;

La première catégorie comprend les noms des assesseurs français ;

La seconde, les noms des assesseurs de nationalité étrangère ;

La troisième, les noms des assesseurs indigènes.

Le nombre des assesseurs de chaque catégorie est de cinquante.

ART. 2. Ces listes sont dressées par une Commission composée, savoir :

En ce qui concerne la désignation des assesseurs français : 1^o du Résident de France à Tunis ou de son représentant, Président. 2^o du Président du tribunal ; 3^o du Procureur de la République ; 4^o du Consul général de France, ou, à son défaut, d'un fonctionnaire désigné par le Ministre des Affaires Étrangères ; 5^o du premier député de la Nation.

En ce qui concerne la désignation des assesseurs de nationalité étrangère ; 1^o du Résident de France à Tunis, ou de son représentant, Président ; 2^o du Président du Tribunal ; 3^o du Procureur de la République ; 4^o de deux notables désignés par les représentants des Puissances étrangères.

En ce qui concerne la désignation des assesseurs indigènes : 1^o du Résident de France à Tunis ou de son représentant, Président ; 2^o du Président du tribunal ; 3^o du Procureur de la République ; 4^o de deux fonctionnaires ou notables désignés par décret de S. A. le Bey.

ART. 3. Les listes sont dressées en double exemplaire, un exemplaire est déposé au greffe du tribunal, l'autre reste aux archives de la Résidence.

Les listes sont permanentes jusqu'à leur renouvellement.

ART. 4. La liste des assesseurs français sera dressée dès la promulgation du présent décret.

Celles des assesseurs étrangers et des assesseurs indigènes seront dressées, lorsque des arrêtés ou décrets de S. A. le Bey, rendus avec l'assentiment du Gouvernement français, auront étendu la compétence du tribunal aux ressortissants d'autres puissances ou aux indigènes.

Les commissions instituées en l'art. 2, sont convoquées, chaque année, par le Résident de France, dans le courant du mois de décembre, pour procéder au renouvellement des listes d'assesseurs.

ART. 5. Les premières listes dressées en exécution du présent règlement auront leur application jusqu'au 31 décembre suivant.

Les listes ultérieurement dressées seront appliquées du 1^{er} janvier au 31 décembre de chaque année.

ART. 6. Les assesseurs sont choisis parmi les personnes âgées de 30 ans au moins et d'une honorabilité reconnue.

ART. 7. Les fonctions d'assesseurs sont incompatibles avec celles de fonctionnaire français ou étranger en Tunisie, de militaire et marin en activité de service, de fonctionnaire tunisien civil ou militaire.

Ne peuvent être assesseurs les domestiques ou serviteurs à gages.

ART. 8. Un mois au moins avant l'ouverture de chaque session criminelle, le Président du tribunal tire au sort, en Chambre du Conseil, sur les listes générales, et à raison de dix pour chaque catégorie, les noms des assesseurs qui seront appelés pendant ladite session, à compléter le tribunal.

ART. 9. Les six personnes dont les noms seront les premières sur la liste de la première catégorie sont désignées comme assesseurs de la Session prochaine. Les quatre autres sont appelées, en suivant l'ordre du tirage au sort, à remplacer les assesseurs décédés et ceux qui justifieraient d'une cause d'empêchement par suite d'absence ou de maladie, ou qui auraient été frappés d'une condamnation pénale depuis le renouvellement de la liste ou seraient sous le coup de poursuites criminelles.

Si l'accusé ou l'un des accusés est français, les assesseurs titulaires ou leurs suppléants siégeront comme adjoints au tribunal.

Si les accusés sont de nationalité étrangère, le Président du tribunal appelle à siéger avec les trois premiers assesseurs français, les trois assesseurs étrangers dont les noms sont sortis les premiers sur la liste de la seconde catégorie.

Si les accusés sont indigènes, le Président du tribunal pourvoit également au remplacement des trois derniers assesseurs français par l'adjonction de trois assesseurs indigènes dont les noms sont sortis les premiers sur la liste de la troisième catégorie.

Si les accusés sont les uns des étrangers et les autres des indigènes, les trois derniers assesseurs français seront remplacés par deux assesseurs étrangers et un assesseur indigène dans l'ordre du tirage au sort.

Il est pourvu au remplacement des assesseurs étrangers ou indigènes décédés, absents, malades, condamnés ou poursuivis, par l'appel des assesseurs désignés après eux par le sort et dans l'ordre du tirage.

ART. 10. Les noms des assesseurs qui auront rempli leurs fonctions

durant une session ne seront pas compris dans les autres tirages de l'année courante.

TUNISIE

Décret de S. A. le Bey de Tunis, en date du 5 mai 1883 (1).

Par notre décret du 10 Djoumadi El Tani 1300, nous avons promulgué dans la Régence la loi française du 27 mars 1883, établissant des tribunaux français en Tunisie. Nous avons entendu que plusieurs des puissances amies, dont les consuls, en vertu des capitulations et des traités passés avec nos prédécesseurs ont été investis de certains pouvoirs judiciaires, sont disposées à renoncer à ce privilège, si leurs nationaux deviennent justiciables des tribunaux français récemment installés.

L'article 2 de la loi du 27 mars 1883 nous permet d'étendre la compétence de ces tribunaux avec l'assentiment du Gouvernement français.

Nous étant assuré de cet assentiment, nous prenons le décret suivant.

ARTICLE UNIQUE :

Les nationaux des puissances amies dont les tribunaux consulaires seront supprimés deviendront justiciables des tribunaux français dans les mêmes conditions que les Français eux-mêmes.

GRANDE-BRETAGNE

Ordre en Conseil

abolissant la juridiction consulaire en Tunisie.

Cour d'Osborne-House, île de Wight,
31 décembre 1883 (2).

En présence de Sa Très Excellente Majesté la reine, de S. A. R. le prince Léopold, duc d'Albany, du lord président, de sir H. Ponsonby ;

Considérant que par traité, capitulation, usage continu, accord et autres moyens légaux, S. M. la reine a pouvoir et juridiction dans la Régence de Tunis ;

Considérant que l'exercice de ce pouvoir et de cette juridiction

(1) Promulgué dans le *Journal officiel tunisien* du 7 juin 1883.

(2) Publié dans un supplément de la *London Gazette* du 1^{er} janvier 1884.

est maintenant réglé par un ordre de la reine, du 12 décembre 1873, et plusieurs ordres en conseil, et par l'ordre en conseil du 18 mai 1881 instituant la cour de Sa Majesté à Tunis ;

Considérant qu'en vertu de certaines lois de la République française et de certains décrets de S. A. le bey de Tunis, des tribunaux français ont été institués dans la Régence ;

Considérant que, par un décret de S. A. le bey de Tunis, du 5 mars 1883, il est déclaré que les sujets des puissances étrangères dont les cours consulaires seront abolies seront justiciables des tribunaux français, aux mêmes conditions que les sujets français ;

Considérant que S. M. la reine a consenti à renoncer à sa juridiction consulaire, afin que les sujets britanniques deviennent justiciables des tribunaux français, comme plus haut, et dans l'étendue de la juridiction conférée par la loi à ces tribunaux ;

Il a plu à S. M. la reine, en vertu et dans l'exercice des pouvoirs à elle conférés par les actes sur la juridiction étrangère de 1843 et 1878 ou autrement, d'ordonner, et elle ordonne par le présent, par et avec l'avis de son conseil privé ;

En ce qui concerne tous les cas et affaires qui tombent sous la juridiction desdits tribunaux français, les ordres en conseil réglant la juridiction consulaire de Sa Majesté à Tunis, cesseront d'avoir force de loi et d'être applicables dans la Régence à partir du 1^{er} janvier 1884, à l'exception des cas ou affaires pendants devant la cour de Sa Majesté britannique à Tunis à cette date ;

Le très honorable lord Granville, un des principaux secrétaires d'État de Sa Majesté, les lords commissaires du Trésor et les lords commissaires de l'amirauté devront donner les ordres nécessaires pour l'exécution de cet ordre en conseil, selon leurs attributions respectives.

C.-L. PEEL.

QUATRIÈME PARTIE

CHRONIQUE

FRANCE

Affaires du Tonkin.

Chambre des députés. — Séance du 18 décembre 1883.

L'ordre du jour appelle la discussion du projet de loi portant ouverture au ministre de la marine et des colonies, sur l'exercice 1884, d'un crédit supplémentaire de 20 millions pour le service du Tonkin.

M. Édouard Lockroy passe en revue les agissements du Gouvernement, critiquant les mesures militaires et financières, l'action diplomatique et l'action militaire.

M. Paul Bert. Alors, qu'est-ce qu'il faut faire ?

M. Édouard Lockroy. S'il fallait une solution, monsieur Paul Bert, je ne la chercherais pas dans un traité avec la Chine. Si vous voulez que je réponde sérieusement à votre question, mon cher collègue, ce qu'il faut faire, ce n'est certes pas un traité avec la Chine ; je ne voudrais pas reconnaître la souveraineté de la Chine après l'avoir niée.

Je ne voudrais pas, si les clauses du traité que nous conclurions n'étaient pas observées, avoir en face de moi non plus le petit empereur d'Annam, duquel vous pouvez venir à bout avec une flotte en quelques jours, pour ainsi dire en quelques heures, mais, ce qui serait plus grave : l'empire chinois. Je ne voudrais pas nous voir réduits à aller à Pékin

Je ne le voudrais pas, non qu'il vienne jamais à mon esprit de mettre en parallèle l'armée française et l'armée chinoise... (Mouvements) ; je ne voudrais pas de la guerre ouverte avec la Chine, parce que, pour cette guerre, il faut trois choses : du temps, des hommes et de l'argent. Le temps, je ne sais pas si vous l'avez ; les hommes, je ne vois pas où vous les prendrez ; l'argent, je ne sais pas comment vous vous le procurerez. (Bruit au centre. — Approbation à l'extrême gauche.)

M. Paul Bert. Ce n'est ni la paix, ni la guerre, alors !

M. Édouard Lockroy. J'ai été interrogé par mon collègue et ami *M. Paul Bert*, permettez-moi de lui répondre.

Je continue et je reprends : je repousserais de toutes mes forces une chose dont on a parlé et qui s'appelle la médiation d'une puissance neutre. (Très bien ! très bien ! sur divers bancs à gauche et à droite.)

M. Jules Ferry, président du conseil, ministre des Affaires étrangères. Messieurs, j'ai encore moins que l'honorable M. Lockroy l'intention de faire un discours. Aussi bien ma tâche serait-elle difficile, si je voulais le suivre sur les différents terrains qu'il a abordés, si je lui demandais, comme un membre de la majorité l'a fait, ce qu'il propose à la Chambre : si c'est le rejet des crédits ou si c'est le vote des crédits...

Au centre. C'est cela !

M. le président du conseil... si c'est la guerre ou si c'est la paix avec la Chine. Je serais fort embarrassé, car l'honorable M. Lockroy a passé en revue à peu près toutes les solutions imaginables, et il leur a opposé à toutes la même négation. (Très bien ! très bien !)

Il ne veut pas de la guerre parce que, dit-il patriotiquement, nous n'avons ni le temps, ni les hommes, ni l'argent pour la faire. Il ne veut pas de la paix, parce qu'il ne faut pas traiter avec la Chine : opinion qu'il lui sera difficile de mettre d'accord avec celle des honorables membres auprès desquels il siège...

A l'extrême gauche. Parfaitement !

M. le président du conseil... qui ne nous font qu'un reproche, depuis le commencement : celui de n'avoir pas plus tôt traité avec la Chine.

Il repousse même l'idée d'une intervention amicale, d'une médiation. Comme si les bons offices d'une puissance amie étaient nécessairement une humiliation pour l'amie qu'elle vient obliger. (Mouvements divers.)

L'honorable M. Lockroy n'a donc apporté à cette tribune que des négations. Aussi, me garderai-je bien d'entreprendre quoi que ce soit qui ressemble à une réfutation. J'estime que la question de fond est jugée, que l'ordre du jour du 10 décembre a clos le débat sur le fond... (Exclamations à droite et à gauche. — Oui ! oui ! au centre.)

M. Paul Bert. Vous avez raison !

M. Haëntjens. Hélas ! oui ! M. le ministre a raison.

M. le président du conseil.... et je sais gré d'ailleurs à l'honorable M. Lockroy de n'avoir pas essayé, dans son excursion humoristique à travers toutes les solutions possibles, de vous faire revenir sur ce vote. Il a compris que la question était tranchée. Il l'a si bien compris que, pour renouveler le débat, il n'a trouvé qu'un procédé d'argumentation : c'est de dire que nous vous proposons quelque chose de nouveau.

Eh bien, je suis monté à la tribune uniquement pour répondre que

le projet de crédit qui vous est présenté, loin de constituer une nouveauté, nous est apparu comme l'exécution nécessaire et logique de votre vote du 10 décembre... que vous n'avez pas entendu que ce vote restât lettre morte... (Très bien ! au centre. — Applaudissements ironiques à droite), et que, quand on recommande à un gouvernement de déployer de l'énergie, c'est à l'action et non pas à la contemplation, à l'expectative indéfinie que ce Gouvernement est convié.

Messieurs, je considère votre vote du 10 décembre comme un des actes les plus décisifs de la campagne que nous avons entreprise, car ce vote a déjoué toute une tactique des habiles adversaires qui se tiennent en face de nous.

Sur quoi, messieurs, a reposé et a roulé toute l'action de la diplomatie chinoise jusqu'au vote du 10 décembre ? Sur cette opinion que la Chambre ne nous suivrait pas. (Très bien ! très bien ! au centre.)

On croyait à une défaillance, on croyait que la Chambre s'arrêterait à moitié chemin.

On a, pour répandre cette croyance dans les esprits, en Europe et en Asie, usé de tous les moyens, et une presse habilement conduite a contribué à répandre dans le monde ce préjugé, que la France républicaine pouvait bien commencer des entreprises, mais qu'elle ne les achevait jamais.

Votre vote du 10 décembre a fait tomber, en quelque sorte, ce premier retranchement de la diplomatie que vous combattez. Aujourd'hui, messieurs, savez-vous quelle est la nouvelle tactique ? C'est de dire que ce vote restera à l'état de manifestation stérile, que la Chambre n'ira pas plus loin, que la Chambre joue, elle aussi, avec ses adversaires asiatiques, le jeu des apparences et des intimidations.

Eh bien ! nous avons pensé que vous nous donniez le mandat et que vous nous imposiez le devoir de montrer que, au bout de votre vote, il y a une action résolue, et une action prochaine.

Maintenant, est-ce que, pour cela, il y a quelque chose de changé à la politique que vous avez ratifiée après un long débat et par un vote si éclatant ? Est-ce qu'il y a quelque chose de changé au plan de la campagne diplomatique et militaire, que nous avons esquissée à la tribune ?

Je réponds qu'il n'y a rien de changé ni au plan diplomatique et militaire, ni aux bases de l'entreprise, ni à son programme, qu'il n'y a rien de changé dans la politique très sage, très limitée, mais très résolue que vous avez solennellement approuvée...

M. Clémenceau. Très prudente !

M. le président du conseil. Très résolue, mais très prudente. Je crois qu'elle n'est pas indigne de l'éloge que renferme cette épithète.

M. Clémenceau. J'ai remarqué que vous n'aviez pas osé l'employer.

M. le président du conseil. Nous savons être résolus, mais nous voulons être prudents. Nous croyons faire preuve de prudence plus encore que de résolution en manifestant par nos actes que nous sommes décidés à faire prévaloir au Tonkin nos droits et nos intérêts. (Applaudissements au centre et à droite.)

Et n'est-ce pas de votre côté (l'orateur désigne la gauche) qu'est partie, sous toutes les formes incessamment renouvelées, la critique de la politique des petites expéditions, des petits paquets, de la politique de rallonges, comme disait M. Francis Charmes à cette tribune? Vous avez, non sans raison, indiqué que c'était le côté faible de la conduite qui a été suivie depuis plusieurs années dans les affaires du Tonkin. Et c'est vous qui nous combattez, quand, aujourd'hui, nous vous disons : Voilà la tâche qu'il s'agit d'accomplir ; nous ne reculons pas ses limites, nous resterons dans celles que nous avons fixées, mais nous vous demandons toutes les forces nécessaires pour accomplir cette tâche, raisonnablement et prudemment limitée.

C'est nous qui vous disons : il nous faut des renforts ! c'est nous, à qui vous imputiez cette politique des petits paquets et des rallonges, qui vous appelons à une politique résolue, à une action énergique et suffisante.

M. Haëntjens. Suffisante ! Vous êtes bien imprudent, monsieur le ministre.

M. Georges Perin. Pour combien de temps sera-t-elle suffisante ?

M. le président du conseil. Suffisante pour la tâche dont nous avons tracé les limites, suffisante pour la sanction de la politique que vous avez approuvée.

M. Georges Perin. Vous nous l'avez dit à chaque demande de crédits.

M. Clémenceau. Voilà quatre fois qu'on nous dit cela.

M. Haëntjens. Cela dépasse tout ce que l'on peut imaginer. Vous n'en savez rien. Vous êtes incorrigible ! Voilà plusieurs fois que vous tenez le même langage.

M. le président. N'interrompez pas, vous aurez la parole !

M. le président du conseil. Nous savons où nous allons et nous l'avons dit ; nous savons ce que nous voulons, et la Chambre le veut avec nous, et nous vous disons aujourd'hui : les renforts que nous demandons ont été calculés de manière à nous conduire, dans le temps le plus court, au terme désiré de cette campagne, sans rien sacrifier de notre honneur ni de nos intérêts. Nous vous le disons de la manière la plus formelle ; les renforts sont considérables et ils sont suffisants.

Un membre à gauche. Voilà bien des fois qu'on nous dit cela !

M. le président du conseil. Mais, messieurs, il me semble que je me laisse éloigner un peu de ma résolution première. Je ne voulais

pas rentrer dans le débat du fond. Je voulais donner seulement à la Chambre un certain nombre d'éclaircissements qui ont été réclamés par l'honorable M. Lockroy. Il a demandé si une nouvelle expédition, qu'il appelle l'expédition de Hué, n'allait pas se greffer sur la première, sur l'expédition du Tonkin.

Est-ce que l'honorable M. Lockroy a oublié que nous sommes à Hué, que nous occupons les forts et la rivière, que nous avons à Hué un résident et une petite garnison ? Est-ce que c'est faire quelque chose de nouveau, est-ce que c'est greffer une expédition nouvelle sur une ancienne, que de prendre cette mesure de prudence que nous aurions été coupables d'ajourner plus longtemps, en face de l'agitation qu'on signale à Hué, de nous disposer à aller au secours de notre résident, de nos soldats, si, par hasard, ils se trouvaient menacés ?

Quand nous avons appris la mort du roi Hiep-Hoa, nous avons considéré que le moment était venu, qu'il était impossible d'attendre l'arme au bras.

La prudence, la vigilance la plus élémentaire nous faisaient un devoir de fortifier les garnisons que nous avons dans l'Annam et celle de Hué, si cela devenait nécessaire.

Quelle est, dites-vous, notre situation actuelle à Hué ?

Messieurs, les événements n'ont pas pris le caractère de gravité qu'on pouvait redouter. Les adversaires du Gouvernement en France et en Europe s'étaient empressés de proclamer que Hué était en révolte, que notre résident était en péril, que nous allions trouver dans cette ville immense, dans cette capitale de l'Annam, des difficultés militaires nouvelles. Heureusement il n'en est rien, d'après les dernières nouvelles que nous avons reçues. Il est certain que le roi Hiep-Hoa est mort de mort violente. Les uns disent par le poison ; d'autres nouvelles que vous avez pu lire, comme moi, dans les feuilles anglaises, disent qu'il a été égorgé ou étranglé par une de ses femmes... (Mouvements divers et exclamations sur divers bancs.)

Et qu'y a-t-il d'étonnant, de risible dans ce que je dis ?

A droite. On n'a pas ri.

M. le président du conseil. On me demande ce que je sais sur Hué, je vous dis ce que nous avons appris directement, et ce que les journaux étrangers ont publié : nous savons seulement que le roi Hiep-Hoa est mort de mort violente.

Quant au péril que pourrait courir notre résident, une dépêche du gouverneur de la Cochinchine, arrivée à Paris hier soir, nous a complètement rassurés. Il n'y a eu aucune révolte à Hué, la légation ne court aucun danger ; le résident n'a pas reconnu le nouveau roi, il n'a pas renoué les relations officielles avec le Gouvernement nouveau, mais il est en négociations officieuses avec lui. Voilà les nouvelles de Hué.

Quant aux nouvelles du corps expéditionnaire, vous savez, comme moi, qu'à la date du 11 l'amiral Courbet marchait sur Son-Tay. Voilà ce que nous savons directement.

Nous savons aussi, nous avons constaté que le vaillant amiral ne semble pas aussi troublé de sa situation qu'un certain nombre de membres de cette Chambre, car il nous écrit ces quelques lignes d'une simplicité et d'une placidité qu'on pourrait dire antiques :

« Nous partons pour Son-Tay ; au retour je serai en mesure de vous dire s'il nous faut des renforts, et combien il nous en faut. » (Applaudissements.)

Je crois, messieurs, qu'il y aurait grand profit, au moment où nous sommes, grand profit pour nous tous, à imiter ce parfait équilibre, cette sérénité d'esprit. (Marques d'adhésion au centre.) Je crois que l'œuvre politique, à l'heure présente, ne consiste pas à effrayer, à inquiéter, à affoler les esprits (Très bien ! très bien !), à exagérer les périls d'une entreprise qui n'est pas, certes, au-dessus des forces d'un pays comme la France, à semer les mauvaises nouvelles, à poser des questions inquiétantes, à mettre un gouvernement en demeure en quelque sorte de venir ici, à la tribune, en pleine guerre, apporter des plans de campagne... (Vive approbation à gauche et au centre. — Exclamations à l'extrême gauche.)

M. Clémenceau. Ah ! ah ! nous sommes en guerre ! Vous le reconnaissez ! Vous ne l'aviez jamais dit.

A droite. En pleine guerre ! en pleine guerre !

Plusieurs membres à gauche. Vous soutenez le contraire.

M. le président du conseil... en pleine action, apporter à cette tribune des plans de campagne, des projets de négociations ?

Messieurs, nous avons la responsabilité de l'entreprise ; vous nous l'avez donnée, vous nous avez imposé un grand devoir en nous donnant une grande confiance : laissez-nous conduire l'entreprise avec le secret désirable. (Applaudissements au centre et à gauche.) En vérité, dans quel pays, dans quelle histoire a-t-on vu des affaires militaires ou diplomatiques conduites de cette sorte ?... (Très bien ! et applaudissements sur les mêmes bancs.)

Quoi ! il faudrait, à toute heure, à tout moment, à cette tribune, dire : « Voilà où vont nos troupes ! voilà la ville, voilà la forteresse que vise l'amiral Courbet, celle-là et pas une autre ! et voilà, quant à nous, les plans de négociations que nous préparons ! voilà le fond de nos pensées et de nos cœurs ! voilà ce à quoi nous tenons et voilà ce à quoi nous ne tenons pas ! » (Très bien ! très bien ! sur les mêmes bancs.)

Si vous voulez un Gouvernement qui accepte cette servitude des interpellations quotidiennes, choisissez-en un autre. (Très bien. — Bravos au centre et sur divers bancs à gauche.)

Eh bien, j'en suis désolé pour mon honorable collègue M. Lockroy, mais je ne puis, à la tribune, rien ajouter à ce que j'ai dit le 10 décembre ; je ne puis apporter ici ni plans de négociations, ni plans de campagne : je manquerais à mon devoir.

M. Marius Poulet. Nous ne vous demandons pas cela.

M. le président du conseil. Alors, qu'est-ce que vous demandez ? Vous demandez si nous avons changé le programme général de notre politique ? Je réponds : non. Vous nous demandez si nous greffons une seconde expédition sur la première ? Je réponds : non. Je réponds que ce n'est pas greffer une seconde expédition sur la première, que de fortifier nos garnisons de l'Annam et notre situation militaire à Hué.

Je dis que c'est faire le nécessaire, que c'est donner à cette politique défensive et non agressive qui est la nôtre, la sanction et l'appui de la force militaire indispensable. (Interruptions à droite.)

Et je me garderais bien, dans tous les cas, si je voulais faire de la diplomatie à la tribune, d'imiter l'honorable M. Lockroy, qui nous conseille ici publiquement de conclure ce qu'il appelle un arrangement militaire provisoire, qui serait rompu plus tard à notre profit, quand nous serions les plus forts, et qui proclame ce beau dessein à cette tribune, sans doute pour que nos adversaires de là-bas n'en ignorent ! (Rires et applaudissements.)

Quelles sont les autres questions posées par M. Lockroy ? Il s'est étonné que les crédits qui vous sont demandés soient affectés au ministère de la marine et non au ministère de la guerre. Nous croyons que c'est là une bonne mesure, que c'est la procédure qui a toujours été suivie, qu'il faut, en ces sortes d'affaires, remettre toute la direction, tous les crédits au même département, que ce soit le ministère de la guerre ou le ministère de la marine.

Quand on a fait, en 1860, l'expédition de Chine, on a tout mis à la disposition du ministère de la guerre, parce que le ministère de la guerre y avait la plus large part ; quand on a commencé l'expédition du Tonkin, on a tout centralisé au ministère de la marine, parce que c'est à lui qu'incombe la tâche prépondérante.

Au point de vue de la bonne administration financière, il serait très mauvais de remettre à deux ministères, c'est-à-dire à deux directions, la conduite d'une expédition de cette importance. En toute chose, l'unité de direction est la garantie de la force et du succès.

Mais vous nous permettrez de ne pas croire un seul instant que ce soit un souci de procédure qui a jeté dans ce débat cette objection inattendue. Non, ce n'est pas de la procédure que vous vous souciez ; vous trouvez moyen, sans trop vous en cacher, même à la tribune, de jeter sur cette expédition sur laquelle vous avez déjà accumulé tant de défaveur, cette défaveur suprême qui résulterait de je ne sais quel

désaccord dans les conseils du Gouvernement. Et vous ne vous apercevez pas qu'en insinuant une pareille chose, en faisant peser sur l'expédition un pareil soupçon, non seulement vous desservez la cause nationale, mais vous faites à la fois une grande injure et au Gouvernement tout entier et au membre du Gouvernement que vous ne craignez pas d'interpeller. (Très bien ! très bien !)

Ce ministre est à son banc, il va monter tout à l'heure à la tribune. Il répond de la mobilisation ; il vous dira si elle est compromise et, quant à sa solidarité avec nous, il est trop jaloux de son honneur pour le laisser mettre en doute un seul instant. (Vifs applaudissements à gauche et au centre.)

— Après une réplique de M. Lockroy pour un fait personnel, et deux discours de M. Granet et de M. Perin, au moment du vote, Mgr Freppel fit la déclaration suivante :

Mgr Freppel. Messieurs, l'autre jour, me séparant à regret sur ce point de la plupart de mes honorables collègues de la droite, j'ai voté le crédit que le Gouvernement nous demandait pour le service du Tonkin ; je compte pareillement voter le nouveau crédit que l'on nous demande aujourd'hui ; mais je tiens auparavant, si la Chambre me le permet, à expliquer en peu de mots mon vote et celui de quelques-uns de mes collègues de la droite. (Mouvement à droite.)

Car enfin, messieurs, dans une question aussi grave que celle-ci, il faut que chacun prenne hautement la responsabilité de son vote. (Très bien ! très bien !)

Certes, messieurs, si le vote des crédits devait impliquer le moins du monde une approbation quelconque... (Sourires) de la manière dont le Gouvernement a conçu, préparé, dirigé et conduit l'expédition du Tonkin ; si, dis-je, le vote du crédit pouvait et devait avoir une pareille signification, je n'hésiterais pas un instant, pour ma part, à repousser le crédit. Mais, messieurs, au point où les choses en sont arrivées, là n'est plus, selon moi, la question.

Quelles que soient les fautes qui ont pu être commises, soit par le ministère actuel, soit par les ministères précédents, et je ne suis pas plus porté à les amoindrir qu'à les exagérer, j'estime qu'à l'heure présente le vote des crédits s'impose à tout le monde par suite d'une nécessité qui n'est pas notre fait. (Mouvements divers et interruptions à droite. — Très bien ! très bien ! sur plusieurs bancs au centre et à gauche. — Interruptions à l'extrême gauche.)

Et cela pour trois raisons... (Bruit à droite. — Interruptions.)

Je ne me laisserai pas troubler par les interruptions, de quelque côté qu'elles viennent. (Très bien ! très bien ! au centre et à gauche.)

La première raison pour laquelle je voterai les crédits, avec quelques-uns de mes collègues de la droite.....

Un membre à droite. Combien seront-ils ?

Mgr Freppel. Vous verrez leurs noms demain au *Journal officiel*.
(On rit.)

La première raison pour laquelle je voterai les crédits, c'est que le refus de ces crédits aurait, qu'on le veuille ou non, pour conséquence logique l'évacuation du Tonkin, soit immédiate, soit à brève échéance ; car il n'y a pas de milieu ; et, quoi qu'en ait dit tout à l'heure M. Perin, ce milieu, il ne l'a pas indiqué.

Je le répète, messieurs, l'évacuation du Tonkin, soit immédiate, soit à courte échéance, devant les exigences injustifiables de la Chine...
(Très bien ! très bien ! au centre et à gauche. — Interruptions diverses.)

M. le président. Messieurs, veuillez faire silence.

Mgr Freppel... L'évacuation du Tonkin, soit immédiate, soit à brève échéance, ce serait, n'en doutez pas un instant, la ruine complète du prestige, de l'ascendant, de l'influence de la France dans tout l'extrême Orient. (Applaudissements sur plusieurs bancs à gauche et au centre. — Mouvements divers.)

Eh bien, jamais je ne m'associerai à une pareille politique que j'appelle une politique d'abandon, de défaillance et d'effacement. (Nouveaux applaudissements sur les mêmes bancs.)

La seconde raison pour laquelle je voterai les crédits, et ici — je ne suis plus aussi sûr de trouver le même assentiment sur les bancs qui se trouvent en face de moi ; mais je dois m'expliquer à ce sujet avec une entière franchise, et vous comprendrez facilement, de ma part, cette deuxième raison, que ma conscience m'oblige à vous donner ; — la seconde raison, selon moi, c'est qu'il y a là pour la France une question de justice et d'honneur vis-à-vis des missionnaires français aussi bien que des chrétiens du Tonkin et de l'Annam. (Très bien ! très bien ! sur plusieurs bancs à gauche et au centre. — Interruptions diverses.)

M. Clémenceau. A la bonne heure ! voilà la vraie raison.

Mgr Freppel. Quand le drapeau de la France est apparu en ces pays lointains, les missionnaires sont venus à vous et vous ont servi d'intermédiaires dans vos négociations ; tranchons le mot, n'écoutant que leur patriotisme, ils se sont compromis pour la France, et à leur suite les 500,000 chrétiens du Tonkin. (Très bien ! très bien ! au centre et à gauche. — Mouvements divers.)

Les chefs civils et militaires de l'armée, et cela fait honneur à leur sagacité, ont encouragé l'attitude des missionnaires ; ils ont profité de leurs services, et même vous les avez récompensés, messieurs les ministres, — je suis loin de vous en blâmer, — en attachant la croix de la Légion d'honneur sur la poitrine de Mgr Puginier et de Mgr Caspar.

Eh bien, qui peut dire, après une pareille attitude, après de tels services rendus à la France, qui peut dire quelles seraient pour les missionnaires français et pour la population chrétienne du Tonkin et de l'Annam les conséquences du retrait des troupes françaises? Ces conséquences, M. Francis Charmes vous les laissait deviner l'autre jour à cette tribune, et je n'insiste pas ; mais, quant à moi, jamais je n'assumerai devant mon pays et devant l'histoire une pareille responsabilité. (Très bien ! très bien ! à gauche et au centre.)

La troisième raison pour laquelle je voterai les crédits, c'est afin de donner à notre brave armée de terre et de mer une marque de confiance et de sympathie profonde... (Très bien ! très bien ! sur un grand nombre de bancs à gauche et au centre), c'est afin de donner au Gouvernement lui-même assez de force et d'autorité pour trancher cette question le plus promptement et le plus honorablement possible... (Applaudissements sur les mêmes bancs. — Interruptions diverses.)... de la trancher dans un sens ou dans l'autre, par la voie des négociations ou par la voie des armes ; et, si ma voix pouvait, en ce moment, trouver de l'écho dans cette enceinte, je supplierais, j'adjurerais tous mes honorables collègues, à quelque parti qu'ils appartiennent, de ne pas se diviser sur ce point. (Très bien ! très bien ! à gauche et au centre.)

Car je suis convaincu que, devant l'unanimité du Parlement, s'affirmant avec autant de calme que d'énergie, la guerre ne prendrait pas des proportions bien fortes. (Vifs applaudissements à gauche et au centre. — Interruptions.)

M. Viette. Si les séminaristes étaient soldats, vous ne voteriez pas les crédits. Envoyez-y donc les séminaristes. (Très bien ! à l'extrême gauche.)

Mgr Freppel.... et que même, devant cette unanimité que j'appelle de tous mes vœux, le dénouement pourrait devenir absolument pacifique. (Nouveaux applaudissements sur les mêmes bancs.)

Telles sont les trois raisons pour lesquelles je voterai les crédits. Ma conscience, j'en demande bien pardon à M. Perin, — mais c'est la conscience qui dicte les bonnes raisons, — ma conscience m'obligeait à faire cette déclaration.

Il est bon, d'ailleurs, messieurs, il est utile qu'on sache bien à l'étranger, en Europe comme ailleurs, que quand le drapeau de la France est une fois régulièrement engagé par un vote du Parlement, et il l'est dans le cas présent, alors il ne s'agit plus pour personne de se demander quelles sont les mains qui tiennent ce drapeau... (Applaudissements répétés au centre et à gauche), il ne s'agit plus, dis-je, de se demander dans quelles mains se trouve ce drapeau : c'est le drapeau de la France ; cela suffit, il faut le

suivre ! (Nouveaux applaudissements sur les mêmes bancs. — Mouvements divers.)

Le crédit est voté par 307 voix contre 154.

Sénat. — Séance du 18 décembre.

L'amiral Jauréguiberry lit le rapport suivant au nom de la Commission chargée d'examiner les demandes de crédit pour le Tonkin :

Messieurs, votre commission a pensé qu'il était inutile de vous présenter, dans son rapport, un résumé historique des circonstances qui nous ont conduits au Tonkin, de la situation qui nous y est faite, de nos démêlés avec la Chine. Ces diverses questions ont été traitées, soit ici, soit ailleurs, avec tous les développements nécessaires, et nous abuserions de votre patience si nous analysions, même rapidement, les nombreux renseignements contenus dans les deux volumes du Livre jaune, qui vous a été distribué.

Nous ne nous appesantirons pas non plus sur les reproches que l'on adresse au Gouvernement, car il s'agit aujourd'hui, non d'un passé qui ne nous appartient plus, dont il ne faut se souvenir que pour en retenir d'utiles leçons (Très bien ! à gauche), mais d'un avenir réclamant des résolutions promptes, décisives, et en face duquel il importe de se placer virilement. (Très bien ! très bien ! sur divers bancs à gauche et au centre.)

Faut-il abandonner le Tonkin, ou faut-il, au contraire, nous y maintenir avec énergie, avec persévérance, avec la volonté d'y établir, d'une manière efficace et incontestable, le protectorat de la France ?

Telle est, messieurs, l'alternative dans laquelle nous nous trouvons placés et que votre commission a dû examiner avec soin.

Après s'être rendu compte des opinions manifestées dans vos bureaux, après avoir entendu le président du conseil ainsi que les ministres de la guerre et de la marine, après avoir étudié sérieusement la situation tant militaire que diplomatique, elle a décidé, à l'unanimité, qu'il est aujourd'hui impossible d'abandonner le Tonkin, d'en retirer nos troupes, de nous désintéresser complètement et à tout jamais des affaires de ce pays. Cet abandon, ou plutôt cette retraite, opérée à la suite des tristes événements qui ont coûté la vie à un grand nombre de nos soldats et de nos marins et sous la pression des exigences inadmissibles de la cour de Pékin, détruirait notre prestige dans l'extrême Orient, serait une source de graves embarras en Cochinchine, nous déshonorerait aux yeux de l'Europe entière. (Approbation à gauche et au centre.) Quelles que soient les opinions qui nous divisent, le Sénat refusera certainement d'infliger à notre

patrie une humiliation aussi douloureuse. (Très bien ! sur les mêmes bancs. — Rumeurs à droite.)

Il faut donc rester au Tonkin ; par suite, ne reculer devant aucun des efforts et des sacrifices nécessaires pour y consolider notre protectorat. Mais si le succès dépend, jusqu'à un certain point, des moyens mis à la disposition du pouvoir exécutif, il dépend encore davantage de la rapidité, de la vigueur avec lesquelles ces moyens sont employés. Aussi votre commission voudrait-elle que l'on renoncât, une fois pour toutes, aux hésitations, aux lenteurs, aux demi-mesures qui, jusqu'à ce jour, ont malheureusement trop caractérisé notre action dans cette partie de l'Indo-Chine, et qui sont, il faut bien l'avouer, une des principales causes de nos embarras actuels. (Approbation à gauche et au centre.)

En agissant comme nous le demandons et en s'appuyant sur l'opinion des représentants du pays, le Gouvernement pourra marcher en avant d'un pas ferme et assuré ; il aura le droit, dans ses négociations, de parler haut, quoique sans forfanterie, parce qu'il parlera réellement au nom d'une nation qui veut être respectée. (Applaudissements à gauche et au centre.)

Dans son vote du 10 décembre, la Chambre des députés s'est ainsi exprimée : « La Chambre, convaincue que le Gouvernement déploiera toute l'énergie nécessaire pour défendre au Tonkin les droits et l'honneur de la France, passe à l'ordre du jour. » Nous comptons que cet appel sera entendu et que le Gouvernement, fort de votre appui, saura, messieurs, tenir noblement dans ses mains le drapeau dont la défense lui est confiée. (Applaudissements à gauche et au centre.)

C'est pourquoi votre commission, à l'unanimité, vous propose de voter la double demande de crédit soumise à votre approbation.

Le 5 décembre, le Gouvernement a fait distribuer aux Chambres le *Livre jaune* sur le Tonkin ; il forme deux gros volumes de 595 pages en tout. Il contient non seulement les dépêches relatives aux négociations avec la Chine, mais encore toutes les correspondances de service échangées au sujet du Tonkin entre le ministre des Affaires étrangères et le ministre de la Marine, entre le ministre de la Marine et le gouverneur de Cochinchine, entre le gouverneur de la Cochinchine et notre représentant de Hué et le commandant des garnisons du Tonkin (1).

(1) Nous commencerons très prochainement la publication des plus importants de ces documents.

Situation des Français à Haïti.

Chambre des députés. — Séance du 14 décembre.

M. Gerville Réache prend la parole sur le budget du ministère des affaires étrangères.

J'appelle la bienveillante attention du Gouvernement sur la situation qui est actuellement faite aux Français établis sur le territoire de la république haïtienne.

La république haïtienne est souvent agitée et troublée par des émeutes et par des révolutions dont nos compatriotes eux-mêmes ont beaucoup à souffrir.

En 1879, il y a eu des émeutes dans les villes de Port-au-Prince et des Gonaïves, au cours desquelles beaucoup de nos compatriotes ont été pillés et ruinés.

Dans la ville des Gonaïves, un matelot français, en défendant une maison française, a été tué, et jusqu'à l'heure actuelle nos compatriotes pillés n'ont touché du gouvernement haïtien aucune indemnité.

Au mois de septembre dernier, il y a eu une nouvelle émeute, et celle-là beaucoup plus terrible que celles qui ont affligé le pays dans ces dernières années. L'émeute a été vaincue au bout de quelques minutes par les troupes du gouvernement, mais ce sont ces troupes-là elles-mêmes qui se sont livrées aux plus affreux désordres qu'ait connus Haïti. Les portes des maisons haïtiennes, celles des maisons étrangères, sans distinction aucune, ont été enfoncées à coups de canon.

On y a pénétré, on les a pillées ; on a pillé les magasins. Nos compatriotes ont eu beau arborer le drapeau français, leurs maisons ont néanmoins été dévastées et on a tiré sur le drapeau français.

Pour comble de malheur, messieurs, nous avons à Haïti un chargé d'affaires qui ne s'occupe nullement — j'insiste sur ce mot, — des intérêts français...

M. Pieyre. Cela ne nous étonne pas !

M. Gerville Réache. Il réserve toute son indifférence pour les nationaux qu'il est chargé de défendre, et il donne toute sa sympathie, toute sa bienveillance au gouvernement haïtien, qui les a ruinés et pillés.

Il y a, messieurs, dans cette Chambre, au moins une vingtaine de députés qui connaissent les faits que je signale à l'heure actuelle, et qui les connaissent avec détail. Ils sont, du reste, de notoriété publique. J'ai reçu un grand nombre de lettres privées qui m'ont saisi de la question ; j'en ai reçu également à titre de défenseur naturel d'un certain nombre de Guadeloupéens ; j'ai reçu, par l'intermédiaire de M. le Président de la Chambre syndicale du commerce d'exportation et de commission, un certain nombre de lettres qui confirment les

faits. J'en ai, en outre, reçu de beaucoup de commissionnaires de Paris, de Marseille, du Havre et de Bordeaux, qui les confirment également.

Je ne ferai pas passer sous vos yeux toute cette correspondance, mais je déclare qu'elle est unanime sur tous les faits. Je ne dirai pas non plus les noms qui sont au bas des lettres, je ne donnerai ni ceux des négociants qui me les ont communiquées, ni ceux des négociants qui les ont écrites. Je ne pourrais le faire, d'ailleurs, sans compromettre les intérêts que je me suis proposé de défendre, mais je les tiens tous à la disposition du Gouvernement. Du reste, comme je viens de le dire, il y a dans cette Chambre vingt collègues au moins qui connaissent tous les faits (Oui ! oui ! de divers côtés) et qui pourraient, à leur tour, les confirmer.

Voici ce qu'écrivait un négociant établi à Port-au-Prince à un commissionnaire de Paris :

« La ruine est générale : ceux que le feu n'a pas atteints ont tout perdu, pour avoir tout mis dans les maisons en mur. Ils croyaient se mettre à l'abri, en mettant argent, bijoux, argenterie, papiers, etc., dans les halles, et on s'est surtout acharné contre ces bâtisses. — Les maisons en mur ont été mitraillées, les canons traînés dans les rues devant chaque porte. Le pillage, commandé par le chef, s'est fait sous les ordres de ses principaux officiers, aux cris de vive Salomon ! » — M. Salomon, c'est le président de la République. — « Une maison vidée, on y mettait le feu, et on allait à une autre, faisant ainsi disparaître les beaux quartiers de la ville. — De mémoire d'homme, Haïti n'a jamais vu de pareilles scènes d'horreur. »

Et la lettre se termine ainsi : « Si nous n'avions pas un homme admirable dans le commandant du bateau français le *Chasseur*, je ne sais pas trop ce que nous, Français, nous deviendrions. Notre consul a fait cause commune avec le chef, trouvant sa conduite naturelle, et nous a abandonnés... en tout et partout. »

Une autre lettre, adressée à un autre négociant, commissionnaire de Paris, s'exprime ainsi : « J'avais mes fenêtres fermées. Je pensai qu'en les ouvrant ils (ils, ce sont les soldats du Gouvernement) auraient cessé de tirer dessus ; c'est ce que je fis et je restai aux fenêtres pour bien faire voir que c'était ma maison ; je leur disais que c'était une maison française, que cette maison était à moi, et leur faisais voir le pavillon ; d'un autre côté, tous ces gens me connaissent ; on resta quelque temps sans tirer dessus, et si je n'avais pas vu l'homme qui épaulait, et ne m'étais mis de côté, j'aurais été tué. La balle a percé une armoire qui se trouvait dans la direction où j'étais, et s'est amortie dans du linge qui était là, après avoir ricoché sur la face arrière de l'armoire ; la balle est encore là, je l'y laisse.

« Après cette première balle, ç'a été une fusillade nourrie qui a labouré mes fenêtres, mes portes, mes murailles ; mon pavillon (le français) a été criblé. »

Voici un autre extrait d'une autre lettre adressé à un commissionnaire de Paris :

« Le gouvernement haïtien est responsable, puisque c'est lui qui a ordonné de piller et d'incendier ; cela n'est pas l'effet du hasard, d'un accident, j'en suis d'autant plus certain que cela a eu lieu devant mes yeux.

« ... L'arrondissement étant situé à environ soixante pas seulement de ma maison privée, et puis c'est chez moi qu'on est venu mettre le feu après. Le Gouvernement français ne permettra pas qu'on vole, qu'on pille, qu'on incendie sciemment ses enfants, qu'on les insulte, qu'on crible le pavillon français qui flotte à leurs fenêtres pour indiquer leur nationalité. »

Voici encore un extrait d'une lettre qui m'a été communiquée par un autre commissionnaire de Paris ; c'est une dame qui écrit :

« Étant enfermée seule dans ma maison, lorsque les soldats ont enfoncé les portes et pénétré chez moi avec des sabres, des baïonnettes, et proférant des menaces horribles ; c'est alors, au milieu du feu qui entourait déjà ma maison, que j'ai dû fuir, n'emportant avec moi que mon pavillon qui n'a même pas été respecté. Ma maison a été littéralement pillée et brûlée par ces soldats. »

Une autre lettre d'un négociant français contient le passage suivant :

« J'ai rempli les formalités pour ma réclamation auprès du chargé d'affaires de France ; mais, chose qui vous surprendra, c'est que le représentant de la France est plus porté pour le gouvernement haïtien, pour Salomon, que pour ses compatriotes, et nous n'avons rien à attendre de lui ; donc, il faut que nous agissions sans lui ; pour cela nous n'avons que nos commissionnaires qui, par leurs hautes relations, pourront défendre nos intérêts par l'intermédiaire de leurs amis, soit sénateurs, soit députés, soit par d'autres. La France n'a jamais abandonné ses enfants dans aucun pays, elle ne nous abandonnera pas non plus. »

Voici maintenant un extrait d'une communication qui m'a été faite par l'honorable M. Person, président de la Chambre syndicale du commerce d'exportation et de commission :

« Les victimes des 22 et 23 septembre ne peuvent donc nullement compter sur M. Burdel. » — M. Burdel est notre représentant à Haïti — « il est intime avec le Gouvernement, et il tâchera d'atténuer, autant que possible, la terrible responsabilité qui incombe à celui-ci dans cette déplorable affaire. Il répond à ses compatriotes ruinés que leurs réclamations seront réglées comme les précédentes, ce qui veut

à peu près dire jamais. Ne dirait-on pas qu'il est ici pour protéger les intérêts du Gouvernement haïtien ? »

Enfin, j'ai reçu une pétition de Port-au-Prince, qui exprime le sentiment de la grande majorité, je pourrais dire de la presque totalité des commerçants français établis dans cette ville. Elle est ainsi conçue :

« Monsieur le député,

« Vous remarquerez, j'en suis sûr, que je ne vous ai pas parlé ni même fait mention de notre consul général de France en Haïti, M. E.-B. Burdel : cela s'explique par la bonne raison que sa conduite à l'égard de la plus grande majorité des Français qui habitent ce pays, a été abominable. On pourrait même, sans crainte de se tromper, le rendre responsable des malheureux événements que nous venons de traverser, car sa façon de faire, avant, pendant et après, prouve assez comment il s'intéresse peu aux intérêts des Français qui, dans cette insurrection, ont été les plus éprouvés. »

Je demande la permission de m'arrêter ici un court instant pour vous dire comment la responsabilité de notre agent est engagée, et comment c'est un peu à lui qu'on doit attribuer les malheureux événements des 22 et 23 septembre. Je disais tout à l'heure que les troubles de septembre ont été occasionnés par les troupes du gouvernement. Les agents consulaires, accrédités à Port-au-Prince, prévoyant l'émeute, avaient prié M. Burdel de se joindre à eux pour adresser au président de la république haïtienne un *ultimatum*, le rendant responsable des événements qui allaient s'accomplir. M. Burdel, doyen du corps diplomatique, s'est refusé tout d'abord à signer l'*ultimatum*. Ce n'est que le 23 au soir, lorsque les événements étaient dans leur plein, et qu'on annonçait, pour le lendemain, un nouveau massacre et de nouveaux pillages, que M. Burdel s'est décidé à signer l'*ultimatum* ; encore a-t-il témoigné toute sorte de répugnance à le signer. Dans l'*ultimatum* même, nous trouvons la preuve que le Gouvernement haïtien est responsable des faits indiqués à la Chambre. L'*ultimatum* est ainsi conçu :

« Port-au-Prince, le 23 septembre 1883.

« Président,

« Nous avons l'honneur de vous annoncer que, si le pillage, l'incendie et les meurtres qui se commettent depuis hier à la capitale par le fait des soldats du Gouvernement, et surtout de la canaille, ne cessent avant qu'il ne fasse nuit, les navires de guerre des différentes nations en rade vont prendre telles mesures qu'ils jugeront convenables, c'est-à-dire qu'ils se verront dans l'obligation, non seulement

de balayer et les rues et les antres, mais encore d'arriver à la dure nécessité de bombarder les forts et votre palais même, où des forces suffisantes doivent se trouver pour remettre la capitale dans l'ordre et la tranquillité nécessaires.

« Veuillez agréer, président, l'expression de notre haute considération.

« Signé : H. C. J. HUNT.

C. FRENSBERG.

TH. STEITBERG.

E. B. BURDEL.

AUG. AVANDA.

HUGT. TWEEDY.

HERMANN PETERS. »

Ce qui établit, à mes yeux, jusqu'à l'évidence, la responsabilité du Gouvernement, c'est que, immédiatement après la réception de cet *ultimatum* par le Gouvernement, les troubles ont complètement cessé.

Je vois là la preuve que le Gouvernement n'avait qu'à donner un ordre pour les arrêter. Eh bien, si cet ordre avait été provoqué avant le 22, si M. Burdel s'était joint à ses collègues du corps diplomatique pour signifier au Gouvernement l'*ultimatum* que je viens de lire avant le 22 septembre, les troubles des 22 et 23 ne se seraient pas produits.

Ceci dit, je reprends la lecture de la pétition qui m'a été adressée :

« Ses relations d'amitié — les relations d'amitié de M. Burdel, — ses relations d'amitié devenues si étroites avec M. Salomon, le président de la république d'Haïti, l'empêchent évidemment de prendre certaines mesures sérieuses pour conjurer les dangers qui menacent ses compatriotes et une attitude capable de détourner ce gouvernement de ses criminelles tentatives. »

Ici encore, messieurs, je vous demande la permission de m'arrêter pour dire que M. le ministre des Affaires étrangères trouvera dans un rapport adressé à M. le ministre de la marine, par M. Courrejolles, commandant de l'avisos le *Chasseur*, la constatation officielle de tout ou partie des faits qui sont relatés dans cette pétition.

Je continue :

« En effet, il ne se passe pas un jour sans que M. Burdel ne soit au palais national avec M. Salomon ; chaque jour il y passe ses soirées, accompagné de sa dame ; c'est à ce point que, quand il a fallu signer l'*ultimatum* que le corps diplomatique a envoyé au président pendant la tourmente que nous venons de traverser, il s'y est tout d'abord refusé, et il n'a fallu rien moins que l'intervention du vaillant commandant du *Chasseur*, M. Courrejolles, pour le décider. Nous avons

cru un moment que le brave commandant se verrait forcé de le signer à sa place. On assure même que c'est à la suite de cette menace que M. Burdel se serait décidé.

« Tous les autres consuls sont parfaitement disposés à prendre de sérieuses dispositions tendant à faire reconnaître, en principe, la question d'indemnité pour les pertes éprouvées par les étrangers, car il n'y a pas seulement que les Français qui aient été pillés et incendiés ; seul M. Burdel fait encore opposition, en invoquant la légitime défense pour le Gouvernement haïtien, et foulant ainsi aux pieds les intérêts de tous les enfants de la France !

« M. le commandant du *Chasseur* a presque rompu ses relations avec M. Burdel, qui s'est permis de mêler sa voix à celle des incendiaires de Port-au-Prince, pour crier avec eux, pendant que passait M. Salomon : « Vive le président Salomon ! »

« Le corps diplomatique se disposait encore à demander la confiscation des douanes d'Haïti jusqu'au parfait paiement des pertes éprouvées par les étrangers, et l'occupation de la ville de Port-au-Prince, en cas de non-acceptation, par la puissance la plus autorisée ; seul M. Burdel a encore fait opposition.

« On dit dans le public beaucoup de choses contre M. Burdel. Nous appelons simplement sur lui l'attention du Gouvernement de la République. Ce qu'il nous est permis de publier, c'est son intimité avec un Gouvernement de pillards et d'incendiaires, car il est prouvé que c'est le Gouvernement lui-même qui a livré au pillage et à l'incendie cette ville de Port-au-Prince, à ses propres soldats, afin de soulager leur état de grande misère. Nous vous supplions de nous défendre contre le Gouvernement haïtien et contre M. Burdel. »

Voilà des documents qui vous font connaître la situation de nos compatriotes en Haïti, ils me dispensent d'y ajouter des commentaires.

Vous le comprenez, messieurs, ce n'est pas sans tristesse qu'on se décide à porter de semblables faits à la tribune. Mais je crois qu'il est indispensable de le faire.

J'aurais terminé, messieurs, si je ne croyais nécessaire, avant de descendre de la tribune, de dire que, si nous avons à déplorer l'attitude de notre représentant en Haïti, nous avons à nous louer hautement de la noble et généreuse conduite des officiers et marins qui ont été chargés d'aller défendre nos nationaux dans les eaux d'Haïti.

Pendant le massacre, les pillages et l'incendie, nos marins parcouraient les rues de Port-au-Prince, recueillaient nos compatriotes et les menaient à bord du *Chasseur* ; cet aviso, qui pent tout juste, en temps ordinaire, contenir son équipage, a reçu cent quatre-vingt-quatorze de nos compatriotes, hommes, femmes et enfants. Tous sont unanimes à dire qu'officiers et marins ont été pleins de bonté, de

bienveillance, — je dirai même de tendresse, — pour ceux qui étaient ainsi devenus leurs hôtes. Je suis heureux de rendre ici un public hommage aux officiers et aux marins de l'avisole *Chasseur*. (Applaudissements.) Ils ont relevé le prestige du drapeau français, un peu compromis, il faut bien le dire, par celui qui avait le plus particulièrement mission de le défendre et de l'honorer.

J'appelle sur cette noble conduite l'attention du Gouvernement, et je demeure convaincu que nos compatriotes malheureux de 1883 ne resteront pas dans l'état de vaine attente où sont encore ceux des nôtres qui ont été pillés et ruinés en 1879 ; je demeure convaincu que, grâce à l'intervention du Gouvernement, ils obtiendront l'indemnité qui leur est due. Je m'en rapporte, du reste, entièrement à la sollicitude du Gouvernement pour ses nationaux. (Applaudissements sur divers banes à gauche.)

M. le président. La parole est à M. le président du conseil.

M. Jules Ferry, président du conseil, ministre des Affaires étrangères. La Chambre comprendra qu'il est difficile, au moment où nous sommes, et alors que l'enquête commencée par le Gouvernement sur les déplorables événements de Haïti, n'est pas terminée, à cause de la distance, de porter actuellement un jugement sur les différentes responsabilités engagées dans cette triste affaire.

Il paraît malheureusement trop vraisemblable que la responsabilité du président Salomon est directement et particulièrement engagée dans les abominables attentats dont on vient de nous apporter le récit.

En tout cas, je dois dire à la Chambre que, dès la première nouvelle, le Gouvernement a fait son devoir ; il a transmis au gouvernement du président Salomon les réclamations de nos nationaux, et je dois dire que, sans discussion ni hésitation, le gouvernement haïtien a accepté de la manière la plus large le principe de ces réclamations, dont le chiffre reste à déterminer.

La Chambre peut donc être convaincue que les intérêts de nos nationaux ne seront pas méconnus, et que de notre côté ils ne seront pas délaissés.

M. Gerville Réache. Je suis heureux de l'apprendre. Seulement il accepte toujours, mais il ne paye pas !

M. le président du conseil. Le Gouvernement haïtien a accepté la responsabilité des événements de 1870, et il payera.

En 1879, il a payé un certain nombre d'indemnités, une notamment, pour la mort de ce matelot dont l'honorable préopinant a parlé tout à l'heure, et tenez pour certain que cette fois encore le Gouvernement haïtien s'exécutera, parce que le Gouvernement français y tiendra la main et fera tout ce qu'il faudra pour qu'un but si légitime soit atteint. (Vives et nombreuses marques d'approbation.)

Quant à la responsabilité de notre agent, que vous avez mis si vivement, et, permettez-moi de le dire, si précipitamment en cause à cette tribune, je vous demanderai de vouloir bien, avant de me prononcer, me laisser attendre ses explications.

L'honorable M. Burdel, qui a été consul à Genève, qui n'est pas le premier venu, qui est connu d'un certain nombre de membres de cette Chambre, n'a donné jusqu'à présent à personne le droit d'élever contre lui une accusation aussi grave.

Ce que je vois bien dans la lettre de vos correspondants, c'est que la population française d'Haïti est mécontente de l'intimité qui existait entre notre chargé d'affaires et le président Salomon, depuis deux ans que M. Burdel occupe ce poste.

On ne peut, en vérité, faire un reproche à notre agent de chercher à obtenir, même de la familiarité du chef du Gouvernement haïtien, un degré particulier d'autorité pour mieux protéger nos nationaux. Le premier jour des massacres, M. Burdel a-t-il cru, a-t-il eu le tort de croire trop aisément à la puissance de persuasion qu'il se flattait d'avoir acquise auprès du président Salomon ? C'est possible ; mais le second jour, vous l'avez dit vous-même, il n'a pas hésité à intervenir de la façon active et comminatoire que vous savez.

Il est toujours grave de la part d'un chargé d'affaires, — et on ne peut pas blâmer trop vivement les hésitations d'un agent, à moins de bien connaître les faits, — de donner l'ordre de bombarder une ville placée sous la puissance du Gouvernement auprès duquel il se trouve accrédité. Que l'honorable M. Burdel ait pris vingt-quatre heures pour réfléchir et épuiser les moyens de conciliation, ce n'est pas une raison suffisante pour le mettre en accusation à cette tribune.

Du reste, je lui ai demandé des explications et, certainement, étant donnés le caractère et les antécédents de cet agent, je crois qu'il se justifiera sur tous ces points.

Ce qu'il importe à la Chambre de savoir, je le répète, c'est que les droits de nos nationaux ont été revendiqués et reconnus, et que, par conséquent, force restera au droit et à l'équité. (Très bien ! très bien !)

GRANDE-BRETAGNE

Canal de Suez.

A la suite d'une réunion tenue à Londres le 30 novembre, où figuraient les membres de l'Association des armateurs de navires à vapeur engagés dans le commerce de l'Orient avec M. Charles-Aimé de Lesseps, vice-président du Conseil d'administration de

la Compagnie universelle du Canal maritime de Suez, on est tombé d'accord que les douze points suivants constituent les conditions désirables pour l'administration future du Canal de Suez :

1. — Pour empêcher les retards dans le transit entre la Méditerranée et la mer Rouge, et *vice versa*, et aussi pour pourvoir à l'extension du commerce, la Compagnie, ou agrandira suffisamment le canal actuel, ou construira un second canal, ainsi qu'il pourra être déterminé ci-après ; et, pour arriver à une décision satisfaisante quant à la voie qui sera suivie sous ce rapport, une commission d'ingénieurs et d'armateurs sera nommée pour examiner la question, dans laquelle commission non moins de la moitié seront des ingénieurs et des armateurs anglais.

2. — En addition aux trois administrateurs désignés par le Gouvernement anglais, sept nouveaux administrateurs, choisis parmi les armateurs et négociants anglais, seront immédiatement admis comme membres du conseil. Pour donner à ces administrateurs le pouvoir de voter qui s'attache aux administrateurs actuels, l'administration proposera aux actionnaires de modifier les statuts et de revenir au chiffre primitivement fixé pour le nombre des administrateurs, c'est-à-dire trente-deux.

En attendant et jusqu'à ce que ces formalités nécessaires soient accomplies, l'administration invitera ces sept administrateurs, aussitôt qu'ils auront été choisis, à assister aux séances du conseil.

3. — Un comité (comité consultatif) sera formé à Londres et sera composé des administrateurs anglais.

La Compagnie établira un bureau à Londres.

Des arrangements seront pris pour le paiement des droits à Londres.

4. — Dans les nominations futures d'employés pour le service du transit, la Compagnie augmentera, dans une large mesure, le nombre des employés parlant anglais.

5. — Il est entendu que la dernière surtaxe de 0 fr. 50 c. disparaîtra définitivement à partir du 1^{er} janvier 1884.

6. — Toutes les dépenses résultant des échouages ou des accidents dans le canal seront, à l'avenir, supportées par la Compagnie.

Toutefois, doivent être exceptées de cette mesure les collisions qui pourront survenir entre les navires passant le canal.

La Compagnie du canal excepte aussi les avaries qui pourraient être causées au matériel et aux autres engins du canal par les navires en transit, pourvu que les navires soient à blâmer pour ces accidents.

7. — A partir du 1^{er} juillet 1884, la Compagnie supprimera entièrement les droits de pilotage.

8. — A partir du 1^{er} janvier 1885, la compagnie diminuera le droit

de transit de 0 fr. 50 c., réduisant ainsi ce droit de 10 fr. à 9 fr. 50, et, dans le cas où le dividende pour 1883 s'élèverait à plus de 18 p. 100, une nouvelle réduction dans le droit de transit en sus des 50 cent. ci-dessus mentionnés sera faite à partir de la même date, c'est-à-dire à partir du 1^{er} janvier 1885, sur la base de la moitié de ce dividende au-dessus de 18 p. 100.

La Compagnie, dans la suite, partagera avec les armateurs, chaque janvier suivant, dans la proportion de moitié, les bénéfices, quel que puisse être le montant de ces bénéfices, en sus du montant du dernier partage antérieur avec les armateurs, laquelle moitié devra être appliquée à une réduction de droits déterminée sur la base du tonnage qui a transité par le canal dans l'année pour laquelle ce bénéfice est constaté. Par exemple, si les comptes de 1884 accusent un bénéfice au taux de 20 p. 100, les armateurs auraient droit à une réduction de tarif égale à un bénéfice net de la Compagnie correspondant à 1 p. 100, soit environ 2,800,000 fr., pour l'année commençant le 1^{er} janvier 1886, en sus de la réduction antérieure.

De même, si le bénéfice sur le revenu de l'exercice 1885 est de 21 p. 100, la moitié de la différence entre 20 et 21 p. 100, — c'est-à-dire 1/2 p. 10, soit, en chiffres ronds, 1,400,000 fr. — sera appliquée en réduction des droits à partir du 1^{er} janvier 1887, en sus des réductions précédentes. Et ce partage, par moitié, continuera jusqu'à ce qu'un bénéfice de 25 p. 100 soit atteint. Au-dessus de ce bénéfice de 25 p. 100, tous les bénéfices nets de la Compagnie seront appliqués en réduction des droits jusqu'à ce que ces droits soient réduits à 5 fr.

9. — Il est entendu, dans les clauses qui précèdent, que le bénéfice sur lequel doit être calculée la réduction des droits comprendra les 5 p. 100 payés en premier lieu aux actionnaires.

10. — La réduction déjà consentie en faveur des navires sur l'est sera confirmée.

11. — En ce qui concerne la réserve statutaire, le conseil de la Compagnie du canal de Suez proposera que, quand cette réserve aura atteint la somme de 5,000,000 de fr., les déductions qui seront faites dans la suite sur les bénéfices nets, au profit de cette réserve, et qui sont actuellement sur le taux de 5 p. 100, n'excéderont, en aucun cas, un maximum de 3 p. 100 de ces bénéfices nets.

12. — Il est entendu que les calculs sur lesquels doivent être arrangées les réductions de tarif sus-indiquées, sont basés sur un capital de 200,000,000 de fr.

Dans le cas où un changement quelconque serait apporté dans le montant de ce capital-actions, la base de la réduction des droits sera

réajustée de façon que la diminution du tarif ne sera pas défavorablement affectée.

JAMES LAING, chairman ;

TH. SUTHERLAND, chairman, Peninsular and Oriental steam navigation company ;

And for : WILLIAM MACKINNON, chairman, British India steam navigation company ;

F.-G.-S. ANDERSON, Orient steam navigation company, limited ;

By authority : J.-B. WESTRAY, hon. secretary of the association of steam shipowners trading with the East : City line, Hall line, Clan line, Glen line, Shire line, Harisons line ;

JOHN GLOVER ; R.-S. DONKIN ; CH.-A. DE LESSEPS.

Après que ces points ont été établis d'accord avec M. Charles-A. de Lesseps, le comité a exprimé l'opinion que les actions possédées par le Gouvernement anglais devraient obtenir de comporter une faculté de vote proportionnée à leur importance dans les assemblées des actionnaires.

M. Charles-A. de Lesseps, tout en réservant son opinion sur cette question au point de vue du droit et des principes en vertu desquels la société du canal de Suez a été constituée, répond qu'il n'est pas en situation de partager cette manière de voir. (Times.)

HAITI

A la suite des scènes de pillage, d'incendie et de meurtres qui ont eu lieu à Port-au-Prince, dans les journées des 22 et 23 septembre, les membres du corps diplomatique ont adressé au Président Salomon une lettre dans laquelle ils le mettaient en demeure de faire cesser le pillage, l'incendie et les meurtres qui se commettaient dans la capitale (V. plus haut p. 246).

Voici quelques passages de la réponse du président Salomon aux membres du corps diplomatique :

L'ordre est aujourd'hui rétabli, et je le maintiendrai pour l'honneur de mon Gouvernement, pour la sécurité de tous, et spécialement pour celle des étrangers qui ont quitté leur pays et leur famille pour venir s'établir chez nous.

Mes ennemis ont usé de tous les moyens pour discréditer mon Gouvernement. Ils m'ont prêté l'intention de vouloir le massacre de mes concitoyens et ils ont poussé l'infamie jusqu'à l'absurde, en prétendant que je me proposais de faire assassiner les blancs.

D'autres m'ont reproché d'avoir épousé une femme blanche et de vouloir livrer le pays aux Européens. Je tiens à le répéter, c'est du dehors que nous vient la lumière, et ce n'est qu'en marchant à la clarté de cette lumière qu'Haïti peut progresser.

Tous mes actes et toutes mes paroles prouvent que j'ai toujours cherché à sauver mon pays des horreurs de la guerre civile.

L'amnistie que j'ai signée hier est une nouvelle preuve du plaisir que j'aurai à voir Haïti jouir de la paix et de la tranquillité.

Mon Gouvernement espère donc, messieurs, que vous lui prêterez votre concours pour le maintien de la paix publique et de la sécurité des familles dans cette capitale.

Le Président avait, du reste, fait afficher, le 24 septembre, les ordres du jour suivants, peu après le moment où, sous la menace du bombardement, les scènes de carnage avaient pris fin :

Le secrétaire d'État au département de l'intérieur et de l'agriculture, chargé des départements de la guerre et de la marine,

En présence des actes répréhensibles qui se commettent à la capitale par des malveillants, sous prétexte de défendre le Gouvernement, les citoyens actuellement en armes pour le rétablissement de l'ordre sont avertis qu'il leur est interdit le droit de circuler armés et isolément sans une autorisation expresse du chef du poste auquel ils appartiennent. Ceux qui se trouveront en contravention avec le présent ordre du jour seront arrêtés et livrés au tribunal spécial militaire de cet arrondissement pour être jugés avec toutes les rigueurs de la loi.

Donné en l'hôtel de la secrétairerie d'Etat de la guerre et de la marine, le 24 septembre 1883, an 80^e de l'Indépendance.

B. PROPHÈTE.

Le secrétaire d'Etat, chargé du département de la guerre et de la marine,

Vu la proclamation de S. Exc. le président d'Haïti en date d'hier (cette proclamation avait annoncé le complet rétablissement de l'ordre) promettant sécurité aux familles paisibles de la capitale,

Ordonne aux autorités militaires de cette ville, sous leur responsabilité personnelle, d'arrêter et de faire déposer tous ceux qui parlent de mettre le feu, continuant ainsi l'œuvre si tristement commencée par les ennemis de l'ordre public.

Ceux qui seront pris en flagrant délit de ce fait abominable seront passés par les armes.

Respect aux personnes et aux propriétés est le mot d'ordre du Gouvernement.

B. PROPHÈTE.

Le 27, le Président proclamait une amnistie partielle par l'arrêté qui suit :

Le Président de Haïti, usant du droit que lui accorde l'article 114 de la Constitution, a ordonné et ordonne ce qui suit :

Article 1^{er}. Pleine et entière amnistie est accordée à tous ceux qui, le 22 du présent mois, dans cette ville, se sont mis en rébellion contre le Gouvernement, et ont poussé les citoyens à la guerre civile.

Art. 2. Les personnes dont il est question et leurs complices sont amnistiées, et après s'être présentées aux autorités, elles retourneront chez elles avec garantie de n'être ni molestées, ni ennuyées.

Art. 3. Sont exceptées de la présente amnistie les personnes ayant nom : Auguste Paret, Legendre Remy, O'Meara, Saint-Rome, Saint-Amand, Lubin, Édouard Avignon, Seymour Farne, Ferrus fils, Marius Coriolan, Félix Glesile et Gustave Théodore, reconnus comme les principaux coupables du mouvement insurrectionnel du 22 septembre.

Art. 4. La présente ordonnance sera imprimée, publiée et exécutée avec toute la diligence possible par les secrétaires d'État, chacun en ce qui le concerne.

Fait au Palais national de Port-au-Prince, le 27 septembre 1883, la quatre-vingtième année de l'indépendance.

ITALIE

Le 15 décembre, à la Chambre des députés, pendant la discussion du budget, le Ministre des Affaires étrangères, répondant à une question de M. Massari, a déclaré qu'aussitôt que les relations entre la France et la Chine ont paru devenir difficiles, le ministère a jugé opportun de pourvoir à la protection des intérêts et de la vie de ses nationaux, d'accord avec les puissances intéressées. Les Gouvernements de Londres et de Berlin, surtout, ont adhéré aux vues exprimées par le Gouvernement italien.

Les bâtiments italiens iront donc dans les mers de Chine avec ceux des puissances qui sont d'accord avec l'Italie. Deux navires ont déjà reçu des ordres. Le ministre souhaite le maintien de la paix. Dans le cas contraire, le Gouvernement aura fait son devoir envers les nationaux italiens.

Le 18 décembre, M. Bério développe une interpellation sur le préjudice que porte à l'Italie le Casino de Monte-Carlo.

M. Mancini, répondant, rappelle les déclarations que le Gouvernement a déjà faites à ce sujet. Assurément, l'existence de ce

casino semble contraire à la morale ; mais il faut respecter l'indépendance des Gouvernements étrangers.

M. Mancini pense, toutefois, qu'il y aurait moyen de remédier au mal ; si d'autres Gouvernements veulent prendre l'initiative en cette circonstance, le cabinet italien étudiera les moyens par lesquels il peut donner son concours.

A la fin de novembre, le Ministre des affaires étrangères a fait distribuer au Parlement la correspondance diplomatique relative à la réforme judiciaire en Égypte, ainsi qu'un rapport dans lequel sont consignés les faits relatifs à cette question.

PORTUGAL

Un traité de commerce entre l'Espagne et le Portugal a été signé le 12 décembre à Lisbonne.

BULLETIN BIBLIOGRAPHIQUE

Revue des Deux-Mondes.

1^{er} Janvier 1884. — *Etudes diplomatiques.* — *La première lutte de Frédéric II et Marie-Thérèse d'après des documents nouveaux.* — *La Retraite de Prague*, par le duc de Broglie (travail considérable et de première main d'après des recherches faites aux archives des affaires étrangères, du ministère de la guerre, etc.) — *Le Vatican et le Quirinal depuis 1878.* — *Le Pape Léon XIII et la réconciliation du Saint-Siège et de l'Italie*, par Anatole Leroy-Beaulieu (suite de considérations fort intéressantes et fort sages, sur la grave question des rapports de l'Italie et du Saint-Siège : quelles sont les probabilités, les difficultés d'une réconciliation entre les deux puissances.) — *La guerre moderne d'après un écrivain militaire allemand*, par G. Valbert (il s'agit d'un livre, *das Volk in Waffen*, dû à un officier du grand état-major allemand, dont M. Valbert fait connaître les idées principales avec sa finesse habituelle).

15 Janvier. — *Etudes diplomatiques.* — *La première lutte de Frédéric II et Marie-Thérèse d'après des documents nouveaux.* — *La Retraite de Prague*, par le duc de Broglie (suite de l'article précédent.)

La Nouvelle Revue.

1^{er} Janvier 1884. — *La Grèce avant la Révolution de 1821*, par Bikélas (nombreux détails sur la situation misérable des Grecs et les

humiliations de toute sorte qui leur étaient infligées ; circonstances qui conservèrent le sentiment national et qui favorisèrent la révolution.)

15 Janvier. — *La Société de Berlin*, par le comte Paul Vasili (les familles princières, les princes de la finance, le grand monde).

Revue britannique.

Janvier 1884. — *La Norvège deviendra-t-elle une République?* (Traduction d'un article emprunté à *The national Review* sur l'origine et la nature de la crise qui existe actuellement en ce pays.) — *Le Soudan égyptien*, par le major de Sarrepoint (origine de l'extension du territoire de l'Égypte, détails sur la traite, situation de Karthoum.) — *Les colonies françaises, leur commerce, leur situation économique, leur utilité pour la métropole*, par Louis Vignon (première partie d'un travail d'ensemble ; après avoir indiqué les avantages généraux de la colonisation, l'auteur passe en revue la Guadeloupe, la Martinique, la Réunion, la Guyane, Saint-Pierre et Miquelon, le Sénégal, les rivières du Sud, le Soudan, les établissements de la côte de Guinée, le Gabon, Ogowé et Congo, Sainte-Marie, Nossi-bé, Mayotte et Madagascar, le commerce à la côte de Mozambique, Obock.)

Revue politique et littéraire.

5 janvier 1884. — *Réformes et traditions consulaires*, par Gabriel Charmes. (Considérations remarquables provoquées par l'institution d'une grande commission chargée d'examiner notre organisation consulaire. L'auteur pense qu'on a commis une grande faute en assimilant la carrière diplomatique et la carrière consulaire ; les deux carrières ne demandent pas les mêmes aptitudes, elles sont également honorables ; M. Charmes, qui a voyagé en Orient, entre dans des détails intéressants au sujet des capitulations et des transformations qu'elles ont subies.)

19 janvier. — *Nos Consuls : Consuls et Drogmans*, par Gabriel Charmes. (Suite du travail précédent ; le rôle que doivent jouer les consuls est très largement tracé ; ce qu'il importe de modifier, selon l'auteur, ce n'est pas notre organisation consulaire, ce sont surtout les traditions diplomatiques et les institutions de nos colonies industrielles et commerciales.)

Revue historique.

Janvier-Février 1884. — *Napoléon I^{er} et Saint-Domingue*, par H. Adams. (Nombreux documents inédits empruntés aux Archives nationales et aux Archives de la Marine.)

Bibliothèque universelle et Revue suisse.

Janvier 1884. — *Du rôle international de la Suisse*, par Numa Droz. (Article fort intéressant dû à l'un des hommes politiques les plus considérables de la Suisse, qui est actuellement conseiller fédéral. Il a pour but de faire ressortir cette idée que ce petit pays, à raison de sa neutralité, est appelé à un rôle international beaucoup plus considérable que celui qui serait en rapport avec l'étendue de son territoire et le nombre de ses habitants. L'auteur parle successivement de la question des réfugiés, des intérêts internationaux qui ont leur centre en Suisse comme pour l'Union télégraphique et l'Union postale, des projets d'extension dans le domaine de la propriété industrielle, littéraire.)

Revue de Géographie.

Janvier 1884. — *Aperçu sommaire de la partie méridionale de la province littorale de la Sibérie*, par Vennkoff. — *Pak-Hoï et Hoï-How*, par Ch. Labarthe (ce sont deux villes situées entre Hong-Kong et les côtes du Tong-King, dont l'existence est à peine soupçonnée en Europe, mais qui peuvent prendre de l'importance par suite des affaires du Tong-King). — *Le littoral de la Tunisie centrale*, par le D^r Rouire (voies de communication du Sahel). — *De l'importance de la géographie physique pour l'étude des forces productives des nations*, par E. Levasseur (leçon d'ouverture du cours professé au collège de France par l'éminent membre de l'Institut; le cours doit porter cette année, pendant le premier semestre, sur les forces productives du Mexique, de l'Amérique centrale et des Antilles; pendant le second semestre, sur les forces productives de l'Océanie). — *Mouvement géographique*, par L. Delavaud. — *La plaine de Milan d'après des études récentes*, par Babouot (avec une carte). — *Comptes rendus divers*.

Revue maritime et coloniale.

Janvier 1884. — *Souvenirs d'une Campagne dans le Levant : les côtes de la Syrie et de l'Asie Mineure*, par M. Girard, commissaire-adjoint de la marine (renseignements généraux sur la Turquie et son organisation administrative; description de la Palestine). — *La Guyane française, sa population indigène et ses productions*, par G. Ménard.

Le Spectateur militaire.

15 janvier. — *L'expédition anglaise en Égypte* (causes de la guerre, valeur militaire de l'armée anglaise). — *Guerre turco-russe en 1877-1878 : Sulyman-Pacha et son procès*, par Faust-Lurim (suite d'une série d'articles). — *L'Armée serbe en 1883*, par Noël Desmaisons.

Le Mémorial diplomatique.

5 janvier 1884. — *A propos des alliances européennes.* — *Nouvelles diverses.* — *Correspondances* de Bruxelles, de la Haye, de Londres et de Saint-Petersbourg. — *L'Angleterre en Égypte* (documents). — *Documents* (importation des viandes salées; abolition de la juridiction consulaire anglaise en Tunisie; Discours du Pape aux Cardinaux; Loi bulgare modificative de la Constitution).

12 janvier. — *L'entente entre la France et l'Italie.* — *Nouvelles diverses.* — *Correspondances* de Bruxelles, de Londres, de Rome, de Saint-Petersbourg, de Vienne. — *Documents*: Protectorat de la France sur les Etats du Roi de Fadou; extrait du message du Président des Etats-Unis; Portugal, discours du trône; discours du gouverneur général de la Roumélie orientale à la clôture de l'Assemblée provinciale; discours du prince de Bulgarie à la clôture de la session de la Sobranié; circulaire du Conseil fédéral suisse au sujet de la protection internationale de la propriété littéraire et artistique).

19 janvier. — *La question égyptienne.* — *Nouvelles diverses.* — *Correspondances* de Bruxelles, de Londres, de Rome, de Saint-Petersbourg. — *Documents*: Protocole réglant les relations commerciales de l'Angleterre et de l'Espagne; les privilèges de l'Eglise orthodoxe en Turquie.

26 janvier. — *Le nouveau ministère espagnol.* — *Nouvelles diverses.* — *Correspondances* de la Haye, de Londres, de Rome, de Saint-Petersbourg et de Vienne. — *Documents*: Discours du Roi de Suède à l'ouverture de la Diète; les privilèges de l'Eglise orthodoxe en Turquie (fin).

L'Économiste français.

5 janvier 1884. — *Les banques d'émission en Europe et leur clientèle industrielle et commerciale*, par Achille Mercier. — *Le Mexique: son état actuel et ses perspectives économiques*, par de Fontpertuis (d'après un ouvrage anglais récent). — *Notes diverses.* — *La population française au Canada* (elle va en augmentant, tandis que la population anglaise diminue; il y a actuellement près de 1,300,000 Français répartis dans les provinces canadiennes; la province de Québec en comprend plus d'un million).

12 janvier. — *La situation et l'avenir de l'Égypte*, par P. Leroy-Beaulieu (conséquences de l'intervention anglaise). — *Le mouvement économique et financier en Allemagne*, par M. Block. — *Les finances russes*, par Raffalovich. — *Le mouvement économique et social aux Etats-Unis*, par de Fontpertuis (situation des Allemands, des Irlandais et des nègres, d'après les impressions d'un éminent historien anglais, M. Freeman).

19 janvier. — *La situation financière de la France*, par P. Leroy-Beaulieu. — *Lettre de Suisse*, par Dameth (session de l'assemblée

fédérale, adhésion au traité international pour la protection de la propriété industrielle, et au traité de commerce avec l'Italie). — *La question terrienne et la nationalisation du sol en Angleterre*, par de Fontpertuis. — *Les difficultés de la douane en Italie*. — *Les Banques en Suède*, par Wallenberg. — Renseignements divers (analyse du traité conclu récemment entre l'Angleterre et la Corée).

26 janvier. — *Le commerce extérieur de la France et de l'Angleterre en 1883*. — *Le mouvement économique aux Etats-Unis*, par de Fontpertuis (analyse d'un rapport récent du contrôleur de la circulation qui contient des détails intéressants sur les Banques nationales, les banques d'Etats et les banques privées; renseignements sur l'immigration). — *Les finances russes* (d'après le budget de l'année 1884 et le rapport du ministre des finances qui l'accompagne).

Journal du Droit international privé et de la Jurisprudence comparée.

1883. Nos IX-X. — *De la juridiction des tribunaux français en Tunisie et de leur compétence à l'égard des étrangers*, par Lenepveu de la Font (situation de la Tunisie au point de vue judiciaire avant l'établissement du protectorat français, conséquences de cet établissement, loi organisant des tribunaux dans la régence, commentaire de cette loi). — *De la naturalisation dans les colonies anglaises*, par W. Newton, avocat à l'île Maurice (discussion de la question de savoir si un Français, qui a obtenu un certificat de naturalisation dans l'île Maurice, doit être considéré comme ayant perdu sa nationalité d'origine; le ministère de la justice de France l'a résolu affirmativement; l'article a pour but de réfuter les arguments invoqués par la chancellerie; du reste, il ne peut y avoir de solution définitive que par l'intervention des tribunaux). — *De la vente des immeubles dépendant d'une faillite déclarée en pays étranger*, par Humblet, avocat à Liège (l'auteur part de l'idée que la déclaration de faillite ne produit pas seulement ses effets dans le pays où elle intervient, il étudie la question spéciale posée par lui d'une façon approfondie en rendant compte de la doctrine et de la jurisprudence). — *De la condition des sociétés étrangères en France dans le projet de loi sur les sociétés par actions*, par Buchère, conseiller à la Cour de Paris (l'auteur formule un certain nombre de critiques, mais reconnaît que le projet renferme des dispositions d'une utilité incontestable). — *Les sujets ottomans peuvent-ils acquérir ou transmettre par succession légitime en Autriche*, par Weiss, agrégé à la Faculté de droit de Dijon (question curieuse). — Jurisprudence française en matière de droit international : abordage, ajournement, caution *judicatum solvi*, consul, expulsion, interdiction, hypothèque légale, jugement étranger, lettre de change, partage, propriété littéraire, société étrangère, testament à l'étranger. — *Bulletin de la Jurisprudence*

suisse, par E. Roguin, premier secrétaire de la légation suisse à Paris : assignation (convention franco-suisse de 1869), commission rogatoire, compétence, divorce (naturalisation du mari, effet sur la nationalité de la femme), duel (traité d'extradition entre la Suisse et l'Allemagne), expulsion (armée du salut), extradition (traité franco-suisse et traité italo-suisse), interdiction, jugement français, nationalité (convention franco-suisse de 1879), propriété artistique (traités entre la Suisse et l'Allemagne), propriété industrielle (convention franco-suisse de 1864), saisie-arrêt et saisie-conservatoire (convention franco-suisse de 1869). — *Faits et informations*.

Moniteur officiel du Commerce.

3 janvier. — Importation des viandes salées d'Amérique, décret ministériel ; situation économique de la France (Aube, Eure, Isère, Loir-et-Cher, Maine-et-Loire, Haute-Marne, Mayenne, Meurthe-et-Moselle, Nord, Seine-et-Marne, Seine-Inférieure, Somme, Vendée) ; Rapports des consuls français : Angleterre, Cardiff, Londres ; Turquie d'Asie, renseignements sur la manière de traiter les affaires ; Mexique, exportation, travaux publics ; Colombie ; — étrangers : des États-Unis (Saxe) ; belge (Suisse) ; austro-hongrois (Milan) ; Algérie-Tunisie, culture de la ramie ; Angleterre, exportation internationale en 1884.

10 janvier. — Situation économique de la France (Calvados, Loire, Vosges, Haute-Garonne, Haute-Loire, Oise, Pas-de-Calais, Saône-et-Loire) ; Rapports de consuls français : Pays-Bas, concurrence ; Belgique, Anvers, Italie, Chemins de fer et produits agricoles ; Espagne, Cadix et Santander ; Turquie d'Asie ; États-Unis, New-York ; Amérique du Sud ; — étrangers : allemand (Manchester) ; belge (Buda-Pesth, Constantinople) ; commerce européen ; Pays-Bas, exposition internationale d'Amsterdam.

17 janvier. — Conseil supérieur de l'enseignement technique, discours du ministre du commerce ; législation commerciale étrangère : Russie, Allemagne, Pérou. Rapports des consuls français : Russie, Varsovie, Autriche-Hongrie ; revue industrielle, Japon ; revue d'ensemble ; — étrangers : austro-hongrois (Christiania) : commission des Chambres de Commerce françaises à l'étranger, rapport des secrétaires.

24 janvier. — Situation économique de la France (Dordogne, Rhône, Ardèche, Calvados, Gironde). Rapports des consuls français : Allemagne, Königsberg ; Autriche-Hongrie, revue industrielle ; Grèce, le Pirée, Corfou ; Japon, revue d'ensemble. République Dominicaine (mouvement commercial, 1882) ; possessions espagnoles d'Océanie ; revue d'ensemble, — étrangers : austro-hongrois (Malte) ; Italie, exposition de Turin ; Commission des Chambres de Commerce françaises à l'étranger, rapport des secrétaires.

31 janvier. — Législation commerciale française, quatrième titre sur matières d'or et d'argent; situation économique de la France (Ain, Creuse, Loir-et-Cher, Maine-et-Loire, Haute-Marne, Nord, Somme, Haute-Vienne); Rapports des consuls français: Angleterre, Sheffield, Bombay; Guatémala; possessions espagnoles d'Océanie, revue d'ensemble; — étrangers: Belge (Japon), Etats-Unis (Zanzibar); Commissions des Chambres françaises à l'étranger, rapport des secrétaires.

Bulletin de Statistique et de Législation comparée.

Décembre 1883. — France: *Lois budgétaires pour 1884*. — Renseignements divers sur le mouvement des impôts et le commerce extérieur en 1882 et 1883. — Production des vins et des cidres en 1882 et 1883. — *La Banque de l'Algérie* (statistique de ses opérations depuis sa fondation, qui date de 1851). — Etranger: *Les frais de perception en Angleterre*. — *Les prêts agricoles en Belgique*. (Texte de la loi qui vient d'être votée par le Parlement belge, suivi d'un résumé des discussions qui ont eu lieu soit à la Chambre des représentants, soit au Sénat.) — *Le discours royal et le projet de budget prussien pour 1884-1885*. — *Le projet de budget autrichien pour 1884; le nouveau cadastre hongrois*. — *La réforme de la comptabilité publique en Italie*. (Texte d'une loi du 8 juillet 1883.) — *Le tarif douanier en Italie* (promulgué par décret du 9 août 1883.) — *L'organisation financière de la Roumélie orientale*. — *Le message du président des Etats-Unis* (passages relatifs aux questions financières et économiques).

La Question danubienne: actes et documents. — Un vol. in 4°, publié par le ministère des affaires étrangères de Roumanie, 1883.

Ce Recueil de plus de neuf cents pages contient tous les actes et les documents qui touchent à la question de la liberté de la navigation fluviale. Il débute par la résolution de la Convention nationale du 20 novembre 1792 affirmant le principe de la libre navigation pour l'Escaut et la Meuse; il continue par les documents relatifs au Congrès de Rastadt, au traité de Paris, au Congrès de Vienne (procès-verbaux des Conférences où furent arrêtés les principes généraux sur la navigation fluviale). A partir de 1854, le Recueil donne tout ce qui est relatif à la navigation du Danube: (Conférence de Vienne 1854-1856, Congrès de Paris, Commission riveraine du Danube 1856-1859, Conférence de Paris 1858-1859, Commission européenne du Danube, neutralisation du Danube pendant la guerre d'Orient, Congrès de Berlin, Commission européenne 1879-1882, Conférence de Londres); le Recueil se termine par la dépêche adressée le 24 mai 1883 par M. Stourdza à l'envoyé de Roumanie à Londres. Les pièces,

comme on le voit, sont nombreuses et pourraient difficilement être réunies. Ceux qui voudront étudier cette question si complexe et si importante du Danube ont donc un précieux instrument de travail à leur disposition, et doivent en remercier le gouvernement roumain, par les soins duquel a été faite cette importante publication.

Les Français au Tonkin, 1787-1883, par Hippolyte Gautier, in-18. Challamel. 1884.

L'auteur nous avertit que son ouvrage devait d'abord s'appeler « Francis Garnier au Tonkin », et que la tournure des événements, le vote récent de crédits considérables par les deux Chambres, l'avenir probable de notre colonie l'ont amené à élargir le cadre de son travail. Il a donc fait précéder d'un aperçu historique et suivre d'un récit complémentaire, le noyau central, la vie de Francis Garnier. Dans ces conditions, la composition manque d'équilibre. Sauf ce léger reproche, l'ouvrage de M. Gautier ne mérite que des éloges. Il est attachant, plein de documents curieux sur l'héroïque marin qui nous a donné, au prix de son sang, sinon un empire, au moins l'ambition et l'occasion de le créer, et des renseignements certains sur les moyens de faire la conquête et d'en tirer parti. Des cartes en nombre suffisant, insérées dans le texte, illustrent convenablement les explications. Par son allure narrative, par son manque absolu de technicité, cet ouvrage s'adresse à tous ceux qu'intéresse la politique coloniale, ce facteur important de la grandeur de notre pays.

J. C.

Essais sur l'Histoire politique des derniers siècles, par Jules Van Praet ; in 8° Bruxelles-Paris, Reinwald, 1884.

Ce volume est le troisième d'une série d'études où l'auteur a cherché à « exposer l'état politique de l'Europe avant le commencement des guerres de la Révolution. » Il contient quatre chapitres qui, sans lien exact, ont pourtant entre eux d'autres relations que celles qui résultent de la contemporanéité. Le premier traite de l'Angleterre sous Georges III, le second, de la France au début de la Révolution, le troisième, du grand Frédéric et de la grande Catherine d'après leur correspondance ; le quatrième, des Pays-Bas autrichiens et de Joseph II.

C'est là une œuvre sérieuse. L'auteur connaît à fond le sujet qu'il traite. Il a une érudition de première main qui se révèle à la lecture, et, à ce que nous apprend la préface, une robuste patience. Ce volume d'un peu plus de trois cents pages est le fruit de longues recherches : que d'auteurs compulsés et comparés ! que de témoignages rapportés et vérifiés ! Tout ce qui concerne notamment la Révolution française a été dépouillé, toutes les opinions discutées, le livre récent analysé

aussi bien que le mémoire du temps. Comme on a le droit d'être exigeant avec les maîtres, M. Van Praet me permettra de lui signaler une lacune. Il parle quelque part du gouvernement personnel de Louis XV : il eût trouvé sur ce point de précieux renseignements dans l'ouvrage de M. Camille Rousset, *La correspondance de Louis XV avec le maréchal de Noailles*. Ailleurs, à propos de Pitt, de Frédéric II, il omet, peut-être avec raison, de renvoyer à Macaulay que tout le monde connaît ; mais à propos de Marie-Thérèse et de Marie-Antoinette, et à propos de Talleyrand, il eût pu citer les monographies de Sainte-Beuve qui n'a jamais plus que là fait preuve de sagacité et de curiosité.

Cette question de forme vidée, j'arrive au fond, et ici je veux prendre à partie M. Van Praet. Je veux lui demander compte de la manière timide et hésitante dont il nous a communiqué le résultat de ses études. Il dit bien, dans sa préface, que son travail a été mené au milieu des soucis du labeur quotidien. Mais il y a autre chose, et il l'a si bien senti qu'il a cru devoir s'en excuser : « Les changements, dit-il, ont été si rapides, si multipliés et si profonds, qu'il faut y regarder de près avant de porter un jugement.... » M. Van Praet est, je le crois, un timide et un défiant. Il a touché aux plus graves problèmes de l'histoire du XVIII^e siècle. Politique de l'Angleterre, union si nouvelle de l'Autriche et de la France, responsabilités des divers Gouvernements, etc., il n'y a pas de question importante qu'il n'ait abordée ou effleurée. Puis, muni des meilleures informations, et en état de faire à lui et à nous une opinion certaine, il a eu crainte de formuler sa pensée ; il a reculé devant l'expression définitive, il s'est, comme on dit ailleurs, dérobé.

Ce procédé a eu un résultat que M. Van Praet n'avait pas prévu : c'est que le titre de son ouvrage est plus compréhensif que l'ouvrage lui-même. « L'Angleterre sous Georges III » n'est pas l'histoire de l'Angleterre, de sa politique, de ses sentiments et de ses aspirations, c'est l'analyse très intéressante et perspicace des caractères du roi, de lord Bute, de lord North, de Fox et de Pitt. « La France au début de la Révolution » se réduit, ou peu s'en faut, à une galerie de portraits où l'on voit représentés, et avec quelle conscience, Louis XVI, Marie-Antoinette, le duc de Choiseul, Necker, Mirabeau, M^{me} de Staël, La Fayette, Dumouriez, Rousseau, Talleyrand, etc. Et en face de tout le talent du peintre, on se prend à regretter qu'il n'ait pas osé l'appliquer à une plus noble matière, et tenter une œuvre plus difficile. Il manque à cet ouvrage la personnalité. Les dessous sont solidement établis, il fallait y appuyer ces théories, ces jugements, ces vues d'ensemble qui font, en histoire, d'une œuvre de science une œuvre d'art. Par la sûreté de son raisonnement, par l'impartialité de son observation, par sa nationalité même, M. Van Praet pouvait être un historien : pourquoi a-t-il voulu n'être qu'un *essayiste* ?

Mais nous devons en somme juger l'auteur sur ce qu'il a voulu et non sur ce qu'il eût pu vouloir. Le cadre que, sans nous en prévenir,

il s'était tracé, il l'a su remplir ; sa langue est nette, sans idiotismes fâcheux. Le livre se lit facilement : souhaitons pour notre pays qu'il se lise beaucoup.

J. C.

Les Constitutions modernes. — Recueil des Constitutions actuellement en vigueur dans les divers Etats d'Europe, d'Amérique et du monde civilisé, par F. R. Dareste, avocat à la Cour d'appel de Lyon, avec la collaboration de P. Dareste, avocat au Conseil d'Etat et à la Cour de Cassation, 2 vol. in-8°, Paris, 1883, Challamel aîné.

Voilà un recueil de textes particulièrement précieux à une époque où on entend parler de révision constitutionnelle en divers pays ; on peut se livrer à une étude comparative fort instructive, surtout si on n'oublie pas que les textes ont besoin d'être complétés et interprétés par les mœurs. Plusieurs publications analogues ont déjà été faites ; elles sont anciennes ; de plus, nous ne croyons pas qu'aucune ait été aussi complète et mérite autant de confiance que celle que nous annonçons. Grâce à une connaissance tout à fait exceptionnelle des langues étrangères, MM. Dareste peuvent prendre hardiment la responsabilité de leurs traductions, qui toutes ont été faites par eux sur les textes originaux ; ils n'ont pas même reproduit les traductions françaises officielles ou semi-officielles qui ont été publiées dans un certain nombre de pays, comme les Pays-Bas, la Suède, où le français n'est pas langue officielle.

C'est un ouvrage documentaire dont les appréciations personnelles sont exclues. Il ne contient pas seulement le texte des constitutions actuellement en vigueur, chacune d'elles est précédée d'une courte *notice historique*, rappelant d'une façon précise les faits qu'il est indispensable de connaître pour comprendre l'origine de la Constitution ; les textes reproduits sont accompagnés de notes renvoyant à la législation politique ou administrative et donnant les éclaircissements nécessaires ; enfin, outre une *Bibliographie générale*, relevant les recueils de textes constitutionnels et les ouvrages d'ensemble publiés jusqu'à ce jour, il y a pour chaque pays une bibliographie spéciale, fort utile à ceux qui voudraient faire des recherches approfondies. On voit que rien n'a été négligé par les savants et consciencieux auteurs pour faire une œuvre digne du nom qu'ils portent.

Le premier volume est consacré aux pays suivants : *France, Grande-Bretagne et Irlande, Belgique, Pays-Bas, Luxembourg, Allemagne* (Empire et les divers Etats), *Autriche-Hongrie, Suisse* (Confédération et cantons), *Italie*.

Le second volume traite des pays suivants : *Espagne, Portugal, Andorre, Monaco, Saint-Marin, Danemark, Irlande, Suède et Norvège, Finlande, Russie, Roumanie, Serbie, Monténégro, Bulgarie, Grèce, Turquie, Egypte, Canada, Etats-Unis d'Amérique* (Union et Etats particuliers), *Mexique, Guatémala, Salvador, Hon-*

duras, Nicaragua, Costa-rica, Haïti, Saint-Domingue, Colombie, Vénézuëla, Equateur, Pérou, Bolivie, Chili, Confédération argentine, Paraguay, Uruguay, Brésil, Libéria, Orange, Transvaal, Victoria, Hawaï, Colonies anglaises. Pour plusieurs de ces pays, on ne trouvera pas un texte constitutionnel, qui fait défaut ou qui ne mérite pas d'être reproduit, mais on aura toujours des renseignements précis sur l'état de la législation constitutionnelle.

Les Constitutions européennes, par G. Demombynes, avocat à la Cour d'appel, 2^e édition, 2 vol. in-8°. Paris, 1883, Larose et Forcel.

« Je me suis proposé, dit l'auteur dans l'introduction, de rédiger sous une forme concise et fidèle, une sorte de résumé des droits politiques des citoyens en Europe. » Ou M. Demombynes attache au mot *politique* un sens très large et inusité, ou il nous donne, par habileté ou par modestie, plus et mieux qu'il ne promet. Son étude est en effet très compréhensive. Pour l'Angleterre, par exemple, à laquelle il consacre plus de 80 pages, il étudie sous trois chapitres différents : le Parlement, les commissions locales et les conseils communaux, et l'organisation judiciaire. Et pour chaque pays, une division analogue est observée.

Le livre de M. Demombynes a un double mérite. Les matières sont distribuées dans un ordre logique, et les développements en rapport avec l'importance absolue ou relative de chaque pays. Surtout les informations sont puisées à des sources sûres, et le plus souvent indiquées. Des détails heureux et bien choisis et des comparaisons fréquentes avec nos institutions suffisent à faire clairement comprendre le mécanisme de celles des nations étrangères. Quant à notre pays et à notre organisation, l'exposé en est si net qu'on pourrait en souhaiter un tirage à part, en petit format et en langue vulgaire, à l'usage de tous les citoyens.

Le style est bon, la langue exacte : tout au plus relève-t-on une ou deux inexactitudes, mais en des matières si spéciales que le seul fait de les signaler ressemble à une mauvaise chicane.

La première édition avait paru en 1881 ; elle a été épuisée en moins de deux ans, c'est un beau succès pour un ouvrage aussi important et une récompense bien méritée des efforts de l'auteur. Il a tenu compte pour sa nouvelle édition des observations qui lui avaient été faites, il a rectifié quelques inexactitudes comme il s'en glisse toujours dans un ouvrage qui touche à tant de choses différentes, il a pu avoir certains documents qui lui avaient fait défaut en 1881 ; enfin de 1881 à 1883, il s'est produit en plusieurs pays des changements importants qui touchent à l'organisation constitutionnelle, administrative ou judiciaire. Si, sur beaucoup de points, il y a eu des additions à la précédente édition, sur un point il y a eu suppression, et nous en louons fort l'auteur. Un chapitre fort court consacré

à la Constitution des États-Unis a disparu. L'Amérique mérite une étude spéciale et détaillée; nous prenons acte de la promesse que fait l'auteur de nous la donner.

La vie publique en Angleterre, par Philippe Daryl, 1 volume in-12, Paris, 1884, Hetzel et C^{ie}.

Nous avons lu avec le plus vif intérêt les études publiées par M. Daryl, dans le journal *Le Temps*, et nous les avons trouvées fort instructives. Nous sommes donc très heureux que MM. Hetzel aient eu l'idée de les réunir dans un volume commode à lire et à consulter, nous croyons qu'ils ont rendu en cela un véritable service à tous ceux qui désirent s'instruire. La vie publique anglaise est en effet singulièrement compliquée, elle se compose d'apparences et de réalités que les étrangers sont exposés à confondre. M. Daryl explique cela très bien comme un homme qui, ayant vu les choses de très près, ne se paie pas de mots et va au fond des choses. Son exposition n'est pas dogmatique, elle n'exclut pas les détails pittoresques, les descriptions animées. Son livre est bien vivant, ce sont des choses réelles que l'on voit et non pas des abstractions que l'on dit. L'ouvrage est divisé en trois parties : la première comprend quatre chapitres, intitulés *le livre, le journal, le théâtre, la poésie et la science*; la seconde partie est consacrée au *Parlement* et aux *corporations municipales* (les explications relatives à la Chambre des communes et à la Chambre des lords rendent intelligibles une foule de faits journaliers qui semblent des plus bizarres); enfin, la troisième partie a trois chapitres, *la reine, l'armée de terre et de mer, les tribunaux et la police*. Il serait à souhaiter que pour les principaux pays on eût un livre analogue et que la vie publique des divers États européens eût un observateur aussi sagace que M. Daryl.

Trente-deux ans à travers l'Islam (1832-1864), par Léon Roches, ministre plénipotentiaire en retraite, ancien secrétaire intime de l'émir Abd-el-Kader, ancien interprète en chef de l'armée d'Afrique. Tome I^{er}, Paris, 1884, Firmin-Didot.

C'est un recueil de souvenirs personnels dû à un homme qui a eu une vie singulièrement agitée. Arrivé jeune en Algérie peu de temps après la conquête d'Alger, M. Léon Roches, emporté par l'esprit d'aventure, apprend l'arabe, se fait passer pour musulman, est admis auprès d'Abd-el-Kader dont il conquiert rapidement la confiance, devient son secrétaire intime et ne le quitte qu'après que l'Émir, déchirant le Traité de la Tafna, reprend la guerre sainte contre la France. M. Roches rentrait alors au service de son pays, recevait des missions importantes en Algérie, à La Mecque, au Maroc,

à Tunis, et finissait par être Ministre plénipotentiaire au Japon. Le premier volume que nous venons de lire avec beaucoup d'intérêt, malgré quelques longueurs, est consacré à l'Algérie et à Abd-el-Kader jusque vers 1840. Il contient une foule de renseignements utiles et de détails curieux sur l'état de l'Algérie à cette époque, sur les difficultés qu'a dû vaincre la France, et surtout sur le caractère et la vie d'Abd-el-Kader. Les faits que nous raconte l'auteur et les lettres de l'Émir donnent la plus haute idée de celui qui a été notre plus redoutable ennemi en Algérie, et qui est devenu ensuite notre fidèle ami ; il y avait chez lui une rare élévation morale. C'est un grand honneur pour M. Roches d'avoir su mériter son affection et son estime, puis les conserver à travers tant de vicissitudes. Outre les documents utiles pour la politique, l'histoire et la géographie qu'on trouvera dans ce livre, il y a des détails extrêmement curieux sur les mœurs et la vie sociale des Arabes que l'auteur a vus de si près, des fragments empreints d'une véritable poésie orientale. Nous espérons que M. Léon Roches ne nous fera pas trop longtemps attendre la suite de ses intéressants souvenirs.

Le Gérant : FÉCHOZ.

ARCHIVES DIPLOMATIQUES

PREMIÈRE PARTIE

TRAITÉS, CONVENTIONS, PROTOCOLES.

ESPAGNE — SUISSE

Traité de commerce

14 mars 1883 (1).

ART. 1^{er}. Il y aura pleine et entière liberté en matière commerciale entre la Confédération suisse et le Royaume d'Espagne : les produits du sol ou de l'industrie, originaires de l'un des deux pays et importés dans l'autre, ne pourront être assujettis à des droits d'entrée ou impôts autres ou plus élevés que ceux dont sont grevés les produits similaires provenant d'un autre pays quelconque. Les deux Gouvernements s'engagent à ne concéder aux ressortissants d'aucun autre pays, en matière de commerce, des privilèges, faveurs ou immunités quelconques, sans en faire bénéficier en même temps le commerce de l'autre pays.

ART. 2. Les objets d'origine ou de fabrication espagnole, énumérés dans le tarif A annexé au présent traité, ne paieront pas en Suisse des droits supérieurs à ceux stipulés par ce tarif, les taxes additionnelles comprises ; réciproquement, les objets d'origine ou de fabrication suisse, compris dans le tarif B, joint au même traité, ne seront pas assujettis en Espagne à des droits différents de ceux qui sont fixés par ledit tarif, y compris les surtaxes.

ART. 3. Les deux Hautes Parties contractantes se garantissent

(1) Les ratifications ont été échangées à Berne, le 18 août 1883.

réciroquement le traitement de la nation la plus favorisée, en ce qui concerne le transit et l'exportation de leurs produits.

Elles se garantissent de même réciroquement le traitement de la nation la plus favorisée pour tout ce qui touche à la consommation, à l'entrepôt, à la réexpédition, au transbordement de marchandises, soit en général au commerce.

Ce principe ne s'appliquera ni à l'importation, ni à l'exportation, ni au transit des marchandises qui sont ou seraient l'objet de monopoles de l'État, ni aux marchandises, énumérées ou non dans le présent traité, pour lesquelles l'une des Hautes Parties contractantes jugerait nécessaire d'établir des prohibitions ou des restrictions temporaires d'entrée et de transit pour des motifs sanitaires, et pour empêcher la propagation d'épizooties ou la destruction des récoltes.

ART. 4. Chacune des deux Hautes Parties contractantes pourra exiger que l'importateur, pour établir que les produits sont d'origine ou de manufacture nationale, présente à la douane du pays d'importation une déclaration officielle, faite par le producteur ou le fabricant de la marchandise ou par toute autre personne dûment autorisée par lui, devant les autorités locales du lieu de production ou d'entrepôt.

Les consuls ou agents consulaires respectifs légaliseront sans frais les signatures des autorités locales.

ART. 5. Le Gouvernement fédéral garantit que, dans aucun cas, les produits espagnols ne seront assujettis par les administrations cantonales ou communales à des droits de consommation (d'octroi) autres ou plus élevés que ceux auxquels seront assujettis les produits du pays, sous réserve cependant des dispositions de l'article 6.

ART. 6. Les droits cantonaux ou communaux applicables aux vins d'origine espagnole en fûts ou tout autre emballage, quel que soit le prix ou la qualité de ces vins, ne pourront excéder le minimum des droits cantonaux ou communaux actuellement en vigueur pour les vins spécifiés dans le tableau C joint au traité ; il est entendu que, dans les cantons ou les communes où il n'existe pas de taxes d'entrée (Ohmgelder) ou d'octroi, celles qui viendraient à être établies n'atteindraient pas les vins d'origine espagnole ; il est également entendu que, dans le cas où l'un des cantons qui perçoivent des droits d'entrée ou de consommation sur

les vins viendrait à réduire la taxe afférente aux produits suisses, les vins d'origine espagnole seraient dégrevés dans la même proportion.

Art. 7. Les deux Gouvernements se réservent la faculté d'imposer, sur les produits dans la composition ou la fabrication desquels il entre de l'alcool, un droit équivalant à l'impôt intérieur de consommation grevant l'alcool employé.

Art. 8. Les Suisses en Espagne et réciproquement les Espagnols en Suisse jouiront de la même protection que les nationaux pour tout ce qui concerne la propriété des marques de fabrique ou de commerce, ainsi que des dessins et modèles industriels et de fabrique de toute espèce.

Les nationaux de l'un des deux pays qui voudront s'assurer dans l'autre la propriété d'une marque, d'un modèle ou d'un dessin, devront remplir les formalités prescrites à cet effet par la législation respective des deux États.

Les marques de fabrique auxquelles s'applique le présent article, sont celles qui, dans les deux pays, sont légitimement acquises aux industriels ou négociants qui en usent, c'est-à-dire que le caractère d'une marque de fabrique suisse doit être apprécié d'après la loi suisse, de même que celui d'une marque espagnole doit être jugé d'après la loi espagnole.

Art. 9. Les fabricants et marchands, ainsi que les voyageurs de commerce suisse, voyageant en Espagne pour le compte d'une maison suisses, pourront faire, sans y être soumis à aucun droit, des achats pour les besoins de leur industrie et recueillir des commandes, avec ou sans échantillons, mais sans colporter des marchandises; et réciproquement les fabricants et marchands, ainsi que les voyageurs de commerce espagnols, voyageant en Suisse pour le compte d'une maison établie en Espagne, seront traités, quant aux patentes, sur le même pied que les voyageurs suisses ou comme ceux de la nation la plus favorisée.

Les objets passibles d'un droit d'entrée, qui servent d'échantillons et qui sont importés par des commis-voyageurs, seront de part et d'autre admis en franchise temporaire moyennant les formalités de douane nécessaires pour en assurer la réexportation ou la réintégration en entrepôt.

Ces formalités seront réglées d'un commun accord entre les deux Gouvernements.

Art. 10. Les dispositions du présent traité ne sont pas applicables aux provinces d'outre-mer de l'Espagne, attendu qu'elles sont régies par des lois spéciales ; toutefois, les Suisses y jouiront, en matière commerciale, des mêmes avantages que ceux qui sont accordés aux ressortissants de la nation la plus favorisée.

Art. 11. Le présent traité entrera en vigueur le jour de l'échange des ratifications, et cessera de déployer ses effets, d'une manière irrécusable et sans dénonciation préalable, à partir du 30 juin 1887.

ART. 12. — Le présent traité sera ratifié, et les ratifications en seront échangées dans le plus bref délai possible à Berne.

En foi de quoi, les plénipotentiaires respectifs ont signé le présent traité et y ont apposé leurs cachets.

Fait en double expédition, à Berne, le 14 mars 1883.

(L. S.) (sig.) DROZ.

(L. S.) (sig.) COMTE DE LA ALMINA.

Protocole additionnel.

Les Soussignés, réunis pour la signature du traité de commerce entre l'Espagne et la Suisse, se sont déclarés d'accord pour admettre que l'article 7 du présent traité ne s'applique pas au vin. En conséquence, il demeure entendu que le vin ne sera en aucun cas grevé de nouveaux droits quant à l'alcool qu'il pourrait contenir.

Fait en double expédition, à Berne, le 14 mars 1883.

(L. S.) (sig.) DROZ.

(L. S.) (sig.) COMTE DE LA ALMINA.

TARIF A

AU TRAITÉ DE COMMERCE ENTRE LA SUISSE ET L'ESPAGNE

DROITS A L'ENTRÉE EN SUISSE

MARCHANDISES	UNITÉS	DROITS
		F. C.
Chocolat	100 kg.	16 »
Vinaigre en cruchons, bouteilles ou en fûts	—	4 50
Poissons séchés, salés ou fumés, en vases de 5 kg. ou plus	—	4 »
Poissons séchés, salés ou fumés, en vases de moins de 5 kg., en boîtes, au vinaigre, à l'huile	—	16 »
Châtaignes fraîches ou desséchées.	—	» 60
Pommes, poires, prunes, pruneaux, noix, caroubes.	—	1 50
Oranges, citrons, dattes, amandes, noisettes, figues, raisins secs	—	3 »
Huile d'olive, en bouteilles	—	12 »
— — en tonneaux et en fûts	—	1 »
Vin de toute sorte et de tout degré, en fûts ou en autres vases, sauf en bouteilles.	—	3 50
Vin de toute sorte et de tout degré, en bouteilles.	—	3 50
Plumes à lit, édredon.	—	7 »
Huiles de poisson commune, en tonneaux.	—	» 60
Peaux brutes	—	» 60
Mercure (vif-argent).	—	3 »
Plomb, brut, en barres ou plaques.	—	» 60
— laminé, en tuyaux, balles de plomb et grenaille.	—	1 50
Fer (acier) brut, en massiaux.	—	» 60
Cuivre et laiton, de première fonte, en barres	—	1 50
Cuivre et laiton, de deuxième fonte, en barres; tôle et fil de cuivre ou de laiton.	—	3 »
Zing, en lingots, blocs et barres.	—	1 50
Laine brute ou peignée, teinte ou non teinte.	—	» 60
Liège brut ou en plaque.	—	1 »
— ouvré, y compris les bouchons.	—	5 »

Droz.

Almina.

TARIF B

AU TRAITÉ DE COMMERCE ENTRE LA SUISSE ET L'ESPAGNE

DROITS A L'ENTRÉE EN ESPAGNE

N° du Tarif espagnol.	MARCHANDISES	UNITÉS	DROITS
			F. C.
67	Extraits colorants	100 kg.	5 75
69	Vernis	—	18 »
70	Couleurs en poudre ou en mottes.	—	4 80
71	— préparées.	—	24 »

N° du Tarif espagnol.	MARCHANDISES	UNITÉS	DROITS
			F. C.
113	Tissus de coton brodés au crochet, de toute forme.	1e kg.	2 35
186	Ouvrages en massettes, sparte, crin végétal, jonc, osier, palmier et paille fine. .	100 kg.	30 24
217	Machines agricoles.	—	» 95
218	— motrices, y compris les chaudières détachées.	—	2 »
220	Machines pour l'industrie autres que de cuivre et pièces détachées de machines, y compris les garnitures de cardes. . .	—	8 »
270	Pâtes pour la soupe, féculs alimentaires, pain et biscuit commun ou de mer, farine lactée.	—	11 35

Droz.

Almina.

TARIF C

AU TRAITÉ DE COMMERCE ENTRE LA SUISSE ET L'ESPAGNE

TABLEAU

des droits d'entrée (ohmgelder) établis actuellement dans différents cantons suisses, et droits d'octroi perçus dans deux communes du canton de Genève sur les bières, vins, cidres et spiritueux.

MARCHANDISES	UNITÉS	DROITS
		F. C.
Zurich ne perçoit aucune taxe de ce genre.		
Berne perçoit les droits suivants :		
1. SUR LES BOISSONS DE PROVENANCE SUISSE.		
1. Vin, en fûts et doubles fûts de plus d'un litre de contenance.	le litre	» 04,5
2. Vin, en bouteilles.	—	» 09
3. Cidre et autre vin de fruits.	—	» 01
4. Bière, en tonneaux et en bouteilles.	—	» 02
5. Liqueurs et boissons spiritueuses, en bouteilles; liqueurs douces et composées, en vases plus grands.	—	» 20
6. Esprit-de-vin et toutes les boissons spiritueuses pouvant être pesées à l'éprouvette :		
32 degrés de l'alcomètre de Tralles.	—	» 12
33 et 34 degrés — — — — —	—	» 13
35 à 37 — — — — —	—	» 14
38 et 39 — — — — —	—	» 15
40 à 42 — — — — —	—	» 16
43 et 44 — — — — —	—	» 17
45 à 47 — — — — —	—	» 18
48 à 50 — — — — —	—	» 19
51 et 52 — — — — —	—	» 20

MARCHANDISES	UNITÉS	DROITS	
		F.	G.
53 à 55 degrés de l'alcoomètre de Tralles. . . .	le litre	»	21
56 et 57 — — — — —	—	»	22
58 à 60 — — — — —	—	»	23
61 et 62 — — — — —	—	»	24
63 à 65 — — — — —	—	»	25
66 et 67 — — — — —	—	»	26
68 à 70 — — — — —	—	»	27
71 à 73 — — — — —	—	»	28
74 et 75 — — — — —	—	»	29
76 à 78 — — — — —	—	»	30
79 et 80 — — — — —	—	»	31
81 à 83 — — — — —	—	»	32
84 et 85 — — — — —	—	»	33
86 à 88 — — — — —	—	»	34
89 à 91 — — — — —	—	»	35
92 et 93 — — — — —	—	»	36
94 à 96 — — — — —	—	»	37
97 et 98 — — — — —	—	»	38
99 et 100 — — — — —	—	»	39

II. SUR LES BOISSONS DE PROVENANCE ÉTRANGÈRE.

1. Vin, en vases de toute espèce d'une contenance de plus d'un litre.	—	»	5,3
2. Vin, en bouteilles	—	»	40
3. Cidre et autre vin de fruits	—	»	2
4. Bière	—	»	2,5
5. Liqueurs et eau-de-vie en bouteilles ; liqueurs douces et composées, en vases de plus d'un litre de contenance	—	»	40
6. L'esprit-de-vin et toutes les autres boissons spiritueuses qui peuvent être pesées à l'éprouvette paient, comme celles de provenance suisse, avec 10 0/0 de surtaxe.			

Lucerne.

I. BOISSONS DE PROVENANCE SUISSE.

1. Vin	—	»	9,3
2. Boissons spiritueuses et eau-de-vie	—	»	14
3. Esprit-de-vin	—	»	28
4. Vin et autres boissons spiritueuses en bouteilles.	la bouteille	»	21
Vin et autres boissons spiritueuses en bouteilles.	le litre	»	28
5. Bière	—	»	1,3
6. Cidre et vin de fruits	—	»	2

II. BOISSONS DE PROVENANCE ÉTRANGÈRE.

1. Vin ordinaire	—	»	10,6
2. Vins fins et boissons spiritueuses	—	»	20
3. Esprit-de-vin	—	»	33,3
4. Vin et autres boissons spiritueuses en bouteilles.	la bouteille	»	30
Vin et autres boissons spiritueuses en bouteilles.	le litre	»	40
5. Bière ordinaire	—	»	2
— en bouteilles	la bouteille	»	4
— en bouteilles	le litre	»	5
— en doubles fûts	—	»	5

NOTE. Les vins en fûts provenant de France, des États de l'Union douanière allemande, de l'Autriche et de l'Italie sont sans exception passibles d'une taxe de 106 millimes par litre.

MARCHANDISES	UNITÉS	DROITS	
		F.	C.
Uri.			
1. Esprit-de-vin de provenance suisse	le litre	»	15
2. Esprit-de-vin de provenance étrangère.	—	»	20
3. Vin et eau-de-vie de provenance suisse	—	»	5
4. Vin et eau-de-vie de provenance étrangère	—	»	6
5. Bière et vin de fruits	—	»	2
Schwyz ne perçoit aucune taxe d'entrée (ohmgeld).			
Unterwalden-le-Haut.			
1. Vin de provenance suisse	—	»	2 4/5
2. Vin de provenance étrangère.	—	»	3 11/15
3. Vins fins et eaux-de-vie, expédiés en caisses ou paniers (par 5 kilogr. bruts).	—	»	46
4. Bière et vin de fruits	—	»	14/15
5. Eau-de-vie de provenance suisse :			
De 18 degrés Cartier et au-dessous	—	»	4 2/15
19 — — — — —	—	»	4 4/15
20 — — — — —	—	»	4 2/5
21 — — — — —	—	»	4 2/3
22 — — — — —	—	»	4 14/15
23 — — — — —	—	»	5 1/5
24 — — — — —	—	»	5 7/15
25 — — — — —	—	»	5 11/15
26 — — — — —	—	»	6
27 — — — — —	—	»	6 4/15
28 — — — — —	—	»	6 8/15
29 — — — — —	—	»	6 14/15
30 — — — — —	—	»	7 1/3
31 — — — — —	—	»	7 11/15
32 — — — — —	—	»	8 2/15
33 — — — — —	—	»	8 8/15
34 — — — — —	—	»	8 14/15
35 — — — — —	—	»	9 1/3
Au-dessus de 35 pour chaque degré 8/15 c.	—	»	9 13/15
De 36 degrés Cartier :	—	»	10 2/5
37 — — — — —	—	»	10 14/15
38 — — — — —	—	»	10 14/15
6. Eau-de-vie de provenance étrangère :			
De 18 degrés Cartier et au-dessous	—	»	5 3/5
19 — — — — —	—	»	6
20 — — — — —	—	»	6 2/5
21 — — — — —	—	»	6 4/5
22 — — — — —	—	»	7 1/5
23 — — — — —	—	»	7 3/5
24 — — — — —	—	»	8
25 — — — — —	—	»	8 8/15
26 — — — — —	—	»	9 1/15
27 — — — — —	—	»	9 3/5
28 — — — — —	—	»	10 2/15
29 — — — — —	—	»	10 2/3
30 — — — — —	—	»	11 1/5
31 — — — — —	—	»	11 11/15
32 — — — — —	—	»	12 4/5
33 — — — — —	—	»	12 4/15
34 — — — — —	—	»	13 1/3
35 — — — — —	—	»	14
Au-dessus de 35 pour chaque degré : 2/3 c.	—	»	14 2/3
De 36 degrés Cartier	—	»	15 1/3
37 — — — — —	—	»	16
38 — — — — —	—	»	16

MARCHANDISES	UNITÉS	DROITS
Il est loisible aux contribuables de faire une déduction de 2 0/0.		F. C.
Unterwalden-le-Bas.		
1. Esprit-de-vin	le litre	» 10
2. Eau-de-vie.	—	» 6
3. Vin de provenance suisse.	—	» 2
4. Vin de provenance étrangère	—	» 4
5. Vins fins	—	» 25
6. Bière	—	» 2
7. Vins de fruits	—	» 2
Glaris.		
1. Vin de provenance suisse, en fûts.	l'hectolitre	1 45
2. Vin de provenance étrangère, en fûts (vins fins en fûts, de provenance française, autrichienne, italienne ou allemande)	—	2 90
3. Vins fins et boissons spiritueuses de toute espèce, autres que les précédentes, en fûts et en bouteilles	les 75 centil.	» 20
4. Vin de fruits	l'hectolitre	» 20
5. Eau-de-vie et esprit de vin, importés ou fabriqués dans le canton et destinés à la consommation intérieure	le litre	■ 15
Zoug.		
1. Vin de provenance étrangère, en fûts	—	» 3 1/3
2. Vin de provenance étrangère, en bouteilles.	la bouteille	» 15
3. Vin de provenance suisse.	le litre	» 1 1/3
4. Bière	—	» 1 1/3
5. Vin de fruits	—	» 2/3
Il n'est pas perçu de droits sur l'esprit-de-vin et l'eau-de-vie.		
Fribourg.		
1. Vin du canton de Fribourg et toute boisson fabriquée dans ce canton	les 500 litres	1 20
2. Bière de provenance suisse	le litre	» 2
3. Bière de provenance étrangère	—	» 8
4. Vin et vin de fruits de provenance suisse	—	» 4,8
5. Vin et vin de fruits de provenance étrangère	—	» 8
6. Eau-de-vie (au-dessous de 20 degrés) de provenance suisse	—	» 9,6
7. Eau-de-vie (au-dessous de 20 degrés) de provenance étrangère	—	» 13,3
8. Extrait d'absinthe, esprit-de-vin et liqueurs composées, de provenance suisse.	—	» 19,3
9. Les mêmes, en outre vins fins, de provenance étrangère	—	» 23,3
Soleure.		
1. Vin de provenance suisse.	le litre	» 5 2/3
2. Vin et vin de fruits de provenance étrangère	—	» 6 2/3
3. Bière et vin de fruits de provenance suisse	—	» 2/3
4. Bière de provenance étrangère	—	» 2 2/3
5. Eau-de-vie et liqueurs en bouteilles, aussi toutes les liqueurs en vases plus grands, de provenance suisse	—	» 13
6. Les mêmes, de provenance étrangère.	—	» 20
7. Eau-de-vie et esprit-de-vin, qui peuvent être essayés à l'éprouvette de Tralles : Jusqu'à 35 degrés.	—	» 10

MARCHANDISES	UNITÉS	DROITS	
De 36 à 43 degrés.	le litre	F.	C.
44 à 49 —	—	»	11
50 à 53 —	—	»	12
54 à 58 —	—	»	13
59 à 62 —	—	»	14
63 à 66 —	—	»	15
67 à 70 —	—	»	16
71 à 74 —	—	»	17
75 à 77 —	—	»	18
78 à 80 —	—	»	19
81 à 83 —	—	»	20
84 et 85 —	—	»	21
86 à 88 —	—	»	22
89 et 90 —	—	»	23
91 et 92 —	—	»	24
93 et 94 —	—	»	25
95 et 96 —	—	»	26
L'eau-de-vie et l'esprit-de-vin de provenance suisse paient 10 %, soit un dixième de la taxe en moins.		»	27
Bâle-Ville.			
1. Vin de provenance étrangère, en fûts.	l'hectolitre	»	65
2. Vin de provenance étrangère, en bouteilles; 10 % du montant de la facture.			
3. Bière de provenance étrangère	—	»	65
4. Eau-de-vie et liqueurs, de provenance étrangère : 10 % du montant de la facture.			
NOTA. — Sur les vins nouveaux qui sont importés avant le nouvel-an, il est accordé pour les liés une réduction de 6 %.			
Bâle-Campagne.			
1. Le vin et le vin de fruits de provenance suisse sont exempts de taxe.			
2. Vin de provenance étrangère : en fûts.	—	1	»
3. — en bouteilles	la bouteille	»	15
4. — en bouteilles	le litre	»	20
5. Eau-de-vie de provenance suisse	—	»	7
6. — étrangère	—	»	10
7. Esprit-de-vin	—	»	20
8. Extrait d'absinthe, rhum et liqueurs en fûts. .	—	»	20
9. — — — — — bouteilles	—	»	40
10. Bière de provenance suisse	l'hectolitre	»	50
11. — — — — — étrangère.	—	»	70
Schaffhouse, Appenzell (Rh. ext.), Appenzell (Rh. int.), Saint-Gall ne perçoivent pas de droits d'entrée (Ohmgelder).			
Grlsons.			
1. Bière de provenance suisse.	100 kilogr.	1	20
2. — — — — — étrangère.	—	1	70
3. Eau-de-vie de provenance suisse.	—	4	30
4. — — — — — étrangère	—	5	»
5. Liqueurs de provenance suisse, en tonneaux .	—	8	90
6. — — — — — bouteilles .	—	14	»
7. — — — — — étrangère, en tonneaux.	—	9	60
8. — — — — — bouteilles.	—	14	80
9. Vin ordinaire, de provenance étrangère. . . .	—	2	40

MARCHANDISES	UNITÉS	DROITS	
		F.	G.
10. Vins fins, de provenance étrangère, en fûts .	100 kilogr.	9	60
11. — — — — — bouteilles.	—	14	80
12. Esprit-de-vin de provenance suisse.	—	9	80
13. — — — — — étrangère.	—	13	50
<p>NOTA. — Les raisins de provenance étrangère destinés au pressurage paient la même taxe que le vin, dans la proportion de 140 kilogr. de raisin = 100 kilogr. de vin.</p>			
Argovie.			
1. Vin, vin de fruits et bière de provenance suisse, en fûts ou autres vases.	le litre	»	1
2. Vin de provenance étrangère, en fûts ou autres vases.	—	»	4
3. Vin de fruits de provenance étrangère, en fûts ou autres vases.	—	»	2
4. Bière de provenance étrangère, en fûts ou autres vases.	—	»	2
5. Boissons distillées de provenance suisse. . .	—	»	5
6. — — — — — étrangère.	—	»	10
<p>NOTA. — Les raisins, les lies et le marc paient d'après l'échelle suivante : Raisins : 1 hectolitre = 80 litres de vin (20 % de déduction). Lies : 1 hectolitre = 8 litres d'eau-de-vie (92 % de déduction). Marc : 1 hectolitre = 5 litres d'eau-de-vie (95 % de déduction).</p>			
Thurgovie ne perçoit pas de taxes d'entrée (ohmgelder).			
Tessin ne perçoit aucun droit sur les boissons d'origine suisse; celles de provenance étrangère paient comme suit :			
1. Esprit-de-vin	100 kilogr.	5	70
2. Eau-de-vie	—	4	50
3. Bière, cidre et meth.	—	4	80
4. Vin de toute espèce et vermouth en fûts. . . .	—	2	60
5. Liqueurs : arack, absinthe, cognac, eau-de-cerises, etc., en fûts ou en bouteilles	—	16	»
6. Vin de toute espèce en bouteilles	—	16	»
Vaud ne perçoit aucune taxe sur les boissons d'origine suisse; celles de provenance étrangère paient comme suit :			
1. Bière en tonneaux.	—	2	»
2. Vin en tonneaux	—	3	»
3. Vermouth en tonneaux	—	6	»
4. Bière en bouteilles.	—	6	»
5. Vin et vermouth en bouteilles.	—	9	»
6. Eau-de-vie et eau-de-cerises.	—	9	»
7. Vins dits de liqueur, en tonneaux ou en bouteilles.	—	12	»
8. Esprit-de-vin	—	12	»
9. Liqueurs en tonneaux ou en bouteilles	—	12	»
10. Rhum.	—	12	»
Valais. Les boissons de provenance suisse ne sont soumises à aucune taxe.			

MARCHANDISES	UNITÉS	DROITS	
		F.	C.
Les boissons d'origine étrangère paient les taxes suivantes :			
1. Vin et bière en fûts	100 kilogr.	4	40
2. Eau-de-vie, liqueurs, vins en bouteilles et autres liqueurs spiritueuses	—	20	»
3. Esprit-de-vin	—	12	»
Neuchâtel ne perçoit pas de taxe sur les boissons.			
Genève ne perçoit pas non plus de taxe, sauf les octrois des villes de Genève et de Carouge.			
I. EXTRAIT DU TARIF D'OCTROI DE LA VILLE DE GENÈVE.			
1. Vins du canton de Genève, des autres cantons de la Suisse et des propriétaires genevois dans les zones de la Savoie et du pays de Gex . .	l'hectolitre	2	33
2. Vins étrangers	—	3	26
3. Vins dits de liqueurs	—	8	13
4. Vin et vinaigre, en bouteilles	la bouteille	»	12
— — — — —	la demi-bout.	»	6
5. Vinaigre et vin gâtés	l'hectolitre	2	33
6. Lies de vin (du 15 septembre au 31 mars) . . .	—	2	33
7. — (du 1 ^{er} avril au 15 septembre . . .	—	1	»
8. Bière	—	3	70
9. — en cruches ou bouteilles	la cruche ou bout.	»	05
10. Cidre	l'hectolitre	2	20
11. Eau-de-vie et esprit-de-vin en cercles pour chaque hectolitre d'alcool pur contenu dans ces liquides	—	20	»
12. Liqueurs de toute espèce en cercles	—	14	83
13. Eau-de-vie et liqueurs de toute espèce, en bouteilles de 1 litre 5 décil. ou au-dessous . . .	la bouteille	»	20
NOTA. — a) Depuis la vendange au 15 novembre, les vins nouveaux importés avec les lies sont calculés pour le droit sur le pied de 106 0/0.			
b) Les vernis à l'esprit-de-vin indiquant plus de 45 0/0 paient comme les alcools.			
II. EXTRAIT DU TARIF D'OCTROI DE LA VILLE DE CAROUGE.			
1. Vin de provenance suisse	le litre	»	2
2. — — — étrangère	—	»	3
3. Bière	—	»	3
4. Cidre	—	»	1
5. Eau-de-vie	—	»	6
6. Liqueurs en bouteilles	la bouteille	»	15

Droz.

Almina.

ANNEXION DE TAÏTI ET DES ILES DE LA SOCIÉTÉ A LA FRANCE

**Déclaration du Roi Pomaré V, consacrant la réunion
à la France des îles de la Société et dépendances.
(29 juin 1880.)**

Nous Pomaré V, roi des îles de la Société et dépendances,

Parce que nous apprécions le bon gouvernement que la France a donné aujourd'hui à nos États, et parce que nous connaissons les bonnes intentions de la République française à l'égard de notre peuple et de notre pays dont elle veut augmenter le bonheur et la prospérité,

Voulant donner au Gouvernement de la République française une preuve éclatante de notre confiance et de notre amitié,

Déclarons par les présentes, en notre nom personnel et au nom de nos descendants et successeurs,

Remettre complètement et pour toujours entre les mains de la France le gouvernement et l'administration de nos États, comme aussi tous nos droits et pouvoirs sur les îles de la Société et dépendances.

Nos États sont ainsi réunis à la France, mais nous demandons à ce grand pays de continuer à gouverner notre peuple en tenant compte des lois et coutumes taïtiennes ;

Nous demandons aussi de faire juger toutes les petites affaires par nos conseils de district, afin d'éviter pour les habitants des déplacements et des frais très onéreux ;

Nous désirons enfin que l'on continue à laisser toutes les affaires relatives aux terres entre les mains des tribunaux indigènes.

Quant à nous, nous conserverons pour nous-même le titre de roi, et tous les honneurs et préséances attachés à ce titre ; le pavillon taïtien avec le yacht français pourra, quand nous le voudrons, continuer à flotter sur notre palais.

Nous désirons aussi conserver personnellement le droit de grâce qui nous a été accordé par la loi taïtienne du 28 mars 1866.

Nous faisons cette déclaration à la famille royale, aux chefs et au peuple, pour qu'elle soit écoutée et respectée.

Papeete, le 29 juin 1880.

Le Roi : POMARÉ V.

Les chefs :

MAHEANUU,
AITOA,

TERIITAPUNUI,
MARAI AURIAURIA,

HITOTI MANUA,
 TERE A PATIA,
 MARURAI A TAHIRO,
 TERIINOHARAI,
 ROOMETUA,
 MAIHAU TAVANA,
 TERAÏ A FAAROAU,
 TARIIRII VEHIATUA,

ARIIPEN,
 TUAHU A REHIA,
 TONI A PUOHUTOE,
 MATAMAO TEIHOARII,
 OPUHARA,
 MATAHIAPO,
 RAIHANTI,
 TIHIVA.

Les interprètes :

J. CADOUSTEAU.

A. M. POROI.

L'Inspecteur des affaires indigènes,

A. CAILLET.

Première Déclaration du Commissaire de la République.

Nous, commandant, commissaire de la République aux Établissements français de l'Océanie,

Agissant en vertu des pouvoirs qui nous ont été donnés,

Déclarons accepter, au nom du Gouvernement de la République française, les droits qui nous sont conférés par S. M. Pomaré V, auquel se sont joints tous les chefs de Taïti et de Moorea.

Déclarons en conséquence, sauf la réserve de la ratification du Gouvernement français,

Que les îles de la Société et dépendances sont réunies à la France.

Papeete, le 29 juin 1880.

J. CHESSE.

Deuxième Déclaration du Commissaire de la République.

Nous, commandant des Établissements français en Océanie, commissaire de la République près des îles de la Société et dépendances,

Vu la remise faite au Gouvernement de la République française par le Roi Pomaré V de tous ses droits et pouvoirs sur les îles de la Société et dépendances,

Agissant en vertu des instructions et pouvoirs qui nous ont été donnés :

Prenons l'engagement, au nom de la France, de faire payer à partir du 1^{er} juillet 1880 :

A S. M. Pomaré V, une pension annuelle et viagère de soixante mille francs..... 60.000 fr.

A S. M. Marau Taaroa Salmon, une pension annuelle et viagère de six mille francs 6.000 »

Aux princes Tamatoa et Teriitapunui, frères du roi, une pension annuelle et viagère de six mille francs. 12.000 »

A Teriivactua, fille de Tamatoa, et à Terriinavaharoa, fille adoptive de Terriitapunui, une pension annuelle de douze cents francs 2.400 »

A Isabelle Schaw, dite princesse de Joinville, veuve du prince (Tuavira Joinville), et belle-sœur du roi, une pension annuelle et viagère de six mille francs. 6.000 »

A la mort des princes Tamatoa et Teriitapunui, la moitié de la pension annuelle et viagère dont jouissaient ces princes sera réversible sur la femme et les enfants des susdits ;

La pension accordée à la princesse de Joinville sera réversible sur la tête du jeune Hinoi Arii, fils de la princesse.

Le jeune Hinoi sera de plus élevé aux frais du Gouvernement français.

Le Gouvernement français payera aussi une rente annuelle et viagère de six cents francs à Terere a Tua, membre de la famille royale..... 600 »

Il sera payé en outre, à titre de récompense pour services rendus :

A Arii Paea, ancien chef, une rente annuelle et viagère de dix-huit cents francs 1.800 »

A Aitu Puaïta et à Taharuru, à Teihuarii, chacun une rente annuelle et viagère de douze cents francs 2.400 »

Total..... 91.200 fr.

Toutes les pensions ci-dessus indiquées, payées en remplacement de celles actuellement touchées par les intéressés, sont incessibles, insaisissables et inaliénables.

Nous nous engageons de plus à faire acquitter par le Gouvernement de la République française les dettes laissées à la mort par la feuë reine Pomaré IV, mère du roi, conformément à l'état qui en a été dressé ; et aussi à faire terminer le plus tôt possible la construction du palais royal commencé.

Papeete, le 29 juin 1880.

J. CHESSE.

Loi du 30 décembre 1880 portant ratification de la cession faite à la France, par Sa Majesté Pomaré V, de la souveraineté pleine et entière des archipels de la Société, dépendant de la couronne de Taïti (1).

ART. 1^{er}. Le Président de la République est autorisé à ratifier et à faire exécuter les déclarations signées, le 29 juin 1880, par le roi Pomaré V et le commissaire de la République aux îles de la Société, portant cession à la France de la souveraineté pleine et entière de tous les territoires dépendant de la couronne de Taïti.

ART. 2. L'île de Taïti et les archipels qui en dépendent sont déclarés colonie française.

ART. 3. La nationalité française est acquise de plein droit à tous les anciens sujets du roi de Taïti.

ART. 4. Les étrangers, nés dans les anciens États du protectorat, ainsi que les étrangers qui y seront domiciliés depuis une année au moins, pourront demander leur naturalisation. Ils seront dispensés des délais et des formalités prescrites par la loi des 29 juin-5 juillet 1866, ainsi que des droits de sceau.

Les demandes seront adressées aux autorités coloniales dans le délai d'une année, à partir du jour où la loi sera exécutoire dans la colonie, et, après enquête faite sur la moralité des postulants, au ministre de la marine et des colonies qui les transmettra, avec son avis, au garde des sceaux.

La naturalisation sera accordée par le Président de la République.

(1) Promulguée dans le *Journal officiel* de la République française du 1^{er} janvier 1881.

— Nous reproduisons l'*exposé des motifs* fait par le Gouvernement à l'appui de la loi qui précède.

Messieurs, depuis trente-huit ans bientôt, la France exerce son protectorat sur les îles de Taïti, Moorea et les archipels dépendant de la couronne de Taïti. — Cette mesure importante fut amenée par une série d'incidents qu'il n'est peut-être pas inutile de rappeler ici, afin de faire bien comprendre la nature et la portée de notre intervention dans ce pays.

Une pensée de politique maritime avait inspiré au Gouvernement français, en 1843, le projet de former, à des distances échelonnées autour du globe, des établissements d'une étendue restreinte et choisis dans les conditions nécessaires pour servir à la fois de points d'appui à nos stations maritimes et de centres d'échange pour notre trafic.

Procurer à nos navires de guerre, ainsi qu'à nos bâtiments de commerce et principalement à nos baleinières, un lieu de relâche et de ravitaillement dans l'océan Pacifique, assurer à la France une des meilleures positions maritimes et militaires que présentent les archipels polynésiens, telles avaient été les considérations dominantes qui avaient motivé la prise de possession des îles Marquises ; telles furent également celles qui nous déterminèrent à accentuer notre action dans les affaires de Taïti, puis à nous établir dans ce pays.

Depuis longtemps déjà, des Européens de toutes nations étaient fixés à Papeete. Les missionnaires anglais y avaient fait, depuis 1797, une active propagande, et leur influence y était devenue assez grande pour que la religion protestante y fût considérée comme religion d'État et que l'un d'entre eux eût été appelé aux conseils de la reine. De notre côté, nous avons institué dans l'île, dès 1838, de l'agrément de la reine Pomaré, un consul chargé de protéger nos nationaux et de contrebalancer les autres influences européennes qui menaçaient de peser sur le libre exercice des institutions locales.

Après une série de conflits suscités par des influences jalouses et qu'il est inutile de rappeler ici, car ils sont présents à toutes les mémoires, la reine, comprenant enfin qu'elle ne pouvait se soustraire à des influences néfastes qu'en acceptant franchement l'appui d'une puissance dont la loyauté lui était connue, se décidait enfin, de concert avec les chefs, à demander, dans ces termes, le protectorat de la France (9 septembre 1842) :

« Parce que nous ne pouvons continuer à gouverner par nous-mêmes, dans le présent état des choses, de manière à conserver la bonne harmonie avec les Gouvernements étrangers, sans nous exposer à perdre nos îles, notre liberté et notre autorité, nous les soussignés, la reine et les grands chefs de Taïti, nous écrivons les présentes pour

solliciter le roi des Français de nous prendre sous sa protection aux conditions suivantes :

« 1° La souveraineté de la reine et son autorité et l'autorité des peuples sont garanties ;

« 2° Tous les règlements et lois seront faits au nom de la reine Pomaré et signés d'elle ;

« 3° La possession des terres de la reine et du peuple leur sera garantie. Ces terres leur resteront. Toutes les disputes relativement au droit de propriété ou des propriétaires des terres seront de la juridiction spéciale des tribunaux du pays ;

« 4° Chacun sera libre dans l'exercice de son culte ou de sa religion ;

« 5° Les églises existant actuellement continueront d'être, et les missionnaires anglais continueront leurs fonctions sans être molestés ; il en sera de même pour tout autre culte ; personne ne pourra être molesté ni contrarié dans sa croyance ;

« A ces conditions, la reine Pomaré et ses grands chefs demandent la protection du roi des Français, laissant entre ses mains ou au soin du Gouvernement français, ou à la personne nommée par lui et avec l'approbation de la reine Pomaré, la direction de toutes les affaires avec les Gouvernements étrangers, les règlements du port, etc., et de prendre telles mesures qu'il pourra juger utiles pour la conservation de la bonne harmonie et de la paix. »

Cette proposition, à laquelle les consuls d'Angleterre et des États-Unis s'étaient empressés d'adhérer et que la population avait accueillie avec enthousiasme, fut immédiatement acceptée par l'amiral, sauf approbation du Gouvernement français.

Le 25 mars 1843, la ratification du protectorat était consentie dans les termes suivants :

« Louis-Philippe, roi des Français, à la reine Pomaré, salut.

« Illustre et excellente princesse, notre contre-amiral du Petit-Thouars, commandeur de la Légion d'honneur et commandant en chef de nos forces navales dans l'océan Pacifique, nous a rendu compte de la demande que, de concert avec les grands chefs principaux de vos îles, vous avez faite de placer votre personne et vos terres, ainsi que la personne et les terres de tous les Taïtiens, sous le protectorat de notre Couronne, offrant de nous remettre la direction extérieure de vos États, les règlements de port et autres mesures propres à assurer la paix dans cet archipel.

« Notre cœur s'est ouvert à votre vœu : et puisque, d'accord avec les chefs de vos îles, vous ne pensez trouver repos et sécurité qu'à l'ombre de notre protection, nous voulons vous donner une preuve éclatante de notre royale bienveillance en acceptant votre offre.

« Nous conférons tout pouvoir au gouverneur de nos établissements

dans l'Océanie, le capitaine de vaisseau Bruat, pour s'entendre avec vous et avec les grands chefs. Il a toute notre confiance. Écoutez-le. Conservez vos terres et votre autorité intérieure sur vos sujets, et, sous la sauvegarde de notre sceptre ami, assurez leur bonheur par la sagesse et la bonne foi. De notre côté, nous chercherons, comme toujours, les occasions de vous donner, ainsi qu'à tous les habitants de vos îles, des gages de la sincère affection que nous vous portons.

« Que la paix et la prospérité soient avec vous. »

Ce fut seulement le 4 novembre 1843 que M. le capitaine de vaisseau Bruat se présenta à Taïti, revêtu du double titre de gouverneur des établissements français de l'Océanie et de commissaire du roi près de la reine Pomaré, avec mission de mettre à exécution le traité du protectorat, dont l'acceptation avait été notifiée le 1^{er} du même mois.

Mais la reine, circonvenue dans l'intervalle par les ennemis de notre influence, se refusa à livrer le pavillon du protectorat, et il ne fallut rien moins qu'un débarquement de troupes pour l'obliger à exécuter le traité qu'elle avait elle-même sollicité.

L'île fut alors occupée au nom de la France, mais cette prise de possession ne fut pas ratifiée. Cependant une véritable campagne avait dû être entreprise, et ce n'est qu'après trois années de lutte que l'île fut enfin soumise, à la suite de la brillante affaire de Fantahuva, qui mit fin à toute résistance (17 septembre 1846). Le 22 décembre, les principaux chefs de l'insurrection demandèrent à se soumettre. Cet exemple fut suivi, le 24, par les derniers rebelles qui, après avoir signé la paix, vinrent eux-mêmes livrer leurs armes.

Depuis lors, notre domination sur les deux îles n'a plus subi aucune atteinte, et le protectorat, accepté de tous les indigènes, a fonctionné d'une manière de plus en plus fructueuse pour l'amélioration du sort des habitants, pour le progrès de la civilisation. La législation indigène, modifiée sous notre inspiration, s'est rapprochée de plus en plus de la nôtre, et peu à peu la plupart de nos lois et de nos institutions essentielles ont été adaptées au pays protégé.

C'est ainsi que l'ordonnance du 28 avril 1843, sur l'administration de la justice aux îles Marquises, a été étendue à nos autres établissements de l'Océanie. Un décret du 14 janvier 1860, en séparant l'administration de Taïti de celle de la Nouvelle-Calédonie, placées toutes les deux jusqu'alors sous le commandement supérieur du chef de la division navale dans ces parages, a rendu applicable dans ces deux établissements, et sous certaines modifications, l'ordonnance organique de la Guyane française du 27 août 1828.

D'un autre côté, une ordonnance de la reine Pomaré, du 14 décembre 1865, a attribué aux tribunaux français la connaissance des

crimes, délits ou contraventions commis par les Taïtiens, aussi bien que le règlement de leurs contestations ayant pour objet des intérêts civils autres que ceux relatifs à la propriété des terres.

Cet acte a été complété, tant pour les Européens que pour les indigènes, par le décret du 18 août 1868 portant organisation de l'administration de la justice dans les établissements français de l'Océanie et les États du Protectorat des îles de la Société. Depuis cette époque, la loi française est appliquée en matière civile et commerciale, sauf pour les contestations entre Taïtiens relatives à la propriété des terres, lesquelles sont soumises à la juridiction des Toohitus (juges indigènes). En matière correctionnelle et criminelle, notre législation est seule et pleinement en vigueur.

Dans toutes les affaires où un indigène est en cause, les juges s'adjoignent un assesseur taïtien désigné par le tribunal.

Au point de vue de l'administration intérieure, une loi de l'assemblée locale, du 6 avril 1866, a établi dans chaque district un conseil composé de cinq membres réunissant une partie des attributions municipales.

Enfin, l'assemblée des États du Protectorat, qui se compose des chefs, des juges à la haute cour taïtienne, des délégués de la population, et à laquelle était confiée l'élaboration des lois, sauf sanction de la reine et du commissaire du Gouvernement (loi du 6 avril 1866 et règlement du 10 mars 1851), a, depuis longtemps, cessé de se réunir et est devenue une institution en quelque sorte caduque.

La reine Pomaré IV étant décédée en septembre 1877, son remplacement par son fils Ariiaué, sous le nom de Pomaré V, n'a apporté aucune modification à cet état de choses ; ce jeune prince, bien qu'entouré d'influences hostiles, se montrait plein de déférence envers le représentant du Gouvernement de la France et très disposé à favoriser l'assimilation graduelle de son pays.

Telle était la situation à Taïti, lorsque, d'une part, certaines circonstances graves intéressant la famille royale et l'ordre de succession au trône, et, de l'autre, les efforts faits par plusieurs grandes puissances pour s'assurer des possessions dans ces parages, parurent au Gouvernement français rendre indispensable de prendre des mesures propres à affermir notre situation dans ces archipels. Ces incidents empruntaient, d'ailleurs, un caractère particulier d'actualité au projet de percement de l'isthme de Panama, dont la mise à exécution doit accroître singulièrement l'importance des îles océaniques placées sur le parcours des lignes allant, par cette voie, de l'Amérique vers l'Australie.

Le commandant de nos établissements de l'Océanie fut, en conséquence, invité, le 9 septembre 1879, à pressentir le roi sur la question

de la remise complète, entre nos mains, de l'autorité qu'il exerçait avec nos conseils. Les pourparlers s'engagèrent et les voies étaient préparées quand l'annonce de l'arrivée, à Taïti, du nouveau commissaire de la République, nommé dans l'intervalle, remit, pour un temps, les choses en question et ajourna une solution dont les jalons étaient déjà posés. La réserve que cet incident commandait à Pomaré V et aux chefs devait être de courte durée; ils comprirent bientôt que notre nouveau représentant, agissant comme son prédécesseur au nom du gouvernement français et poursuivant le même but, méritait une confiance égale. Bientôt une marque éclatante de déférence était donnée par le roi au commandant. Ce prince ayant à se rendre dans un archipel voisin, n'hésitait pas à signer, le 29 mai 1880, une déclaration par laquelle il confiait à notre représentant, pendant son absence, le gouvernement général et l'administration de Taïti et dépendances. C'était un grand pas.

A quelque temps de là, le roi, se sentant atteint par la maladie, entra en communications plus fréquentes avec le commissaire de la République. Certaines éventualités, concernant le sort de sa famille au cas où il viendrait à disparaître, qui lui avaient déjà causé de graves préoccupations, prirent, dans son esprit, un caractère plus grand d'intensité. Il comprit qu'il ne pouvait trouver d'appui sérieux dans le présent et de garantie pour l'avenir des siens, qu'auprès du Gouvernement qui avait exercé sur lui sa protection avec autant de désintéressement que de sollicitude. Il sentit que la force des choses entraînait son pays vers notre civilisation et qu'il fallait céder à une loi de progrès dont lui-même comprenait la grandeur sans qu'il lui fût possible d'en diriger les effets. De leur côté, les chefs antérieurement acquis à notre influence se déclaraient disposés à suivre leur souverain dans cette voie; le moment d'agir était venu.

Le 29 juin 1880, tous les chefs de Taïti et de Moorea étaient réunis avec le roi à l'hôtel du Gouvernement.

Après un exposé rapide de la situation, le commissaire de la République fit donner par un interprète lecture de la déclaration portant abdication du roi et reconnaissance de la souveraineté de la France, dont les termes avaient déjà été concertés avec le roi et les principaux du pays. Pomaré V approuva solennellement la teneur de cet acte, les chefs y apposèrent successivement leur signature, et le roi lui-même le signa et après lui le représentant de la France.

DEUXIÈME PARTIE

CORRESPONDANCES, DÉPÊCHES, NOTES

AFFAIRES D'ÉGYPTE

CORRESPONDANCE DIPLOMATIQUE RELATIVE A L'INSTITUTION D'UNE
COMMISSION MIXTE POUR L'EXAMEN DES RÉCLAMATIONS RÉSULTANT
DES DERNIERS ÉVÉNEMENTS D'ÉGYPTE (1).

M. Plunkett, Ministre d'Angleterre à Paris,
à M. Duclerc, Ministre des Affaires étrangères (2).

(Traduction.)

Paris, 2 septembre 1882.

Monsieur le Président du Conseil, conformément aux instructions reçues du Comte Granville, j'ai l'honneur de communiquer à Votre Excellence la copie d'une dépêche de l'Agent et Consul général de Sa Majesté en Égypte, transmettant une note rédigée par les Contrôleurs généraux touchant le mode de règlement des réclamations résultant des récents événements.

Votre Excellence voudra bien remarquer que les Contrôleurs proposent que ces réclamations soient examinées par une Commission internationale à instituer par un décret du Khédive, lequel prescrirait également le mode et les moyens de payer les indemnités allouées.

Le Gouvernement de Sa Majesté est fortement d'avis qu'un arrangement spécial de cette nature serait des plus opportuns. En conséquence, il m'a chargé de demander à Votre Excellence si le Gouvernement français serait disposé à adhérer en principe à cette proposition et à autoriser son Représentant en Égypte à signer une déclaration constatant cette adhésion.

Des instructions semblables à celles en vertu desquelles j'ai

(1) Des documents ont été publiés en 1883 par les Gouvernements de France, de Grande-Bretagne et d'Italie. Nous publions toutes les dépêches importantes qui se trouvent dans le *Livre jaune*, le *Livre bleu* ou le *Livre vert*.

(2) *Livre jaune*, n° 1.

l'honneur d'agir ont été adressées simultanément et en premier lieu aux Représentants de Sa Majesté à Paris, Vienne, Berlin, Rome et Saint-Petersbourg. Le Gouvernement de Sa Majesté espère donc que si les Cabinets de ces différents pays adhèrent à l'arrangement proposé, le Gouvernement français se joindra au Gouvernement de Sa Majesté pour engager les autres Gouvernements à y accéder.

Votre Excellence comprendra aisément toute l'importance que mon Gouvernement attache à recevoir le plus promptement possible la réponse à cette communication, la reprise des sessions ordinaires des tribunaux mixtes devant avoir lieu dans quelques semaines.

PLUNKETT.

ANNEXE I A LA DÉPÊCHE DE M. PLUNKETT, EN DATE DU 2 SEPTEMBRE 1882.

Sir E. Malet, au Comte Granville.

(Traduction.)

Alexandrie, le 13 août 1882.

Mylord, j'ai l'honneur de vous transmettre ci-joint une note émanant des Contrôleurs généraux, sir A. Colvin et M. Brédif, et relative au mode de paiement des indemnités allouées aux victimes du mouvement insurrectionnel. Cette note suggère la formation d'une Commission internationale spécialement chargée de l'examen des réclamations.

Les Contrôleurs font remarquer que les réclamations seront présentement portées par les étrangers devant les tribunaux mixtes, par les indigènes devant les tribunaux du pays, et ils estiment qu'il serait préférable, à plus d'un titre, d'investir de cette juridiction un seul tribunal qui serait créé à cet effet.

La question leur paraît avoir un caractère d'urgence, parce que des assignations ont déjà été données devant les tribunaux mixtes qui se réunissent le 15 octobre prochain.

Un plan du décret proposé en vue de désigner la Commission spéciale est annexé à la note des Contrôleurs.

EDWARD B. MALET.

ANNEXE II.

Note des Contrôleurs généraux.

Les incendies et le pillage de la ville d'Alexandrie, les meurtres qui ont été commis, les dommages de toute sorte subis par les Eu-

ropéens et par les Égyptiens vont donner lieu à des réclamations qui se montent à un chiffre considérable. Les actions judiciaires sont dès à présent engagées, puisque cinquante-six personnes ont assigné le Gouvernement devant les tribunaux de la Réforme : il importe donc de déterminer quelles sont les mesures à prendre pour désintéresser les nouveaux créanciers du Gouvernement égyptien, de décider à l'aide de quelles ressources il pourra faire face à ses obligations et quelle sera l'autorité compétente pour en fixer le montant.

1° Il est naturellement difficile d'évaluer dès à présent le chiffre des pertes imposées aux particuliers par la crise que traverse l'Égypte ; mais on est généralement d'accord pour estimer celles qui sont connues à 6 millions de livres sterling (150,000,000 de francs). Il faudra y ajouter le déficit budgétaire dont le chiffre est encore inconnu et les frais de l'occupation turque, si elle se produit. On peut donc dès à présent, et en supposant que la ville du Caire ne soit pas incendiée comme celle d'Alexandrie, avancer que l'Égypte se trouve avoir besoin d'une somme qui peut atteindre 8 millions de livres sterling (200,000,000 de francs), et comme son budget s'équilibre exactement, il faudra pour se la procurer avoir recours à une émission de titres, et pour payer les intérêts de cette émission, chercher des ressources nouvelles et les trouver dans des conditions qui n'arrêtent pas la production et n'entravent pas les développements et la prospérité future du pays.

Il serait inopportun d'augmenter les charges publiques. L'impôt foncier pèse déjà lourdement sur le fellah, et d'autres revenus, tels que les produits des Douanes ou des Postes, ne se prêtent que difficilement à des modifications, à cause des traités de commerce ou des conventions de l'Union postale. Ce serait donc sur des économies qu'il faudrait pouvoir compter, et l'on n'en aperçoit que deux immédiatement réalisables, l'une sur les dépenses de la guerre, l'autre sur l'amortissement.

Le budget de la guerre a absorbé depuis deux ans la plupart des excédants du budget non affecté, et son accroissement rapide a été l'une des causes principales des événements actuels. L'Égypte, étant un pays d'affaires, n'a pas besoin de devenir une puissance militaire, et l'on peut espérer sur les crédits de la guerre une économie annuelle de 100,000 livres sterling (2,500,000 francs).

Quant au complément des ressources nécessaires, il ne paraît pas possible de le trouver sans toucher à la loi de liquidation, ce monument si laborieusement édifié et qui avait la valeur d'un code financier. Mais n'est-ce pas un des intérêts primordiaux des créanciers de l'Égypte, de lui conserver son crédit même au prix de quelques sacrifices, et surtout si ces sacrifices, en assurant leurs revenus, ne

portent que sur l'avenir et n'atteignent que des générations futures de porteurs de titres ?

En se plaçant dans cet ordre d'idées, il serait possible d'utiliser, pour les besoins les plus pressants, les ressources destinées à l'amortissement qui a été doté largement, nous pourrions dire luxueusement, par la loi de liquidation.

Dans les circonstances politiques que traverse l'Égypte, il est parfaitement admissible qu'elle se préoccupe tout d'abord de payer les intérêts de sa dette et qu'elle ralentisse pour y parvenir le remboursement, tout en gardant l'espoir d'y consacrer, dans des temps plus prospères, les excédants de revenus que ne peuvent manquer de créer une bonne administration et les plus-values normales des impôts.

En 1882, on a dépensé pour l'amortissement de la dette privilégiée une somme de L. st. 58,000
et pour celui de la dette unifiée 568,000

En ajoutant l'économie de 100,000
qui pourrait être réalisée sur le budget de la guerre,

c'est une somme totale de L. st. 726,000

Soit en francs 18,500,000, qu'il serait possible de consacrer aux intérêts d'une émission de titres. Mais ce total ne pourrait être atteint que si la vie renaissait d'ici peu, si les services publics reprenaient leur fonctionnement, et si les impôts avaient en 1883 la même élasticité que pendant les exercices précédents. Comme il est douteux que cet ensemble de circonstances favorables se produise, il est sage de ne compter que sur 12 millions de francs ou 480,000 livres sterling, somme suffisante pour payer à un maximum de 6 0/0 les intérêts d'une émission de 200 millions de francs ou 8 millions de livres sterling.

2° La situation financière est, on le voit, assez compromise pour qu'il soit nécessaire, dans l'intérêt même des porteurs de titres, de n'y toucher qu'avec les plus grands ménagements. Dès à présent, il serait inutile de chercher à le dissimuler, l'Égypte ne peut plus faire face à ses engagements. Les intérêts en jeu seront d'autant plus lésés que la Dette sera plus élevée, et à ce point de vue, il faut rechercher quel est le meilleur moyen d'évaluer équitablement les dommages de la guerre, d'écarter les réclamations mensongères et de ne pas sacrifier des intérêts sérieux à des spéculations peu avouables.

En principe, et si l'on ne tient compte que des lois qui régissent aujourd'hui l'Égypte, le Gouvernement est responsable des dommages causés ; les tribunaux de la Réforme se déclareraient compétents pour les apprécier lorsqu'il s'agit de réclamations présentées par des

Européens, et les tribunaux indigènes lorsque les réclamations sont formées par les Égyptiens.

Les articles sur lesquels seraient fondées cette responsabilité et cette compétence sont les suivants :

Règlement d'organisation judiciaire, art. 10 : « Le Gouvernement, les Administrations, les Dairas de S. A. le Khédive et des membres de sa famille seront justiciables des tribunaux de la Réforme dans les procès avec des étrangers. »

Code civil, art. 212. « Tout fait poursuivi par la loi oblige son auteur à réparer le préjudice qui en résulte. »

ART. 213. « Il en est de même si le préjudice causé à un tiers provient d'une faute, de négligence, d'imprudence ou de défaut de surveillance des personnes que l'on a sous sa garde. »

ART. 214. « Le maître est également responsable du dommage causé par ses serviteurs quand ce dommage a été causé par eux en exerçant leurs fonctions. »

Ainsi, si on laissait suivre aux choses leur cours naturel, les tribunaux mixtes et les tribunaux indigènes n'hésiteraient pas à fixer les indemnités provenant de faits de guerre et de pillage ; et comme le Gouvernement égyptien n'est pas protégé comme la plupart des Gouvernements d'Europe par des lois spéciales qui déterminent les principes de la responsabilité dans les cas de guerre, d'attroupements à main armée, etc., et que d'autre part il est certain que des incendies, des actes de violence et de pillage sont imputables à des agents du Gouvernement, il ne faut pas douter que l'application du droit commun n'entraîne la responsabilité de l'État et ne lui fasse subir des condamnations pécuniaires, qui pourront être prononcées à partir du 15 octobre, date de la rentrée des tribunaux, puisque les expertises sont déjà commencées.

Mais, convient-il de laisser aux tribunaux ordinaires l'appréciation des dommages de guerre ? Les deux juridictions qui se trouveraient saisies auraient-elles la même jurisprudence et ne seraient-elles pas entraînées par cette dualité même, à exagérer le chiffre des pertes et à rendre des arrêts dommageables pour le Trésor égyptien, c'est-à-dire pour les porteurs de titres ? Ne serait-il pas à craindre que les débats qui s'ouvriraient, et qui, pour chaque affaire, comporteraient une enquête pour rechercher la responsabilité, n'éternisent les agitations et n'attisent les haines politiques et religieuses ? Ne faut-il pas se préoccuper surtout de la durée qu'auront des procédures régulières entamées pour un grand nombre d'affaires, de l'impossibilité où on se trouverait de les abréger, et par suite, de prendre une mesure financière quelconque qui assure l'équilibre du budget et qui permette d'administrer les finances égyptiennes autrement qu'à l'aveuglette ?

Les motifs qui précèdent font penser au contrôle qu'il y aurait lieu de dessaisir la juridiction ordinaire au profit d'une Commission internationale qui, dégagée des formes de droit commun, pourrait juger avec plus de rapidité et de liberté.

Cette Commission où l'élément anglo-français devrait dominer, pourrait être formée à l'image de l'ancienne Commission de liquidation à laquelle elle est assimilable et qui a produit des travaux si utiles au bien général; on proposerait donc de la composer des quatre Commissaires de la Dette publique (la Caisse de la Dette publique est administrée par quatre Commissaires: un Anglais, un Français, un Italien, un Autrichien) et de cinq autres Commissaires: un Anglais, un Français, un Allemand, un Russe et un Égyptien, nommés par leurs Gouvernements respectifs.

Mais il y a lieu de remarquer que les tribunaux mixtes ne se regarderont comme dessaisis qu'en vertu d'un accord de toutes les Puissances qui ont concouru à leur institution et sans le consentement desquelles le Code ne peut être modifié.

Nous pensons donc que si les Gouvernements anglais et français apprécient les considérations développées dans cette note, il y aurait lieu de profiter de la réunion de la Conférence à Constantinople pour obtenir l'adhésion des intéressés; on pourrait lui demander de donner à nos propositions la sanction diplomatique qui leur est nécessaire, en autorisant le Khédive à revêtir de sa signature le projet de décret qui se trouve ci-joint.

Nous croyons devoir rappeler, en terminant, que ce n'est pas sans motif que nous saisissons dès à présent les Gouvernements anglais et français de ces propositions, sans attendre que la crise égyptienne soit terminée. En effet, les instances sont engagées, les expertises commencées, et si une solution n'intervenait pas avant le 15 octobre, les tribunaux pourraient prononcer des arrêts qui, étant définitifs, rendraient fort difficile, sinon impossible, la réunion d'une Commission internationale.

Alexandrie, le 7 août 1882.

Les Contrôleurs généraux,

LÉON BRÉDIF.

A. COLVIN.

ANNEXE III.

Projet de Décret.

NOUS, KHÉDIVE D'ÉGYPTE,

Considérant que la réparation du préjudice direct causé depuis le 10 juin aux habitants de l'Égypte, par des faits de guerre ou de

rébellion, par des actes d'incendie ou de pillage, s'impose à notre Gouvernement ;

Considérant que les Gouvernements d'Allemagne, d'Autriche-Hongrie, de France, de la Grande-Bretagne, d'Italie et de Russie ont accepté le présent décret et se sont engagés à le porter collectivement à la connaissance des autres Gouvernements intervenus à l'établissement de la juridiction des tribunaux mixtes, et à les inviter à y adhérer ;

Sur la proposition de notre Conseil des Ministres,

DÉCRÉTONS :

ARTICLE PREMIER. Une Commission internationale est instituée à l'effet de recevoir et d'examiner les réclamations des victimes des faits de guerre ou de rébellion, des actes de pillage ou d'incendie qui se sont produits depuis le 10 juin 1882. Cette Commission statuera souverainement sur l'admission ou le rejet de chaque réclamation, et fixera les allocations des dommages-intérêts.

A cet effet, elle recueillera tous renseignements utiles, et s'adjoindra dans ses travaux toute personne dont le concours lui paraîtra nécessaire.

ART. 2. La Commission sera composée de neuf Commissaires, savoir :
Les quatre Commissaires de la Dette publique ;

Un Commissaire désigné par chacun des Gouvernements d'Allemagne, de France, de la Grande-Bretagne et de Russie ;

Un Commissaire délégué par notre Gouvernement.

Elle statuera à la majorité absolue des voix.

ART. 3. Il sera pourvu aux allocations de dommages-intérêts faites par la Commission au moyen de l'émission de titres dont le montant, la forme, et les conditions seront réglés ultérieurement par un décret rendu sur l'avis conforme du contrôle général et de la Commission de la Dette publique.

ART. 4. La valeur pour laquelle ces titres seront donnés en paiement aux indemnitaires sera également fixée par décret à intervenir, sur l'avis conforme du contrôle général et de la Commission de la Dette publique.

ART. 5. Il sera pourvu au service de l'intérêt de ces titres au moyen des économies réalisées sur le Budget de l'État. A cet effet, les articles de la loi de liquidation relatifs à l'amortissement des dettes privilégiées et unifiées pourront être momentanément suspendus par décret rendu dans la forme ci-dessus indiquée.

ART. 6. Les crédits nécessaires aux travaux de la Commission lui seront ouverts sur la demande de son Président par le Conseil des Ministres.

ART. 7. Nos Ministres sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret.

Fait au Palais de

, le

**M. Duclerc, Ministre des Affaires étrangères,
à M. Plunkett, Ministre de la Grande-Bretagne à Paris (1).**

Paris, le 4 septembre 1882.

Monsieur, le 2 de ce mois, vous avez bien voulu m'entretenir des propositions concertées par les Contrôleurs généraux en Égypte à l'effet de pourvoir à la réparation des dommages causés par les événements dont le pays vient d'être le théâtre. Il s'agirait de confier le soin de liquider les réclamations formulées de ce chef à une Commission internationale instituée par décret du Khédive, qui aviserait également, dans des conditions déterminées, au mode de paiement des indemnités allouées par ladite Commission.

La combinaison suggérée paraît de nature à assurer de la manière la plus favorable le résultat que nous avons en vue : le Gouvernement de la République est par conséquent disposé, comme le Gouvernement de Sa Majesté Britannique, à y adhérer en principe.

D'après les termes mêmes du projet de décret joint au mémorandum des Contrôleurs, les dommages qu'il s'agit de réparer sont ceux qui proviennent « des faits de guerre ou de rébellion, des actes de pillage ou d'incendie qui se sont produits depuis le 10 juin 1882. » De pareils dommages résultant de cas de force majeure sont considérés, en vertu d'une jurisprudence universellement reconnue, comme ne créant aucun droit à indemnité au profit des victimes, aucune obligation juridique à la charge du Souverain territorial. Nous sommes dès lors fondés à penser, contrairement à l'opinion émise dans le mémorandum, que les tribunaux égyptiens, s'ils étaient saisis de réclamations contre l'État pour faits de guerre ou de pillage, n'hésiteraient pas à débouter les demandeurs et à décliner toute compétence. Nous n'en sommes pas moins d'accord avec les Contrôleurs pour reconnaître les inconvénients que présenterait l'ingérence de la juridiction ordinaire dans le règlement de semblables affaires, et

(1) *Livre jaune*, n° 2.

nous ne voyons que des avantages à ce que la question de compétence soit résolue avant la rentrée des tribunaux, de manière à écarter toute cause d'incertitude.

Dans le même ordre d'idées, et pour ne pas établir un précédent contraire à la doctrine consacrée, il y aurait lieu de n'introduire dans le décret du Khédive aucune expression qui pût être interprétée comme la reconnaissance par le Gouvernement égyptien d'une obligation de réparer le préjudice souffert. A ce point de vue, nous proposons de modifier comme il suit, le premier alinéa du décret :

« Considérant que la réparation du préjudice direct causé depuis le 10 juin aux habitants de l'Égypte par des faits de guerre ou de rébellion, par des actes d'incendie ou de pillage (au lieu de *s'impose à*) *se recommande à l'équité* de notre Gouvernement..... »

Je vous serai obligé de vouloir bien soumettre ces considérations à Lord Granville, et de m'informer du résultat de l'examen dont elles auront fait l'objet. Si, comme je l'espère, le changement de rédaction proposé ne soulève aucune objection, je m'empresserai de recommander le projet d'arrangement aux autres Gouvernements et d'envoyer à notre Représentant en Égypte les instructions nécessaires pour que notre adhésion soit régulièrement constatée.

DUCLERC.

M. Duclerc, Ministre des Affaires étrangères,
à **M. de Vorges, Agent et Consul général de France**
en Égypte (1).

Paris, le 7 septembre 1882.

Le Gouvernement anglais nous a fait savoir qu'il adhère aux propositions des Contrôleurs pour les indemnités, et il en a saisi officiellement les Cabinets de Berlin, de Vienne, de Rome et de Saint-Petersbourg. J'y donne aussi mon assentiment, sous réserve d'une modification de rédaction dans le premier considérant du projet de décret où les mots *se recommande à l'équité* de seraient substitués au mot *s'impose* (2).

DUCLERC.

(1) *Livre jaune*, n° 3.

(2) Les divers Gouvernements admirent cette rédaction et le principe de droit des gens qu'il impliquait. (V. *Livre bleu*, Égypte, n° 4, 1883, dépêche de Berlin 15 septembre 1882, n° 22, et *Livre vert*, dépêche de Vienne du

M. de Vorges, Agent et Consul général de France en Égypte, à M. Duclerc, Ministre des Affaires étrangères (1).

Alexandrie, 8 septembre 1882.

On m'a remis ce matin la lettre ci-jointe par laquelle Chérif-Pacha m'informe des intentions du Gouvernement égyptien au sujet des indemnités à accorder aux victimes des derniers événements.

Comme Votre Excellence le verra, le programme égyptien est en partie la répétition de celui des Contrôleurs, qui a été communiqué aux Ministres par M. Malet. Mais il y a été fait des additions et des changements qui en altèrent profondément le caractère.

Le projet égyptien établit, lui aussi, une Commission internationale; mais cette Commission n'a pas le droit de toucher au budget égyptien : elle est seulement autorisée à modifier la loi de liquidation. En d'autres termes, le Gouvernement consent à indemniser les victimes sur les économies faites aux dépens des créanciers, mais il ne compte en aucune façon restreindre ses dépenses dans ce but. Les Contrôleurs ne l'avaient pas entendu ainsi; ils avaient bien compris que les indemnités seraient prises sur le budget de l'État, et, pour le surplus seulement, sur les économies produites par la suspension de l'amortissement.

Dans leur projet, cette suspension, si elle était reconnue nécessaire, devait être décrétée par le Khédive sur avis conforme des Contrôleurs. Le projet égyptien supprime ces règles protectrices; il donne à la Commission un pouvoir souverain pour décider les modifications à apporter à la loi de liquidation. Il me paraîtrait très imprudent de donner de tels pouvoirs à une Commission qui ne devrait avoir à examiner que des questions de fait. Cette Commission peut vouloir aller bien au delà de la simple suspension de l'amortissement, et nous ignorons la portée des remaniements auxquels elle pourrait se trouver conduite.

20 septembre, n° 24.) Le Gouvernement italien, en donnant son adhésion à la substitution du mot « se recommande » au mot « s'impose », faisait cependant les réserves les plus expresses sur la question de principe, laquelle, pour ce qui concerne les obligations internationales de réparer le dommage causé, il n'entendait ni aborder ni préjuger. (*Livre vert* distribué aux Chambres, 28 février 1883, dépêche nos 18 et 19.)

(1) *Livre jaune*, n° 4.

Quant aux additions, elles sont également critiquables. Le projet égyptien établit tout d'abord des catégories auxquelles toute indemnité sera refusée. Peut-on accepter des restrictions avant d'avoir aucune idée de la nature des cas qui seront soumis à la Commission? Ne serait-il pas plus équitable que la Commission établît elle-même ces catégories, après un premier examen des réclamations qui lui seront présentées?

J'avais connaissance de ce projet deux jours avant son envoi, par la communication qui en avait été faite à M. Brédif, convoqué au Conseil où cette pièce devait être discutée. J'avais été en causer amicalement avec Riaz-Pacha, et je lui avais exposé mes objections. Je lui avais fait remarquer entre autres qu'il était plus conforme aux usages de laisser la Commission élire son Président, qui, — ai-je ajouté, — serait très probablement Égyptien. Il a tenu compte de cette observation en introduisant un Vice-Président élu.

Chérif-Pacha, de son côté, m'a déclaré que le Gouvernement égyptien proposait son idée, mais qu'il ne prétendait pas l'imposer.

Quant à M. Brédif, il a été au Conseil; je l'y avais engagé, espérant que ses observations pourraient modifier les intentions du Cabinet. Il a combattu le projet et a déclaré qu'il ne pouvait, sans instruction, laisser mettre en question la loi de liquidation.

DE VORGES.

ANNEXE I A LA DÉPÊCHE DE M. DE VORGES, EN DATE DU 8 SEPTEMBRE 1882.

**Chérif-Pacha, Premier Ministre du Khédive,
à M. de Vorges, Consul général de France.**

Alexandrie, 8 septembre 1882.

Le Gouvernement de Son Altesse le Khédive, dans un sentiment que vous apprécierez, a décidé de venir en aide, par des allocations d'indemnités, aux victimes des douloureux événements qui viennent de se succéder en Égypte depuis le 10 juin dernier, sans distinction de nationalité. Mais il lui importe de préciser les conditions dans lesquelles cette décision pourra être appliquée.

Tout d'abord, convient-il de laisser aux tribunaux ordinaires l'appréciation des faits qui peuvent motiver les réclamations, alors que les débats comporteraient des enquêtes en vue de l'établissement de la responsabilité civile; — alors que le Gouvernement égyptien n'est pas protégé, comme la plupart des Gouvernements de l'Europe, par

des lois spéciales qui déterminent cette responsabilité ; — alors que chaque enquête pourrait entraîner des discussions pénibles, de nature à perpétuer des passions qu'il faut apaiser ; — alors que les juridictions chargées d'apprécier les faits et de déterminer les dommages seraient différentes, suivant qu'il s'agirait de sujets égyptiens ou d'administrés étrangers ; — alors enfin que cette manière de procéder tiendrait en suspens, durant plusieurs années, le règlement définitif des indemnités et rendrait ainsi impossible l'adoption de mesures financières générales ?

Ces considérations ont paru décisives au Gouvernement de Son Altesse, et il croit nécessaire de confier à une Commission spéciale internationale la connaissance de ces affaires.

La recherche des voies et moyens par lesquels le Trésor public devra faire face à cette nouvelle dette comportera peut-être l'examen de certaines dispositions de la loi de liquidation. Cette loi constitue un engagement international, et tous les efforts du Gouvernement tendront à n'y pas toucher. Mais il importe, pour le cas où des modifications seraient jugées indispensables, que la Commission soit autorisée à les réaliser.

Il est impossible au Gouvernement de formuler actuellement une proposition financière, dans la cruelle situation où il se trouve : d'une part, en effet, il ne peut prévoir les moyens dont il pourra disposer ; d'autre part, toute combinaison aura naturellement pour première base l'évaluation des pertes subies, et cette évaluation est encore inconnue.

En tout cas, il est bien entendu qu'il ne pourra être porté atteinte aux ressources du budget administratif, fixées par la loi de liquidation, et indispensables au fonctionnement des services publics.

Pour éviter de graves difficultés et ne pas être exposé à voir surgir des prétentions sans limites, se conformant d'ailleurs, à cet égard, aux mesures adoptées dans des circonstances analogues par des États dont les ressources sont incomparablement supérieures à celles de l'Égypte, le Gouvernement de Son Altesse doit écarter d'avance certaines natures de réclamations. Il désire indemniser de pertes directes, mais il ne peut indemniser de pertes indirectes dont l'étendue est incalculable et l'appréciation impossible.

En ce qui concerne les bijoux, le numéraire, les titres et valeurs de toute espèce, il a été loisible à chacun de se prémunir contre tout événement.

La perte des œuvres ou objets d'art et des antiquités ne touche que le luxe et ne préjudicie qu'à des personnes qui peuvent, dans un malheur général, supporter des dommages individuels.

Les loyers et les récoltes, c'est-à-dire les fruits civils et naturels,

doivent être assimilés. S'il en était tenu compte, on serait entraîné à des appréciations arbitraires et sans nombre, et le Gouvernement serait en butte à des revendications sans proportion avec ses ressources. Cette nature de perte rentre, d'ailleurs, dans la catégorie des dommages indirects. Il est toutefois équitable de faire exception pour les récoltes en granges ou sur aires, directement appréhendées ou détruites.

Enfin, l'indemnité à accorder en matière de propriété bâtie devra avoir pour unique base la valeur des constructions telles qu'elles se comportaient avant la perte.

Reste à examiner comment la Commission devra être composée.

Le Gouvernement de Son Altesse, tenant compte de considérations particulières qui militent en faveur d'une représentation utile et efficace de l'Égypte, principale intéressée, propose la composition suivante :

1° Un Commissaire désigné par le Gouvernement égyptien, Président ;

2° Les quatre Commissaires Directeurs de la Dette publique ;

3° Un Commissaire désigné par chacun des Gouvernements d'Allemagne, de France, de Grande-Bretagne et de Russie ;

4° Un second Commissaire désigné par le Gouvernement égyptien.

Chacun de ces dix Commissaires aura voix délibérative. La Commission élira dans son sein un Vice-Président.

Pour obtenir l'adhésion des Puissances, le Gouvernement de Son Altesse s'est inspiré de ce qui a été fait lors de l'institution de la Commission de liquidation. C'est dans cet esprit qu'a été préparé le projet de décret annexé à la présente dépêche pour être soumis à la sanction des Puissances.

Je crois devoir appeler d'une façon spéciale toute votre attention, Monsieur le Ministre, sur l'urgence des propositions que je viens de vous exposer. Déjà des réclamations nombreuses se sont produites, sous des formes diverses, et, si une décision prise d'un commun accord entre toutes les Puissances intéressées n'intervenait pas avant le 15 octobre prochain, époque habituelle de la rentrée de la Cour et des Tribunaux mixtes, des instances judiciaires pourraient être engagées qui rendraient fort difficiles et fort délicats le dessaisissement de la juridiction civile et la réunion de la Commission internationale.

Permettez-moi d'espérer, Monsieur le Ministre, que le Gouvernement de la République favorisera les intentions généreuses de Son Altesse le Khédive, aidera son Gouvernement à les réaliser, et y trouvera une nouvelle preuve de leur sollicitude pour les intérêts des résidents français.

CHÉRIF.

ANNEXE N° II

Projet de décret.

Nous, KHÉDIVE D'ÉGYPTE,

Considérant que notre Gouvernement a résolu d'allouer des indemnités aux victimes des événements qui se sont succédé en Égypte depuis le 10 juin 1882 ;

Considérant que les Gouvernements d'Allemagne, d'Autriche-Hongrie, de France, de Grande-Bretagne, d'Italie et de Russie ont accepté les dispositions du présent décret et se sont engagés à le porter collectivement à la connaissance des autres Gouvernements intervenus à la juridiction des tribunaux mixtes comme à l'exécution de la loi de liquidation et à les inviter à y adhérer ;

Sur la proposition de notre Conseil des Ministres,

DÉCRÉTONS :

ARTICLE PREMIER. Il est institué une Commission internationale, seule compétente, à l'effet de recevoir les réclamations des victimes des événements qui se sont succédé en Égypte depuis le 10 juin 1882, de les examiner et de statuer souverainement sur chacune de ces réclamations, soit en les rejetant, soit en y faisant droit par l'allocation d'une indemnité déterminée.

Cette Commission recherchera et déterminera, d'accord avec notre Gouvernement, les ressources et les moyens nécessaires pour faire face au règlement des indemnités accordées à cet effet ; elle est autorisée à modifier, en tant que de besoin, la loi de liquidation, sans pouvoir porter atteinte aux ressources du budget administratif, telles qu'elles ont été déterminées par cette loi.

ART. 2. Ne donneront droit à aucune indemnité les pertes de numéraire, de bijoux, d'œuvres ou d'objets d'art ou d'antiquité, de titres ou valeurs de toute nature, de loyers ou de récoltes.

Toutefois, les propriétaires de récoltes en granges ou sur aires directement appréhendées ou détruites, seront indemnisés.

Les indemnités relatives à la propriété bâtie seront calculées sur la valeur des constructions telles qu'elles se comportaient avant la perte.

ART. 3. La Commission sera composée de dix membres, savoir :

- 1° Un délégué de notre Gouvernement, Président ;
- 2° Messieurs les Directeurs-Commissaires de la Dette Publique ;
- 3° Un délégué de chacun des Gouvernements d'Allemagne, de France, de Grande-Bretagne et de Russie ;
- 4° Un second délégué de notre Gouvernement.

La Commission statuera à la majorité absolue des voix. Elle élira dans son sein un Vice-Président.

ART. 4. La Commission aura tous pouvoirs pour procéder à l'instruction des demandes qui lui seront présentées et pourra s'adjoindre, dans ses travaux, toutes les personnes dont le concours lui paraîtra nécessaire.

ART. 5. Les crédits nécessaires aux travaux de la Commission lui seront ouverts, sur sa demande, par notre Conseil des Ministres.

ART. 6. Nos Ministres sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret.

**Comte d'Aubigny, Chargé d'Affaires de France à Berlin,
à M. Duclerc, Ministre des Affaires étrangères (1).**

Berlin, le 12 septembre 1882.

M. Busch vient de m'annoncer que son Gouvernement a donné son adhésion, en principe, au projet qui lui a été soumis par le Cabinet de Londres relativement à la liquidation des dommages causés par l'insurrection d'Égypte.

D'AUBIGNY

**Le Comte de Montmarin, Chargé d'Affaires de France à
Vienne, à M. Duclerc, Ministre des Affaires étrangères (2).**

Vienne, le 13 septembre 1882.

Dans la conversation que j'ai eue hier avec le Comte Kalnoky, j'ai eu l'occasion de lui demander son avis relativement à l'institution à Alexandrie d'une Commission internationale, pour réparation des préjudices causés par les événements d'Égypte.

Le Ministre m'a répondu que la proposition dont il s'agit lui avait été soumise, il y a quelques jours, par l'Ambassadeur d'Angleterre ; il n'avait pas hésité à dire, après un examen rapide, que la combinaison projetée lui semblait entourée des meilleures garanties et qu'il y donnait volontiers son approbation d'une manière générale, tout en se réservant d'en discuter les détails.

(A suivre.)

MONTMARIN.

(1) *Livre jaune*, n° 5.

(2) *Livre jaune*, n° 6.

TROISIÈME PARTIE

LOIS ET DOCUMENTS DIVERS

SAINT-SIÈGE

Lettre Encyclique du Pape Léon XIII aux Evêques de France.

*A Nos Vénérables Frères les Archevêques
et Evêques de France.*

LÉON XIII, PAPE

Vénérables Frères, salut et bénédiction apostolique.

La très noble nation française, par le grand nombre des choses remarquables accomplies, soit dans la paix, soit à la guerre, s'est acquis envers l'Eglise catholique un renom de mérites dont la reconnaissance ne périra pas et dont la gloire ne vieillira pas. Ayant de bonne heure, sous le règne du roi Clovis, adopté les institutions chrétiennes, elle obtint ce témoignage très honorable et cette récompense tout ensemble de sa foi et de sa piété, d'être appelée *la fille aînée de l'Eglise*. Depuis lors, Vénérables Frères, vos ancêtres ont paru souvent, pour de grandes et salutaires entreprises, être les auxiliaires de la divine Providence elle-même. Mais où leur vertu a été spécialement remarquable, c'est dans la défense du nom catholique dans le monde entier, dans la propagation de la foi chez les nations barbares, dans la libération et la défense des Lieux-Saints de la Palestine, de telle sorte qu'à juste titre est passé en proverbe ce vieux mot : *Gesta Dei per Francos*.

C'est ce qui fait que, se dévouant d'un cœur fidèle pour le nom catholique, ils ont pu de quelque manière venir en participation des gloires de l'Eglise et établir de nombreuses institutions publiques et privées, où l'on remarque dans toute son expansion la force de la religion, de la bienfaisance et de la magnanimité. Ces vertus de vos pères, les Pontifes romains, Nos prédécesseurs, ont accoutumé de les louer d'une façon solennelle, et, répondant à leurs mérites par une souveraine bienveillance, ils voulurent

plusieurs fois célébrer, par leurs éloges, le nom français. Tout particulièrement, grandes sont les louanges qu'Innocent III et Grégoire IX, ces grandes lumières de l'Église, accordaient à vos ancêtres, le premier disant, dans une lettre à l'archevêque de Reims : *Nous aimons le royaume de France d'une prédilection spéciale, parce qu'il l'a toujours emporté sur les autres royaumes du monde par son respect et son dévouement pour ce Siège apostolique et pour Nous* ; l'autre, disant du royaume de France, dans une lettre à saint Louis IX, *qu'il n'a pu être arraché par rien à la piété envers Dieu et envers l'Église, que jamais la liberté de l'Église n'y a péri, qu'en aucun temps la foi chrétienne n'y a perdu sa vigueur propre ; et bien plus, que pour leur conservation les rois et les sujets dudit royaume n'ont pas hésité à répandre leur sang et à s'exposer à de nombreux périls.*

Or, Dieu qui est l'auteur de la nature et dont les États reçoivent, par toute la terre, la récompense de leurs vertus et de leurs bonnes actions, a répandu sur la France des dons abondants de prospérité : succès à la guerre, arts de la paix, gloire du nom, autorité de la domination. Que si, oublieuse d'elle-même en quelque sorte, la France, se dérobaient parfois à la fonction qu'elle avait reçue de Dieu, a montré de mauvaises dispositions contre l'Église, néanmoins, par un souverain bienfait de Dieu, elle n'a jamais défailli ni longtemps ni tout à fait. Et plutôt à Dieu qu'elle eût échappé, saine et sauve, à ces événements également funestes à la religion et à l'État qu'ont enfantés les temps plus rapprochés de nous ! Mais, du jour où l'esprit des hommes, imbu du venin des opinions nouvelles et emporté par une liberté sans frein, eut commencé partout de rejeter l'autorité de l'Église, le courant se précipita où il était poussé ; car, le virus mortel de ces doctrines ayant pénétré les mœurs elles-mêmes, la société humaine en vint peu à peu en grande partie à paraître vouloir se séparer absolument des institutions chrétiennes. C'est à répandre ce fléau en France que travaillèrent surtout au dernier siècle ces philosophes sectateurs d'une science folle, qui entreprirent de renverser les fondements de la vérité chrétienne, et inaugurèrent un système de philosophie qui enflammât plus violemment encore la passion déjà fort excitée pour une liberté sans mesure. Bientôt on vit à l'œuvre ceux qu'une haine impuis-

sante des choses divines tient unis entre eux par des associations néfastes, en les excitant chaque jour davantage à l'oppression du nom catholique. Personne mieux que vous, Vénérables Frères, ne peut apprécier s'ils s'y donnent nulle part avec plus d'efforts qu'en France.

C'est pourquoi le sentiment d'affection paternelle que Nous portons à toutes les nations, et qui Nous a poussé à rappeler nominativement leurs devoirs aux peuples d'Irlande, d'Espagne et d'Italie, par des lettres adressées en temps opportun aux évêques de ces contrées, ce même sentiment Nous persuade aujourd'hui de tourner Notre esprit et Nos pensées vers la France. Car ces efforts dont Nous avons parlé ne nuisent pas seulement à l'Eglise, mais ils sont non moins pernicieux et funestes à l'Etat, parce qu'il ne se peut faire que l'Etat soit prospère, quand on a étouffé l'influence de la religion. Et en effet, dès que l'homme cesse de craindre Dieu, on enlève le souverain fondement de la justice, sans laquelle les sages, chez les païens eux-mêmes, niaient qu'on pût bien diriger la chose publique. Car l'autorité des chefs n'aura plus assez de dignité, ni les lois assez de force. Chacun considérera ce qui lui est utile plutôt que ce qui est honnête ; l'infrangibilité des droits deviendra chancelante, la crainte des peines n'étant plus qu'un mauvais gardien des devoirs ; et ceux qui commandent se laisseront facilement entraîner à une domination injuste, pendant qu'à la moindre occasion ceux qui obéissent se laisseront entraîner à la sédition et aux troubles.

En outre, comme il n'est rien de bon, dans la nature des choses, qui ne doive être rapporté à la bonté divine comme un de ses dons, toute société humaine qui ordonne d'écarter Dieu de la loi et du Gouvernement repousse, autant qu'il est en soi, les secours de la bienveillance divine, et, par suite, elle mérite de se voir refuser la protection céleste. C'est pourquoi, même si elle paraît très puissante et abonder en richesses, elle porte néanmoins, dans ses flancs mêmes, le germe de sa mort et ne peut avoir l'espérance d'une longue durée. Car, pour les nations chrétiennes, absolument comme pour chacun des hommes, il est aussi salutaire de servir les desseins de Dieu que dangereux d'y faillir ; et souvent il leur est arrivé qu'aux temps où elles gardent avec plus de souci la fidélité envers Dieu et envers l'Eglise, elles arrivent, comme par une voie naturelle, à un excellent état, tandis qu'elles

déchoient aux temps où elles l'abandonnent. Il est facile de voir ces changements dans les annales des temps, et les exemples domestiques et assez récents n'en manqueraient pas, si Nous avions le temps de rappeler ce qu'a vu l'âge précédent, lorsque la France se vit, avec épouvante, bouleversée par la licence effrénée d'un grand nombre, cherchant à ensevelir dans une même ruine la Religion et l'État.

Au contraire, ces fléaux qui portent avec eux la ruine certaine de l'État, sont facilement écartés, si on observe les préceptes de la religion catholique dans la constitution et le gouvernement de la société domestique aussi bien que de la société civile. Car ces préceptes sont très propres à la conservation de l'ordre et au salut de la chose publique.

Et d'abord, en ce qui concerne la société domestique, il importe au plus haut point d'élever de bonne heure dans les préceptes de la religion les enfants issus du mariage chrétien, et de ne pas séparer de l'instruction religieuse ces arts par l'enseignement desquels on a coutume de former l'homme dans l'enfant. Les séparer, c'est vouloir, en réalité, que les enfants soient neutres pour ce qui regarde leurs devoirs envers Dieu. Cette méthode est fautive et des plus pernicieuses, surtout dans les premiers âges, car en réalité elle ouvre la voie à l'athéisme pendant qu'elle la ferme à la religion. Les parents qui sont bons ont absolument le devoir de veiller à ce que leurs enfants, aussitôt qu'ils commenceront à apprendre, reçoivent les enseignements de la religion, et à ce qu'il ne se trouve rien dans les écoles qui offense l'intégrité de la foi ou des mœurs. La loi divine et la loi naturelle font également une obligation de cette sollicitude dans l'instruction de l'enfance ; aussi les parents n'en peuvent-ils être déchargés pour aucun motif. Quant à l'Eglise, gardienne et protectrice de l'intégrité de la foi, elle doit, de par l'autorité qui lui a été donnée par Dieu, son fondateur, appeler toutes les nations à la sagesse chrétienne, et aussi voir soigneusement d'après quelles règles et quels préceptes est élevée la jeunesse placée sous son autorité ; aussi a-t-elle toujours condamné ouvertement les écoles qu'on appelle *mixtes* ou *neutres*, avertissant itérativement les pères de famille de prendre garde à une chose de si grande importance. Lorsqu'on obéit à l'Eglise en cela, on fait œuvre utile et, par un excellent motif, on a souci du salut public. En effet, ceux dont le premier âge n'est

pas formé à la religion, grandissent sans aucune connaissance des plus grandes choses qui, en même temps qu'elles peuvent seules nourrir dans les hommes le goût de la vertu, peuvent seules régler les appétits contraires à la raison. Telles sont les notions sur Dieu créateur, sur Dieu juge et vengeur, sur les récompenses et les peines à attendre dans l'autre vie, sur les secours célestes apportés par Jésus-Christ pour accomplir avec zèle et saintement ses devoirs. Si on ne connaît pas cela, toute la culture des esprits sera malsaine ; n'étant pas accoutumés au respect de Dieu, les adolescents ne pourront avoir aucune règle de vie honnête, et n'ayant jamais osé rien refuser à leurs passions, ils seront facilement entraînés à troubler l'État.

Ensuite viennent les maximes très salutaires en même temps que très vraies qui regardent la société civile et la relation des droits et des devoirs entre le pouvoir religieux et le pouvoir civil. En effet, comme il y a sur la terre deux grandes sociétés : l'une civile, dont la fin dernière est de procurer au genre humain le bien temporel et terrestre ; l'autre religieuse, qui a pour objet de conduire les hommes à cette félicité véritable, céleste, éternelle, pour laquelle nous avons été faits ; ainsi il y a deux puissances, toutes deux soumises à la loi éternelle et naturelle, et s'accordant réciproquement dans les choses qui se rapportent à l'ordre et au gouvernement de chacune d'elles. Or, toutes les fois qu'il faut régler quelque chose en ce genre, sur quoi il est bon que chacune des deux puissances, pour des raisons diverses et de diverses manières, établisse cette règle, la concorde entre elles est nécessaire en même temps que favorable à l'utilité publique ; si cette concorde disparaît, il s'ensuivra une sorte de situation critique et instable, dans laquelle ne pourra s'établir la tranquillité ni de l'Église ni de l'État. Lors donc que, par un traité, un régime a été fixé publiquement entre le pouvoir religieux et le pouvoir civil, alors il importe à la justice, non moins qu'à la chose publique, que la concorde reste entière, parce que de même que l'une et l'autre se rendent des offices mutuels, de même on reçoit et l'on rend de part et d'autre des avantages certains.

En France, au commencement de ce siècle, après que les grandes commotions civiles et les terreurs qui avaient existé peu auparavant eurent été apaisées, les gouvernants eux-mêmes comprirent que la société, abattue par tant de ruines, ne pouvait être

mieux relevée que par la restauration de la religion catholique. En prévision des avantages de l'avenir, Notre prédécesseur Pie VII déféra volontiers aux désirs du premier consul, en usant de toute la facilité et de toute la condescendance compatibles avec sa charge. Alors, après que l'accord eut été établi sur les articles principaux, les fondements furent posés et une voie sûre et favorable fut ouverte pour la restauration et le rétablissement graduel des choses religieuses. Et, en effet, dès ces temps et par la suite, plusieurs dispositions furent sagement prises qui paraissaient importer à l'intégrité et à l'honneur de l'Église. Les grands avantages qui en résultèrent doivent être d'autant plus appréciés que tout ce qui tenait à la religion en France avait été plus radicalement détruit et abattu.

La dignité de la religion publiquement rétablie, les institutions chrétiennes revécurent pleinement : et, certes, il faut admirer quels biens en revinrent pour la prospérité de l'État. Car, comme la société, à peine sortie de la tourmente des flots, cherchait avec passion de solides fondements à la tranquillité et à l'ordre publics, elle sentit que la religion catholique lui offrait le plus avantageusement ce qu'elle cherchait ; d'où il ressort que ce projet de rétablissement de la concorde fut d'un homme sage et habile à pourvoir à l'intérêt public. Aussi, à défaut d'autres raisons, il y aurait encore, en faveur du maintien de la paix, celle-là même qui a déterminé son rétablissement. Car, au milieu de ces ardentes aspirations qui se manifestent de toutes parts vers les nouveautés, dans une pareille incertitude de l'avenir, introduire de nouvelles causes de discorde entre les deux pouvoirs, et par des entraves empêcher ou retarder la bienfaisante action de l'Église, ce serait une grave et périlleuse imprudence.

Or, Nous ne voyons pas sans inquiétude et sans anxiété des prétentions alarmantes de ce genre s'élever en ce temps-ci : des choses, en effet, ont été faites et se font qui ne conviennent aucunement au bon état de l'Église, depuis que beaucoup se sont mis, par hostilité, à attirer le mépris et la haine sur les institutions catholiques et à les proclamer les ennemies de la société. Et Nous n'éprouvons pas moins de soucis et d'angoisses des projets de ceux qui, pour rompre les rapports de l'Église et de l'État, voudraient abolir tôt ou tard le salutaire et légitime accord conclu avec le Siège Apostolique.

Pour Nous, dans cette situation, Nous n'avons rien omis de ce que les circonstances Nous paraissent exiger. Nous avons enjoint à Notre Nonce apostolique, toutes les fois qu'il Nous a paru nécessaire, de faire des représentations ; et ceux qui gouvernent l'État ont attesté les recevoir avec des dispositions équitables. Nous-même, lorsque la loi sur la suppression des congrégations religieuses a été portée, Nous avons fait connaître Nos sentiments dans une lettre adressée à Notre cher fils l'archevêque de Paris, cardinal de la sainte Église romaine. De même, dans une lettre envoyée au mois de juin de l'année précédente au Président de la République, Nous avons déploré ces autres mesures qui nuisent au salut des âmes et ne laissent pas entiers les principes de l'Église. Nous en avons agi ainsi, et parce que la sainteté et la grandeur de Notre charge apostolique Nous y poussaient, et parce que Nous désirons vivement que la religion transmise par les pères et les ancêtres se conserve saintement et inviolablement en France. C'est ainsi, et avec la même persévérance, que Nous sommes résolu à défendre toujours dans l'avenir le catholicisme en France.

Dans l'accomplissement de ce juste office et de ce devoir, Nous avons toujours eu en vous, Vénérables Frères, de courageux auxiliaires. Réduits, en effet, à déplorer le sort des congrégations religieuses, vous avez fait au moins ce qui était en votre pouvoir pour que ceux qui n'ont pas moins mérité de l'État que de l'Église ne succombassent pas sans être défendus. En ce moment-ci, autant que les lois le permettent, vos plus vives sollicitudes et toutes vos pensées vous portent à procurer à la jeunesse les facilités d'une bonne éducation. Quant à ces projets, que plusieurs préparent contre l'Église, vous n'avez pas non plus manqué de montrer combien ils seraient pernicieux à la société elle-même. Et en tout cela, personne ne pourra vous accuser avec raison, soit d'être mus par quelque considération humaine, soit de faire de l'opposition à l'état de choses établi : parce que, en effet, quand il s'agit de l'honneur de Dieu, quand le salut des âmes est en péril, votre devoir est de prendre la défense et la protection de toutes ces choses.

Continuez donc prudemment et fermement à vous acquitter de votre charge épiscopale, à enseigner les préceptes de la céleste doctrine, et à montrer au peuple le chemin à suivre dans cette

grande iniquité des temps. Il faut qu'il n'y ait entre tous qu'un même esprit, qu'un même but, et, puisque la cause est commune, qu'une même manière d'agir. Veillez à ce qu'il ne manque nulle part d'écoles où les élèves soient le plus soigneusement instruits de la science des biens célestes et de leurs devoirs envers Dieu, où ils apprennent à connaître à fond l'Église et l'écoutent assez pour comprendre et penser qu'ils doivent être prêts à tout supporter pour sa cause. La France est riche en exemples d'hommes illustres qui, pour la foi catholique, n'ont refusé d'endurer aucune épreuve, ni même la perte de leur vie. Dans cette tourmente même que Nous venons de rappeler, il y a eu beaucoup d'hommes d'une foi invincible qui ont maintenu par leur courage et leur sang l'honneur national. Et dans notre temps même, Nous voyons en France le courage se suffire à lui-même, grâce à Dieu, au milieu des embûches et des dangers.

Le clergé remplit son ministère, et avec cette charité qui est le propre des prêtres, toujours prompte et industrieuse à venir en aide au prochain. Des laïques en grand nombre professent publiquement et intrépidement la foi catholique ; ils témoignent à l'envi, de beaucoup de manières et souvent, leur dévouement envers ce Siège Apostolique ; ils pourvoient, à grands frais et avec zèle, à l'éducation de la jeunesse ; ils subviennent aux nécessités publiques avec une libéralité et une bienfaisance admirables.

Mais ces biens, qui sont d'un heureux présage pour la France, il faut non seulement les conserver, mais les accroître par un commun zèle et avec toute la persévérance du dévouement. Avant tout, il faut faire en sorte que le clergé s'accroisse de plus en plus par des recrues abondantes d'hommes dignes. Que l'autorité de leurs pontifes soit sacrée pour les prêtres, et qu'ils tiennent pour certain que le ministère sacerdotal, s'il ne s'exerce sous le magistère des évêques, ne peut être ni saint, ni vraiment utile, ni honoré. Enfin il est nécessaire que des laïques d'élite, ceux à qui l'Église, leur commune mère, est chère et dont les discours comme les écrits pourront être d'une grande utilité pour la sauvegarde des droits catholiques, s'emploient activement à la défense de la religion. Pour obtenir ces heureux résultats, l'accord des volontés et la conformité d'action sont nécessaires.

Or, les ennemis ne désirent rien de plus que les divisions des catholiques entre eux ; que ceux-ci donc se persuadent qu'ils

doivent éviter par-dessus tout les dissensions, en se rappelant cette parole divine que « tout royaume divisé contre lui-même sera ruiné. » S'il faut, pour la concorde, que quelqu'un renonce à son opinion et à son jugement, qu'il le fasse volontiers, en vue de l'utilité commune. Que ceux qui s'emploient à écrire s'efforcent instamment de conserver en toutes choses cette paix des esprits ; qu'ils préfèrent en outre à leurs propres avantages ce qui convient à l'intérêt commun ; qu'ils défendent les entreprises communes ; qu'ils obéissent volontiers à la direction de ceux que « l'Esprit-Saint a placés comme évêques pour régir l'Église de Dieu », et révérent leur autorité, et qu'ils n'entreprennent rien à l'encontre de la volonté de ceux qu'il est nécessaire de suivre comme chefs, quand on combat pour la religion.

Enfin, selon ce que l'Église a toujours fait dans les circonstances difficiles, que le peuple entier, sous votre autorité, ne cesse de prier et de supplier Dieu pour qu'il tourne ses regards vers la France et pour que sa miséricorde triomphe de sa colère. Maintes fois, la Majesté divine a été violée par cette licence de parler et d'écrire, et ils ne manquent pas ceux qui, non seulement répudiaient avec ingratitude les bienfaits de Jésus-Christ, sauveur des hommes, mais qui, par une ostentation d'impiété, proclament même qu'ils ne veulent pas reconnaître la puissance de Dieu. Il faut absolument que les catholiques, par un grand zèle de foi et de piété, compensent cette perversité de pensées et d'actions ; il faut qu'ils attestent publiquement qu'ils n'ont rien de plus à cœur que la gloire de Dieu et qu'ils n'ont rien de plus cher que la religion de leurs pères. Que ceux-là surtout qui, plus étroitement attachés à Dieu, vivent dans les cloîtres des monastères, s'excitent aujourd'hui plus généreusement à la charité, et qu'ils s'efforcent, par une humble prière, par des mortifications volontaires et par leur dévotion, de nous rendre Dieu propice. Par ces moyens et avec le secours de Dieu, il adviendra, Nous en avons confiance, que ceux qui sont dans l'erreur viendront à résipiscence, et que le nom français refleurira dans son ancienne grandeur.

Dans tout ce que Nous avons dit jusqu'ici, Vénérables Frères, reconnaissez Notre cœur paternel et la grandeur de l'amour que Nous portons à toute la France. Aussi Nous ne doutons pas que ce témoignage même de Notre grande sollicitude ne serve à con-

firmer et à augmenter cette nécessité salutaire de l'union entre la France et le Siège Apostolique qui a procuré en tout temps de si nombreux et si grands biens pour leur commune utilité.

Dans la joie que Nous donne cette pensée, Nous vous souhaitons, Vénérables Frères, à vous et à vos concitoyens, la plus grande abondance des dons célestes, et Nous vous donnons très tendrement dans le Seigneur la bénédiction apostolique, comme gage de ces dons et comme témoignage de Notre particulière bienveillance.

Donné à Rome, près Saint-Pierre, le VIII février de l'an MDCCCLXXXIV, sixième année de Notre Pontificat.

LÉON XIII, PAPE.

QUATRIÈME PARTIE

CHRONIQUE

ALLEMAGNE

Un des chefs du parti national libéral, le député Lasker, est mort aux États-Unis au commencement du mois de janvier dernier. La Chambre des représentants de Washington a voté la résolution suivante :

Quarante-huitième Congrès, première session, Congrès des États-Unis, Chambre des représentants, 9 janvier 1884.

M. Ochiltree a présenté la motion suivante, qui a été adoptée :

La Chambre déclare qu'elle a appris avec une profonde douleur la mort de l'éminent homme d'État allemand Édouard Lasker et que cette perte doit être déplorée non seulement par ses compatriotes, chez lesquels son énergique et constante affirmation d'idées progressives et libérales et son dévouement à ses idées ont essentiellement contribué au progrès social, politique et économique de sa nation, mais encore par les amis de la liberté dans le monde entier. Elle décide qu'une copie de ses déclarations sera transmise à la famille du défunt ainsi qu'au ministre des États-Unis, accrédité dans la capitale de l'empire d'Allemagne, afin qu'il les communique, par la voie régulière, au président de l'Assemblée législative dont Édouard Lasker était membre.

Signé : B. CLARK junior, *secrétaire*.

Cette résolution a été transmise au Gouvernement allemand par le ministre des États-Unis à Berlin. Voici la lettre adressée à ce sujet par le prince de Bismarck à M. Eisendecker, ministre de l'Empire allemand à Washington (1) :

Friedrichsruhe, 9 février 1884.

Le ministre des États-Unis d'Amérique a, par une note ci-jointe du 1^{er} de ce mois, envoyé ici le texte également ci-annexé d'une résolution de la Chambre des représentants américaine, en date du 9 janvier, dans laquelle les regrets de la Chambre, à propos de la mort du docteur Édouard Lasker, sont exprimés. Tout hommage

(1) Elle est publiée dans le *Journal officiel* de l'Empire allemand du 20 février.

rendu aux qualités personnelles d'un Allemand à l'étranger ne peut que flatter notre sentiment national, surtout lorsque cet hommage émane d'une Assemblée aussi éminente que la Chambre des représentants des États-Unis. Aussi aurais-je accueilli avec gratitude la communication de M. Sargent, ministre des États-Unis, et prié S. M. l'Empereur de m'autoriser à la présenter au Parlement impérial, si la résolution du 9 février ne contenait pas en même temps une appréciation sur la direction et les résultats de l'activité politique du député Lasker, appréciation qui est en contradiction avec mes convictions.

La résolution a dit à propos du défunt, que « *his firm and constant exposition of free and liberal ideas have materially advanced the social, political and economic condition of those people.* » D'après ce que je sais du développement politique et économique du peuple allemand, je ne puis admettre cette appréciation comme une de celles qui s'accordent avec les faits que j'ai vécus. Je n'oserais pas opposer ma propre appréciation à celle d'une assemblée aussi illustre que la Chambre des représentants des États-Unis, si, en ce qui concerne la politique intérieure de l'Allemagne, je n'avais acquis par une participation active à cette politique, pendant plus de trente ans, une expérience qui m'encourage à attribuer à mon jugement, en cette matière, une certaine autorité. Je ne puis me résoudre à demander à Sa Majesté l'Empereur l'autorisation nécessaire pour communiquer la résolution de la Chambre des représentants des États-Unis au Parlement de l'empire allemand, parce que par là je devrais m'approprier officiellement et défendre auprès de Sa Majesté une appréciation qu'il m'est impossible de considérer comme exacte. J'invite Votre Excellence à faire connaître, en lui en donnant lecture, cette communication à M. le secrétaire d'État Frelinghuysen et à lui en laisser copie ; et aussi, en l'assurant de mes regrets de n'avoir pu répondre au vœu qui m'était exprimé, à lui rendre l'expédition officielle de la résolution de la Chambre des représentants.

Signé : VON BISMARCK.

AUTRICHE-HONGRIE.

Autriche. — La Chambre des députés a adopté le 22 février le projet de loi concernant l'abolition des juridictions consulaires en Tunisie ; elle a également approuvé, à une grande majorité, le texte de la convention commerciale passée avec la France.

Elle a voté ensuite une résolution invitant le Gouvernement à s'entendre avec la France pour faire admettre au bénéfice de la nou-

velle convention tous les pays, tels que l'Herzégovine et la Bosnie, qui sont compris dans la zone douanière de l'Autriche-Hongrie. Le ministre du commerce a déclaré que cette extension du traité était convenue d'avance.

Hongrie. — *Chambre des députés. — Séance du 24 février. — Traité de commerce conclu avec la France.*

Le rapporteur, *comte Bethlen*, recommande l'adoption du projet.

Les négociations, dit-il, ont traîné en longueur, parce que le Gouvernement s'est efforcé d'obtenir de nouvelles faveurs pour notre importation de bétail en France. Ce but, vu le point de vue prohibitionniste auquel on se place en France, et vu la circonstance que ce pays se considère comme engagé vis-à-vis de l'Angleterre, n'a pu être atteint qu'en partie. C'est pourquoi, cette fois encore, on n'a pas conclu de traité de commerce définitif, mais seulement une convention provisoire qui, comparée à l'éclat de choses actuel, est en tout cas un succès. Les négociations, tendant à la conclusion d'un traité de commerce définitif, continuent du reste, et il y a lieu de supposer qu'elles aboutiront ; aussi n'a-t-on pas fixé de délai pour l'expiration de cette convention provisoire.

Le député *Helfy*, tout en adoptant le projet, demande que la Hongrie, dans son propre intérêt, introduise vis-à-vis de l'Autriche, après l'expiration de l'union douanière actuelle, le système prohibitif, ou établisse des barrières douanières. Il critique, en outre, l'expression « Gouvernement impérial et royal, » qui serait peu conforme à la situation de la Hongrie, au point de vue du droit public.

Le ministre-président, *M. de Tisza*, répliquant au discours du député *Helfy*, expose que, à son avis, le système prohibitif serait précisément, pour l'économie nationale en Hongrie, le plus dangereux. Il ne pourrait se décider à en venir là que dans le cas où décidément le système actuel ne pourrait être maintenu, même à des conditions convenables, sans que les intérêts économiques du pays en souffrent gravement. Pour ce qui est des relations avec d'autres pays, en ce qui concerne l'importation de bétail de Hongrie, le ministre considère comme justifiée une politique soucieuse, avant tout, des intérêts de la Hongrie. Il regrette également, à vrai dire, que l'importation d'animaux vivants en France n'ait pu être assurée, et ne croit pas qu'un arrangement dans ce sens intervienne de sitôt ; toutefois, l'importation des moutons, accordée par le Gouvernement français, constitue déjà un notable avantage, et l'on peut espérer que le dommage résultant de l'impossibilité d'importer des animaux vivants sera compensé, au moins en partie, par l'importation de viandes, de peaux et de matières animales. Quant au terme « Gouvernement impérial et

royal », il se trouve, non pas dans le texte de la loi, mais bien dans une note diplomatique, ce qui pourrait d'autant moins porter préjudice aux droits du pays, que les énonciations des ministres communs relatives aux traités de commerce et avant d'avoir demandé l'assentiment provisoire des deux Gouvernements, n'ont aucun caractère obligatoire. Bien qu'il ne puisse voir là, du reste, aucun inconvénient au point de vue international, il est pourtant tout disposé à proposer un arrangement, afin que, désormais, ces notes soient rédigées d'une manière correcte et excluant tout malentendu.

Le comte Albert Apponyi considère, en général, comme incorrecte l'expression « Gouvernement impérial et royal », d'autant plus qu'il s'agit de questions matérielles ne rentrant pas dans les affaires communes des deux moitiés de la monarchie. Il ne suppose pas, du reste, de mauvaise intention. Le comte Apponyi se déclare satisfait des déclarations du ministre président et accepte le projet de loi.

Le ministre président, M. de Tisza, constate que le ministre des affaires étrangères a toujours tenu compte avec empressement de toutes les demandes formulées par la Hongrie. Le projet est ensuite adopté à l'unanimité.

— Le 25 février, la *Chambre des magnats* a adopté la convention à l'unanimité.

ESPAGNE

Chambre des députés. — Séance du 14 janvier 1884.

M. Posada Herrera déclare que l'Espagne désire être amie avec toutes les Puissances, mais qu'elle ne veut d'intimité avec aucune.

M. Castelar soutient que l'Espagne a un caractère essentiellement démocratique ; il faut donc qu'elle s'organise démocratiquement. Si la monarchie repousse la démocratie et si les monarchistes sont imprudents, la République sera bientôt inévitable. L'orateur explique ensuite la conduite des possibilistes ; il rappelle leur programme bienveillant envers M. Sagasta, tout en conservant leurs idées républicaines. M. Castelar est partisan d'une armée disciplinée et des privilèges de l'Église catholique. On triomphe, dit-il, des colères par les moyens légaux et non par la violence. Il parle en faveur de la constitution de 1869 et dit que les constitutionnels ont manqué à leurs promesses. Ils ont suivi les inspirations des centralistes, et ces derniers, par leurs idées réactionnaires, ont donné naissance à la gauche dynastique. M. Castelar en terminant annonce qu'il examinera demain la politique extérieure du cabinet Sagasta et le voyage du roi en Allemagne.

Séance du 15 janvier.

M. Castelar, en prenant la parole, dit que dans son discours de la veille il a été bienveillant pour le ministère précédent et qu'il le sera aussi pour le ministère actuel.

Dans l'ancienne Sainte-Alliance, le principe de la monarchie traditionnelle de la France était admis. Dans l'alliance moderne, il a été remplacé par le principe d'une démocratie influente. La France, par sa situation géographique, exerce une action sur l'Europe entière. Si la France a un gouvernement réactionnaire, l'Europe deviendra réactionnaire. Si, au contraire, la démocratie est au pouvoir, l'Europe sera démocratique. La France représente le monde dans chaque pas fait dans la voie du progrès. Charlemagne personnifie l'initiative de la France. Napoléon personnifie le principe de la Révolution. Le gouvernement de l'Espagne ne peut jamais être antifrçais. L'Allemagne craint les idées démocratiques répandues en France et cherche tous les moyens de se défendre contre l'invasion de ces idées.

Le voyage d'un roi d'Espagne en France et la cause de la guerre d'indépendance. Le voyage du roi Alphonse en Allemagne a été inopportun et inconsideré, et un Bourbon ne devait pas aller en Allemagne assister à une fête de famille. L'Espagne ne doit pas chercher les aventures guerrières, ni seule, ni avec des alliés ; elle est encore en convalescence et non exempte de toute rechute ; elle a besoin de travail et de repos, et n'a pas à s'immiscer dans les questions existant entre la France et l'Allemagne. L'orateur rappelle que la seule annonce du voyage du roi produisit des défiances. Il demande des explications sur les causes qui motivèrent la froide réception faite au roi Alphonse en Allemagne et compare les fêtes données à Madrid en l'honneur du prince Frédéric-Charles avec celles qui ont eu lieu en Allemagne en l'honneur d'Alphonse XII. *M. Castelar* exprime ensuite le regret que le roi n'eût pas revêtu les insignes de la Toison-d'Or au banquet offert par l'empereur Guillaume et trouve que le toast porté par ce souverain était insuffisant pour l'ancienne monarchie espagnole. « L'empereur, dit-il, aurait dû ajouter en portant son toast : « A la plus glorieuse des monarchies ! » Je regrette, en conséquence, que les ministres aient consenti au voyage du roi, qui a été reçu comme un roi de Serbie. »

Le président, interrompant l'orateur, dit : « Rappelez-vous que le roi représente la patrie que vous aimez tant. »

M. Castelar reprend : Je soutiens que les ministres espagnols devaient demander des explications à ce sujet aux ministres allemands.

Les ministres n'auraient jamais dû approuver ce voyage, car il offrait trop de dangers. Le roi ne devait pas, à son retour, passer par

la France, après la distinction dont l'avait honoré l'empereur d'Allemagne.

L'orateur rappelle les événements dont Paris fut le théâtre le 29 septembre et les explications qui furent fournies au roi par le Président de la République. M. Castelar dit qu'après le dîner du roi Alphonse à l'Elysée, le ministre d'Espagne ne devait pas demander d'autres explications, car partager le pain et le sel signifie amitié. Si vous étiez offensé, dit M. Castelar, pourquoi ne demandiez-vous pas des explications immédiates ? Si vous ne l'étiez pas, pourquoi en demandiez-vous plus tard ?

L'orateur soutient que les Espagnols font moralement partie de la France, car le commerce, l'industrie, les finances de l'Espagne sont l'objet de transactions continuelles avec la France. Il affirme que le pouvoir de la France est indispensable à l'équilibre européen. Il croit que la nécessité d'une alliance occidentale contre la Russie se fera un jour sentir. Aucune guerre ne paraît logique entre les nations occidentales de l'Europe. Il se déclare partisan du désarmement de l'Europe, car elle se ruine. L'Allemagne est obligée d'avoir recours à l'impôt progressif, qui est une mesure socialiste. Il faut résoudre les questions européennes, afin d'obtenir que l'Allemagne désarme.

Le *marquis de la Vega de Armijo* déclare qu'il ne croit pas que l'Espagne doive suivre une politique d'aventures, mais elle ne peut pas rester isolée en Europe et en Amérique : le passé doit lui servir de leçon. L'orateur affirme formellement qu'aucun document n'existe capable de compromettre l'Espagne dans une alliance étrangère. Il espère qu'un jour viendra où elle sera admise dans le concert européen. L'attention de l'Espagne ne doit pas s'écarter de l'Afrique. L'Espagne ne doit pas non plus renoncer à l'archipel Soulou, qui est l'avant-garde des îles Philippines ; elle doit fortifier les Antilles, car elles acquerront une grande importance après l'ouverture du canal de Panama. L'orateur déclare que le voyage du roi Alphonse à l'étranger n'a pas eu pour but une alliance quelconque, mais il a été inspiré au roi seulement par le désir de visiter l'Autriche, l'Allemagne, la Belgique et la France, et il a regretté que le temps lui ait manqué pour visiter l'Angleterre et l'Italie et se mettre ainsi en rapport avec l'Europe moderne. L'orateur dit qu'aucune question n'existait avec la France au moment du départ du roi. Quant à lui, il n'a jamais été l'ennemi de la France et il en appelle, à ce sujet, aux divers représentants de la France à Madrid. Ni l'empereur d'Allemagne ni le roi Alphonse n'avaient cru que la nomination du roi comme colonel de uhlands dût mortifier les Français. Il ajoute que l'unique grade vacant était celui de colonel de uhlands.

M. de Armijo loue ensuite la conduite tenue depuis plusieurs

années par l'Allemagne à l'égard de l'Espagne. Il rappelle que c'est l'Allemagne qui a pris l'initiative de reconnaître le gouvernement dictatorial du maréchal Serrano. D'autres faits encore prouvent la sympathie des Allemands pour l'Espagne, même avant l'avènement du roi Alphonse. Relativement à la politique française à l'égard de l'Espagne, l'orateur dit que les premiers cabinets de la République ont protégé les carlistes sur la frontière, mais que les cabinets suivants ont agi avec une loyauté qui mérite la reconnaissance des libéraux. Parlant des événements qui se sont passés le 29 septembre à Paris, l'orateur déclare que, M. Grévy ayant fourni des explications au roi Alphonse, et ayant dit que la France ne devait pas être confondue avec ceux qui avaient offensé le roi, le gouvernement espagnol n'avait demandé après cela aucune explication. Les négociations qui ont eu lieu après le retour du roi Alphonse à Madrid n'ont été que la conséquence des explications données par M. Grévy à Paris.

M. Castelar, répondant à M. Vega de Armijo, dit qu'aucun prince français, Bourbon ou Orléans, n'avait jamais accepté une nomination de colonel allemand, quoique quelques-uns de ces princes soient alliés aux familles royales d'Allemagne. Il rappelle que Victor-Emmanuel refusa une nomination de ce genre, parce qu'il ne pouvait pas accorder une pareille faveur aux princes étrangers, des titres de colonels honoraires n'existant pas en Italie. Le roi Alphonse aurait dû faire la même réponse. M. Castelar rappelle que c'est un régiment de uhlans qui a pillé dans les environs de Paris le château de la reine Isabelle.

Le *Ministre de l'intérieur*, prenant la parole, déclare que les incidents du 29 septembre sont le résultat de l'antagonisme qui existe entre la France et l'Allemagne. L'Espagne a noblement fait son devoir. Il affirme que l'empereur d'Allemagne n'avait aucun sentiment d'hostilité envers la France en nommant le roi colonel de uhlans.

Parlant ensuite des questions intérieures, le ministre fait appel à la conciliation des membres du parti libéral. Il déclare que, si la majorité accepte une transaction, le cabinet donnera sa démission, afin que le roi puisse former un cabinet avec les éléments de l'ancienne majorité et la gauche ministérielle.

ÉTATS-UNIS

La Chambre de commerce de New-York a adressé, au mois de janvier, au président Arthur une adresse réclamant la reconnaissance du pavillon de l'Association internationale au Congo et la neutralité du cours du Congo et des territoires riverains.

Voici le texte de ces résolutions :

Résolu — comme étant l'opinion de cette Chambre — qu'il appar

tient au Gouvernement des États-Unis, par ses représentants accrédités, de faire savoir au Gouvernement portugais non seulement qu'il ne reconnaît pas, mais qu'il nie le droit de celui-ci d'entraver la libre navigation du Congo : que la découverte de ce grand cours d'eau dans l'intérieur de l'Afrique centrale n'est pas due au Portugal, mais aux travaux d'un explorateur n'agissant pas dans l'intérêt d'une nationalité en particulier, et que l'entrée, il y a quatre cents ans, des Portugais dans l'embouchure du Congo, n'ayant pas été suivie d'une occupation réelle et continue, ne peut donner à cette nation un droit territorial sur la rivière ou sur les contrées riveraines.

Résolu — que la reconnaissance par le Gouvernement des États-Unis du pavillon de l'Association Africaine Internationale qui flotte aujourd'hui sur vingt-deux établissements au cœur de l'Afrique, ne sera que la reconnaissance du fait que l'Association, en vertu de droits à elle cédés par des chefs africains indépendants, étend son autorité sur une grande partie de l'Afrique pour la protection des biens et des personnes, l'extinction du commerce des esclaves, etc., et il est recommandé au président d'envoyer un agent accrédité au Congo pour conférer avec cette Association dans le but d'adopter telles mesures qu'il conviendra pour assurer aux citoyens américains la liberté des relations commerciales le long du fleuve et par l'intermédiaire des divers établissements ou stations créés par l'Association.

FRANCE

Sénat. — Séance du 30 décembre 1883.

Discussion sur le projet de loi portant ouverture d'un crédit de neuf millions pour le Tonkin.

La discussion est ouverte sur les demandes de crédits pour le Tonkin.

Le duc de Broglie s'est exprimé de la manière suivante :

Messieurs les sénateurs, je demande au Sénat la permission d'exposer aussi brièvement que je le pourrai, les raisons qui ne permettent, ni à moi ni à un grand nombre de mes amis, de nous associer au vote qui vous est demandé. Personne, je le pense, ne nous fera l'injure de croire que nous soyons moins sensibles que d'autres au souci de l'honneur de nos armes et au prestige du nom français ! Personne ne croira non plus que nous soyons moins pressés d'envoyer nos encouragements aux braves soldats qui combattent dans ces terres lointaines sous le drapeau de la France.

C'est un genre de reproche que je n'ai jamais fait à mes adversaires ;

l'estime que nous nous devons les uns aux autres me permet de penser que je n'aurai pas à m'en défendre.

Aussi, si nous étions la majorité de cette Assemblée, si nous pouvions régler à notre gré l'ordre de nos délibérations, nous commencerions par consacrer par un vote unanime les subsides nécessaires pour l'entretien de nos troupes, et dès le lendemain, nous déciderions, par un nouveau vote, quelle serait la main qui devrait être chargée de mener à fin cette grave affaire si compromise (Interruptions à gauche. — Très bien ! très bien ! à droite) et à qui nous devrions confier les fonds qui seraient votés.

Mais, minorité que nous sommes, et minorité très peu écoutée, nous n'avons d'autre manière que le vote que nous allons émettre pour nous dégager de la responsabilité d'une décision qui, quoi qu'on fasse, de quelque commentaire qu'on l'accompagne, de quelque réserve qu'elle soit précédée ou suivie, sera toujours l'approbation de la conduite passée du Gouvernement, en même temps qu'un blanc-seing donné pour continuer la même conduite, d'après les mêmes errements. Le double crédit qui vous est demandé a évidemment ces deux caractères. Par le premier, vous ratifiez le passé, et par conséquent vous l'approuvez. Par le second, vous assurez l'avenir et vous donnez au Gouvernement la facilité de persévérer dans la conduite qu'il a tenue.

L'approbation du passé : notre jugement conforme, je le crois, à celui de l'opinion publique, ne nous permet pas de la donner. Le blanc-seing pour l'avenir : l'intérêt et le péril national nous font un devoir plus étroit encore de nous y refuser.

Je voudrais être sobre de réflexions rétrospectives ; le rapport de notre Commission nous y a engagés, et je suivrai volontiers son exemple. Je sens combien le Sénat, aussi bien que le public, est fatigué des récriminations qui se sont produites durant ces derniers mois. La longue discussion de la Chambre des députés, la lecture des pièces nombreuses qui ont été distribuées, les commentaires qui ont été donnés à la tribune, paraissent avoir épuisé le sujet, en même temps que lassé l'attention générale. Je prie le Sénat de croire que je n'éprouverais pas à m'étendre de nouveau sur les faits déjà connus, autant d'ennui qu'il en aurait à m'écouter. Il n'est pas possible, pourtant, puisque c'est le passé même qui motive notre désapprobation et par conséquent notre refus de confiance, de ne pas indiquer en quelques mots ce que nous trouvons à y reprendre. Mais, pour m'y arrêter le moins possible, je ne chercherai dans ces faits passés que ceux qui sont précisément, directement imputables au Gouvernement qui est sur ces bancs. Je m'abstiendrai de rappeler les préliminaires du débat actuel ; je ne parlerai pas de la politique coloniale dans son ensemble,

je ne remonterai pas jusqu'au traité de 1874 et n'en examinerai ni les conséquences ni le caractère. Je laisserai de côté tout ce qu'on peut reprocher aux prédécesseurs du ministère. Il nous suffit, et amplement, pour motifier notre refus de confiance, des actes dont il porte la responsabilité seul et ne peut la rejeter sur personne. Et parmi les actes personnels du Gouvernement, je ne relèverai que les fautes, je ne dirai pas dont il convient lui-même, mais celles qui lui ont été reprochées avant moi par ses propres amis, par ceux même qui, à la Chambre des députés, lui ont accordé un vote de confiance très étendu, mais qui l'avaient fait précéder, comme on sait, de critiques souvent très saisissantes. Ce sont les mêmes critiques qui sont assez clairement désignées dans le rapport de votre Commission.

Enfin, pour que le débat ne puisse se prolonger, j'appuierai ces divers reproches sur la comparaison de trois témoignages incontestables : les documents que le Gouvernement nous a fait distribuer lui-même, les assertions qu'il a portées à la tribune, les événements qui sont venus confirmer ou démentir ces assertions.

En comparant, en effet, ces trois ordres de témoignages, il est impossible de ne pas connaître que les assertions portées à la tribune par les membres du Gouvernement n'ont jamais été conformes aux renseignements et aux informations qu'il faisait à la même date. Et il est plus facile encore de montrer que jamais les faits qui ont suivi n'ont confirmé ni justifié ces assertions. En sorte qu'à chaque phase de la question, on se demande si le Gouvernement a plus manqué de franchise que de prévoyance, s'il a induit volontairement le pays en erreur, ou s'il y est tombé lui-même involontairement ; s'il a plus grandement pu tromper le pays ou s'il s'est plus grossièrement trompé lui-même. Défaut de franchise ou défaut de prévoyance, telle est l'alternative dont il ne peut absolument pas sortir.

Parlons-nous d'abord en effet de la conduite des opérations militaires ? Il faut bien convenir que leur marche jusqu'ici n'a pas été rapide, puisque nous attendons seulement d'ici quelques jours avec autant d'impatience, je vous prie de le croire, que le Gouvernement, le premier succès de quelque importance qui soit obtenu. Personne ne conteste, je crois, que ce retard est principalement dû à l'insuffisance des moyens d'action employés.

C'est un aveu que tous les amis du Gouvernement ont fait à la tribune, et que lui-même n'a pas absolument contesté. Et c'est à cette insuffisance que le rapport de votre commission fait, je crois, allusion, quand il nous parle des hésitations, des tergiversations, des demi-mesures qui ont compromis trop longtemps le succès de notre entreprise et auxquelles il nous demande avec instance de renoncer.

Eh bien ! le Gouvernement a-t-il pu ignorer cette insuffisance ?

Quand il demandait, le 24 mai dernier, le faible crédit de 6 millions qui, dès le premier jour, a surpris tout le monde par son exigüité, croyait-il réellement qu'il préparait ainsi une force égale à la tâche qu'il avait à remplir ?

Comment aurait-il pu le croire, quand le Livre jaune lui-même nous apprend que, six mois seulement auparavant, l'honorable rapporteur de la commission, alors ministre de la marine, avait évalué au double la quantité d'argent et le nombre d'hommes nécessaires pour l'expédition dont il avait formé le projet ? C'est ce qui résulte de la lettre adressée en septembre 1882 à son collègue des affaires étrangères, qui en fit alors, si je suis bien informé, l'objet d'une délibération du conseil. Comment ce qui paraissait insuffisant en septembre 1882, eût-il été suffisant en mai 1883 ? Et le deuxième envoi, celui qui a eu lieu dans l'intervalle de nos sessions sans aucun vote, et sans aucun contrôle du Parlement, pouvait-on croire davantage qu'il pût suffire ? Encore une fois, comment cette croyance eût-elle été possible, quand — c'est encore le Livre jaune qui nous l'apprend — le général Bouët, commandant nos forces militaires, et pouvant apprécier sur place ce qui lui était nécessaire, avertissait, le 20 août, qu'à moins qu'on ne lui envoyât une division tout entière, avec ses armes et son matériel, il ne pouvait répondre du succès ? C'est précisément ce qu'on nous propose de faire aujourd'hui, et si le Gouvernement reconnaît aujourd'hui cette nécessité, comment pouvait-il la méconnaître, il y a trois mois à peine ?

D'où vient donc que, muni de telles informations, il persistait à y rester sourd ? D'où vient qu'il faisait dire par tous ses organes, à la tribune quand elle était ouverte, et dans les journaux en l'absence des Chambres, que les moyens d'action, dont il savait si bien l'insuffisance, répondaient pourtant à tous les besoins ? Était-ce pour faire illusion au pays ? Était-ce une infatuation dont il fut lui-même la dupe ? Et quand il vient aujourd'hui demander les forces dont il aurait dû se pourvoir hier, que devons-nous dire ?

Devons-nous dire qu'il a manqué hier de franchise ou de prévoyance ?

Vous voyez, j'en reviens toujours au même point : ou il nous a trompés, ou il s'est trompé lui-même. Il faut choisir, mais il n'a que le choix entre les deux suppositions. (Très bien ! à droite.)

Chaque détail des opérations suggère la même réflexion que l'ensemble. Je ne citerai encore ici qu'un très petit nombre de faits. Mais personne ne doute que parmi les causes qui ont retardé le succès de nos opérations militaires, il faille compter, et au premier rang, l'étrange disposition qui a donné à un commissaire civil, sans compétence et sans expérience, une part et une part prépondérante dans le commandement des troupes. Le Sénat ne me contredira pas à cet

égard, car cette disposition, vous vous le rappelez, messieurs, cette disposition, singulière entre toutes, on l'avait voulu insérer dans la loi même qui décidait l'expédition. C'est vous, ce sont vos sages observations, c'est votre vote formel qui a obligé le Gouvernement à l'effacer de la loi, sans qu'il ait pourtant renoncé, dans l'application, à faire lui-même le choix qu'il avait désigné. Nul doute que cette disposition n'ait causé une partie de nos mécomptes.

Les hésitations, les tiraillements, si je puis ainsi parler, qui sont résultés de ce partage inégal d'autorité, ont ralenti et compromis le succès des meilleures mesures.

Et quand on demandait, quand votre commission demandait au Gouvernement le motif qui le déterminait à une disposition si surprenante, vous vous rappelez ce qu'il répondait : les opérations militaires seront très courtes et le rôle de l'administration civile ne se fera pas attendre. (Mouvement à droite.)

Que faut-il croire ? Et est-ce sérieusement et sous l'empire d'une illusion véritable que l'honorable M. Challemel-Lacour tenait un tel langage ? croyait-il de bonne foi que notre expédition militaire ne serait qu'une promenade, et que dès le lendemain on pourrait administrer le Tonkin comme un département français ? (Sourires approbatifs à droite.)

Où, s'il ne le croyait pas, cédait-il seulement à quelque sollicitation parlementaire, ou bien à cette idée systématique, à cette manie qui prévaut aujourd'hui dans certains esprits, et qui tend à substituer partout, même dans les colonies les moins faciles pour s'en accommoder, le régime civil au régime militaire ? Faites la supposition que vous voudrez : elle aboutira toujours à la même alternative : l'erreur involontairement subie ou volontairement imposée au Parlement. (Très bien ! très bien ! à droite.)

J'en dirai autant de ce qui s'est passé à l'égard du seul fait militaire un peu éclatant qui ait honoré nos armes pendant ces six mois : la prise et le bombardement de Hué. Vous vous le rappelez peut-être, quelques jours avant notre séparation, le 24 juillet dernier, je me permis de demander à M. le ministre des affaires étrangères d'alors quel était l'état de nos relations avec le royaume d'Annam, si nous étions en paix ou en guerre avec le roi Tu-Duc. La réponse que j'obtins ne fut ni très claire ni très suffisante. Je n'en rapportai aucune lumière bien précise sur le point que j'avais cherché à éclaircir. Mais M. Challemel-Lacour voulut bien au moins me donner l'assurance que si nous passions à l'égard de l'État d'Annam de l'état mal défini, où nous étions, à un état de guerre déclarée, le Parlement serait appelé à sanctionner ce changement.

« Si nous ne pouvions, disait-il, établir la paix dans le fleuve

Rouge sans faire sentir notre action ailleurs, nous aurions à examiner cette nécessité, et nous vous demanderions de sanctionner la résolution qui serait commandée par l'intérêt public. »

Eh bien, vous n'avez pas sanctionné ces résolutions et, trois semaines après, la ville de Hué a été bombardée. Je demande encore si, quand M. le ministre des affaires étrangères nous donnait ces assurances faciles, il savait ou il ignorait que trois semaines après il serait obligé d'y manquer. S'il le savait, pourquoi nous donner la croyance contraire? et s'il ne le savait pas, quelle imprévoyance, à trois semaines de date et à trois mille lieues de distance, de ne pas se douter qu'une opération militaire importante était imminente, peut-être nécessaire, et qu'elle serait résolue sur place par les commandants, sans qu'on eût à Paris, peut-être, le temps de la prévoir et surtout d'en demander la sanction au Parlement!

Sans être ministre et obligé d'y songer, j'en avais eu le pressentiment, et j'avais averti le ministre que, sous l'empire d'une nécessité pressante, les commandants maritimes ou militaires se passeraient peut-être de la sanction promise, et qu'il valait mieux à tout hasard les en affranchir par avance. Pourquoi donc promettre ce qu'on savait peut-être, et, en tout cas, ce qu'on devait ne pouvoir tenir? Défaut de franchise ou de prévoyance. (Très bien! très bien! à droite.)

Vous le voyez, messieurs, j'ai tenu parole et, dans cet examen sommaire du caractère de nos opérations militaires, je n'ai pas abusé des moments du Sénat.

J'irai plus vite encore en ce qui touche les négociations diplomatiques. Je n'ai qu'un fait, un seul, à établir, mais en vérité il en vaut plusieurs.

Ici, je n'ai aucune peine à ne pas faire remonter mes griefs au delà de la responsabilité du Gouvernement actuel, car, entre sa politique et celle de son prédécesseur, il y a cette fois un brusque changement de front.

La veille, en effet, de l'avènement du ministère actuel, une négociation était engagée avec le gouvernement chinois. Le lendemain, pas un jour plus tard, cette négociation était rompue. L'agent qui avait eu l'ordre de l'entamer était brusquement rappelé.

Le Sénat comprend que je ne veux pas entrer dans l'examen détaillé, et si longuement fait à une autre tribune, de ce qu'on a appelé le traité Bourée, de ses conditions et de sa valeur.

Je n'ai pas à m'occuper de savoir si ce traité aurait eu, oui ou non, l'approbation définitive du Gouvernement chinois. Je m'examinerai pas davantage quelles en étaient les clauses; peut-être même vaut-il mieux ne pas les rappeler trop en détail, de crainte que ce souvenir n'éveille quelques regrets, même sur les bancs ministériels. (Rires approbatifs à droite.)

Mais il y a un fait certain et qu'on ne peut contester, c'est que ce traité, — improprement appelé de ce nom, je le reconnais, — n'était qu'une base, un préliminaire, un projet de négociation, soumis non seulement à la ratification, mais à l'examen préalable du Gouvernement qui, n'étant engagé à rien, était parfaitement libre d'y refuser son assentiment.

L'agent, en faisant cette proposition, ne dépassait pas ses pouvoirs, pas même ses instructions. Pourquoi donc le rappeler par le télégraphe, au lieu d'opposer seulement un refus à ses propositions, et de l'engager à négocier sur de nouvelles bases ? Il n'est ni dans les usages diplomatiques, ni même, j'ose le dire, dans ceux des gens bien élevés, d'infliger un pareil traitement à un agent, pour le simple fait d'avoir soumis à son ministre une proposition qui n'est pas agréée. (Marques d'approbation sur les mêmes bancs.)

Le rappel de l'agent n'était autre chose que la rupture des négociations. (Très bien ! — C'est cela !) Ce qu'on lui reprochait, ce n'était pas d'avoir accepté telle ou telle condition, c'était évidemment d'être entré en conversation avec un mandarin chinois. (Très bien !)

Eh bien, au moment où le Gouvernement faisait cet acte, prenait une résolution d'une telle gravité, pouvait-il ignorer l'importance de l'opposition que la Chine faisait déjà alors à notre expédition du Tonkin ? Pouvait-il croire que cette opposition fût sans conséquence et qu'il serait aisé de lui imposer silence ? Est-ce que les rapports de tous ses agents sans distinction ne l'informaient pas du contraire ; je ne parle pas seulement de M. Bourée, dont le témoignage pouvait paraître suspect, mais n'était-ce pas aussi le langage de M. Reinhardt, par exemple, notre agent à Hué, qui, le 15 janvier, écrivait : Le nœud de la question du Tonkin n'est pas à Hué, mais à Pékin ?

C'est pourtant en présence de ce témoignage unanime de tous ses agents, que M. Challemel-Lacour disait au Sénat, le 2 juin : « Ou bien tout ce que disent nos agents en Chine, l'opinion unanime de tous ceux qui ont vécu dans ce pays et l'ont parcouru, tout cela ne signifie rien, tout cela est sans valeur ; ou bien il est avéré, il est certain que la Chine, sa sécurité garantie et son amour-propre mis à couvert, n'aura pas la pensée d'intervenir dans une affaire où elle n'a ni droit ni intérêt. »

Comment expliquer une telle contradiction entre la vérité des faits et les paroles du ministre ?

En tout cas, il ne devait pas le porter loin, car, quelques jours après, il fallait bien reprendre la négociation et se convaincre qu'on n'aurait pas si aisément raison ; et on sait qu'aujourd'hui elle n'est pas terminée, et qu'on regrette peut-être de ne pouvoir la reprendre au point où elle avait été si brusquement interrompue. (Très bien ! très bien ! à droite.)

Vous le voyez, messieurs, qu'il s'agisse d'opérations militaires ou de négociations diplomatiques, le spectacle et les procédés sont toujours les mêmes, et la même question se représente ! A-t-on ignoré ou a-t-on dissimulé ? A-t-on caché la vérité du jour ou ignoré celle du lendemain ? S'est-on trompé soi-même ? A-t-on trompé ceux à qui on parlait ? Voilà l'alternative. Je n'y insisterai pas davantage. (Très bien ! très bien ! sur les mêmes bancs.)

Et remarquez que ces deux ordres de fautes se complètent et s'aggravent l'un l'autre. Toutes les fois, en effet, qu'une question est engagée à la fois sur le terrain militaire et sur le terrain diplomatique, la diplomatie peut aider ou contrarier, suivant qu'elle est bien ou mal conduite, l'emploi de la force. Ici, elles se sont gênées réciproquement. Avec un adversaire comme la Chine, il y avait deux partis à prendre, deux lignes de conduite à tenir. On pouvait ou essayer de l'intimider par la force, en la plaçant subitement devant un grand fait militairement accompli, ou essayer de désarmer son opposition par des ménagements, en satisfaisant son amour-propre ou en calmant ses inquiétudes. On pouvait suivre l'une ou l'autre des deux voies. On n'a su prendre ni l'une ni l'autre, ou plutôt on a renversé les termes. On a combattu comme il fallait négocier et négocié comme il fallait combattre. (Très bien ! très bien ! à droite). On a combattu mollement et négocié rudement. (Nouvelles et vives marques d'approbation sur les mêmes bancs.)

On a été irrésolu, hésitant dans les actes, tranchant dans les paroles, et c'est ainsi qu'on est arrivé au résultat actuel qui a été d'offenser la Chine sans l'intimider et d'exaspérer les populations sans parvenir à jeter dans leurs rangs un effroi salutaire.

J'ai terminé, messieurs, en ce qui regarde la conduite passée du Gouvernement. Toute l'éloquence de M. le président du conseil ne le justifierait pas, suivant nous, ou d'avoir dissimulé ce qu'il connaissait ou de n'avoir pas su ce qu'il devait connaître. L'une et l'autre hypothèse justifient également notre défaut de confiance ; car enfin, en ce monde, messieurs, la confiance se fonde sur l'une ou l'autre de ces deux choses : ou sur le caractère ou sur l'esprit, sur la sincérité des paroles ou sur la supériorité des lumières. Mais quand ces deux qualités font également défaut, quand ceux qui nous trompent se sont trompés eux-mêmes, quand ils nous ont engagés dans une voie sans nous dire où ils nous menaient et qu'ils reviennent ensuite à moitié chemin sur leurs pas, en convenant qu'ils se sont égarés, sur quelle base, sur quel élément voulez-vous que repose la confiance ?

Je sais bien qu'on nous dit que tous ces reproches sont rétrospectifs, que nous commençons à partir d'aujourd'hui une ère nouvelle. C'est à peu près ce que nous fait espérer le rapport de l'honorable amiral

Jauréguiberry : Le temps des demi-mesures, nous dit-il, est fini. A partir d'aujourd'hui, on va agir avec vigueur, et la confiance qu'on nous permet de ne pas trouver justifiée dans le passé, on nous la demande pour l'avenir.

Eh bien, messieurs, nous ferions bien volontiers cette concession, et en quelque sorte ce nouveau bail, si nous voyions devant nous une route simple, droite, aisée à parcourir, où nous n'aurions plus qu'à marcher d'un pas ferme et résolu ; si nous n'avions pas à craindre du Gouvernement dans cette phase nouvelle, en face de difficultés égales à celles qu'il a déjà rencontrées, sinon plus grandes encore, le retour des mêmes fautes qui ont amené les embarras de la situation présente.

Si, par exemple, nous étions dans une guerre ouverte et déclarée, sur un champ de bataille circonscrit et connu, où il n'y eût plus qu'à faire avancer des armées et à attendre le résultat des combats, pour proposer et conclure la paix, une paix dont les conditions seraient d'avance arrêtées dans tous les esprits, on pourrait se taire et attendre, car ce serait à l'armée plus qu'au Gouvernement qu'on donnerait son vote de confiance.

Mais nous sommes loin, messieurs, d'une situation aussi simple. L'obscurité, au contraire, règne plus que jamais autour de nous. Qu'il s'agisse de guerre à entreprendre ou de paix à conclure, je n'aperçois que perplexités, que doutes, que difficultés de toute nature, et il est plus important que jamais de savoir en quelles mains est remis le pouvoir qui aura à conduire de si graves intérêts du pays dans une voie si embarrassée.

Connaissez-vous, par exemple, quelque chose de si difficile à définir que la situation actuelle de nos rapports avec la Chine ? Est-ce la paix, est-ce la guerre ? Négocions-nous ? combattons-nous ? Je n'ose insister sur une telle question, car je l'ai déjà posée une fois à cette tribune, et elle a presque paru indiscrete.

Autrefois, rien n'était si simple que de distinguer la paix de la guerre ; la guerre, c'était la force, tout usage, tout emploi de la force. Mais, aujourd'hui, la définition est devenue presque impossible. On bombarde des villes sans être en guerre avec leurs possesseurs. A l'heure qu'il est, peut-être, il y a des soldats réguliers chinois derrière les murs de Son-Tay que nos soldats attaquent, mais nous n'avons pas la guerre avec la Chine. Depuis que la guerre est devenue un état qui a des conséquences constitutionnelles dans les lois organiques du pays, elle est devenue en même temps une sorte d'entité métaphysique dont on ne peut plus donner de définition. (Rires approbatifs à droite.)

Mais enfin, il y a cependant un terme à toutes les équivoques, et,

d'ici à peu de temps, il faudra bien que celle-ci cesse, et que nous sachions si nous sommes avec la Chine en état de guerre ou en état de paix. Et alors, si c'est la guerre, je demande au Gouvernement quelle guerre on veut faire, et après la guerre, quelle paix voulons-nous conclure ?

Il y a, en effet, messieurs, plusieurs manières de faire la guerre avec la Chine, il y en a deux tout au moins : l'une, la guerre locale et terrestre, celle que nous faisons aujourd'hui sur les rives du fleuve Rouge, à l'entrée des défilés du Yun-nan ; l'autre, la guerre maritime, la guerre qui s'en prendrait à l'empire du Milieu lui-même, qui bombarderait ses villes, qui bloquerait ses côtes. Il y en aurait peut-être une troisième, analogue à celle qu'on a faite en 1860, quand on a formé un corps de débarquement qui a pénétré dans l'intérieur de l'empire et qui est allé jusqu'à Pékin ; mais personne n'ayant encore parlé d'une telle aventure, je ne crois pas qu'il y ait pour le moment à s'en occuper.

Il y a donc deux guerres à faire à la Chine ; toutes les deux ont leurs inconvénients, toutes les deux ont leurs avantages. La guerre locale, il semble que ce soit surtout à la Chine qu'elle soit profitable ; c'est cela, je crois, que laissait comprendre M. le président du conseil, dans une phrase d'un de ses discours à la Chambre des députés dont je ne me rappelle pas bien les termes. La guerre locale, c'est, en effet, la guerre à la porte de la Chine elle-même : elle n'a que peu d'efforts pour décharger sur son ennemi, sans frais et sans transport, la masse exubérante de sa population, tandis que les troupes que nous pouvons envoyer contre elle n'arrivent qu'homme à homme, goutte à goutte, en quelque sorte, et chacun valant son pesant d'or.

La guerre maritime, au contraire, nous est au premier abord bien plus favorable. Nos escadres font bien plus vite et plus rapidement leur apparition devant les ports de l'empire et peuvent y porter des coups plus sûrs et plus redoutables. Mais elle a aussi ses difficultés. On rencontre immédiatement devant soi l'immense commerce que toute l'Europe entretient avec la Chine, et les boulets qui iraient bombarder un de ses ports courraient risque d'aller tomber dans les quartiers habités par les Européens. Puis, toute guerre maritime a ses difficultés particulières. Ce sont ces questions complexes des droits réciproques des neutres et des belligérants, des droits de visite, de la contrebande de guerre, qui dans toutes les grandes guerres navales ont fini souvent par amener, au lieu de deux nations seulement en conflit, une conflagration générale. (Très bien ! à droite.)

C'est une éventualité dont, vous le savez déjà, toute l'Europe se préoccupe : les escadres des nations neutres se rapprochent pour veiller aux événements qui vont se passer, et, sans attribuer à ce

rapprochement une pensée d'hostilité, il est impossible de ne pas en concevoir quelque inquiétude.

A voir comme, sur le théâtre restreint de Madagascar, les flottes anglaises et françaises ont peine à vivre en paix, on peut s'imaginer quels seraient les conflits qui pourraient naître de la présence et des rapports de toutes les escadres d'Europe réunies au milieu d'opérations militaires. Le moins qui pût arriver, c'est que les précautions prises par les neutres gênassent singulièrement nos droits de belligérants.

Voilà les inconvénients et les avantages de ces deux genres de guerre ; il faudra choisir : ce sera un choix très important et très délicat ; ce sera le fait du Gouvernement.

Je comprends qu'il ne puisse nous dire d'avance quel sera son choix : le secret peut lui être nécessaire. Mais ce secret, nécessaire pour lui, suppose de notre part une confiance dans son discernement qui, je le répète, n'existe pas et à laquelle, suivant nous, il n'a pas acquis de droits. (Nouvelle approbation à droite.)

Et, ce que je dis de la guerre à poursuivre, je le dis aussi de la paix à conclure. Ici encore, quelle paix voulons-nous ?

D'après les paroles de M. le président du conseil, il semblerait que ce dût être une paix très étroitement limitée à des avantages d'une nature certaine, mais restreinte ; une paix qui aboutirait pour la France, comme le disait le rapporteur du projet de loi à la Chambre des députés, à la création d'une sorte de camp retranché sur le delta du fleuve Rouge.

Telle quelle, cette paix aurait le grand avantage de mettre fin à des hostilités qui inquiètent l'esprit public, et je crois volontiers que personne, aujourd'hui, ne s'en plaindrait.

Mais il n'est pas sûr que, le lendemain, on eût autant lieu de s'en applaudir, car une telle paix, laissant nos soldats enfermés dans des citadelles au milieu de populations hostiles, n'offrirait ni sécurité, ni certitude. Ce serait une petite armée à entretenir constamment sur le pied de guerre à trois mille lieues de la mère-patrie, et on ne voit pas ce que deviendraient ces vastes débouchés commerciaux et ce riche placement de père de famille (Rires d'approbation à droite.), dont M. le président du conseil faisait briller la perspective dans un précédent débat. Quant à une autre paix plus étendue, consacrant, comme M. le rapporteur de la commission l'a laissé, je crois, entendre dans son bureau, la conquête entière de l'Annam et du Tonkin, celle-là serait plus profitable sans doute ; mais que de temps et d'efforts ne faudrait-il pas pour y parvenir ?

Vous voyez, messieurs, combien nous sommes loin encore d'un but défini à poursuivre et à atteindre, quelle part reste à l'action, au

choix, à la conduite du Gouvernement, et quel appel il lui faut faire encore à la confiance de ceux qui le soutiennent.

Il ne suffirait donc pas, pour vaincre nos défiances et faire taire nos incertitudes, de nous dire, comme M. le président du conseil se propose peut-être de le faire : Quel est votre programme ? Quel projet comptez-vous substituer au nôtre ? Voulez-vous évacuer sur-le-champ le Tonkin, et faire reculer le drapeau français devant la Chine ? Nous répondons tout simplement que, dans tous les programmes, dans tous les systèmes du monde, il y a des qualités qui sont nécessaires et des défauts qui sont à craindre. (Approbation à droite.)

Il n'y a point de programme, point de système, qui se passent de netteté dans la pensée, de franchise dans le langage, de prudence et de prévision.

Ce que nous ferions à votre place, demandez-vous ? Peut-être que nous n'y serions pas, et, en tous cas, il nous suffit de vous dire que dans celle que vous avez choisie, il faudrait des qualités dont vous n'avez pas fait preuve. (Très bien ! et applaudissements à droite. — Légères rumeurs à gauche.)

M. le duc de Broglie. Oh ! je sais bien qu'il y a encore un autre argument qu'on emploie pour déterminer notre vote, et j'éprouve quelque embarras à le reproduire, parce qu'il a été présenté à une autre tribune par un homme que nous respectons tous, qui est investi d'un caractère que nous vénérons, et sous l'empire d'un sentiment généreux auquel nous rendons hommage ; c'est l'argument qui consiste à dire : Il est trop tard pour discuter, le drapeau de la France est engagé ; quelques mains qui le tiennent, il faut le suivre ! (Très bien ! très bien ! à gauche. — Rumeurs à droite.)

Si j'avais l'honneur de répondre à l'honorable prélat qui a tenu ce langage, je lui ferais remarquer que la métaphore a plus d'éclat que d'exactitude.

C'est précisément quand le drapeau est engagé qu'il est important de savoir quelles sont les mains qui le tiennent. (Très bien ! à droite.)

Quand on est en pleine paix, quand on défile pour une revue ou pour une parade, tout soldat est bon pour tenir un drapeau ; mais quand il faut le conduire dans la mêlée, c'est alors qu'il faut savoir...

M. le général Campenon, ministre de la guerre. Je demande la parole. (Mouvement.)

M. le duc de Broglie. Je voudrais écarter de la pensée de M. le général Campenon toute idée d'une attaque qui lui serait personnelle ; je ne fais ici autre chose que suivre une métaphore (Exclamations et rires à gauche.) que je n'ai pas inventée moi-même et que j'ai tout à l'heure qualifiée de telle avant de l'employer ; je ne pense pas que les paroles auxquelles j'ai fait allusion aient été une marque de confiance

particulière pour M. le ministre de la guerre ; mon langage ne saurait donc non plus indiquer aucune défiance particulière contre lui. (Très bien ! très bien ! à droite.)

Je dis que, quand il s'agit de porter le drapeau du pays dans la mêlée, c'est alors surtout qu'il faut savoir si le soldat qui le porte a la main ferme, le cœur courageux et le coup d'œil lucide ; il n'est donc pas vrai que, quand le drapeau de la France est engagé, on doit toujours le suivre à l'aveugle, sans s'enquérir de la main qui le tient. Mais, puisqu'on s'est servi de cet argument et de cette comparaison, je me permettrai d'en prendre occasion pour protester contre le système dont il est la plus brillante expression.

Parmi les raisons qui m'ont fait monter à cette tribune, il y avait justement le désir de protester contre un système qui devient, en matière de relations extérieures, une véritable habitude et comme un parti-pris du Gouvernement.

Ce système consiste à engager dans des entreprises aventureuses le Parlement et le pays sans les consulter (Très bien ! à droite), et quand une fois l'engagement est pris, quand on a fait prendre à la France vis-à-vis de l'étranger une attitude qu'il lui est difficile de quitter, quand on lui a fait tenir un langage qu'il y a quelque déplaisir à rétracter, on se retourne alors vers le Parlement, en lui disant : L'affaire est faite, l'honneur parle, le temps des discussions est passé, emboîtez le pas et suivez-moi. (Mouvements divers. — Vive approbation à droite.)

Ce système est tellement entré dans les habitudes du Gouvernement et même de M. le président du conseil en particulier, qu'il y a maintenant pour l'appliquer toute une procédure définie. Si l'affaire qu'on veut entreprendre ne peut absolument être soustraite au Parlement, si elle exige quelques conditions pécuniaires pour lesquelles son concours est nécessaire, on fait la demande si faible, si insignifiante, et on s'appuie de motifs si peu importants, que le crédit passe presque inaperçu ; puis, quand on l'a obtenu, on le dépasse en mettant en œuvre toutes les ressources de la trésorerie et tous les secrets de la comptabilité, et c'est seulement le jour qu'il faut faire le compte et le rendre qu'on arrache le voile, qu'on découvre la vérité et qu'on dit : La signature de la France est engagée, et vous ne pouvez refuser de lui faire honneur. Il faut marcher derrière nous si vous ne voulez passer pour être insensibles à la voix du patriotisme. (Très bien ! c'est cela ! à droite.)

C'est ce système dont nous avons vu les premiers essais dans l'expédition de Tunis. C'étaient des Kroumirs qu'il fallait vaincre, et sans avoir même le temps d'y prendre garde, nous sommes devenus les conquérants et les protecteurs de toute la Régence presque sans le

savoir. (Rires approbatifs à droite.) Et nous l'avons vu aussi dans l'affaire d'Égypte, avec une issue moins heureuse... (Interruptions à gauche.)

M. Eugène Pelletan. Elle a donc été heureuse, l'issue de l'expédition de Tunis ?

M. le duc de Broglie. Après avoir établi en Égypte des combinaisons politiques, d'une valeur plus que douteuse, on n'en a entretenu le Parlement que le jour où, ces combinaisons étant menacées par une insurrection qu'on n'avait pas su prévenir, il s'agissait de les défendre les armes à la main.

Nous voyons le même système à l'œuvre à Madagascar, où nous ne savons pas, depuis six mois, ce que font nos escadres, et où cependant, si on n'avait pas payé une indemnité pécuniaire, ce que nous n'avons connu que par la presse, et dont il faudra bien qu'on finisse par nous parler, nous aurions pu nous réveiller un jour en querelle avec l'Angleterre. (Murmures à gauche. — Nouvelle approbation à droite.)

Enfin, l'expédition du Tonkin, commencée avec trois mille hommes et six millions contre les Pavillons-Noirs et coûtant déjà trente-six millions pour une guerre pareille avec la Chine, est le chef-d'œuvre et le couronnement du genre.

Je comprends, messieurs, ce que ce système a de commode pour un ministre; il lui laisse, au début des opérations, toute liberté pour agir; il peut choisir l'entreprise où il lui convient d'engager le pays pour suivre une fantaisie de gloriole, ou satisfaire à une combinaison parlementaire, et puis, quand les difficultés arrivent, quand les conséquences des fautes se présentent, quand il faut demander, pour les couvrir, un grand, un véritable effort par le pays, on élude la responsabilité, on esquive la discussion et on dit : Surtout, ne me touchez pas, car je représente l'honneur de la patrie ! (Très bien !) Suivez-moi, car je suis enveloppé dans les plis du drapeau national ! (Très bien ! à droite.)

Eh bien, si ce système est commode pour le Gouvernement, il est très dangereux, il est le danger même pour le pays; car il n'y a point d'aventures, il n'y a point de folies, il n'y a point d'extrémités où l'on ne puisse le pousser avec de pareils procédés. En commençant par l'engager, sans qu'il le sache, et ensuite en faisant appel au sentiment d'honneur qui se trouve dans le cœur de tous les citoyens, toutes les aventures et toutes les extravagances deviennent possibles.

On ne saurait trop tôt, il est presque déjà trop tard, protester contre un tel abus du sentiment de l'honneur national et du patriotisme.

Non, il n'est pas vrai qu'on puisse nous enfermer ainsi dans le sentiment patriotique comme dans une étreinte qui nous ôte la liberté de notre jugement et de notre raison.

Non, il n'est pas vrai qu'on puisse se servir du patriotisme comme d'une sorte de tenaille pour nous extorquer des votes, ou comme d'un bâillon pour étouffer nos censures. (Sensation. — Approbation à droite.)

Quand il serait vrai, — et cela ne l'est pas, je l'espère, — qu'il n'y aurait pas à la situation actuelle de solution à la fois honorable et pacifique, — j'espère qu'il en sera autrement, — quand il serait vrai qu'à force de fautes et d'imprudences, nous serions arrivés, suivant l'expression de l'illustre M. Guizot, à n'avoir plus à choisir qu'entre une faiblesse et une folie... (Très bien! très bien! à droite)... on n'aurait pas le droit de nous dire : « Faites avec nous la folie, ou nous vous accuserons de prêcher la faiblesse ! — Non ! faiblesse ou folie seraient votre œuvre, et, de l'une comme de l'autre, la responsabilité retomberait sur vous, tout entière ! » (Très bien! très bien! à droite.)

Messieurs, ce système que je réprouve, ce système dont vous voyez aujourd'hui la troisième application en deux années, il a un nom ; il s'appelle l'arbitraire et l'omnipotence ministérielle.

Laissez-moi vous dire, messieurs de la majorité, que ce serait à vous, avant nous, et bien plus que nous, à protester contre son application ; ce serait à vous d'empêcher qu'on ne fasse un pas de plus. C'est à la majorité, en effet, qu'est confiée la garde des droits parlementaires. Nous, humble minorité... (Interruptions ironiques à gauche.)

M. Buffet. Par le nombre !

M. le duc de Broglie... humble par le nombre (Ah ! ah ! à gauche) et par la puissance, non, messieurs, nous ne serons jamais accusés des conséquences du vote que vous allez émettre. (Mouvement.)

Quoi qu'il arrive, quelque malheur qui en puisse sortir, quelque complication aujourd'hui imprévue qui en puisse être la conséquence, ce n'est jamais à nous qu'on s'en prendra.

Nous sommes préservés, comme vous le disiez, par notre faiblesse et notre impuissance.

Mais c'est à vous, majorité, à vous maintenant avertis, qui ne pourriez plus vous prévaloir, comme il y a six mois, de l'ignorance où on vous laissait des faits importants que vous auriez dû connaître, c'est à vous que le pays s'en prendrait de ces conséquences, et c'est à vous qu'il reprocherait de n'avoir pas arrêté le cours de ce que j'ai appelé les caprices de l'omnipotence ministérielle.

J'ajouterai encore, si vous me le laissez dire, que, de toutes les majorités qui se sont succédé en France sur les bancs des assemblées parlementaires, la vôtre est peut-être celle qui est le plus obligée de défendre ici contre de tels entraînements le droit de surveillance et de contrôle du Parlement ; car vous n'êtes pas seulement une majorité,

vous êtes une majorité républicaine et vous êtes investis, par la Constitution qui nous régit, de droits, en matière de politique extérieure, qui n'ont appartenu jusqu'ici à aucune assemblée.

Il y a deux articles de la Constitution qui vous donnent le droit de déclarer la paix et la guerre et le droit de ratifier les traités. A moins qu'il ne faille voir dans l'exercice de ces droits, solennellement inscrits dans la Constitution, qu'une simple formalité d'enregistrement de faits accomplis, c'est la politique extérieure tout entière que ces deux articles vous donnent le droit de consulter et de surveiller : c'est la conduite entière des relations du pays avec l'étranger qu'ils soumettent à votre contrôle et sur laquelle ils vous donnent le droit d'exercer une part d'action prépondérante. C'est ce droit qui n'appartient en Europe, et qui, avant vous, n'a jamais appartenu en France d'une façon régulière et constante à aucune assemblée parlementaire.

Il n'y a aucune constitution monarchique, quelque libérale qu'elle puisse être, qui ait jamais enlevé ces droits au roi pour les confier à des assemblées.

Cela est tout simple, c'est le principe même de la monarchie qui le veut ainsi. Toute monarchie est fondée sur une supposition que je ne veux assurément pas discuter ici (ce ne serait ni le temps ni le lieu), toute monarchie suppose un pouvoir traditionnel, héréditaire, traversant pour ainsi dire le cours des âges et élevé au-dessus des partis auquel est confié le dépôt des grandes traditions et des intérêts permanents du pays.

Ce pouvoir est investi comme d'un mandat de confiance pour la garde de ces grands intérêts, et il exerce à ce titre la direction habituelle, la conduite générale et quotidienne de la politique extérieure. Il est chargé d'y porter l'esprit de suite qui n'appartient qu'aux pouvoirs durables, le respect du passé et le souci de l'avenir qui est le propre de l'esprit de famille.

Plusieurs sénateurs à gauche. Et Sedan ! et le Mexique !

Un sénateur à gauche. Nous en avons eu le profit !

M. le duc de Broglie. Voilà le principe, ou, si vous voulez, voilà l'hypothèse des constitutions monarchiques, je ne dis pas que vous êtes obligés de l'admettre, je dis que c'est l'hypothèse sur laquelle repose la monarchie. Et puisque vous m'interrompez, vous me permettrez bien de vous dire que ce qu'a fait pour l'Allemagne la dynastie de Hohenzollern, ce qu'a fait pour l'Italie la dynastie de la maison de Savoie, ce qu'avait fait pour la France la glorieuse maison qui a confondu son existence avec la sienne pendant tant de siècles, permet d'affirmer que la supposition a été quelquefois justifiée par les faits. (Interruptions à gauche. — Très bien ! très bien ! à droite.)

Un sénateur à gauche. Qui donc a fait l'abandon des colonies en 1763 ?

M. le duc de Broglie. Encore une fois, c'est une hypothèse que je ne vous oblige pas d'admettre, je vous explique seulement pourquoi les constitutions monarchiques ne donnent pas aux Parlements les droits dont vous êtes investis. Si vous avez ces droits, apparemment c'est pour vous en servir, et c'est à vous alors que doit être abandonnée cette conduite de la politique extérieure, qui, dans la monarchie, appartient à la royauté. J'en sais les difficultés, je comprends que le secret des négociations et la suite des affaires diplomatiques se prêtent mal à la publicité et à la mobilité des débats parlementaires ; mais puisque vous en voulez les avantages, il faut en subir les inconvénients, et le pire de tout serait d'abandonner la direction des relations extérieures, à quoi ? au pouvoir ministériel ; le plus instable, le plus changeant de tous les pouvoirs. Vous auriez ainsi, à la place d'un pouvoir puissant et durable, une série de pouvoirs personnels successifs, contradictoires, se remplaçant et se désavouant les uns les autres.

Voyez, par exemple, pour revenir à cette question du Tonkin, par combien de phases elle a passé, en se transmettant d'un ministère à l'autre, chacun s'engageant, à l'insu du Parlement, dans une voie qui devait aboutir par ces transformations mêmes, à en accroître les embarras et à en compromettre toutes les solutions possibles.

Voici ce que je trouverai : trois pouvoirs personnels qui ont eu sur cette question trois attitudes différentes. Il y a eu le pouvoir personnel de l'honorable M. de Freycinet qui, en approuvant l'expédition du commandant Rivière, a commencé en réalité les opérations militaires ; il y a eu le pouvoir personnel de l'honorable M. Duclerc, qui s'est placé sur une base de négociations avec la Chine très différente de son prédécesseur, et je suis loin de l'en blâmer ; enfin, il y a le pouvoir personnel du Gouvernement actuel, qui, changeant de nouveau cette base et reprenant la suite des mouvements militaires, a mêlé et compromis les deux situations. (Rires à droite.)

De sorte que vous avez trois pouvoirs personnels s'occupant successivement de cette même question et se contredisant successivement l'un l'autre.

En vérité, un seul pouvoir personnel, exercé toute une vie d'homme, mais ayant la responsabilité morale de ses actes devant le pays et la postérité, serait encore préférable et plus digne d'une grande nation.

N'eussions-nous pas d'autres raisons, messieurs, celle-là suffirait pour nous empêcher de mettre dans l'une de vos délibérations un suffrage favorable à ce crédit : les circonstances qui ont amené leur présentation et l'esprit de contrainte morale qu'on veut faire peser sur

nous, rendrait à nos yeux cette protestation nécessaire. C'est bien le moins que, dans une constitution républicaine, la France sache ce qu'on veut faire de son argent avant qu'on le dépense, et de son sang, avant qu'on le verse.

Je finirai, messieurs, par une considération d'un autre ordre sur laquelle j'appelle avec beaucoup de réserve, et en m'adressant à votre impartialité, l'attention du Sénat. Vous ne pouvez pas vous dissimuler que cette affaire du Tonkin n'est pas vue avec faveur en Europe, qu'elle inquiète, qu'elle trouble toutes les nations européennes qui ont un commerce étendu avec la Chine et qui comptent beaucoup de compatriotes établis dans l'empire du Milieu. Vous ne pouvez pas vous dissimuler non plus que l'attitude prise, depuis plusieurs années, par la politique française, ces expéditions successives de Tunis, de Madagascar, du Tonkin donnent à l'apparence de votre politique je ne sais quoi d'agité et de fiévreux, qui inquiète autour de vous. Il vous suffirait de jeter les yeux sur un des organes quelconques de la presse européenne pour en avoir la conviction. Cela est grave, messieurs, cela est grave surtout en présence de ce qui se passe autour de vous en Europe. Il n'y a pas longtemps que je me suis permis de demander au prédécesseur de M. le ministre des Affaires étrangères ce qu'il savait d'un système d'alliance des Gouvernements européens conclu et publié dans le cours de l'année dernière ; vous vous rappelez que sa réponse n'a été ni bien claire, ni bien satisfaisante ; il m'a dit qu'il ne savait pas ce qu'il en devait penser, attendu que ses agents ne lui en avaient rien dit et qu'ils n'en savaient pas davantage. Je ne me permettrai pas de faire la même question à M. le ministre des Affaires étrangères actuel, qui ferait probablement la même réponse. Mais il est impossible pourtant de se dissimuler que, depuis cette époque, ce système d'alliance, non seulement ne s'est pas relâché, ni dissous, mais qu'il s'est resserré et qu'il tend à s'étendre encore. Tous les jours, nous en voyons des indices : ces visites de souverains, ces échanges de politesse entre eux, tout cela s'opérant autour de nous, prend l'apparence d'un vaste réseau dont les mailles nous environnent. Je reste convaincu, comme on nous le dit, que cette attitude de l'Europe n'a pas un caractère hostile contre nous ; que son unique but, au contraire, est le maintien de la paix, la garantie du repos général et de la bonne harmonie entre les peuples. Puisqu'on le dit, je le crois. Et, au fait, je ne vois pas de raison d'en douter. Mais alors, une autre question se pose : si le maintien de la paix est le seul but que se propose ce système nouveau d'alliances, pourquoi n'en êtes-vous pas ? Pourquoi n'êtes-vous pas appelé ou admis à y prendre part ? (Bruit à gauche. — Très bien ! à droite.)

Est-ce qu'on vous soupçonnerait de menacer la paix de l'Europe ?

Personne, j'en suis sûr, ne forme un pareil soupçon. Personne ne peut soupçonner la France, après les garanties de sagesse et de prudence que ses populations ont données depuis dix ans, de chercher autrement que par le travail et la patience, la compensation et la réparation de ses malheurs. Ce serait une injustice dont je ne crois capable aucun des cabinets européens. — — —

Cependant ma question subsiste. Pourquoi cet isolement? Serait-ce que, par suite de préventions qui ne sont pas dissipées, d'habitudes que l'on n'a pas perdues, la forme nouvelle du Gouvernement de la France ne s'accorde pas avec celles qui l'environnent, et qu'elle est, au milieu de cette société monarchique, comme une étrangère qui ne parle pas sa langue, qui n'a pas ses mœurs, qui est tenue et se tient elle-même à l'écart de toute intimité?

Quoi qu'il en soit, cet isolement existe; il vous commande une grande prudence, car c'est la leçon de l'histoire que, pour un grand pays placé au centre de l'Europe continentale, au milieu de tous les intérêts qui s'y croisent, l'isolement est un état dangereux et précaire.

Une nation qui n'est en relations d'alliance avec aucune autre est bien aisément suspecte à toutes. Pour un grief même mal fondé, pour un soupçon même conçu à tort, on passe aisément avec elle de l'isolement à la méfiance et de la méfiance à l'hostilité. C'est là, messieurs, le motif pressant qui vous commande d'observer une grande réserve dans vos mouvements au dehors et de maintenir toujours au dedans une puissante concentration de vos forces et de vos ressources.

Je conjure le Gouvernement, je conjure le Sénat, d'avoir toujours cette pensée présente, dans cette question du Tonkin, comme dans toutes les autres, et au lieu de porter successivement son activité et ses forces, de Tunis à Madagascar, et de l'extrême Orient au Sénégal, de ne jamais perdre de vue ses frontières, derrière lesquelles on tient des conversations à voix basse que nous n'entendons pas et dont la brèche encore ouverte laisse passer plus d'un œil jaloux qui nous regarde. (Très bien! et applaudissements à droite.)

M. le général Campenon, ministre de la guerre. Messieurs, le Sénat comprendra toute la prudence qui m'est imposée.

Je ne veux pas suivre l'honorable duc de Broglie dans les considérations éloquentes qu'il a développées à cette tribune; je ne veux pas rechercher quel est le genre de guerre qu'il convient de faire avec la Chine, je craindrais de donner à nos adversaires des renseignements qui pourraient se tourner contre nous. (Très bien! très bien! à gauche.)

M. le duc de Broglie. C'est alors un mandat de confiance que vous demandez et je ne veux pas vous le donner!

M. le ministre de la guerre. Non, nous ne demandons pas un mandat de confiance.

Je désire profiter de l'occasion qui m'est donnée de combattre certaines allégations qui se sont produites dans une autre assemblée.

Quand j'ai eu l'honneur de monter pour la première fois à la tribune de la Chambre des députés, j'ai dit ceci, — et je réponds à la dernière partie du discours de l'honorable duc de Broglie, — j'ai dit que la France est une nation assez puissante pour pouvoir mener de front les deux politiques que sa situation géographique lui impose.

J'ai dit que, dans tous les cas, sa politique coloniale devait être subordonnée à sa politique continentale.

M. le duc de Broglie. Très bien !

M. le ministre..... et maintenue dans des limites sages et précises qu'il ne faut jamais dépasser. Permettez-moi d'ajouter que, dans ma conscience, ce que nous allons faire au Tonkin, tant au point de vue politique qu'au point de vue militaire, ne s'écarte pas de ce programme.

J'aborde maintenant un autre ordre d'idées. On a prétendu — car toutes les critiques ont été faites sur cette expédition du Tonkin — que les procédés financiers employés à l'occasion de l'envoi des derniers renforts étaient irréguliers, qu'ils constituaient des virements de ministère à ministère. Eh bien, messieurs, il n'en est rien. La situation dans laquelle le département de la guerre se trouve par rapport au département de la marine est une situation normale, un état de choses qui existe continuellement. Tous les jours, en effet, M. le ministre des finances me demande de la poudre que je fais fabriquer, que je lui cède et qu'il me rembourse ; M. le ministre des travaux publics ou M. le ministre de la marine me demande de la dynamite qui est livrée dans les mêmes conditions.

Il n'y a donc rien de nouveau ni d'irrégulier dans la méthode suivie.

Je me demande si, dans ces scrupules tardifs, il n'y aurait pas, au contraire, une idée politique, qui serait peut-être la conséquence de certains articles de journaux.

On a dit — dans la presse de droite comme dans la presse de gauche — que M. le ministre de la guerre était en désaccord avec ses collègues, comme si sa présence au milieu d'eux n'était pas la preuve la plus convaincante de la solidarité ministérielle. (Bravos et applaudissements à gauche et au centre.)

On a été plus loin, messieurs, on a prétendu que je me cachais derrière mon collègue de la marine ; que j'abritais ma responsabilité derrière je ne sais quel faux fuyant, comme, par exemple, une absence de signature au bas d'une demande de crédit.

Il n'en est rien.

Et quel moment le ministre de la guerre choisirait-il pour agir

ainsi? Celui où, par des demandes multipliées qui affluent de toutes parts, nos soldats et nos officiers donnent le témoignage le plus éclatant de leur patriotisme et de leur dévouement au pays, à la République et à la patrie. (Vifs applaudissements.)

Après un discours de M. de Freycinet, qui montre l'enchaînement des circonstances, l'esprit de suite des cabinets qui se sont succédé depuis dix ans, et la solidarité de leur politique coloniale, *M. Jules Ferry* prend la parole :

Messieurs, j'avoue que j'hésitais à monter à cette tribune; j'attendais de la part de l'opposition un autre discours et d'autres lumières que celles qu'a apportées tout à l'heure l'honorable duc de Broglie.

Nous avons, lui et moi, du rôle des oppositions, une conception différente.

Je crois, quant à moi, que les oppositions ont un grand rôle et un rôle bienfaisant. A côté des critiques qu'elles ne nous ménagent pas et qu'il est de leur droit et de leur devoir de ne pas nous ménager, elles peuvent souvent donner de bons conseils. J'avoue, messieurs, — et je crois que je ne serai démenti ici par personne, — qu'en nous accablant de critiques ou qu'en nous criblant d'épigrammes, l'honorable duc de Broglie s'est gardé par-dessus tout de nous donner un seul conseil... (Très bien! très bien! — Sourires approbatifs à gauche et au centre)... ni sur cette paix, — car, disait-il, « Quelle paix allez-vous faire? — ni sur cette guerre: car « Quelle guerre ferez-vous? » ajoutait-il. Aucune lumière, aucun avis.

Eh bien, sincèrement, humblement, j'attendais mieux de vous... (Applaudissements à gauche.)

J'attendais plus de votre grande expérience; j'attendais autre chose de votre profonde connaissance de cette grave affaire, étant donnée la part considérable que vous avez prise à ses commencements.

Vous avez parlé ici, monsieur le duc de Broglie, comme si le cabinet qui est sur ces bancs avait improvisé l'affaire du Tonkin, en même temps qu'il aurait improvisé je ne sais quelle politique coloniale démesurée et extravagante contre laquelle j'ai protesté dans une autre enceinte, contre laquelle je proteste ici. Et, à ce propos, permettez-moi de répéter ce que j'ai déjà dit, à savoir que notre politique coloniale est une politique de conservation coloniale (Très bien! très bien! à gauche), que ce n'est pas une politique de folie coloniale.

Cette politique de conservation coloniale, comment l'honorable duc de Broglie la désavouera-t-il, puisqu'il l'a pratiquée, puisque le traité de 1874 est l'œuvre de son gouvernement, puisqu'il y a dans ce *Livre jaune* qui est l'histoire vivante de toute cette affaire, un chapitre

tout à l'honneur de M. le duc de Broglie et de M. le duc Decazes, un chapitre, une série de dépêches, — elles font presque un volume, elles sont presque une histoire à part — qui montrent que la politique du Gouvernement d'alors n'était nullement en contradiction avec celle que nous suivons aujourd'hui. Vous n'avez pas hésité, monsieur le duc de Broglie, ni vous, ni monsieur le duc Decazes, à accepter le traité de 1874 si imparfait qu'il fût, si mal agencé, si imprudemment formulé, si défectueux qu'il fût et qu'on l'eût démontré à la tribune; vous n'avez pas hésité à le porter au Parlement, et l'Assemblée nationale a tenu à le voter, à le ratifier tel quel, sachant que, de ce faible embryon mal venu, peut-être un jour une grande chose pourrait sortir pour l'avenir de la France. (Très bien ! très bien ! à gauche.)

Et quand il s'agit d'interpréter vis-à-vis de l'Europe et particulièrement vis-à-vis de la Chine, — vis-à-vis de la Chine surtout, — le traité de 1874, qui a donné le premier l'interprétation, fourni en quelque sorte la glose nationale de laquelle jamais, comme tout à l'heure le répétait avec raison l'honorable M. de Freycinet, aucun ministère ne s'est départi depuis dix ans ? C'est M. le duc Decazes.

Il a marqué, dans des dépêches que je ne veux pas lire à ce moment de la discussion, et que vous connaissez tous d'ailleurs, il a marqué les raisons de notre intervention et les intérêts qui nous appelaient là-bas. Il a précisé l'interprétation que la logique des choses devait donner aux formules imparfaites du traité de 1874. Il faisait tout cela en 1875, au moment où il notifiait le traité de 1874 à la cour de Pékin. Il ne s'en est pas tenu là.

En 1877, lorsque ce que l'on peut appeler, je crois, sans métaphore, le pouvoir personnel (Vifs applaudissements à gauche), lorsque le pouvoir personnel régnait sur la France, la question s'est posée. Quelqu'un a dit alors : mais, cette affaire du Tonkin est bien grosse, bien lourde; ce traité, il est bien difficile d'en tirer un bon parti. Qui s'exprimait ainsi ? L'honorable amiral qui était alors gouverneur de la Cochinchine, l'amiral Duperré; il avait eu comme un instant de doute, de défaillance, et alors il écrivait : l'Annam se plaint; l'Annam gémit; non seulement il pleure ses provinces et nous les redemande, mais il se plaint de nos garnisons, de nos consuls, de nos petites escortes ! si nous donnions satisfaction à l'Annam les choses pourraient s'arranger ! Eh ! bien, à ce moment, une très curieuse et très instructive délibération commence, se poursuit et aboutit à ces derniers mots dits au mois de septembre 1877 par M. le duc Decazes : Non, il ne faut pas se départir du traité de 1874; non, il ne faut pas rappeler nos petites garnisons; non, il ne faut pas abandonner les droits particuliers que nous avons là-bas. Et, à l'appui de ses paroles, il donnait toutes les grandes raisons politiques et nationales, l'affir-

misement de notre situation en Cochinchine, le maintien de notre prestige dans l'Extrême-Orient. Si je vous lisais sa dépêche, vous y trouveriez la réponse en quelque sorte prophétique à toutes les objections que nous avons été obligés de discuter dans une autre enceinte.

C'est donc fort à tort que l'honorable M. le duc de Broglie représente le cabinet comme l'inventeur, l'auteur et l'éditeur responsable de l'affaire du Tonkin.

Non, c'est une affaire française, c'est une affaire qui se rattache à une tradition nationale. Elle remonte même plus haut que 1874, et vous savez mieux que moi à quelles visées les diplomates de la monarchie sur le déclin, ceux qui conduisaient avec plus de clairvoyance que de succès la politique de Louis XV, que vous avez étudiée depuis, et que vous admirez peut-être un peu trop, monsieur le duc de Broglie, les diplomates qui conseillaient le roi Louis XVI et qui le conseillaient mieux que n'avait été conseillé son prédécesseur, lui avaient fait comprendre qu'à la suite de ce grand désastre de la paix de 1763 infligé par la monarchie à l'empire colonial de la France (c'est vrai ! très bien ! à gauche), il y avait peut-être quelque chose à tirer de ces ruines, un édifice à reconstruire lentement, péniblement peut-être, un moyen de rechercher dans l'Indo-Chine un faible dédommagement aux pertes que l'on venait de subir dans les grandes Indes.

Et delà ce traité de 1787, signé par M. le comte de Montmorin, ministre de Louis XVI, et par l'évêque d'Adran, précurseur en cela d'un autre évêque que nous avons entendu l'autre jour, et dont vous avez vainement cherché à affaiblir ici l'éloquente et admirable adjuration. (Très bien ! très bien ! et applaudissements à gauche.)

Voilà, sans doute, les raisons, les sentiments, les traditions qui s'agitaient dans la pensée, dans le cœur des ministres de 1874 et de 1877. Ce sont vos pensées, vos sentiments, ce sont des traditions auxquelles nous nous honorons de rester fidèles.

Pourquoi les désavouez-vous à la tribune ? Vous les désavouez, parce que chez vous l'esprit de parti a pris le dessus sur toutes les autres considérations (applaudissements à gauche) ; parce que vous ne savez apporter dans ce débat que des défiances et des dédains. Messieurs, le dédain n'a jamais été une politique ; et la manifestation d'une défiance, de quelque épigramme brillante qu'elle se revête, ne tient jamais lieu d'un bon avis, d'une parole politique, d'un conseil, qu'on doit même à un adversaire, parce que ces conseils-là, c'est au pays qu'on les donne. (Très bien ! très bien ! et applaudissements à gauche.) Donc vous vous êtes refusé à nous donner aucun conseil ; vous vous êtes renfermé dans des critiques rétrospectives : je ne vous y suivrai pas.

La question est vidée. Je dirai seulement au Sénat quelque chose du côté parlementaire, du côté militaire et du côté diplomatique de la question. Au point de vue parlementaire, l'honorable duc de Broglie estime que l'entreprise tonkinoise est une œuvre de pouvoir personnel, d'improvisation ministérielle. Mais, messieurs, est-ce qu'il oublie et, dans tous les cas, est-ce que vous ne lui rappelleriez-pas, que le premier acte de ce cabinet a été de saisir enfin le Parlement de la question du Tonkin dans son ensemble ? Est-ce que c'est ce cabinet qui a engagé ou qui a laissé engager — car ici il n'y a personne de responsable — est-ce que c'est ce cabinet qui a engagé ou laissé engager le commandant Rivière, qui a donné l'ordre de prendre la citadelle d'Hanoï ? Est-ce que toutes ces choses sont à notre actif ou à notre passif, selon qu'on nous en blâme ou qu'on nous en loue ?

Non ; le premier acte que nous avons fait, a été inspiré, dans cette question, comme dans toutes les autres, de la volonté de résoudre les questions qui, faute d'avoir été résolues à temps, menaçaient en quelque sorte de devenir des embarras inextricables, aussi bien dans l'ordre financier que dans l'ordre de la politique extérieure. Nous avons voulu être, et nous espérons être un cabinet donnant des solutions. Nous avons donné une solution à un certain nombre de questions pendantes à l'intérieur ; nous en avons donné une aux difficultés sans cesse renaissantes qui se rattachaient à la question de la magistrature. (Exclamations et bruit à droite. — Applaudissements à gauche.)

Messieurs, la solution peut ne pas vous plaire, nous le savons bien, mais, dans tous les cas, c'est une solution, et voilà une question close.

Nous avons voulu donner et nous avons réussi à donner, avec votre concours presque unanime, une solution aux graves difficultés économiques qui troublaient les rapports entre les grandes compagnies de chemins de fer et l'État. (Nouvelle approbation sur divers bancs.)

Nous avons voulu pareillement, dans le domaine de la politique extérieure, résoudre tout ce qui était engagé. Mais avons-nous pris une seule de ces solutions sur nous ? Et dans l'affaire du Tonkin, avons-nous envoyé un homme sans vous consulter ? Dès le mois d'avril, nous avons déposé le projet qu'avait signé l'honorable M. Charles Brun ; ce projet, vous l'avez voté ici le 29 mai, et nous n'avons pas envoyé un homme au Tonkin sans votre assentiment, et vous avez voté en connaissance de cause, après une discussion où toutes les objections qui ont été faites depuis avaient déjà trouvé leur place.

Pourquoi donc nous accuser de violer le régime parlementaire, de substituer notre volonté personnelle à la volonté du Parlement, puisque c'est la volonté du Parlement, la vôtre, qui est au commencement de cette affaire, au moins pour la période qui nous regarde

Mais on dit : l'affaire a été très mal conduite ; vous ne demandiez pas assez de troupes ! Si voulez bien rappeler vos souvenirs, relire encore le Livre jaune sur ce point, vous verrez que la première demande de crédits que nous avons présentée, a été absolument calquée sur les propositions d'un ministre auquel on n'a pas donné trop d'éloges parce qu'il représente dans cette affaire l'esprit de conduite, le bon sens et les résolutions patriotiques, l'honorable amiral Jauréguiberry.

Cette demande tendait précisément à l'envoi d'un corps expéditionnaire de même effectif, c'est-à-dire de 6,000 hommes. Et encore, l'amiral Jauréguiberry ne faisait entrer dans les 6,000 hommes que 3,000 Français ; il y ajoutait trois mille tirailleurs annamites ; nous avons augmenté la proportion des troupes françaises et diminué celle des auxiliaires indigènes.

Voilà notre point de départ. Et l'on dit que nous avons agi avec imprévoyance, sans sagacité, en aveugles, en ignorants ! Mais nous avons pris le dossier qui était au ministère de la marine, les propositions mêmes de l'amiral Jauréguiberry ; nous avons seulement eu le malheur d'arriver six mois trop tard, car six mois plus tôt, quand l'amiral Jauréguiberry s'était mis d'accord avec l'honorable M. Duclerc, au mois de novembre 1882, si l'expédition que vous avez votée le 29 mai avait été décidée, les choses n'auraient pas pris la tournure qu'elles ont prise depuis. (Applaudissements à gauche et au centre.)

Mais, reprend M. le duc de Broglie, votre incapacité militaire, qui justifie notre profonde et incurable défiance, est si grande, que lorsque vous avez envoyé des renforts, pendant les vacances parlementaires, vous n'avez pas su les proportionner aux périls et aux besoins. Le général Bouet n'a eu à sa disposition que des forces insuffisantes, de même qu'en ce moment, ajoute-t-on, l'amiral Courbet n'a pas toutes les troupes qu'il lui faudrait. Et l'on s'écrie : Vous avez envoyé à l'amiral Courbet les forces qu'il aurait fallu envoyer au général Bouet.

Messieurs, ce qui me paraît démontrer que les forces que nous avons envoyées pendant les vacances, et qui permettent à l'amiral Courbet d'agir avec succès, ce qui me prouve que ces forces étaient suffisantes pour le programme qui lui a été tracé, c'est que ces troupes sont en ce moment même devant Son-Tay, et qu'il est permis de croire, à l'heure qu'il est, qu'elles ont réussi dans leur entreprise.

Nous n'avons pas encore à cet égard des témoignages officiels, mais voici la dépêche que l'amiral Meyer a adressée au ministre de la marine, le 20 décembre... (Interruptions à droite.)

M. l'amiral Peyron, ministre de la marine. Elle est arrivée ce matin.

M. le président du conseil. « Trois heures du soir, de Hong-Kong. « Un capitaine anglais parti avant-hier d'Haï-Phong et arrivé aujourd'hui à Hong-Kong (20 décembre), assure que les ouvrages extérieurs de Son-Tay auraient été enlevés par nos troupes et que l'assaut devait être donné à la citadelle le 17. Ces nouvelles ne sont pas officielles, mais me paraissent vraisemblables. » (Mouvement.)

Cette opinion, exprimée par un homme aussi réservé et aussi prudent que l'amiral Meyer, doit être tenue par vous en grande considération.

L'on espère que quarante-huit heures ne se passeront pas avant que la preuve soit faite que les troupes confiées à l'amiral Courbet étaient suffisantes, du moins pour la prise de Son-Tay, tant des ouvrages avancés que de la citadelle.

M. de Carayon-Latour. Nos troupes ont-elles trouvé des Chinois?

M. le président du conseil. Messieurs, vous me permettrez d'exprimer mon opinion personnelle; je crois qu'elles n'en ont pas rencontré, et je le crois parce que, jusqu'à présent, on a bien entendu parler de réguliers chinois, mais on n'en a pas vu, on ne s'est pas mesuré avec eux, on ne les a pas même aperçus à distance, et vous pouvez tenir pour certain qu'à Son-Tay notamment et dans cette partie du Delta, la vraie force militaire en face de laquelle nous nous trouvons, c'est cette force nouvelle, très distincte de l'armée régulière chinoise, que l'on a appelée jusqu'à présent les Pavillons noirs, lesquels ne sont, en réalité, que des bandes disciplinées, il est vrai, et bien armées, mais ayant une existence indépendante.

Ces bandes ont été à la solde de Tu-Duc. Elles ne sont plus à la solde de son successeur. A la solde de qui sont-elles actuellement? Je l'ignore; mais la Chine, en tout cas, ne les réclame pas. Le Gouvernement de Pékin comprend trop bien qu'il serait fort imprudent d'accepter une solidarité quelconque dans les actes de piraterie si nombreux qu'elles ont commises et qui, de notre part, pourraient donner ouverture à de si gros griefs, à des réclamations pécuniaires si importantes.

Oui, ce sont des Pavillons noirs, des grandes compagnies, pour me servir d'un mot de notre histoire, ce sont ces grandes compagnies que nous avons devant nous, ce ne sont pas des réguliers chinois. Voilà ce que je voulais dire au sujet de l'action militaire.

Je voudrais ajouter un mot sur la question diplomatique. Quelle est notre situation diplomatique vis-à-vis de la Chine? Messieurs, elle est aujourd'hui ce qu'elle était hier, ce qu'elle sera certainement demain. Vous pouvez la trouver bizarre, paradoxale, peu analogue aux situations diplomatiques que l'histoire des États d'Europe peut vous fournir comme points de comparaison, mais elle est ce qu'elle

est. Nous ne sommes, en aucune façon, ni à Paris, ni à Pékin, en état de rupture diplomatique avec le Gouvernement chinois.

Et pourquoi le Gouvernement chinois se mettrait-il en état de rupture avec nous, qui n'avons cessé, depuis le commencement de cette affaire, de lui offrir un terrain de négociations ? Je n'entrerai pas ici, et je me garderai bien d'entrer dans les considérations que M. de Freycinet a apportées à la tribune avec tant d'autorité. Je ne puis, je ne dois pas m'étendre sur ce sujet. Si le Sénat m'interrogeait, s'il me demandait : Quelles négociations préparez-vous ? je serais obligé de lui répondre : à mon grand regret, je ne puis absolument rien vous dire. L'honorable duc de Broglie déclarera peut-être que c'est parce que je ne le sais pas moi-même ; ce sont des aménités qui se trouvent souvent dans sa bouche. (Sourires à gauche.) J'en cours le péril, mais je ne veux pas dire, et j'aurais le plus grand tort d'indiquer à la tribune, d'une manière quelconque, quelles sont les bases de la négociation que nous prétendons engager. (Très bien ! très bien ! à gauche.)

Maintenant, messieurs, laissez-moi dire un mot de l'Europe. Je parlerai d'abord de cet essai d'entente que, tout de suite, dans ce pays, qui aime les formules et qui les trouve tout naturellement, on a appelé la ligue des neutres, formule très bien inventée, si on se place au point de vue de l'opposition, parce qu'elle a un petit aspect comminatoire inquiétant. La ligue des neutres ! Une ligue... contre quelqu'un... Contre qui ?...

A ces questions, messieurs, je réponds qu'il n'y a pas de ligue des neutres. Nous savons, pour en avoir été avertis de la façon la plus claire, la plus loyale, la plus précise, que les puissances qui entretiennent avec la Chine les relations commerciales les plus importantes, se sont abouchées en vue d'une éventualité qui ne se réalisera pas, c'est-à-dire d'une guerre maritime entre la Chine et la France.

Pourquoi faire ? — Pour imposer quoi que ce soit à l'une des parties ? — Pas le moins du monde, messieurs, mais pour aviser en commun aux moyens de protéger, dans les ports ouverts, les personnes et les biens de leurs nationaux ; et l'une des parties, — je ne dirai pas de ce contrat, car il n'y a pas de contrat, il n'y a qu'une entente en vue d'éventualités déterminées — l'une des parties, et des plus hautes, disait à ce sujet : On ne voit pas pourquoi la France n'entrerait pas dans une pareille convention, et elle ajoutait même : On ne voit pas non plus pourquoi la Chine n'y aurait pas sa part, puisqu'il s'agit de protéger les Européens et, par conséquent, de mettre la Chine à l'abri des responsabilités que des désordres comme ceux qui ont éclaté à Canton dernièrement, pourraient lui faire encourir. (Très bien ! à gauche.)

Rien donc, messieurs, de plus rassurant, de plus naturel, rien de

moins mystérieux que ce qu'on appelle si faussement la ligue des neutres et qui n'est qu'une entente, un échange de vues pour des circonstances qui, j'en ai la ferme espérance, ne se réaliseront pas.

Mais, dit l'honorable duc de Broglie, ce n'est pas à cela qu'il faut prendre garde, c'est au mécontentement, à la malveillance que l'Europe nous témoigne visiblement dans cette affaire. Je trouve que c'est parler bien aisément, un peu légèrement même, et qu'on a une tendance tout à fait exagérée à dire : L'Europe est mécontente de vous ; prenez garde ! Que savez-vous des sentiments de l'Europe ? Vous prenez sans doute les polémiques des journaux, inspirées par tant de passions et tant d'intérêts divers, pour l'expression de la volonté et des désirs de l'Europe ! Messieurs, je ne connais d'Europe, quant à moi, que celle qui est représentée par les cabinets ; et je viens attester ici, avec le crédit que peuvent me donner les renseignements que je possède, qu'il appartient à ma charge de recueillir et de concentrer, que les cabinets d'Europe n'ont jamais manifesté ni le moindre mécontentement ni la plus petite malveillance pour la France, qui cherche à défendre, à assurer dans ses rapports avec le roi d'Annam l'exercice de traités publics connus du monde entier et qui ont déjà dix ans d'existence.

Il n'y a, de la part des puissances qui nous entourent, ni mécontentement, ni malveillance, et je dois dire, — parce qu'il faut aller droit à certains fantômes, — qu'on fait trop facilement intervenir dans nos discussions et quelquefois d'une façon bien dommageable par les votes qu'ils déterminent... Je dois ajouter que les déclarations émanées non seulement de la part du Gouvernement anglais, mais de la part du Gouvernement allemand, avec la plus grande loyauté, la plus grande sincérité, la plus grande franchise, que ces déclarations et ces explications sont faites pour nous rassurer absolument. (Très bien ! très bien ! à gauche.)

Je sais bien que tout ceci ne rentre pas dans la polémique habituelle des partis, qu'ils siègent à la droite ou à l'extrême gauche ; je sais bien que le grand grief qu'on fait au parti républicain, à la fraction de ce parti qui, en ce moment, a la charge et la responsabilité des affaires, c'est d'être sorti de ce que l'honorable duc de Broglie a appelé un des premiers la politique de recueillement.

Et alors, à la suite de ces oppositions si bruyantes, si éloquentes parfois, quoi d'étonnant que toute une partie de la presse étrangère s'enrôle, et emboîte le pas, répétant après nos concitoyens, après les opposants de droite et de gauche (Très bien ! très bien ! et applaudissements à gauche) qui, sans le vouloir, sans doute, et le plus inconsciemment du monde, leur dictent leur thème de politique agressive contre la France, quoi d'étonnant que ces journaux s'exclament : Voyez, la France est agitée ; elle est fiévreuse ; c'est une nation essentiellement agitée.

J'ai lu ce mot dans les journaux anglais, monsieur le duc de Broglie, et je suis étonné de le retrouver dans votre bouche. La France est agitée parce qu'elle s'aperçoit qu'elle a des intérêts dans l'extrême Orient? Elle est agitée parce qu'elle fait dans l'extrême Orient une de ces entreprises, comme le Gouvernement dont le souvenir vous est cher, en a fait de si nombreuses, bien qu'il se prétendît et qu'il fût en effet le plus pacifique de tous les gouvernements, je veux parler de la monarchie de Juillet. Mais cette monarchie, en vérité, n'a-t-elle pas conçu d'entreprises? A-t-elle dédaigné toutes les expéditions coloniales? A-t-elle donc toujours pratiqué la politique de recueillement?

Messieurs, l'heure qui marquerait le commencement de la décadence pour notre pays serait celle où, sous prétexte de recueillement, on voudrait lui faire imposer une politique d'abandon et de défaillance. (Applaudissements à gauche.)

On dit qu'un pays devient fort par cela qu'il se concentre, et qu'il se réserve. Mais une nation ne se soutient pas sans l'estime du monde; c'est sur l'estime du monde que repose son crédit.

Or, ce serait, pour un pays comme le nôtre, se diminuer singulièrement, que de se déclarer inférieur aux tâches médiocres qui ne paraissaient pas trop lourdes à nos prédécesseurs. (Très bien! très bien! à gauche.)

Un pays ne grandit pas, quand il hésite devant les moindres difficultés, qu'il a l'oreille attentive aux moindres cris d'alarme, qu'il est la dupe de toutes les comédies de presse; quand il n'a pas en lui-même la confiance qu'il faut qu'il ait, parce qu'elle est juste, parce qu'elle est légitime, parce qu'elle est nécessaire.

Pour que les autres aient confiance en vous, messieurs, il faut tout d'abord que vous ayez foi en vous-même. (Très bien! très bien! à gauche.) C'est pour cela, messieurs, que je vous prie de voter à la plus grande majorité possible les crédits qui nous permettront tout à la fois et de négocier et de combattre. (Vifs applaudissements à gauche et au centre. — M. le président du conseil, en retournant à son banc, reçoit les félicitations d'un grand nombre de sénateurs.)

Au moment du vote, M. le maréchal Canrobert vient, comme à la Chambre Mgr Freppel, expliquer son vote en faveur des crédits.

Les crédits sont ensuite adoptés par 215 voix contre 6.

Chambre des députés. — Séance du 23 février.

Une demande de crédit de 165,000 fr. pour l'expédition de Madagascar, dont la commission de la Chambre proposait d'ailleurs l'ajournement, a provoqué une discussion assez vive entre le président du

conseil et plusieurs membres de l'extrême gauche. Elle s'est terminée par le dépôt d'une interpellation sur la matière, effectué séance tenante par M. de Lanessan ; la discussion a été renvoyée à quinzaine, et le crédit qui l'avait motivée a été réservé.

Dans la même séance, un crédit de 35,000 francs a été voté pour l'achèvement du palais destiné au roi Pomaré.

Le *Journal officiel* du 26 mars a promulgué la loi portant approbation d'une convention signée, le 20 mars 1883, entre la France, la Belgique, le Brésil, l'Espagne, le Guatemala, l'Italie, les Pays-Bas, le Portugal, le Salvador, la Serbie et la Suisse, et constituant une union internationale pour la protection de la propriété industrielle.

Le *Journal officiel* du 30 janvier contient un *décret* du 2 janvier relatif au traitement des agents diplomatiques et consulaires. Il modifie un décret du 17 juillet 1882 qui avait divisé les émoluments alloués à ces agents en traitements personnels d'après le grade et en frais de représentation afférents au poste. D'après le rapport qui précède le nouveau décret, « la réforme a soulevé des plaintes nombreuses sans que l'on puisse dire qu'elle ait produit aucun avantage. »

Le *Journal officiel* du 3 février contient un décret du 23 janvier, rendu sur la proposition du ministre de la marine et des colonies, pour l'organisation des *Églises protestantes dans les établissements français de l'Océanie*.

Le *Journal officiel* du 4 février contient un long rapport adressé au président de la République par le ministre de la marine, sur les opérations concernant les forts, le chemin de fer et les autres services du Haut-Sénégal pendant les exercices 1881 et 1882.

Une convention de commerce entre la France et l'Autriche-Hongrie a été signée le 18 février, au ministère des affaires étrangères, pour la France, par M. le président du conseil, ministre des affaires étrangères, et M. le ministre du commerce ; pour l'Autriche-Hongrie, par S. E. M. le comte Hoyos, ambassadeur extraordinaire et plénipotentiaire de Sa Majesté Impériale et Royale Apostolique à Paris, et M. le comte de Knefstein, envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire.

GRANDE-BRETAGNE

A l'ouverture du Parlement qui a eu lieu le 5 février, le discours suivant a été lu au nom de la Reine :

Mylords et Messieurs,

Je vous ai convoqués pour la cinquième session du présent parlement, pour que vous remplissiez de nouveau vos devoirs ardu et de jour en jour plus compliqués.

Je continue d'avoir les relations les plus amicales et les plus cordiales avec toutes les puissances étrangères.

Mes pourparlers avec le Président de la République française, à propos de différents incidents spéciaux touchant Madagascar, se sont terminés, ainsi que je l'avais espéré, d'une manière qui tend à confirmer l'entente cordiale entre les deux puissances.

J'ai de même, de concert avec le Président de la République française, nommé une commission, qui siège actuellement à Paris, pour discuter les bases d'un arrangement que j'avais proposé, relatif au règlement futur de la question des pêcheries de Terre-Neuve, et ayant pour but de prévenir de nouveaux conflits.

Nous sommes parvenus à conclure un arrangement avec le Portugal, relatif à la rivière du Congo et aux territoires adjacents, arrangement qui vous sera soumis prochainement.

Des négociations sont en bonne voie pour la reprise des relations diplomatiques avec le Mexique, et des plénipotentiaires spéciaux ont été envoyés par les deux Gouvernements pour atteindre ce but.

Nous avons commencé des négociations avec la Turquie pour la conclusion d'un traité de commerce.

On a signé avec l'Espagne un accord, à propos d'arrangements commerciaux, lequel attend l'approbation des Cortès.

Une révision du traité de commerce avec le Japon, dont les bases ont été en général acceptées par les deux puissances contractantes, va prochainement être achevée.

Un traité de commerce et d'amitié a également été signé avec la Corée.

Ayant tout sujet d'être satisfaite de la tranquillité qui régnait en Égypte et des progrès que faisait l'établissement d'institutions régulières, j'ai donné, pendant l'automne dernier, des instructions pour l'évacuation du Caire, une nouvelle réduction des forces militaires anglaises et leur concentration à Alexandrie. Mais, au mois de novembre, l'armée égyptienne, chargée de maintenir l'autorité du khédive au Soudan, a été défaite et anéantie avec de grandes pertes.

Par suite de cet événement, j'ai jugé à propos de revenir sur les instructions que j'avais données, pour prévenir les effets possibles des échecs militaires en Égypte et pour faire disparaître tout doute sur le maintien de l'ordre dans ce pays. Tandis qu'une nécessité imprévue et malheureuse m'a contrainte à suspendre la mesure que j'avais adoptée, le but de l'occupation de l'Égypte, tel qu'il a été expliqué l'année passée, demeure le même, sans changement. J'ai offert au Gouvernement égyptien les conseils qui me semblaient indiqués par ses ressources et par la condition sociale du pays. J'ai également envoyé en mission le général Gordon pour faire un rapport sur le meilleur moyen de mettre à exécution la résolution du khédive de

retirer les troupes égyptiennes de l'intérieur du Soudan, et je lui ai permis d'aider à effectuer cette mesure. — Les documents relatifs à cette affaire et à d'autres négociations vous seront soumis.

J'ai ordonné que l'on se mît en rapport avec les délégués que le Gouvernement du Transvaal a envoyés dans ce pays dans le but de demander que l'on revienne sur la convention de Prétoria. — Dans cet échange de vues, l'on s'est particulièrement appliqué à résoudre la question, toujours en suspens, dans l'Afrique australe, de savoir de quelle façon on peut le mieux maintenir l'ordre et empêcher toute oppression à la frontière. — Rien ne s'est produit qui soit de nature à décourager l'espoir que l'on a d'arriver à une solution favorable. — Des documents vous seront présentés en temps opportun sur ce sujet, ainsi que sur la situation des affaires dans le Zululand, situation qui continue à être incertaine; de même qu'en ce qui concerne la reprise de l'exercice direct de l'autorité impériale dans le Basutoland, reprise qui aura lieu immédiatement.

Messieurs de la Chambre des Communes,

Le budget des dépenses pour les services publics pour l'année 1884-85 a été préparé, et vous sera prochainement soumis. J'espère que les revenus de l'année courante ne seront pas inférieurs aux prévisions sur lesquelles vous avez basé vos arrangements financiers.

Mylords et Messieurs,

La condition de l'Irlande continue à fournir les signes d'une notable amélioration que je vous ai signalée dans les deux derniers discours que j'ai eu l'honneur de prononcer devant vous. Il vous sera immédiatement proposé une mesure dont l'objet principal est une extension du droit électoral pour les élections parlementaires.

L'expérience que l'on a faite pendant un demi-siècle, en augmentant progressivement le nombre de ceux qui prennent part à la représentation du pays, permet heureusement de croire que, maintenant comme toujours, une augmentation judicieuse des franchises aura pour résultat d'attacher encore plus étroitement la nation au trône, aux lois et aux institutions du pays. J'attends un résultat semblable de l'extension et de la réorganisation du gouvernement local. Ce vaste sujet embrasse tout ce qui tend, au point de vue local, à améliorer l'administration, à diminuer les charges par des mesures perfectionnées, à augmenter les pouvoirs des contribuables par le système représentatif, et à réglementer le trafic des boissons alcooliques.

Il vous sera soumis un projet relatif à l'extension de l'organisation municipale à l'ensemble de la métropole. Ce projet, préparé sous ma direction, ne sera pas limité toutefois à la seule ville de Londres.

Mais la présentation des autres bills de cette espèce dépendra nécessairement de la rapidité avec laquelle vous pourrez venir à bout des nombreux travaux dont l'énumération vient de vous être faite.

Les autres questions d'intérêt public n'ont pas été négligées ; ainsi, vous serez invités à délibérer sur des bills relatifs à la sécurité des personnes et de la propriété sur mer, à la commission des chemins de fer et à ses attributions, et à la répression de la fraude dans les élections municipales. Des mesures vous seront également proposées en vue d'améliorer l'administration de l'Écosse, de perfectionner l'enseignement et de faire fermer, le dimanche, les lieux publics en Irlande. On vous proposera aussi d'améliorer l'enseignement secondaire dans le pays de Galles. Je recommande humblement à Dieu tout-puissant de bénir tous les efforts que vous ferez pour accomplir les travaux que je vous ai signalés et tous les autres travaux dont vous aurez à vous acquitter.

Affaires d'Égypte.

Chambre des Lords. — Séance du 5 février.

Lord Twedale propose l'adresse en réponse au discours de la reine, et lord Vernon l'appuie.

Le marquis de Salisbury déclare qu'il n'a pas l'intention de proposer un amendement à l'adresse, mais qu'il n'approuve pas le langage optimiste du discours du trône, surtout en présence des nouvelles sinistres qui viennent d'être reçues à Londres dans ces dernières heures. L'orateur dit que le discours du trône a fait seulement allusion à la question Shaw, mais qu'il s'est tu sur les souffrances et les pertes subies par les autres sujets anglais à Madagascar. Les observations concernant l'Égypte sont peu intelligibles ; mais on a certainement voulu dire que ce n'est pas le Gouvernement anglais, mais un autre qui est responsable des désastres et de la confusion actuelle de l'Égypte. — *Le marquis de Salisbury* dit que le Gouvernement anglais a d'abord attribué à la France les troubles d'Égypte et qu'il les attribue maintenant au Gouvernement égyptien. L'orateur critique vivement le passage du discours du trône relatif au Soudan et à la mission du général Gordon. Il est absurde, dit-il, de parler des conseils donnés au Gouvernement égyptien et de soutenir que ce Gouvernement est responsable de la situation actuelle, puisque c'est le Gouvernement anglais qui est maître de l'Égypte. L'abandon du Soudan est impossible sans le consentement du sultan et sans le consentement des Puissances qui ont garanti l'intégrité de l'empire ottoman. La confiance ne pourra naître tant que le Gouvernement

tiendra un langage aussi ambigu. Il faut espérer que les explications de Lord Granville mettront fin à cette ambiguïté.

Lord Granville repousse les accusations portées pendant les vacances par lord Churchill contre le khédive, et les déclare dénuées de tout fondement. L'état des choses en Égypte est grandement amélioré ; dans ce pays, où pendant longtemps ont régné l'anarchie et la confusion, règne aujourd'hui une sécurité parfaite pour les personnes et les propriétés. Lord Salisbury semble oublier que le Soudan est un territoire distinct de l'Égypte proprement dite. Le général Gordon est d'avis que l'on commettrait une iniquité en conquérant le Soudan pour le compte de l'Égypte, à moins que l'Angleterre ne puisse y assurer une bonne administration ; or, cette bonne administration ne pourrait être assurée que moyennant une dépense énorme en hommes et en argent.

On doit admettre que le Soudan est placé sous la suzeraineté du sultan, mais il n'existe aucune preuve que le sultan ait le désir de reconquérir le Soudan et ait préparé des troupes pour cela.

Maintenir dans le Soudan une force insuffisante serait, dit l'orateur, une mesure injustifiable. Le Gouvernement anglais désire retirer les troupes anglaises de l'Égypte proprement dite, aussitôt que l'organisation du pays et les mesures prises pour le maintien de l'autorité du Khédive le permettront. Mais, en attendant, la position dans laquelle le Gouvernement anglais est placé lui impose le devoir de donner des conseils, afin que l'ordre de choses à établir soit satisfaisant et posède des éléments de stabilité.

J'ai déclaré, l'année dernière, dit-il, que les troupes anglaises ne resteront en Égypte que tant que cela sera nécessaire pour assurer la tranquillité et la prospérité du pays. Mais notre devoir est d'insister auprès du Khédive afin qu'il suive nos conseils. Récemment, j'ai donné au Gouvernement égyptien l'assurance de notre résolution de le soutenir dans ses efforts en vue d'assurer la stabilité des institutions du pays. Nous nous croyons obligés de défendre l'Égypte proprement dite et de l'aider à se défendre jusqu'à la mer Rouge.

Relativement à Madagascar, lord Granville déclare que toutes les plaintes sur les torts qui auraient été occasionnés aux sujets anglais seront examinées, et je suis sûr, dit-il, que s'il y a des raisons pour demander réparation au Gouvernement français, celui-ci accueillera nos demandes avec le même esprit que lors de l'affaire Shaw.

L'adresse en réponse au discours du trône a été adoptée.

Chambre des Communes. — Séance du 5 février.

Le projet d'adresse en réponse au discours du trône a été présenté par M. A. Elliot et appuyé par M. S. Smith.

M. Bourke, de l'opposition, a présenté de son côté l'amendement suivant :

« Nous appelons humblement l'attention de Votre Majesté sur le peu de succès qu'ont obtenu les efforts des ministres de la reine tendant à donner à l'Égypte une base solide relativement à la réorganisation du gouvernement, de la justice et des finances et pour le rétablissement de la tranquillité et de la sécurité publiques. Nous exposons humblement à Votre Majesté que la politique suivie par les ministres de la reine a abouti à l'affaiblissement de l'autorité du Gouvernement indigène, sans lui en avoir substitué une autre, appropriée aux nécessités actuelles. Cette politique, pleine de menaces pour l'Égypte, ne fait qu'ajourner indéfiniment l'établissement d'un état de choses qui permettrait de rappeler les troupes de Votre Majesté, et, à part cela, cette politique augmente d'une façon dangereuse les responsabilités et les charges de notre pays, tant envers l'Égypte que vis-à-vis des autres puissances européennes. Nous exprimons aussi humblement notre opinion qu'aucune des mesures destinées à atteindre le but de la politique que poursuit la reine en Égypte, et qui est d'améliorer l'état de ce pays, ne pourra être efficace tant que les ministres de la reine ne subordonneront point ces mesures à une appréciation bien nette des obligations que leur impose l'intervention de l'Angleterre dans l'administration des affaires égyptiennes. »

Aucun ministre n'a répondu et la discussion a été ainsi brusquement close.

L'amendement Bourke a été ensuite repoussé par 77 voix contre 20.

M. Balfour demande l'ajournement de la discussion, parce que la Chambre, dit-il, se trouve dans une situation anormale qui est la conséquence de la conduite du Gouvernement.

M. Gladstone déclare que la discussion pourra être reprise quand on discutera le rapport sur l'adresse.

Sir Stafford Northcote ne partage pas l'opinion de M. Gladstone.

Du consentement du Gouvernement, la Chambre ajourne la discussion de l'adresse.

Chambre des Communes. — Séance du 6 février.

M. Gladstone donne lecture d'une dépêche de l'amiral Hewet confirmant le désastre des forces de Baker-Pacha et annonçant que des soldats de marine ont été débarqués à Souakim pour coopérer à la défense de la ville.

Répondant à une interpellation, le premier ministre dit qu'il n'a aucun renseignement sur les mouvements du général Gordon, auquel il n'a pas de nouvelles instructions à envoyer, attendu que le général est investi de pouvoirs discrétionnaires.

Lord R. Churchill annonce qu'il désire saisir la Chambre d'une proposition tendant à voter une adresse à la Reine pour lui demander de donner leur démission à tous ses ministres actuels (hilarité générale) à cause de la politique qu'ils ont suivie en Égypte.

Le Speaker. Le règlement ne permet pas de saisir la Chambre d'un tel amendement maintenant, mais l'honorable membre pourra le présenter à l'occasion de la discussion sur le rapport de l'Adresse.

Lord R. Churchill. Dans ce cas, je propose l'ajournement de la Chambre afin d'appeler l'attention de l'Assemblée, aux termes du règlement, « sur une question déterminée, d'importance publique, » à savoir le refus du Gouvernement de continuer le débat sur l'amendement de M. Bourke.

(D'après le règlement, une telle proposition, pour être prise en considération, doit être appuyée par 40 membres. — Toute l'opposition se lève pour la soutenir.)

Lord Churchill. Le Gouvernement est seul responsable de la façon précipitée et honteuse dont s'est terminée, hier, la discussion de l'amendement de M. Bourke. Aucun de ses membres n'a pris la parole dans ce débat, et cette tactique a eu pour effet d'écourter la discussion de la conduite du Gouvernement en Égypte. Je me refuse à croire que cette surprise ait dépendu du hasard, et à moins que les ministres ne nous donnent une explication suffisante du fait, l'opposition aura à examiner ce qui lui reste à faire pour remplir ses devoirs envers le pays.

M. Chaplin. La manœuvre qui a mis fin à la discussion n'avait peut-être pas été concertée d'avance, mais j'accuse le Gouvernement d'avoir saisi de propos délibéré l'occasion de précipiter le vote.

M. Gladstone. La dignité du Gouvernement ne lui permet pas de répondre à cette accusation. Le Gouvernement déplore plus que personne de n'avoir pas eu l'occasion de défendre sa politique et de faire connaître à tous la véritable origine, le caractère réel des embarras auxquels nous sommes aujourd'hui exposés. Le malheur, si c'en est un, n'est toutefois pas irréparable; le débat pourra être repris à l'occasion de la discussion sur le rapport. Si aucun membre du Gouvernement n'a pris la parole après M. Bourke, c'est que nous étions arrivés à l'heure où d'ordinaire les membres quittent la Chambre pour aller dîner; beaucoup d'entre nous étaient déjà partis; il ne restait peut-être plus vingt membres dans la salle, et les ministres n'ont pas l'habitude de prendre la parole lorsqu'ils savent d'avance qu'ils parleront devant des sièges vides. Si Lord R. Churchill et M. Chaplin étaient restés à leurs places, la surprise dont ils se plaignent ne se fût pas produite.

Sir St. Northcote. Il avait été décidé d'avance que sir Charles

Dilke prendrait la parole après M. Bourke ; sir Ch. Dilke s'est dérobé et a ainsi laissé tomber la discussion à la suite d'une entente probable avec les autres membres du Gouvernement dont la conduite, en cette circonstance, n'a pas été digne de leur haute position.

M. Cowen et sir D. Wolff continuent la discussion.

L'ajournement de la Chambre est repoussé.

L'assemblée reprend la discussion de l'adresse.

Le Lord Maire engage le Gouvernement à ne pas faire de concessions aux Boers, auxquels, prétend-il, on ne peut se fier.

M. Ashley s'attache à justifier la politique suivie par le Gouvernement à l'égard du Transvaal. Les Boers soutiennent qu'ils n'ont violé aucune convention, et que les indigènes qu'ils sont accusés d'avoir attaqués au delà de leur frontière, ont été assaillis par des flibustiers venus un peu de partout et peut-être aussi du Transvaal, mais que, comme État, les Boers n'ont contrevenu à aucun traité. Les négociations continuent, et le Gouvernement espère arriver à un arrangement satisfaisant.

Sir M. Hicks-Beach engage le Gouvernement à n'attacher aucune importance aux déclarations des délégués du Transvaal.

M. Forster dit que le Gouvernement doit exiger des garanties en ce qui concerne la protection des indigènes dans le Transvaal, et veiller à ce qu'on n'y puisse faire revivre l'esclavage.

M. Chamberlain. Un puissant argument en faveur du gouvernement des Boers est que la population indigène s'est énormément accrue dans le Transvaal sous le Gouvernement que l'on accuse d'exercer une autorité tyrannique sur le pays. Le Gouvernement d'Angleterre a adressé à celui du Transvaal les représentations qu'il a jugé utile de lui faire parvenir afin d'empêcher l'organisation de tout système pouvant être considéré, dans une certaine mesure, comme une résurrection de l'esclavage.

La discussion est ajournée.

Chambre des Communes. — Séance du 7 février.

Sir St. Northcote donne avis qu'il saisira la Chambre mardi prochain d'une motion portant que « cette Chambre, ayant pris connaissance de la correspondance sur les affaires d'Égypte, est d'avis que les regrettables événements, dont le Soudan a été récemment le théâtre, sont dus à la politique vacillante et inconséquente suivie par le Gouvernement de Sa Majesté. »

(Cette motion est identique à celle dont lord Salisbury a saisi le même jour la Chambre des Lords.)

Chambre des Communes. — Séance du 8 février.

Lord Fitz-Maurice, répondant à *M. Magniac*, dit que la correspondance échangée au sujet du canal de Suez, ainsi que la communication adressée au conseil d'administration du canal, concernant la convention conclue avec les armateurs, sera communiquée au parlement. Il ajoute que ce n'est pas l'intention du Gouvernement de faire examiner le canal pour savoir si les conditions de la concession sont remplies.

M. Magniac annonce qu'il demandera prochainement que cet examen soit fait.

Lord Fitz-Maurice, répondant à *M. Anderson*, dit que le Gouvernement portugais refuse définitivement de soumettre à un arbitrage l'affaire du vaisseau *City-of-Mecca*. Il ne peut pas encore faire connaître la conduite que le Gouvernement anglais tiendra à ce sujet.

L'orateur, en réponse à une question de *M. Bright*, dit qu'il espère soumettre au parlement, la semaine prochaine, un arrangement au sujet du Congo.

M. Gladstone, répondant à une question posée par sir W. Dyke, s'exprime ainsi :

Il s'agit de savoir si le Gouvernement a eu connaissance du prêt fait au khédive par MM. de Rothschild et s'il en a été satisfait.

La meilleure réponse que je puisse faire, c'est de lire les deux lettres écrites par Lord Granville avec l'assentiment du cabinet.

Lord Granville écrivait, le 22 janvier, à MM. de Rothschild :

« J'ai informé M. Gladstone et mes collègues que vous m'aviez fait savoir que M. Vincent vous avait demandé, au nom du Gouvernement égyptien, de faire à ce dernier un prêt d'un million de livres sterling remboursable dans six mois. Vous ajoutiez que vous ne teniez pas à faire ce prêt, mais que vous le feriez si nous exprimions un avis favorable. Je suis informé que sir Baring s'est exprimé en termes favorables sur cette proposition. Le cabinet l'a également approuvée, et il serait heureux si vous consentiez à cette demande et si vous pouviez arriver à un arrangement avec le Gouvernement du khédive. »

Plus tard, lord Granville adressait une nouvelle lettre à MM. de Rothschild pour les remercier de leurs informations au sujet de la marche des négociations avec le Gouvernement égyptien. Il exprimait l'opinion que le différend survenu au sujet de la date du remboursement n'était qu'une question de détail qui serait facilement arrangée. Lord Granville ajoutait qu'il savait que MM. de Rothschild agissaient avec le désir d'être utiles au Gouvernement égyptien dans la crise actuelle.

M. Gladstone, répondant ensuite à sir Balfour, déclare que l'em-

prunt d'un million de livres sterling ne dépasse pas la limite établie par la loi de liquidation.

Chambre des Communes. — Séance du 11 février.

M. Gladstone, interpellé par *M. Forster* pour savoir si l'intention du Gouvernement est d'ordonner une tentative pour délivrer les garnisons de Sinkat et de Tokar, dit qu'il lui serait impossible de faire, dans les limites d'une réponse, une déclaration qui serait considérée comme satisfaisante par la Chambre. (Murmures dans les rangs de l'opposition.) Il promet de s'expliquer sur cette question dans la séance du lendemain; il sera alors en possession de renseignements plus complets qui doivent lui parvenir. Les déclarations qu'il fera alors pourront faire l'objet d'une discussion de la Chambre.

Lord R. Churchill. Puis-je demander si les garnisons de Sinkat et de Tokar se trouvent dans les limites du territoire sur lequel l'amiral Hewett assume son protectorat, et s'il est exact que l'équipage d'un vaisseau de guerre italien et les officiers et l'équipage d'un vaisseau de guerre français aient voulu débarquer à Souakim pour protéger les intérêts des étrangers à Souakim, et en ont été empêchés par l'amiral Hewett?

M. Gladstone. Je ferai remarquer qu'il n'y a pas de protectorat. L'amiral Hewett a reçu des pleins pouvoirs comme gouverneur pour agir à Souakim même tant dans l'île que sur la côte.

Lord Churchill. Il a reçu ces pleins pouvoirs de qui?

M. Gladstone. Naturellement du chef du pays, du Gouvernement égyptien.

J'ajouterai que nous n'avons pas connaissance que les équipages de navires italiens et français aient exprimé le désir de débarquer à Souakim pour y protéger les intérêts étrangers.

M. Gibson. Il s'agit ici d'une question d'heures et d'une importance vitale. Ces garnisons peuvent être attaquées dans les douze heures. Je demande si les pouvoirs donnés à sir W. Hewett l'autorisent à marcher ce soir ou demain matin, avec les forces placées sous son commandement, au secours de Tokar?

M. Gladstone. Je suis obligé, par des considérations de devoir public, de refuser de faire une telle déclaration avant demain.

Le vicomte Emlyn. Est-il vrai que les autorités militaires anglaises aient donné l'ordre de refuser à tout officier des forces de S. M. l'autorisation de prendre du service dans l'armée égyptienne?

Le marquis de Hartington. Cette déclaration n'est pas exacte. Aucun ordre de ce genre n'a été donné. Nous avons pensé qu'il n'était pas désirable d'affaiblir les forces britanniques dans l'Inde, mais il n'existe pas d'obstacle pour les officiers du pays.

M. Gladstone, répondant à *M. Ashmead-Bartlett*, dit qu'il est vrai qu'à la date du 22 décembre, le Gouvernement a été informé que les garnisons de Sinkat et de Tokar et d'autres encore se trouvaient en danger, mais que, depuis lors, le Gouvernement égyptien a pris, pour délivrer ces garnisons, des mesures que l'on avait certainement cru suffisantes.

Le baron de Worms demande s'il est vrai, ainsi que l'affirme le correspondant parisien d'un journal, que des négociations soient engagées entre la France et l'Angleterre en vue d'une coopération de la France dans la lutte contre le Madhi.

M. Gladstone dit qu'il ne sait rien de telles négociations.

Chambre des Lords. — Séance du 12 février.

Le marquis de Salisbury développe sa proposition d'un vote de blâme au sujet de l'Égypte. Son discours est fréquemment interrompu par les applaudissements.

L'orateur déclare que les événements récents du Soudan, y compris la prise de Sinkat, sont de graves événements qui ont discrédité partout le nom de l'Angleterre. Le Gouvernement anglais en est responsable, car il a abandonné la politique forte de lord Dufferin pour suivre une politique faible.

Lord Granville dit que le Soudan n'est d'aucun intérêt pour l'Angleterre et les Indes, pas plus qu'il n'est d'un intérêt permanent pour l'Égypte. Les garnisons de Sinkat et de Tokar ne représentent que la cinquantième partie des troupes égyptiennes distribuées dans le Soudan. Le Gouvernement, ajoute-t-il, a eu soin de ne pas contrarier les vues du général Gordon. Il est heureux de dire que les informations reçues démontrent que l'objectif du général Gordon n'est pas l'envoi d'une force pour agir dans les environs de Souakim.

Le Gouvernement a donné des ordres pour qu'on secourût Tokar si cette place peut encore tenir. L'Angleterre n'a pas l'intention d'annexer l'Égypte, mais seulement d'y rester le temps suffisant pour y établir un gouvernement stable. Il est impossible, dit lord Granville, de gouverner l'Égypte de Londres; tout ce que nous pouvons faire, c'est de nommer des hommes de mérite pour nous représenter en Égypte et de recommander des hommes compétents pour les postes civils et militaires. La force des circonstances nous oblige d'aller plus loin; mais nous devons limiter nos rapports avec l'Égypte au but déclaré par le Gouvernement.

Lord Granville passe en revue les événements qui se sont produits dans l'Égypte proprement dite, afin de démontrer l'amélioration de l'état de ce pays. Il annonce qu'une taxe sera appliquée à toutes les maisons des Européens. La politique du Gouvernement anglais n'est

pas guidée par la critique des journaux du dehors. Le Gouvernement n'a reçu aucune représentation des Gouvernements étrangers au sujet de l'Égypte, et la Porte a donné l'assurance qu'elle désire agir d'accord avec l'Angleterre. Dans son discours, lord Granville rappelle que Khartoum est la clef de l'Égypte.

La motion du marquis de Salisbury a été adoptée par 181 voix contre 81.

Chambre des Communes. — Séance du 12 février.

Sir Stafford Northcote propose, dans les mêmes termes que l'a fait le marquis de Salisbury à la Chambre des Lords, une motion de censure portant que la Chambre des Communes est d'avis que les regrettables événements qui ont eu lieu dans ces derniers temps dans le Soudan sont dus, dans une grande mesure, à la politique vacillante et inconséquente du Gouvernement de Sa Majesté.

L'orateur rappelle que le général Hicks-Pacha a demandé, à plusieurs reprises, par l'intermédiaire du représentant de S. M. Britannique au Caire, des renforts au Gouvernement égyptien, et soutient que le Gouvernement anglais, en s'abstenant de donner son avis sur ces demandes, s'est conduit d'une façon indigne de l'Angleterre. Le Gouvernement a décliné toute responsabilité dans les événements qui se sont passés en Égypte, et il en résulte ceci : c'est que le monde le considère aujourd'hui comme étant bien plus responsable de ces événements que s'il avait, au moment opportun, donné son avis et ses conseils au Gouvernement égyptien. Les ministres, d'après l'orateur, ont fait preuve d'une négligence coupable. Quant au général Gordon, sir Stafford espère que le Gouvernement ne voudra pas, par des réticences, laisser planer des doutes sur le point de savoir si le général est le mandataire du Gouvernement égyptien ou celui du Gouvernement anglais. Le Gouvernement de la Reine, par son inaction, a compromis la sécurité de la Basse-Égypte, s'est chargé d'une immense responsabilité, a affaibli le prestige de l'Angleterre dans le monde et contribué puissamment au développement du mahométisme.

M. Gladstone dit que le discours précédent n'a aucun rapport avec la motion. L'orateur n'a pas démontré que la conduite du Gouvernement ait été vacillante et inconséquente. Le but de l'honorable leader paraît être plutôt de chercher à établir que les ministres ont suivi une politique mauvaise, principalement en refusant de fortifier l'armée égyptienne dans le Soudan, de donner des conseils au Gouvernement du Caire et d'inspirer sa politique à ce Gouvernement en ce qui concerne le Soudan. Ce sont là des accusations graves, mais qui n'ont aucun rapport avec les termes de la motion.

M. Gladstone rappelle à la Chambre que ce n'est pas le Gouverne-

ment actuel qui a créé l'état de choses existant en Égypte. Ses pré-décesseurs lui ont transmis des engagements dont il n'a jamais pu se libérer honorablement. Ils ont d'abord commis une faute grave en instituant le contrôle à deux, bien qu'il ait eu pour but de procurer un meilleur Gouvernement à l'Égypte. Quant à la guerre dans le Soudan, aucun peuple ne la déplore plus que le peuple égyptien lui-même, et d'ailleurs le Gouvernement de Sa Majesté entend rester étranger à tout ce qui peut avoir pour but de contribuer à une nouvelle conquête du Soudan. — Pendant toute ma vie politique, je n'ai jamais ouvert la bouche en faveur d'une domination telle que certains pays l'exercent sur d'autres pays, et je n'ai pas l'intention de commencer maintenant. Le Soudan a épuisé les caisses et les armées de l'Égypte. On a évalué à cent mille le nombre des hommes qui ont perdu la vie dans les efforts faits pour maintenir cette possession étrangère, et en ce moment même où nos sympathies sont à bon droit éveillées pour les 300 hommes qui sont à Tokar et les 500 hommes qui sont à Sinkat, nous ne pouvons perdre de vue que 29,000 soldats égyptiens ou soldats au service du Khédive sont encore éparpillés dans cet immense territoire. Dans ces circonstances, je repousse absolument la doctrine de l'honorable leader, qui est d'avis qu'il nous incombe à nous d'organiser le système militaire de l'Égypte, pour la mettre en mesure de reconquérir le Soudan. Nous n'aurions pas pu donner des conseils au général Hicks sur la façon de conduire la guerre, sans nous rendre responsables de l'issue de la lutte. Après la défaite de Hicks, notre position était changée. Nous apprîmes cette défaite le 10 novembre, et, dès le 21 novembre, alors que nous en avons reçu la confirmation, nous avons pensé que nous avions le droit de conseiller l'abandon du Soudan dans certaines limites. Depuis l'avènement au pouvoir de Nubar-pacha, le Gouvernement du Khédive a été parfaitement d'accord avec nous en ce qui concerne ce point.

J'arrive maintenant au général Gordon. Est-ce là un homme ordinaire? Ce n'est pas une exagération de dire que le général Gordon est un héros, — un héros chrétien; c'est un homme qui, dans ses relations avec les peuples orientaux, a prouvé qu'il était un génie, et qu'il exerce sur ceux avec lesquels il est mis en rapport une grande influence. Personne, en outre, ne hait plus l'effusion inutile du sang que le général Gordon. Après la défaite de Hicks-Pacha, nous avons pensé que le général Gordon pourrait être utile à l'Égypte; le 1^{er} décembre, lord Granville a donc offert les services du général Gordon au Gouvernement égyptien. Ces services ont été d'abord refusés, parce que le Gouvernement du Khédive était d'avis que l'envoi d'un chrétien dans un pays qui constitue la forteresse du mahométisme pouvait amener des désordres sérieux. Mais, le 16 janvier, le même Gouver-

nement nous demanda un officier capable d'entreprendre l'évacuation du Soudan, et, le 18 janvier, le général Gordon était en route pour l'Égypte.

Le général Gordon est parti sans rien pour conquérir le Soudan ou pour persuader les sultans et les chefs de se mettre de nouveau sous l'autorité de l'Égypte. La Chambre reconnaîtra que nous avons placé la confiance la plus grande dans cet homme remarquable, et nous déclarons qu'il serait, en effet, impossible d'exagérer l'importance que nous y attachons. Le général a formé ses plans au Caire. Nous hésitons à les communiquer maintenant à la Chambre, dans la crainte que leur publication en Égypte n'en compromette le succès. Ces plans sont d'un caractère entièrement pacifique ; l'exécution pourrait en paraître irréalisable pour tout homme ordinaire ; mais pour le général Gordon, qui est doué de qualités remarquables, nous pouvons raisonnablement espérer qu'il réussira à exercer une puissante influence pacifique en s'adressant dans l'intérieur du Soudan aux hommes dont dépend le plus la situation. C'est autant son désir que le nôtre qu'il atteigne le but sans avoir recours à la violence ou à la force.

En apprenant la défaite de Baker-pacha, nous avons pris immédiatement les mesures nécessaires pour assurer la sécurité de Souakim.

Quant à Sinkat, Baker-Pacha était parti avec la confiance qu'il pourrait en dégager la garnison ; mais, une fois ce général battu, il y avait impossibilité absolue pour nous d'arriver devant la place avant que l'ennemi ne la prenne. Nous n'avons pas négligé un autre mode d'action. Nous avons chargé l'amiral Hewett de chercher à délivrer la garnison de Sinkat par le moyen des négociations, et nous n'avons appris que hier soir, à dix heures, que ces négociations avaient échoué. Il nous restait un autre devoir à remplir, celui de veiller à ne pas mettre en danger la vie du général Gordon dont dépend l'espoir de la solution de la question du Soudan et de la retraite des 29 mille soldats qui y sont engagés. Nous avons pu communiquer télégraphiquement avec le général à Berber, et nous avons reçu l'assurance que les efforts que nous pourrions faire pour sauver Tokar ne feraient courir aucun péril à sa mission. Le général, toutefois, nous laisse à nous toute la responsabilité de nos actions. Dans ces circonstances, nous n'avons pas perdu de temps, et nous nous sommes décidés immédiatement à réunir avec toute la promptitude possible une force britannique à Souakim, afin de délivrer la garnison de Tokar si cette garnison peut tenir jusque-là. Par cette résolution, nous ne rompons en aucune façon avec la politique que nous avons décidé de suivre à l'égard de la question de la reconquête du Soudan, car nous ne voulons que rendre à l'humanité un service pour lequel, j'en ai la conviction, le pays ne nous fera pas la guerre.

Nous réunirons ainsi une force de 4,000 hommes, effectif que l'amiral Hewett, le meilleur juge sur les lieux, apprécie comme plus que suffisant pour assurer la délivrance de Tokar.

Lord Churchill soutient que la politique suivie par le Gouvernement est contraire aux sentiments du pays.

M. Stanhope dit que *M. Gladstone* n'a songé qu'à décharger la responsabilité du Gouvernement anglais actuel dans les affaires d'Égypte, et qu'il a entrepris là une tâche qui n'est pas digne du grand pays qu'il administre. L'orateur maintient que le Gouvernement s'est montré indifférent au sort des garnisons de Sinkat et de Tokar, et n'a songé à leur porter secours que lorsqu'il était trop tard.

Sir W. Lawson propose l'ajournement de la discussion.

La proposition est adoptée et la séance levée.

Chambre des Communes. — Séance du 14 février.

M. Gladstone, répondant à une interpellation de *sir Edmund Lechmere*, dit : La Porte a exprimé le désir d'avoir un échange de vues avec le Gouvernement anglais sur les affaires d'Égypte en général, afin d'arriver à une entente complète sur la question. Le Gouvernement anglais a accepté la proposition et prié Musurus-Pacha de lui offrir une base sur laquelle l'entente pût s'établir. Musurus-Pacha a eu depuis une entrevue avec lord Granville, mais il n'est pas encore en possession d'instructions qui lui permettent de donner une forme plus précise aux propositions de son Gouvernement.

M. Salt demande si des offres d'argent seront faites aux tribus dans le Soudan par le général Gordon, pour les engager à rester loyales envers le Gouvernement du Khédive, et dans le cas de l'affirmative, si les fonds qui seront ainsi distribués figureront dans les dépenses de l'Angleterre ou dans celles de l'Égypte.

M. Gladstone. Je pense qu'il vaut mieux que je ne réponde pas à cette question. Le général Gordon n'est pas notre agent, bien que nous soyons responsables de tout ce qu'il fait et fera. Je saisisrai cette occasion pour dire que je regrette excessivement que le correspondant égyptien d'un journal de Londres ait dit que le général Gordon était parti avec une certaine somme d'argent. J'espère que la presse sera plus prudente à l'avenir lorsqu'il s'agira de nouvelles de cette nature, et qu'elle comprendra que la publication de tels faits peut compromettre au plus haut degré non pas seulement la vie, mais la mission du général Gordon. J'ajouterai qu'il y avait, du reste, une grande exagération dans l'indication de la somme dont le général est porteur.

Lord R. Churchill. Le général Gordon est-il l'agent du Gouvernement égyptien ?

M. Gladstone. A strictement parler, il est l'agent du Gouvernement

égyptien, mais nous sommes responsables des conseils qui ont été donnés au Gouvernement du Caire.

Lord R. Churchill. A quelle date le général Gordon est-il devenu l'agent du Gouvernement égyptien?

M. Gladstone. Le jour où il a pris le titre de gouverneur général du Soudan au nom du Gouvernement égyptien; mais je rappelle que je viens de déclarer de la manière la plus explicite que le Gouvernement de Sa Majesté est responsable de ce que pourra faire le général Gordon.

M. Arthur Balfour. Quelle partie du littoral de la mer Rouge le Gouvernement de Sa Majesté se propose-t-il de protéger contre toute attaque hostile au Gouvernement d'Égypte?

M. Gladstone. L'engagement du Gouvernement anglais se réfère à des ports de la mer Rouge. Je ne sache pas que le mot littoral ait été employé par nous. Si l'honorable membre me demande à quels points de la côte s'appliquent nos engagements, je lui dirai : A tous les ports qui peuvent se trouver en danger par suite des récents mouvements du madhi.

Le ministre dit encore : Toutes les dépenses qui se rattachent à la mission du général Gordon telle qu'elle a été projetée dans le principe, seront payées par ce pays, mais le chiffre ne saurait en être considérable.

Sir Stafford Northcote. Les ordres ou les intructions donnés au général Gordon par le Gouvernement égyptien doivent-ils passer par nos représentants?

M. Gladstone. Je voudrais répondre à cette question en termes précis; je désire donc préalablement m'informer, mais je pense que, lorsque le général Gordon a quitté ce pays, il devait recevoir toutes ses instructions par l'intermédiaire de sir E. Baring.

A une nouvelle interpellation, le ministre répond : Nous n'avons aucune mission du Sultan dans cette question, et l'action du Gouvernement est soigneusement dirigée de façon à n'empiéter sur aucun des droits du Sultan dans ce pays.

La Chambre reprend la discussion sur le vote de censure.

Sir W. Lawson propose un amendement portant « que la Chambre, tout en refusant d'exprimer maintenant une opinion sur la politique égyptienne que le Gouvernement de Sa Majesté a suivie depuis deux ans avec l'appui de la Chambre, espère qu'à l'avenir les forces britanniques ne seront pas employées dans le but d'intervenir près du peuple égyptien dans le choix de son propre Gouvernement. »

L'orateur dit que, si un Gouvernement conservateur avait agi comme les ministres actuels de la Reine, les libéraux l'eussent depuis longtemps renversé.

M. Gladstone dit que la Chambre est tenue de se prononcer sur la résolution du leader de l'opposition qui embrasse un horizon beaucoup plus vaste que l'amendement.

M. Cartwright, libéral, croit que le Gouvernement ne peut pas tout à fait échapper à la responsabilité des événements du Soudan, mais après les déclarations aussi nettes de *M. Gladstone*, il votera probablement contre la motion Northcote.

M. Forster, ancien ministre pour l'Irlande, attaque la politique passée du Gouvernement ; mais le vote de blâme, s'il était adopté, dit-il, amènerait la chute du Gouvernement ou la dissolution de la Chambre, et, dans l'un ou l'autre cas, un retard et une confusion. Il votera donc en faveur du Gouvernement.

Sir Charles Dilke défend le Gouvernement. Il loue Nubar-pacha comme homme d'État et dit qu'il est parfaitement d'accord avec la politique du Gouvernement anglais. Il ne doute pas que la mission du général Gordon n'ait un plein succès.

Nous aurons, dit *sir Charles Dilke*, de grandes forces à Souakim le 19 courant, et il y a toute raison de croire que ces forces réussiront dans leurs opérations. Nous avons augmenté nos responsabilités, car jusqu'à présent nous avons été seulement responsables du maintien de l'ordre dans l'Égypte proprement dite ; maintenant nous devenons responsables du maintien de l'ordre sur la côte. Le général Gordon a eu tout l'appui qu'il a demandé et il aura tout l'appui qu'il demandera.

Sir Charles Dilke conclut ainsi : « Notre principe et notre politique, c'est de faire disparaître le régime égyptien là où il a été un fléau, et de le maintenir et de l'améliorer là où il est un gouvernement national et bienfaisant ; et de former sur la côte de la mer Rouge une ligue qui puisse servir à l'Angleterre et aux autres nations pour la suppression de la traite des esclaves. »

Chambre des Communes. — Séance du 15 février.

M. Gladstone, répondant à une interpellation, dit : L'opinion du Gouvernement est que les dépenses de l'expédition militaire au Soudan, en ce qui concerne les officiers et soldats anglais, incombent à l'Angleterre. Le Gouvernement fera une proposition en ce sens à la Chambre. Le ministre ajoute que, quant aux fonds qui ont été mis à la disposition du général Gordon, il est sans informations. C'est là une affaire spéciale, et il ne saurait dire maintenant ce qui en est.

La Chambre reprend la discussion du vote de censure.

M. Morley dit qu'il n'a adhéré à la politique du Gouvernement d'envoyer des forces militaires en Égypte que parce qu'il espérait qu'elles en sortiraient au plus tôt, et que les ministres ne s'appuieraient pas sur tous les prétextes pour y perpétuer la présence

des troupes britanniques. L'orateur regrette que le Gouvernement n'ait pas renseigné la Chambre sur tous les moyens qu'il possède de mettre à exécution la politique d'action qu'il vient d'inaugurer. Il craint spécialement les complications qui peuvent résulter de l'intervention continue de l'Angleterre en Égypte. La vallée du Nil possède une population européenne importante qui a, dans le pays, des intérêts considérables et que protègent, au dehors, de puissants Gouvernements; l'Angleterre pourra facilement s'y trouver en présence de différends inattendus, le jour où il plaira à un Gouvernement étranger ou même à un habitant étranger de lui susciter des difficultés. Géographiquement et politiquement, l'Angleterre est la dernière nation qui devrait vouloir occuper l'Égypte. Gibraltar et Malte n'ont pas fait de l'Angleterre une puissance de la Méditerranée, mais il en serait autrement avec l'Égypte qui lui apporterait le désavantage de se trouver à une grande distance de sa base. Bien loin que l'annexion de l'Égypte pût jamais être considérée comme un triomphe sur la France, le jour où, sous un nom quelconque, nous prendrions définitivement possession de la vallée du Nil, les bienfaits et les avantages que nous retirons de la Manche seraient compromis. On a prétendu qu'il existe dans le pays une grande irritation contre le Gouvernement à cause des mesures tardives qu'il a prises à l'égard du Soudan; c'est une erreur, cette irritation n'existe que dans les rangs de ceux qui depuis quatre ans n'ont cessé de montrer de l'irritation contre le Gouvernement, quoi qu'il ait fait.

M. Balfour. On a soutenu que le Gouvernement avait besoin d'un mandat de l'Europe pour intervenir en Égypte; on perd donc de vue que les ministres qui sont au pouvoir ont hérité de leurs prédécesseurs des obligations dont il ne leur était pas permis de se départir. Le Gouvernement ne demande pas à annexer l'Égypte, mais il est tenu d'y rester jusqu'à ce que ses obligations soient remplies.

Lord E. Fitz-Maurice. Il n'a pas été question d'annexion jusqu'ici, et le Gouvernement ne s'est nullement écarté de la ligne politique qu'il s'était tracée; mais l'application de ses principes doit nécessairement subir des variations d'après les circonstances du moment.

Sir F. Milner exprime l'opinion que l'abandon du Soudan sera suivi d'un immense développement de la traite des nègres.

Lord Folkestone dit que la France seule, de toutes les puissances de l'Europe, protesterait contre l'établissement d'un protectorat britannique en Égypte. Ce que l'Angleterre aurait de mieux à faire, ce serait d'établir ce protectorat en le déclarant ouvertement.

M. Cross. L'intervention de l'Angleterre en Égypte a fait à ce pays un bien immense, mais il ne faut pas demander aux armées britanniques des impossibilités. Pour conserver le Soudan, il faudrait y

envoyer des forces nombreuses, et se résoudre à des sacrifices dont il n'est pas donné à l'homme de calculer d'avance toute l'étendue.

Sir M. Hicks-Beach. Le Gouvernement a manqué à ses devoirs en n'envoyant pas depuis longtemps des forces au secours des garnisons assiégées, car il devait savoir que Baker-Pacha ne disposait pas d'une armée suffisante pour les délivrer, et que d'ailleurs ce général n'était pas loyalement soutenu au Caire. Les puissances étrangères apprendraient toutes avec bonheur une décision du Gouvernement d'agir désormais avec la plus grande vigueur en Égypte, parce qu'une telle politique procurerait infailliblement à leurs sujets plus de sécurité pour leurs personnes et leurs intérêts. Le Gouvernement anglais ne s'est décidé à faire un effort pour sauver Tokar qu'après la défaite de Baker-Pacha, c'est-à-dire lorsque peut-être il était trop tard. J'espère que le Gouvernement y verra une leçon et qu'il saura encore se décider à assumer franchement et ouvertement, en dépit d'une opposition qui ne représente pas le pays, des responsabilités auxquelles, en fin de compte, il lui serait impossible d'échapper.

Sir John Lubbock propose l'ajournement de la discussion.

La proposition est adoptée et la séance est levée.

Chambre des Lords. — Séance du 18 février.

Lord Lamington annonce qu'il appellera, vendredi prochain, l'attention de la Chambre sur le transfert de la juridiction consulaire anglaise en Tunisie aux tribunaux français. Il demandera en outre au Gouvernement s'il a l'intention de faire des démarches pour l'abrogation de la juridiction consulaire en Égypte et pour la modification des capitulations.

Le marquis de Salisbury dit qu'il désire avoir des informations sur la proclamation faite par le général Gordon à Kartoum, dans laquelle il annonce le rétablissement de la traite des esclaves.

Lord Granville répond que le Gouvernement est informé que cette proclamation existe, mais qu'elle a été inexactement rapportée par les journaux. Bien qu'il soit question dans cette circulaire de la traite des esclaves, lord Granville croit que le général Gordon n'a rien fait qui soit opposé aux vues qu'il a toujours eues sur ce sujet.

Chambre des Communes. — Séance du 18 février.

Lord Fitz-Maurice, répondant à sir H. Tyler, dit que le traité de paix conclu entre le Chili et le Pérou n'a pas encore été ratifié par le Congrès péruvien. Le Gouvernement anglais a consenti à se joindre au Gouvernement français et aux autres Gouvernements pour faire des représentations aux Gouvernements du Chili et du Pérou pour la protection des droits des créanciers publics du Pérou.

M. Gladstone, répondant à *M. Moore*, dit qu'il n'a aucune raison de croire que le Gouvernement italien ait en vue, au sujet des biens de la congrégation de la Propagande, une action de nature à obliger l'Angleterre à agir ; mais sir Lumley emploiera ses bons offices, si l'occasion se présente.

M. Gladstone, répondant à *M. Onslow*, dit que le Gouvernement a reçu deux télégrammes de l'ambassadeur anglais à Saint-Petersbourg, annonçant que les représentants des tribus de Merv avaient demandé à être gouvernés par la Russie et que l'empereur avait accepté leur demande et se proposait d'envoyer un officier dans ce pays pour l'administrer. L'officier sera peut-être accompagné par une escorte de Turcomans.

M. Gladstone ajoute : « S'il est prouvé que les Turcomans de Merv ont fait leur soumission à la Russie, et si des communications diplomatiques sont échangées à ce sujet, le parlement en sera dûment informé. »

M. Stanhope annonce que, lors de la discussion du rapport sur l'adresse, il appellera l'attention de la Chambre sur ce sujet.

M. Gladstone, répondant à *M. Bartlett*, dit que le bruit d'après lequel l'armée égyptienne serait sur le point d'être licenciée, est sans aucun fondement.

Répondant à plusieurs questions, *M. Gladstone* dit qu'aucun arrangement n'est intervenu entre le Gouvernement anglais et le général Gordon qui soit de nature à autoriser ce dernier à faire une proclamation sanctionnant la traite des esclaves. *M. Gladstone* n'admet pas que le général Gordon ait fait une proclamation de ce genre.

Sir *J. Lubbock* appuie la politique du Gouvernement. *M. Mariott*, libéral, la condamne ; il croit que le Gouvernement a perdu la confiance du pays et du parti libéral.

M. Childers, défendant la politique du Gouvernement, conclut en déclarant que le Gouvernement continuera à travailler à l'évacuation du Soudan, et, si c'est possible, par des moyens pacifiques. Après avoir secouru Tokar, le Gouvernement continuera, fermement et honorablement, son occupation de l'Égypte, jusqu'à ce que le but pour lequel l'Angleterre est allée dans ce pays soit atteint.

Le Gouvernement songera à retirer ses troupes de l'Égypte lorsque le Gouvernement du Khédive sera en état d'administrer les affaires de l'Égypte sans l'aide de l'Angleterre. Enfin, le but de l'Angleterre est également d'arriver à replacer les finances de l'Égypte dans une situation normale.

La discussion a été ensuite ajournée.

Chambre des Lords. — Séance du 19 février.

Lord Granville répondant au marquis de Salisbury, dit que la seule instruction donnée au général Gordon a été de s'opposer à l'impulsion qui pourrait être donnée à la traite des esclaves après le retrait des troupes égyptiennes de l'intérieur et en conséquence du mouvement révolutionnaire actuel. *Lord Granville* ajoute qu'il a la plus grande confiance dans le général Gordon. Il est parfaitement certain qu'il prendra toutes les mesures pour empêcher le renouvellement de la traite des esclaves.

M. le marquis de Salisbury espère que, dans le cas où l'opposition aurait à formuler des critiques sur la question du Soudan, *Lord Granville* ne se mettra pas à l'abri derrière l'autorité du général Gordon.

Lord Granville répond à cette insinuation et dit qu'il est naturel d'avoir confiance dans le général Gordon, qui a des pouvoirs discrétionnaires très étendus. Le Gouvernement sera responsable de tout ce que le général fera conformément aux vues du Gouvernement.

Chambre des Communes. — Séance du 19 février.

Lord Fitz-Maurice répondant à *M. Cowen*, dit que la prohibition de la construction du chemin de fer en Tunisie a été causée par un différend qui s'est élevé entre la Société franco-anglaise et les autorités françaises en Tunisie, relativement aux stipulations de la concession accordée à cette société pour la construction d'un chemin de fer. Le ministre français à Tunis a offert de lever toute opposition, à condition que les réclamations d'indemnités fussent retirées ; mais cette offre n'a pas été acceptée. Le Gouvernement anglais est en pourparlers avec le Gouvernement français à ce sujet.

Répondant à *M. Mac-Coan*, *Lord Fitz-Maurice* dit que la dette flottante égyptienne, non compris le récent emprunt fait à MM. de Rothschild, s'élève à 1,050,000 liv. st. Le Gouvernement n'est pas d'avis que les lettres de *Lord Granville* imposent au Gouvernement anglais une responsabilité financière au sujet de l'emprunt Rothschild.

Lord Fitz-Maurice, en réponse à *M. Onslow*, dit que sir E. Baring a reçu l'ordre d'envoyer le texte de la proclamation du général Gordon aussitôt qu'il l'aura reçu.

M. Gladstone, interpellé par sir Stafford Northcote au sujet de la proclamation du général Gordon, fait une réponse analogue à celle de *Lord Granville* à la Chambre des Lords et ajoute qu'il n'a pas le moindre doute que la solution de cette question ne se trouve dans la distinction à établir entre l'esclavage au Soudan et la traite des esclaves.

M. Ashmead Bartlett reprend la discussion du vote de blâme.

M. Goschen soutient la politique actuelle du Gouvernement, qui lui a été imposée, dit-il, par les événements et qu'il a franchement acceptée. L'orateur croit que la Chambre doit prendre en considération les immenses difficultés que le Gouvernement a rencontrées sur sa voie dans le passé et aussi celles que l'avenir lui réserve. Il n'approuve pas tout ce qui a été fait, mais il pense que le Gouvernement a reconnu la responsabilité qui lui incombe et qu'il ne quittera l'Égypte que lorsque sa tâche sera accomplie. *M. Goschen* votera donc en faveur du Gouvernement. (Ce discours a été fréquemment interrompu par de nombreux applaudissements.)

Le Marquis de Hartington maintient que la politique de non intervention dans les affaires du Soudan était une politique sage, à laquelle les deux parties de la Chambre avaient donné précédemment leur adhésion. Le peuple anglais n'est pas disposé à retirer sa confiance au Gouvernement anglais ; il continuera de soutenir ceux qui savent où ils vont, ceux qui cherchent à limiter et non pas à étendre les engagements, les devoirs et les sacrifices à imposer au pays. Avant d'adopter le vote de censure, dit le ministre, la Chambre exigera de l'opposition qu'elle lui dise ce qu'elle ferait si elle était au pouvoir.

Sir Stafford Northcote. Nous avons accusé le Gouvernement d'avoir, par sa politique hésitante et inconséquente, amené le déplorable état de choses qui existe dans le Soudan. Le Gouvernement a avoué une partie de ses erreurs et nous promet pour l'avenir une politique meilleure. Notre but en nous rendant en Égypte était de procurer à ce pays un Gouvernement fort et efficace, un Gouvernement capable de maintenir son crédit et son indépendance, d'assurer la sécurité de notre chemin vers l'Inde et d'écarter tout danger d'intervention de la part des autres Puissances. Aussi longtemps que lord Beaconsfield a été au pouvoir, nous avons suivi une telle politique et avec succès sur toute la ligne. Voilà quelle était notre politique. Lorsque l'administration est passée aux mains de nos adversaires, ceux-ci ont gâté cette politique, et nous jugeons qu'il est de notre devoir d'appeler l'attention de la Chambre sur la conduite du Gouvernement. Le système d'armée que vous avez établi en Égypte a échoué ; le système de gouvernement responsable ou parlementaire que vous y avez fondé a aussi échoué. Le brave général Baker a été battu parce que vous avez manqué à votre devoir, en n'insistant pas près du Gouvernement égyptien pour lui procurer les forces militaires convenables dont il avait besoin pour le succès de son entreprise. Quelle que soit la majorité qui votera pour le Gouvernement, je suis convaincu que la majorité des citoyens dans le pays qui ont perdu leur confiance dans le Gouvernement est plus grande encore.

La Chambre passe au vote et repousse la proposition de censure par 311 voix contre 262.

La séance est levée.

Chambre des Communes. — Séance du 20 février.

M. Villiers Stuart demande au premier ministre si la vie de vingt-neuf mille hommes et d'une multitude de femmes et d'enfants dépend du succès de la mission du général Gordon ; s'il est nécessaire au succès du général qu'il soit parfaitement libre de ses actes ; si une discussion prématurée de sa conduite peut compromettre ce succès, paralyser son pouvoir et affaiblir son autorité, et si le Gouvernement de Sa Majesté exercera son influence pour empêcher toute discussion prématurée de faits qui ne sont encore que très imparfaitement connus.

M. Gladstone. Mon honorable ami nous attribue plus de pouvoir que nous n'en avons, car nous ne saurions empêcher une discussion prématurée de la mission du général Gordon. Mais je dois en même temps déclarer que je suis convaincu que la Chambre a une très grande confiance dans le général Gordon, en raison de son caractère, de sa longue expérience et de tout ce qu'elle sait de lui ; et j'en conclus que mon honorable ami sera d'avis que la Chambre n'est pas disposée à encourager des discussions qui pourraient compromettre le but de la mission du général Gordon, lequel est de délivrer les garnisons du Soudan, alors que le seul espoir que nous ayons dans le succès de cette mission repose, selon toute apparence, sur les qualités du général Gordon et les efforts qu'il a entrepris.

M. Ashmead Bartlett. Je demande au sous-secrétaire d'État pour les affaires étrangères si le sultan de Turquie, qui est le souverain du territoire égyptien, a été consulté par le Gouvernement britannique sur l'abandon du Soudan que les ministres de Sa Majesté imposent maintenant au Khédive, son vassal.

Lord E. Fitz-Maurice. Le Sultan n'a pas été préalablement consulté sur la question.

M. Lowther. Le Sultan a-t-il été consulté depuis ?

Lord E. Fitz-Maurice. Je pense que c'est là une question dont l'honorable membre doit donner avis préalable.

Chambre des Communes. — Séance du 21 février.

Lord Fitz-Maurice, répondant à *M. Arnold*, dit que lord Dufferin n'a perdu aucune occasion de recommander à la Porte de résoudre amicalement la question du patriarcat grec.

Lord Dufferin a reçu l'ordre de faire ressortir que tout retard apporté au règlement de cette question ne pouvait que nuire à la Turquie au point de vue politique.

Sur une question posée par *M. Pease*, *Lord Fitz-Maurice* déclare que, depuis le mois d'août, le Gouvernement n'a reçu aucune communication de la Chine en réponse à la proposition faite au sujet de l'opium, et que l'on ne peut guère espérer que la Chine étudie cette question avant que l'affaire du Tonkin ne soit réglée.

Le sous-secrétaire d'État aux affaires étrangères, interrogé ensuite par *M. Campbell*, répond que six artilleurs égyptiens ont présenté au Khédive une pétition dans laquelle ils déclarent qu'ils ne désirent accompagner les Anglais ni au Soudan, ni ailleurs, à moins d'avoir à leur tête des officiers musulmans. Cet incident, ajoute l'orateur, n'a eu aucune conséquence.

M. Mac Iver interroge le Gouvernement pour savoir s'il n'existe aucune négociation avec la France au sujet de la conclusion d'un traité de commerce.

Lord Fitz-Maurice répond négativement.

Chambre des Communes. — Séance du 22 février.

Lord Fitz-Maurice, répondant à *M. Gibson*, déclare que, malgré plusieurs dépêches expédiées au général Gordon, le Gouvernement n'a pas encore reçu du général le texte officiel de sa proclamation concernant l'esclavage au Soudan (1).

M. Ashmead Bartlett demande si la proclamation du général avait été préalablement approuvée par le Sultan, suzerain du Soudan, et si le Sultan a autorisé le général Gordon à dire aux insurgés : « Le Sultan m'a envoyé pour faire la paix avec vous-mêmes et pour s'épargner à lui-même la cruelle nécessité de faire la guerre à des insurgés qui sont, comme lui, des musulmans. »

(1) Voici la traduction littérale du texte de la Proclamation donné par le *Times* :

Proclamation.

A tous les habitants,

Nous espérons assurer votre tranquillité, et, comme je sais que vous êtes affiliés, au sujet de l'esclavage qui existe chez vous, des ordres stricts du Gouvernement qui en ont prononcé l'abolition, des peines infligées à ceux qui trafiquent d'esclaves, des assurances données au sujet de l'abolition de la traite par le Gouvernement, qui a châtié et inquiété ceux qui se livrent à ce trafic, des peines édictées par des décrets impériaux contre ceux qui trafiquent en esclaves, des firmans qui vous ont été communiqués, tout cela vous est connu. Mais dorénavant personne ne se mêlera de vos affaires en cela, mais chacun pourra prendre pour soi un homme à son service. Personne ne l'inquiétera, et il pourra faire comme il lui plaît sous ce rapport, sans que personne s'en mêle ; et nous avons donné cet ordre en conséquence.

Ma compassion pour vous.

Signé : GORDON PACHA.

Lord Fitz-Maurice. La proclamation du général Gordon n'a pas reçu l'approbation préalable du Sultan.

M. Gladstone répondant à une autre interpellation, déclare que le Gouvernement n'est pas encore décidé à communiquer au Parlement toutes les pièces officielles relatant ou concernant les missions du général Gordon pour la pacification du Soudan. Il se peut que l'intérêt public et l'intérêt même de la mission du général oblige le Gouvernement à réserver à plus tard ces révélations. Le cabinet soumettra toutefois aux Chambres le texte de la proclamation du général Gordon quand il l'aura reçu.

Le 13 février a été déposé sur le bureau de la Chambre des Communes un mémoire écrit par le général Gordon en mer, le 22 janvier, et adressé au Gouvernement anglais. Dans ce mémoire, le général expose son plan pour le règlement des affaires du Soudan.

Le général Gordon propose que le pays soit rendu aux représentants des différents petits sultans qui gouvernaient lors de la conquête du Soudan par Méhémet-Ali, et dont les familles existent toujours. Ces sultans opéreraient pour l'indépendance ou la suprématie du Mahdi. Le général Gordon croit qu'ils préféreront l'indépendance. Les arsenaux égyptiens de ces régions seraient cédés aux sultans respectifs. Une question plus difficile est celle de savoir comment et à qui livrer les arsenaux de Khartoum, Dongola et Kassala, ces villes n'ayant jamais possédé de familles régnantes. L'opinion du général Gordon est qu'on fera mieux de différer une décision sur ce point jusqu'à ce que les habitants puissent exprimer leurs vœux.

Le général Gordon exprime la confiance que la plus grande partie des forces du Mahdi actuellement à Obéid refusera de passer le Nil, et que ceux qui franchiront ce fleuve ne s'élèveront pas à plus de trois ou quatre mille hommes, se composant probablement de déserteurs nègres. Ces derniers se rallieraient à l'Égypte si des conditions équitables leur étaient offertes. Toutefois, si les troupes du Mahdi attaquaient les troupes égyptiennes pendant l'évacuation, les troupes égyptiennes devraient résister.

Le général Gordon termine en déclarant que le Soudan a été et sera toujours une possession inutile ; il croit donc que le Gouvernement est pleinement justifié en recommandant l'évacuation, surtout parce que les sacrifices demandés, pour assurer la bonne administration de ce pays si stérile et si vaste, seraient trop onéreux pour permettre de s'en charger.

Le Gouvernement de la reine laissera les habitants comme Dieu les a placés. Ils ne sont pas obligés de se battre les uns contre les autres. Ils ne seront plus opprimés par des forces étrangères.

Canal de Suez.

Voici le texte d'une dépêche, adressée par le ministre des affaires étrangères du Gouvernement anglais aux administrateurs anglais du canal de Suez, et remise par ces derniers à M. Ferdinand de Lesseps, en conseil, à Paris, le 5 février 1884 :

FOREIGN-OFFICE

—
Messieurs,

Le Gouvernement de Sa Majesté a eu à examiner les conditions proposées pour l'administration future du canal de Suez sur lesquelles se sont mis d'accord, le 30 novembre dernier, les armateurs trafiquant avec l'Orient et M. de Lesseps.

Ces conditions sont exposées en douze articles, dont l'exécution procurera certainement de grands avantages à la navigation et au commerce britanniques.

Eu égard toutefois au premier article, d'après lequel une commission doit être nommée à l'effet de donner un avis à la Compagnie sur les modifications nécessaires pour le développement du transit, le Gouvernement de Sa Majesté estime que des marins expérimentés dans la navigation du canal devraient être appelés comme membres de la commission sur la présentation du Gouvernement de Sa Majesté.

Il pense également que les administrateurs officiels désignés par le Gouvernement de Sa Majesté, devraient faire partie du comité consultatif de Londres prévu dans l'article 3.

Le Gouvernement de Sa Majesté, qui possède comme actionnaire un très grand intérêt dans l'entreprise, considère que cet accord donne une solution satisfaisante aux différends qui se sont élevés entre la Compagnie et ses clients, et, étant entendu qu'il ne sera pas fait de difficulté en ce qui concerne les deux points ci-dessus mentionnés, il approuve le projet des mesures proposées comme mettant fin aux différends qui se sont élevés et assurant le développement de l'entreprise dans l'intérêt du commerce universel.

Je vous autorise à remettre une copie de cette dépêche à M. de Lesseps.

Je suis, messieurs, etc.

GRANVILLE.

ITALIE

La Chambre des députés a repris le 22 janvier ses séances par la discussion du projet relatif à la prorogation des tribunaux mixtes en Égypte jusqu'au 30 janvier 1889. M. Cavalletto a appelé l'attention

du Gouvernement sur la situation des colonies italiennes, principalement en Orient, et sur les tentatives faites pour y substituer l'influence française à l'influence italienne. L'orateur déclare qu'il ne se préoccupe pas tant de la France que des écoles dirigées par les jésuites, qui se propagent grâce à l'influence française, et où l'on n'enseigne certainement pas la sympathie pour l'Italie.

M. Depretis donne l'assurance que le Gouvernement connaît ses devoirs et tiendra compte des recommandations de M. Cavalletto autant que le permet l'état des finances.

M. Mancini déclare que de nouvelles écoles ont déjà été ouvertes, et que d'autres le seront si la Chambre accorde les fonds nécessaires.

L'article unique du projet est ensuite adopté.

— On a distribué à la Chambre un projet de loi sur la marine marchande.

Ce projet accorde, pendant une période de dix ans, une prime pour les vapeurs et les voiliers en fer ou en acier construits en Italie pour la marine italienne et inscrits sur la première classe du registre italien. La prime est fixée à 60 francs par tonne de jaugeage brut.

L'exercice du cabotage sur les côtes italiennes est réservé au pavillon national. Pendant cinq ans, le Gouvernement pourra le permettre aux navires étrangers, sauf parfaite réciprocité de la part des nations intéressées. Moyennant une loi spéciale, on pourra, au lieu d'une parfaite réciprocité, accepter des pays étrangers d'autres compensations équivalant à l'autorisation de caboter le long des côtes italiennes.

— Le 25 janvier, M. Mancini, ministre des affaires étrangères, et M. Decrais, ambassadeur de la République française, ont signé un protocole pour constater l'accord intervenu entre la France et l'Italie relativement à la juridiction consulaire en Tunisie.

RUSSE

Le *Messenger du Gouvernement* du 14 février, publie une dépêche, adressée le 11 février d'Askabad à l'empereur, par le chef du territoire transcaspien, et annonçant que les Khans des quatre tribus turcomanes de Merv et vingt-quatre plénipotentiaires, élus chacun par 2,000 tentes, ont déclaré, le même jour, qu'ils faisaient leur soumission absolue à l'empereur de Russie.

Les Khans et les plénipotentiaires ont prêté serment d'une manière solennelle, en leur propre nom et au nom de toute la population de Merv.

Ils ont déclaré que les Turcomans avaient pris cette résolution, parce qu'ils avaient reconnu qu'ils ne pouvaient pas se gouverner

eux-mêmes et que le Gouvernement puissant de l'empereur de Russie était seul capable d'établir et de consolider l'ordre et la prospérité à Merv.

BULLETIN BIBLIOGRAPHIQUE

Revue des Deux-Mondes.

15 février. — *La première lutte de Frédéric II et Marie-Thérèse, d'après des documents nouveaux.* — *III. Mort de Fleury; Louis XV veut gouverner par lui-même*, par le duc de Broglie. — *Le Royaume solitaire. La Corée et les Coréens*, par M. Edmond Plauchut (l'attention est appelée sur ce pays qui, après un long isolement, vient de conclure des Traités avec le Japon, les États-Unis, la Grande-Bretagne; M. Plauchut trace un tableau fort intéressant du pays et de ses habitants).

La Nouvelle Revue.

1^{er} février. — *Souvenirs d'un voyage au Soudan*, par F. de Lesseps (ce voyage a été fait à la fin de 1856 par l'illustre Français avec Saïd-Pacha; le récit fort intéressant est terminé par d'importants passages des ordonnances rendues alors par le vice-roi pour l'administration du Soudan).

15 février. — *L'Internationale*, par B. Malon (exposé historique et apologétique).

Le Correspondant.

25 janvier 1884. — *M. Gladstone et son gouvernement en 1884*, par Ch. Gavard (détails sur la situation respective des partis en Angleterre, la position exceptionnelle occupée par M. Gladstone).

10 février. — *Une Française, reine de Pologne: Marie d'Arquien-Sobieska, d'après les documents inédits des Archives étrangères*, par M. Waliszewski. — *Patrons et ouvriers en Suisse*, par Anatole Langlois.

Revue Britannique.

Février. — *Le Maahdi, l'Égypte et l'Abyssinie* (rappel des événements des dernières années et considérations sur la gravité de la situation actuelle). — *Les chemins de fer russes en Asie* (traduction d'un article de la Revue d'Édimbourg). — *La gestion financière en France depuis 1871.* — *Les colonies françaises, leur commerce, leur situation économique, leur utilité pour la métropole*, par Louis Vignon (fin du travail consacré aux Établissements français de l'Inde, à

la Cochinchine et au Tonkin, à la Nouvelle-Calédonie et aux établissements français de l'Océanie; puis vient un résumé où l'auteur expose la situation commerciale des colonies et *ses desiderata*). — Correspondances.

Bibliothèque universelle et Revue suisse.

Février 1884. — *En pays slaves*, par A. de Verdilhac (à propos de publications récentes sur la Bosnie, l'Herzégovine et la Serbie). — *La religion, l'instruction publique et les mœurs du Canada français*, par Eug. Réveillaud.

Revue maritime et coloniale.

Février 1884. — *Développement de la marine militaire allemande de 1873 à 1883* (travail traduit de l'allemand; outre des renseignements techniques, il contient des détails intéressants sur les efforts des Allemands à partir de 1848 pour avoir une marine). — *Notes sur Madagascar*, par M. Crémazy, conseiller à la Cour de la Réunion (renseignements fournis par des résidents français; texte de traités conclus en 1859 avec des rois sakalaves). — Rapport du Comité de la marine des États-Unis chargé d'étudier la réorganisation de la flotte. — *Souvenirs d'une campagne dans le Levant: les côtes de la Syrie et de l'Asie mineure*, par B. Girard (il s'agit du Liban, de Chypre et de Samos, sur lesquels sont fournis de nombreux renseignements au milieu desquels on est étonné de trouver intercalé un exposé de l'organisation administrative et judiciaire de la Turquie). — *Chronique* (état de la marine anglaise en 1883; les îles Malouines).

Revue de Géographie.

Février 1884. — *Fleuve bleu et Fleuve jaune: souvenirs de l'Empire du Milieu*, par M. Jametel. — *L'emplacement de la Rome antique*, par P. Mougeolle. — *Mouvement géographique*, par L. Delavaud (principaux événements et bibliographie). — *Topographie comparée des côtes de l'Océan et de la Manche*, par J. Girard. — Note sur le *protectorat international au Congo*, par L. Delavaud (réfutation d'un article de sir Travers Twiss dans la *Revue de droit international* de décembre 1883).

Le Mémorial diplomatique.

2 février 1884. — *La Question du Congo* (défense de la situation du Portugal contre les prétentions de l'Association internationale africaine et de Stanley). — *Nouvelles diverses* (analyse d'un traité conclu par l'Angleterre avec la Corée). — *Correspondances de Lon-*

dres, Saint-Petersbourg et Vienne. — *Documents* (travaux de la Commission des archives diplomatiques ; Les douanes coloniales).

9 février. — *Les embarras de l'Angleterre en Egypte*. — *Nouvelles diverses* (analyse des débats du parlement anglais et du parlement italien). — *Correspondances* de Bruxelles, de La Haye, de Londres, de Saint-Petersbourg et de Vienne. — *Les Anglais au Soudan*. — *Documents* (discours de la reine d'Angleterre à la rentrée du Parlement).

16 février. — *La législation sur les étrangers en Roumanie* (discussion de la disposition constitutionnelle d'après laquelle les Roumains peuvent seuls acquérir des immeubles ruraux en Roumanie). — *Nouvelles diverses*. — *Correspondances* de Saint-Petersbourg et de Vienne. — *Les affaires d'Egypte au Parlement anglais*. — *La protection des sujets des puissances neutres établis en Chine* (analyse d'un *blue Book*). — *Documents* (décret relatif au traitement des agents diplomatiques ; Encyclique du 8 février ; discours du roi de Suède et Norvège à l'ouverture du Storthing norvégien).

23 février. — *La Russie à Merv*. — *Nouvelles diverses* (réception du nouvel ambassadeur d'Espagne à Paris). — *Correspondances* de Londres, de Madrid, de Saint-Petersbourg, de Vienne. — *La Confédération argentine et le Chili* (reprise des relations diplomatiques). — *Documents* (analyse du traité de commerce conclu par l'Angleterre avec la Corée ; discours du gouverneur général du Canada à l'ouverture du Parlement ; déclarations échangées entre l'Autriche et l'Italie pour la communication des actes de l'état civil ; traité entre le Paraguay et l'Uruguay ; règlement sur les testaments des Portugais à l'étranger).

L'Économiste Français.

2 février 1884. — *De la création d'ateliers nationaux à Paris*, par P. Leroy-Beaulieu. — *Lettres d'Autriche* (le Traité de commerce austro-français ; difficultés qui s'opposent à sa conclusion). — *La Syrie contemporaine, ses populations, ses villes et sa situation*, par de Fontpertuis (principalement d'après le volume de Reclus et la publication récente du D^r Lortet). — *La situation financière de la Belgique*, par Henri Maréchal. — *L'Institut des Banquiers d'Angleterre*, par Barthélemy Rey (renseignements fort intéressants). — *Statistique du commerce australien*.

9 février. — *La politique coloniale de la France ; nécessité de la persévérance ; le Sénégal, Madagascar*, par P. Leroy-Beaulieu. — *Le programme radical en Angleterre*, par Arthur Raffalovich. — *Le mouvement économique aux États-Unis et au Canada*, par de Fontpertuis (évaluation de la fortune publique aux États-Unis). — *Lettres d'Algérie* (progrès relatifs des éléments français et étrangers dans la population algérienne ; ces éléments sont à peu près égaux en nombre, mais la distribution en est inégale).

16 février. — *Les chemins de fer de l'État prussien pendant l'exercice 1882-1883*, par M. Block. — *La République argentine : son état économique et sa situation générale en 1883*, par de Fontpertuis (renseignements fournis par une publication officielle récente relative à un recensement fait à la fin de 1881 ; la République argentine compte environ 3 millions d'habitants, parmi lesquels 364,000 étrangers dont 123,000 Italiens, 81,000 Allemands, 95,000 Espagnols, 55,000 Français, etc.) — Lettre sur l'élément français en Algérie.

23 février. — *Le commerce général de la Suisse, les banques suisses en 1883*, par H. Dameth. — *L'article 11 du Traité de Francfort et le commerce franco-allemand*, par Henri Bloch (suivant l'auteur, qui cite beaucoup de chiffres, c'est à tort que les commerçants français se plaignent des conséquences qu'aurait eues cet article à leur détriment ; la véritable victime, au point de vue économique, du Traité de Francfort, a été l'Alsace-Lorraine, dont les fils et les tissus ont été chassés du territoire national). — *Le mouvement économique aux États-Unis et au Canada*, par de Fontpertuis. — *Les tarifs de chemins de fer en Allemagne et en France*, par Max Hoffmann.

Bulletin de Statistique et de Législation comparée.

Janvier 1884. — France : Loi sur le budget extraordinaire ; renseignements divers sur le revenu des impôts, le commerce extérieur, la Banque de France. — Le budget de la ville de Paris 1884. — *Les finances coloniales* (règles générales communes à toutes les colonies). — Étranger : le budget tunisien pour l'année 1883-1884. — Le commerce intérieur de la Grande-Bretagne en 1883. — Les projets de lois financiers en Prusse. — *Les finances allemandes*, Empire et Prusse (nombreux tableaux statistiques). — *La circulation monétaire des principaux États* (traduction d'un travail publié par la Direction de la Statistique du Ministère de l'Agriculture et du Commerce d'Italie). — Les recettes et les dépenses de la Russie en 1882, et le budget de l'Empire pour 1884.

Lettres de Philippe II à ses filles les infantes Isabelle et Catherine, publiées par M. Gachard. Paris, librairie Plon, 1884.

On croyait connaître tous les documents relatifs à Philippe II, et M. Gachard, l'éminent archiviste de Bruxelles, en avait publié un grand nombre pour sa part. Les lettres qu'il vient de faire connaître au public révèlent un Philippe II inédit, un Philippe II animé de sentiments humains, aimant ses enfants et leur écrivant comme pourrait le faire un bon bourgeois, s'informant des dents de l'une, du rhume de l'autre. C'est donc une véritable curiosité que nous devons aux infatigables recherches de M. Gachard. Ces lettres ont été écrites de 1581 à 1583, pendant le voyage que Philippe II fit en

Portugal pour asseoir sa domination dans ce pays. Elles sont adressées à ses deux filles dont l'aînée avait quinze ans ; elles ont été conservées par la plus jeune devenue duchesse de Savoie, et se trouvent actuellement dans les Archives royales de Turin. Une savante *Introduction* raconte tout ce qu'il est indispensable de connaître pour se rendre compte des circonstances dans lesquelles les lettres ont été écrites : les mariages de Philippe II, la situation du Portugal, la destinée des princesses auxquelles les lettres sont adressées. Le texte espagnol des lettres est reproduit avec une traduction aussi littérale que possible, afin que la physionomie de l'original ne soit pas altérée. Il y a, en outre, un document politique du plus grand intérêt : les instructions données par Philippe II à l'Ambassadeur qu'il envoya en France pour tâcher de faire proclamer reine de France sa fille Isabelle. L'ouvrage est magnifiquement édité : papier et impression, rien ne laisse à désirer.

L'Empereur Alexandre II : vingt-six ans de règne, par C. de Cardonne, un vol. gr. in-8°, 868 p. Paris, 1883, Jouvet et C^{ie}.

Malgré des travaux remarquables publiés dans ces dernières années, notamment par MM. A. Leroy-Beaulieu et Rambaud, la Russie n'est encore que très peu connue en France. L'éloignement et la langue sont deux obstacles à vaincre. Rien cependant de plus intéressant pour tout le monde, de plus important pour tous ceux qui sont mêlés aux affaires publiques à un degré quelconque, que l'histoire de cet immense empire qui confine à tant d'États où surgissent des questions vitales, et qui a joué un si grand rôle dans la politique extérieure de ces trente dernières années. On doit donc de la reconnaissance à M. de Cardonne d'avoir entrepris de nous donner l'histoire complète et puisée aux meilleures sources du règne de l'Empereur Alexandre II, qui n'a pas été seulement marqué par les grands événements de politique extérieure que tout le monde connaît, mais par une véritable transformation intérieure. « En cet espace de temps, si court dans la vie d'une nation, dit l'auteur, la Russie a vu s'accomplir tant de choses utiles et fécondes, de réformes, d'améliorations de toute sorte, qu'on pourrait les prendre pour l'œuvre d'un siècle d'efforts persévérants, dirigés par des volontés éclairées. »

M. de Cardonne a pensé avec raison que l'on ne comprendrait pas bien l'histoire d'Alexandre II si l'on n'avait pas une idée exacte des circonstances dans lesquelles ce prince était monté sur le trône. Il a donc mis au début de son livre une *Introduction historique* consacrée à Nicolas I^{er} ; il a insisté surtout dans cette Introduction sur la politique de cet empereur dans la question d'Orient, sur les origines du conflit qui a abouti à la guerre de Crimée, et sur les mobiles divers qui inspiraient les Cabinets de Paris et de Londres. On se rend ainsi très bien compte de la situation dont héritait Alexandre II à la mort de son père. Alors commence l'histoire qui est directement l'objet de

l'ouvrage et qui est divisée en trente chapitres où sont traitées en détail et avec un soin consciencieux toutes les questions intérieures ou extérieures qui se sont présentées pendant ces vingt-six années. Il suffit de citer les titres de quelques-uns des chapitres : *L'émancipation des paysans*. — *La réforme communale*. — *Insurrection polonaise*. — *La réforme provinciale*. — *Réforme judiciaire*. — *Les réformes militaires*. — *Agrandissements en Asie*. — *Dénonciation du Traité de Paris*.

L'auteur indique lui-même dans un *Avant-propos* l'esprit dont il a été animé en écrivant son livre : « Toute grande Puissance est presque toujours un objet d'envie. Il n'en est pas qui ait été en butte à plus de critiques injustes que la Russie, surtout de la part de ceux qui, ne l'ayant jamais vue, en parlent avec la légèreté propre à l'ignorance. L'auteur de ce livre a voulu se mettre en garde contre un système de mensonges et de calomnies qui date de 1830, qui s'est perpétué jusqu'à nos jours, qui a eu, qui aura peut-être encore des conséquences funestes pour la France. Il fait appel à l'impartialité du lecteur pour qu'il juge les événements et les hommes sans prévention, sans éprouver le besoin de dénigrer un peuple affable, hospitalier, une grande et généreuse nation qui joue un si grand rôle sur la scène du monde, et à laquelle l'avenir réserve de si grandes destinées. » Nous partageons la manière de voir ainsi indiquée par l'auteur, à la condition que le récit ne se changera pas en apologie et que l'historien saura critiquer comme approuver. Nous ne voulons pas entrer dans une discussion qui certes nous entraînerait trop loin et qui ne serait pas à sa place ici, mais nous indiquerons deux passages, dans lesquels il nous semble que l'historien aurait pu tout au moins faire quelques réserves. Le premier est relatif à la dénonciation du traité de Paris du 30 mars 1856 en ce qui concerne les restrictions apportées par ce traité à la souveraineté de la Russie dans la mer Noire. Nous savons tout ce qu'on peut dire contre ces restrictions ; il n'en est pas moins vrai qu'elles se trouvaient dans un traité obligatoire pour les parties contractantes, et qu'il ne suffisait pas à l'une de celles-ci de dénoncer le Traité pour se dégager. L'auteur ne mentionne même pas le Protocole assez curieux signé à Londres le 17 janvier 1871, et par lequel les plénipotentiaires reconnaissent que *c'est un principe essentiel du droit des gens qu'aucune Puissance ne peut se délier des engagements d'un Traité, ou en modifier les stipulations, qu'à la suite de l'assentiment des parties contractantes au moyen d'une entente amicale*. N'y a-t-il pas là un blâme indirect du procédé employé par la Russie ?

L'autre passage que nous tenons à relever concerne la disposition du traité de Berlin d'après laquelle la Russie reprend la Bessarabie.

Le voici : « La Roumanie était dépossédée, il est vrai, de la partie de la Bessarabie détachée en 1856 du territoire russe, soit de 9,400 kilomètres carrés, mais elle recevait, en échange de cette cession et des services qu'elle avait rendus pendant la guerre, le Sandjak

« de Toultscha et les îles du Delta du Danube, soit 11,800 kilomètres carrés, c'est-à-dire un territoire d'une superficie plus considérable, et, sur la mer Noire, une plus grande étendue de côtes. » (Page 804.) N'est-ce pas un peu sommaire? Il est vrai que plus loin (p. 822), l'auteur analyse la discussion qui s'est élevée au sujet de cette rétrocession de la Bessarabie et parle de la protestation des Roumains; mais, pour être tout à fait impartial, à côté des raisons de haute politique qu'invoquait la Russie, ne convenait-il pas de rappeler l'engagement qu'elle avait pris par un Traité formel au début de la guerre? N'avait-elle pas garanti à la Roumanie, son alliée, l'intégrité de son territoire?

Ces quelques réserves faites, nous ne saurions trop recommander la lecture du livre de M. de Cardonne, où l'on trouvera en abondance des informations utiles et intéressantes données dans un récit d'une lecture facile. Si nous avons à exprimer un vœu pour le cas probable d'une nouvelle édition, c'est qu'une table analytique développée permet de mettre facilement à profit les nombreux renseignements contenus dans l'ouvrage.

Notre future route de l'Inde, par Verney Lovett Cameron, in-18. Paris, Hachette, 1883.

L'ouvrage de M. Cameron se compose de deux parties bien distinctes : l'une, récit humoristique au jour le jour d'un voyage de touriste; l'autre, étude sérieuse, quoique sommaire, des moyens d'organiser les transports par terre de l'Angleterre à l'Inde.

La première partie, de beaucoup la plus considérable puisqu'elle comprend 240 pages sur 270, nous montre le voyageur successivement à Larnaca, Beyrouth, Tripoli, Alep, Diarbekir, Mossoul et Bagdad. Elle présente un double intérêt : le premier, c'est l'absence voulue de toute remarque, observation ou suggestion d'un caractère général. L'auteur s'est refusé à tirer ou à indiquer aucune conclusion de ce qu'il a vu. Il semble dire : voici tel fait que j'ai noté, telle aventure qui m'est arrivée : concluez-en ce qui vous plaira. Cette abstention volontaire, qui donne à l'ouvrage une grande valeur de sincérité, ne plaira peut-être pas beaucoup au lecteur français. Ce qui lui plaira davantage, et c'est le second intérêt, que je voulais signaler, c'est l'étendue de l'influence française dans ces pays, qui se dégage naturellement des récits de M. Cameron. On sent qu'il est anglais jusqu'au bout des ongles. C'est donc, sinon malgré lui, du moins sans enthousiasme, qu'il est obligé, par conscience, de mettre en scène aussi souvent les consuls et autres agents français, et de signaler l'emploi presque exclusif de la langue française dans les transactions avec les indigènes quelque peu lettrés. Toutefois il signale, et c'est une observation déjà insérée dans les *Archives Diplomatiques* (1), la présence de plusieurs écoles et missions privées américaines dont la concurrence pourrait être un jour redoutable.

(1) 1883, IV, 387.

La seconde partie, qui ne se compose que d'un seul chapitre, est plus technique. Ce chapitre, le XII^e, est intitulé : *Conclusions techniques, financières et politiques*. Il traite de l'établissement d'une communication par voie ferrée avec l'Inde. « C'est, dit l'auteur, une grave question et des plus importantes pour notre pays. Comme beaucoup de tracés rivaux sont en concurrence, il est nécessaire de peser mûrement, et sans passion, les avantages ou les inconvénients de chacun d'eux. » L'étude est faite consciencieusement et la lecture en est facile, grâce au soin qu'a pris M. Cameron de s'interdire les termes du métier et les questions trop spéciales.

En somme, l'ouvrage, sans être passionnant, mérite d'être lu, à cause des renseignements qu'il renferme et des questions politiques qu'il soulève.

J. C.

Un touriste dans l'extrême Orient (Japon, Chine, Indo-Chine et Tonkin), par Edmond Cotteau, in-18, Paris, Hachette, 1884.

« Je n'ai pas la prétention, dit M. Cotteau, en écrivant ce récit, d'apprendre au lecteur rien de bien nouveau ; mon but est seulement de lui rendre, aussi exactement que possible, les impressions que j'ai reçues. » Et ailleurs, il insiste encore sur le rôle modeste auquel il prétend : « Un Japonais fraîchement débarqué à Marseille, ne sachant pas un mot de français et n'étant resté qu'une semaine à Paris, passerait difficilement pour connaître la grande capitale de la France, quand bien même il en aurait visité les principaux monuments. Cependant, si le Japonais, de retour chez lui, communique à ses compatriotes le résultat de ses observations, son récit, bien que superficiel, pourra présenter un certain intérêt. C'est ce que je vais essayer de faire en disant ce que je sais de Tokio, ce Paris japonais. »

La modestie est si aimable que le livre de M. Cotteau serait le bien venu à ne tenir que ce qu'il promet. Mais ces préliminaires auront, pour ceux qui ne le connaissent pas, toutes les apparences de la coquetterie. Son voyage, si rapide qu'il ait été, lui a permis, grâce à son expérience, de beaucoup voir et de bien observer. Il a pris ses notes au jour le jour ; parfois, il nous en fait l'aveu, la fatigue ne lui a pas permis d'écrire, il résume alors la journée en quatre lignes. En général, il s'est fait un devoir de rédiger chaque soir son livre de « bord », et, à en juger par l'allure du style et la bonne humeur du récit, il a dû en transcrire mot à mot plus d'un passage. Rien d'aimable comme certaines narrations. Le séjour à Nikko, la route de Kioto à Kobé sont des pages pleines d'intérêt et d'une bonhomie charmante.

M. Cotteau était en Chine, alors que les événements actuels pouvaient déjà se pressentir. Nous trouvons dans son livre des noms célèbres aujourd'hui, entre autres celui de Li-Hong-Tchang ; et il n'y a pas que ceux qui prennent le Pirée pour un homme et le Tsong-Ly-Yamen pour un diplomate, qui le consulteront avec fruit. J'en dirai autant des chapitres sur l'Indo-Chine, le Tonkin, l'Annam, le Cam-

bodge. L'auteur a visité Saïgon et les environs, et, après bien des voyageurs français et étrangers, il renvoie à cette colonie et à d'autres ceux qui nous déniaient l'esprit d'organisation et de colonisation.

Ce livre, illustré de gravures et de cartes précieuses, sera lu avec empressement par les curieux. A un point de vue plus spécial, pour ceux qui seraient tentés d'imiter l'auteur, on peut affirmer qu'aucun d'eux, même après avoir étudié les meilleurs guides, ne saurait, sans imprudence, s'embarquer avant d'avoir lu l'ouvrage de M. Cotteau et fait son profit des conseils et des réflexions qu'il donne et qu'il suggère.

J. C.

Les Pays libres : leur organisation et leur éducation d'après la législation comparée, par Joseph Ferrand, Paris, Cotillon, 1884.

Ce livre est un cri d'alarme poussé par un bon Français. L'auteur s'inquiète de l'indifférence et de l'incapacité des masses en matière politique et administrative. Il regarde autour de lui en Europe et en Amérique, et voit tous les autres peuples intimement et efficacement mêlés à la vie de leur pays. L'Angleterre, la Belgique, les Etats-Unis, pays de naissance ou d'adoption du *self-government*, l'Italie, la Prusse, l'Autriche, pays de plus forte centralisation, tous présentent ce spectacle de nations déléguant une partie de leurs pouvoirs à des milliers de citoyens, qui ne sont pas pour cela des fonctionnaires. Entrant dans le détail, l'auteur nous fait toucher du doigt la différence d'organisation de ces pays avec le nôtre : partout une forte centralisation *politique*, tempérée chez eux par une large autonomie *administrative*. Il nous dit, avec M. Gladstone, que c'est « par les institutions locales qu'on acquiert l'intelligence, le jugement, l'expérience politique et qu'on se rend apte à la liberté ; » avec le baron de Stein, que « quand un peuple est parvenu à un certain degré de civilisation, il importe essentiellement d'attirer son attention et ses efforts sur les intérêts de la patrie, de la province, de la commune ; » enfin, avec le roi Victor-Emmanuel, « qu'il importe de décharger l'Etat de toute immixtion excessive, et, à cet effet, de donner aux provinces et aux communes un régime qui assure le fonctionnement des franchises locales. »

Grâce à un style net et ferme, à une bonne exposition des matières, à un usage modéré de citations topiques, l'auteur nous amène sans peine à cette conclusion qui est la sienne : nécessité d'une large décentralisation administrative.

Cet ouvrage a été écrit en vue d'un Concours institué par l'Académie des Sciences morales et politiques, et a obtenu le prix Odilon Barrot. Mais ce n'a été pour l'auteur que l'occasion de nous instruire sur un sujet à lui familier, et longtemps médité. Félicitons-nous de cette circonstance, et remercions l'auteur : il a fait un bon livre et une bonne action.

J. C.

La Cochinchine contemporaine, par A. Bouinais, capitaine d'infanterie de marine, et A. Paulus, agrégé de l'Université. 1 vol., in-8°, Paris, Challamel 1884.

Cet ouvrage fait partie d'une collection publiée sous le nom de *Bibliothèque algérienne et coloniale*. La collection est déjà considérable, et par le nombre et par l'autorité des auteurs qui y ont collaboré. Tous ceux qui s'occupent de géographie, de colonisation connaissent les noms de MM. Romanet du Caillaud, Barbier du Bocage, Dutreuil de Rhins. M. Bouinais, l'un des auteurs de la *Cochinchine contemporaine*, a déjà fourni sa contribution à cette collection par des ouvrages fort estimés. Celui qu'il nous offre aujourd'hui est très digne des précédents.

La plan en est bien conçu : quand on l'a lu, on a une idée très nette du pays, de ses habitants, de ses besoins, de son avenir. Le premier livre traite de l'histoire, le second de la géographie physique, le troisième de la géographie politique, le quatrième de la géographie économique. Sous ces quatre livres, les auteurs ont ingénieusement groupé tout ce qui peut, à un titre quelconque, offrir un intérêt au lecteur. Le livre III, par exemple, est divisé en quinze chapitres, dont la variété embrasse l'étude politique du pays à tous les points de vue : Organisation politique; — administration centrale et municipale; — justice; — finances; — armée et marine; — instruction publique; — population, mœurs et coutumes; — nourriture, habitation; — famille et propriété; — langue; — écriture; — littérature; — Asiatiques indigènes; — Asiatiques étrangers; — Français et Européens; — Saïgon et Cholon; — Religions.

L'ordre de cette énumération n'implique pas, on le voit, un développement rigoureusement logique. Aussi ce livre a-t-il un double et intéressant caractère. Il est très attachant en soi, attrayant par des détails heureusement présentés, par une allure narrative pittoresque et vraie; et il est en même temps plein de faits, de documents, de statistiques et de tableaux. Il comprend une belle carte de la Cochinchine dressée d'après les derniers renseignements.

On ne saurait choisir un meilleur guide pour s'initier à la vie que mènent là-bas, sur le littoral ou dans l'intérieur, colons, fonctionnaires, français ou indigènes; on pourra toujours grâce à lui suivre avec compétence les discussions, les publications, et au besoin contrôler les assertions relatives à notre colonie cochinchinoise.

Avec la tournure que prend notre politique coloniale, le livre de MM. Bouinais et Paulus rencontrera un public nombreux et ardent : puisse leur succès assuré nous valoir bientôt sur d'autres colonies, des ouvrages de la même valeur. J. C.

Du droit des gens en temps de guerre, par M. André Mariotti, 1 vol. in-12, Paris, 1883. Librairie militaire, L. Baudouin et C^{ie}.

C'est un exposé élémentaire des règles généralement admises en

ce qui touche le droit de la guerre. Il contient toutes les notions essentielles présentées d'une façon claire et intéressante, avec des citations en général bien choisies. Nous reprocherons à M. Mariotti de ne pas renvoyer avec assez de précision aux auteurs qu'il cite, et aussi de couper quelquefois son exposé par des documents assez longs qu'il aurait mieux fait d'analyser, sauf à les reproduire textuellement dans un appendice. L'ouvrage est divisé en six chapitres : I. Du droit des gens. — II. Du passage de l'état de paix à l'état de guerre et de ses effets divers et immédiats à l'égard des particuliers. — III. Des relations hostiles des belligérants entre eux. — IV. Des conventions entre belligérants. — V. Des relations entre les belligérants et la population envahie. — VI. De la fin de la guerre.

Souvenirs d'une mission à l'armée chilienne avec un résumé de la guerre du Pacifique, et des notes par M. Le Léon, lieutenant de vaisseau. 1 vol. in-12, Paris, 1883. Librairie militaire de Baudoin.

La guerre du Pacifique ouverte sans déclaration au commencement de 1879 et qui vient seulement de se terminer, est encore peu connue en Europe. Il y a eu, sans doute, des articles de polémique, des accusations passionnées contre l'un ou l'autre des belligérants, mais peu de documents et de renseignements sûrs. Le livre de M. Le Léon ne nous donne pas un historique complet de la lutte, mais il contient un grand nombre de faits intéressants et, ce qui est capital, nous pouvons avoir une confiance absolue dans ses assertions; il était bien placé pour voir par lui-même et se rendre compte des événements. Les opérations militaires auxquelles l'auteur a assisté, sont racontées avec clarté, et des cartes ou croquis complètent la description. Nous aurions désiré un peu plus de renseignements sur les procédés des belligérants. Il serait important de savoir dans quelle mesure le droit des gens européen a été observé dans ces pays lointains. Les partisans du Pérou prétendent que les prescriptions les plus élémentaires de ce droit ont été méconnues par le Chili. Il serait bon que le public impartial fût mis à même de porter un jugement en connaissance de cause.

Le Congrès de Paris (1856) et la Jurisprudence internationale, par Arthur Desjardins, docteur en droit, docteur ès-lettres, membre de l'Institut, avocat général à la Cour de Cassation. (*Mémoire lu à l'Académie des Sciences morales et politiques.*)

Dans cette étude, M. Desjardins s'est proposé un double but; il a voulu d'abord montrer comment les nations maritimes, après avoir accepté la déclaration de Paris, l'ont interprétée et appliquée dans leurs rapports réciproques; il a ensuite cherché à établir la situation des Etats dissidents dans leurs rapports avec les signataires du Traité. Ces questions sont examinées successivement dans trois chapitres à

l'occasion de chacun des principes de droit international maritime, formulés en 1856.

Le premier chapitre est consacré à la *Course*. Après avoir approuvé son abolition par la déclaration de 1856, M. Desjardins constate que, dans les différentes guerres qui ont ensanglanté le monde durant ces dernières années, les Etats signataires se sont toujours conformés à la résolution votée par le Congrès de Paris. Les puissances dissidentes elles-mêmes en ont souvent aussi reconnu l'utilité, bien qu'elles ne fussent liées en aucune façon par cette déclaration. Celle-ci n'oblige que les Etats signataires dans leurs rapports réciproques ; elle ne les lie pas quand ils se trouvent en présence d'Etats dissidents : l'armement en course est permis aux signataires de la déclaration de Paris à titre de rétorsion contre les belligérants qui ne respectent pas le principe de la prohibition de la course, et encore contre ceux qui n'ayant pas adhéré à la déclaration de 1856, se réservent le droit de lancer brusquement au moment opportun leurs corsaires contre la marine marchande d'un belligérant. L'abolition de la course, décrétée en 1856, ne fait pas obstacle à ce qu'un belligérant complète ou fortifie sa marine militaire par une marine auxiliaire, s'il organise cette marine d'une façon purement militaire et s'il ne la transforme pas en un instrument de guerre privée.

Le pavillon neutre couvre la marchandise ennemie, à l'exception de la contrebande de guerre. — La marchandise neutre, à l'exception de la contrebande de guerre, n'est pas saisissable sous pavillon ennemi. Ces règles sont étudiées avec détail dans le second chapitre.

Le troisième chapitre traite de l'*Effectivité du Blocus*. M. Desjardins commence par indiquer l'origine et la légitimité de ce principe, et il montre ensuite comment il a été respecté par les signataires de la déclaration de Paris : il constate qu'il a été violé quatre fois en vingt-sept ans. Il s'occupe en dernier lieu de la valeur obligatoire de cette règle dans les rapports des Etats signataires et des Etats dissidents ; il formule à ce sujet quelques règles, qu'il appuie sur des considérations très sérieuses, mais qui cependant peuvent paraître critiquables. L'éminent magistrat termine son travail en déterminant le sens précis et la portée de la nouvelle maxime internationale relative à l'effectivité du blocus. Pour lui, un blocus effectif dans le sens de la déclaration de 1856 n'exige pas de toute nécessité le stationnement des vaisseaux bloqueurs ; un blocus par croisière est parfaitement licite du moment que, grâce au nombre et à la position des croiseurs, il y a *danger évident* pour les neutres d'entrer dans le port.

P. F.

TABLE DES MATIÈRES

PAR ORDRE CHRONOLOGIQUE ¹

1878

Juillet. . .	26	<i>France</i> . M. Waddington, Ministre des Affaires étrangères, à M. d'Harcourt, ambassadeur à Londres. . .	214
Août. . .	7	<i>Angleterre</i> . Le Marquis de Salisbury à Lord Lyons. . .	216

1880

Juin. . .	17	<i>Angleterre</i> . Le Comte Granville à Lord Lyons . . .	217
	29	<i>France</i> — <i>Taïti</i> . Annexion de Taïti. Déclaration du roi Pomaré	277
—	29	Déclarations du Commissaire de la République. . .	278
Décembre	30	Loi portant ratification de l'annexion de Taïti. . .	280
—		Exposé des motifs.	281

1881

Avril . .	18	<i>France</i> — <i>Tunisie</i> . M. Barthélemy Saint-Hilaire à M. Tissot, ambassadeur à Constantinople. . . .	157
—	24	M. Roustan, chargé d'affaires à Tunis, à M. Barthélemy Saint-Hilaire.	164
—		Annexe : Lettre de Son Altesse le Bey de Tunis à M. le Chargé d'affaires de la République Française. . .	165
—	25	Lettre du Général Forgemol à Si-Ali-Bey, commandant le camp tunisien.	175
—	25	M. Barthélemy Saint-Hilaire à M. Roustan . . .	166
—	26	M. Roustan à M. Barthélemy Saint-Hilaire . . .	166
—		1 ^{re} Annexe : Lettre de Son Altesse le Bey au Chargé d'affaires de la République Française à Tunis. . .	166
—		2 ^e Annexe : Lettre du Chargé d'affaires à Son Altesse le Bey de Tunis.	167
—	26	<i>Turquie</i> . Le Ministre des Affaires étrangères de Turquie à l'Ambassadeur ottoman à Paris.	169
—	28	Le Ministre des Affaires étrangères de Turquie à l'Ambassadeur ottoman à Paris.	170
—	29	<i>France</i> . M. Tissot, ambassadeur à Constantinople, à M. Barthélemy Saint-Hilaire.	171

(1) Cette table ne comprend que les documents rentrant dans les trois premières parties des Archives; les documents ou renseignements insérés dans la *Chronique* seront relevés dans une *Table analytique* publiée à la fin de l'année.

Avril . .	30	M. Barthélemy Saint-Hilaire à M. Tissot.	172
—	30	M. Roustan à M. Barthélemy Saint-Hilaire.	173
—		1 ^{re} Annexe: Le Bey de Tunis au Chargé d'affaires de la République Française à Tunis.	173
—		2 ^e Annexe: Lettre du Bey de Tunis au Chargé d'affaires	175
Mai. . .	3	M. Roustan à M. Barthélemy Saint-Hilaire	176
—		Annexe: Lettre du Bey de Tunis au Chargé d'affaires de la République Française à Tunis.	176
—	3	M. Roustan à M. Barthélemy Saint-Hilaire.	177
—		1 ^{re} Annexe. Lettre de Sidi-Ali-Bey au Premier Ministre du Bey à Tunis.	178
—		2 ^e Annexe: Lettre du Chargé d'affaires de France au Premier Ministre du Bey.	178
—		3 ^e Annexe: Lettre du Chargé d'affaires de France au Premier Ministre du Bey de Tunis.	180
—	4	M. Roustan à M. Barthélemy Saint-Hilaire	180
—		Annexe: Déclaration du Khalifa de la tribu des Chiaïas.	180
—	4	M. Barthélemy Saint-Hilaire à M. Tissot.	181
—		Annexe: M. Barthélemy à Essad-Pacha, ambassadeur de Turquie à Paris.	181
—	5	M. Roustan à M. Barthélemy Saint-Hilaire.	182
—		Annexe: Lettre du Bey de Tunis à Lord Granville et à M. Cairoli.	182
—	5	M. Tissot, ambassadeur à Constantinople, à M. Bar- thélemy Saint-Hilaire	183
—	5	M. Barthélemy Saint-Hilaire à M. Tissot.	184
—	6	M. Tissot à M. Barthélemy Saint-Hilaire	184
—	7	M. Tissot à M. Barthélemy Saint-Hilaire.	184
—	7	M. Barthélemy Saint-Hilaire à M. Tissot.	184
—	7	M. Barthélemy Saint-Hilaire à M. Roustan	185
—	7	Angleterre. Lord Granville à Lord Lyons, ambassadeur à Paris.	185
—	8	France — Tunisie. M. Roustan à M. Barthélemy Saint- Hilaire.	186
—	9	M. Roustan à M. Barthélemy Saint-Hilaire.	187
—		Annexe: Amra du Bey à tous les Caïds et Gouverneurs.	187
—	9	M. Roustan à M. Barthélemy Saint-Hilaire.	188
—	9	M. Barthélemy Saint-Hilaire à M. Roustan.	189
—	9	M. Tissot à M. Barthélemy Saint-Hilaire.	189
—	10	M. Roustan à M. Barthélemy Saint-Hilaire.	190
—		Annexe: Lettre du Bey à M. le Chargé d'affaires de la République Française à Tunis.	190
—	10	Turquie. Essad Pacha, ambassadeur de la Porte à Paris, à M. Barthélemy Saint-Hilaire	191
—	10	France — Tunisie. M. Barthélemy Saint-Hilaire à M. Roustan.	192
—	10	M. Tissot à M. Barthélemy Saint-Hilaire.	192

Mai . . .	11	<i>Turquie</i> . Essad-Pacha à M. Barthélemy Saint-Hilaire.	194
—	12	<i>France — Tunisie</i> . Traité d'alliance.	144
—	12	M. Roustan à M. Barthélemy Saint-Hilaire.	194
—	12	M. Barthélemy Saint-Hilaire à Essad-Pacha.	195
—	12	Le Général Bréart au Ministre de la guerre.	195
—	12	M. Barthélemy Saint-Hilaire à M. Tissot.	196
—	13	M. Tissot à M. Barthélemy Saint-Hilaire.	196
—	13	M. Barthélemy aux Agents diplomatiques de la République Française	197
—	13	M. Barthélemy Saint-Hilaire à M. Roustan.	197
—	13	M. Barthélemy Saint-Hilaire aux Agents diplomatiques à Berlin, Constantinople, Saint-Pétersbourg, Vienne et près le roi d'Italie	197
—		Annexe : <i>Turquie</i> . Le Ministre des Affaires étrangères de Turquie à l'Ambassadeur ottoman à Paris.	199
—	13	<i>France</i> . M. Barthélemy Saint-Hilaire aux Agents diplomatiques à Berlin, Constantinople, etc.	199
—	14	Le Général Bréart au Ministre de la guerre.	203
—	14	M. Barthélemy Saint-Hilaire à Lord Lyons, ambassadeur d'Angleterre à Paris.	203
—	14	M. Roustan à M. Barthélemy Saint-Hilaire.	203
—	14	<i>Angleterre</i> . Lord Lyons à M. Barthélemy Saint-Hilaire.	205
—	16	<i>France</i> . M. Barthélemy Saint-Hilaire à Lord Lyons.	206
—	17	<i>Turquie</i> . Le Ministre des affaires étrangères de Turquie à l'Ambassadeur ottoman à Paris.	208
—	20	<i>France</i> . M. Barthélemy Saint-Hilaire aux Agents diplomatiques de la République.	209
—	20	<i>Angleterre</i> . Lord Granville aux Agents diplomatiques du Gouvernement de Sa Majesté.	210
—	20	<i>France — Algérie</i> . Le gouverneur général de l'Algérie à M. Barthélemy Saint-Hilaire.	213

1882

Août . .	7	<i>Affaires d'Égypte</i> . — Note des contrôleurs généraux.	288
—	10	<i>Belgique — Pays-Bas</i> . Déclaration pour l'établissement d'une ligne télégraphique internationale.	152
—	13	<i>Affaires d'Égypte</i> . — 1 ^{re} Annexe à la dépêche du 2 sept.	288
Septembre	2	M. Plunkett, min. d'Angleterre à Paris, à M. Duclerc.	287
—	2	Annexe à la dépêche : Projet de décret	292
—	4	M. Duclerc à M. Plunkett.	294
—	7	M. Duclerc à M. de Vorges, consul général de France en Égypte.	295
—	8	M. de Vorges à M. Duclerc.	296
—		1 ^{re} Annexe : Chérif-Pacha à M. de Vorges.	297
—		2 ^e Annexe : Projet de décret.	300
—	12	Comte d'Aubigny, chargé d'affaires à Berlin, à M. Duclerc	301

Septembre 13	Comte de Montmarin, chargé d'affaires à Vienne, à M. Duclerc	301
—	27 <i>France — Suisse</i> . Convention pour l'assistance gratuite des malades et indigents.	151
Novembre. 8	<i>Italie — Suisse</i> . Convention pour l'assistance judiciaire.	146

1883

Février .	26 <i>Bulgarie</i> . Loi sur la nationalité	74
Mars. . .	10 <i>Allemagne — Autriche-Hongrie — France — Grande-Bretagne — Italie — Russie — Turquie</i> . Traité de Londres relativement à la navigation du Danube, et règlement annexé	5
—	10 <i>Italie</i> . L'Ambassadeur d'Italie à Londres au Ministre des Affaires étrangères d'Italie. La question du Danube.	31
—	14 <i>Angleterre</i> . Dépêche circulaire adressée aux représentants de l'Angleterre à l'étranger, concernant la navigation du Danube et les conférences y relatives tenues à Londres en 1883.	45
—	14 <i>Espagne — Suisse</i> . Traité de commerce.	265
—	27 <i>France</i> . Loi portant organisation de la juridiction française en Tunisie	219
—	31 <i>Autriche-Hongrie — Suisse</i> . Convention relative aux épizooties.	147
Avril . .	14 <i>Pays-Bas — Russie</i> . Convention consulaire.	73
—	14 <i>France — Tunisie</i> . Décret établissant les circonscriptions de justice de paix en Tunisie.	222
—	14 Décret relatif aux conditions dans lesquelles sont désignés les assesseurs du tribunal de Tanis.	223
Mai . . .	5 Décret du Bey sur la juridiction consulaire en Tunisie.	225
—	9 <i>Autriche — Serbie — Turquie — Bulgarie</i> . Convention relative aux chemins de fer.	137
—	24 <i>Roumanie</i> . Le Ministre des Affaires étrangères de Roumanie à M. Jon Ghika, envoyé de Roumanie à Londres sur la question du Danube.	60
Décembre. 3	<i>Suisse</i> . Circulaire du Conseil fédéral relative à la protection internationale de la propriété littéraire et artistique.	155
—	31 <i>Grande-Bretagne</i> . Ordre en Conseil abolissant la juridiction consulaire en Tunisie.	225

1884

Février . .	8 <i>Saint-Siège</i> . Encyclique aux évêques de France.	303
-------------	--	-----

Le Gérant : FÉCHOZ.